LETTRES, MEMOIRES Lella

# NEGOCIATIONS

DE MONSIEUR LE

## COMTE D'ESTRADES,

Tant en qualité d'Ambassadeur de S. M. T. C. en Italie, en Angleterre & en Hollande.

Que comme Ambassadeur Plénipotentiaire

A LA PAIX DE NIMEGUE. Conjointement avec Messieurs

### COLBERT & CONTE D'AVAUX:

REPONSES DU ROI ET DU SECRETAIRE D'ETAT: Ouvrage où font compris

### L'ACHAT DE DUNKERQUE,

Et plusieurs autres choses très-intéressantes.

NOUVELLE EDITION,
Dans laquelle en a rétabli tout se qui avoit été supprimé
dans les précedentes.

TOME SECOND.



LONDRES. Chez J. NOURSE, proche Temple-But. MDCCXLIII.

MVS EVM BRITANNICVM

## ASSESSED ASSESSED ASSESSED ASSESSED.

# TRAITĖ, D'AMITIĖ,

De Confédération, de Commerce, & de Navigation, entre le Roy Très-Chrêtien, & Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, sait à Paris le vingt septiéme Avril 1662.

Affection que le Roy Très-Chrétien a toujours euë pour le bien
La & la prosperité de l'Etat des
Provinces Unies des Païs-Bas,
fuivant l'exemple des Rois ses
Predecesseurs, & la passion que les Seigneurs Etats Généraux desdites Provinces
ont toujours conservée pour la grandeur de
la France, avec des sentimens de reconnoissance pour les obligations & les avantages
considerables qu'ils ont reçus, ont maintenu
de telle sorte la bonne intelligence entre sa
Majesté & les dits Seigneurs Etats, & une si libre & parfaite correspondance entre
leurs subjects, depuis plusieurs Années,
Tome II.

que l'on pouvoit espérer qu'elle se continueroit d'elle même, sans qu'il fût besoin de confirmer les precedentes conféderations par aucun nouveau Traité. Neanmoins comme sa Majesté ne veut rien obmettre de ce qui peut affermir & perpetuer cette ancienne liaison, & que lesdits Seigneurs Etats Généraux soubaitent de la rendre plus étroite, ayant à cette fin recherché sadite Majesté par leurs Ambassadeurs Extraordinaires d'un renouvellement d'Alliance pour la manatention de la Paix qu'elle & lesdits Seigneurs Etats ont à present avec tous les Potentats & Etats de l'Europe, & pour regler les interêts des particuliers subjects de part & d'autre au fait du Commerce, Navigation & Marine, par des loix & des conventions les plus propres à prevenir tous les inconvenients qui pourroient alterer la bonne correspondence, les Seigneurs Jean Baron de Gent, Seigneur d'Osterwede, Lieutenant des Fiefs & Primat du Païs de Fauquemond; Conrad de Beuninge, Conseiller de la Ville d'Amsterdam; Juste Hubert, Conseiller & Pensionaire de la Ville de Ziriczée, & Guillaume Boréel. Chevalier Baron de Urenhove, Urendic, Seigneur de Steelant, Duinbeke & Pereeboom, &c. Amhassadeurs Extraordinaires desdits Seigneurs Etats des Provinces Unies des Pais-Bas, auroient à cet effect exhibé aux Ministres de sa Maj. leurs pouvoirs, dont la Copie est ci-dessous inserée pour la négociation & conclusion de ladite Allian-

t

d

Se

d

Se

de

20

re

je

de

te

de

re

de

de

le/

COT

Co

par

d'a

tre

ce: Sur quoi ayant sa Majeste denommez Messire Pierre de Seguier, Comte de Gien, Duc de Villemur, Pair & Chancelier de France : les Seigneurs Nicolas de Neufville, Duc de Villeroy, Pair & Marêchal de France, Chevalier des Ordres de sa Majesté, & Chef du Conseil Royal des Finances; Henry Auguste de Lomenie, Comte de Brienne & de Montbrun, & Michel le Tellier, Marquis de Louvoy, Seigneur de Chaville, tous deux Conseillers, Miniftres & Secretaires d'Etat & des Commandements de sa Majesté, & Commandeurs de ses Ordres; Hugues de Lyonne, Marquis de Fresné, Seigneur de Berny, aussi Conseiller & Ministre d'Etat, & Commandeur desdits Ordres; & Louis Henry de Lomenie, Chevalier, Comte de Brienne & Baron de Pougy, aussi Conseiller & Secretaire d'Etat & des Commandements de sa Majesté; & Jean Baptiste Colbert, Conseiller de sa Majesté en tous ses Conseils, & Intendan t des Finances, pour Commissaires de sa part, avec pouvoir, duquel ils ont representé l'original, & dont Copie est cydessous transcrite, pour conferer & traiter de ladite Alliance, & la conclurre avec lesdits Seigneurs Ambassadeurs, il a été convenu & accordé entre lesdits Seigneurs Commissaires, au nom de sa Majesté d'une part . & lesaits Seigneurs Etats Généraux. d'autre, ce qui ensuit.

é

.

5

25

r

ts

ir

e-

rs

r-

du

n-

1;

de

el,

c,

ee-

ai-

ces

ect

ou-

our

an-

ARTICLE I. Il y aura à l'avenir entre le Roy & ses Successeurs Rois de France & de Navarre & ses Royaumes d'une part, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, d'autre; Eleurs Etats, & terres appartenantes, & leurs subjects reciproquement, une sincere, ferme, & perpetuelle amitié, & bonne correspondence, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant debors

que dedans l'Europe.

II. De plus il y aura entre sa Majesté & ses Successeurs Rois de France & ses Royaumes, & tesdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Etats, & terres appartenantes, une Alliance étroite & fidelle Conféderation; pour se maintenir & se conserver mutuellement l'un l'autre en la Tranquilité, Paix, Amitié & Neutralité, par Mer & par Terre, & en la possession de tous les droits, franchises, & libertez dont ils jouissent, ou ont droit de jouir, ou qui leur sont acquis, ou qu'ils acquerront par les traitez de Paix, a'Amitié, & Neutralité qui ont été faits ci-devant, & qui seront faits ci-après conjointement & de commun concert avec des autres Rois, Républiques, Princes & Villes, le tout pourtant dans l'étendue de l'Europe seulement.

l

g

A

re

TU

in

91

qu

CO

au

Sa

ne

III. Et ainsi ils promettent & s'obligent de se garantir l'un l'autre, non seulement tous les Traitez, que sa Majesté & les dits Seigneurs Etats Généraux ont déja faits avec d'autres Rois, Républiques, Princes & Etats, lesquels seront exhibez de part

& d'autre avant l'échange des ratifications, mais auss tous ceux qu'ils pourront faire ci-après conjoinctement, & de commun concert, & de se defendre, affister & conserver reciproquement, dans la possession des Terres, Villes & Places qui appartiennent presentement, & qui appartiendront ci-après, tant à sa Majesté & ses Successeurs Rois de France, qu'auxdits Seigneurs Etats Généraux par lesdits Traitez, ou dans lesquelles lesdits Etats Généraux ont leur garnison, en quelque endroit de l'Europe que lesdites Terres, Villes, & Places soient situées; en cas qu'en tout ce que dessus sa Majesté ou lesdits Seigneurs Etats Généraux viennent à être troublez ou attaquez. par quelque bostilité ou Guerre ouverte.

IV. L'Obligation reciproque de s'entr'aider & defendre s'entend aussi pour être sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux, leurs Païs & Subjects conservez & maintenus en tous leurs droits, possessions, immunitez, & libertez, tant de navigation que de Commerce & Pesche, & autres quelconques, par Mer & par Terre, qui se trouveront leur appartenir par le droit commun, ou être acquis par des Traitez faits ou à faire en la manière susdite envers & contre tous Rois, Princes, Républiques, ou autres Etats Souverains; ensorte que fi, au prejudice de ladite Tranquillité, Paix, Amitié, & Neutralité presente ou future, sa Majesté ou lesaits Seigneurs Etats Généraux viennent à être ci-après attaquez,

A 3

ou en quelque autre forte que ce foit trou blez en la possession & jouissance des Etats? Terres , Villes , Places , Droits , Immunitez, & Libertez de Commerce, Navigation, Pefche, ou autres quelconques, dont Ja Majesté ou lesdits Seigneurs Etats Généraux jouissent presentement ou auront droit de jouir, ou par le droit commun, ou par les Traitez déja faits, ou qui pourront etre faits comme deffus: Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux en étant advertis & requis, l'un par l'autre, feront conjointement tout leur possible, pour faire cesser le trouble ou bostilité, & reparer les torts ou injures que auront été faits à l'un des Alliez.

V. Et en cas que ladite attaque ou trouble soit suivie d'une rupture ouverte, celui des deux Alliez qui ne sera pas attaqué, sera obligé de rompre quatre mois après la premiere requifition de celui d'entr'eux qui Jera déja en rupture. Durant lequel tems il fera tous devoirs par ses Ambassadeurs ou autres Ministres pour moyenner un accommodement équitable entre l'aggreffeur on turbateur, & l'attaqué ou trouble; & neanmoins donnera pendant ledit temps un puissant secours à son Allié, tel qu'il sera convenu par des Articles separez entre sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Genéraux, lesquels, bien qu'il n'en soit fait aucune mention au present Traité, serent tenus & observez comme s'ils y étoient inferez ou escrits. Demeurant toutes fois, après

après ledit temps de quatre mois expirés, au choix de celui des Alliez qui sera en rupture, de continuër à jouir du fruit du même secours, au cas que la conjoncture du temps Gala constitution de ses affaires lui en sit preserer l'effect à celui de la rupture

ouverte de son Allié.

-

t

28

t

3

10

t

1

7

à

1-

ui

a

42

15

rs

C-

ur

3

m

ra

fa

6-

it

it

n-

ès

VI. La garantie reciproque étant de cette sorte établie & promise, lorsqu'un des Alliez sera attaqué ou troublé, si l'Etat des Provinces Unies venoit à l'être, & se trouvoit obligé d'entrer en Guerre ouverte, sa Majesté sera pareillement obligée de rompre avec l'aggrésseur ou turbateur, & d'employer toute sa puissance & toutes ses forces par Mer & par Terre, & les joinare à celles desdits Seigneurs Etats Généraux, quand il sera jugé à propos, pour réduire l'Ennemy commun à un accommodément bonnête, seur & équitable avec la France & les dites Provinces Unies.

VII. Et en ce cas les forces de sa Majesté Très-Chrétienne & desdits Seigneurs Etats Généraux agiront conjointement ou separément, suivant ce qui sera alors plus particulierement concerté entre sadite Majesté & les dits Seigneurs Etats Généraux, tesquels adviseront & resoudront ensemble les moyens les plus propres pour incommoder l'Ennemy commun, soit par voye de diversion ou autrement, asin, comme dit est, de le reduire plutôt à un accommodement.

VIII. Le jemblable de ce qui est contenu aux deux Articles immediatement precedents

dents se fera par lesdits Seigneurs Etats, en cas que la France soit attaquée ou trou-

blée en la manière susdite.

IX. Quand une fois la Guerre se trouvera ouverte avec les deux Alliez suivant le present Traité, il ne pourra être fait après par aucun desdits deux Alliez aucune suspension d'armes avec celui qui aura été declaré & reconnu Ennemi, que conjointement & d'un commun consentement.

X. Mais le cas écheant que l'on vint à entrer en Negociation, soit pour traiter de Paix ou de Trêve de quelques années, elle ne se pourra commencer par l'un des Alliez sans la participation de l'autre, & sans lui procurer en même temps, & austi-tôt qu'à lui même, la faculté & seureté requise & necessaire pour envoyer ses Ministres sur le lieu où on traitera: comme aussi sans donner successivement, de temps en temps, communication de tout ce qui se passera en ladite Negociation: & ne pourra ni l'un ni l'autre passer jusques à la conclusion de ladite Paix ou Trêve sans y comprendre son Allié & le faire remettre, s'il le desire ainsi, dans la possession des Païs, Terres & Places, & jouissances des droits & immunitez qu'il tenoit & dont il jouissoit avant la Guerre, & sans stipuler de l'En-nemi commun pour l'Allié les mêmes droits, immunitez, exemptions & autres prérogatives que pour soi-même, si ce n'est que les Alliez en convinssent autrement.

XI.

9

te

d

la

le

ti

Si G

q

to

v

1

1

ti

9

1

le

di

g

n

redi

Se

XI. Il sera permis à celui des Alliez qui sera attaqué, de faire des levées de toutes sortes de gens de Guerre & de Marine dans les Etats de l'autre Allié: pourveu que cela se fasse dans les formes, & se puisse faire sans un notable préjudice de celui dans les Etats duquel se feront les dites levées.

XII. S'il survenoit par inadvertence ou autrement quelques inobservations ou contraventions au present Traité de la part de sadite Majesté ou desdits Seigneurs, Etats Généraux & leurs Successeurs ou autres qui seront aussi ci-après entrez en cette Alliance, elle ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on envienne à la rupture de la Conféderation, Amitié, & bonne Correspondance; mais on reparera promptement les dites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Subjects, ils en seront seuls punis & châtiez.

XIII. Et pour mieux affeurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Subjects dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'Amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats des Provinces Unies, (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné six mois de temps après ladite rupture aux Subjects de part & d'autre pour se retirer avec leurs effects,

Eles transporter où bon leur semblera. Ce qui teur sera permis de faire, comme austi de vendre ou transporter leurs biens El meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empéchement, ni proceder pendant ledit temps de six mois à aucune saisse de leurs effects, moins encore à l'arrêt

de leurs personnes.

XIV. Et d'autant que sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux presentement sont en Paix & bonne Correspondance avec tous les Rois, Républiques, Princes, & Etats de l'Europe, ils ont jugé à propos de declarer expressément, qu'ils n'entendent point que la presente Alliance les oblige presentement d'entrer en Guerre avec un desdits Rois, Républiques, Princes & Etats.

XV. En vertu de la presente Alliance, tant sa Majesté que les Seigneurs Etats Généraux, procureront & avanceront sidellement le bien & la prosperité de l'un & l'autre par tout support, aide, conseils & assistances reèles, en toutes occasions & en tout temps, & ne consentiront à aucuns Traitez, ou Negociations qui pourroient apporter du dommage à l'an ou à l'autre, mais les rompront, detourgeront, & en donneront les advis reciproquement avec soin & sincerité aussi reciproquement avec soin & sincerité aussi reciproquement connoissance.

XVI. Les Subjects de sadite Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux n'exerceront aucunes sortes d'hostilitez ni de violences à l'advenir les uns contre les autres, tant fur la Mer que fur la Terre, ou dans les Rivieres, Rades, & Eaux douces, sous quelque nom & pretexte que ce soit; & ainsi ne pourront les Subjects de sa Majesté prendre aucunes commissions pour des armemens particuliers, ou Lettres de reprefailles des Princes ou Etats Ennemis desdits Seigneurs Etats Généraux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte en vertu de telles commissions ou Lettres de represailles, ni même aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiez comme Pyrates; ce qui sera reciproquement observé par les Subjects des Provinces Unies à l'égard des Subjects de sa Majesté, & seront à cette fin, toutes & quantesfois que cela sera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obeissance de fadite Majesté & dans les Provinces Unies. publiées & renouvellées defences très-expresses & très-precises, de se servir en aucune maniere de telles commissions qu Lettres de represailles sous la peine sus-mentionnée, qui sera executée severement contre les contrevenans, outre la restitution & reparation entière, auxquels ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront caufé aucun dommage.

5

3

.

à

.

à

3

le

)-

XVII. Toutes Lettres de Marques & de Represailles qui pourroient avoir été ci-devant accordées pour quelque cause que se soit, sont declarées nulles, & n'en pourra être ci-après donné par l'un desdits Al-

A 6

liez au prejudice des Subjects de l'autre: Si ce n'est seulement en cas de manische deni de justice, lequel ne pourra être tenu pour verisié, si la requête de celui qui demande lesdites Represailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les lieux de la part de l'Etat contre les Subjects duquel elles devroient être données, asin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt s'il se peut, il le puisse informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de justice qui sera deu.

XVIII. Ne pourront aussi les particuliers Subjects de sa Majesté être mis en action ou arrêts en leurs personnes & biens pour aucune chose que sa Majesté peut devoir, ni les particuliers Subjects desdits Seigneurs Etats Généraux pour les debtes

publiques desdits Etats.

XIX. Les Subjects & Habitans des Païs de l'obeissance de sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Généraux vivront, converseront, & frequenteront les uns avec les autres en toute bonne Amitié & Correspondance, & jouïront entr'eux de la liberté du Commerce & Navigation dans l'Europe en toutes les limites des Etats de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & denrées, dont le Commerce & le transport n'est desendu generalement & universellement à tous, tant Subjects qu'estrangers, par les loix & ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

XX. Et pour cet effect les Subjects de

sadite Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux pourront franchement & librement frequenter avec leurs marchandises & navires les Païs, Terres, Villes, Ports , Places & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes personnes indistinctement, acbeter, trafiquer & transporter toutes sortes de marchandises & denrées, dont l'entrée ou sortie & transport ne sera defendu à tous Subjects de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux, sans que cette liberté reciproque puisse être limitée & restreinte par. aucun privilège, octroy, ou aucune concession particuliere, à l'exception seulement des huiles de baleine, que les Subjects. desdits Seigneurs Etats Généraux ne pourront apporter & vendre en France au préjudice du privilége accordé à la Compagnie établie pour la Pesche des Baleines & debit desdites builes, tant que le temps porté par ledit privilége déja donné par le Roi, durera; payeront toutesfois les Subjects de part & d'autre les droits accoûtumez & autres qui seront imposez par sa Majesté & ses Successeurs, ou par lesaits Seigneurs Etats Généraux dans les Païs de leur obéifsance en Europe, sans que lesdits Subjects de part & d'autre soyent tenus de payer plus grands ou autres droits, charges, gabelles ou impositions quelconques sur leurs personnes, biens, denrées, navires, ou frets d'iceux, directement ou indirectement, sous quelque nom, titre ou pretexte que ce A 7 puis-

5

5

5

u

nle

es

?ir

le

puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Subjects de l'un &

1

C

de l'autre.

XXI. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toûjours les Rades, Rivieres, Ports, & Havres libres & ouverts, pour entrer, sortir & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera necessaire, sans pouvoir être visitez: à la charge neanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun subject de jalousie par un trop long séjour, & affecté, ni autrement, aux Gouverneurs desdites places & ports: auxquels les Capitaines desdits Navires feront sçavoir la cause de leur arrivée & de leur sé-

jour.

XXII. Les Navires de Guerre de sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Généraux & ceux de leurs Subjects qui auront été armez en Guerre, pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis où bon leur semblera, sans être obligez à aucuns droits, soit des Sieurs Admiraux, ou de l'Admirauté, ou d'aucun autre; sans aussi que lesdits Navires ou lesdites prises, entrans dans les Havres ou Ports de sa Majesté ou desaits Seigneurs Etats Généraux, puissent être arrêtez ou saisis, ni que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prifes, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portez par les commissions, dont les Capitaines desdits Navires de Guerre-Seront

feront obligez de faire apparoir: Et au contraire ne sera donné azile ni retraitte dans leurs Ports & Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Subjects de sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Généraux; mais y étans entrez par necessité de tempéte ou peril de la Mer, on les sera sortir le

plutot qu'il sera possible.

u-

à

25

25

er

ig

ls

2-

é-

Ca

6-

rt

i-

25

15

s

u

u

-

t

5

e

é

t

e-

t

XXIII. Les Subjects desdits Seigneurs Etats Généraux ne seront point reputez aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loy d'Aubeine: & pourront disposer de leurs biens par Testaments, donation, ou autrement, & leurs Heritiers Subjects desdits Etats, demeurants tant en France qu'ailleurs, recueillir leurs successions même ab intestato, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de naturalité, sans que l'effect de cette concession leur puisse être contesté ou empêché sous pretexte de quelque droit ou prerogative des Provinces, Villes, & Personnes privées: pourront pa-reillement, sans lesdites Lettres de naturalité s'établir en toute liberté les Subjects desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, fans pourtant pouvoir y acquerir aucuns droits de Bourgeoisie, si ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de naturalité de sa Majeste en bonne forme; & séront generalement traitez ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement que les Subjects propres & naturels de sa Majeste , & particulierement ne pourpourront être compris aux taxes qui pourront être faites sur les Etrangers, & sera tout le contenu au present Article observé au regard des Subjects du Roi dans les Païs de l'obéissance desdits Seigneurs Etats.

Fr

na

me

en

Fr

hle

N

018

au

Su

001

dit

cet

ne

à

tio

pr tr

qu

na F

ch

M

de

Va

8

la

de

m

XXIV. Les Navires chargez de l'un des Alliez passants devant les côtes de l'autre, & relachant dans les Rades ou Ports par tempête ou autrement, ne seront contraints d'y decharger ou debiter leurs Marchandises ou partie d'icelles, ni tenus de payer aucuns droits, sinon lorsqu'ils y dechargeront des Marchandises volontairement &

de leur gré.

XXV. Les Maîtres des Navires, leurs Pilotes, Officiers, Soldats, Matelots, & autres Gens de Mer, les Navires mêmes, ni les denrées & marchandises dont ils seront chargez, ne pourront être saisis ni arrêtez en vertu d'aucun ordre général ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion que ce puisse être, non pas même sous pretexte de la conservation & defense de l'Etat , & généralement rien ne pourra être pris aux Subjects de part & d'autre que du consentement de ceux à qui il appartiendra, & en payant comptant les choses qu'on desirera d'eux; en quoi toutesfois n'est entendu de comprendre les saisies & arrêts faits par ordre & autorité de justice & par les voyes ordinaires, & pour loyales debtes, contracts, & autres causes legitimes; pour raison desquelles il sera procedé par voye de droit, selon les formes de la justice. XXVI.

XXVI. Tous les Subjects & Habitans de France pourront en toute seureté & liberté naviger & trasiquer dans tous les Royaumes, Païs & Etats qui sont ou seront en Paix, amitié, ou neutralité avec la France, sans qu'ils puissent être troublez ou inquietez dans cette liberté par les Navires, Galleres, Fregattes, Barques ou autres bâtimens de Mer, appartenants aux dits Seigneurs Etats ou aucun de leurs Subjects, à l'occasion des bostilitez qui pourroient se rencontrer ci-après entre les dits Royaumes, Païs & Etats, d'aucun d'iceux qui sont ou seront en paix, amitié, ou neutralité avec la France.

XXVII. Ce transport & trasic s'étendra à toutes sortes de Marchandises, à l'excep-

tion de celles de Contrebande.

a

é

25

1

5

i-

r

-

3

3

ıi.

t

2

-

e

5

3

n

t

à

\$

-

-

e

r

-

a

2

XXVIII. En ce genre de Marchandises de Contrebande, s'entend seulement être compris toutes sortes d'Armes à Feu, & autres assortissements d'icelles; Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poissez, Affuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudre, Meches, Salpetre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, selles de Cheval, fourreaux de Pistolets, Baudriers, & autres assortiments servant à l'usage de la Guerre.

XXIX. Ne seront compris dans ce genre de-Marchandise de Contrebande les Froments, Bleds, & autres Grains, Legumes, mes, Huiles, Vins, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nouriture & sustentation de la vie; mais demeureront libres comme autres marchandises & denrées non comprises en l'Article precedent, & en sera le transport permis, même aux lieux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places Assiegées, bloc-

quées, ou investies.

XXX. Pour l'execution de ce que dessus il a été accordé, qu'elle se fera en la maniere suivante, que les Navires & Barques avec les marchandises des Subjects de sa Majesté étant entrez en quelques Havres desdits Seigneurs Etats, & voulant de là paffer à ceux desdits Ennemis, seront obligez seulement de montrer aux Officiers du Havre desdits Seigneurs Etats d'où ils partiront leurs passeports, contenants la specification de la charge de leurs Navires, attestez & marquez du scel & seing ordinaire & reconnu des Officiers de l'Admirauté des lieux d'où ils seront premierement partis: avec la declaration du lieu où ils seront destinez; le tout en forme ordinaire & accoutumée; après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquietez ni recherchez, detenus, ni retardez en leurs voyages, sous quelque pretexte.

XXXI. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeissance desdits Seigneurs Etats, sans

vou-

20

tr

TO

êt

ga

po

E

CO

TE

ol

Se

le

A

C

p

d

li

1

gt I

to Jan

T 19 7

ent

X

ont

en-

nt,

ux

ts,

oc-

Tus

ne-

ues

Ja

res

là

li-

du

ir-

be-

t-

ai-

21-

nt

ils

re

de

ne

e-

1-

rd

ui

de

25

1.

vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans, sans toutefois vouloir debarques & rompre leurs charges; lesquels ne pourront être obligez de rendre compte de leur Cargaison, qu'en cas qu'il y eut soupeon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit ci-dessus.

XXXII. Et audit cas de soupeon apparent, les dits Subjects de sa Majesté seront obligez de monstrer dans les Ports leurs Pas-

seports, en la forme ci-dessus specifiée.

XXXIII. Que s'ils étoient entrez dedans les Rades, ou étoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'armateurs particuliers leurs Subjects; lesdits Navires des Provinces Unies, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon: & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au Bord des Navires ou aux Barques Françoises, & faire entrer deux ou trois bommes seulement, à qui seront monstrez les Passeports & Lettres de Mer par le Maistre ou Patron du Navire François, en la maniere ci-desfus specifiée, selon le formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inseré à la fin de ce Traité, par lefquels Passeports & Lettres de Mer il puisse apparoir non seulement de sa charge, mais aussi du lieu de sa demeure & residence & du nom tant du Maître & Patron que du Navire même, afin que par ces deux moyens on puisse connoître s'ils porpertent des Marchandises de contrebande, B qu'il apparoisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire que de son Maître B Patron: auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere soi & créance. Et afin que l'on connoisse mieux leur validité, & qu'elles ne puissent en aucune manière être falsisiées & contresaites, seront données certaines marques & contreseins de sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXXIV. Et au cas que dans les dits Vaisseaux & Barques Françoises, destinées vers
les Havres Ennemis des dits Seigneurs Etats
Généraux, se trouve, par les moyens susdits, quelques marchandises & denrées de
celles qui sont ci-dessus declarées de Contrebande & defendues, elles seront dechargées, denoncées, & consisquées par devant
les Juges de l'Admirauté des Provinces Unies, ou autres competants, sans que pour
cela le Navire & Barque, ou autres biens,
marchandises & denrées libres & permises,
& trouvées au même Navire paissent être
en aucune façon saisses ni consisquées.

XXXV. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Subjects de sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fut marchandise de Contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni reserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires.

ba

Sei

ce

de

qu

ea

le

di

S

di

d

9

1

j

1

appartenants aux Subjects du Roi Très-Chrétien, encore que la charge ou partie d'icelle fût aux Ennemis desdits Seigneurs Etats, excepté les Marchandises de Contrebande: au regard desquelles on se reglera selon ce qui a été disposé aux Articles precedents.

le

e.

i-

1-

26

le

S

r-

5

c.

.

10

t

7

,

32

e

ij

÷,

-

S

2)

t

5

0

XXXVI. Tous les Subjects & Habitans desdites Provinces Unies jourront reciproquement des mêmes droits, libertez, & exemptions en leurs trafics & commerces dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de sadite Majesté; ce qui vient d'etre dit que les Subjects de sa Majesté jourront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en baute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute manière de part & d'autre, & même en cas que ci-après lesdits Seigneurs Etats fussent en paix, amitie & neutralité avec aucuns Rois, Princes & Etats, qui devinssent Ennemis de sa Majesté: chacune des deux parties devant user reciproquement des mêmes conditions & resstrictions exprimées aux Articles du present Traité qui regardent le trafic commerce.

XXXVII. Et pour asseurer davantage les Subjects des dits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par les dits Vaisseaux de Guerre, sera fait desense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi & autres Subjects de sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit, sous peine d'être punis & tenus

en leurs personnes & biens des dommages & interêts soufferts jusques à la deuë resti-

tution & reparation.

XXXVIII. Et pour cette cause seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligez chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable devant les juges competents de la Somme de quinze mille livres tournois, pour respondre chacun d'eux folidairement des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité, & aux Ordonnances & Edicts de sa Majesté, qui seront publiez en vertu & conformement à la disposition d'icelui, à peine de decheance & nullité desdites Commissions & congez; ce qui sera pareillement practiqué par lesdits Subjects desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXXIX. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François sit prise d'un Vaisseau chargé desdites marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Cosses, Malles, Balles, Borgettes, Tonneaux, ou autres Caisses, ou les transporter, vendre, ou échanger & autrement aliener, qu'elles n'ayent été descenduës en terre en la presence des Juges de l'Admirauté, & après inventaire par eux fait desdites marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux; si ce n'est que les marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maitre

pr

g

1

U

C

a

[ 23 ]

tre ou Patron du Navire trouvât bon & agreât de livrer lesdites marchandises de Contrebande audit Capitaine, & de poursuivre son voyage, auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son vo-

yage.

ges (ti-

ont

urs

nt.

ant

nze

ba-

ons

ur-

Ca-

. હ

fté,

nent

ean-

gez;

les-

éné-

**fdits** 

Meau

ban-

Ca-

res,

5 024

idre,

elles?

esen-

s in-

idises

n'eft

le ne

Mai-

tre

X L. Sa Majesté voulant que les Subjects desdits Seigneurs Etats Généraux soient traitez dans tous les Païs de son obéissance aussi favorablement que ses propres Subjects, donnera tous les ordres necessaires pour faire que les jugements & arrêts qui seront rendus sur les prises qui auront été faites à la Mer, soient donnez avec toute equité & justice par Personnes non suspectes ni interessées au fait dont sera question, & donnera sa Majesté des ordres précis & efficaces, asin que tous les arrêts, jugements, & ordres de justice déja donnez, & à donner, soient promptement & deuëment executez selon leurs formes.

XLI. Et lorsque les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Généraux, ou quelqu'autre de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de sa Majesté, se seront plaints desdits jugements qui auront été rendus, sa Majesté fera revoir lesdits jugements en son Conseil, pour examiner se les ordres & precautions, contenues au present Traité, auront été suivies, & observées, pour y faire pourvoir selon la raison; ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus: neanmoins avant le premier juge-

ment ,

ment, ni après icelui pendant la revision, les biens & effects qui seront reclamez ne pourront être vendus ni dechargez, si ce n'est du consentement des parties interessées, pour éviter le deperissement desdites mar-

chandises.

XLII. Quand Procès sera meu, en premiere ou seconde instance, contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les interessez viendront à obtenir un jugement ou arrêt favorable , ledit jugement ou arrêt aura son execution sous caution, non-obstant l'Appel de celui qui aura fait la prise, mais non au contraire; & ce qui est dit au present Article & aux precedents, pour faire rendre bonne & briefve justice eux Subjects des Provinces Unies, fur les prises faites à la Mer par les Subjects de la Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Généraux, à l'égard des prises faites par leurs Subjects sur ceux de sa Majesté.

XLIII. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux pourront en tout temps faire construire ou fretter dans le Païs l'un de l'autre tel nombre de Navires, soit pour la Guerre, ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme austi acbetter telle quantité de Munitions de Guerre qu'ils auront besoin, & employeront leur authorité à ce que lesdits marchez de Navires & achapts de munitions se fassent de bonne soi, & à prix raisonnable, sans que sa Majesté ni lesdits Seigneurs Etats puissent

donner

donner la même permission aux Ennemis l'un de l'autre, en cas que lesdits Ennemis

fussent attaquans ou aggresseurs.

1,

ne

ce s,

7-

.9.

11-

te-

ou

ret

ob-

ri-

eft

ts,

ice les

de

bar

ard

ux

urs

fai-

un

our

bon

*t'ils* 

s &

nne

fent Tent nner

XLIV. Arrivant que des Navires de Guerre, ou des marchands, échouent par tempête ou autre accident aux côtes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, apparaux, biens, & marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenu, si lesdites choses étant perissables, ont été vendues, le tout étant reclamé par les proprietaires, ou autre ayant charge & pouvoir d'eux dans l'An & jour, sera restitué sans forme de Procès, en payant seulement les fraix raisonnables, & ce qui sera reglé entre lesdits Alliez pour le droit de sauvement: & en cas de contravention au present Article, sa Majeste & lesdits Seigneurs Etats Généraux promettent d'employer efficacement leur authorité, pour châtier avec toute la severité possible ceux de leurs Subjects qui se trouveront coupables des inbumanitez qui ont été quelquefois commises à leur grand regret, en de semblables rencontres.

XLV. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux ne recevront & ne souffriront que leurs Subjects reçoivent dans nuls des Païs de leur obéissance, aucuns Pirates & Fourbans, quels qu'ils puissent être, mais ils les feront poursuivre & punir, ou chasser de leurs Ports, & les Navires depredez, comme les biens pris par lesdits Pirates & Fourbans, qui se trouveront en être, seront Tome II.

incontinent & sans forme de Procès restituez franchement & librement aux proprietaires

qui les reclameront.

XLVI. Les Habitans & Subjects de coté & d'autre pourront par-tout dans les Terres de l'obéissance dudit Seigneur Roi & desdits Seigneurs Etats se faire servir de tels
Advocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs que bon leur semblera; à quoi aussi
ils seront commis par les Juges ordinaires,
quand il sera besoin, & que lesdits Juges en
seront requis, & sera permis auxdits Subjects & Habitans de part & d'autre de tenir, dans les lieux où ils feront leur demeure, les livres de leur trafic & correspondence en la langue que bon leur semblera, sans
que pour ce subject ils puissent être inquietez ni recherchez.

I

S

ti

Ci

0

1e

de

Do

10

la

XLVII. Ledit Seigneur Roi, comme aussi les dits Seigneurs Etats Généraux, pourront établir pour la commodité de leurs Subjects tressiquans dans les Royaumes & Etats l'un de l'autre, des Consuls de la Nation de leurs dits Subjects, lesquels joüiront des droits, libertez & franchises qui leur appartiennent par leur exercice & emploi, & l'établissement en sera fait aux lieux & endroits où de commun consentement il sera

jugé necessaire.

XLVIII. Sa Majesté & les dits Seigneurs Etats Généraux ne permettront point qu'auoun Vaisseau de Guerre ni autre, équipé par la commission & pour le service d'aucun Prin-

Prince, République, ou Ville que ce foit, vienne faire aucune prife dans les Ports, Havres, ou aucunes Rivieres qui leur appartiennent, sur les Subjects de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux employeront leur authorité & leurs forces pour en faire faire la restitution ou reparation raisonnablement.

-1-

ls

i-Mi.

3

272 b-

e-

26+

11-

ns

-95

me

ir-

ıb-

ats

de

des

ap-

oi, 8

era

urs

au-

par

cun

rin-

XLIX. L'un des Alliez n'affistera point les Ennemis attaquans de l'autre, presens ou à venir, ni par Terre ni par Mer, d'Hommes, d'Argent, de Vivres, Munitions, Vaisseaux ou autres choses qui les pourroient fortifier; en conservant néanmoins le cours libre du Commerce & Navigation entre les Subjects d'un Allié avec l'Ennemi de l'autre, conformément aux Articles precedents.

L. Et afin que tant sadite Majesté que les Seigneurs États Généraux puissent être entierement asseurez de l'effet & de l'execution réelle & vigoureuse de la presente Conféderation, ils declarent qu'ils n'ont point de Traitez ni de Conventions contraires à cette Conféderation, qui les puissent empêcher en aucune manière d'executer de bonne foi ce present Traité en tous ses points & Articles.

LI. Le present Traité tant d'Alliance que de Commerce, Navigation & Marine, durera vingt cinq Ans, à commencer du jour de la Signature, bien entendu néanmoins que, si d'advanture on étoit entré dans la presta-B 2 tion sion actuelle de la garantie, par rupture ou affistance en faveur de son Allié en vertu de ce Traité, avant l'expiration desdits vingt cinq Ans, le Traité continuera & subsistera dans sa force & vigueur en tous ses points, jusques à ce qu'on sera sorti de la Guerre en la maniere ci-dessus specifiée.

LII. Les Ratifications de ce Traité seront données en bonne forme & eschangées de part & d'autre dans l'espace de trois mois, à

compter du jour de la signature.



mines from the wheeles the south

s singi cinq Ans. d commercer

m

LETTRES, MEMOIRES

gt es,

le-

de à

ET-

ET

NEGOCIATIONS

DU

COMTE D'ESTRADES.

Ambassadeur de Sa Majesté Très-Chrétienne, auprès de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

### LETTRE

Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 4. Janvier 1663.

Es glaces m'ayant empêché de descendre aux lieux ordinaires, après avoir passé la mer, je me suis rendu à la Haye par terre le 26. du mois passé, & suis resté dans ma maison inconnu jusques au 2. du pre-B3

[30]

fent mois. Les neiges & les glaces ont tellement augmenté, que Messieurs les Etats n'ont pû me recevoir à Delft, les chemins étant impraticables : ils ont fait préparer une Maison dans Ryswick, où ils m'ont traité ledit jour 2. avec toutes les cérémonies accoûtumées, & me font venus chercher avec deux Députez, accompagnez de soixante carrosses, au pont de Hoornbrugh, qui est le sieu où l'on reçoit tous les autres Ambassadeurs. Le mauvais état où je suis de la blessure que j'ai à la jambe ne me permettant pas d'être fix heures à table. & de boire comme ils ont accoutumé dans les festins qu'ils font durant trois jours à l'entrée des Ambassadeurs, je les ai suppliez de m'en dispenser les deux autres jours ce qu'ils m'ont accorde. Le 3. j'eus mon Audience, & fus conduit & recu par deux Députez des Etats selon les coûtumes ordinaires, & le soir huit Députez, dont il y en avoit deux de Hollande, & les autres des six Provinces qui restent, vinrent à mon Logis me faire compliment. l'envoye à Vôtre Majesté le discours que je leur ai fait, dont ils m'ont paru être fatisfaits. Ce matin Mr. de Wit l'Avocat Général m'est venu rendre visite, & m'a témoigné vouloir faire toutes choses pour gagner l'estime & l'amitié de Vôtre Majesté, & qu'il me prioit de lui faire connoître ses inclinations, afin qu'il y régle les siennes. Il ne se peut parler plus honnêtement, ni avec plus de chaleur qu'il a fait

el-

ats

ins

rer

ont

no-

er-

de

gh,

tres

fuis

me

ole,

lans

rs à

Sup-

tres

eus

par

ûtu-

tez,

, &

vin-

ent.

que

e fa-

ocat

m'a

pour

Ma-

con-

régle onnê-

a fait.

Je

Je lui ai répondu, que je rendrois compte à Vôtre Majesté de tout ce qu'il me difoit; que je le pouvois assurer par avance, que Vôtre Majesté faisoit beaucoup de cas de sa personne, & estimoit sa conduite; que ce que je lui pouvois dire de moi-même étoit, que quand par ses actions il témoignera de la difference de Votre Majefté à tous les autres Rois, & qu'il confiderera les affaires qu'elle affectionne, & dont je fuis chargé de l'entretenir avant d'en conferer avec Messieurs les Etats, qu'il gagnera entiérement l'amitié & la confiance de Vôtre Majesté; à quoi j'ai ajoûté, qu'il n'y avoit plus de détour à prendre, que Vôtre Majesté gouvernant ses affaires seule, on alloit directement à elle, & que c'étoit le meilleur conseil que je lui pouvois donner. Il m'a témoigné le vouloir fuivre, & agir fortement fur toutes les affaires que Vôtre Majesté affectionnera. Il est fi adroit & fi bien appuyé dans les Villes de Hollande qu'il y est le tout-puissant, & c'est assurément celui de tous qui doit être le plus ménagé. Je rendrai un compte plus exact à l'avenir de toutes choses à Vôtre Majesté, & m'appliquerai à pénétrer les fentimens des principaux des Villes, & à reprendre mes anciennes habitudes, & à lui témoigner par mes respects & obéissances la véritable passion que j'ai d'être toute ma vie.

Let-

en a averal and enon relians

Lettre de Créance du Comte d'Estrades, presentée à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 3. Janvier 1663.

Rès chers, grands Amis, Alliez & Confederez. Le desir que nous avons de donner des marques singulieres de nostre bienveillance Royale, qui respondent à la consideration en laquelle nous avons vos affections, & à la liaison d'interest en laquelle nous sommes entrez par nos derniers Traitez, nous ayant fait choisir une personne de merite, le Sieur Comte d'Estrades, Conseiller en nos Conseils d'Estat & privé, Chevatier de nos Ordres, l'un de nos Lieutenants Généraux en nos Armées, Gouverneur de la Ville & Citadelle de Dunkerque & Forts en dependants, & Maire perpetuel de Bordeaux, pour aller en qualité de nostre Ambassadeur Extraordinaire resider auprès de vous, & s'employer aux choses qui regarderont l'execution de nos Traitez; & à celle dont nous nous sommes faits entendre à vos Ambassadeurs Extraordinaires, comme aussi à l'entretenement de la bonne Union & Correspondance qui doit suivre nostre alliance, nous l'avons pleinement instruit de nos intentions sur toutes les matieres, sur lesquelles nous vous prions d'ajoûter foi à tout

ce qu'il vous dira de notre part, & principalement quand il vous affeurera de notre
disposition à contribuer à ce qui peut aller à
votre bien en général & en particulier. Priant
la bonté Divine de vous tenir, très chers,
grands Amis, Alliez & Confederez, en sa
sainte & digne garde. Ecrit à Paris le 17.
jour de Decembre 1662. Votre bon Ami &
Confederé, signé LOUIS, plus bas, DE LoMENIE.

Superscription: A nos très chers, grands Alliez & Confederez les Etats Généraux des

Provinces Unies des Païs-Bas.

rs

re

la f-

lle 11-

de

il-

nts

tarts

orm-

de

re-

e à

ime &

an-

nos

lestout Harangue du Comte d'Estrades, faite en l'Assemblée des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 3. Janvier 1663.

TRÉS ILLUSTRES SEIGNEURS.

LE Roi mon Maître voulant suivre les bons exemples des Rois ses Predecesseurs dans les anciennes Alliances qu'ils ont toujours pris soin de lier avec l'Etat de vos Seigneuries, & voulant pour cela principalement se conformer à celui du Roi Henri le Grand d'heureuse memoire, m'a commandé d'assurer VV. SS. qu'il a eu fort agréable la recherche qu'elles ont faite de son alliance & de son amitié, & qu'il leur a accordé l'une B 5

Flautre avec d'autant plus de joye & de fincerité, qu'il remarque dans le gouvernement present de leur état, une conduite juste & reglée, tout à fait éloignée des maximes qui diviserent, il y a quelques années, les esprits, & qui sembloient aussi avoir divisé les intérêts, qui avoient été toujours si conjoints, & quasi communs entre la France & leur Etat.

Sa Majesté a été si sensiblement touchée d'entendre, avec quelles acclamations de joye la nouvelle du renouvellement d'alliance a été reçue par les peuples dans toutes les Provinces, que quand elle n'auroit pas déja oublié les chases passées, cette seule circonstance en auroit pleinement effacé le souvenir de son esprit, & elle reçoit ces sentimens publics pour tout autant de marques infaillibles de la resolution où sont VV. SS. de se maintenir inviolables dans la fermeté de cette alliance, & de ne souffrir jamais qu'elle soit ebranlée par les fausses raisons d'une conduite contraire, qui ne peut être inspirée que par les Ennemis de leur Etat, & les envieux de sa grandeur.

Austi sa Majesté m'a commandé d'assurer VV. SS. qu'elle tiendra à l'avenir pour siens tous les avantages & les prosperitez de leur Etat, qu'elle concourra avec franchise affection en toutes les occasions qui se presenteront de les procurer, se promettant que VV. SS. auront pour elle les mêmes sentiments, & que ce sera avec joye qu'elles commenceront à lui donner des preuves effec-

tives

[ 35 ]

tives en certaines affaires pleines de beaucoup de Justice, & qu'elle n'a pas voulu exiger d'elles dans la conclusion du Traité, mais plutôt les recevoir comme des effects de la sincerité de leur amitié, dont en quelque autre rencontre, avec plus de loisir, je leur

expliquerai le détail.

le

e-

te

es

les

ife

m-

छ

bée

ove

e a

70-

0u-

an-

de

pu-

illi-

e se

cet-

l'elle

con-

e que

nieux

Turer

pour

ez de

acbi e

e pre-

t que

s len-

u'elles

effec-

tive

Le Roi mon Maître ne doute point que les Ambassadeurs de VV. SS. à leur retour n'ayent fait un exact & fidelle rapport de tout le cours de leur negociation, & qu'elles n'y ayent remarqué des témoignages assez particuliers & extraordinaires de la propension qu'il a eu à s'unir entierement d'interet avec leur République, par cent facilitez qu'il a apportées, & par des relachements, même fort considerables, auxquels il a consenti en leur faveur & à leur avantage, pour surmonter tous les obstacles qui pouvoient traverser & peut-être rompre cette grande affaire; mais puisqu'il a plu enfin à Dieu d'en benir le succès, & qu'il n'y a clause aucune dans le Traité, de grande ou petite importance qu'elle soit, que sa Majeste n'ait vue, considerée, & bien discutée, par l'application qu'elle se donne à toutes ses affaires, & principalement à celles de cette nature, sa Majesté m'a commandé d'assurer VV. SS. que n'ayant rien plus à cœur que sa reputation, & sur-tout d'être tenu pour Prince fort religieux de sa foi & de sa parole, elle prendra un soin particulier de l'accomplissement de toutes les conditions dudit Traité, & de leur donner en toutes occurren-B. 6. ces ces des marques de sa bienveillance Royale

& de son estime.

Et en mon particulier je puis assurer Vos Seigneuries, que de tous les emplois dont sa Majesté m'a bonoré jusqu'à present, je n'en ai reçu pas un avec tant de plaisir que celui-ci, & que je m'estime beureux qu'il me donne occasion, en faisant mon devoir, de temoigner à Vos Seigneuries l'attachement que j'ai il y a long tems pour leur service, & pour tous leurs intérêts. Fait à la Haye le troisième jour de Janvier 1663. signé D'ESTRADES.

#### LETTRE

#### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 11. Janvier 1663.

IL me reste à parler de ceux dont je suis entré en conversation avec le Pensionaire, lequel commença de me dire, qu'il ne doutoit pes que Messieurs les Etats n'entrassent dans la garantie du Traité de Dunkerque, pourvû que Vôtre Majesté entrât aussi dans la garantie du Traité fait du Païs d'Outre-meuse par Esteven de Gamarre, comme aussi du Traité d'Angleterre, qui n'est qu'un simple renouvellement d'Alliance. Je lui dis que ces affaires se traitant

[ 37 ]

à Paris devant Vôtre Majesté, je n'avoisrien à lui dire là-dessus, & qu'il pourroit sçavoir ses intentions par leur Ambassadeur.

s

72

ie

,

nt

ye

né

115

ai-

ne

n-

ın-

rât

aïs

e,

qui

an-

int

à

le lui parlai d'un voyage que Richard, Secretaire de l'Ambassade d'Espagne, a fait, depuis que je suis ici, dans les Villes de la Province de Hollande, pour infinuer dans l'esprit des peuples une apprehension du voifinage de Vôtre Majesté par l'acquisition de Dunkerque, alleguant que tout est à craindre d'un Prince si puissant, & d'une fi grande ambition, que des Provinces plus éloignées que les leurs ne font pas en sureté; que même il leur a parlé d'une manière à faire impression dans leurs esprits, & à leur faire voir clairement que la franchife que Vôtre Majesté avoit donnée à Dunkerque, ruineroit la Hollande & la Zelande en peu d'années; que j'estimois à propos de lui en donner avis. vû les bons fentimens qu'il m'avoit témoigné avoir pour Vôtre Majesté pour ces sortes de négociations, & lui nommai même un Magistrat de Dort, & un autre de Haerlem avec qui il avoit conferé. Le Pensionnaire me' dit, que je sçaurois dans peu de jours ce qu'il auroit fait sur ce sujet, & en effet il a envoyé chercher ces deux personnes, & leur a fait une rude reprimande, d'avoir écouté un Ministre étranger fur des affaires qui regardoient un Prince allié, & un si grand Roi comme-Vôtre Majesté, sans avoir eu permission de B 7 l'Etat.

R

1

C

I

l'Etat, & que cela alloit à leur faire le procès & à leur donner des Commissaires, & leur donna tellement l'allarme, qu'ils avouërent leur faute, qui n'avoit été que d'écouter, fans être entrez plus avant, que de voir que Dunkerque alloit ruiner le Commerce de la Hollande.

J'ai été remercier le Penfionnaire d'en avoir usé de la forte, & je puis assurer Vôtre Majesté que j'aurai le tems de reprendre mes anciennes habitudes. Il ne se passera rien dans la Hollande que Vôtre

Majesté n'en soit informée.

Le Sieur Friquet, Envoyé de l'Empereur, m'a fait un compliment, sur ce qu'il ne m'avoit pas envoyé son carosse à l'Audience, alleguant qu'il avoit ordre de l'Empereur son Maître, de ne se trouver pas où le carosse de l'Ambassadeur de Portugal seroit, & que fans cela il n'auroit pas manqué de l'y envoyer. Son Gentilhomme me demanda apres audience, & me dit, que fon Mastre prétendoit la main, ainsi que l'Ambassadeur d'Espagne la lui donnoit. Je lui répondis, que je ne la donnois qu'aux Ambassadeurs, & que je ne le reconnoisfois ici que comme Resident de l'Empereur, qu'en cette qualité je le traiterois comme les autres Residens. Je n'en ai pas oui parler depuis, & il ne m'a pas fait demander audience.

L'Ambassadeur de Portugal m'a dit dans la visite qu'il ma renduë, que le Roi d'Espagne avoit fait faire une proposition au Roi

Roi de Portugal, d'assembler des Commisfaires pour traiter d'une Trêve pour quel-

ques années les clasennes de 13

le

s,

a-

ue

le:

en

6-

nfe

re

e-

ril

u-

m-

où

le-

ne

ue

uc

Je

ux

if-

ur,

ne

ar-

ler

ins.

Ef-

au

loi

Le Député des Villes Anséatiques m'est venu trouver, & m'a prié de proposer à Vôtre Majesté de la part de ses Maîtres, d'entrer en part avec elle dans les fraix de la guerre qu'elle veut faire aux Pirates d'Alger, pourvû qu'elle leur veuille faire la même grace que Vôtre Majesté a fair à Messieurs les Etats, par le Prairé, sur la diminution de cinquante sols pour tonneau. Je lui ai répondu que j'en écrirois à Vôtre Majesté, & que je lui serois sçavoir la ré-

ponse lorsque je l'aurois reçue.

Je me conformerai, ainsi que Mr. de Lionne m'a écrit de la part de Vôtre Majesté, à l'égard de Mrs. les Princes Guillaume & Maurice de Nassau & Prince de Tarente. Je dois seulement avertir Vôtre Majesté, que les Provinces de Frise & de Groeningue, dont le Prince Guillaume est Gouverneur, & où il a beaucoup d'amis, ne lui feront pas fort favorables dans les affaires qui se traiteront, & que les amis du Prince Maurice s'y joindront pour leur mécontentement, & d'autant plus qu'ils sont en possession d'être traitez d'Altesse par les ordres de Votre Majeste, & que l'Ambasfadeur d'Espagne leur donne cette qualité. Mais à cela je dirai à Vôtre Majeste, que ce sera mon affaire de ménager des Serviteurs & des amis dans l'Etat affez puissans pour détruire les cabales des mal-intentionnez, & que servant un Maître tel que Vôtre Majesté, je ne doute pas d'en venir à bout, & de disposer les choses ensorte

gue

la

de

do

féc

vû

êti

Ce

qu

nic

m

m

fa

de il

di m

pi

pi CI

fi

d

qu'elle en aura contentement.

Sur l'avis que j'ai eu qu'il y a plusieurs Lettres de Bruxelles & d'Anvers écrites dans les Villes de Hollande, que la franchife que Vôtre Majesté a donné à Dunkerque n'est que pour deux ans, j'ai fait traduire en Flamand un des Imprimez que Mr. Nacard m'a envoyé, & en ai fait diftribuer par toutes les Provinces, & particuliérement plusieurs exemplaires dans les Villes où l'Amirauté est établie, comme Amsterdam & Rotterdam. J'espére que cela produira un bon effet dans les esprits de ces peuples.

# LETTRE

#### ave lies Frenches destine de de Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 19. Janvier 1663.

J'Ai eu sur tout grande joye d'avoir appris la sévére reprimande que le Sieur de Wit a faite à ces deux Magistrats de Dort & de Haerlem, qui avoient écouté trop avant les infinuations que le Secretaire de l'Ambassade d'Espagne leur avoit faites, pour préparer les voyes à la Ligue

DEZ.

à

rte

irs

tes in-

er-

ra-

ue

if-

ti-

les

me

e-

de

p-

eur

ats

vil-

ai-

ue

gue que Gamarra a ordre de solliciter. Cela m'a fait voir que je puis me promettre que le Pensionnaire de Hollande marchera de bon pied en cette affaire, qui est sans doute la principale de toutes, & par con-féquent vous ne devez jamais la perdre de vûë, donnant une finguliere application à être informé de tout ce qui s'y passera. Cependant vous direz audit Pensionnaire, que m'ayant rendu compte de quelle manière il en a usé en cette rencontre, je vous charge de lui en faire un remerciement de ma part, & que ne doutant plus que les Etats par sa direction ne fassent un fondement solide & certain sur mon Amitié, fans prendre aucun écart desobligeant sur des apprehensions vaines & chimériques: il peut s'affürer en échange & en répondre aux dits Etats, que tous leurs interêts me feront à cœur comme les miens propres, & qu'en toutes rencontres ils m'éprouveront non seulement bon ami & sincere allié, mais le plus veritable & ferme appui qu'ait leur République. Je vois aufsi qu'ils veulent reduire en chicane l'affaire de Borkelo, & la fatisfaction de l'Evêque de Munster. En celle-ci vous trouverez fort contraire le Sieur de Ghent, car c'est sa providence qui protege le Comte de Stirum, qui est la seule partie dudit Evêque. Mais certainement, autant comme il a paru à mes Commissaires, ce Prince a tout le droit de son côté; cependant si ce differend ne s'accommode, il pourroit bien à la tin

n

1

-1

1

C

1

fin attirer quelque fâcheux embarras aux Etats, l'Evêque avant assez montré en la reduction de fa Ville, à quel point il s'aheurte aux choses qu'il entreprend, & où il croit être bien fondé. Pour le point de Rhinberg, je l'ai toûjours crû le plus difficile à trouver la satisfaction de l'Electeur de Cologne, si ce n'est qu'il y ait lieu de persuader les Etats, que la place ne leur est d'aucune utilité, y en ayant grand nombre au dessous du Rhin, & qu'en rasant ses Fortifications, comme l'Electeur est prêt d'y confentir, ils en pourroient tirer divers avantages, comme seroit, de se décharger du payement d'une garnison inutile, de rendre sustice à un Prince conside. rable, qui la tiendroit à grace, de me complaire & de m'obliger, & enfin de ne vivre pas toûjours dans la crainte & dans les précautions qu'il faut continuellement avoir pour se garantir de quelque insulte du côté de l'Empire.

#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

He 18. Fanvier 1663.

JE dois rendre compte à Vôtre Majesté de deux Visites que j'ai reçûës aujour-d'hui, que j'ai jugé être de concert. L'une à neuf heures du matin de Monsieur le Pensionnaire; l'autre à trois heures après midi

midi de Monsieur van Beuningen, qui a été Ambassadeur en France.

ux

en

Où

de ici-

de

de

eft

bre

fes

rêt

di-

dé.

uti-

de.

m-

vi-

les

Tion

ôté

ur-

ert.

eur

rès aidi

Le premier commença la conversation fort adroitement par des termes de respect les plus obligeans qu'il se peut pour Vôtre Majesté, & s'étendit sur sa Puissance, sur les grandes qualitez qu'elle possedoit, & qu'enfin on pouvoit juger qu'un grand cœur n'étoit pas fans une grande ambition; qu'on pouvoit auss esperer que ses Voisins & Alliez pourrolent s'agrandir par les moyens que la bonté Royale leur en donneroit. qu'ils esperoient l'avoir promptement dans le Commerce, comme le seul maintien de leur Etat, bien que la franchise que Vôtre Majesté avoit donnée à Dunkerque causat de grandes allarmes aux Provinces de Hollande & de Zelande. In the to sup and This

Mais aussi considerant ce peu d'utilité que Vôtre Majesté en recevra, & la perte considerable qu'elle fait dans ses Douanes, établies en France aux Villes frontieres de la Flandre, qu'il ne peut se persuader qu'elle laisse le certain pour l'incertain; & qu'il m'avoüoit que l'Etat lui auroit une grande obligation si Vôtre Majesté retranchoit cette franchise, qui est si grande qu'on n'en a pas encore vû de pareille.

Je lui répondis, que je n'étois pas surpris de l'entendre parler de Vôtre Majesté comme il faisoit, que je ne doutois pas que ce ne fût avec plaisir, puisque j'avois remarqué en plusieurs conférences que j'avois cuës avec lui, qu'il étoit bien informé des

gran-

ti

C

n

q

d

n

10

le

grandes qualitez de Vôtre Majesté; mais que je voudrois les lui expliquer encore plus particulierement: que je convenois avec lui de la grande Puissance de Vôtre Majesté, de son grand cœur, & de sa grande ambition; mais qu'il étoit aussi à pro-pos qu'il sçût à quoi Vôtre Majesté appliquoit toutes ses grandes qualitez. Pour sa puissance, qu'elle n'avoit autre pensée que de l'employer à maintenir l'union & la bonne amitié de ses Alliez, ainsi qu'il pouvoit connoître par les ordres que j'ai d'agir auprès de Messieurs les Etats; & pour fon cœur & fon ambition, que l'un & l'autre agiront fortement à conserver ce qui lui appartient, & à ne desirer rien d'injuste de qui que ce foit, mais aussi à ne souffrir pas que ce qui lui est dû soit alteré en aucune manière.

Quant à la franchise que Vôtre Majesté a donnée à Dunkerque, elle n'a eu nulle vûë que cela préjudiciât à l'Etat, qui peut en user de même dans l'étenduë de ses Provinces; elle n'a non plus confideré fon interêt, parce qu'elle a bien voulu perdre & diminuër le revenu de ses Doüanes, pour reconnoître l'affection que les Habitans de Dunkerque lui ont témoignée en plusieurs rencontres, & faire voir aux peuples de Flandre, que si dans les années dernieres ils ont été opprimez par les Gouverneurs des Places qui étoient à Vôtre Majesté, présentement qu'elle gouverne son Royaume & ses affaires, elle y établit un si bon ordre, ordre, que non seulement elle desire qu'on vive en repos, mais même que chacun trouve à gagner par la liberté du Commerce. Et par cette raison Vôtre Majesté perd ses revenus avec joye, pour augmenter ceux d'un Peuple qui a été affligé dans sa minorité & dans un tems où elle n'a pû y remedier. Sur quoi je le priois de remarquer le bonheur que ses voisins recevront à l'avenir, puisque Vôtre Majesté se prive plus clair de ses revenus, pour leur donner des marques de sa bonté Royale & de sa liberalité. Il jugea bien par ma réponse qu'il ne m'avoit pas persuadé.

a

la

1.

1-

ır

1-

ui

f-

f-

en

łé

lle

ut

0-

in-

&

ur

de

urs

de

res

urs

é,

au-

on

re,

L'entretien de Monsieur van Beuningen fut la même chose, mais elle ne me fut pas expliquée avec la même adresse. Je lui repliquai dans le même sens que je sis au Pensionnaire, en m'attachant toûjours à lui faire entendre, que le but de Vôtre Majesté n'étoit que de maintenir la paix & la bonne union avec tout le monde, mais de soûtenir ses droits si on les attaque. J'ai crû en devoir user de la sorte avec ces gens ici, par les avis certains que j'ai des cabales qui se sont dans les Villes d'Amsterdam, Rotterdam, & la Zelande, contre la franchise de Dunkerque.

J'ai été averti qu'ils ont envoyé des Députez à Messieurs les Etats Généraux, pour leur déclarer, que la plus grande partie des ouvriers des Manufactures retirez en Hollande depuis vingt ans, s'en veusent retourner vers Gand & Bruges, pour tra-

vailla

vailler & trafiquer vers Dunkerque.

Que les meilleurs Marchands des lieux ci-dessus nommez ont declaré, que si cette franchise subsisse, ils envoyeront des Facteurs à Dunkerque, & qu'ils suivront après

avec leurs familles, an signed mis xues

La Zelande est dans la même apprehension, pour les Sucres, le Tabac & l'Indigo qui vient des Isles de St. Christophle, de la Martinique, & de la Guadeloupe, dont le Commerce a enrichi plusieurs familles, nonobstant les grands droits qu'ils payent en Zelande. De sorte que les plus éclairez voyent bien, qu'avant qu'il soit quatre ans, Dunkerque attirera tout le

n

f

p

0

b

96

C

q

q

fe

V

fc

Commerce & ruinera ce païs.

J'ai aussi avis qu'il y a des gens qui ont été envoyez secretement à Anvers, Gand & Bruges, pour tâcher de détourner les Magistrats d'avoir aucun Commerce par Dunkerque, & que même on leur offre diminution des Droits par Zelande, qu'on leur persuade qu'il n'y a nulle sûreté de s'établir dans une Ville de guerre, & qu'il vaut bien mieux qu'ils continuent leur trafic avec leurs vieux amis, que non pas avec de nouveaux. Tout ce que dessus m'a été mandé par correspondances que j'ai à Bruges & a Gand, Et je juge par les difcours de ces Messieurs, qu'ils ne m'ont rendu visite que pour me pressentir sur cette franchise, & que cette affaire les touche fort. Vôtre Majesté me fera l'honneur de me mander, s'il lui plast, si elle approuve la vailler

[ 47 ]

la réponse que je leur ai faite, & si elle desire que je leur dise quelque chose de plus fort, en cas qu'ils m'en parlent.

# LETTRE

## Du Rei au Comte d'Estrades.

Le 26. Janvier 1663.

safety dans on extended of hondonic A raison est fort évidente, & je la puis même prendre de la propre bouche des Ambassadeurs qui étoient ici: lesquels m'ont si souvent représenté, quand je faifois quelque difficulté de leur garantir Rhinbergue, que c'auroit été laisser une porte ouverte à tout l'Empire de les attaquer, & lui montrer même l'endroit par où il pourroit le faire, fans que je fusse obligé de me remuer pour leurs differens, à quoi ils protestoient ne pouvoir jamais consentir, & en effet je me rendis bien - tôt à une raison si convaineante. Le même cas m'arrive aujourd'hui touchant Dunkerque. J'ai promis aux Etats de les garantir dans leurs possessions, heureusement avant que les ratifications soient échangées, c'esta-dire avant que le Traité ait reçû sa perfection, j'ai occasion d'acquerir une nouvelle place; si les Etats ne me la garantissoient pas, comme toutes les autres, ne seroit-ce pas montrer à l'Espagne l'endroit

aaaieee

e

par où elle me peut attaquer sur des prétensions bien ou mal fondées, sans qu'alors les Etats fussent obligez de se remuër pour m'affister; Et si elle prenoit jamais ce dessein, chercheroit -elle d'autre prétexte que celui-là, dont elle tireroit d'abord l'avantage que mes Alliez demeureroient les bras croisez? Seroit-il juste que je fusse obligé de ma part à rompre contre quelque aggresseur qui puisse attaquer les Etats, & pour quelque cause que ce foit, fans en examiner le fondement bon ou mauvais, & que dans la feule rupture que j'ai sujet de croire qui me puisse être faite, lesdits Etats ne fussent engagez à rien, s'ils ne vouloient, & pussent demeurer fimples spectateurs de cette guerre?

A dire vrai, la disproportion seroit si grande en une alliance de cette sorte, & j'aurois tant de desavantage en cette inégalité d'obligation de ma part, & de nul engagement de l'autre, que vous voyez bien vous même que je ne puis ni ne dois échanger les ratifications de nôtre Traité que Dunkerque n'y entre. Je dis même, plutôt qu'aucun autre des Etats ou Places que se possede, puisque c'est celle qui peut fournir plus de prétexte à une rupture.

Quant à ce que dit le Sieur de Wit, que leur intention est de me satisfaire sur ce point; que même la Province de Zelande l'avoit déja resolu, & qu'on ne doit pas douter que les autres ne suivent cet exemple; Je le yeux croire comme il le dit, & si c'étoit en une affaire moins importante. je n'aurois nulle peine à passer outre sur cette apparence. Mais en celle-ci, qui est de la derniere consideration, & où il s'agit, à proprement parler, à l'égard desdits Etats, d'être ou de n'être pas obligez à rompre en ma faveur quand je serois attaqué, pendant que je serois étroitement lié à rompre pour eux, des qu'ils seront attaquez par quelque Puissance que ce soit; je vous laisse à juger si la prudence permet que je consente à faire un si dangereux pas, fur une simple apparence que les peuples fuivront le sentiment des autres: tien n'étant plus incertain que leurs déliberations, comme nous en avons tant d'exemples; car qui dit Peuple, dit presque autant de sentimens qu'il y a de têtes.

Je ne fais tout ce raisonnement que pour faire comprendre avec combien de circonspection je dois procéder en cette affaire, asin que vous en rendiez capable le Sieur de Wit, qui ne peut pas desavouer, non seulement que je ne suis point présentement en demeure, laquelle ne vient que des constitutions de leur Etat; mais que cidevant même j'ai eu grande raison, dès que j'ai vû jour à faire le Traité de Dunkerque, de ne point échanger les Ratissications, que cette Place n'entrât, comme les autres, dans la garantie générale que

nous avons stipulée.

e

1-

1-

1-

té

a-

en

n-

10

u-

1e

ut

ue

ce

de

as

m-

&

fi

Tout ce que je vous ai dit jusques ici peut & doit être redit au Pensionnaire de Tome II.

Hollande, lequel étant bien intentionné, & Ministre sage & équitable, connostra bien que je ne pourrois sans imprudence en user autrement que je fais. Ce que j'y ajoûterai maintenant, sera pour vous seul, & yous ne vous en expliquerez à personne.

Comme depuis long-tems qu'il y a qu'on a fignifié ici par mon ordre au Sieur Boreel, que l'échange des Ratifications ne se feroit point, que ses Maîtres ne me garantissent le Traité de Dunkerque, ni sui, ni aucun de l'Etat n'ont rien dit au contraire, & on s'est seulement appliqué de delà à y voir l'avis des Provinces sur ma demande: il y a grande apparence que ce qui cause aujourd'hui le changement qui se voit en leur première conduite, & ce qui a donné lieu à l'instance si pressante qu'on vous a faite d'échanger lesdites Ratifications, sans attendre d'autre déliberation, c'est le deplaisir que je vois par vôtre depêche qu'ont les Etats de la franchise que j'ai accordée à Dunkerque, qu'ils croyent à la fin pouvoir portenquelque préjudice à leur Commerce, dont ils voudroient bien par-tout être les Maîtres, à l'exclusion de toutes les autres Nations; & qu'ils fe font imaginez, que s'ils peuvent dès à présent me disposer à rendre le Traité complet par ledit échange, sans que Dunkerque s'y trouve compris, ils pourront dans la suite m'obliger à révoquer ladite franchise, ménageant dans les autres Provinces, qu'elles ne m'offriront la garantie dudit dudit Dunkerque, qu'à condition de cette revocation. Ce qui doit encore augmenter le foupçon qu'ils ont cette visée, c'est le long terme qu'ils disent qui est necessaire pour avoir l'avis desdites Provinces. Car je vous ai parlé de quatre mois; & je sçai par l'expérience de ce qui s'est passé à Muniter, quand il a fallu deliberer sur des points de grande consideration, qu'on avoit toûjours la déliberation en six semaines, & il y en a déja autant d'écoulées, & au de-là, depuis le jour qu'on en a parlé la première fois au Sieur Boreel.

1

9

i

-

e

11

n

1-

,

re

se ls

é-

uà

&

nt

té

n-

nt

te

0-

tie dit Vous jugerez affez par tout ce que deffus, combien il m'importe d'éviter ce piége, s'il m'étoit tendu; ce que je ne puis faire qu'en faisant toûjours marcher ensemble & d'un pas égal l'échange de ces Ratifications & la garantie de Dunkerque.

Pour ce qui regarde maintenant le point de ladite franchise, dont le Pensionnaire de Hollande & le Sieur van Beuningen vous ont parlé, le premier plus accortement, & l'autre avec plus d'ardeur, vous pourrez dire à l'un & à l'autre, que j'ai été furpris de voir qu'ils prennent de de-là l'allarme si chaude pour une chose qui le merite si peu; que je n'avois pas fait jusques ici la moindre réflexion à cette augmentation de Commerce qu'ils vous ont témoigné d'apprehender si fort. Et à dire vrai, comme je n'en ai aucune pensée, je connois mieux qu'eux, que ce seroit bien envain que je l'aurois euë, & que je la prendrois à l'ave-DIF.

nir, le naturel des François étant si peu propre qu'il l'est à s'appliquer au trafic, quelque soin que je me donnasse pour les y faire songer. Outre que le Poste de Dunkerque n'est pas plus propre de soi pour leur en faire naître l'envie, ni aux Etrangers, étant une Place de guerre, où les Fortifications & une garnison nombreufe n'est pas fort compatible avec l'entiere liberté & sûreté que desirent les Marchands; le Port d'ailleurs étant fort mauvais, & l'entrée très-difficile & perilleuse à cause des bancs, ensorte qu'aucune des commoditez qui peuvent contribuër à la facilité & à l'augmentation du Commerce ne s'y rencontre. Aussi a-t-on vû quels progrès y a fait celui que les Espagnols ont voulu y établir quand ils en étoient les maîtres, à la reserve des Pirateries qui s'y sont exercées sur mes sujets pendant la guerre, & dont la cause & la crainte cessent en paix à l'égard de tous les Etats voisins. Le feul objet que je me suis proposé, en n'établissant pas les bureaux de mes Doüanes dans Dunkerque, a été de ne traiter pas plus mal ces nouveaux fujets-là que les autres de mes Conquêtes, que je n'avois point furchargez de ces Impositions, qui ne se levent que dans l'ancienne étenduë de mon Royaume. Je n'ai jamais mis de ces Bureaux dans les Places du Hainaut, dans celle de Luxembourg, en Roussillon, en Alface, à Pignerol. Il n'y en avoit pas même à Gravelines; comment eussé-je voulu

d

d

lu le pousser à Dunkerque, qui est plus avancé, ayant même plus de raison de songer par toutes fortes de bons traitemens à regagner les affections & le cœur des Habitans dudit Dunkerque, qui se pouvoient assez justement plaindre, qu'après les avoir conquis je les eusse donnez à une autre Puissance dont la domination ne leur pouvoit pas être fort agréable. Par tout ce que dessus, ceux qui ont de-là la direction de l'Etat jugeront, s'ils ont eu lieu de concevoir les ombrages qu'ils vous ont témoignez fur le fait de cette franchise de Dunkerque, dont la cause est toute autre qu'ils n'ont crû, & ils s'appercevront bien-tôt dans la fuite, qu'elle ne leur fera pas plus de préjudice que celle de Philippeville ou de Marienbourg, où il n'y anul Commerce à faire.

e

S

e

u

,

X-

,

ix

ul

a-

es

as

ıu-

int

fe

on Bu-

ans

en

pas ou-

lu

La restitution de Rhinberg, en rasant les fortifications, ne tireroit à aucune consequence pour les places de l'Electeur de Brandebourg que les Etats ont en leurs mains. Car outre que je doute fort que ledit Electeur voulût consentir à une pareille demolition pour les siennes, quand les Etats voudroient obliger effectivement l'Electeur de Cologne, ils ne manqueront pas de trouver beaucoup de raisons différentes de l'un à l'autre, particuliérement l'Electeur de Brandebourg vivant avec eux aussi desobligeamment qu'il fait, & ayant beaucoup d'autres intérêts à démêler ensemble. Après tout, il y a une confideration particu-Cs

lière qui ne leur peut manquer, & qui fermeroit la bouche audit Electeur, qui est, de dire que je les ai obligez par nôtre Traité à la restitution de Rhinberg.

Je pense vous avoir déja dit & même marqué la même chose dans vôtre Instruction, que je tiendrois pour très-bien em-ployé tout ce qu'il faudroit dépenser pour m'acquerir entiérement le Pensionnaire de Hollande, & je n'ai pas changé de fentiment: mais il faut s'y conduire avec dex-terité, parce que de la manière dont on me l'a dépeint, c'est un homme à vouloir exercer sa vertu, & tirer de la gloire du refus qu'il feroit de pareilles propositions. Cet inconvenient néanmoins n'est pas si grand, que je ne croye que vous lui pouvez laisser entrevoir dans vos discours, que je serois ravi de lui donner des preuves effectives de ma bienveillance, s'il est difposé à en recevoir. Cette avance même pourra servir à lui faire connoître la fincérité de mon affection, & la confideration que je fais de son mérite & de ses bonnes qualitez.



4 delight in constraint the solution of the allegants

91511

#### LETTRE

#### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 25. Janvier 1663.

IL a été bien aise d'apprendre que Vôtre Majesté fut dans la volonté de garantir les Traitez d'Angleterre & du païs d'Outre-meuse, quand Messieurs les Etats garantiront aussi celui de Dunkerque.

Mais il a réprésenté, que considerant que le Traité, qui a été fait à Paris de bonne soi avec Vôtre Majesté, portant que les ratifications seroient échangées dans trois mois, & cela ne s'éxecutant pas, il paroit que la sûreté n'est pas entière dans les Traitez; qu'il estime qu'il seroit plus avantageux pour Vôtre Majesté & pour l'Etat, que l'on sit un Traité à part des garanties des Traitez de Dunkerque, d'Angleterre, & du païs d'Outre-meuse, & que l'échange des deux ratifications se sit à la sois, & qu'ainsi il ne paroîtroit pas que le premier Traité est été alteré, ni retardé par aucune nouvelle proposition.



#### LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 1. Février 1663.

"Ai sçu de plus que cet Envoyé ne s'est pas arrêté à la feule proposition de la Ligue des dix-sept Provinces; mais qu'il a passé jusques à faire entendre que le Roi d'Espagne étoit resolu de secourir le Pape, quelques apparences qu'ils donnaffent du contraire à Vôtre Majesté; que les Troupes d'Allemagne marchoient, & que celles d'Italie restoient pour ce dessein, & qu'on faisoit un Traité de Paix avec le Portugal, pour se servir de trente mille hommes que cette guerre occupoit au Roi d'Espagne; qu'on devoit être persuadé que Vôtre Majesté n'a autre dessein que de se rendre maître des Etats de tous ses voisins; que déja elle avoit traité de Cazal & du Montferrat avec Monsieur de Mantouë, & que le Roi d'Espagne hazarderoit plutôt le Duché de Milan, que de souffrir une acquisition comme celle-là; que pour prévenir les maux qu'une rupture entre les deux Couronnes pourroit causer, le Roi d'Espagne prenoit ses mesures avec tous ses Alliez, & avoit envoyé faire des propositions très-avantageuses au Roi d'Angleterre, auxauxquelles on espère de réissir; & que c'est en cette consideration & à la priére du Roi d'Angleterre, que le Roi d'Espagne s'est refolu de traiter de paix avec les Portugais. & même de leur donner de l'égalité dans les Conferences qui ont déja été tenuës: que le Chancelier Hyde est à present aufsi favorable aux intérêts d'Espagne, qu'il y a été contraire par le passé; que le Traité de Dunkerque & le mariage de l'Infante de Portugal l'ayant mis mal avec le Parlement & les Peuples, il espére se bien remettre dans leurs esprits en procurant une Paix au Portugal glorieuse & avantageuse. & tirer le Roi son Maître hors des dépenfes des fecours qu'il étoit obligé de donner à son beau-frere. Ledit Secretaire a distribué plusieurs Lettres de Marchands d'Anvers à ceux de Rotterdam, qui leur marquent de ne s'engager pas de venir demeurer à Dunkerque; que cette franchise ne se continuë plus, & qu'on fait payer les droits fur la Coline aux Marchandises qui entrent & fortent de Dunkerque.

Voilà en substance tout ce que j'ai appris, & j'ai bien remarqué que cette manière de negocier est fort agréable aux Villes, & qu'entrant dans leurs intérêts, il pretend infinuer plus aisément dans leurs esprits l'au-

tre affaire.

Ce qui m'a obligé de dire au Pensionnaire de la Ville & au premier Magistrat, qui m'ont dit tout ce que dessus en grand secret & considence, que cette manière d'agir de Don Esteven de Gamarre leur devoit être fort suspecte; qu'il étoit aisé de voir, qu'en les flattant sur leur Commerce il leur vouloit faire passer cette Ligue & tous ces avis pour une chose avantageuse à l'Etat, fans leur faire confiderer qu'ils ne la peuvent faire, ni ajoûter foi à toutes ces chimeres, fans desobliger Vôtre Majesté, & lui faire prendre des mesures tout contraires à ses intentions, dont tout le Commerce du païs recevra bien plus de préjudice que par le changement que quelques Marchands y pourroient faire en venant s'établir à Dunkerque parmi une garnison de trois mille hommes; que je ne jugerois pas qu'une place de guerre comme celle-là fût capable de tenter les Marchands de quitter les belles Villes de Hollande, où ils jouissent du repos & de la liberté du Commerce, & qu'ainsi je les priois de ne se hâter pas de donner dans ce piége, & d'y faire reflexion. Ils goûterent les raisons que je leur alleguai, & me promirent d'agir de manière que j'en serois satisfait, & de m'avertir de tout ce qui se passeroit dans leur ville en leur gardant le secret; & j'ai sujet de croire qu'ils ont été persuadez, que tout ce que je leur ai dit est pour le plus grand avantage de leurs Villes & de leur Etat.

Je n'ai pas été à Amsterdam, parce que le Pensionnaire, qui s'appelle Mr. de Groot, est beau-frere de Mr. de Montbas, lequel a eu ordre de Vôtre Majesté de sortir du Royaume pour quelque affaire où sa conduite ne lui a pas agréé. De-

puis

puis ce tems ledit Sieur de Groot ne favorife pas dans Amsterdam les intérêts de Vôtre Majesté. Son beau-frere Montbas travaille à le faire revenir; c'est un homme d'esprit & de fermeté, & qui a beaucoup de credit dans fa Ville. Je n'oublierai rien pour le ramener dans les premiers sentimens où il a été. Dès que je fus de retour à la Haye, on m'avertit que Richard, Secretaire de l'Ambassade d'Espagne, avoit été deux heures enfermé avec Monsieur de Wit. l'estimois à propos de l'aller voir, pour juger par fa conversation, s'il me feroit confidence de la visite de Richard. Je le trouvai fort reservé: il me dit seulement, qu'il y avoit divers avis qui portoient, que le Pape vouloit attendre dans Rome l'Armée. de Vôtre Majesté, & qu'il ne paroissoit pas étonné; qu'il sembloit par là qu'il dût s'attendre d'être fecouru par quelque grande Puissance, mais que celle de Vôtre Majesté étoit au dessus de tout. Comme ce discours me parut fort sec & resserré. & que je ne voulus pas lui rien dire qui lui fit connoître que j'en sçavois plus qu'il ne m'en disoit, de crainte que cela ne prejudiciât à mes amis, je me contentai de lui dire, que quand Vôtre Majesté auroit des affaires en Italie ou ailleurs, elle étoit affez puissante pour les sontenir, & connoître fes bons amis & Alliez par la part qu'ils y prendroient, & après cela faire difference d'eux felon leurs procedez dans les conjonctures qui arriveront. Il me dit ensuite, que

que Monsieur Boréel leur mandoit, que Vôtre Maiesté s'attachoit toûjours à vouloir que la garantie de Dunkerque fût comprise dans la Ratification du Traité fait à Paris, dont il étoit fort surpris, attendu que c'étoit une chose toute différente; que si, faifant l'échange des Ratifications, Vôtre Majesté leur demandoit la garantie de Dunkerque, & qu'au même tems Messieurs les Etats lui demandaffent la garantie des Traitez d' ngleterre & du Païs d'Outremeuse, il croiroit trouver facilité dans les Provinces à la faire passer, à cause de la confiance qu'elles auroient à la fûreté d'un Traité; mais que de la manière que Vôtre Majesté le desiroit, on ne sçauroit pass'asfûrer qu'il ne viendra pas encore quelque autre Traité dans le tems que les Provinces s'affembleront pour resoudre ce point. qui apportera la même difficulté & le même retardement, & qu'il avoit esperé surmonter toutes choses pour les intérêts de Vôtre Majesté parmi tant d'esprits differens, en se fervant de la fûreté & fermeté qu'il v avoit aux choses que Vôtre Majesté avoit promifes; qu'il n'auroit rien à leur répondre lorsqu'ils y remarqueroient du change. ment, & qu'ils lui diroient, que dans le Traité figné il n'est pas parlé de Dunkerque, mais bien que l'échange des Ratifications fe fera dans trois mois, ce qu'ils ont executé ponctuellement de leur part. Je crûs ne pouvoir mieux détruire toutes ces raisons, qu'en lui lisant jusqu'au chiffre l'arl'article de la Lettre du 26. que Vôtre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire, où elle explique très-nettement & fortement les raisons qu'elle a de ne faire pas l'échange des Ratifications qu'avec la garantie de Dunkerque. Je lui lûs aussi l'article qui concerne la franchise de Dunkerque. Il me répondit pour le premier, qu'il ne doutoit pas que Vôtre Majesté ne trouvât des raisons pour venir à son but, mais qu'il n'y en avoit qu'une pour réünir tous les esprits à une opinion, qui étoit ce qu'il m'avoit allegué, la sûreté & la fermeté inébranlable qu'il y avoit sur un Traité fait en presence de Vôtre Majesté & signé d'Elle.

Quant au fecond, il se mit à rire, & me dit, qu'il prenoit par avance cet adoucissement à leur mal. Mais qu'il me disoit considemment, que depuis la franchise de Dunkerque, plus de six cens matelots avoient quitté la Hollande, & qu'il prévoyoit bien le mal que cette franchise leur causeroit, mais qu'il passeroit cela doucement si les choses promises s'exécutoient.

On ne sçauroit trouver un plus habile homme, ni plus fin, qu'est le Sieur de Wit. Il a fort bien pénétré à quelle fin Vôtre Majesté m'a écrit sur cette franchise. Je ne laisserai pas de m'en servir aux autres lieux où ils feront moins éclairez. Cependant je supplierai très-humblement Vôtre Majesté de me faire l'honneur de me man-

C 7

der ses intentions sur tout ce que dessus. & comment je dois me gouverner en cas que tous ces avis foient veritables, comme aussi de m'avertir s'ils sont faux : car l'étant, je dois agir d'une autre manière avec ces gens-ici. Mais s'ils pénétrent que Vôtre Majesté doive bien-tôt avoir une guerre fur les bras, ils auront toûjours des prétextes par la constitution de leur Gouvernement à retarder la resolution des Provinces pour les affaires qu'elle affectionne. Je me conduirai ponctuellement felon des ordrès que je recevrai de Vôtre Majesté. Toute la conference que j'ai eue avec Monfieur de Wit s'est passée avec beaucoup de civilité. Il a bien remarqué que je n'ai pas été beaucoup satisfait de l'entrée de nôtre conversation, non plus que lui de la fin, par la lecture que je lui ai faite des deux articles de la Lettre de Vôtre Majesté, ainsi je ne vous manderai pas l'avoir perfuade. (tuo & standal al batto more

La levée de la faisse des biens de Ravestein, & la citation de la personne du Duc de Neubourg n'est pas encore faite, ainsi que Vôtre Majesté a crû. Elle verra par le Mémoire qui m'a été presenté par un Bourgeois de Ravestein, que Messieurs les Etats continuent à proceder contre eux; ce qui est causé par le retardement de l'arrivée du Baron de Lerode, qui est à Liége. Je lui ai écrit de venir au plûtôt. Cependant Monsieur de Wit m'a consirmé la parole qu'il m'avoit donnée sur tous les points que

[ 63 ]

que j'ai déja mandez à Vôtre Majesté sur l'affaire de Leuth & de Ravestein. Il ne s'est engagé à lever la faisse que lorsque le Duc de Neubourg auroit envoyé pouvoir de traiter de ses intérêts; & c'est ce qui n'a pas encore paru.

On travaille à l'affaire de Malthe. Les Commissaires des Villes intéressées sont afsemblez, & on promet de me donner ré-

ponse la semaine prochaine.

Pour Rhinberg, je crois qu'on contentera l'Electeur de Cologne fur ses droits; car pour le rasement de la place, on s'est expliqué qu'on ne le peut faire, & on s'en tient à ce qui a été arrêté par le Traité. Il n'est encore venu personne ici de la part de cet Electeur pour m'instruire de ses intérêts auprès de Messieurs les Etats. Monsieur de Renswoude, Député de la Province d'Utrecht & President de semaine. qui est tout à fait dans les intérêts de Madame la Princesse d'Orange, a porté l'Asfemblée à me faire une Députation de la part de Messieurs les Etats pour la restitution de la Principauté d'Orange: elle avoit été rejettée la semaine dernière; celle-ci de Monsieur de Renswoude l'a fait résoudre. Monsieur de Ghent m'a parlé d'une manière où il m'a paru qu'il s'acquittoit seulement de la part de l'Etat d'une simple recommandation. Je leur ai répondu, que Vôtre Majesté s'étoit expliquée il y a longtems, qu'elle vouloit un Gouverneur Catholique, & que je ne croyois pas qu'elle se relarelachat à moins que cela fût; que j'en rendrois compte à Vôtre Majesté, & l'informerois du sujet de leur Députation. Je les ai remis ensuite sur les affaires de Malthe, & les ai pressez d'une réponse. Ils m'ont dit que les Commissaires ont ordre de travailler incessamment à cette affaire, & pour faire leur rapport. Je leur ai résteré, que cette affaire tirant en longueur, & Mefsieurs de Malthe se lassant des remises, Vôtre Majesté ne pourra plus les retenir & empêcher les represailles. Le Deputé de l'Evêque de Munster est ici. Il a desiré qu'on ne pressat pas l'affaire, que Messieurs les Députez de la Province de Gueldre n'eussent fait voir le droit par lequel ils pretendent la Souveraineté de Berkelo. Sa conduite a été si mauvaise, qu'il a vû secretement le Sieur Friquet, Resident de l'Empereur, avant me voir. J'en suis assuré, quoiqu'il le defavouë. Il a même témoigné audit Sieur Friquet, que l'Evêque fon Maître vouloit devoir tout à l'Empereur, & que ce n'étoit que par forme s'il recherchoit la protection de Vôtre Majesté. Ce Deputé & celui qui fait les affaires de Malthe font tout-à-fait dependans des Ministres de l'Empereur & du Roi d'Espagne, & il est bien mal aisé que les affaires avancent avec de telles gens, qui gâtent tout ce qu'on peut ménager.

# LETTRE

## Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 2. Février 1663.

Pourvû que les diligences que Friquet & Richard font dans les Villes n'avancent rien en l'affaire de la Ligue défensive des dix-sept Provinces, comme vous m'affûrez qu'elles ne produisent & ne produiront aucun effet; il ne faudra pas se mettre beaucoup en peine des autres efforts qu'ils font pour détourner les Marchands de venir établir leur féjour à Dunkerque, fur ce, disent-ils, que la franchise que j'ai accordée à cette Ville-là, n'est qu'une illusion. Car toutes les diligences contraires que vous feriez présentement pour perfuader la verité & fureté de cette franchife, produiroient un autre plus mauvais effet, qu'il faut en toutes façons éviter, qui feroit d'augmenter les ombrages qu'ont déja les Provinces, que ladite franchise attirera à leur préjudice une grande partie du profit de leur Commerce; & c'est par la même raison principalement de ne pas accroître cette crainte, que je ne juge pas à propos de rien changer aux Bureaux qui font établis sur la Coline pour les transférer sur la Riviere d'A, suivant la proposition

VE

OI

til

m

&

ra

te

d

V

P

q

n

V

veau

tion que vous m'en faites ce qui ne se pourroit exécuter sans tomber dans l'inconvénient que je viens de dire, outre quelqu'autre que l'on ne pourroit non plus éviter, & que j'ai chargé le Sieur Colbert, de vous mander plus en détail, quand il répondra à la Lettre que vous lui avez écrite, & qu'il m'a lûë.

Quand le Sieur de Wit vous a représenté, que le Traité qui a été fait ici de bonne foi avec moi portant que les Ratifications feroient échangées dans trois mois, & cela ne s'exécutant pas, il paroît que la sûreté n'est pas entière dans les Traitez: il-a raison, mais ce n'est pas un inconvénient nouveau; car jamais perfonne jufqu'ici n'a pense qu'un Traité fût fûr ni complete que des Ratifications ne foient échangées chacune des Parties contractantes étant jusques-là en pouvoir & en droit de s'en dédire si elle veut ce qui n'est pas néanmoins mon intention en celui-ci. Au contraire, je suis prêt de faire tous les jours cet échange, & ce qui le retarde, qui est la garantie de Dunkerque, ne me peut être imputé, mais aux seules constitutions de leur Etat, qui ne leur permettent pas d'aller plus vîte. Au furplus j'approuve fort ce que vous a dit le même Sieur de Wit, qu'on fasse un Traité à part des garanties des Traitez de Dunkerque, d'Angleterre & des Païs d'Outre-meuse, & que l'échange des Ratifications du Traité de Paris & de ce nou-

MOG

[ 67 ]

yeau se fasse tout à la fois, afin qu'il ne paroisse pas que le premier eût été alteré ou retardé par aucune nouvelle proposition.

Puisque les Etats n'ont pû faire aucun Traité avec Tripoli, ils feroient bien mieux pour l'intérêt de leur Commerce, & du bien de la Chrêtienté, de ne pas ratifier ceux que de Ruyter a conclus avec Alger & Tunis. Car il ne faut pas douter que les principaux Corfaires de cesdeux Villes ne passent à Tripoli, pour avoir lieu de continuer leurs deprédations fur les Vaisseaux des Etats, qui font le principal trafic fur la Mer Mediterranée,

Vous vous étes bien conduit avec la Princesse Doüairiere d'Orange. Si l'envoi qu'on dit que l'Electeur de Brandebourg me doit faire du Baron de Blommendal, beau fils du Baron de Schwerin, se trouve veritable, & que je juge à propos, fur ce qu'il est chargé de me dire, que vous viviez d'autre manière avec ladite Princesse, je

vous le ferai sçavoir.



nonmondes blending coper are order to and glob attacked to the first the play de con decream este intelicion esc

#### LETTRE

#### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 8. Février 1663.

E viens de recevoir la dépêche que Vôtre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire du 2. de ce mois, & une heure après Monsieur de Wit m'est venu voir, pour me dire que Monsieur Boréel, leur Ambassadeur, écrivoit à Messieurs les Etats, que Vôtre Majesté m'avoit donné ses ordres touchant l'affaire de l'échange des Ratifications. Je lui dis, que sur les conferences que nous avions eues, après en avoir rendu compte à Vôtre Majesté, elle m'avoit mandé, qu'elle approuvoit que les Traitez de garantie de Dunkerque, & ceux d'Angleterre & d'Outre-meuse fussent faits à part, & qu'on donnât les Ratifications des deux Traitez tout à la fois, pour éviter les plaintes qu'il m'avoit marqué que les Provinces feroient, de vouloir alterer un Traité fait en la presence de Vôtre Majesté, par une nouveauté dont il n'étoit pas parlé dans pas un article dudit Traité. Il me dit que Messieurs les Etats avoient nommé des Deputez, pour me prier d'écrire encore à Vôtre Majesté, afin de la supplier de leur donner cette satisfaction, de fai-

faire l'échange de ces Ratifications avant celles des Traitez de garantie, & qu'ils ne pouvoient comprendre pourquoi Vôtre Majesté vouloit differer une chose promise & arrêtée en sa presence; que Messieurs les Etats avoient grand sujet d'entrer en foupçon, que quelques autres affaires nouvelles ne survinssent encore pour apporter du delai dans ledit Echange, puisque leur Ambassadeur leur avoit envoyé des plaintes qui sont formellement contre ce qui a été arrêté au Traité. Et en ce même tems les Deputez de Messieurs les Etats arriverent, qui me parlérent en ce sens. & conformément à ce que Monsieur de Wit avoit fait, & me laissérent un Memoire ci-joint. Je leur répondis, que Vôtre Majesté étoit prête d'échanger les Ratifications au même tems que celles de la garantie des nouveaux Traitez; qu'elle n'étoit pas en demeure, & qu'il s'en falloit prendre aux longueurs de la constitution de leur Etat, qui ne permettoit pas qu'on allât plus vîte, mais que dès qu'ils seroient prêts, Vôtre Majesté le seroit aussi. Que pour abreger les affaires, il vaudroit bien mieux tirer le consentement des Provinces pour ce nouveau Traité de garantie, que de disputer sans rien avancer, que depuis que Vôtre Majesté s'est expliquée qu'elle desiroit que le Traité de Dunkerque fût compris dans la garantie, on auroit pû avoir deux fois le consentement des Provinces. Ainsi je pouvois leur dire, qu'il n'avoit

tenu qu'à eux que cette affaire fût terminée. Ce font des gens que les raisons ne persuadent pas. Ils s'en allérent mal satisfaits selon ce qui m'a paru. Monsieur de Wit resta encore une heure avec moi, me disant qu'on ne sçauroit ôter de l'esprit des principaux des Villes & des Provinces, que ce retardement d'échange des Ratifications ne se fit à quelque dessein qui n'étoit pas encore fincere, & quoiqu'il fût perfuadé du contraire par la grande confiance qu'ilavoit en la parole de Vôtre Majesté, il m'avouoit qu'il n'avoit pas affez de crédit pour leur persuader cette verité; qu'il y avoit fait tout ce qui avoit dépendu de lui, mais inutilement, aussi-bien qu'à la Députation qui m'avoit été faite pour la restitution d'Orange, à quoi il n'avoit pas confenti, & il fut bien aise d'avoir vû la réponse que je fis aux Commissaires, que plusieurs qui l'avoient approuvée dirent qu'ils eufsent pû se passer d'attirer une telle réponse. Je tâchai de la leur faire la plus civile qu'il me fut possible; mais j'estimai à propos de leur dire, que Vôtre Majesté affectionnant le Prince comme fon parent, auroit bien de la joye de voir le foin qu'ils prennent de ses intérêts, & que cela fera qu'à l'avenir Vôtre Majesté leur recommandera plus volontiers ceux que ledit Prince a en ce

Je mis le Sieur de Wit sur les nouvelles que j'avois aprises, dont je rendis compte à Vôtre Majesté l'ordinaire passé. Il me

11193

dit,

111

-1

- 1

(

. (

1

a

S

1-

11

it

n

on i,

de

irs uf-

fe.

r'il

de

ant

ien

ent

veolus

lles

pte

me

dit,

dit, qu'il ne les croyoit pas, & que Dom Esteven de Gamarre lui en avoit dit encore plus en diverses conferences, pour lui perfuader l'avantage que cet Etat recevroit de cette Ligue, & qu'il avoit vû débiter fouvent des nouvelles de cette nature par fes Emissaires; qu'il pouvoit m'assurer; que tant que Messieurs les Etats esperoient avoir les bonnes graces de Vôtre Majesté, & être liez à ses intérêts par un Traité, on n'entendroit à aucune proposition, & qu'on l'avertiroit de tout ce qui se passeroit. Je supplie très-humblement Vôtre Majesté de faire réflexion fur les plaintes que Messieurs les Etats font des infractions au Traité: comme aussi sur l'Acte de la résolution prise en Hollande pour la garantie de Dunkerque, & si Vôtre Majesté le trouve assez fort, ayant simplement relation au Traité de Paris, & fi, pour s'expliquer plus fortement, il ne feroit pas plus à propos que dans l'Acte de Messieurs les Etats il fût dit: la Place de Dunkerque sera garantie, tant qu'elle fera au pouvoir & entre les mains de Vôtre Majesté. Car il me semble que ne garantissant que le Traité de Dunkerque simplement, c'est le garantir contre celui avec qui il a été fait, qui est contre l'Angleterre, & cela nous est inutile. J'en ai parlé en ce sens à Monsieur de Wit. qui m'a dit que Messieurs de la Province d'Hollande l'avoient conçû ainsi que l'Acte le porte, & que cela s'entendoit, que la Place étoit dans la garantie, aussi-bien que

que le Traité. J'estime qu'on ne scauroit assez s'éclaircir & s'expliquer avec ces gens ici. Je trouve Monsieur de Wit assez embarrassé avec eux. Il a besoin de toute fon adresse pour s'y maintenir. Il avoit pressenti les plus puissans des Villes, pour leur faire agréer que l'on fit un nouveau Traité pour garantir celui de Dunkerque & ceux que l'Etat a fait, & puis échanger toutes les Ratifications ensemble. Mais d'abord on lui a dit, que ce n'étoit pas une proposition, suivant ce qui avoit été arrêté en presence du Roi. Ledit Sieur de Wit a repliqué, que cette proposition ne venoit pas de lui, & que je la lui avois faite, donnant ainsi le change, de peur que cela eût été plus loin, s'il eût dit qu'elle étoit de lui. Il a été bien mortifié n'ayant pû continuer le Sieur de Graef, fon Oncle, Regent & Bourguemastre de la ville d'Amsterdam. Le Sieur van Hoorn l'a été en fa place: c'est un de mes anciens amis, avec qui j'espere avoir quelque credit.

16

d

n

Je supplie très-humblement Vôtre Majesté de considerer serieusement cette dépêche, & me permettre de lui dire, que si l'Alliance de Messieurs les Etats lui est meilleure que d'autres, il faudroit terminer le plûtôt qu'il se pourra l'éxécution du Traité, & leur donner satisfaction sur l'infraction qui s'y fait. Si au contraire elle ne trouve pas ses avantages à la continuer, qu'elle fasse celle d'Angleterre, avant que ces gens-ci s'en apperçoivent, parce que

out

je trouve un grand inconvenient pour le service de Vôtre Majesté, & presque inévitable, de demeurer en suspens comme l'on est. Cela refroidit les affections de ceux qui font pour nous, donne le tems aux cabales contraires de se fortifier dans les Villes par ce retardement, & d'infinuer dans les esprits une infinité de choses qu'on ne peut plus détruire : & ce qui est plus à craindre, font les persuasions des Espagnols pour l'union des dix-sept Provinces, & la facilité qu'ils leur font voir de se maintenir contre qui que ce soit, sur quoi ils agissent continuellement. Je fupplierai très-humblement Vôtre Majesté de me pardonner, si je lui dis mon sentiment avec trop de liberté, n'y étant porté que par la passion & le zèle que j'ai pour le bien de son service; & j'attendrai ses ordres sur tout ce que dessus pour me conduire suivant ce qu'elle me commandera.

1-

le

nt

e,

n-

en is,

efpê-

e fi eft mi-

du 'inelle

uer,

que

je

### LETTRE

## Du Roi au Comte d'Estrades.

#### Le 9 Février 1663.

JE commence à ressentir les effets avantageux que je m'étois promis du choix que j'ai fait de vous pour l'Ambassade de Hollande, & le succès de vôtre voya-Tome II. ge à Rotterdam m'en est déja une bonne preuve, étant aisé à voir que tout autre, qui n'auroit pas eu autant de connoissance du Païs que vous en avez, & autant d'habitudes, ou n'auroit de long-tems découvert la mauvaise semence des faux avis & des dangereuses maximes que Gamarre fait jetter dans les esprits par son Secretaire, & qu'il prétend après cultiver à son arrivée, ou n'auroit sçû comme vous étouffer même avant sa naissance le mauvais fruit

que ledit Gamarre en vouloit tirer.

Il est sans doute que le plan des affaires & des desseins des principaux Potentats de la Chrétienté, en la manière que ledit Gamarre l'a formé à sa mode pour parvenir à ses fins, est affez artificieusement fabriqué, & coloré d'affez d'apparences spécieuses, pour donner d'abord dans la vue & furprendre l'esprit d'un homme qui seroit même plus habile ou plus éclaire que ne le peut être un Bourguemaître de Rotterdam; mais pour examiner de près tout ce beau Plan qu'il a pris tant de peine à bâtir, il est fort aisé de l'abbatre, parce qu'il n'est élevé sur aucun fondement & que Richard n'a presque pas dit un mot au Pensionnaire de cette Ville-là qui ne soit une fausfeté.

Car en premier lieu, il est faux que l'Empereur & le Roi d'Est agne ayent intention de secourir le Pape, Les Nonces de Vienne & de Madrid n'ont eu jamais pour réponse aux demandes qu'ils en ont faites, que des négations absoluës & de très - vives inftances de la part du dernier pour ma fatisfaction. L'Empereur d'ailleurs, dans la vûd de m'obliger & m'ôter tout sujet d'ombrage & de mécontentement, a chassé de fon fervice le Marquis Matey, qui étoit son Ministre à Rome, par la seule raison qu'il avoit accepté l'emploi que le Pape lui a donné. Pour le Roi mon Beau-pere, je n'ai desiré de lui en cette rencontre que trois chofes, qu'il m'a auffi-tôt accordées. Le paffage de mon Armée dans ses Etats, qu'il défendît à fon Ambassadeur Dom Pedro d'Arragon d'entrer dans Rome jusques à ce que le Pape m'eût satisfait, & qu'il me donnât sa parole qu'il ne recevra jamais à son fervice ni fous fa protection la Maison Chigi, ni le Cardinal Imperiali.

Quant aux Troupes d'Allemagne que Gamarre a fait dire qui étoient déja en marche, cette circonstance est encore faussie; car aucunes Troupes jusques à présent n'ont marché, tant parce que le Viceroi de Naples n'a pû encore faire remettre à Vienne les sommes qu'il faut auparavant payer à cette Soldatesque, & celles qui sont necessaires pour le payement des Etapes dans le Tirol & dans le pais des Grisons, & ce qu'il faut aussi pour la dépense de l'embarquement & des Victuailles, qu'à cause que l'Empereur lui-même n'est pas encore bien assuré de sa Paix avec le

Turc.

16

es

Il est bien vrai qu'il y a grande apparen-

ce que toutes ces difficultez seront bien-tôt furmontées, & que le Corps de cinq mille hommes, sçavoir quinze cens chevaux, & trois mille cinq cens fantassins, que l'Empereur a promis au Roi Catholique pour le fervir dans la Guerre de Portugal, partira bien-tôt de ses quartiers, pour aller les uns à l'embarquement de Trieste, & passer dans le Royaume de Naples, & les autres pour venir droit par terre dans le Milanois; mais ils ne passeront en Espagne, qu'ils ne voyent quel train prendra le differend que j'ai avec la Cour de Rome. Mais je n'ai nul sujet de croire, pour beaucoup de raisons qui vous tomberont facilement dans l'esprit. que le Roi mon Beau-pere veuille s'en fervir à affister le Pape, ni que son dessein, en laissant ce Corps en Italie, soit autre que d'affûrer lui-même ses propres Etats, pendant que mon Armée y passera, comme la prudence & toute bonne politique le requiert.

Il est encore faux qu'il y ait aucune Négociation solide pour un Traité de Paix entre l'Espagne & le Portugal. Il est bien vrai qu'il y en a eu quelques propositions jettées. Mais les Portugais ont crû qu'elles ne pourroient avoir d'autre objet que de les endormir, & empêcher qu'ils ne fassent les préparatifs nécessaires pour leur défense la Campagne prochaine. Les derniers avis que j'ai de l'Archevêque d'Ambrun portent, que le Roi de Portugal avoit retenu un certain Nunez de Aama, son sujet, à qui les

Efpa-

Espagnols avoient permis de venir à Madrid, sous prétexte d'y poursuivre quelque procès, & qu'ainsi cette prétendue Négo-

ciation s'étoit evanouie.

Il seroit encore plus faux que, quand cet Accommodement auroit pû se conclure, les Espagnols eussent pû en profiter de trente mille hommes, que Esteven de Gamarre veut faire croire qu'ils occupent à la Guerre de Portugal; car les mêmes avis de Madrid donnent pour comptant, que Dom Juan d'Autriche, sans les secours d'Italie, ne sçauroit sortir en Campagne avec plus de cinq

mille hommes d'Infanterie.

n

es

es

la

118

nt,

er-

les oa-

Ce qui se publie depuis quelque tems de la vente de Cazal n'est pas plus véritable, & ce bruit n'est répandu que par mes envieux, pour donner des ombrages de ma Puissance aux autres Princes. Car je puis vous assurer, que jusques à présent je n'ai fait dire un seul mot au Duc de Mantoue, ni lui à moi, d'une pareille Négociation. Mais je croi bien que ledit Duc n'est pas faché que cette nouvelle prenne cours, afin que la frayeur qu'il croit qu'en auront les Espagnols, les oblige à lui payer plus ponctuellement, qu'ils n'ont fait par le pafsé, les sommes qu'ils lui ont promises pour l'entretien de la Garnison de la Place. Au furplus, quand ledit Duc mettroit une pareille affaire avec moi sur le tapis, à quoi il n'y a nulle apparence, je ne croi pas que le Roi mon Beau-pere allat si vîte qu'Esteven de Gamafre le veut donner à enten-

dre, de hazarder plûtôt la perte de l'Etat de Milan, que de souffrir que je fisse cette acquisition, & quand il en prendroit la résolution, vous jugerez bien que je ne m'en mettrois guéres en peine. Mais, comme j'ai dit, il n'y a aucun fondement en ce bruit qui fait tant d'éclat dans le monde, & y cause tant d'allarmes. Tout ce qu'Esteven de Gamarre a fait dire au Bourguemaître touchant l'Angleterre, & le changement de sentimens du Chancelier Hyde, n'est pas moins faux que tout le refte. Le Roi d'Espagne n'a fait nulles propositions d'accommodement au Roi d'Angleterre, & n'a pas même de Ministre à Londres qui pût être chargé d'une affaire de ce poids. Je sçai au contraire de bonne part, que les Espagnols croyant par l'Ambassade de Vatteville, à laquelle les Anglois n'ont point répondu, d'avoir déja fait au de-là de ce que l'honneur leur permettoit, sont resolus de ne faire aucun pas de cette nature, que le Roi d'Angleterre n'ait commencé à faire voir qu'il desire cette Union, par l'envoi d'un Ambassadeur à Madrid, à quoi ledit Roi n'est nullement disposé; & vous sçavez mieux que personne ce qu'il vous a dit à vôtre départ de Londres, de la passion & de l'intérêt qu'il croit avoir à se lier étroitement avec moi.

Et comme je remarque qu'Esteven de Gamarre veut faire considérer cette affaire de Rome comme un incident qui me va donner donner de grands embarras, & qui peut me jetter sur les bras tous les autres Princes, en quoi il pourroit craindre que l'Etat des Provinces - Unies, par la liaison que nous venons de faire, ne se trouvât à la fin envelopé; vous direz au Sieur de Wit de ma part, que je le tiens trop habile & trop clair-voyant pour ne voir pas que c'est une pure bagatelle, dont je sortirai, & fort avantageusement, quand il me plaira, l'accommodement n'ayant déja manqué que pour le seul mot de Relegatus, que le Pape fait difficulté d'inserer dans un bref sur le sujet du Cardinal Imperiali, quoiqu'en effet il m'en est déja accordé la sub-stance.

Je laisse à juger si tous les Princes d'Italie, qui ont tant d'intérêt & de crainte que mes Armes ne passent les Monts, soussirroient d'y voir allumer une guerre pour un seul mot, & s'ils ne forceront pas eux-mêmes le Pape en un besoin, à sacrisser un particulier pour le bien & le falut du Public, quand même il s'agiroit d'une punition bien plus grande que n'est une simple rélégation pour quelque tems.

e

r

a

-

e

à

nt

1.

le

êt

C

le

re

va

Cr.

je vous ai écrit si amplement par ma depêche du 26. du passé sur la garantie de Dunkerque, & sur l'échange des ratifications de nôtre Traité, & les raisons que je vous ai mandé qui m'empêchent de rien changer en la resolution que j'ai prise sont si fortes, que je ne doute nullement qu'elles n'avent entierement convaincu l'entende-

D 4

ment du Sr. de Wit. Aussi avez vous vû que. sans les combatre, il s'est restraint à repréfenter, que les Provinces par ce rétardement, qui ne vient pourtant que d'elles, pourroient prendre une impression que les Traitez, quoique signez, n'ont pas toûjours une sureté & une fermeté inébranlable. Cette considération est si foible qu'elle ne merite pas de replique. Car personne n'ignore qu'un Traité signé n'a nulle force qu'après qu'il a été ratifié de part & d'autre par les Parties dont les Commissaires ont traité ensemble & figné, & jusques à cette délivrance réciproque des Ratifications chacune des parties peut se conduire selon les occurrences qui lui arrivent, fans que l'autre ait lieu de se plaindre qu'elle ait manqué en rien au Traité. A la vérité si on retardoit cet échange par caprice, fans en alléguer de cause raisonnable, il y auroit beaucoup à dire à ce procedé. Mais avec des raisons aussi capitales que celles que je vous ai mandées, que sans la garantie de Dunkerque je serois lié à rompre pour les Etats en toutes rencontres où ils feroient attaquez, pendant qu'ils demeureroient libres, & pourroient demeurer les bras croifez, si l'Espagne m'attaquoit pour Dunkerque. Je ne puis comprendre comment on ne se rend pas d'abord de de-là à une confidération qui n'admet point de bonne replique.

de Wit, que les Provinces ne sçauroient

s'affû-

s'affürer, si dans le même tems qu'elles delibéreront sur ce point, il ne viendra pasencore quelque autre Traité qui apporterales mêmes dissicultez & le même retardement: je remarque bien que ce que Riehard lui peut avoir dit de l'achar de Cazal a frappé son Esprit; mais, pour l'en guérir, je trouve bon que vous l'assuriez de mapart, que je serai toûjours prêt à échanger les Ratissications, dès que les Etats me voudront garantir le Traité de Dunkerque, avec tous les autres qui l'ont precedé, sans perdre de-là un seul jour pour attendre la garantie des autres Traitez que je pourrois faire ci-après.

#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

n it c

25

nt

i-

i-

r-

n

1-

ir

nt

Le 15. Fevrier 1663.

T'Ai reçû la depêche que Vôtre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire du 9. de ce mois. Je n'ai pas manqué de représenter à Messieurs les Etats, & en particulier à Monsseur de Wit, les raisons portées par toutes les depêches de Vôtre Majesté pour n'échanger pas les Ratifications du Traité de Paix, que celui de la garantie de Dunkerque ne sût pas accordé, Vôtre Majesté se contentant que les deux échanges des Ratifications se fissent en même tems. Et pour ôter le soupçon qu'elle avoit trèsbient

bien remarqué, qu'il pourroit encore inter-venir quelque Traité qui apportero it les mêmes difficultez & le même retardement. ie les ai affürez de la paut de Vôtre Majesté, qu'elle seroit toûjours prête à échanger les Ratifications, des que Messieurs les Etats lui auroient garanti le Traité de Dunkerque, avec tous les autres qui l'ont précedé, sans perdre de-là un feul jour pour attendre la garantie des autres Traitez qu'elle pourroit faire ci-après. Et pour témoigner plus fortement avec quelle fincerité Vôtre Majesté procede dans cette affaire, elle avoit fait donner un Arrêt pour être envoyé incessamment dans tous les ports, pour faire jouir tous leurs sujets de la grace que Vôtre Majesté leur a accordée touchant l'imposition de 50. s. pour tonneau; sans attendre cet échange. Je leur donnerai par écrit toutes ces raisons, que j'avois extraites des depêches de Vôtre Majesté.

Hier Monsieur de Wit m'envoya demander Audience à deux heures, & les Commissaires de Messieurs les Etats à qua-

tre heures.

Le Sieur de Wit commença la Conférence par l'échange des Ratifications. Il persevere à dire, que le delai desdits échanges du Traité fait à Paris produit un mauvais effet: que la plupart des Députez des Villes ne comprennent pas que ce retardement se fasse sans quelque mystere, & leur donne à penser des choses qui donneront

de la peine dans les Provinces: que dans le deslein qu'il a de servir Vôtre Majesté & de suivre ses intentions, il ne lui faut pas ôter la seule voye assurée qu'il a de con-

duire ces esprits.

r

IT

e

e 1-

11

ie

re

e-

es

a-

Il

n-

lules

le-

eur

de

Qu'il se fait fort de garantir le Traité de Dunkerque en la forme que l'Acte de resolution de la Province de Hollande le porte; à quoi la Zelande, Gueldres, Overyssel & Utrecht ont aussi consenti: Qu'il ne doute pas que les autres Provinces ne fassent de même. Mais il faut les menager pour cela; ce qui lui fera aifé, quand il leur fera voir qu'ils y font engagez par le Traité de Paris, & par la garantie reciproque que Votre Majesté leur fait des Traitez d'Angleterre, de Portugal, & du Pars d'Outre-meuse, au lieu que s'il faut faire une nouvelle deliberation dans toutes les Provinces, & que le premier Traité ne soit pas exécuté fuivant les formes & paroles données, il ne scauroit s'assurer du fuccès, les Provinces ne s'affemblant que quand il leur plait, & prenant des deliberations chacune chez elle, qu'on ne peut régler selon qu'il le feroit s'il étoit présent, & ainfi qu'il se fait fort de faire dans l'Assemblée de Hollande qui doit être convoquée le 27. de ce mois à la Haye. Il m'a ajoûte, que Vôtre Majesté doit être persuadée de sa sincerité; qu'il a toûjours éloigné toutes les résolutions qui ont été contraires à ses interêts, & qu'il n'a jamais relâché de faire l'Alliance & le Traité avec la France, D 6

& de s'y lier plus étroitement qu'avec aucun

autre Prince.

Ou'il a eu deux raisons très-fortes pour cela; l'une pour ôter l'esperance, & à la Cabale d'Espagne, & aux autres factions, de pouvoir parvenir à leur ligue & à l'union des dix-sept Provinces, (dont on n'oseroit plus parler si le Traité étoit exécuté) & l'autre est, qu'il seroit autorisé d'agir & de parler plus fortement à Messieurs les Etats, qu'à présent qu'il y a du retardement à l'échange des Ratifications; que lesdits Etats s'en prennent à lui, parce qu'il l'a proposé & pressé en tout tems; qu'ils font des réflexions très-dangereuses qui passent dans les Provinces, & qu'il y en a même qui disent, que puisque le Traité de Paris n'est pas exécuté, ils s'en peuvent retirer, & qu'il fera mieux pour eux, parce qu'infailliblement Vôtre Majesté les engageroit dans peu de tems à une guerre contre le Roi d'Espagne, ce qu'ils ne desirent pas. Ledit Sieur de Wit me dit ensuite, que si Vôtre Majesté connoissoit ces esprits comme il fait, elle les porteroit à tout ce qu'elle voudroit, ne leur donnant pas de l'ombrage, & qu'il la prie de faire refléxion fur tout ce que desfus. Sur l'ouverture que je lui avois faite de mettre dans la garantie du Traité de Dunkerque, envers tous & contre tous, tant qu'elle fera au pouvoir & entre les mains de Vôtre Majesté; il me dit qu'il falloit bien se donner garde de le faire; que:

que des le moment que cela seroit proposé, tout le monde se declareroit contre, dans la pensée que ce seroit entrer en rup-

ture avec l'Espagne.

i

a

3,

S

e

t

7

r

e

e

e

,

S

il

Que son opinion étoit, qu'un Traité sait & passé par les Provinces en sorme de l'Acte de la Declaration de la Province de Hollande, sera le même esset, en ce que sur la difficulté que les Provinces apporteront, il sera en droit de leur dire que la Hollande, & les autres ci-dessus nommées, l'ont fait en vertu de l'engagement du Traité de Paris, & de pareille garantie que Vôtre Majesté leur fait de trois autres. Traitez, & ainsi l'affaire passera sans aucune difficulté.

Après cela Vôtre Majesté peut voir qu'ils feront engagez sans s'en pouvoir dedire, en cas qu'elle vienne à rompre avec l'Empereur. Il m'a ajoûté, qu'il souhaite fort que cette contestation finisse, & que cela donnera lieu à faire des ouvertures pour le tems à venir qu'il estime fort avantageuses à Vôtre Majesté, mais qu'en l'état où

font les choses il faut tout surseoir.

Je suis persuadé qu'il m'a parlé sincérement, & d'autant plus que je vois assez clair à la disposition que ces gens ici ont, de ne se pas lier trop étroitement à la France, & de conserver toujours une liaison avec l'Espagne; d'où l'on peut les tirer par l'adresse dudit Sieur de Wit, quand il sera soûtenu par un Traité fait avec Votre Majesté, en quoi je suis fort consirmé.

D 7 par

par fa manière d'agir, qui me paroît tout-

å- fait fincere.

J'ai été éclairci que les avis qui étoient venus jusques à moi de certains discours des principaux de Messieurs les Erats, qu'ils ne croiroient pas être engagez par un Traité de la garantie de Dunkerque à le garantir contre le Roi d'Espagne, mais bien contre le Roi d'Angleterre, venoit de la Cabale d'Espagne, croyant par-là faire naître une difficulté qui aporteroit du retardement à la conclusion de l'affaire; & j'avoue que j'avois donné dans ce piège, & que j'en ai été retiré par le Bourguemaître de Rotterdam, que Richard a voulu gagner pour m'infinuër cette apprehenfion, lequel m'en est venu avertir, & m'a donné en même tems la Copie de cette Lettre ci-jointe, par laquelle Vôtre Majesté verra les avis que l'Agent de Messieurs les Etars à Bruxelles leur écrit.

pagnols avoient debité se trouve faux, & que l'accommodement du Pape tienne à si peu de chose qu'à un seul mot. Ils ne se rebutent pas de chercher les moyens de tirer avantage de tous leurs artisses. Ils debitent une pièce depuis deux jours, aussi ridicule que les autres. Ils publient par les Villes, que Strasbourg demande protection à l'Empereur & aux Princes voisins contre Votre Majesté, qu'elle a fait donner l'Evêché au Comte de Furstemberg, pour avoir pretexte de les attaquer, en favo-

[ 87 ]

favorifant les pretentions de l'Eveque; qu'il n'y a pas un Etat voifin qui puisse se garantir contre une si grande puissance si on ne s'unit ensemble; & ils tâchent par toutes fortes de moyens de donner de l'apprehension à ces peuples de la grandeur & de l'ambition de Vôtre Majesté, & au même tems ils se font pauvres & miserables, à ne se pouvoir maintenir que par leur affiftance; c'est le même Bourguemaître qui me donne cet avis, & je puis assurer Vôtre Majesté, que cet homme seul tient sa Ville dans les intérêts de Vôtre Majesté. J'ai remarqué que Monsieur de Wit est d'autant plus porté à desirer que l'échange des Ratifications du Traité de Paris se fasse avant celui de la garantie de Dunkerque, que l'obtenant, cela lui donnera un grand credit dans l'Assemblée de Hollande, & ce n'est pas peu de chose d'attacher cet homme aux intérêts de Vôtre Majesté si fortement comme je suis assuré qu'il le fera, si en sa consideration seule, pour l'accrediter & le maintenir dans l'autorité, elle se relâchoit d'une chose qu'elle a raison de disputer. Et quant à la garantie du Traité de Dunkerque, elle ne doit pas douter qu'elle ne se fasse. J'y vois assez clair pour l'en affirer, & même que par le moyen de Monfieur de Wit on entrera dans des liaisons encore plus étroites, en cas que le Roi d'Espagne vienne à mourir. Nous avons déja commencé d'en parler de nousmêmes, & je lui trouve de la disposition

1-

f-&

fi

fe

de

lls

Mi

ar

c-

ns

n-

g,

en voà prendre de bonnes mesures. Mais ce fera toute autre chose quand il se sentira obligé à Vôtre Majesté, comme il le sera si cette affaire réussit selon ses souhaits.

Vôtre Majesté m'excusera, s'il lui plaît, si je lui mande mes sentimens trop librement; mais je crois qu'elle doit rompre toutes les mesures des Espagnols en siniffant cette affaire, & après cela elle n'aura plus la moindre peine en ce Païs, leurs artisices seront connus, & leur cabale sera dissipée.

Toutes les autres affaires dont Vôtre Majesté m'a chargé sont remises à cette Assemblée. Je ne laisse pas de disposer les esprits des Commissaires, autant qu'il m'est possible, à nous être favorables, & j'en espère bon succès, cette première dissi-

culté étant levée.

Messieurs les Commissaires m'ent donné par écrit les raisons qu'ils m'ont alleguées dans nôtre conference. le les envoye à Vôtre Majesté. C'est la réponse qu'ils m'ont faite au Memoire que je leur avois donné, où les raisons portées dans les dépêches de Vôtre Majesté étoient expliquées. Monfieur le Prince de Tarente a fcû l'ordre que j'ai reçû de Vôtre Majesté en faveur de Messieurs les Princes de Naffau, dont il a été fort touché, sa Maison ayant toûjours précedé la leur chez tous les Princes d'Allemagne. Il m'a prié d'envoyer ce Memoire à Vôtre Majesté, qui justifie la proposition de sa prétension, & je

fi

nd

ti

n

je dois lui rendre cette justice, qu'on ne peut agir avec plus de zèle & d'affection qu'il fait près de ses amis pour les intérêts de Vôtre Majesté, & qui sont en grand nombre dans la Province de Hollande.

Je supplie très-humblement Vôtre Majeté de me faire l'honneur de croire que je

fuis très-veritablement &c.

a

e f-

r-

e

ft.

-

é

à

ls.

is

6 --

i-

a

é

(-

n

15:

l-

&

# LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 16. Féwrier 1663.

A Près avoir meurement consideré tout ce que vous me mandez sur les deux points de l'échange des Ratifications & de la garantie de Dunkerque, & pesé d'une part la necessité indispensable où je suis de faire marcher ces deux affaires d'un pas égal, pour ne laisser pas la derniere incertaine, étant de l'importance que vous voyez, & d'autre côté la mauvaise disposition que jette dans les esprits le retardement dudit échange, j'ai trouvé un expedient où il me semble que chacun pourra trouver également sa satisfaction & sa sur reté. Je l'ai fait coucher dans un Ecrit, que

[ 90 ]

que j'ai jugé à propos de faire porter par Lionne de ma part à l'Ambassadeur Boreel, & je vous en addresse en même tems une copie, afin que vous parliez de de-là dans la même conformité. La piéce est si claire, & contient des raisons si palpables, qu'il est superflu d'y faire aucun commentaire pour en appuyer l'équité. Et à dire vrai, si les Etats rejettoient cet expedient, j'aurois occasion de soupçonner que leur intention n'est pas nette & bien sincère sur la garantie de Dunkerque, & par consequent d'autant plus de sujet de ne point passer à l'Acte de l'échange des Ratifications, que quand lesdits Etats me donneront cette garantie en la forme que je la dois desirer, c'est-à-dire, non seulement du Traité, mais de la Place même, autant qu'il durera.



hean que este dons des clipas de formales tem dadit acestigo que di programa espiralette en il see combies que chamin person tem ar accer ago la discuscion di al lin-

A Ped a resignation of the transfer of the tra

#### MEMOIRE

Donné au nom de Sa Majesté, par Monsieur de Lionne, à Monsieur l'Ambassadeur Boreel, à Paris le 16. Fevrier 1663., concernant la Ratissication du Traité de Paris du 27. Avril 1662. & de la Garantie de Dunkerque, dont la Copie sut envoyée à Monsieur le Comte d'Estrades.

L les Etats témoignent avoir de passion, que l'échange des Ratissications du Traité qu'ils ont fait avec Sa Majesté s'exécute sans

plus de delai.

1,

ne

ai-

s,

ire

nt,

eur

fe-

int

cane-

la

ent

Es

Lesdits Seigneurs Etats sçavent, que depuis la conclusion du Traité de Dunkerque,
qui donna lieu & droit à Sa Majesté, de demander que cette nouvelle acquisition sut
comprise dans la garantie, puisque les Ratisications ne se trouvoient pas encore échangées, Sa Majesté n'a point été en demeure,
& que s'il y a eu depuis cela du retardement en cetté affaire, elle ne procede que
des propres constitutions de l'Etat des Pro-

vinces-Unies, qui ne leur permettent pas

Ce

R

te

gr

971

for

est

0

Si

ca

qu

de

ra

di

te

777

cu

ba

gr

CO

ri

fa

ar

de

ce

d'aller plus vite.

Lesdits Seigneurs Etats sçavent aussi les raisons indispensables qui obligent Sa Maje-Ité à desirer, que les Provinces-Unies s'obligent aussi-bien à la garantie de la Place de Dunkerque, comme de toutes les autres qui lui appartiennent: car ce seroit montrer aux aggresseurs la porte & l'endroit par où ils pourroient attaquer la France, sans que les dits Seigneurs Etats se trouvassent engagez à l'assister : & lesdits Seigneurs Etats peuvent considérer avec leur prudence & leur équité ordinaire, s'il seroit juste que le Roi fût lié & obligé à devoir rompre pour eux contre tous aggresseurs, & que lesdits Seigneurs Etats ne servient pas obligez de rompre pour la France, contre ceux qui voudroient attaquer Sa Majesté sous prétexte de Dunkerque.

Cependant, pour faire voir avec quelle sincerité Sa Majesté procede en toute cette affaire, elle declare qu'elle est prête de faire l'échange des ratifications sans delai, pourvu qu'au même tems le Sieur Ambassadeur Boreel lui remette une declaration des dits Seigneurs Etats, par laquelle ils consentent que cet échange s'entendra non fait & comme non advenu, en cas que dans trois mois de tems, à compter de ce jour-là, les Provinces-Unies n'ayent pas ordonné, que non seulement le Traité de l'acquisition de Dunkerque, (ce qui seroit captieux & sujet à diverses interprétations,) mais la Pla-

ce même de Dunkerque, sera garantie au Roi par lesdits Seigneurs Etats pendant toute la durée dudit Traité, contre tous aggresseurs indistinctement, comme & en la même manière que toutes les autres places de son Royaume & conquêtes, dont la garantie

est déja comprise dans ledit Traité.

Lesdits Seigneurs Etats jugeront cependant par la qualité & la sincerité de cette offre, s'il y a le moindre fondement aux soupçons qu'on peut avoir pris de de-là, que Sa Majesté ne differe cet échange des Ratifications, que pour attendre la conclusion de quelque nouveau Traité qu'il ait encore dessein de faire comprendre dans la même garantie.

as

es

e-

li-

de

res

er

où

ue

a-

ats

ur

Roi

ux

ei-

m-

04-

xte

in-

af-

ure

ur-

eur

lits

ent

om-

rois

les

que de fujlace

Quant au Memoire de plaintes sur quelques points dudit Traité qui a été remis depuis peu à l'Ambassadeur du Roi par les Députez desdits Seigneurs Etats, Sa Majesté y a donné tel ordre par avance de son propre mouvement, ainsi qu'ils l'apprendront plus particulièrement de la vive voix dudit Sieur Ambassadeur, qu'elle se promet que lesdits Seigneurs Etats reconnoîtront en cette rencontre. comme en toute autre, que Sa Majesté n'a rien plus à cœur que leurs intérêts, leur satisfaction, une sincere union & étroite amitié & liaison avec leur Etat, & un fidele accomplissement de tout ce qu'elle promet.

#### LETTRE

CI

quer

cl

tri

po

pi

CE

m

de

au

Ils

C

ni

po

50

les

ge

fer

fai

ne

CO

de

quidir

## Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 22. Février 1663.

E fus voir Monfieur le Pensionnaire, & lui donnai avis de toutes les diligences qui se faisoient, pour empêcher que Votre Majesté n'eût satisfaction sur la proposition que j'ai faite à Messieurs les Etats de faire un échange des Ratifications des deux Traitez tout ensemble, & en même tems: Que j'estimois que les assurances que je leur avois données de la part de Vôtre Majesté, que nul autre Traité nouveau ne retarderoit point lesdits échanges, les devoit satisfaire, & que Vôtre Majesté avoit encore fait plus, ayant fait donner un Arrêt pour mettre les Sujets de Messieurs les Etats en possession de la diminution des 50, f. pour tonneau, suivant qu'il est porté dans le Traité, à quoi elle n'étoit pas obligée qu'après l'échange des Ratifications; qu'elle auroit grand sujet de se plaindre, si après toutes ces avances & ces marques de sa bonne foi & sincerité, Messieurs les Etats ne passoient par dessus une formalité qui n'est rien à l'égard de la consequence que Vôtre Majesté pourra tirer de leur procedé,

cedé, qui montre peu d'affection & de confideration pour elle. Il me répondit qu'il étoit plus intéressé dans cette affaire que personne, ainsi qu'il me l'avoit fait entendre l'ordinaire passé. Que si Sa Maiesté s'opiniatroit à vouloir que les deux échanges se fiffent à la fois, il étoit necesfaire que lui de son côté, & moi du mien. travaillassions dès à present à gagner autant de Députez des Villes de Hollande qu'il se pourra, & hazarder la deliberation qui feprendra dans l'Assemblée, dont le succès fera fort douteux, vû l'apprehension que ces Peuples ont de rentrer en guerre par la garantie de Dunkerque; ce que les Ministres d'Espagne leur ont insinué fortement depuis que cette contestation dure, & qui augmentera fi on ne la diminue bien - tôt. Ils font voir par leurs intérêts propres du Commerce, l'avantage de cette Ligue & Union proposée des dix-sept Provinces, & pour marquer mieux leur fûreté, ils ont donné un détail d'un fonds pour entretenir 50000. hommes de pied & 10000. chevaux, à ne lever que les Droits qui se levent dans les dix-sept Provinces, voulant les engager par un Traité, que toutes les Troupes leront obligées de s'unir en cas d'attaque faite, ou declaration de guerre contre l'une des dix fept Provinces, & leur faire connoître qu'ils n'ont rien à craindre, ayant des forces si considerables tous ensemble; que tout ce qu'il avoit pû faire avoit été, de dire à ceux qu'il avoit trouvé les plus por-

tez

å

es

ae

0-

its

es

ne

ue

re

au

les

a-

un

urs

des

rté

0-

ns;

, fi

de

E.

lité

nce

oro-

dé,

tez à cette Ligue, qu'il seroit assez à tems d'en parler, lorsqu'ils seroient assurez de l'intention de Vôtre Majesté, par sa réponse aux raisons que Messieurs les Etats m'avoient données par écrit, & qu'en cas de refus desdits Echanges on delibereroit dans l'Assemblée de Hollande surce qui seroit le

plus avantageux à l'Etat.

Il m'ajoûta, qu'il n'étoit pas d'avis de hazarder cette deliberation, mais que si Vôtre Majesté vouloit agréer les échanges des Ratifications de Paris, & se confier en lui pour la garantie de Dunkerque, il se feroit fort de la faire passer à la fatisfaction de Vôtre Majesté, quand il auroit de quoi détruire toutes les raisons artificieuses dont on se sert pour donner de l'ombrage & de la méfiance à cet Etat de la grande puiffance de Vôtre Majesté, & de sa sincerité fur l'éxécution du Traité, & que l'on romproit en même tems toutes les mesures des cabales d'Espagne pour cette prétenduë Ligue, qu'il se feroit aussi fort de détruire.

Cependant comme l'Assemblée de Hollande est convoquée le 27. de ce mois, & qu'il n'y a que peu de tems pour agir parmi tant de têtes, je proposai à Monsieur de Wit (après l'avoir remercié des bons sentimens où je le voyois pour les intérêts de Vôtre Majesté) d'aller lui-même à Amsterdam & dans les Villes, pour faire nommer des Députez dont il puisse disposer, & qu'étant à Amsterdam (& dans les

autres villes pour les y faire nommer) il pourroit envoyer en Nord-Hollande pour le même dessein, ayant vît pratiquer la même chose
à seu Monsieur le Prince d'Orange, lorsqu'il
y avoit quelque résolution douteuse à prendre. Il a trouvé cette ouverture bonne;
mais il a desiré qu'au même tems je m'asstirasse des voix de mes Amis, & particulierement de ceux de Rotterdam & de

Leyde.

n

oi

nt

le

1

té

nc

es

n-

lé.

ol-

&

ar-

eur

ons

rêts

à

aire

spo-

les

au-

Il est parti le 17. de ce mois, sous prétexte d'aller tenir l'enfant d'un de ses parens à Amsterdam. Il m'a écrit un billet du 19. où il me marque qu'il a trouvé les esprits fort altérez, mais qu'il espere que son voyage ne sera pas inutile; qu'il a jugé à propos d'envoyer Monsieur de Groot, Pensionnaire d'Amsterdam, dans les Villes de Nord-Hollande pour le même sujet, comme un homme affûré & d'efprit, & propre à les disposer à ce qu'il desire: qu'il attendra son retour à Amsterdam, & qu'il ne croit pas pouvoir être à la Haye que le 25. ce mois: Qu'il demeure toûjours ferme à croire, que le plus grand intérêt de Vôtre Majesté seroit de rompre toutes les cabales en faifant l'échange des Ratifications du Traité de Paris, & ne hazarder pas ce qui arrivera par une deliberation de l'Assemblée de Hollande.

Je travaille de mon côté à m'affûrer autant de Députez des Villes que je pourrai, & particulierement de celles de Rotterdam & de Leyde, que Monsieur de Wit m'a Tome II.

recommandez, & je croi qu'il sera satisfait des engagemens qu'ils ont pris avec

moi.

Richard presse fort le Bourguemaître de Rotterdam, dont le fils a la principale charge dans l'Amirauté, d'envoyer en diligence un Yacht à Anvers pour conduire Dom Esteven de Gamarre à la Haye. Je l'ai prié d'apporter du delai au depart du Yacht, fous prétexte des glaces ou quelques autres, afin d'avoir le tems de gagner du monde le plus que nous pourrons avant son arrivée.

Ayant communiqué au Sieur de Wit ce que j'avois sçû du voyage de Milet en Angleterre, il m'a dit que Madame la Princesse Douairiere le lui avoit célé, & qu'au même tems elle avoit chargé Friquet de négocier auprès de lui un consentement pour faire reprendre l'éducation du Prince à Messieurs les Etats, & que ladite Doüairiere y donneroit les mains. Ledit Sieur de Wit lui a répondu, que puisqu'on la leur avoit ôté, il ne conseilleroit point Messieurs les Etats de la reprendre.

J'estimai lui devoir dire, que j'étois d'un autre sentiment que le sien; que je croyois qu'il devoit y entendre, mais y ajoûter des conditions plus fortes; [c'est-à-dire que Messieurs les Etats n'eussient pas seulement l'éducation, mais la tutelle & la conduite de tout le bien, & que lui, Sieur de Wit, fut choisi par l'Etat pour être le Chef de l'éducation, & qu'il mît des personnes

fous

å

fous lui qui lui rendissent compte de toutes les actions & sentimens du jeune Prince; qu'il l'éleveroit dans les maximes de cet Etat, & le rendroit capable de le bien servir un jour; que les bonnes inclinations qui paroissent en cet enfant seroient fortisiées par ses bons conseils & avis, & les mauvaises impressions que la Douairiere lui pourroit donner, détournées, le tout par ses soins & sa prudence; & que ce Prince, ayant l'âge de distinction, lui auroit la derniere obligation de l'avoir retiré du precipice où il alloit tomber par le mauvais état de ses affaires, & en feroit son ami & son protecteur.

Que j'y ajoûtois une confideration trèsforte, à laquelle je lui avouois que Vôtre
Majesté prendroit intérêt, qui est, de la sûreté qu'elle trouveroit en ce Prince, lorsqu'il seroit grand, d'une éducation qui ne
lui donneroit nul soupçon dans la liaison
qu'elle a à present avec Messieurs les Etats,
& l'estime particuliere qu'elle fait de sa
personne, ne doutant pas qu'il ne lui persuade toûjours, & ne lui inspire les sentimens d'être plus attaché à la France qu'à
l'Angleterre; que lui-même y trouvera
plus de sûretez, tant pour l'Etat que pour

fon particulier.

n

e

n

u

le

ır

i-

ur

la

nt

un

Dis

er

re

le-

n-

de

nef

es

us

Il me remercia fort de cette ouverture, & me dit qu'il agiroit conformément à cela à fon retour d'Amsterdam, & m'avoua que sa confiance & sa sûreté étoient en l'amitié de Vôtre Majesté, qu'il n'en prendroit jamais en celle du Roi d'Angleterre, quoiqu'il lui en donnât depuis deux mois toutes les marques imaginables. Je remarquai que ce discours lui avoit fort plû. Il me parut ausii dans la suite de nôtre conversation, qu'il ne seroit pas bien aise que Vôtre Majesté sit aucune liaison avec l'Electeur de Brandebourg, & il est persuadé que cela ralentira fort l'affection de tous les Princes de la Ligue du Rhin. Il m'en parla sur ce qu'il a sçû que le Baron de Bloemendael a passé à Bruxelles, & qu'il va trouver Vôtre Majesté de la part de l'Electeur.

l'avois déja commencé cette Lettre fur toutes les conferences que j'avois euës avec Monsieur de Wit, lorsque j'ai reçû la dépêche que Vôtre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire du 16. de ce mois. Sur laquelle je lui dirai, que Messieurs les Etats ayant reçû par Monsieur Boreel le Mémoire que Vôtre Majesté lui a fait donner par Monsieur de Lionne, & dont j'ai recû copie, ils n'ont point opiné defsus, à cause de l'absence de Monsseur de Wit, ainsi je ne puis rien mander de positif là-dessus. Je tiendrai mon Mémoire tout prêt pour le présenter à Messieurs les Etats dès qu'il fera de retour d'Amsterdam; mais j'ai sçû par quelqu'un de mes amis, que Messieurs les Etats n'ont pas de pouvoir de donner cet Ecrit que Vôtre Majesté demande, & qu'il faudra de nouveau rassembler toutes les Provinces pour avoir ce consentement : ce qui donnera encore du

du tems à de nouveaux artifices pour retarder la conclusion. Au lieu que si Vôtre Majesté vouloit, en la consideration seule du Sieur de Wit, faire les échanges des Ratifications, en difant à l'Ambassadeur, qu'elle ne le fait qu'à condition que dans trois mois Messieurs les Etats lui donneront la garantie de la Place de Dunkerque, & que je leur signifiasse de deçà la même chose; il me femble que Vôtre Majesté seroit en même droit de n'exécuter pas le Traité, si de leur part ils ne satisfaisoient à ladite garantie dans les trois mois; & cela abregeroit beaucoup les affaires, obligeroit Monsieur de Wit, lui faisant valoir ce relâchement en sa seule consideration, & établiroit le credit de Vôtre Majesté en ce païs, d'une manière que jamais Henri IV. ne l'a eu plus grand. Ce que j'avance à Vôtre Majesté est avec connoissance de cause, & elle ne doit pas douter qu'elle n'ait satisfaction pour la garantie de Dunkerque; car après les engagemens que Monfieur de Wit a pris avec moi, ayant levé la difficulté de l'échange des Ratifications, il est assuré de tout le reste.

e

٠.

1-

e

25

r-

le

a-

u

ir

re

Je ne laisserai pas de travailler auprès de mes Amis, en attendant l'arrivée du Sieur de Wit, pour les disposer à passer la condition de la garantie de Dunkerque en la forme que Vôtre Majesté me l'a envoyée. L'ordinaire prochain je lui pourrai rendre un compte plus exact que par celui-ci.

Je lui ai déja fait sçavoir combien artisi-E 3 cieucieusement Richard m'avoit fait naître un foupçon sur la forme de la garantie de Dunkerque, comme si Messieurs les Etats n'entendoient garantir que le Traité, & non la Place. Mais cela a été éclairci, & Monsieur de Wit a assuré, que le garantissant, comme l'Acte de la Hoslande porte, il y a fûreté entiére, & qu'il n'y a rien à craindre; mais qu'il faut éviter les soupcons dans les esprits des Communautez. Quand Vôtre Majesté considerera l'avantage qu'elle recevra de rompre tout d'un coup les mesures que les Espagnols ont prises, & qu'ils ménagent avec tant d'adresse, pour éloigner l'intelligence & la bonne union entre Vôtre Majesté & cet Etat, Elle trouvera, je m'assure, qu'elle aura beaucoup gagné; car après cela nous n'aurions plus rien de difficile.

### LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 23. Féwrier, 1663.

AU reste, de quelque part, ou de Friquet, ou de quelqu'un des Etats, que soit venu le discours que vous m'avez mandé, que les Provinces-Unies ne croiroient pas être engagées, en garantissant simplement le Traité de Dunkerque, à garantir E 4

la Place contre le Roi d'Espagne, mais feulement contre le Roi d'Angleterre, il fuffit que ce raisonnement ait été fait, pour m'obliger à ne me contenter de rien qui ne soit fort clair, & nullement sujet à differentes interprétations. Et je me suis étonné qu'en cela vous croyez maintenant avoir donné dans un piége que vous avoit tendu Friquet: car présupposé que lui-même feul en eût parlé, à dessein d'embarasser l'échange des Ratifications, il n'en est pas moins important d'éclaircir la chose; autrement je donnerois moi-même bien véritablement dans un autre piége, quoi que puisse dire au contraire le Bourguemaître de Rotterdam, tout bien intentionné qu'il est: & vous voyez vous-même que le Sieur de Wit vous a dit franchement, qu'il se faut bien garder de tirer cet éclaircissement; parce que dès le moment, dit-il, que cela seroit proposé, toutes les Provinces y seroient contraires, par la pensée qu'elles auroient que ce seroit entrer en rupture avec l'Espagne. Ce n'est donc pas leur intention de me garantir Dunkerque effectivement, si l'Espagne m'attaquoit en prenant le prétexte de cette acquisition que j'ai faite.

Je ne voi pas cependant sur quel fondement le Sieur de Wit vous a pû dire, que l'on commençoit à appréhender de de-là, que je n'engageasse dans peu de tems les Etats dans une guerre contre le Roi d'Espagne. Ils sçavent assez, que quand même le Traité sera ratissé, nôtre Alliance ne sera

que défensive, & que si je suis l'aggresseur dans une guerre, ils ne seront pas obligez de fuivre mon exemple, ni de rompre; mais si je suis attaqué, sous quelque prétexte que ce foit, même de Dunkerque, j'ai grand intérêt d'être affûré que les Etats n'auront point d'occasion de s'empêcher de faire ce à quoi le Traité les oblige : ainfi, à proprement parler, il ne peut jamais dépendre de moi d'engager lesdits Etats dans une guerre, quelque volonté que j'en eusse, mais du Roi d'Elpagne seul, ou de quelque autre aggreffeur qui voudra m'attaquer.

### LETTRE

### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 1. Mars 1663.

'Ai reçû la depêche que Vôtre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire du 23. de l'autre mois. Suivant l'ordre qu'elle me donna par celle du 16, je présentai Samedi dernier un Mémoire à Messieurs les Etats, pour accompagner le Duplicat de la Declaration que Vôtre Majesté a fait mettre entre les mains de leur Ambassadeur au fujet de l'échange des Ratifications, & de la garantie de Dunkerque. J'y joignis la réponse qu'il a plû à Vôtre Majesté de me faire sur les plaintes que Monsieur de Wit m'avoit apportées touchant les prétenduës contraventions au Traité, & les pressai de s'expliquer sur la garantie, puisque Vôtre Majesté se declaroit si favorablement touchant l'échange des Ratifications. Je ne croyois pas devoir présenter fi-tôt ce Mémoire, à cause du Voyage que ie mandai l'ordinaire dernier que Mr. de Wit étoit allé faire à Amsterdam, à desfein principalement d'y préparer les esprits, même avec quelque avantage pour le fervice de Vôtre Majesté, pour l'Assemblée des Etats de la Province de Hollande dont l'ouverture se fit avant-hier matin. Il n'y avoit point d'apparence que les Etats priffent une Résolution dans une affaire de cette nature en l'absence de ce Ministre, & j'avois bien prévû que la Declaration de Votre Majesté ne leveroit pas les difficultez qui se rencontrent ici en la constitution de l'Etat, plûtôt qu'en la disposition des Esprits, laquelle est telle qu'on la peut defirer, au dire de tous ceux qui ont du zèle & de l'affection pour le fervice de Vôtre Majesté, étant très-certain que les Députez qui composent l'Assemblée des Etats Généraux n'ont le pouvoir de donner les affürances que Vôtre Majesté demande ; non plus que de garantir des à présent la Place, ni même le Traité de Dunkerque, fans ordre exprès de leurs Superieurs; comme en effet toute l'Assemblée fut fort satisfaite, & demeura entiérement persuadée de la fincérité des intentions de Votre Ma-E 5

it

is

iesté. Mais afin de n'excéder point son devoir, elle résolut que la Declaration seroit envoyée aux Etats des Provinces, pour y être examinée, afin qu'après cela ils s'expliquent sur ce sujet. Tellement que l'espérance que l'on avoit de pouvoir trouver un moyen de satisfaire Vôtre Majesté à l'égard de la garantie de Dunkerque, & de contenter en quelque façon Messieurs les Etats pour l'échange des Ratifications, se trouve plus éloigné que jamais. Ils ne doutent point du tout de la fincérité des intentions de Vôtre Majesté, & de leur côté ils donnent toutes les assurances qu'ils font capables de donner, & néanmoins ils voyent qu'elles ne peuvent pas obliger Vôtre Majesté à passer par dessus certaines formalitez, qu'ils supposent encore à la satisfaction commune de Vôtre Majesté & de cet Etat.

Et de fait, Monsieur de Wit étant de retour de son voyage me vint voir devant hier, & me dit, qu'il étoit bien marri d'apprendre que le dessein qu'il avoit eu de servir Vôtre Majesté avoit si mal réüssi; que ce n'avoit été à autre intention qu'il avoit fait connoître, que l'on feroit bien de ne demander point présentement l'explication de la garantie, tant parce qu'il croyoit que Vôtre Majesté se contenteroit de la Résolution des Etats de Hollande, à cause des termes qu'il y avoit fait mettre à desfein, qu'ils prétendent garantir le Traité de Dunkerque, tout ainsi que s'il avoit é-

té fait & conclu devant le Traité d'Alliance, & comme s'il avoit été expressément compris dans la garantie générale; que pour ce qu'il scavoit que lorsque Vôtre Majesté demanderoit après l'échange des Ratifications une explication plus particuliere, il n'auroit point eu du tout de difficulté d'y disposer les esprits, au lieu que présentement il trouvera des obstacles qu'il aura peut-être de la peine à vaincre: Ou'en cela il avoit crù rendre service à Vôtre Maiesté, en faisant avancer une affaire dont la longueur est très-préjudiciable aux uns & aux autres, parce qu'elle nourrit les Cabales qui se font ici de la part de ceux qui n'aiment ni la France ni cet Etat. Ce n'est pas que Monsieur de Wit n'offre de faire valoir à l'Assemblée de Messieurs les Etats de Hollande, & ailleurs, l'Arrêt que Vôtre Majesté a fait donner en son Conseil le 26. du mois passé, au sujet de l'éxécution de l'article separé du Traité, & en faisant remarquer ce procedé fincére & vraîment Royal, de tâcher de porter les Etats de cette Province à s'expliquer fur la garantie selon l'intention de Vôtre Majesté. Il ajoûta, qu'après que la Réfolution en aura été prise par les Etats de Hollande, il pourroit peut-être bien tirer quelque affûrance verbale pour la garantie des Députez des autres Provinces; mais que cela est fort incertain, parce qu'ils craindront de s'engager à cette heure que les Etats de la

[ 108 ]

plûpart des Provinces sont sur le point de s'assembler.

Pour ce qui est des Cabales de ceux qui sont contraires aux intérêts de Vôtre Majesté, il est vrai qu'elles se remuent plus que jamais. Les avis que l'on m'en donne de tous côtez, & que l'on a même donnez à Monsieur le Chevalier de Terlon, pendant le peu de féjour qu'il a fait en cette Ville, confirment que les Miniftres de la Maison d'Autriche font un dernier effort, pour tâcher de faire entrer Messieurs les Etats dans la prétendue Ligue avec les autres Provinces des Païs-Bas. par l'ombrage qu'ils tachent de donner à ces Messieurs de la Grandeur de Vôtre Maiesté, & de la dernière foiblesse de l'Espaene: jusques-là qu'ils publient, que le Roi Catholique n'étant plus en état de défendre ces Provinces, il fera contraint de les laisser avec l'Infante à l'Empereur & à son frere, ou bien les exposer à la discretion de la France; ce qu'ils sement par les Villes. & en ont fait entretenir ceux qui font dans les Magistratutes, & qui sont plus fusceptibles de cette croyance que de ce qu'ils disoient il n'y a pas long-tems de la Grandeur d'Espagne, & des forces qu'elle peut mettre sur pied; comme de fait ces discours font de fortes impressions sur les esprits de ceux qui croyent que toutes les Puissances voisines doivent être redoutables à leur Etat. Ils se servent encore d'une intenen publiant qu'ils feront des Ports francs à Nieuport & Ostende; non point à dessein de rendre la franchise de Dunkerque inutile, mais afin que ces Villes passant avec les mêmes avantages sous la domination de Vôtre Majesté, elles ruinent tout le Commerce de ce Païs, & particuliérement ce-lui de Zelande, qui est la chose à laquel-

le on est ici le plus sensible.

1-

Voilà ce que j'ai crû devoir encore repréfenter à Vôtre Majesté sur ce sujet, non point que je veuille m'ingérer de lui propofer un parti à prendre, mais afin en avant fait une ferieuse réflexion sur ces raisons, auffi-bien que fur celles que je me fuis donné l'honneur de lui alléguer dans mes précédentes depêches, elle décide & prenne une dernière Résolution, en jugeant s'il vaut mieux laisser les affaires en l'état qu'elles font, & donner aux Etats des Provinces le tems de déliberer sur la garantie conformément aux intentions de Vôtre Majesté, ou si elle trouvera plus d'avantage à faire faire l'échange des Ratifications présentement, en faisant declarer à ces Mesfieurs par vos Ministres, tant à Paris qu'en cette Ville, qu'elle en use ainsi, parce qu'elle est persuadée que les intentions de cet Etat font bonnes, & parce qu'elle ne doute point que les espérances certaines que l'on me donne touchant la garantie de Dunkerque, en la manière que Votre Majesté desire, auront leur effet, puisque E 7

certainement sans cela l'échange ne se feroit point: comme de fait Vôtre Majesté le tiendra comme non fait, si Messieurs les Etats ne garantissent la Place de Dunkerque, de la même façon que toutes les autres Places qu'elle possedoit lors de la si-

gnature du Traité.

Quoique Monsieur de Wit m'ait fait connoître dans cette derniére conversation que
j'ai euë avec lui, que cet Etat sera bien
aise que Monsieur l'Electeur de Brandebourg s'accommode avec Vôtre Majesté
ensuite de l'envoi du Baron de Bloemendael, je n'ai pas laissé de juger par celle
que nous eûmes avant son départ pour
Amsterdam, & par celle-ci, qu'il ne peut y
avoir de réconciliation entre ledit Electeur
& lui, & qu'il sera bien aise que la liaison
ne passe pas jusques à prendre ses intérêts
contre les prétensions que cet Etat a d'être
payé de quelque argent qu'il lui doit.

## MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Mesfieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. Le 23. Février 1663.

Le Comte d'Estrades, Ambassadeur extraordinaire de France, a ordre exprès du Roi son Mastre de faire sçavoir à Vos Seigneugneuries, que sur les bons Offices qu'elles ont desiré qu'il rendît auprès de Sa Majesté, Elle a fait mettre entre les mains de Monheur l'Ambassadeur Boreel un Mémoire contenant ses dernieres intentions au sujet de l'échange des Ratifications du dernier Traité d'Alliance, lequel Sa Majesté offre de faire faire présentement, & sans delai, pourvu qu'en même tems ledit Sieur Ambassadeur remette à sadite Majesté une Déclaration, par laquelle Vos Seigneuries consentent que cet échange s'entendra comme non fait & non avenu, en cas que dans trois mois de tems, à compter de ce jour-là, ces Provinces n'ayent pas ordonné, que non seulement le Traité de l'acquisition de Dunkerque, mais la Place de Dunkerque même, sera garantie en la manière exprimée au Mémoire mis entre les mains de Monsieur l'Ambassadeur Boreel.

Ledit Ambassadeur Extraordinaire soufsigné croit aussi devoir dire à Vos Seigneuries, que sa Majesté, non contente d'avoir de
son mouvement & par avance remedié à une
partie des plaintes faites sur quelques points
du Traité d'Alliance, a depuis répondu si
favorablement à tous les Articles de plaintes
que Vos Seigneuries ont fait porter audit
Ambassadeur Extraordinaire par Monsseur le
Conseiller Pensionnaire de Wit, ainsi qu'elles verront par la Copie ci-jointe, qu'elles ne
peuvent avoir aucun sujet de douter de la
bonne foi avec laquelle Sa Majesté prétend

exécuter le Traité en tous ses points.

Mais

Mais comme Sa Majesté de son côté fait de si notables avances pour l'échange des Ratifications, aush espere-t-elle que Vos Seigneuries du leur y reconnoîtront la sincerité de ses intentions, & le desir qu'elle a de rendre les intérêts de sa Couronne & de cet Etat inseparables, & qu'elles y répondront parfaitement, en garantissant promptement & jans répugnance une Place, qui pourroit un jour lervir de prétexte pour troubler le repos de toute la Chrétienté, si elle n'étoit comprise en la garantie générale. Au moins Sa Majesté ne doute point que Vos Seigneuries ne reçoivent avec joye l'offre qu'elle leur fait, de ratifier présentement, pourvu qu'elles declarent en même tems qu'elles garantiront la Place de Dunkerque dans le tems porté par le Mémoire. C'est surquoi ledit Ambassadeur Extraordinaire attend avec impatience une Résolution digne de la baute prudence de Vos Seigneuries, laquelle puisse donner la dernière perfection au Traité d'Alliance, afin qu'il en puisse rendre compte au Roi son Maitre par le premier ordinaire. Donné à la Haye le 23. jour de Février 1663.

Cat Milen Pen Samai e de Witt, denfi ut letlas acresans des le Orbie de samée à que alles me parament compre chayle de un de charten de la

for an energited the Westle and

D'ESTRADES.

REPONSE

ti

b

## REPONSE

Au Mémoire donné à Monsieur le Comte d'Estrades de la part de Messieurs les États des Provinces-Unies, sur le sujet des prétendues contraventions au dernier Traité fait entre le Roi & lesdits Etats.

Sur le premier Article.

SA Majesté à donné depuis peu de jours arrêt en son Conseil pour faire jouir les sujets desdits Etats du contenu en l'article separé dudit Traité: ensorte qu'à l'avenir le
droit de cinquante sols pour tonneau ne sera
levé qu'une fois sur les Vaisseaux sartants
des Ports de France à chacun voyage.

Sur le Second.

Par le même Arrêt Sa Majesté a ordenné, que ledit Article separé seroit exécuté pour la reduction de cinquante sols à vingt-sing sur les Navires chargez de Sel.

Sur le troisième.

Sa Majesté dannera ses ordnes fort emprès, à ce que les sujets desdits Etats, sous prétexte du mélange des builes de Baleine avec les builes de Lin, de Navette, & de Colsat, ne soient vexez ni empêchez en l'apport de ces builes au dedans du Royaume.

[ 114 ]

Sur le quatrième.

Sa Majesté fera examiner plus particuliérement les termes des Priviléges qui ont été accordez à la Compagnie du Nord, pour satisfaire sur ce point les dits Sieurs Etats. Il sussit seulement de dire, que le premier privilége dont il est fait mention par cet Article étoit accordé en 1657., & ne devroit sinir qu'en 1677.

#### LETTRE

Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 2. Mars 1663.

près n'est qu'imaginaire, j'ai sujet de ne la considérer que comme un pur effet de l'habileté & de l'adresse du Sieur de Wit, pour faire valoir davantage la chose quand il l'aura fait réussir. Car tant s'en faut que je puisse être persuadé que l'Assemblée des Etats n'ait pas le pouvoir d'autoriser le Sieur Boreel à me donner une pareille Déclaration, que je ne doute pas que ledit Boreel, par son seul Caractère de Ministre de l'Etat, ne peut de son ches me la donner sans aucun ordre. En voici la raison: Si je demandois dès à présent que Boreel me garantît Dunkerque de la part de l'Etat, je

[ 115 ]

croi que ni lui, ni l'Assemblée des Etats à la Have n'en ont pas le pouvoir fans une précédente deliberation & confentement exprès des Provinces. Mais l'ouverture que j'ai faite est bien differente : j'offre d'échanger les Ratifications, à condition que dans trois ou quatre mois de tems les Provinces déclareront, que la Place de Dunkerque est aussi-bien comprise dans la garantie que toutes les autres que je pofsede. Et cependant, afin que l'on ne puisfe fe plaindre ni m'accufer, fi les Provinces n'y consentoient pas, que j'eusse manqué à ma parole en me départant du Traité, je prétens que l'on me donnera un écrit qui déclare, que l'échange des Ratifications ne s'est fait qu'à condition de ladite garantie. Que pourroient trouver à redire à cela les Provinces, quand même le feul Ministre l'auroit fait de son chef, sans être autorifé par l'Assemblée de Messieurs les Etats? N'est-ce pas avoir renvoyé aux dites Provinces toute l'affaire en son entier? Le Ministre, à plus forte raison l'Assemblée des Etats, auroient-ils ni l'un ni l'autre excedé leur ordre ou leur pouvoir, quand ils auroient rendu les Provinces maîtresses de faire ou de ne faire pas ce qu'elles jugeront leur convenir; quand on les auroit mises seules en état, sans que je puisse plus m'y opposer, de rendre le Traité valide ou invalide; quand je suis seul lié, & qu'elles sont demeurées libres jusqu'à leur derniére deliberation?

le

et

nd

1e

es

ur a-

el,

E-

ns

le-

ca-

je

roi

Ces

Ces confidérations font si évidentes & fi palpables, comme il est vrai qu'on ne me puisse obliger à échanger les Ratifications sans la garantie pure & simple de Dunkerque. Un Ministre non seulement ne seroit pas digne de blâme, d'avoir profité de cette occasion de m'engager fans lier fes Mastres, mais mériteroit châtiment de l'avoir laissé échaper; dont vous pouvez tirer la conséquence, si à plus forte raison l'Assemblée des Etats en peut donner l'ordre audit Ministre. De tout ce que dessus j'ai sujet de croire, qu'au même tems que cette depêche vous sera remise, j'en recevrai une de vôtre part, qui m'apprendra que toute cette affaire aura déja été ajustée avec fatisfaction commune par l'expédient que j'ai proposé; ou au moins, qu'ensuite des diligences que vous & le Sieur de Wit aurez faites, on sera sur le point d'en faire la déliberation dans l'Alsemblée des Etats avec toute espérance de bon succès. Et en l'un & en l'autre de ees deux cas, il faudra que vous vous en teniez-là, sans rien changer à la proposition, ni en faire aucune autre.

Mais fi, contre mon attente & la raison, la chose avoit passé autrement, & que ladite Assemblée eût jugé n'avoir pas le pouvoir, sans une deliberation des Provinces, d'autoriser Boreel à me donner la Déclararion que j'ai desirée, ou que la résolution n'en étant pas encore prise dans ladite Assemblée, on eût sujet d'apprehen-

ler.

do

OI

fr

fo

CC

qu

da

de

R

le

bi

m

ga

da

m

FO

au

ex fui

au

der

fe.

100

les

me

DO

de

bea

der qu'en mettant la matière fur le tapis. on ne passeroit pas par la pluralité des Suffrages à autoriser ledit Boreel de cette forte; en ces deux cas je veux bien encore donner aux Etats une nouvelle marque de ma sincérité & de mon affection : Et vous leur déclarerez, que m'accommodant autant qu'il est possible à la forme & à la conftitution de leur Etat, j'ai réfolu de passer outre sans delai à l'échange des Ratifications, même fans la déclaration de leur Ambassadeur que j'avois demandée; bien entendu qu'entre-ci & trois ou quatre mois de tems ils me fourniront l'Acte de garantie de la Place de Dunkerque pendant toute la durée de nôtre Traité, & à mon entiére satisfaction; sans quoi, comme je le déclarerai alors audit Sieur Boreel, je n'aurois fait ledit échange.

Cependant si l'affaire prend ce chemin. vous commencerez par dire en particulier au Sieur de Wit, avant que de vous en expliquer dans l'Assemblée, que je ne me fuis determiné à prendre cette resolution que fur deux circonstances qui le regardent, & que vous m'avez fortement représentées. L'une, qu'il vous avoit affiré qu'il se faifoit fort, & prenoit même sur lui, que pourvû que je consentisse à faire l'échange, les Etats me garantiroient Dunkerque en la meilleure manière que je le puisse desirer pour ma sûrere: l'autre, que ma condescendancelen cette rencontre lui serviroit beaucoup à l'accrediter encore davantage dans le Païs, comme ma resistance pour-

roit

1

e

)-

la

ns,

n-

۲,

roit donner lieu à ses Ennemis de lui causer prejudice, chacun sçachant qu'il a été le principal moteur d'un Traité qui ne se - ratifie point. Vous l'affurerez que ces deux motifs ont donné le coup à ma résolution, & achevé de vaincre toutes les difficultez qui se formoient dans mon esprit à l'égard de ma fûreté. Vous sçavez si elles étoient imaginaires ou réelles; mais j'ai crû qu'il ne me pourroit jamais arriver d'imprudence pour m'être confié en la parole d'un aussi homme d'honneur qu'est ledit Sieur de Wit, & qui me témoigne tant d'affection, & j'ai crû aussi qu'il valoit mieux hazarder quelque chose, que de perdre une si belle occasion de l'obliger en augmentant son credit, & fermant la bouche à tous ses envieux.

e

fi

Si

ra

ge

qu

po

ro

fer

me

i'ai

bli

pri

voi lâc

le 1

dép

Vous aurez, ce me semble, beaucoup de peine à lui faire valoir la chose autant qu'elle le mérite, afin de l'engager d'autant plus dans tout ce qui regardera mon service, & nommément à détruire le projet des Espagnols d'une Ligue entre les dix-sept Provinces, suivant la parole qu'il

vous en a donnée déja.

J'ai été bien aise d'apprendre, que l'on soit fort revenu de de-là de l'appréhension qu'on y avoit conçûë d'abord, que la franchise que j'ai accordée à Dunkerque ne diminuât leur Commerce. Pour ce qui est du bruit qu'on a fait courir par les villes, que j'eusse fait désendre dans Dunkerque d'y recevoir aucune personne qui ne sût

Catholique, vous fçavez, comme moi, ce qui en est, & qu'il n'y a que l'exercice public des croyances contraires qui n'y est

pas permis.

Puisque vous étes maintenant satisfait de la conduite & de la repentance des Agens de l'Evêque de Munster & du Landgrave de Hesse, on ne pressera plus ici leur révocation, mais il pourroit être arrivé que l'un ou l'autre de ces Princes en eût déja

envoyé l'ordre.

T

a

IP

nt

11-

n

0-

es

l'il

on

on

m-

di-

eft

es,

que

fût CaJe n'ai encore aucune connoissance du sujet du voyage du Baron de Bloemendael, que l'Electeur de Brandebourg m'envoye. Mais vous pouvez par avance assurer le Sieur de Wit, que je ferai grande consideration sur ce qu'il vous a dit; & que, quelques propositions que cet Envoyé soit chargé de me faire, je me conduirai ensorte que je ne perdrai pas mes anciens Amis pour en gagner de nouveaux, qui n'auroient ni la même affection ni la même fermeté.

J'ai donné ordre pour vous faire adreffer au prémier jour quelques Portraits, comme vous les avez demandé, outre celui que j'ai destiné au Sieur Beverning, & on n'ou-

bliera pas le Sieur de Ghent.

J'ajoûte encore ce mot touchant la principale affaire, pour vous dire, que si vous étes obligé d'en venir au dernier relâchement où je me suis porté, suivant le pouvoir que je vous en donne par cette dépêche, vous devez avant toutes choses

vous en expliquer confidemment au Sieur de Wit; lui faire remarquer que c'est sur sa seur la considération de son intérêt, que j'ai acquiescé à tout ce qu'il a desiré de moi en cette rencontre, & prendre énsuite avec lui-même toutes les mesures de la conduite que vous aurez à tenir avec les Etats en cette affaire.

## LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

De la Haye le 8. Mars 1663.

r

q

fi

le

m

qu

av

av

qu

me

ne

T Amais dépêche n'a été reçûe plus à propos que celle que Vôtre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire du 2. de ce mois. Quelque foin que Monfieur de Wit ent pris de disposer les affaires selon l'intention de Vôtre Majesté, il ne m'avoit pû donner une parole affûrée de l'évenement, par les accidens qui furviennent d'ordinaire dans les déliberations de tant de reres, & par les cabales de ceux qui ne desirent pas une liaison étroite entre la France & cet Etat. Leurs grands efforts ont paru depuis deux jours, & avec fuccès, jusques à nous mettre, Monsieur de Wit & moi, à douter de la résolution qui se prendroit dans l'Assemblée, quoi que six des principales villes eussent donné leurs VOIX voix en faveur de la garantie du Traité de la Place de Dunkerque en la forme que

Vôtre Majesté l'a desiré.

ce

lit

n-

oit

1e-

or-

de

ne la

orts

ès, Wit

i se

e fix

eurs

Monfieur de Wit les avoit reduites à consentir à ladite garantie, lorsque tout d'un coup il se forma une contestation par les partifans d'Espagne, qui demanderent de voir en vertu de quoi Vôtre Majesté étoit legitime possesseur de la Place de Dunkerque, & si le Roi d'Espagne avoit fait une cession de la Place au Roi d'Angleterre ou à Vôtre Majesté par le Traité de Paix qui avoit été fait entre les deux Couronnes; & au cas qu'il ne parût rien de ce que dessus pour justifier une legitime possession de cette Place, qu'ils ne pouvoient en conscience passer l'Acte de garantie. Cet avis embarassa fort Monfieur de Wit, qui prit un pretexte de rompre l'Assemblée, & me communiqua tout auffi-tôt ce qui étoit arrivé. Nous convinmes de travailler chacun de nôtre côté pour leur ôter cette impression. Je fus voir incontinent pour cet effet tous les Députez des villes, les Nobles & les Députez aux Etats Généraux, & leur témoignai à tous, combien cette nouvelle difficulté surprendroit Vôtre Majesté, laquelle justifioit bien les raisons qu'elle avoit euës de vouloir prendre fes fûretez avant de faire l'échange des Ratifications; que j'espérois qu'ils rentreroient dans de meilleurs fentimens, & qu'avant d'en donner avis à-Vôtre Majesté, j'attendrois la ré-Tome II.

folation qu'on devoit prendre le 8. de ce mois, de laquelle j'esperois un succès savorable, suivant les bonnes inclinations qu'ils m'avoient témoigné plusieurs sois d'avoir pour les intérêts de Vôtre Majesté. Je trouvai les esprits sort partagez, &

quand j'en parlai à Monfieur de Wit, il m'avoua que la plupart étoient d'avis de remettre cette decision à une autre Assemblée; ce qui ruineroit entiérement l'affaire. Vôtre Majesté remarquera, s'il lui plaît, que ce fut le 5. de ce mois que cette proposition se fit, & que le 7. à midi, je recûs la dépêche de Vôtre Majesté. Ce qui m'obligea d'aller, fans retarder davantage, chez Monsieur de Wit pour la lui communiquer, puisqu'il n'y avoit plus qu'une demi journée avant la déliberation qui se devoit prendre le lendemain, & que j'avois, aussi bien que ledit Sieur de Wit, fait tout ce qui se pouvoit pour assurer ladite garantie en la forme que Vôtre Majesté l'avoit proposée, sans avoir pû être assuré de l'évenement suivant les intentions de Vôtre Majesté. Ainsi, n'ayant plus rien à ménager, je crûs ne pouvoir mieux obliger le Sieur de Wit, & l'engager plus for--tement à la reconnoissance qu'il doit avoir de la bonté que Vôtre Majesté lui temoigne, qu'en lui lifant l'article de sa Lettre qui fait mention de lui. Il ne se peut recevoir une plus grande joye que celle qu'il eut, ni marquer plus fortement le ressentiment qu'il a des termes obligeans dont Vô-

re

té

ap

ay

de

pla

tre Majesté parle de lui, & il me pria de l'affürer, qu'il n'oublieroit jamais l'obligation qu'il avoit à Vôtre Majesté de se relâcher en sa consideration de cette affaire; qu'il l'assuroit qu'elle ne s'en repentiroit pas, qu'il faloit faire plus que de me donner parole, & qu'il faloit faire expliquer l'Assemblée; que pour cet effet il étoit necessaire que je dressasse sur le champ un Mémoire à Messieurs les Etats, contenant ce que Vôtre Majesté leur accorderoit, & le leur envoyer; & qu'ensuite il iroit dans l'Assemblée, fans qu'il parût que je lui eusse rien communiqué, & agiroit si fortement par le moyen que Vôtre Majesté lui en donnoit, qu'il m'affûroit de la fatisfaction entière de Vôtre Majesté. Je dreffai ledit Mémoire dans fon Cabinet, qu'il approuva, & l'envoyai à l'heure même au Président de Semaine.

ú

1-

s,

ut

a-

a.

ré

de

à li-

or-

oir

01-

tre

re-

u'il

nti-

Vô-

Il ne se peut agir avec plus de vigueur qu'a fait ledit Sieur de Wit. Il entra le 7. sur les quatre heures du soir à l'Assemblée. On lui communiqua d'abord mon Mémoire: sur quoi il dit, qu'il ne faloit plus hesiter à donner satisfaction à Vôtre Majesté; que tous les delais étoient autant d'offenses après des marques d'une si grande bonté; que de faire exécuter les articles du Traité avant l'échange des Ratifications, & après cela faire les dits échanges, avant qu'ils ayent passé l'Acte de garantie de la Place de Dunkerque, comme de toutes les autres places comprises dans le Traité de Paris,

c'étoit combler la mesure; & que son avis étoit, qu'on deliberât là dessus suivant les intentions de Vôtre Majesté. L'Assemblée dura jusques à 8. heures du soir, & ceux qui avoient paru les plus contraires changerent d'opinion, tous nos amis eurent l'avantage; ensorte qu'il fut résolu que la garantie seroit accordée en la forme que Vôtre Majesté desiroit.

Et l'on va travailler à l'Acte de déliberation, sur lequel les autres Provinces se conformeront. Mr. de Wit me vint déclarer lui-même cette résolution de la part

de Messieurs les Etats.

Vôtre Majesté voit à present, que l'appréhension de Mr. de Wit n'étoit pas sans fondement, & qu'il étoit presque impossible que l'affaire réüssit avantageusement, comme elle fait, qu'en pressant l'expedient qu'elle a pris, dont je lui suis en mon particulier très-obligé, par le moyen qu'elle me donne de lui rendre mes très-humbles services, sans quoi j'avouë que je n'y aurois pû reüssir.

J'ajoûterai, que Richard avoit si bien crû cette affaire rompuë, qu'il avoit écrit à Dom Esteven de Gamarre pour le prier de hâter son voyage, & que la conjoncture étoit très-favorable pour achever l'affaire

de la Ligue des dix-sept Provinces.

Je puis assurer Vôtre Majesté, que je le verrai maintenant arriver sans peine, & qu'il se trouvera bien loin de son compte dans ses prétensions.

Fri-

r

1

f

fi

rs

de

le

Friquet a sçû que Messieurs de la Province de Hollande étoient d'avis de donner satisfaction à l'Ordre de Malthe par

l'intercession de Vôtre Majesté.

J'assurerai encore Vôtre Majesté, qu'elle ne pouvoit pas attacher plus fortement Monsieur de Wit à tous ses intérêts, qu'elle a fait par le relâchement qu'elle a donné en sa consideration dans l'affaire des Echanges des Ratifications, & qu'il est très-persuadé de cette verité. Aussi m'a-til protesté, qu'il ne manquera jamais de témoigner à Vôtre Majesté en toutes choses où il s'agira de son service, la veritable re-

connoissance qu'il en a.

.,

e-

on

1-

11-

je

t à

de

ure

ire

e le

å

pte

Fri

Les artificieux discours que Richard avoit femez dans l'Assemblée & dans les Villes, dont je rendis compte l'ordinaire passé à Vôtre Majesté, avoient renouvellé les apprehensions de la Zélande & des Villes d'Amsterdam & de Rotterdam pour leur Commerce. Mais à present que tous les esprits sont unis & contens, tout cela se dissipe, & je n'ai pas manqué de me servir des raisons que Vôtre Majesté m'a fournies par ses dépêches pour les détromper, & avec un tel fuccès, que je puis dire que Dunkerque ne les inquiéte plus à present: & ils font tous fi bons François, que plus de vingt personnes des principaux des Villes m'ont engagé de leur donner des Copies d'un grand Tableau que j'ai de Vôtre Majesté dans mon Cabinet d'Audience; à quoi je m'en vais faire travailler par plu-F 3 fieurs fieurs Peintres. Je tâcherai de les obliger de le mettre dans les Maisons de Ville, ainsi qu'ils avoient fait celui de Henri le Grand, pour marquer davantage l'estime & l'affection qu'ils ont pour Vôtre Majesté, & asin qu'ils ayent souvent devant leurs yeux les deux veritables Protecteurs de leur Etat.

Le Sieur de Wit a été aussi très-aise de ce que je lui ai dit sur l'envoi du Sieur de Bloemendael, & que Vôtre Majesté l'assuroit, que quand il seroit arrivé auprès d'elle, il ne devoit pas appréhender qu'aucune proposition sût capable de lui faire changer ses vieux amis pour des nouveaux.

#### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces - Unies des Païs-Bas, le 8 Mars 1663.

LE Comte d'Estrades Ambassadeur extraordinaire de France, a ordre exprès du Roi son Maître de faire entendre à Vos Seigneuries, que bien que Sa Majesté estime avoir fait toutes les avances nécessaires pour faire connoître la sincerité de ses intentions, par l'offre qu'elle a fait faire à Monsieur Borcel, Vôtre Ambassadeur ordinaire auprès

po

de sa personne; de faire échanger présentement les Ratifications du Traité d'Alliance. pourvu que Vos Seigneuries fissent mettre entre les mains de Sa Majesté une Declaration, par laquelle Elles l'affirent qu'elles garantiront la Place de Dunkerque pour tout le tems que le Traité durera, tout ainsi que toutes les autres Places de son Royaume; Néanmoins Sa Majesté veut bien donner à Vos Seigneuries une nouvelle & derniére marque de sa sincerité & de son affection, & qu'elle a resolu, en s'accommodant autant qu'il est possible aux formes de vôtre Gouvernement Sà la constitution de cet Etat, de passer outre fans délai à l'échange des Ratifications, même sans la Déclaration de leur Ambassadeur que Sa Majesté avoit désirée: Et que sadite Majesté s'est d'autant plus volontiers portée à cela, qu'elle sçait que Vos Seigneuries considéreront bien, que pour en venir-là elle doit être entiérement persuadée que Vos Seigneuries ne feront point du tout de difficulté de garantir la Place de Dunkerque, en la manière qu'elle le peut & doit desirer, des que les Provinces, dont cet Etat est compojé, se pourront assembler pour en déliberer, ainsi qu'elle le fera plus amplement entendre à leur Ambassadeur en faifant faire l'échange. Après cela ledit Ambassadeur Extraordinaire croit pouvoir dire, que Vos Seigneuries ne peuvent plus rien desirer de ce qui les peut assurer entiérement de la sincerité des intentions du Roi son Maître, & de la ponctuelle exécution du Traité d'Alliance F 4 que

es

s,

x-

rès Tos

me

ur

ns,

eur

res

de

que Sa Majesté a fait avec cet Etat. Donné à la Haye le buitième Mars 1663.

D'ESTRADES.

n

te

m

tr

fu

po

qu

#### LETTRE

Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 15. Mars 1663.

l'Ai recû vôtre dépêche le 8. du courant, avec beaucoup de joye d'apprendre que la mienne du 2. vous ait été rendue si à propos & affez à tems, pour vous donner lieu de rompre toutes les cabales & les mesures de ceux qui pensoient dans ma prétension de la garantie avoir trouvé un moyen favorable, & comme infaillible, d'empêcher l'union de cette Couronne & des Provinces-Unies. C'a été avec grand plaisir aussi que j'ai appris, que ma derniére résolution ait été de de-là si bien reçûë, que le même jour que vous l'avez declarée, l'Acte de cette garantie, aux termes que je desirois, ait été passé par la Provinc de Hollande. J'avouë que le Sieur de Wit ne pouvoit pas mieux répondre qu'il a fait au témoignage que je lui ai voulu donner de mon estime, & de mon entière confiance en ses paroles. La fincerité & l'affection qu'il

qu'il a fait paroître pour mon intérêt en cette rencontre (qui ne pouvoit être plus importante) me seront de nouveaux motifs de considerer & de partager les siens, de vivre avec lui dans une entiére confidence, & faire grand cas de ses sentimens en toutes occasions. Cependant, auffi-tôt que j'ai vû vôtre dépêche, j'ai ordonné à Lionne de demander de ma part à l'Ambassadeur Boreel, que je desirois qu'on fît l'échange des Ratifications fans plus de delai. C'est à quoi on va travailler incessamment, afin que l'ordinaire prochain vous porte la nouvelle que c'est une affaire achevée & confommée. Vous tiendrez maintenant la main au credit du Sieur de Wit & celui de mes autres amis, que les deliberations des six Provinces soient conformes à celles qu'a fait en dernier lieu la Hollande. Je ne vous dirai rien des autres affaires dont vous étes chargé, si ce n'est que je n'attens à present que tout bon fuccès dans la disposition où sont les esprits. Le Chevalier de Terlon est arrivé, & m'a remis le Mémoire que vous avez presenté pour la restitution des biens de Malthe. que j'ai trouvé fort bien fait.



C

it

n il

F 5

ME-

## MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, le 10. Février 1663.

L'E Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, a ordre du Roi son Mastre, de représenter à Vos Seigneuries, qu'il a autant d'impatience qu'eux-mêmes de voir sinir l'échange des Ratifications.

Que Sa Majesté croit, que le moyen de terminer l'affaire à la fatisfaction des uns & des autres, est de faire un Traité de garantie de Dunkerque d'une part, & de ceux d'Angleterre & du Païs d'Outre-meuse de Pautre, & d'échanger en même tems les

Ratifications des deux Traitez.

L'intention de Sa Majesté étant, de ne rien changer en ce qui a été arrêté par le Traité, & ne souhaitant autre chose, sinon que Vos Seigneuries trouvent leur satisfaction dans cette proposition, comme elle l'a trouvé, en ce qu'il ne restera plus aucun prétexte qui puisse empêcher que cette affaire se termine.

V

re

Elle a été très-aise d'apprendre, que le soin avec lequel Vos Seigneuries s'appliquent à examiner l'affaire de la restitution des biens de Malthe, réponde si bien aux paroles que Mes-

[ 131 ]

Messieurs leurs Ambassadeurs lui en donnerent avant que le Traité de Paris sut signé: Elle se promet de leur affection, de leur équité, & de la considération qu'ils font de sa recommandation d'une chose très-juste en elle-même, qu'ils lui donnerent promptement satisfaction sur cette affaire, qu'elle a à cœur comme si c'étoit la sienne propre. Donné à la Haye le dixième Février 1663.

DESTRADES.

## LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 25. Mars 1663;

Majesté le 8. de ce mois, comme la Province de Hollande avoit declaré la garantie de la Place de Dunkerque en la forme qu'elle l'avoit desiré. Le lendemain l'affaire fut resumée, & ils ordonnerent que les Députez qui sont de la part de cette Province dans les Etats Généraux, y feroient entendre leurs sentimens, & travailleroient à y disposer aussi les autres Provinces, asin qu'au plûtôt on pût envoyer un Acte en forme à Monsieur Boreel. Monsieur de Wit exécuta les ordres de ses Maîtres, & dit dans l'Assemblée des Etats Généraux, que ceux de Hollande avoient reçû la garantie de la Place de Dunkerque, E 6

n-

de

es

en

té.

05

ens

en

qui

mi-

oin.

à

ens

que Ief-

& qu'ils prioient les autres Provinces de s'y conformer. Il n'eut pas si-tôt achevé de parler, qu'il y en eut de ceux qui ne sont pas fort affectionnez à la France, qui dirent, qu'ils étoient étonnez de voir ce changement dans les Etats de Hollande. vû que ci-devant il n'avoit été parlé que de la garantie du Traité, & que c'étoit fur cela que toutes les Provinces avoient formé leurs déliberations, parce que l'on avoit évité de garantir la place au préjudice des pretensions que le Roi d'Espagne y pouvoit avoir. Monsieur de Wit répliqua, qu'en effet la première Résolution des Etats de Hollande ne parle que de la garantie du Traité de Dunkerque, mais en des termes qui font connoître que leur intention étoit de garantir la place même, en ce qu'elle dit bien expressément, qu'ils garantissent le Traité de Dunkerque tout de même que s'il avoit été fait devant la conclusion du Traité d'Alliance, & comme s'il avoit été compris en la garantie générale, laquelle, en vertu du troisième article du Traité d'Alliance, comprend non-feulement les Traitez, mais aussi la possession des Terres, Villes & Places; qu'il étoit impossible de donner une autre explication à la Résolution des Etats de Hollande, non plus qu'à celle des Etats de Zélande du 14. du mois passé: mais quand même l'on voudroit faire violence à ces paroles expreffes, & leur donner une explication contraire à leur intention, on ne le pourroit pas fai-

m

m

P

tic

faire fans donner à tout le monde une impression toute contraire à celle qu'il doit avoir de la fincerité du procedé de cet E+ tat, particulierement à l'égard de l'exécution du Traité fait avec la France ; qu'il est vrai qu'il y en a dans l'Assemblée qui ont parlé de l'intérêt que le Roi d'Espagne y peut avoir; mais qu'il ne croyoit pas que ce fût par son ordre, puisque la Province de Hollande n'en avoit eu nulle communication; que ce qu'il avoit à repréfenter de la part de ses Maîtres étoit, que la Ville de Dunkerque n'a pas été moins conquise par les armes de France que par celles d'Angleterre, & que si Vôtre Majesté avoit jugé à propos pour le bien de son service de ceder son droit à l'Angleterre, le Roi d'Angleterre auroit pû de même le ceder à la France pour le bien & pour le repos de fon Royaume; qu'il ne vouloit pas parler de l'avantage que cette République avoit, de voir la Place de Dunkerque entre les mains de Vôtre Majesté, plûtôt qu'entre celles d'aucune autre Puissance; mais qu'il croyoit être obligé de dire, qu'il importoit à cet Etat de garantir la Place, non-seulement parce que l'on a besoin de la garantie de Vôtre Majesté pour le Traité fait avec l'Angleterre, & pour le partage du Païs d'Outre-meuse. mais aussi que cet Etat ne peut pas permettre que fous pretexte de Dunkerque l'on trouble encore le repos de la Chrêtienté, & que l'on recommence une guer-F 7

t

e

e

u

té

té.

es

er-

li+

la

on

14.

ou-

ef-

on.

pas

fai-

re, laquelle, pour plusieurs considerations. ne nous peut pas être indifferente. Ces raisons furent trouvées si fortes que Monsieur de Ghent, qui est le premier Député de la premiére Province, dit qu'il ne yoyoit pas qu'il y eût aucune difficulté de garantir dès à present la Place de Dunkerque aussi bien que le Traité. Deux autres Députez de la même Province, fçavoir Messieurs Huygens & Ommeren . reconnus pour Partifans d'Espagne, & contraires à tous les intérêts de Vôtre Majesté, furent d'avis contraire: mais nonobstant cela l'on alloit passer outre à la garantie de la place de Dunkerque en la manière que Vôtre Majesté le desire, sans Mr. de Reinswoude, premier Député de la Province d'Utrecht, ami intime de Dom. Esteven de Gamarre, qui dit, qu'il n'y pouvoit consentir sans l'ordre exprès de sa Province; car sans cela toutes les autres Provinces s'alloient déclarer, & l'on auroit envoyé dès cette semaine l'Acte de garantie à Monsieur Boreel; mais, comme je viens de dire, ces trois Messieurs l'empêcherent: de forte que, par la constitution de cet Etat, il faut attendre les Réfolutions des Provinces particulières, qu'on aura fans doute à la fin de ce mois. Toutes les Villes de Hollande & de la Zélande s'étant declarées pour ladite garantie, il n'y a plus à douter que les autres Provinces ne se conforment à leurs avis; mais les Partisans d'Espagne ont jetté tout leur. leur venin, & ont fait leurs derniers efforts pour l'Argent qu'on leur a donné. J'ai depêché un Gentilhomme en Frise à Monsicur le Prince Guillaume de Nassau, & le prie de presser au plûtôt la Résolution des l'rovinces de Frise & de Groningue conformément à l'intention de Vôtre Majesté, dont je lui ai envoyé un Mémoire. Je croi qu'il le féra, se sentant fort obligé de la grace que Vôtre Majesté lui a faite, ainsi qu'elle verra par la Lettre qu'il lui écrit.

Il ne se peut pas mieux agir, ni avec plus d'adresse, que fait Monsieur de Wit. Il eut fort desiré que cette affaire ent passée, pour faire voir à Vôtre Majesté qu'il avoit bien menagé les moyens qu'elle lui avoit donné de la servir. Mais il n'a pastenu à lui, y ayant fait tout ce qui se pouvoit. Il a mis les affaires en un si beau chemin, que la Résolution de toutes les Provinces est infaillible, & qu'on l'aura

au plus tard dans vingt jours.

9:

1-

1-

1-

a-

ns.

le:

m.

v

fa

es.

de:

me m.

tu-

¿é+

'on

ou-

an-

rot

is;

out leur Dans une visite que je rendis hier à Madame la Princesse d'Orange, elle me dit d'abord, qu'elle avoit reçû des Lettres du Baron de Bloemendael, qui lui faisoit part de son arrivée à Paris, & qu'il avoit eu ordre de son Maître de parler à Vôtre Majesté de la restitution d'Orange, mais que n'ayant pas trouvé Monsieur Ollis, nommé par l'Angleterre à l'Ambassade de France, il avoit jugé devoir surseoir cette demande jusques après son arrivée, afin que

leurs offices joints ensemble eussent plus d'effet. Elle m'ajoûta, qu'elle n'étoit pas satisfaite de Monsieur l'Electeur de ne l'avoir pas fait passer par ici, & qu'elle n'avoit nulle connoissance du sujet de son voyage. Je croi qu'elle m'a dit vrai, car la connoissant comme je fais, elle m'a paru outrée lorsque je lui ai dit en riant, qu'elle ne me parloit pas sincérement, & qu'il n'y avoit pas d'apparence que Monsieur l'Electeur lui cachât quelque chose, mais que je la suppliois de croire que je n'avois nulle curiosité de sçavoir son secret.

Je ne laisserai pas de continuer à decouvrir ce qu'elle sçaura de ce côté là, par le moyen de son Secretaire, de qui je suis assuré qu'il me montrera les Lettres qu'elle recevra, tant de la Cour de l'Electeur que de Paris. Je sçaurai au vrai toutes choses par ce moyen là, & j'en rendrai un compti

d

ľ

qı

g

CC

de

qu

VIS

fai

mu

ce

Ma

vei

que

a p

te exact à Vôtre Majesté.

Je dois l'avertir que Monsseur l'Electeur de Brandebourg s'est declaré ennemi de Monsseur de Wit, lequel de son côté a porté les Etats à lui demander le payement d'une somme considerable qu'il leur devoit, sçachant bien qu'il lui est impossible de satisfaire, & j'ai pénétré que le Sieur de Wit se veut servir de cette occasion, pour se venger de certains Libelles que ledit Electeur à fait imprimer & distribuer par la Hollande, qui touchent la réputation du Sieur de Wit, & j'apprehende

[ 137 ]

de que dans la chaleur qu'il témoigne à present pour tous les intérêts de Vôtre Majesté, il ne se refroidisse, si elle ne lui donne quelque part en sa confidence, & sous le secret, de ce qu'elle traitera avec cet Electeur. J'attendrai ses ordres, & suivrai ce qu'elle me prescrira là-dessus.

Dans la dernière dépêche je touchai un mot à Vôtre Majesté du Mémoire que j'avois presenté à Messieurs les Etats pour accompagner celui que Monsieur le Doyen

de Munster devoit donner.

e

e

23

C-

ni

té

e-

ur

1

le

C-

es

if-

la

n-

de

En la deliberation qui fut faite sur fon affaire, il y eut d'abord de grandes contestations sur ce que les Députez de Gueldre prétendoient que la connoissance de l'affaire de Borkelo fût renvoyée à la Cour de lustice de leur Province; mais d'autant qu'ils sont parties en cette cause, il fut jugé qu'il ne seroit pas juste de leur en laisfer la décision: ce qui donna lieu à un fecond avis, qui fut qu'il seroit écrit aux Etats de Gueldre & au Comte de Stirum, de venir répondre aux demandes de l'Evêque; & l'on alloit conclure suivant cet avis, si les Députez de Gueldre n'eussent fait instance que le Mémoire leur fût communiqué pour l'envoyer dans la Province, ce que l'on n'a pas accoûtumé de refuser. Mais le Président, je ne sçai par quel mouvement, oublia en concluant d'y ajoûter, que cependant le Comte de Stirum viendroit répondre : tellement que tout ce qu'on a pû faire, c'a été d'obtenir une Conference avec les Commissaires. Mais il n'y a point d'apparence qu'on la puisse faire devant les fêtes, parce que Monsieur de Wit, qui est de toutes les Commissions, sera occupé aux Etats de Hollande jusques à jeudi prochain, & après cela il faudra donner

quelques jours à la devotion.

Je tâcherai de sçavoir quelle est l'inclination de cet Etat pour cette affaire de Borkelo, afin de régler fur cela ma conduite avec le plus d'avantage pour le service de Vôtre Majesté qu'il me sera possible, faisant tenir les conferences chez moi, & y faisant intervenir hautement l'autorité de Vôtre Majesté, si je vois que l'affaire doive réussir. Mais s'il se trouve que Monsseur l'Evêque ne foit pas si bien fondé en son droit qu'il le veut faire croire, ou s'il s'y trouve des difficultez qu'on ne puisse pas vaincre, j'y procederai avec plus de retenuë, & ne me commettrai point. Si la Province de Gueldre n'y avoit point d'intérêt, il ne feroit pas fort difficile d'accommoder le differend entre l'Evêque & le Comte, puisque le premier se dispose à donner de l'argent à l'autre, & en outre quelque Charge militaire & des pensions sur des Benefices à deux de ses fils; mais le droit du Territoire fera toute la difficulté.

Monsieur le Duc de Neubourg ayant donné quelque Ordonnance, pour chasser de Dusseldorp ceux de la Religion pretenduë Reformée qui s'y étoient établis depuis un certain tems, a obligé par-là Mon-

fieur

C

ti

à

pale

qu

av

da

ne

de

pl

de

l'c

m

qu

sieur l'Electeur de Brandebourg d'user de represailles sur les Catholiques dans le Duché de Cleves, & a commencé par le Couvent des Capucins, qu'il a chassez de la Ville de Cleves, & on croit qu'il en fera de même de celui des Cordeliers, au grand

regret de ces pauvres peuples.

t,

di

er

i-

le

n-

/i-

e,

y

ve

ur

on

s'y

oas ië,

in-

, il

r le

aif-

ar-

ar-

efi-

du

ant

**Mer** 

en-

de-

on-

ieur

J'ai dit à Monsieur le Baron de Lerode, qu'il feroit à propos d'apporter quelque temperament à cette Ordonnance, vû les represailles, qui font grand préjudice à la Religion Catholique, & dans lesquelles le credit des Ministres porte Messieurs les Etats à en user de même dans le Païs de Ravestein. L'incommodité du Baron de Lerode l'empêche encore de pouvoir fortir pour agir sur l'affaire principale de son Maître. Il n'a pas laissé de faire présenter à Messieurs les Etats un Mémoire, par lequel il demande un peu crüement satisfaction des desordres qui ont été commis par les Troupes de Messieurs les Etats dans le Païs de Cleves, & il eût été à desirer qu'il m'eût communiqué ledit Mémoire avant que de le donner, parce qu'il parle dans des termes trop hauts, s'appuyant fur l'autorité de Vôtre Majesté: ce qui ne facilite pas un accommodement dans des esprits populaires, qu'il faut ménager plus par adresse & par douceur, que par des menaces, pour les faire venir à ce que l'on desire. J'ai déja travaillé auprès de mes amis à raccommoder cela, & j'espère que dans les premiéres conferences que

j'aurai avec Messieurs les Commissaires. nous reprendrons les mêmes conditions d'accommodement dont nous avions déja parlé, & desquelles j'ai informé Vôtre Majesté par mes dépêches. J'ose ajoûter à l'égard des Catholiques de Cleves, que si Vôtre Majesté, en traitant avec le Baron de Bloemendael, Envoyé de Monsieur l'Electeur de Brandebourg, avoit lieu d'obliger ledit Electeur à rétablir les Capucins dans la Ville de Cleves, cela feroit un grand éclat parmi tous les Catholiques de ces quartiers - là, & ces Païs ici même, & rassureroit fort tous les gens d'Eglise de de Duché, qui est d'assez grande étenduë, contre la crainte où ils sont de n'être pas mieux traitez que lesdits Capucins.

L'Agent de Monsieur l'Electeur de Cologne a préfenté un Mémoire à Messieurs les Etats pour les intérêts de son Maître sans m'en avoir parlé. S'il me vient trouver, je ne laisserai pas de continuer à dispofer les choses, comme j'ai déja fait, pour lui faire avoir satisfaction suivant les or-

dres de Vôtre Majesté.

-1/11

dance quitally entitle qual society.



micha i Bey neo renommenada a suna a e

## MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, le 6. Mars 1663.

n

le &

le

٠.

as

0-

118

tre

u-

lif-

our

or-

E

LE Comte d'Estrades, Ambassadeur Ex-traordinaire de France, ayant sçû que Monsieur le Doyen de Munster présente aujourd'bui à Vos Seigneuries un Mémoire touchant le différend que Monsieur l'Evêque son Maître a avec Monsieur le Comte de Stirum, pour la terre de Borkelo, a cru le devoir accompagner de ces lignes, pour faire ressouvenir Vos Seigneuries de l'affection avec laquelle le Roi mon Maître a recommandé cette affaire à Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires de cet Etat; ne doutant point que, tant en consideration de la part que sa Majesté prend aux intérets a'un Prince son Allie, & votre Voisin, que pour l'amour de la justice même, Vos Seigneuries n'y fassent la restexion que l'un & l'autre meritent, & ne suivent en cela les mouvemens de l'inclination qu'elles ont pour l'équite. Donné à la Haye le sixième Mars 1663.

D'ESTRADES.

LET-

# LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 23. Mars 1663.

f

16

fc

fe

da

B

un

me

po

lui

aff

rie

ron

Ma

ent

jusc

Cor

pas

tres

droi

ladi

que

J'Ai reçû vôtre dépêche du 15. du courant, & ai eu grand plaisir d'apprendre avec combien de vigueur & de force le Sieur de Wit avoit parlé dans l'Affemblée des Etats Généraux, pour les obliger à passer l'Acte que je desire de la garantie de la Place de Dunkerque, & qu'il en fût venu à bout fur le champ fans l'opposition de quelques partisans d'Espagne, lesquels n'y ayant pas concouru, on a été contraint de renvoyer cette déliberation aux Provinces pour s'accommoder aux constitutions de l'Etat, qui requierent que pareilles Refolutions fe prennent unanimement, ou que lesdites Provinces parlent comme celles de Hollande & Zélande, qui font les principales, & qui donnant toûjours le mouvement aux autres, se sont déja expliquées là-dessus en la manière que je pouvois desirer. Je ne fais point de doute que les autres ne suivent infailliblement leur exemple. Cependant, afin d'autoriser de plus en plus le Sieur de Wit, & faire voir aussi avec quelle sincerité j'ai toûjours procedé en cette affaire, je presse ici autant qu'il

qu'il m'est possible que l'échange desdites Ratifications se fasse sans delai, & sur-tout avant que lesdites Provinces ayent eu le tems de s'expliquer sur ladite garantie, dont vous assurez le Sieur de Wit, & lui témoignerez, que je lui sçai le même gré de la nouvelle marque d'affection qu'il vient de me donner, comme si la chose avoit réussifur le champ selon son projet & son desir.

J'approuve fort la reflexion que vous faites, qu'il pourroit être fort à propos pour le bien de mon service, de communiquer fous le secret audit Sieur de Wit ce qui se traitera ici avec le Baron de Bloemendael, Envoyé de Monsieur l'Electeur de Brandebourg, qui est comme ennemi declaré dudit de Wit; de crainte que faisant un mistere à celui-ci de sa négociation, la chaleur qu'il fait aujourd'hui paroître pour mes intérêts, ne vînt à se refroidir. Vous pouvez donc dire audit Sieur de Wit (& lui faire valoir en cela ma sincerité & mon affection) que jusques à present je ne vois rien de plus dans les propositions du Baron, qu'un désir que me témoigne son Maître, de vouloir, pour ma confideration, entrer dans l'Alliance du Rhin, à quoi jusques ici il n'avoit eu aucune disposition. Comme c'est une chose qui ne lui pouvoit pas être refusée, s'il la demandoit aux autres Conféderez, quand même je voudrois m'y opposer, puisque le Traité de ladite Alliance porte en termes exprès, que la porte en sera ouverte à tous les

à

le

e-

nc

els

int

in-

ons

le-

OU

cel-

les

le

ex-

ou-

que

leur

de

VOIT

pro-

atant

qu'il

les Princes du Rhin & de l'Empire qui voudront y entrer; il ne me reste pas lieu, comme vous voyez, de déliberer fur la reponse que je lui dois faire, d'autant plus que si l'affaire prend son cours, elle fera de beaucoup d'éclat dans le monde, & de grande mortification à la Maison d'Autriche, qui verra par-là détacher cet Electeur de ses intérêts. La seule chose qui me fait peine, est la consideration du Duc de Neubourg & celle dudit Sieur den Wit; mais j'ai deja fait declarer nettement au Baron de Bloemendael, que mes premiers & anciens amis auront toûjours, quoi qu'il arrive, le premier lieu dans mon affection, & que je ne veux pas en cela abuser son Mastre, & qu'il prenne ses mesures & ses resolutions sur ce fondement; qu'il est bien vrai qu'en entrant dans mon amitié, j'employerai avec plaisir tout le credit que j'aurai fur les uns & fur les autres, pour accommoder, s'il est possible, leurs differens avec fatisfaction commune, & les remettre bien ensemble; en quoi chacun pourra trouver fon compte & fon avantage.

Je croi sur tout ce que vous m'en marquez, que la Doüairiere d'Orange vous a parlé sincerement, quand elle vous a avoué qu'on ne lui a donné aucune part du sujet du voyage de Bloemendael, & je ne doute pas qu'elle n'en soit fort piquée, comme il vous a paru; vous en pourrez avoir en peu de tems plus d'assurance, par

0

le

bli

Gr

for

la

les habitudes que vous avez dans sa maifon, & avec fes plus confidens Domesti-

n

)-

n ur

er

ue û-

eu

Das ne

de-

ans out

les

offi-

·mc

en

e &

nar-

us a

a a.

t du

e ne

iée,

arrez

par

les

le ne puis croire que la froideur qui se remarque au Chancélier Hyde, sur ces matiéres où il avoit ci-devant parû fort échaufé, procede du principe que vous avez foupconné; & il s'en est fort defendu. D'ailleurs il n'est pas à présumer, que prévoyant bien que la plus grande partie des Anglois crieroient hautement contre la vente de Dunkerque, il eut voulu rendre plus paifibles leurs crieries parmi tout le peuple, en donnant lieu à ses envieux de déclamer avec un prétexte plus specieux. qu'un intérêt particulier l'eût porté à donner ce Conseil au Roi son Maître.

On travaille autant qu'il se peut, par mon ordre, pour faire que vous ayez les Portraits, que je veux envoyer avant la fin de l'Assemblée. Cependant vous recevrez par cet ordinaire celui que j'ai destiné au Sieur de Beverning, Surintendant des Finances, & les mille Piftoles pour Mr. le Baron de Ghent. Il y aura quatre autres Portraits enrichis de quelques Pierreries autour.

l'ai fujet d'être fort mal fatisfait de la conduite du Sieur de Montbas; mais si quelque confideration me la peut faire oublier, ce sera sans doute celle du Sieur de Groot son beau-frere, dont j'estime la perionne, & qui témoigne pour mes intérêts

la chaleur que vous me mandez.

J'ai vû les deux Mémoires que vous a-Tome II.

vez présentez aux Etats pour l'affaire de Malthe, & celle de Borkelo. Quoique le Baron de Lerode ait eu tort de ne vous pas communiquer celui qu'il a donné aux Etats, il eût été bon de l'accompagner d'un autre de vous, qui eût pû adoucir, par les termes auxquels vous l'auriez conçû, l'aigreur que le Mémoire dudit Baron, pour être trop crud & trop haut, a excité dans les esprits. Cette difference a été remarquée ici par l'Agent du Duc de Neubourg, quoi on a repondu comme on devoit, en rejettant la faute sur celle qu'a faite ledit Baron. Mais à l'avenir il faut aller au service & à l'avantage du Maître, sans s'arrêter au manquement du Ministre.

J'ai donné ordre à Lionne de parler au Baron de Bloemendael en faveur des Catholiques de Cleves, & nommément pour faire rétablir les Capucins dans la Ville.

Je finis ma dépêche par un ordre à l'exécution duquel vous me ferez plaisir d'apporter grande application. Prenez soin de vous enquerir (sans qu'il paroisse que je vous aye écrit, mais comme par vôtre simple curiosité) quelles sont dans toute l'étendue des Provinces-Unies, & même dans les autres des Païs-Bas de la Domination du Roi d'Espagne, les personnes les plus insignes, & qui excellent notablement par dessus les autres, en tous genres de professions & de sciences, & de m'en envoyer une liste bien exacte; contenant les circonstances de leur naissance, de

leur richesse ou pauvreté, du travail auquel elles s'appliquent, & de leurs qualitez. L'objet que je me propose en cela, est d'être informé de ce qu'il y a de plus excellent & de plus exquis dans chaque Païs, en quelque profession que ce soit, pour en user après, ainsi que je l'estimerai à propos pour ma gloire & pour mon service; mais cette perquisition doit être faite avec grande circonspection & exactitude, sans que ces personnes-là mêmes, ni aucun autre, s'aperçoivent de mon dessein, ni de vôtre recherche.

### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces - Unies des Païs - Bas, le 19. Mars 1663.

ir

je

re

te

ne

2-

es

e-

es

en

int

de

eur

LE Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, considere que les
Etats de Hollande & de Westfrise sont sur
le point de se separer à cause des prochaines
sêtes de Pâques, & que si Vos Seigneuries
ne les exhortent sérieusement à apporter, dans
dans le peu de jours qu'ils ont encore à deliberer, leur avis touchant la restitution des
biens de l'Ordre de Malthe, non seulement
Messieurs les Commissaires députez à cela
par Vos Seigneuries ne pourront pas faire
leur raport de plusieurs mois, mais toute

l'Europe aura sujet de croire, que ceux qui possedent les biens de l'Ordre continuent de se servir des mêmes moyens, qu'ils employent depuis tant d'années, pour éluder l'effet des instances que le Roi son Maître a fait faire pour cela par ses Ministres; & ainsi il ne se peut pas dispenser de s'adresser encore à Vos Seigneuries, & de leur représenter bien sérieusement, qu'il ne peut plus iustifier les diligences que Sa Majesté veut qu'il fasse en exécution de ses ordres exprès. s'il ne leur fait entendre que si Vos Seigneuries n'obligent les Provinces particuliéres, comme elles peuvent & doivent faire en vertu de leur Union, à la restitution des biens de l'Ordre, ou à verifier leur prétendu droit sans delai, Sa Majesté aura sujet de croire (ce qu'elle ne voudroit pas faire néanmoins) que ce n'est pas leur intention de faire rendre justice, qu'elles ne veulent pas considerer la puissante & juste recommandation qu'elle en fait, & qu'elles ne se soucient point de ce que toute la Chrétienté pourra dire d'un procedé si extraordinaire, ni des inconveniens que le juste reffentiment de l'Ordre pourra produire.

(

1

h

ti

R

pi

Di

pu

94

le

eni

ex

972

Sa

l'ét

vite

fa

Le même Ambassadeur extraordinaire o aussi reçu ordre exprès par le dernier Courier de France, de représenter à Vos Seigneuries, que ses Prédecesseurs en son emploi ont de tems en tems fait connostre, que la licence que les Libraires de ce Païs se donnent d'imprimer toutes sortes de Libelles, au grand préjudice de la réputation de

fa Couronne, & de ses intérêts, étoit insupportable, & que sur cela Vos Seigneuries ont de leur côté fait renouveller souvent les Ordonnances publiées contre les Libelles fameux, & contre ceux qui les font, & qui les produisent. Mais d'autant que ce remede ne se trouve pas assez efficace pour réfrener cette licence, & que depuis les dernières plaintes que l'on a faites sur ce sujet, non seulement l'on a imprimé en ces Provinces des Livres où l'honneur de plusieurs personnes de très-éminente qualité, qui sont encore en vie, se trouve fort intéresse, mais aussi que l'on a eu avis que l'on y imprime, ou que l'on a dessein d'y imprimer un Libelle intitulé, le Testament de feu Monsieur le Cardinal Mazarin, avec des remarques sous le nom emprunte d'une personne fort connue; ledit Ambassadeur Extraordinaire requiert très - instamment Vos Seigneuries au nom du Roi son Maître, de vouloir donner ordre au plutot, à ce que les Libraires qui ont ci-devant imprime & débité ces Libelles foient punis selon la rigueur des Ordonnances, & qu'il leur soit fait défense expresse d'en vendre ou imprimer à l'avenir , & notamment ce prétendu Testament de feu Monsieur le Carilnal, à peine de confiscation des exemplaires & caractéres, & de punition exemplaire; parce que sans cela, la continuation de cette licence débordée obligeroit Sa Majesté à défendre absolument, en toute l'étendue de son Royaume, la vente des Livies imprimez en ce Pais; ce qui ne se pour-G 3 roit

é

1-

i-

n-

ue

Je

el-

de

fa

roit pas sans faire tort à ceux qui n'ont point de part à la publication de ces Libelles, & sans quelque interruption du Commerce & de la bonne intelligence qui est si bien établie entre les deux Nations. Donné à la Haye le dix-neuvième Mars 1663.

D'ESTRADES.

### LETTRE

### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 22. Mars 1663.

l'Ai reçû la dépêche que Vôtre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire du 15. de ce mois, avec bien de la joye d'avoir remarqué qu'elle a été satisfaite de tout ce qui s'étoit passé dans la Résolution de la Province de Hollande sur la garantie de la Place de Dunkerque; j'espere qu'elle ne le fera pas moins dans les fuites, toutes choses étant disposées pour cela. J'ai été voir Monsieur de Wit, & la Lettre de Vôtre Majesté est si avantageuse & si favorable pour lui, que j'ai estimé la lui devoir donner à lire toute entiere. Je la puis affurer, qu'il a toute la reconnoissance qu'il lui doit de l'honneur que Vôtre Majesté lui fait, & qu'il s'attache entiérement aux moyens de faire réussir les affaires que Vôtre Majesté.

jesté affectionne. Il a pour cet effet disposé la Province de Hollande à ne se separer pas, & à revenir quinze jours après Pâques. Il a fait résoudre au même tems une Députation vers chaque Province, asin d'apporter en diligence l'Acte & la Résolution pour la garantie de la Place de Dunkerque, conforme à celle de la Province de Hollande, & les Députez sont de nos amis, il y a lieu d'espérer que leur retour sera prompt.

J'ai toute sorte de sujet de me louer de la manière dont il en a usé avec moi. Il ne me cache aucune affaire, tant de celles de l'Etat que des étrangeres. Il m'a demandé mon avis sur la Lettre que le Roi d'Angleterre à écrite à Messieurs les Etats par un Gendihomme exprès, leur remettant la Tutelle du Prince son neveu, & les priant de la recevoir, & lui tenir lieu de Pere: qu'il se trouvoit fort embarrassé; que d'un côté il avoit été perfuadé qu'on pouvoit trouver sûreté & avantage de prendre la Tutelle de ce Prince, & qu'il avoit trouvé les raisons que j'avois alleguées dans les conversations que nous avions euës là-dessus très-fortes; mais que d'un autre côté il voyoit toutes les Villes si contraires à se charger de cette Tutelle, & même à faire du bien à ce Prince, vû la grande autorité où ses Prédécesseurs ont été, & où il pourroit venir fort facilement s'il étoit aidé, les Peuples ayant grande amiué pour sa personne & son nom; qu'il est G 4

e-

ce

la

la le

10-

oir

tre ble

on-

er,

loit

lit,

ens Ma-

esté

n

e

S

to

ro

ne

ne

M

il

qu

en

te

gle

jou

plu

les

60

tre

da

été

dé

En

dir

W

obligé de fuivre les sentimens de ses Confreres, & me dire, qu'ils refuseront au Roi d'Angleterre ce qu'il leur demande. Je fis tout ce qui est possible pour moderer cette résolution, en lui alleguant les mêmes choses que je lui avois dites, & lui faisant voir, qu'il feroit bien plus maître de ce Prince, étant honnête homme, après l'avoir élevé & ôté de la mifére où il faut qu'il tombe infailliblement, que non pas de l'abandonner & le laisser avec des sentimens de se venger du tort qu'on lui fait, quand il aura l'âge de le reconnoître. J'aurois fouhaité avoir pû fervir ce pauvre Prince, scachant que Vôtre Majesté ne l'auroit pas trouvé mauvais, & que c'auroit été une obligation que j'aurois payée au feu Prince Henri son grand-pere, qui a eu tant d'amitié pour moi, qu'il ne m'a rien caché de ce qu'il a eu de plus secret, douze ans de suite & jusques à sa mort. Mais je vois bien à present que c'est une Maison entierement détruite, & qu'il ne faut pas songer à prendre d'autres mesures qu'avec Messieurs les Etats, c'est-à-dire avec Monsieur de Wit, lequel continuant d'agir tout-à-fait bien, me dit fort confidemment, que l'Ambassadeur d'Espagne s'étoit fort emporté sur ce qu'il disoit que Vôtre Majesté avoit fait prendre d'autorité douze Villages sur le Roi fon Maître pour les joindre au Gouvernement de Dunkerque; que le Marquis de Caracena lui en avoit fait plainte par un Envoyé, & qu'elle lui avoit répondu.

du, qu'elle les vouloit garder & que celar l'accommodoit; qu'à de telles réponses on ne pouvoit pas demeurer long-tems bien ensemble, & qu'il faloit songer à faire une Ligue des dix-sept Provinces pour se mettre à couvert d'un si rude voisin. Ledit Sieur de Wit lui répondit, que le tems n'étoit pas propre pour une telle proposition: que tout cet Etat étoit fort obligé à Vôtre Majesté, & particulierement la Province de Hollande; qu'on n'avoit nul ombrage de fa Puissance, qu'au contraire ils contribueront ce qu'ils pourront pour l'augmenter. ne remarquant rien que de grand & de généreux dans toutes les actions de Vôtre Majesté; que pour les douze Villages dont il se plaignoit, il m'en avoit parle depuis quelques jours; mais que le fait est bien éloigné de ce qu'il lui disoit, puisqu'il n'y en avoit que quatre compris dans l'enceinte de la circonvallation, dont le Roi d'Angleterre avoit toûjours jour, & qu'il a vendu Dunkerque & le Territoire dont il jouissoit, par le Traité qu'il a fait; & de plus qu'il avoit à lui dire, que dans toutes les places que Messieurs les Etats ont pris comme Boisleduc, Mastricht, Hulft & autres, tous les Villages qui se sont trouvez: dans l'enceinte de la circonvallation ont été attachez à la place, nonobstant qu'ils dépendissent d'autres Châtelenies. Esteven de Gamarre le quitta sans lui rien. dire; & ce fut ce jour que le Sieur des Wicquefort y alla diner, où il le trouva G.S

it

1-

r-

e

1-

1.

de si mauvaise humeur, dont je ne parlerai pas à Vôtre Majesté pour n'user pas de redites, puisqu'il en rend compte à Monsieur de Lionne par la Lettre qu'il lui écrit. Je m'arrêterai seulement à lui dire, que Dom Esteven de Gamarre m'envoya visiter le foir qu'il arriva, le lendemain j'envoyai un Gentilhomme sçavoir de ses nouvelles, & le remercier de ce qu'il m'avoit envoyé vister. Il persiste de dire que Monsieur de Thou l'a vû le premier, & de tenir les mêmes discours qu'il a fait au Sieur de Wicquefort. Je dis qu'il me doit la première visite, n'ayant pas pris congé de Messieurs les Etats, ni rompu sa Maison. C'est un homme tellement enragé de voir ses affaires aller mal de decà, qu'il ne sçait à qui s'en prendre, & il dit & fait cent extravagances, lesquelles je vois avec joye & sans m'émouvoir beaucoup.

Avant que Monsieur de Wit & moi nous separassions, je lui sis comprendre qu'il seroit important de faire connoître à Dom Esteven, de Gamarre, que sa conduite étoit mauvaise, & qu'il n'avoit pas bien ménagé Mcsieurs les Etats pour les intérêts de son Maître; qu'il se présentoit une occasion favorable par la Requête que Madame la Princesse d'Orange avoit presentée auxdits Etats, pour le payement des sommes que le Roi d'Espagne doit à Monsieur le Prince d'Orange; que si on prend une résolution vigoureuse là-dessus, cela ira entierement à décrediter l'Ambassadeur, lequel aussi

aussi bien se declarant son ennemi par les discours qu'il tient depuis la derniére visite qu'il lui a faite, il n'y peut avoir de reconciliation fûre. Ledit Sieur de Wit & moi consultâmes ce qu'il y auroit à faire: il jugea enfin qu'on pouvoit prendre une résolution aux Etats Généraux pendant l'Afsemblée de Hollande, que d'autant que les Prélats, qui par le Traité de Munîter se font obligez pour cette dette, n'ont point fait de réponse sur la Lettre que Messieurs les Etats leur écrivirent au mois de Décembre dernier, il fût résolu qu'il seroit écrit à l'Archevêque de Malines, tant pour lui que pour les autres Prélats; que si dans trois mois ils ne donnent ordre que le Roi d'Espagne paye cette dette, qui est fort considerable, ils procederont par saisse & exécution sur les biens desdits Prélats, situez dans la Souveraineté de cet Etat. Il est à remarquer, que la plus grande partie desdits biens sont dans la Souveraineté desdits Etats. Ils en ont aussi donné avis au Marquis de Caracena & à Dom Esteven de Gamarre, qui l'a reçû avec bien du chagrin. Cette résolution fera connoître à toute la Flandre, que les Espagnols les ont repûs d'une chimére, en leur faisant croire que Messieurs les Etats feroient une Ligue d'Union des dix-fept Provinces, & les détrompera de leurs artifices, & ils le feront encore bien plus, si le payement n'est fait dans trois mois; onze Villes de Hollandes m'ayant dit, qu'ils se saisiront par force d'at-G. 6.

S

-

e

n

a

ts

e

1-

1--

el

Ti

mes de tous les biens des Prélats qui font caution, & Monsieur de Wit me l'a confirmé.

Pour les autres affaires dont Vôtre Majesté m'a chargé, je lui envoye la réponse qui m'a été faite par Messieurs les Etats sur les prétensions de Monsieur l'Electeur de Cologne. Il y a trois points accordez;

f

f

n

d

ta

q

re

la

te

la

m

p:

ec

le

pa

bo

ve

po

bli

PIL

les deux autres s'ajusteront.

Sur ce que les Députez de Gueldre qui font aux Etats Généraux avoient demandé du tems, pour communiquer aux Etats de leur Province le Mémoire de Monsieur l'Evêque de Munster touchant l'affaire de Borkelo, le Doyen a été conseillé de préfenter un fecond Mémoire, pour demander que les Etats de Gueldre fussent exhortez de vuider cette affaire en la préfente Assemblée; ce qui lui a été accordé, & même je leur ai recommandé l'affaire au nom de Vôtre Majesté, en la Lettre que je leur écris au fujet de celle de Malthe. Mais, comme je prévois que, ni les exhortations de Messieurs les Etats, ni mes instances, ne pourront pas obliger ces Mesfieurs-là d'agir contre leurs propres intérêts, & qu'on aura de la peine à obliger les autres Provinces de contraindre celleci de faire justice, il m'est venu une pensee, que j'ai communiquée au Doven; si I'on ne pouvoit pas s'accommoder avec la Gueldre pour les droits du Territoire qu'ils pré endent sur la Terre de Borkelo, parce que par ce moyen l'on ruineroit toutes les prétentions du Comte de Stirum. Mais comme c'est une chose fort difficile, & qu'il faut faire plusieurs détours pour en venir là, l'on ne peut pas bien répondre

de l'évenement.

e

u

2

1

1+

é.

er

e-

n+

fi

la

ils

IT-

es

es

D'ailleurs ledit Sieur Friquet dit, que non feulement il ne paroîtra point en cette af faire, si le Baron de Lerode ne le va voir mais aussi qu'il ne s'en mêlera point, que le Baron ne l'affure par écrit, qu'il fe chargers du déplaifir que l'Empereur recevra du rebut qu'il en doit attendre: étant très-certain que ces Messieurs ne souffriront point que l'on declare que Leuth est de l'Empire, afin de fonder la dessus l'exécution de la Sentence que le Baron de Virmont aobe tenuë à Bruxelles & à Spire, aussi - bien que la fatisfaction que le Duc de Neubourg demande; & de fait, il n'y a pas du tout d'apparence de pouvoir faire quoi que ce foit en cela, fi l'on ne commence par un accommodement du fonds de l'affaire entre les parties principales: à quoi Messieurs les Etats se porteront tobjours, & tiendront la main à l'exécution de ce qui fera juge par les Juges ou Arbitres dont les parties demeureront d'accord

Les Députez de l'Electeur de Brandebourg furent devant hier en conference avec ceux de Meffieurs les Etats, sur les differend qu'il a avec le Duc de Neubourg, pour la Declaration que le Duc a fait publier contre les Protestans qui se sont depuis quelques années établis dans son Païs.

G 7

Le Duc avoit fait dire ici, qu'il n'en vouloit point aux Protestans seulement, mais à tous les Etrangers indifferemment qui, contre les anciennes ordonnances s'établissent dans les Villes. Mais les Ministres de Brandebourg foutiennent, que les Officiers du Duc ont eu ordre exprès de ne chasser que les Protestans, comme en effet la Declaration qu'on a publiée ne parle que d'eux, & qu'il a été derogé à l'Ordonnance de 1555, que les Ministres du Duc alleguent, tant par la Paix de Passau faite en 1559. , que par les Traitez faits depuis cinquante ans entre les Electeurs de Brandebourg & les Ducs de Neubourg: outre que cette Ordonnance ne parle que de gens fans aveu, & de ceux qui n'ont pas appris le métier dans la Ville, & ne laissent pas de s'y établir & de l'exercer, au prejudice des anciens Bourgeois. Il y a grande apparence que le Duc sera obligé de donner plus de fatisfaction fur ce fujet. Il y a aufapparence que l'on renouvellera le Traité d'Alliance avec l'Electeur de Brandebourg, puisque de toutes les Provinces il n'y a que la Hollande qui s'y oppose, & qui veut que l'on vuide auparavant le differend que l'on a avec lui, pour une certaine dette que ces Messieurs font monter à plus de douze cens mille écus, & dont l'Electeur prétend ne rien devoir. Je fçai que Monsieur de Wit sera dans l'impatience d'apprendre ce que le Baron de Bloemendael négocie auprès de Vôtre Majesté. e:

П

e

Je la supplierai très-humblement de me faire sçavoir ce qu'elle jugera qu'on doive dire là-dessus audit Sieur de Wit.

#### LETTRE

## Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 30. Mars 1663

S

13

e

)er'

f--

i-

il.

& f-

r-

er

nt

ai

n-

eé.

10

l'Ai reçû vôtre dépêche du 22. du courant, & ai été très-aise d'apprendre le bon état où se trouvent maintenant toutes. mes affaires au quartier où vous êtes. La disposition que témoignent les Etats de considerer les prieres que je leur fais pour mes amis, le déplaisir qu'a l'Ambassadeur d'Espagne de voir le peu qu'il doit espérer de sa négociation pour la Ligue des dixfept Provinces, & la confiance que prend en vous le Sieur de Wit en toutes les affaires du dedans & du dehors, fur la plûpart desquelles, voire des plus importantes, à fa fortune, il veut avoir vos conseils. Comme tous ces bons effets procedent d'une bonne cause, qui est la résolution que je pris ici de declarer, que j'étois prêt de passer outre incessamment à l'échange des Ratifications du Traité de Paris, sans attendre la déliberation de toutes les Provinces fur la garantie de la Place de Dunkerque; je presse aussi, autant qu'il est en mon pou-

n

11

ra

C

q

tr

le

P

PI

potr

tr

PI

V

fa

fic

CE

P

VO

er

fe

m

qu

Pa lu

do

de

pouvoir, que l'Acte de cet échange se fasse fans delai, & fur-tout avant que lefdites Provinces avent pû parler fur ladite garantie. afin de témoigner de plus en plus à tout l'Etat, avec quelle fincerité j'ai tonjours agi en cette affaire. Je croyois de pouvoir vous donner cette nouvelle par cet ordinaire ci, mais il y a tant de divers Traitez à copier, & ils sont la plûpart si amples, qu'on n'a pû venir à bout de ce travail dans cette semaine, & on sera obligé d'y employer quelques jours de plus. vous pouvez toûjours affûrer de de la . que mon intention est tonjours la même. & que je me donne plus d'inquiétude de hâter la chofe, que les Etats n'en scauroient avoir de la voir confommée.

Tout ce que Gamarre dit au Sieur de Wir für les dépendances de Dunkerque est groffierement artificieux ou faux. Vous feavez qu'il n'y a que quatre Villages, au lieu de douze dont ledit Gamarre a parlé, & ceux dont je me fers dans mes affaires vovent trop à plein tous les jours la justice de mes intentions, pour avoir été capable d'avoir dit à l'Envoyé du Marquis de Caracena, que je voulois avoir ces Villages, parce qu'ils m'accommodent. Une pareille supposition ne merite point de réponse. La prepention qu'a mis en avant ledit Gamarre à fon arrivée à la Haye, que vous le visitiez le premier , n'est pas moins ridicule que ses autres discours, & je ne puis croire (s'il en a écrit en Espagne comme il a dit ) qu'il ne recoive une bonne reprimande de l'imprudence qu'il a commile, mettant le Roi son Maître dans une espèce d'engagement qu'il ne peut foûtenir par la raison; son absence du lieu de sa résidence, quelque longue qu'elle ait été, & en quelque lieu qu'il foit allé, ne peut &tre considerée que comme une promenade à trois lieuës de la Haye, pendant laquelle il feroit tombé malade fix mois durant. puisqu'en partant pour Bruxelles il ne prit point congé des Etats, qu'il ne rompit point sa Maison, qu'il n'a point fait d'entrée à fon retour, & n'agit pas même avec les Etats en vertu d'aucune nouvelle Lettre de Créance. Je fais état d'en écrire a près demain à l'Archevêque d'Ambrun. Cependant je vous ordonne de tenir bon fur vôtre prétension d'être le premier visité, fans vous en relâcher, pour quelque occasion que ce puisse être, & sans soumeure ce petit différend à aucun arbitrage ni temperament.

Cependant il feroit bien à propos que vous fomentiez tous main, autant qu'il fera en vôtre pouvoir & en vôtre industrie, l'effet de la Résolution qui a été prise, de mettre la main sur le bien des Cautions qui ont répondu au Prince d'Orange du payement des sommes que les Espagnols

lui doivent.

8

1

91

2

e·

e:

.

-

181

1-

is

e)

il

Les réponses favorables que les Etats ont données à ma confideration, sur la plupart des points du Mémoire que leur a présenté

VOS

de

men

prè

qu'

fait

& 1

Ro

app

tou

que

en

de Plé

nég

Du

dar

Ly

re

I

té l'Agent de l'Electeur de Cologne, me donnent lieu de me promettre, que les autres qui restent à ajuster seront aussi accommodez à la satisfaction dudit Electeur; à quoi vous continuërez de vous employer efficacement, aussi bien qu'à l'affaire de Borkelo, à l'avantage de l'Evêque de Munster, & principalement aussi à celle de Leuth, en faveur du Duc de Neubourg, dont les Sujets pourroient causer plus de desordre.

J'ai donné charge qu'on fit voir à l'Agent du Cardinal de Hesse, le nouveau Mémoire que vous avez présenté aux Etats pour la restitution des biens de Malthe, & la copie de la Lettre que vous avez écrite là-dessus à la Province de Gueldre. Cet Agent a paru très-satisfait de la force & de la vigueur de vos expressions, & a promis d'en rendre un compte sidéle à son Mattre, & par avance m'en a fait de grands

remercîmens de sa part.

La négociation du Baron de Bloemendael n'est pas plus avancée qu'elle l'étoit lorsque je vous en écrivis derniérement, & ne le sera de long-tems, d'autant que ledit Baron ne s'étoit trouvé aucunement instruit des intentions de l'Electeur de Brandebourg son Maître, sur diverses disficultez qu'on lui a proposées d'abord, avant qu'entrer plus avant en matière, ce que vous pourrez dire considemment audit Sieur de Wit.

La résolution que les Etats ont prise sur vos

vos plaintes touchant l'abus insuportable de l'impression des Libelles m'a extrêmement plû. Il reste que vous veilliez de près qu'elle soit plus exactement observée qu'elle n'a été par le passé, quand ils ont

fait de pareilles défenses.

ne

lu-

ac-

ır;

rer

de

de

de

g, de

ent

01-

our la

ite

Cet

de

nis

aî-

oit oit

ue ent de

ifa-

ce

ur

20

Le Courier que l'Ambassadeur de Venise & le Secretaire d'Espagne attendoient de Rome arriva ici le 24. du courant, & a apporté l'aveu & l'approbation du Pape de tout ce qu'ils m'avoient promis par écrit, & que je ne repéterai pas, parce que je vous en ai déja informé. Sa Sainteté avoit déja de nouveau nommé le Sieur Rasponi son Plénipotentiaire, pour venir reprendre la négociation de l'accommodement avec le Duc de Crequi, lequel je ferai partir dans cinq ou six jours, asin qu'il arrive à Lyon en même tems que le Plénipotentiaire de Sa Sainteté s'y rendra.

### LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 29. Mars 1663.

J'Ai communiqué sous le secret audit Sieur de Wit la proposition du Baron de Bloemendael. Il s'est senti fort obligé à Vôtre Majesté de la consiance qu'elle lui té-

VOVE

qu'à Vôti

ioin

aller

té u la g a de

vé č

par

land

ces

rêts

la t disi

esp

Mé

fen

en tic

va: M

né

do

gri pa éti

fa

M

de

fic

le

temoigne, & m'a parle si honnétement là. dessus qu'il ne s'y peut rien ajoûter. Il approuve fort que Votre Majesté reçoive ce Prince dans la Ligue du Rhin, & se sent obligé de la déclaration qu'elle a faite, que quelque Traité qui se fasse, elle n'oubliera pas ses anciens amis & alliez pour des nouveaux. Il m'ajoûta, que quand Monsieur l'Electeur de Brandebourg sera bien sincérement avec Votre Majesté, il ne songera plus au ressentiment qu'il a de la manière dont il en use envers lui, & qu'il en recevra des marques par la facilité qu'il apportera à son accommodement avec cet Etat, qui est traversé par la Hollande, qui seule l'empêche, non obstant que six Provinces v consentent: Et comme il est question d'une somme de trois millions cinq cens mille livres, que ledit Electeur doit à l'Etat par obligation, la Hollande fompa toûjours l'affaire en se fixant au payement entier, ou l'accommodera en se relâchant de la plus grande partie de cette fomme, & même en des termes commodes pour le payement de ce qui fera convenu. Mais que cela ne se feroit pas qu'il n'en eut l'obligation à Vôtre Majesté; ce qu'il me vouloit dire confidemment, étant très-aise de lui pouvoir montrer sa gratitude dans toutes les occasions qui dépendront de lui. Il me pria d'écrire à Vôtre Majesté, pout faire exécuter les Arrêts qu'elle a fait donner ensuite du Traité, & qu'il lui est fort important que les Villes de Hollande voyent voyent que cette affaire est terminée, puisqu'à leur séparation elles l'en ont chargé, Vôtre Majesté en verra un Mémoire cijoint. Monsieur de Cromom, Député pour aller en Zélande & fort mon ami, a apporté une Consirmation de sa Province pour la garantie de la Place de Dunkerque, & a donné un Acte par lequel elle a approuvé & consirmé tout ce qui avoit été résolu par la déliberation de la Province de Hollande. Il est assuré que toutes les Provin-

ces en useront de même.

11.

ap-

ce

ent

que

era

ou-

eur

cé-

era

ére

ce-

or-

at, ule

ces

ion

ens

ph

ent

ant, ne, le

ais

0-

me

ans lui.

out

on-

ort

ide

ent

Je n'ai point relâché d'agir pour les intérêts de Monsieur le Duc de Neubourg de la part de Vôtre Majesté, & j'ai très-bien disposé les affaires en ôtant l'aigreur des esprits: ce qui ne se pouvoit faire par des Mémoires dans l'Assemblée, qui les eussent plûtôt éloignez que gagnez, mais bien en prenant quelques jours pour voir en particulier mes amis, & les remettre du mauvais état qu'avoit produit l'ordre que Monsieur le Duc de Neubourg avoit donné de chasser les Huguenots de Dussels dorp, dont les Ministres avoient fait grand bruit, & même porté la plus grande part des Etats à user de represailles. été affez heureux pour faire changer de face à cette affaire, & j'ai arrête avec Monsieur de Wit, que demain, sans plus de delai, il se rendroit chez moi avec Monsieur le Baron de Lerode, & que, sans parler des plaintes du Mémoire, ni de l'expulsion de ceux de la Réligion, il entreroit

en

en matière dans les mêmes termes qu'il étoit convenu avec moi, & qu'il aporteroit toute la facilité possible, en consideration de Vôtre Majesté, pour cet accommodement.

I'en ai informé le Baron de Lerode, qui est venu dîner chez moi, & m'en a fort remercié: de forte que l'affaire ne peut pas être en meilleur état. Je supplie très-humblement Vôtre Majesté, de me faire l'honneur de croire, que rien n'est capable de m'éloigner du chemin que je dois tenir pour l'avantage du fervice de Vôtre Majesté. Et quand les Ministres des Princes. pour qui j'agis suivant ses ordres, ont fait de faux pas, je travaille tout aufli-tôt à les redresser, & remettre les choses en état que leurs Maîtres n'en reçoivent pas de préjudice. J'espere que le tems le fen mieux connoître à Vôtre Majesté, & que je n'aurai jamais une plus forte application que celle de travailler aux choses qui lui font agréables, sans considerer mon intérêt en quoi que ce foit.

Le Sieur de Wicquefort écrit si particuliérement à Monsieur de Lionne ce qui s'est passé en Zélande, sur la Ratification du Traité fait entre les Provinces de Hollande & Zélande, & pour les intérêts du Prince, que je ne lui en manderai rien & me rapporterai à sa Lettre, comme aussi de ce que Monsieur de Wit a fait pur son adresse & par son credit, pour faire changer la forme des prières, & faire recon-

noître

nof

pre

tin !

Qua

trer

dan

tou

cell

aut

m'a

hor

plu

tàc

Ma

gen

que Mo

nor

de-

le 1

vef

par

[ 167 ]

é.

oit

on

le-

qui

ort

oas

m-

on-

de

nir

la-

es,

fait t à

de de era

que cion lui

érêt

icu-

qui

tion

Hol-

du

n &

ausli

fon

an-

conître noître la Province de Hollande pour la première Souveraine. Certainement c'est in grand homme, & d'une grande capacité. Quand Vôtre Majesté sçaura qu'il n'a que trente-six ans, qu'il y à dix ans qu'il est dans les grandes Charges; qu'il gouverne toutes les affaires étrangeres, aussi-bien que celles du dedans, avec cœur, adresse & autorité, lorsqu'il la faut faire éclater, je m'assire qu'elle sera persuadée que c'est un homme d'un mérite extraordinaire. Il m'a plus consirmé dans cette croyance en s'attachant tout-à-sait aux intérêts de Vôtre Majesté, & il l'a fait paroître par son jugement.

### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 5. Avril 1663.

Quant aux affaires de Monfieur le Duc de Neubourg, Monfieur de Baron de Lerode fut apellé à la Conférence que j'eus chez moi le 1. de ce mois avec Monfieur de Wit. Il proposa un certain nombre de Villages & Seigneuries, au de-là de la Rivière de Geul, qui confinent le Païs de Juliers, pour l'échange de Ravestein. Et comme il y en a qui sont du partage du Roi d'Espagne, il a desiré que Mes-

Messieurs les Etats en donnassent d'autres audit Roi qui sont proche de Limbourg, afin que Monsieur le Duc de Neubourg y

1

g

e

to

tr

de

d

fo

na

te

d'a la

du d'A

dé

en

COI

1

que

au

de

sav

le I

laiff

de 1

amia

part

con

que pren

n'a p

pliqu

gueu

To

trouvât mieux fon compte.

Monfieur de Wit s'est chargé de cette proposition pour la faire agréer à Messieurs de Hollande, & depuis it m'a dit, qu'il n'y trouveroit point de dissiculté dans l'esprit de ceux à qui il a communiqué l'affaire; que même Messieurs les Etats faciliteront les Echanges des Villages avec ceux du Roi d'Espagne, dès que Monsieur le Baron de Lerode auroit obtenu le consentement des Espagnols, & qu'il faciliteroit aussi toutes choies auprès de la Province de Hollande, autant qu'il lui seroit possible.

Quant à Leuth, Monsieur le Baron de Lerode a fort insisté que le Château relevoit de l'Empire, & qu'ainsi il demandoit fatisfaction; & que le Procès fût renvoyé à la Chambre de Spire. Monsieur de Wit a répondu, que c'étoit un Fief de Fauquemont, dont Messieurs les Etats sons Souverains; que le Procès en étoit à la Cour de Hollande, & qu'il y avoit Sentence donnée contre le Baron de Virmont en faveur du Comte de Flodrop, qui est leur Vassal; mais que, nonobstant leurs droits, ils veulent bien entrer en accommodement, par la priere & médiation de Vôtre Majesté. Je crûs être obligé de dire à Monsieur le Baron de Lerode, qu'il me sembloit que

[ 160 ]

e

S

V

it

nt

X

le

n-

it

n-

of-

de

le-

oit

yé Vit

au-

tats

éu'il

Ba.

mte

nais

eu.

par

esté.

r le

que

ce

ce n'étoit pas à lui à foûtenir le droit de l'Empereur pour Leuth, mais de laisser agir le Sieur Friquet, fon Ministre, qui en est charge, & s'arrêter au fait qui cause tout le desordre, qui est le Procès, & qu'en trouvant les avantages de Monfieur le Baron de Virmont, il trouvera aussi la satisfaction de Monsieur le Duc de Neubourg qui le foûtient, comme étant à lui & l'affectionnant particuliérement; que le moyen de terminer l'affaire, n'étoit pas de demander d'aller à la Chambre de Spire, ni aussi que la Cour de Hollande continue d'être Juge du Procès, mais bien de convenir chacun d'Arbitres, avec deux supernumeraires, pour décider de leur differend, & qu'il soit mis en compromis, fous peine d'une fomme considerable à celui qui refusera l'accord.

Monsieur de Wit approuva la proposition que je fis, & promit de la faire approuver au Comte de Flodrop. Monsieur le Baron de Lerode dit, qu'il ne pouvoit pas tant s'avancer fans en donner avis à Monsieur le Duc de Neubourg, mais qu'il pouvoit laisser agir le Sieur Friquet pour les intérêts de l'Empereur, & convenir de Médiateurs amiables pour examiner le droit des deux parties. Monsieur de Wit en est encore convenu; mais lui & moi ne croyons pas que cet expedient soit plus décisif que le premier. Mais quand un Ministre dit qu'il n'a pas de pouvoir, il n'y a plus rien à répliquer. Cependant je prévois de la longueur dans cette affaire, Monsieur le Duc Tome II. de

de Neubourg étant en Allemagne, & les réponses étant longues à venir, & pourtant toutes choses s'étoient disposées par le soin de Monsieur de Wit à les finir en peu de tems. l'ai été bien aise de laisser agir le Sieur Friquet, en demandant satisfaction à Meffieurs les Etats de la part de son Maître, du fiége qui a été fait à Leuth relevant de l'Empire, afin que ce soit un engagement de plainte, dont je suis assuré que l'Empereur h'aura pas fatisfaction. Monfour de Wit m'ayant dit confidemment, que la Province de Hollande a résolu de répondre au Sieur Friquet, que ce qui s'est paffé à Leuth a été fait avec justice & bonne deliberation par Messieurs les Etats. Leuch étant de leur souveraineté; mais que, quand il releveroit de l'Empire, ce qu'ils ne croyent pas, ils n'auroient pas haissé d'en user de même. Vôtre Majesté verra par la réponse que Messieurs les Etats ont faite à leur Résident en Suéde, qu'ils traitent les affaires avec vigueur & fermeté. Monsieur de Wit me l'a communiquée lavant que l'Etat se declarât, & il continue à me témoigner toute forte de confiance. Il m'a dit auffi, que Dom Esteven de Gamarre lui avoit voulu perfuader, que le Baron de Lerode prenoît prétexte d'être ici pour les affaires de Ravestein & de Leuch, mais qu'il sçait fort bien que c'est pour traiter avec moi de la Duché de Juliers, & qu'on doit confiderer ce que ce fera pour l'Allemagne & ces Provinces, de 35

İ

r

1

1

CS

nt

in

de

le

à

ıî-

nt

e-

ue

n-

it,

de

eft

n-

s,

ais

ce

pas

fté

E-

le,

m-

k il

de

ste-

er,

xte

i &

que

de

ce de

voir

voir Vôtre Majesté postée avec ses forces dans Juliers & dans Dunkerque. Monsieur de Wit lui répondit, que ses Maîtres ne prenoient pas d'alarme d'avoir Vôtre Majesté pour voisin, & qu'il ne croyoit pas l'avis qu'il avoit, d'autant qu'il étoit porté par un article du Traité fait avec le Roi d'Espagne, que le Duc de Neubourg ne se pourroit pas défaire de Juliers, & que Vôtre Majesté en étoit garante. Il ne se peut pas mieux agir que fait le Sieur de Wit en toutes les rencontres où il y va du service de Vôtre Majesté, & il se porte toutà-fait pour faciliter l'affaire de Monfieur le Duc de Neubourg, jusques à en avoir parlé lui-même à Dom Esteven de Gamarre pour l'échange des Villages. Il est aussi très-bien disposé pour la restitution des biens de l'Ordre de Malthe: & pour ce qui reste à ajuster pour l'Electeur de Cologne & pour l'affaire de Borkelo, nous reprendrons cela le 17. de ce mois, que la Province de Hollande fera affemblée.

Les choses sont au même état que je l'ai mandé à Vôtre Majesté par la dépêche du 30. du mois passé. J'ai tiré de nouveau parole du Sieur de Wit de n'en parler à personne. L'Ambassadeur d'Espagne n'a pas laissé, nonobstant ce que Monsieur de Wit lui a répondu, de faire agir ses émissaires par les Villes & dans toutes les Provinces, pour leur donner ombrage du Traité de Juliers, ce qu'il assure être vrai. J'agis, & fais agir mes amis pour faire voir le con-

traire, & traite cela d'un artifice malicieux, & qui témoigne le peu de fincerité qu'a l'Ambassadeur, de supposer des affaires contre toute sorte de raison & de verité, pour éloigner les affections que ces Peuples ont dans toutes les Provinces pour Vôtre Majesté.

d

d

pi en

gi

be

que na fan

din

d'a

dée

t:01

dre

rect

dois

Son

#### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 11. Avril 1663.

Quoique le Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, juge
bien que Monsieur l'Ambassadeur Boreel
n'aura pas manqué de donner avis à Vos
Seigneuries des diligences que le Roi son
Mastre fait faire pour donner la derniére
perfection à l'affaire de l'échange des Ratiscations, il croit neanmoins devoir faire remarquer à Vos Seigneuries, que Sa Majesté, non contente d'avoir fait offrir de faire
faire l'échange des Ratisscations présentement, & de faire mettre entre les mains de
Vôtre Ambassadeur une Liste de tous les
Traitez qui doivent être exhibez devant l'échange, & compris en la garantie générale,
signée

fignée de Monsieur de Brienne, Secretaire d' Etat & des Commandemens de Sa Majesté, & de souffrir que Monsteur Boreel les parapbat, afin de s'assurer que l'on n'en augmentera pas le nombre, & que l'on n'y fera point d'altération ni de changement, a même ordonné bien expressément à Monsieur de Brienne, de mettre effectivement entre les mains de Monsieur l'Ambassadeur, avant le depart du dernier ordinaire, sa Ratification en bonne forme, avec la Liste des Traitez en la manière qui vient d'être dite, & de n'exiger point la Ratification de Vos Seigneuries, quoiqu'à proprement parler Sa Majesté se lie par - là, & vous laisse la liberté d'en user comme il vous plaira: ce qui est une façon de procéder si extraordinaire, que l'on peut dire que c'est une chose fans exemple.

C'est pourquoi ledit Ambassadeur Extraordinaire s'assure, que Vos Seigneuries demeureront entierement satisfaites de la façon
d'agir de Sa Majesté; qu'elles seront persuaéées que ce sont des causes innocentes qui
jusqu'ici ont retardé l'échange des Ratissications, & qu'elles y trouveront sujet de prendre une entière confiance en sa parole, afjection & sincerité, dont Vos Seigneuries
doivent attendre des preuves en toutes occafons. Fait à la Haye le 11. Avril 1663.

l-

el

20

192

re fi-

·e-

gf.

ire

te-

de

le, née D'ESTRADES.

H

LET-

#### LETTRE

### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 12. Avril 1663.

d

tr

fe

re

di

10

bl

to

au

CO

me

M

fes

lité

Dé

eft

Eta

Che

Efp

fair

land

vine

tect

Près avoir entretenu Monsieur de Wit, A conformément à l'ordre que Vôtre Majesté m'en donne par ses quatre dépêches, fur la proposition qui lui a été faite, & lui avoir témoigné la fatisfaction qu'elle a reçû des marques d'amitié & d'estime qu'il lui a données, en lui faisant sçavoir une affaire si importante qu'elle approuve, & à laquelle elle consent de bon cœur, & l'exhorte, autant qu'il lui est possible, à ne pas perdre une occasion qui s'offre si favorable d'immortaliser sa gloire, par un avantage de si grande consideration pour sa patrie & pour le bien public: je lui ai dit, que Vôtre Majesté le prioit de considerer que le tems est cher, que les volontez des peuples font fort variables, & que la prudence veut, qu'on ne donne pas lieu par de longues déliberations à laisser à leur legereté le moyen de changer de pensée, & qu'il importer même extrémement de hâte l'effet de la proposition avant l'arrivée en Flandre du frere de l'Empereur, qui pourroit donner une autre face aux affaires, rendre les peuples plus retenus, & les porter à ne plus cherchercher leur fûreté & leur repos par la vove où ils veulent bien aujourd'hui marchet. A quoi j'ajoûtai, qu'il pouvoit remarquer par la conduite desintéressée de Vôtre Majesté. que ses desseins vont plus à la grandeur de fes amis & de fes voisins qu'à la sienne propre; & que même il peut tirer des confequences, que ses pensées & les miennes, dont nous nous fommes ouverts plufieurs fois, sur plusieurs sortes d'affaires, ne se trouvent pas conformes à celles de Vôtre Majesté, ainsi qu'il paroît à présent par ses fentimens sur cette proposition, tous différens de ceux que j'avois eus. Il me répondit, qu'il admiroit la prudente conduite de Vôtre Majesté & sa modération, bien éloignée de tout ce que ses envieux publient; que pour son particulier il désirera toûjours sa grandeur, & que sa puissance augmente, espérant sa protection, & s'y confiant absolument; que sur ce fondement il me dira avec sincerité, que Vôtre Majesté se peut sier à lui de toutes choses, & qu'il la servira avec grande fidélité; que pour la proposition des quatre Députez des Membres de Flandre, elle est bonne, si tous les autres Corps des Etats s'y joignent, & qu'ils ayent un Chef pour commencer l'expulsion des Espagnols: en ce cas il n'hésitera pas d'en faire la proposition à la Province de Hollande, & de la pousser par d'autres Provinces, affûrant les Députez de leur protection. Mais que de proposer l'affaire, H 4

e

ir

ne

0-

a-

fa

t,

er

es

u-

par

ge-

ef-

n-

oit

les

lus

er.

10

1

e

n

16

å

n

V

le

cl

dans l'incertitude de ce que l'on fera en Flandre, & avant que toutes les mesures soient bien prises pour faire réuffir un si grand dessein, il ne juge pas qu'on le doive faire, ni même en parler à qui que ce foit, les affections étant partagées dans l'Etat, & les Espagnols y ayant des amis, & même des pensionnaires; qu'il alloit tout présentement dépêcher en Nord-Hollande pour faire venir les Députez, qui peut-être s'ouvriront plus qu'ils n'ont fait, & que de tout ce qui se passera, Vôtre Majesté en fera avertie très-ponctuellement. Il m'ajoûta, que s'il en eût été crû lorsque Vôtre Majesté avoit une Armée dans le milieu de la Flandre, qu'on se seroit joint avec elle pour former une République des dix-sept Provinces, & c'auroit été le repos & la sûreté des uns & des autres. Si Monsieur de Wit avoit tiré quelque confequence de nôtre conversation qui eût préjudicié au service de Vôtre Majesté, cela auroit déja paru; mais j'oserois bien l'assurer, qu'il est entré avec moi sur cette matière, comme dans beaucoup d'autres, dans le dessein de chercher les moyens qui peuvent lui donner plus de créance dans l'esprit de Vôtre Majesté, & je croi certainement que s'il eût trouvé de la disposition en celle de l'affûrer des Païs-Bas, il en eût été plus aise que de laisser les choses en l'état où elles sont. Je l'ai remarqué en ce qu'il m'a dit plusieurs fois, que fes ennemis & fes envieux font pouffez & foufi

i-

ė

-2

&

ut

le

re

le

n

a-

6-

ii-

a-

es

e-

Si n-

ât ,

te s,

ui ns

î-

il

)-

r-

ie

S.

1-

foûtenus par le Roi d'Espagne, & qu'il ne les craindra pas, tant qu'il sera appuyé de Vôtre Majesté. Quelle apparence y a-t-il, Sire, que dans une conduite pareille à la sienne, il voulut perdre cet avantage, toutes ses actions & démarches témoignant être sinceres, & n'avoir pour but que de gagner l'estime, l'amitié & la protection de Vôtre Majesté? Je la supplie très-humblement de m'excuser, si je me suis trop ouvert audit Sieur de Wit, quoique c'ait toûjours été de moi-même, sans avoir engagé Vôtre Majesté en aucune manière, ni qu'il ait pû juger de ses sentimens par les miens; & de croire que la faute que j'ai faite en cela est plûtôt par incapacité & par un zèle indifcret à ses intentions; mais je serai plus plus retenu à l'avenir.

#### LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 12. Avril 1663.

MA dépêche étoit déja faite lorsque Monssieur de Wit m'a écrit un billet, par lequel il me prie de l'excuser s'il ne vient pas chez moi à cause de son rhume, & qu'il souhaiteroit fort me parler avant le départ de l'ordinaire. J'ai été aussi-tôt chez lui, où il m'a dit qu'il m'avoit voulu communiquer une pensée qui lui étoit ve-

C

u

1

V

C

T

1

nuë, n'ayant nulle reserve pour moi; qui est que, si l'affaire des Députez ne réussiffoit pas, comme il y avoit bien des difficultez tant que vivra le Roi d'Espagne, à qui il reste assez de forces dans la Flandre pour châtier les auteurs d'une telle conspiration, qui vraisemblablement aura peine d'avoir un bon succès, à moins qu'elle ne foit générale, ce qui ne lui paroît pas jusqu'à cette heure; il ne seroit pas mal à propos de songer dès à présent, en menageant les esprits des Villes de Flandre, à leur infinuer les maux dont ils font menacez par la mort dudit Roi d'Esfpagne, & de disposer leurs affaires à former la République en ce tems-là, s'ils ne le peuvent maintenant. Et, comme il est raisonnable qu'on songe à ces affaires & à ce qui convient le mieux à un chacun, & qui ne puisse donner nul ombrage; il a crû me devoir encore faire cette ouverture, qui est que, la Flandre se mettant en République, Vôtre Majesté pourroit avoir Cambrai, St. Omer, Aire, tout l'Artois, Bergue Saint-Vinox, Furnes & Nieuport: & Messieurs les Etats Ostende, Bruges, & ce qui est fur ce Continent jusques à l'Ecluse, & autres Places, suivant qu'elles conviendroient en chaque Etat, & qu'il seroit examiné plus à loisir, & le reste formé en République, qui seroit alliée & soûtenuë de Vôtre Majesté & de Messieurs les Etats; qu'il ne doute pas qu'on ne donnât de l'ombrage à Vôtre Majesté, qu'une Répu1-

le

a

18

ui

it

le

ls

1-

r-

ne

ft

à

&

rû

é-

ir

s,

t:

à

es 'il

r-

1-

es

ât

é-

u-

publique en Flandre, soutenuë & alliée de Messieurs les Etats, & appuyée de plufieurs autres Voisins, seroient tous ensemble trop puissans, & pourroient, selon les conjonctures des tems, prendre l'occasion de faire la guerre à la France, ainsi que les Ducs de Bourgogne ont fait plusieurs fois; qu'aussi on pourroit dire de ce côté ici. que la République de Flandre venant à se joindre avec la France, cet Etat courroit grand rifque, & qu'une Puissance comme celle d'Espagne leur sera toûjours plus a vantageuse; mais que, sans s'arrêter à tous ces raisonnemens, il estimoit que la sureté qu'il y avoit dans la bonne conduite de Vôtre Majesté, & la fincerité avec laquelle elle en usoit envers cet Etat, par l'exposition de ses intentions si obligeantes & desintéressées à fon égard, fuivant le rapport que je lui en avois fait sur la réponse de nôtre dernière conversation, ne donnoit pas lieu d'entrer dans aucune méfiance, mais bien de se réjoüir d'avoir à traiter avec un Roi si bon & si judicieux qu'étoit Vôtre Majesté.

Que pour ce qui regarde les foupçons qu'on pourroit donner à Vôtre Majelté, de la Puissance & des liaisons que cet Etat pourroit prendre avec ses Voisins, cela se détruit de soi-même par la constitution de l'Etat, qui ne demande que sa sureté, la liberté du Commerce, & n'avoir pas plus de Terres & de Païs que celles qui tomberont en son partage. Ainsi il est aisé de croire, que les uns & les autres n'ayant nul'

H 6 fujet

sujet de jalousie ou d'ombrage, & au contraire la consiance étant bien solidement établie comme elle l'est, les choses se passieront dans la suite du tems avec une si grande union, qu'il espére pouvoir contribuer quelque chose de grand pour la gloire & le service de Vôtre Majesté. Je sui répondis, qu'il faisoit justice à Vôtre Majesté dans les bons sentimens qu'il témoignoit avoir pour elle, puisqu'il voyoit tous les jours des marques de sa bonté, & de la consideration qu'elle faisoit de sa personne, par la consiance qu'elle prenoit en lui sur les affaires les plus importantes.

Qu'il a pû connoître par les sentimens de Vôtre Majesté l'affection qu'elle porte à Messieurs les Etats, qui marquent bien le désir de leurs avantages, sans autre intérêt que le leur. Mais que je ne puis faire nulle réponse à toutes les choses qu'il me communique, ne me paroissant pas par les dépêches de Vôtre Majesté; que sa pensée aille à vouloir s'agrandir du côté de Flandre; au contraire, qu'elle est contente. de ce qu'elle possede, sans vouloir élargir ses limites, & que je rendrois compte à Vôtre Majesté de tout ce qu'il m'avoit dit, & lui témoignerois l'affection avec laquelle il agissoit, en attendant les ordres que je recevrois d'elle là-dessus.

Que je continuerois à lui dire, qu'il n'y avoit rien qui lui fût plus à cœur, pour l'intérêt de l'Etat & sa gloire particuliere, que le bon succès de la proposition des

deux

fo de

te ré

qu

la

ne da

re

CI

CI

p

d

8

il

9

deux Députez des quatre Membres de Flandre, & qu'ainsi je le suppliois d'agin fortement auprès d'eux quand ils seront de retour de Nord-Hollande, pour les porter à de vigoureuses résolutions. Il m'a répondu, qu'il m'avoit dit là-dessus tout ce qui étoit en son pouvoir, & qu'il souhaite la chose plus que personne, & qu'il n'oubliera rien.

e

e

.

a

e.

C:

t

X.

٠.

n

8

e

n

1-

.

L

ra e e

r

-

e

Y

r

Si

X.

Monsieur de Wit m'a dit, qu'il y a une Résolution de Messieurs les Etats du mois d'Août dernier, par laquelle il est ordonné à Monsieur Boreel, de ne souss'ir point dans la Liste des Traitez que l'on voudra faire garantir par cet Etat, ceux qui n'auront pas reçû leur derniere perfection, y compris la Ratissication, avant la signature du Traité d'Alliance le 27. d'Avril 1662. conformément au \* 7. article des articles separez, & ainsi qu'il ne croit point que l'on puisse obliger cet Etat de garantir le Traité.

H 7.

<sup>\*</sup> VII. D'autant que le Traité de Paix fait entre le Roi de Portugal, & les Seigneurs Etats
des Provinces Unies, n'est pas encore ratissé,
& que la Garantie ne doit s'étendre que sur les
Traitez qui sont passez en bonne & dûe forme;
il a été convenu, que Sa Majesté ne sera obligée
à aucune garantie contre ledit Roi de Portugal,
qu'après que ledit Traité fait, ou autre qui
pourra être fait, pour sinir la guerre qu'ils ont
présentement, sera dûement ratissé; auquel cas ilsera compris dans la Garantie, comme les autres
Traitez, selon qu'on est convenu.

fait avec la Suéde à Fontainebleau, qui n'a été ratifié que long-tems après celui qui a été fait avec cet Etat, & même en cette façon changé depuis, ni celui fait avec l'Archiduc d'Inspruck pour le payement

des trois millions.

Ou'il estime aussi que cet Etat ne doit être obligé de garantir que les Traitez que la France a fait, & auxquels elle se trouve directement engagée, mais non ceux qui ont été faits avec d'autres Rois, où la France n'est intervenuë que comme Médiatrice; que de cette nature sont les Traitez de Coppenhague & d'Olive, quoique, quant au premier, il n'y a rien qui puisse empêcher cet Etat de s'accommoder aux intentions du Roi, s'il plaît à Sa Majesté que l'on fasse pour cela une petite garantie particuliere; mais que pour le Traité d'Olive, cet Etat n'a du tout point d'intérêt à ce qu'il s'exécute, mais bien au contraire; qu'il ne sçait pas aussi pourquoi l'on a fait entrer en la Liste le Traité fait avec le Protecteur en l'an 1655. & qu'ayant écrit ci-devant à Monsieur Boreel, que si Sa Majesté y trouvoit quelque avantage, cet Etat ne feroit point de difficulté de le garantir; mais que cet avantage ne lui paroissoit point, & que ledit Sieur Boreel lui avoit fait réponse, que c'étoit par abus qu'il y étoit entré, & que Monsieur de Brienne l'avoit affuré qu'on l'ôteroit.

וכנים קנולנות פוד כ

fu

fic

fo

fo

ex

fa

m

M

C

de

le

tr

V

ti

to

ui ui

tec nt

it 1e

uix la

é-

i-

e,

Té

1X

té

ie

li-

à

2;

iit

le

rit

a-

at

n-

nit

it

y

r.

## LETTRE

## Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 13. Avril 1663.

l'Ai vû la réponse que le Chancelier d'Angleterre vous a faite, qui m'a plus confirmé dans tous les foupçons que j'avois du changement de volonté du Roi son Maître fur nôtre Union, que toutes les autres confiderations qui me l'avoient jusques-là fait foupconner. Il y avoit bien de meilleures raifons à dire pour un habile homme qui veut excuser des longueurs. Sa goutte, les affaires du nouveau Parlement en son commencement; l'inapplication de quelques Ministres subalternes, tout cela valoit encore mieux que de se plaindre que le Sieur de Comenge n'a pas encore pris la qualité d'Ambassadeur. Il est absurde de dire qu'elle soit necessaire pour faire un Traité. Il suffit d'en avoir le pouvoir. Lionne a traité la Paix même à Madrid, caché dans un trou de Buen Retiro. D'ailleurs, ils sçavent bien en Angleterre, qu'eux-mêmes ont été cause que Comenge a differé son Entrée, par des difficultez que je puis dire sans raifon, quoique, pour les mettre dans leur tort, je me suis depuis accommode à une parpartie de ce qu'ils ont voulu. La plainte qu'ajoûte le Chancelier Hyde à la fin de fa Lettre, qu'on lui a rendu de mauvais offices auprès de moi, me semble un prétexte qu'il jette en avant, pour excuser le coup qu'il voit peut-être que son Maître médite, de s'unir plûtôt avec les Espagnols qu'avec moi. Comenge aura maintenant fait son Entrée, & on croit qu'ils ne s'en hâteront pas davantage de traiter avec lui.

Tous ces énigmes seront bien-tôt dévelopez, & je sçaurai à quoi m'en tenir. Cependant je crois que vous pourrez répliquer, que vous étes assuré que personne n'est capable de rendre auprès de moi de mauvais offices audit Chancelier, si ce n'est lui-même, en changeant de sentiment & de conduite, ce que vous croyez qui n'arrivera pas; que vous fçavez, à n'en pouvoir douter, que je fais cas & état certain de son amitié; & que quoique la qualité d'Ambassadeur ne vous paroisse pas fort necessaire pour faire un Traité, quand d'ailleurs on en a le pouvoir, cette raison même aura maintenant cessé par l'Entrée publique du Sr. de Comenge; & qu'ainsi vous attendez que la première nouvelle que vous recevrez, fera celle d'une Union toûjours plus étroite entre vos Maîtres, puisqu'il continuë à vous affûrer du désir qu'en a le sien, & que vous osez répondre que la disposition que je vous ai témoigné la-dessus est plûtôt accruë que changée.

On:

l'ai

do

pru

me

qu'

gne

am

le

dan

fus

dit

de

CO

d'I

qu

qu

gra

un

tat

de

\$

ap

lui

la

tic

av

CTO

foi

de

rie

nte

de

ais

ré-

le-

tre

ant.

en

ec.

7C-

e-

li-

ne

de

eft

de

ri-

u-

in

ité

e.

il-

ê-

u-

nsi

ue

on

S;

sir

re

n:

On m'a donné deux avis importans, que fai crû vous devoir communiquer, mais dont vous userez avec vôtre discretion & prudence accoûtumée, afin de ne pas commettre la personne de qui je les tiens. L'un, qu'Esteven de Gamarre prétend avoir ga-gné, pour la Ligue qu'il poursuit, un grand ami & proche parent du Sieur de Wit, par le moyen d'un autre parent que cet ami a dans le Conseil de Brabant. Je croi là-dessus que, sans entrer dans ce détail avec ledit de Wit, vous pouvez vous contenter de l'avertir, qu'il prenne garde de près aux confeils que lui donnera fur les affaires d'Espagne cet ami & parent qu'il a, parce que vous sçavez, à n'en pouvoir douter, qu'il a l'inclination fort Espagnole, & de grandes communications avec Gamarre.

L'autre, que le Sieur de Mauriac, qui a une Charge au service de Messieurs les Etats, & qui l'obtint à la recommandation de Gamarre, est entierement à sa devotion, & lui rend compte de tout ce qu'il peut apprendre chez vous ou ailleurs. Pour ce-lui-ci, il suffira que vous soyez averti de la chose, & empêcher que vos gens, & particulierement vos Secretaires, ne s'ouvrent avec lui, comme ils pourroient faire le croyant bon François, sans qu'il soit besoin que vous lui fassiez aucune reprimande, ni même que vous lui témoigniez de

tien sçavoir de sa mauvaise conduite.

#### LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 19. Avril 1663.

T'Ai lû à Monsieur de Wit le premier article de la dépêche que Vôtre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire du 14 de ce mois, concernant l'ordre qu'elle a donné à Monsieur de Lionne d'écrire à Monsieur Boreel. Je lui ai aussi en même tems remis la Copie de la Lettre de Monsieur de Lionne audit Boreel, qu'il a été bien aise de voir, & m'a dit que cet éclaircissement étoit necessaire pour ôter tout l'ombrage que des Esprits mal tournez avoient pû prendre fur ce que ledit Boreel a écrit, mais qu'il m'affûroit que tout iroit bien, & supplioit Vôtre Majesté d'agréer, que le Traité de Paris s'exécute selon sa teneur, y étant porté qu'on ne sera obligé de garantir de part ni d'autre que les Traitez qui ont reçû leur derniére perfection avant sa fignature, comme sont les Traitez de Suede, & celui qui a été fait avec l'Archiduc pour les trois millions; & qu'on ne garantira aussi que les Traitez que le Roi ou cet Etat ont fait de leur chef, & non pas ceux que les autres Rois ont fait entre eux, & auxquels le Roi ni cet Etat ne sont inter-

ve-

ven

font m'a cho

firm

née que par

dor

me

hui

gar

du

que

ra

fe

ftit

co

qu

fes

pr

pr

de

ai

fe:

po

a

venus que comme Médiateurs; ainsi que font ceux de Copenhague & d'Olive. Il m'a dit de plus, qu'il est important que les choses se passent de la sorte, pour confirmer toutes les Provinces dans les affûrances que ledit Sieur de Wit leur a données, que Vôtre Majesté ne désiroit rien que d'exécuter ce qui leur a été prescrit par le Traité signé d'elle, sur quoi elles ont donné leur consentement; qu'il me confirme la même parole qu'il me donna il y a huit jours, qu'il n'y aura nulle difficulté à garantir les Traitez de Suéde & de l'Archiduc, separément du Traité de Paris, lorsque Vôtre Majesté le voudra: ce qui fera le même effet à son égard, & leur laiffe à eux une liberté d'agir selon les Conflitutions de cet Etat. Il m'a ajoûté encore, qu'il avoit parlé à ces deux Députez, qui ne lui avoient dit que les mêmes choses qu'il m'avoit déja communiquées; il les pressa pour sçavoir qui étoit le Chef, quels préparatifs ils faisoient pour un si grand dessein, & quelles Alliances ils avoient pour aider à les soûtenir, & qu'ils lui donnasient par écrit tout ce qu'ils lui proposoient, pour en rendre compte à ses Maîtres: sur quoi il leur feroit sçavoir leurs intentions.

ar-

sté

ce

né

ur

e-

de

ife

nt

ge

oû

t,

1,

le

,

1-

ii

a

Ils lui répondirent, qu'ils n'avoient charge que de s'addresser à lui seul, pour sçavoir s'il leur pouvoit procurer l'Alliance & la protection de la Province de Hollanlande; qu'ils ne pouvoient pas lui donner aucun écrit, n'étant pas autorisez de le fai-

Flanc

née à

que j

Maje

étant fa per

plusie

la m

Ce

trop

léch

meur Duc

prése

ce qu

que

ce q

voir cela

plus

acco

bou la

erci

de

fait

plu: Suj

les

Mi prê

Per

affaire fût secréte, ce seroit le moyen de la rendre publique, que de donner des propositions par écrit & les communiquer à l'Assemblée de Hollande. Ledit Sieur de Wit leur repliqua, que puisqu'ils n'approuvoient pas ce qu'il leur disoit, ils n'avoient donc qu'à mettre en exécution leur dessein, les assurant que, quand ils auront fait ce qu'ils proposent, il disposera la Province de Hollande de s'allier avec eux, & de les favoriser autant qu'il se pourra: & ensuite ils s'en sont retournez.

Le Sieur de Wit m'a dit, que peut-être les Espagnols pourroient s'être fervis de ces gens-ci, pour l'engager dans une Négociation pour le ruiner de credit envers ses Maîtres, & qu'il les connoît assez artificieux pour cela. Mais que de la maniére que cela s'est passé, il ne court nul risque, puisqu'on ne peut rien prouver; & s'il est vrai que ces Peuples ayent le dessein de se mettre en République, il leur en a affez dit pour les obliger à y travailler. Le tems fera voir clair en cette affaire. Mais, soit que la pensée que Vôtre Majesté a eu d'abord que c'étoit une chimére, ou que celle de Monsieur de Wit se trouve véritable que ce soit un artifice des Espagnols pour le perdre, il en revient un très-grand avantage à Vôtre Majesté, d'avoir si bien persuadé Monsieur de Wit, par tout ce qui est contenu dans ses dépêches, que ses pensées sont fort éloignées de s'agrandir en Flantte

en

er

ni-

dit

ils

ils

aro.

u-

ra

ec

Ir-

es

es

a-

es

fi-

re

е,

ıft

fe

ez

it

1-

l-

ır

1-

r-ı

1-

n

-

Mandre, par l'approbation qu'elle a donnée à cette proposition, & par les instances que je lui ai résterées de la part de Vôtre Majesté de pousser cette affaire, comme tant avantageuse à l'Etat & glorieuse pour apersonne. Surquoi il m'a témoigné depuis plusieurs fois, qu'il ne pouvoit assez admirer a moderation de Vôtre Majesté là-dessus: Ce que Vôtre Majeste a prevû n'est que rop vrai, que les Espagnols apporteront lous main des obstacles pour n'exécuter pas léchange des Villages du Païs d'Outremeufe qui accommodoient Monfieur le Duc de Neubourg. Ils n'ont fait jusques à présent aucune diligence pour satisfaire à equ'ils avoient promis là-dessus. Mais sans 'arrêter à cela, Monsieur de Wit est d'avis. que Monfieur le Baron de Lerode prenne ce que Messieurs les Etats ont en leur pouvoir; & quand les Espagnols verront que cela n'a pas empêché l'échange, ils feront plus faciles à traiter desdits Villages qui eccommodent Monsieur le Duc de Neubourg. J'ai aussi fort insisté pour conserver Religion Catholique, és lieux où l'exercice s'en fait sur les confins du Païs de Ravestein; mais Monsieur de Wit y fait de grandes difficultez, fur ce que la plus grande part des Catholiques sont leurs Sujets, & de la Mairie de Boisseduc, où es défenses sont rigoureuses, & dit que les

Ministres ne manqueront pas de crier & mêcher contre cette tolerance; que les

Peuples s'y joindront, & que leurs Requêtes

iui

lui étant présentées, il faut par le dû de

fer

qu

ag

to

ra

lui

le

M

ve

de

8

pe

lei

l'a

ex

pê

nii

an

fir

d'

la

th

fo

ta

je

pl

pr

fa Charge qu'il les appuye.

Je lui ai dit, qu'il avoit un prétexte juste de s'en exempter, & même de faire connostre aux Etats, aux Ministres & aux Peuples, qu'ils n'étoient pas fondez en raifon, en ce que la Terre de Ravestein ne venoit pas à Messieurs les Etats par aucun droit litigieux, ni par force d'armes, mais feulement par un consentement volontaire du Seigneur à traiter avec Messieurs les Etats, par le conseil que Vôtre Majesté lui en donne, plûtôt pour les accommoder, & ôter le prétexte de tous differens à l'avenir, que pour autre confideration. Ainfi les dits Sieurs Etats retirant tout l'avantage de cet échange, il est bien raisonnable qu'ils considerent, que Vôtre Majesté ne peut le procurer, ni donner fon confentement qu'aux conditions que la Religion Catholique foit confervée; que pour marquer mieux combien Votre Majesté désire le repos & l'union de ses amis, j'osois avancer qu'elle agréera qu'on laisse les Prêches & l'exercice de la Religion Protestante aux Villages où elle est déja établie, avec la libertéaux Peuples d'y aller. Il me répondit, que la proposition n'étoit pas égale, qu'il n'y avoit pas dix familles de leur Religion dans les Villages qu'ils donnoient à Monsieur le Duc de Neubourg, & qu'il y avoit 5000. Catholiques dans le Païs de Ravestein & la Mairie de Boisseduc, qui n'avoient d'autres Eglises que celles que je désirois être conferservées. Mais que pour faire voir le désir qu'il avoit de faire quelque chose qui fut agréable à Vôtre Majesté, il me promettoit de faciliter l'affaire autant qu'il lui sera possible près de ses Maîtres, & que, pour lui en donner les moyens, je fisse avertir le Baron de Lerode, de faire venir ici le Ministre d'un des principaux Villages qu'on veut ceder, pour se plaindre à la Province de Hollande de ce qu'on les abandonne. & qu'ils la prient de la part de leurs troupeaux, de faire conserver en ce quartier leur Eglise & l'exercice de leur Religion. l'ai averti ledit Baron de Lerode de cet expedient, qui en a été très-aise, & a dépêché auffi-tôt sur les lieux pour faire venir ledit Ministre, qui se trouve être de ses amis: ainfi j'espere que cela pourra réusfir.

Les Villes de Leyden, d'Haerlem & d'Utrecht sont plus contraires que jamais à la restitution des biens de l'Ordre de Malthe. Quoiqu'on les ait convaincues de raisons, cela ne les fait pas revenir: pourtant le succès de cette affaire est douteux; je ne laisserai pas de continuer à m'y appliquer avec soin comme j'ai fait jusques à

and Tredelia velicities a govern que je jume

de

iste

on-

ux

rai-

ne

ais

ire

E.

lui

, å

nir,

lef-

de

rils

t le

XUE

Coit

m-

l'u-

elle

rci-

ges

XUE

e la

2-

ans r le

co. &

onfer-



# and L E T T R E

## Du Roi au Comte d'Estrades.

ti

ti

t

p

y

bo

fe

CE

na

mon young 22-years of all abide the property

a haleen derle halt de lieges krou-

Le 20. Avril 1663.

TE vous dirai donc en premier lieu, que j'ai été fort aise que le Sieur de Wit ait pû reconnoître, & comme toucher au doigt par des effets sensibles, lorsque vous vous êtes ouvert à lui de mes plus fecretes penfées & intentions, fur la proposition qu'on lui est venu faire, que je ne suis pas ce dangereux Voisin, ni ce Prince si immoderément ambitieux & si avide des Etats d'autrui, que mes envieux le publient avec des exaggerations odieuses, pour faire concevoir par-tout de grands ombrages de ma puissance. Je me trouve par-là, graces à Dieu, comme je vous l'ai déja mandé, affez bien partagé, pour n'avoir ni inquiétude ni désir violent d'étendre davantage ma Domination, & pourvû que je puisse toûjours tenir ceux qui ne m'aiment pas (dont les vastes desseins ou le trop grand pouvoir me doivent être suspects) en état de ne me faire point de mal, je croirai avoir tout sujet de me contenter, & d'être fort

fort satisfait de ma condition présente.

Cependant si ma réponse & mes resolutions ont plû audit Sieur de Wit au point que vous me le mandez, je ne suis pas en échange moins touché ni moins édifié de tout ce qu'il vous a dit de nouveau, avec tant de prudence & de témoignages d'affection pour ma personne & pour ma gloire fur la même matiére : & à dire vrai, j'ai trouvé qu'il vous a parlé avec tant de jugement, de fincerité & de suffisance, que ie ne puis qu'en tout & par-tout approuver ses sentimens; & pour conclusion, que le meilleur parti que je puisse prendre en cette affaire, c'est d'en remettre la direction en d'aussi bonnes mains que les siennes, & d'en laisser entiérement la conduite à son zèle & à son habileté. Il se voit que Dieu. l'a fait naître pour de grandes choses, puisqu'à son âge il a déja mérité depuis plusieurs années d'être la plus considerable personne de son Etat; & je crois aussi, qu'avant acquis un aussi bon ami en lui, ce n'a pas été un simple effet du hazard, mais de la Providence Divine, qui dispose de bonne heure les instrumens dont elle veut se servir pour la gloire de cette Couronne. & pour l'avantage & la sûreté des Provinces-Unies.

18

1-

n

e.

1.

1

é.

as

nd

at

re

De tous ces sentimens, qui me sont fort naturels & très-sincères, ledit Sieur de Wit peut tirer la consequence, quelle sorté de haute protection il peut attendre de moi en tous ses intérêts, si jamais l'occasion Tome II.

s'en offre. La seule plainte que je fais de sui, c'est qu'ayant autant d'estime & d'affection que j'en ai pour sa personne, il ne me veuille point laisser le moyen de lui en donner quelques marques effectives, ce que je ferois avec très-grande joye; & si vous pouvez le disposer à les recevoir, vous me rendrez un service très-agréable.

1

a

I

Continuez cependant à lui remontrer vivement, combien il importe de se prévaloir des conjonctures quand la matière est
bien disposée, sans laisser à la légereté des
peuples le loisir & le moyen de changer de
pensée. J'attendrai cependant avec impatience de sçavoir ce qui se sera passé entre ledit Sieur de Wit & les deux Députez
à leur retour de la Nord-Hollande.

#### LETTRE

Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 20. Avril 1663.

J'Ai fort bien vû, quoique le Sieur de Wit ne vous en ait rien témoigné, le vrai mistère secret de cette deliberation des Etats, de ne me point garantir les Traitez qui n'auront pas été verisiez avant n

ſi

i-

1.

ft

25

le

a-

n-

de

le

on

les

ant

la

la signature du notre. Cela ne regardoit nullement, ni le Traité de Fontainebleau avec la Suéde, ni celui que j'ai fait avec l'Archiduc, qui ne contiennent que des choses fort ordinaires. & où il ne se peut rencontrer aucune difficulté, ni pour la matiére, ni pour la forme. La finesse cachée là-dessous, c'est que les Etats ont voulu par cette généralité exclure nommément en particulier, sans être obligez de. s'en expliquer, le dernier Traité que j'ai fait le 6. Février 1662, avec le Duc de Lorraine, sous prétexte qu'il n'a pas été ratifié, quoiqu'à le bien prendre, entre Souverains qui fignent eux-mêmes un Traité, il n'écheoit aucune Ratification, leur seule signature portant suffisamment la marque de leur intention.

Mais il n'est pas aujourd'hui question de cela. & les Etats auront pû voir, que dans la Liste des Traitez à garantir que j'ai fait mettre entre les mains du Sieur Boreel. je n'y ai point fait comprendre ce second Traité avec le Duc de Lorraine; & ainsi j'ai de moi-même prévenu leurs intentions secretes, sans qu'il fût besoin de tout ce mistere, ni d'user d'aucunes finesses. Quant au Traité de Suéde & celui des Archiducs, bien que le Sieur de Wit vous ait témoigné qu'on feroit en cela ce que je voudrois, il m'est égal & assez indifferent, ou que l'on me les garantisse dès à présent, ou que l'on renvoye cette garantie à la nouvelle Convention que nous devons faire encore pour de pareilles garanties des Traitez qui n'avoient pas été faits ou reçû leur dernière perfection avant la fignature de nôtre Alliance, comme celui de l'acquisition de Dunkerque, le Traité des Etats avec l'Angleterre, & celui du partage des Païs d'Outre-meuse.

Pour ce qui est des autres Traitez, où je n'ai pas été partie contractante, mais où je suis seulement intervenu comme Médiateur, & promis depuis d'en être garant, comme ceux de Copenhague & d'Olive, je demeurerai fort volontiers d'accord de les ôter de la Liste de ceux que je desire m'être garantis, puisque les Etats, qui pourroient m'en exhiber de la même nature, ne l'ont pas fait, & s'en sont dispensez. Quant à celui d'Angleterre fait en 1655, avec Cromwel, je continuë à en desirer la garantie, à quoi les Etats ne peuvent faire aucune raisonnable difficulté.

a colin ci

Cependant vous aurez lieu, par toute la conduite que j'ai tenuë en cette affaire depuis le commencement jusques à la fin, de faire bien remarquer de de-là, quelle est la sincerité de mon procédé, & quelles facilitez, & en combien de manières, j'ai apporté en tout ce que j'ai connu que les Etats pouvoient souhaiter de moi pour la consommation de nôtre Traité, dont ils doivent tirer la consequence, avec quelle soi & quelle ponctualité je l'accomplirai de ma part lorsque les occasions en naîtront.

J'ai fait parler efficacement au Résident de

de Suéde sur les deux démêlez du Vaisseau & du Fort de Guinée, qui pourroient alterer la bonne intelligence entre cette Couronne-là & les Etats. Il a promis d'écrire au Régent du Royaume, combien j'ai à cœur que cela n'arrive point, & que ces differens foient promptement accommodez. Assurez cependant le Sieur de Wit, que j'ai été fort touché de ce qu'il vous a dit. qu'il feroit remettre tous les intérêts des Etats entre mes mains, & qu'ils en passeroient par mon jugement, selon que je l'estimerois équitable: & si les Suédois se trouvent dans la même disposition, il ne sera plus à craindre qu'il puisse arriver aucun inconvenient de cet embarras.

#### LETTRE

Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 26. Avril 1663.

a

S

i

2

ıc

L'honneur de m'écrire en chifre le 20. de ce mois, m'a paru si obligeante pour Monsieur de Wit, & explique si nettement ses pensées & ses intentions, pour confondre tous les mauvais bruits que ses ennemis ont

fait courir en ce Païs fur fa grande puiffance & fa grande ambition, que j'ai estimé à propos de la lui donner à lire; & je dirai avec verité à Vôtre Majesté, qu'il a reçû une joye extraordinaire de la voir dans des sentimens si favorables & avantageux pour lui. J'ai pris ce tems - là pour lui faire remarquer la plainte que Vôtre Majesté faisoit, en ce qu'il ne lui donnoit pas le moyen de reconnoître son mérite, & l'affection qu'elle avoit pour lui. Surquoi il me répondit, qu'il étoit récompensé au de-là de tous les services qu'il pourroit jamais rendre à Vôtre Majesté, par les marques qu'elle lui donne de fon amitié & de sa confiance; qu'aussi il me peut assurer, qu'il ne manquera jamais de fidélité pour tout ce qui regarde le fervice & la gloire de Vôtre Majesté. Je lui dis qu'il dépendoit de lui de me bien faire faire ma Cour auprès de Vôtre Majesté, & que je le priois de relire l'ordre qu'elle me donnoit sur la fin de sa Lettre. A quoi il me répondit, qu'il avoit plus qu'il n'eût ôfé jamais espérer, & qu'après les affurances que Vôtre Majesté lui donnoit de sa protection & de l'honneur de fon amitié, il n'avoit plus rien à désirer. Ce n'est pas que je n'aye bien remarqué que ces offres de la part de Vôtre Majesté l'ont fort touché, mais je n'ai pas jugé le devoir presser, ni agir là-dessus plus fortement, à cause de la conjoncture de cette Affemblée, qui ne lui est pas favorable. Ce n'est

[ 199 ]

ai

i-

1.

re'a-

e

n-

il

î-

it

it

es

ale

il

is

le Je in

a-re

IS

nle

r. ié té

le

e.

te

ft

n'est pas que par son adresse à manier les Esprits, ce qu'il ne peut faire un jour il ne le fasse l'autre, & ne les oblige à la fin de venir à son avis. Je me suis donné l'honneur d'écrire à Vôtre Majesté tout ce qui s'est passé touchant les deux Députez avant leur départ, & la pensée de Monfieur de Wit, qui est entré en soupçon que les Espagnols ne les avent détachez, pour l'embarquer en une négociation secrete, & pour le ruiner après avec ses Maîtres. Mais comme ce n'est qu'un soupçon, il m'a dit, que si ces gens font quelque chose d'eux-mêmes en Flandre, il ne fait nulle difficulté que la Province de Hollande ne les favorise, & qu'il le fera faire à toutes les autres Provinces avec le tems.

#### LETTRE

Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 26. Avril 1663.

J'Ai expliqué au Sieur de Wit l'intention de Vôtre Majesté à l'égard de la garantie des Traitez de Suéde & de l'Archiduc, & qu'elle consent qu'on renvoye cette garantie à la nouvelle Convention I 4 qui

qui se doit faire encore pour de pareilles garanties des Traitez qui n'avoient pas reçû leur dernière perfection. Et quant à celui d'Angleterre, fait en l'année 1655, avec Cromwel, que Vôtre Majesté désiroit qu'on le garantît; à quoi Monsieur de Wit n'a fait nulle difficulté, & m'a dit, que Messieurs les Etats en envoyeroient l'ordre à Monsieur Boreel. Cependant je lui ai fait remarquer, combien la conduite de Vôtre Majesté est obligeante pour Messieurs les Etats dans toute la suite de cette affaire, dont il est demeuré d'accord.

## LETTRE

Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 27. Avril 1663.

J'Ai reçû vôtre dépêche du 19. du courant. Vous aurez vû par la mienne de la femaine passée, avec quelle facilité je me suis encore accommodé à tout ce qu'on a desiré de de-là sur la Liste des Traitez à garantir de part & d'autre; demeurant d'accord de n'y comprendre que ceux que j'aurai fait de mon chef, & par consequent d'en exclure les Traitez d'Oli-

ve & de Copenhague, où je ne suis intervenu que comme Médiateur, & remettant
aussi à une nouvelle Convention la garantie
des deux Traitez que j'ai fait avec la Suéde & l'Archiduc d'Inspruck. Cependant
j'ai été bien aise d'apprendre, que le Sieur
de Wit vous ait confirmé la parole qu'il
vous avoit donnée, qu'il n'y aura aucune
difficulté à me garantir ces deux Traitez
derniers, lorsque je garantirai aux Etats
ceux de Londres & de l'échange du Païs
d'Outre-meuse.

e

e

ni

e

#### LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 3. May 1663.

J'Ai reçû la dépêche que Vôtre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire du 27. de l'autre mois. Son procedé a été des le commencement si sincére pour Messieurs les Etats dans toute la suite de l'échange des Ratissications, que je la puis assurer que cela a produit un très-bon esset pour le service de Vôtre Majesté; & elle aura pû connoître par mes précédentes dépêches, de quelle manière toutes les Provinces ont agi pour la garantie de la Place de

de Dunkerque, qui a passé avec toute la

diligence qu'on pouvoit fouhaiter.

Après avoir lu à Monsieur de Wit la Lettre que Monsieur de Lionne m'a écrite, sur la difficulté que Monsieur Boreel fait de garantir le Traité de Quairas, je me suis plaint de ce procedé-là, & ai prié ledit Sieur de Wit d'y donner ordre, & de faire connoître audit Sieur Boreel, que ce n'est pas avancer le service de ses Maîtres que d'agir de la forte; il n'a pas approuvé ce qu'il a dit à Monsieur de Lionne, & il a défiré que je lui laissasse la Lettre pour la lire dans l'Assemblée de Hollande, où il a représenté si fortement la justice qu'il y avoit de passer ledit Traité de la garantie, que la résolution en a été prise dans ladite Assemblée, & d'écrire audit Boreel, qu'on n'approuve pas la résistance qu'il y a apportée.

#### LETTRE

Du Comte d'Estrades au Roi.

Ledit jour 3. May 1663.

Monsieur de Wit m'ayant parlé de luimême de l'opinion qu'il avoit que ces deux Députez ne lui eussent été détachez chez par les Espagnols, pour l'embarasser dans cette Assemblée; je me servis de ce que V. M. m'a fait l'honneur de m'écrire dans la Lettre en chifre, & lui dis, que j'avois peine de croire que cela fût, & que ce seroit une mauvaise foi aux Espagnols de tâcher de le furprendre, lui qui étoit éclairé par dessus tout ce qui est en Hollande, & que de plus il n'y avoit nulle apparence qu'ils se dûssent confier à des Peuples fur une affaire si délicate. Il me répondit, qu'il étoit passé par ses mains des affaires bien plus dangereuses pour eux que celle-là, à quoi ils n'avoient pas fait de réflexions; qu'ils ne sont pas si pénétrans que je pouvois penser; qu'une imagination d'Esteven de Gamarre est capable de faire une telle proposition, pour se donner la gloire de l'avoir découverte. Je lui dis, que puisqu'il connoissoit sa mauvaise intention, il pouvoit lui rendre la pareille en le décreditant auprès du Roi son Maître; que si, avant la séparation de la Province de Hollande, il faisoit prendre résolution de faire partir les cinq Frégates qui font prêtes au Texel pour aller croiser sur les côtes d'Espagne, avec ordre de prendre tous les Vaisseaux Espagnols, pour repréfailles de deux Navires Marchands d'Amsterdam qui ont été pris sur les côtes de Portugal, cela décrediteroit fort ledit Efteven de Gamarre, de n'avoir pas évité ces desordres pendant son Ambassade. Il me dit qu'il le feroit, & aujourd'hui l'ordre en [ 204 ]

a été expedié par l'Assemblée de Hollande. & j'ai sçû qu'un Navire de St. Sebastien de 22. piéces de Canon, lequel a été pris près d'Ostende, a été declaré de bonne prise & vendu. Ledit Sieur de Wit m'a dit, que son parent, qui est celui qu'il foupçonne sur le sujet dont Vôtre Majesté m'a écrit, l'est venu trouver, pour le prier de lui procurer la charge de Receveur de Hollande, ce qu'il lui a refusé, & en a fait pourvoir un autre, & lui a dit, qu'il ne l'avoit pas servi dans sa prétension, à cause de la faute qu'il fit à Dort, lorsque D. Esteven de Gamarre fit assembler le Magistrat, & aussi de ce qu'il a sçû qu'il a employé ledit Esteven de Gamarre, pour solliciter ses amis de lui donner leur voix pour la Charge qu'il demande, & qu'il veut bien qu'il fçache qu'il lui sera contraire dans toutes les prétensions qu'il aura. J'ai sequ d'ailleurs, qu'on ne sçauroit plus mortifier une personne que le Sieur de Wit a fait fon parent, quoique fon Coufin-germain, à quoi l'avis que Vôtre Majesté lui a donné n'a pas peu aidé. Son procédé me parost si sincère, que je suis persuadé que ce qu'il m'a dit plusieurs fois, qu'il vouloit s'attacher tout à fait aux intérêts de Vôtre Majesté, est très-véritable, me paroissant qu'il a fait en effet tout ce qu'il peut pour cela.

Mikali akkulutan perintahan di Mikali akkulutan di

## LETTRE

### Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 11. May 1663.

TE puis enfin vous donner la nouvelle que les Ratifications du Traité du 27. Avril de l'année passée ont été échangées, c'est-à-dire que j'ai reçû celle des Etats; car vous sçavez qu'il y a long-tems, que, pour leur témoigner mieux mon affection & ma sincérité, j'avois fait remettre la mienne entre les mains de l'Ambassadeur Boreel. Je vous adresse maintenant une Copie de l'Acte que Lionne a figné par mon ordre, & qu'il a donné audit Boreel, avec des Copies de tous les Traitez que j'ai désiré m'être garantis par les Etats; & en même tems ledit Boreel lui a mis en main pareil Acte, & les Copies des Traitez dont lesdits Etats ont aussi désiré avoir ma garantie.

Peut-être qu'avant le départ de l'ordinaire je pourrai encore vous donner la nouvelle, que j'ai reçû dudit Boreel l'Acte des Etats pour la garantie du Traité de la place de Dunkerque, & que je lui aurai donné le mien pour la garantie de leur dernier Traité d'Angleterre, & de celui qu'ils ont fait avec l'Espagne pour l'échan-

ge du Païs d'Outre-meuse.

Mais j'ai été surpris de la Déclaration que Boreel a fait, qu'il n'étoit pas autorisée pour me garantir en même tems mon Traité avec la Suéde, celui que j'ai fait avec l'Archiduc, ni la derniére prorogation de l'Alliance du Rhin, ni celui de la jonction du Duc de Deux-Ponts, qui se trouvent dans le même cas que ceux de Dunkerque, d'Angleterre, & du Païs d'Outre-meuse; c'est-à-dire qu'ils n'avoient pas eu leur derniére perfection avant la signature du Traité du 27. Avril 1662.

10

n

Ce défaut de pouvoir audit Boreel ne m'empêchera pas néanmoins de passer l'Acte de garantie desdits Traitez d'Angleterre & du Païs d'Outre-meuse, présupposant, sur ce que vous m'avez déja mandé, que vous ne rencontrerez de de-là aucune difficulté à faire promptement envoyer l'ordre à Boreel pour la garantie de mesdits Traitez avec la Suéde, l'Archiduc, la dernière prorogation de l'Alliance du Rhin, & la jonction du Duc de Deux-Ponts, à quoi vous vous appliquerez incessamment.

J'ai eu beaucoup de joye d'apprendre qu'on soit d'accord de de-là sur l'échange de Ravestein. Je n'avois pas espéré que cette affaire-là allât si vîte, & il ne manque rien à la satisfaction que j'en ai, puisque je suis venu à bout de conserver la Religion dans Ravestein, avec tant d'avantage pour les Catholiques des environs. J'ai des-

destiné trois mille francs de pension, que j'avois retenus sur l'Evêché de la Rochelle, à la subsistance de l'Archevêque & de l'Evêque qui residéront à Haerlem, & l'autre à Amsterdam. Je vous écrirai une autre fois plus particuliérement sur cette matière, afin que vous en soyez mieux informé.

n

1-

n

it

1-

a e

1-

IS

1-

ır

ls é

)-

Z

a

i

e

e

Je ne doute pas, après les témoignages que vous avez fait rendre si à propos aux Etats par leur Vice-Amiral de Ruiter, que vous n'ayez moyen de redresser l'affaire de Malthe, si le Sieur de Wit nous tient, comme je n'en doute pas, la parole qu'il vous a donnée, tde commencer à faire declarer la Hollande seule pour la restitution des biens de l'Ordre, y ayant grande apparence que ce pas-là étant fait par la Province la plus considérable, les

autres fuivront bien-tôt fon exemple.

Je n'ai pas résolu de tenir aucune Frégate à Dunkerque, seulement pour garder la côte, cetté dépense me paroissant fort supersue. Mais si le Maître de Navire de Ruiter, qui a fait la fonction de Lieutenant, est un homme extraordinaire pour la Marine, & qu'il veuille se retirer avec sa famille à Dunkerque, où il est né, vous pouvez l'assirer que je ne le laisserai pas oisse, & que je lui donnerai toûjours volontiers le commandement d'un de mes Vaisseaux, qui est la récompense que vous me mandez que les Etats lui sont espérer pour les longs services qu'il leur a rendus.

J'ai lû avec plaisir le Mémoire que vous m'avez adressé des personnes les plus illus-

tres qui sont aujourd'hui dans l'Etat des Provinces-Unies. Quand vous ferez quelque découverte de pareilles gens, qui excellent en leurs professions, vous pouvez les ajoûter au Mémoire, & continuër à m'en informer.

VI

m

reh

e

Vous avez bien fait de ne pas vous commettre à un refus, en donnant les boëtes de Portrait à ceux à qui vous les aviez deftinées, & qui s'étoient déja declarez, q'ils ne les accepteroient pas, si elles ne valoient au moins trois mille francs. J'avois jugé des termes de vos dépêches, qu'il suffiroit que ces Presens sussent de la valeur qu'ils vous ont été envoyez; & je serois bien-aise de sçavoir plus particulièrement quelles sont ces personnes-là, leurs qualitez, leurs emplois, & le fruit que vous avez prétendu tirer de ce régal.

J'ai fait expedier l'ordre au Grand-Maître de l'Artillerie, pour faire rendre les deux piéces de Canon qui ont été prises à Concarneau au Bourguemaître de Haerlem, & vous pouvez l'affûrer qu'il sera exécuté, mais qu'il faut qu'il attende à les envoyer prendre, que je vous aye adressé les expéditions, qu'il faudra qu'ait en main celui qu'il voudra charger d'aller recevoir

lesdites piéces à Concarneau.

Enquerez-vous sous main, sans qu'il paroisse encore, qui est un certain Italien, Genevois de Nation, qui demeure à Amsterdam, qui se mêle d'envoyer des Gazettes à Venise, écrites à la main, & fabriquées les

el-

X-

ez.

en

n-

29

f-

ls:

a-is

f-

lr'

is it

j-.

IS:

S

à

.

a

9

quées avec beaucoup d'imprudence, de l'état de mes affaires & de mes desseins; & si vous en découvrez quelque chose, vous m'en donnerez avis, avant que de rien faire pour réprimer l'insolence de ce galant homme. On parle ici d'une certaine Harangue imprimée de de-là, comme m'ayant été faite par le Résident de Suéde sur les affaires de la Pologne; ce qui ne sçauroit être qu'une pièce fausse: tâchez de m'en envoyer un exemplaire, si l'avis qu'on m'a donné se trouve vrai.

S'ensuit la Liste des Traitez, dont le Roi demande la Garantie des Seigneurs les Etats Généraux.

TRaitez que le Roi désire être garantis par les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, conformément à l'Article troissème du Traité d'Alliance, d'Amitié, Commerce & Marine, fait entre les Commissaires de Sa Majesté & les Ambassadeurs Extraordinaires desdits Seigneurs Etats le 27. d'Avril 1662.

Les deux Traitez de Quierasque en Piémont, du 6. Avril & 19. Juin 1631. faits entre les Députez de l'Empereur & du Roi, touchant les différens entre les Ducs de Sa-

voye & de Mantouë.

Traité fait avec Monsieur de Savoye, pour le dépôt de Pignerol pendant six mois entre les mains de Sa Majesté, du 19. Octobre 1631. Traité de l'acquisition de la proprieté El Sei-

Seigneurie de la Ville & Chancellerie de Pignerol, fait à Tarin le 5. Juillet 1632.

Le Traité de Peronne du 8. Juillet 1641., pour la Protection du Prince de Monaco.

Le Traité de Munster du 28. Octobre 1648. avec celui de Neubourg pour son exécution, du 2. Juillet 1650.

Traité de renouvellement d'Alliance avec

les Cantons Suisses, depuis l'an 1650.

Le Traité des Pirenées, fait entre la France

& l'Espagne, le 7. Septembre 1659.

Le Traité fait à la Haye le 21. Juin 1659. entre la France, l'Angleterre & les Etats Généraux des Provinces-Unies, pour moyenner la paix entre la Suéde & le Dannemarc.

Traité de Coppenbague du 21. May 1660., fait entre la Suede & le Dannemarc, avec la médiation de la France, de l'Angleterre & desdits Etats.

Traité d'Olive, fait entre la Suéde, le Roi, & la République de Pologne, & l'Electeur de Brandebourg, avec la médiation de la France.

Traité de Paix entre le Royaume de France & la République d'Angleterre, d'Ecosse,

& d'Irlande, du 3. d'Octobre.

Traité accordé par le Roi à Monsieur le Duc de Lorraine, pour son rétablissement dans ses Etats, du dernier Février 1661.

Traité d'Alliance, Amitié & Commerce, fait entre la France & la Suéde, à Fontai-

nebleau, le 15. Octobre 1661.

Traité d'Alliance, fait entre le Roi & Monsieur l'Electeur de Tréves, à Fontainebleau, le 12. d'Octobre 1661.

Traité

10

1

[ 211 ]

Traité d'Alliance du Rhin, du 15. d'Août 1658. prorogé le 13. d'Août 1660., & de la jonction de Monsieur le Duc de Deux-Ponts à icelui.

Prorogation dudit Traité d'Alliance, depuis le 15. d'Août 1663, jusques à pareil

jour de l'an 1667.

Pi-

I.,

bre

xé-

vec

nce

59.

tats

en-

o.,

rre

oi,

nce.

Te,

· le

ent

ce,

tai-

ह

ne-

aité

Traitez faits avec l'Archiduc Ferdinand d'Inspruck, pour le payement des trois millions dus pour l'Alface, en conséquence du Traité de Munster.

Le Traité fait avec le Roi d'Angleterre

pour la vente de Dunkerque.

Fait à Paris, ce G. d'Avril 1663.

Signé,

DE LOMENIE.

#### LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 10. May 1663.

JE ne doute pas que Vôtre Majesté ne soit informée d'ailleurs, des bruits que les Espagnols sement dans les Villes de Hollande sur le mariage de l'Empereur & de l'Infante. Ils disent que le Roi d'Espagne lui céde les Païs-Bas pour deux raisons; l'une, pour maintenir ses Païs dans une bonne union avec Messieurs les Etats; & l'autre, pour se conserver par les forces de l'Allemagne, & des Alliez de l'Empereur.

reur, contre l'ambition de Vôtre Majesté, qui a des desseins d'envahir tout; qu'elle ne s'arrêtera pas feulement aux Païs-Bas, mais que son ambition étant sans bornes, elle passera jusques à vouloir conquerir leurs Provinces mêmes, & les priver de leur Commerce. Ces discours ne font nul mauvais effet dans l'esprit des honnêtes gens & des principaux de l'Etat; mais ils embarrassent les Peuples, les Marchands & les Magistrats des Villes éloignées, dont les esprits ne sont pas assez pénétrans pour voir le dessein de ceux qui malicieusement fement de tels bruits. Je n'en ai pas voulu parler le premier à Monsieur de Wit, pour voir comment il en useroit, étant très-bien informé qu'il a fçû tout ce qui s'est dit là-dessus dans les Villes de Hollande.

Ledit Sieur de Wit me demanda hier audience, & me dit, que le jour de l'ordinaire s'approchant, it me vouloit faire part des diligences que les Espagnols faisoient dans les Villes de Hollande, pour leurinfinuer les grands avantages que Messieurs les Etats recevroient du mariage de l'Empereur avec l'Infante, & de la sûreté qu'ils auroient pour tout leur Etat, d'avoir un voifin leur bon ami, & fans aucun dessein de leur nuire, ni dans leur Commerce, ni dans leurs possessions; que l'Archiduc son frere doit venir commander dans les Païs - Bas: & m'ajoûta tout ce que je sçavois déja, & ensuite me dit, que de sa part il avoit bien détrompé les Villes qui lui avoient donné łé,

elle

as,

es,

urs

eur

nul

etes

ils

nds

ont

our

ent

ou-

it,

tant

'eft

le.

hier

rdi-

part

ient

rin-

eurs

Em-

u'ils

voi-

de

lans

rere

as:

, &

oien

nné

cet

cet avis, & leur avoit fait connoître qu'il faloit se mésier de tels bruits; que l'Empereur & le Roi d'Espagne n'étoient qu'un; que leurs intérêts étoient communs, & qu'ainsi il faloit regarder ce mariage comme une union plus étroite, à quoi de plus grandes forces étoient jointes, qui marquoient des desseins sur cet Etat, ménagez de loin & avec artifice, & qu'il faloit être plus fur ses gardes que par le passé, & m'a dit qu'il les avoit laissées tout-à-fait bien persuadées; qu'il étoit d'avis que j'allaife dans quelques jours en Nord-Hollande par les Villes, pour parler aux Magistrats conformément à ce que dessus, pour les fortifier dans les sentimens qu'ils doivent avoir pour leur bien. Je le remerciai de ses avis, que je suivrois toûjours ponctuellement, ayant ordre de Vôtre Majesté de le faire fans aucune referve. Il me dit enfuite, qu'il étoit tems de projetter quelque chose pour n'être pas surpris; qu'il lui sembloit qu'on pourroit arrêter quelque partage entre Vôtre Majesté & la Province de Hollande, qui demeureroit secret, répondant de ceux de la Province de Hollande qui seroient employez pour cela, & que quand le tems feroit venu, ce ne feroit plus une affaire: çar montrant un Accord figné entre Vôtre Majesté & la Province de Hollande, elle le foûtiendra comme Souveraine, & y fera venir les autres Provinces, ainsi qu'elle a fait pour le secours du Roi de Dannemarc contre la Suéde, & pour pour la paix d'Angleterre avec Crom-wel.

Je lui répondis, qu'il a vû par les répon. ses de Vôtre Majesté, l'éloignement où elle est d'aucune pensée d'agrandissement du côté de la Flandre, qu'elle se trouve partagée assez avantageusement, sans en défirer davantage; & qu'ainfi, connoissant ses intentions, je le priois de trouver bon que je n'entrasse en rien là-dessus, ne sçachant pas si Vôtre Majesté l'auroit agréable; qu'il pouvoit se souvenir avec combien de chaleur Vôtre Majesté désire le succès de la proposition que les Députez de Flandre lui avoient faite pour l'intérêt de Messieurs les Etats seulement, & pour la gloire qu'il en auroit reçûë en son particulier, d'avoir procuré un si grand avantage à l'Etat & à les Maîtres; que j'étois assûré que Votre Majesté n'avoit pas changé de sentimens. Je remarquai, que plus je me retirois, plus il me pressoit d'entrer en matière. Après m'en être défendu long-tems, je lui disenfin, que pour rien au monde je n'outrepasserois pas mes ordres, mais qu'il fît lui-même un projet de ce qu'il pensoit là-dessus, & que je l'envoyerois de fa part à Vôtre Majesté; que je ne doutois pas qu'elle ne fît grande consideration sur cet avis, & qu'elle ne déferât à ses conseils, étant persuadée, comme elle étoit, de son affection pour ses intérêts, de sa sincérité & de sa grande capacité.

en

fif

qu

ac

re M

qu

m el

ro

di

le

a

1

#### LETTRE

noù nt

ve léles

ue

l'il

la-

la

re

urs

ı'il

oir

z à

tre

ns.

lus

rès

en-

Te-

nê-

us,

tre

ne

&

er-

ion

e fa

T.

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 10. May 1663.

L est vrai que le Sieur Friquet fait ses instances près de Messieurs les Etats, & employe les partifans d'Espagne, pour empêcher que l'échange de Ravestein ne réüsfisse: alléguant qu'il est de l'Empire, & que les Etats ne le peuvent valablement acquérir sans le consentement de l'Empereur, & de tous les Ordres de l'Empire. Mais à tout ce raisonnement je n'ai répliqué autre chose que ce que Vôtre Majesté m'a déja ordonné par ses dépêches, qui eft, qu'en cas d'éviction, le païs qu'auroient donné Messieurs les Etats à Monfieur le Duc de Neubourg, leur répondra dudit Ravestein. Et avant que Monsieur le Baron de Lerode partît de la Haye, il assura Mr. de Wit, qu'il se faisoit fort que Mr. le Duc de Neubourg feroit relâcher l'Empereur de ce point; ce qui fit que l'on passa outre, & l'on convint du partage ainsi que je l'ai mandé à Vôtre Majesté, & même on eût figné, si Monsieur le Baron de Lerode n'eût demandé du tems, pour aller fur les lieux examiner les revenus des Villa-

[ 216 ]

Villages que les Etats veulent donner. Vôtre Majesté verra bien que Friquet ne s'est présenté que pour traverser l'affaire, la quelle est entre les mains de Monsieur de Beverning, comme regardant les Finances. Il m'a promis qu'elle réussiroit à la fatisfaction de Vôtre Majesté, & n'a pas seulement voulu répondre à la dernière Requête de Friquet, ni accorder l'audience qu'il lui a demandée, dont il se plaint hautement.

### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, le 16. May 1663.

L'E Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, réprésente à Vos Seigneuries, que Monsieur Boreel ayant fait
disticulté de comprendre dans la garantie générale, convenuë avec la France & cet Etat,
ces quatre Traitez, sçavoir le dernier qui a
été fait avec la Suéde, celui de l'Archiduc,
la prorogation de l'Alliance des Princes du
Rhin, & l'adjonction à ladite Alliance du
Duc de Deux-Ponts, attendu qu'il n'avoit
reça aucun ordre pour cela de Vos Seigneuries: il est obligé de leur demander, qu'il soit

[ 217 ]

10.

eft

lade

es.

acileuê-

u'il ite-

ro-

16.

ra.

Sei-

ait

gé-

at,

i a

uc,

du

du

poit

eu-

foit-

ex-

expedié un nouvel Acte, qui lui ordonne de passer la garantie desdits quatre Traitez, & qu'il lui soit envoyé au plûtôt. Fait à la Haye ce 16. May 1663.

A TOPESTRADES.

# LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 17. May 1663.

CUr l'avis que me donne Vôtre Majesté du refus qu'a fait le Sieur Boreel de comprendre dans la garantie générale les quatre Traitez de Suéde, de l'Archiduc, de la prorogation de l'Alliance du Rhin. & de la jonction du Duc de Deux - Ponts, je présentai hier un Mémoire à l'Assemblee, par lequel je demande qu'il soit passé un Acte qui ordonne audit Sieur Boreel de se départir de cette difficulté. Et comme j'en parlai devant à Monsieur de Wit. il m'a répondu que cela ne pouvoit être disputé, & que de bon cœur l'Assemblée y donneroit les mains. Mais que comme ledit Sieur Boreel écrit qu'il ne lui a été donné aucune Communication desdits Traitez, pour sçavoir ce qu'ils contiennent, & qu'il est même nécessaire qu'ils soient exa-Tome II. mi-

b

jı

t

b

8

F

r

V

V

minez ici: il faut ou les remettre audit Sieur Boreel, ou'me les envoyer, afin que là-dessus l'Assemblée passe ledit Acte qui donne ce pouvoir.

### LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 18. May 1663.

J'Apprends par une de vos derniéres dépêches les bruits que les Espagnols sément dans les Villes de Hollande sur le Mariage de l'Empereur & de l'Infante, avec la cession des Païs-Bas en dot, & les commentaires qu'ils y font à mon desavantage, tâchant de persuader aux peuples, que le Roi mon Beau-pere a voulu par ce moyen prévenir les effets de mon ambition, en mettant une forte barrière entre la France & les Etats, par la jonction des forces de l'Empereur aux siennes propres.

Si la chose étoit vraye, comme certainement elle ne l'est pas, l'Archevêque d'Ambrun m'assurant positivement qu'il n'y a autre condition dans le Contract, que celles qui furent mises dans celui de la feue Imperatrice Marie; il y auroit bien plus de lieu & de raison de faire vivement appréhender aux Provinces-Unies, combien

bien leur sûreté se trouveroit hazardée par la venuë des Allemans en Flandre, & par la crainte dont chacun doit être si justement touché, de voir réunir en un instant, par une seule mort, toute la puissance de la Maison d'Autriche sur une seule tête. ainsi qu'elle étoit au tems de l'Empereur Charles Quint, qui fut si dommageable à tous les autres Etats. J'aprouve donc fort vôtre voyage dans la Nord-Hollande, & aux autres lieux où vous pourrez aller detromper les esprits de pareilles fausses impressions, & pour leur faire connoître leur veritable intérêt, qui n'est que de se tenir bien unis avec moi, qui suis leur plus ancien & plus assûré ami, & se mésier toûjours de ces ennemis reconciliez, qui ne leur ont cedé la Souveraineté dont ils jouissent, que par la nécessité que mes armes en ont imposé à l'Espagne. Cependant j'ai trouvé que vous vous étes fort bien conduit touchant les nouvelles propositions que cet incident a donné lieu au Sieur de Wit de vous faire. J'attendrai de voir le Projet auquel il vous a dit qu'il travailleroit, avant que de vous mander ce que vous y devrez répondre, & me remettant du furplus à mon autre Lettre &c.

ır

es,

a-

1-

lu

nre

c-

es

i-

le

il t, la en nt n.



2

## LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Pn

a

ar

ti

Pi

&

D

m

de

Ve

C

je

qu

le

pa

da

da

DO

fai

Le 24. May 1663.

Comme je voulois finir ma visite chez Monsieur de Wit, & prendre congé de lui, il me retient pour me communiquer le projet qu'il avoit commencé, qui contient, qu'en cas que les Provinces de Flandre se veuillent soustraire de l'autorité d'Espagne, & se mettre en République, Vôtre Majesté & cet Etat, de concert & par un Traité, s'obligeront à les maintenir.

Que s'il arrive que le Roi d'Espagne & l'Infante viennent à mourir, & que la renonciation que Vôtre Majesté a faite par les articles de Mariage soit nulle, & que sa légitime prétension paroisse, en ce cas Vôtre Majesté se présentant avec une Armée sur la frontière, & Messieurs les Etats en faisant de même sur la leur, on envoyeroit de part & d'autre des Manifestes dans les grosses Villes & dans les Capitales des Provinces de Flandre, pour leur declarer, que s'ils veulent se mettre en République comme les Cantons Suisses, Vôtre Majesté & Messieurs les Etats sont en volonté de les affister, & les recevoir dans leur feur alliance, pour marquer le désir qu'ils ont de procurer le repos, & conserver les

biens des peuples de Flandre.

nez

ngé

ını-

qui

de

rité

Vô-

par

e &

re-

par

que

Cas

Ar-

tats

en-

eftes

tales

dé-

épu-

ôtre

VO-

dans

leur

Que s'ils le refusent, on les attaquera de part & d'autre par la force; & que, pour n'avoir rien à démèler, il faut convenir d'un partage: que celui qui avoit été fait avec le feu Roi, lorsque la guerre fut declarée, étoit si juste & équitable, & fait avec tant de circonspection, que Messieurs les Etats s'en tiendront au même partage.

Que pour la fûreté de ce Traité il ne voyoit qu'un seul expédient, qui est que Vôtre Majesté ayant fait sçavoir son intention fur tout ce que dessus, & envoyé les pouvoirs nécessaires pour traiter, il parlât à ses plus particuliers amis de la Province de Hollande, comme aux Bourguemaîtres & Pensionnaires des Villes d'Amsterdam, Dort, Rotterdam, Haerlem, Delft & Alcmaer, & qu'il les disposat à signer avec lui de la part de la Province de Hollande le Traitéavec grand secret; & quand le tems seroit venu, la Province declareroit l'avoir arrêté. & désirer que ledit Traité soit exécuté. C'est à-peu-près, Sire, la teneur du Projet que Monsieur de Wit m'a communiqué, qu'il m'a dit ne pouvoir me mettre entré les mains de dix ou douze jours, ne l'ayant pas mis dans sa perfection. Il me demanda mon avis, je lui dis qu'il y avoit là dedans de belles pensées, mais que je ne pouvois lui donner mon avis fur une affaire qui m'avoit paru jusques à présent

[ 222 ]

fort éloignée des, intentions de Vôtre Ma. jesté; & qu'ainsi j'attendois qu'il eût fait fon Projet, pour l'envoyer à Vôtre Majesté, & qu'après avoir connu ses sentimens. je lui dirois les miens; & je me retirai fans entrer plus avant sur cette matière. Cependant j'ai crû qu'il étoit à propos de donner avis par avance de tout ce que deffus à Vôtre Majesté, pour avoir plus de tems à y fonger, & me donner ses ordres. Je la supplierai de considérer la force de toutes les affaires qui se présentent en même tems. La proposition de l'Empereur, celle du Roi d'Espagne & celles de Monsieur de Wit. A quoi je joindrai, que la Princesse d'Orange travaille puissamment pour attacher encore plus fortement l'Electeur de Brandebourg à la Maison d'Autriche; & je fçai, à n'en point douter, que le Baron de Bloemendael lui donne part de tout ce qu'il a proposé à Vôtre Majesté, & qu'il a ordre de son Maître de communiquer tout à la Doüairiere, & suivre ses avis.



# LETTRE

a.\*

it fs, ns

e-de

de

de

ê-

ır,

n-

la

ent

ec-

ri-

rue

art

ef-

mfes

T.

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 31. May 1663.

l'Ai fait voir à plusieurs de Messieurs les Etats la déclaration qu'a donnée le Sieur Travers pour le Roi d'Angleterre, qui affure la préséance des Ministres de Vôtre Majesté sur ceux du Roi Catholique. Ils convienment tous, que cela lui est plus avantageux que s'il avoit fait revoquer l'Acte du Parlement qui a défendu les actions des cérémonies qui en pouvoient confirmer le droit. Mais je dois dire à Vôtre Majesté, que ce préjugé joint au nombre d'exemples que l'Histoire fournit d'ailleurs pour établir cette prééminence, fait que tout le monde s'étonne ici de voir la contestation qu'a fait avec moi Dom Esteven de Gamarre, & encore plus qu'elle foit approuvée par le Roi d'Espagne. Si l'affaire en demeure là, je ne dois pas lui taire, que je prévois qu'il en arrivera quelque diminution à la réputation de Vôtre Majesté en ce Païs.

Je me fuis éclairci fur l'exemple qu'il allegue de la visite que lui rendit Monsieur de Thou en pareils termes. Il est vrai K 4 qu'Estequ'Esteven de Gamarre étoit Ambassadeur à la Haye deux ans devant lui, qu'ils s'y trouverent tous deux pendant la guerre, & qu'Esteven de Gamarre s'étant absenté pour aller à son Gouvernement, & étant revenu à la Haye dans le tems que la Paix fut faite, & le mariage de Vôtre Majesté confommé, Monsieur de Thou recût ordre de lui faire un compliment là-dessus; si bien que sous ce prétexte il lui rendit la première visite. Mais cette visite ne peut être expliquée, & ne fut prise ici que pour une civilité extraordinaire que Vôtre Majesté vouloit rendre au Roi d'Espagne, dans les premiers mouvemens d'une amitié renouée par un Traité de Paix & de Mariage, où chacun se pique d'honnêtete, & où celui qui commence & en fait le plus a l'avantage : & de vouloir tirer de là une conséquence, pour établir un droit aux Ambassadeurs d'Espagne de prétendre d'être visitez les premiers par ceux de Vôtre Majesté quand ils sont venus les derniers, ce seroit renverser l'usage ancien, établi par un nombre infini d'exemples en pareilles rencontres, & ledit Esteven de Gamarre ne pouvoit avoir aucune raison de fonder sa prétention, qu'en cas qu'il fût revenu avec une nouvelle Lettre de Créance, sur laquelle il pût dire qu'il recommençoit une nouvelle Ambassade, ce qui n'est pas vrai.

Je dois avertir Vôtre Majesté, que le Sieur de Wit se plaint que le Baron de Le-

rode

I

ľ

T

f

9

é

it

X

é

it

ie

le

a-

10

&

ê-

it

le

it

n-

de

es

n-

n-

e.

ne

as

et-

re

la.

le de rode a écrit ici depuis deux jours, que le Duc son Maître ne pouvoit accepter l'échange de Ravestein sans le consentement de l'Empereur, & il paroît par les continuelles sollicitations de Friquet, qu'il est bien éloigné d'y donner les mains. comme le Sieur de Wit n'eût pas laissé nonobstant de passer outre, & que ledit Sieur Baron de Lerode s'étoit chargé de l'obtenir dès le commencement de cette négociation, ce changement si foudain donne à penser: & comme il pourroit enfin obliger Messieurs les Etats à prendre de nouvelles résolutions, qui les éloigneroient de tout ajustement sur cette affaire; j'ai jugé à propos d'engager Monsieur de Wit à faire que Monsieur de Beverning, Grand Trésorier, fût un des Députez pour examiner le partage d'Outre-meuse, & il doit partir dans deux jours pour cela; & en même tems j'ai fait écrire au Baron de Lerode par l'Agent du Duc de Neubourg qui est ici, qu'il se trouvât à Mastricht pour examiner avec ledit Beverning les revenus des Villages offerts, afin que toutes les contestations de la part de l'Etat fussent vuidées en présence de celui qui en a la direction. Après cela il ne restera plus qu'à faire cesser l'opposition de l'Empereur, ce qui sera du soin de Monsieur le Duc de Neubourg.

K 5 LET-

### LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

1

Le 31. May 1663.

TOtre Majesté a vû par ma dépêche précédente les sentimens de Monsieur de Wit sur la constitution présente des affaires du Païs-Bas; elle les trouvera plus expliquez par le Mémoire qu'il m'a remis en main aujourd'hui, & que je lui envoye. Je l'ai reçà avec le même esprit que j'ai écouté tous les discours qu'il m'a tenus fur ce fujet. Mais comme deux jours devant il m'avoit entretenu sur cette matière, & qu'il m'avoit voulu faire valoir l'avantage de ce premier partage des dix Provinces qui fut fait à la déclaration de la guerre, qui seroit le même qu'il me propofoit à present; j'y répondis de manière que, fans paroître recevoir cette proposition, ni m'en éloigner, je lui donnai à entendre, par la froideur dont je l'écoutai, que je n'y trouvois aucun avantage pour Vôtre Majesté. Et je pense que cela l'a obligé depuis à se réduire à celui qui se trouve couché dans ledit Mémoire. n'agirai que conformément aux ordres que Vôtre Majesté me fera la grace de m'envoyer pour cela. ME-

### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces - Unies des Païs - Bas, le 31. May 1663.

é.

le li-

X-

en

re.

ue

us le-

re,

ta-

in-

la

oere

ofi-

à

ai,

our

l'a

fe

Je

que

en-

E-

L'E Comte d'Estrades, Ambassadeur Ex-traordinaire de France, pour répondre à la dernière Résolution qui a été prise par Vos Seigneuries sur le Mémoire par lui presenté, au sujet des quatre Traitez que le Roi son Maître demande d'être compris dans la garantie générale, & dont Monsieur Guicind par leurs ordres l'a rendu sçavant, doit faire sçavoir à Vos Seigneuries, qu'il est informé par ses dernières dépêches du 25. du présent mois, comme de ces quatre Traitez Monfieur Boreel, Ambassadeur de cet Etat en France, reconnoissoit en avoir eu communication de trois il y a long-tems, & qu'il ne demandoit plus d'avoir que celui qui regardoit l'Archiduc d'Inspruck, lequel lui devoit être remis le 26. ensemble copie des trois autres, pour être envoyez à Vos Seigneuries. Et comme ledit Sieur Ambassadeur extraordinaire ne doute pas que cela ne foit exécuté ponctuellement, il est persuadé aussi que de leur part elles apporteront toute la diligence possible pour terminer une affaire qui doit mettre le dernier sceau à l'union de la K 6 Fran-

France avec cet Etat. Ledit Sieur Ambassadeur extraordinaire représente à Vos Seigneuries, qu'au même tems qu'elles se plaignent ici des Pirateries de Laurens David, il a ordre du Roi son Maître de teur faire entendre, que ce Laurens David a ou permission, il y a deux ans, d'armer en guerre & en marchandise une Fregate pour aller à l'Amerique sur le compte du Sieur Fouquet; qu'il est revenu depuis peu au Havre de Grace avec ladite Fregate, que dans le cours qu'il a fait pendant ce tems, il a entevé quantité de prises sur les Maures, Arabes, & autres Ennemis de la France, & qu'au lieu, par ledit Laurens David, de faire entrer ladite Frégate dans le Havre dudit Havre de Grace, & faire sa declaration au Bureau de l'Amirauté du retour de fon voyage, il se seroit tenu dans la Grand' Rade; auroit abandonné ladite Frégate, & se seroit retiré dans quelqu'un des Ports de la Province de Hollande, avec nombre de Marchandises de prix, provenant desdites prises, pour frauder les droits de Sa Majesté & ceux de son grand Amiral, & pour frustrer à même tems le Sieur Fouquet, & autres intéressez avec lui audit armement, de la meilleure partie de ce qui leur peut appartenir.

Si bien que Sa Majesté prenant cette suite dudit Laurens David pour une désertion, & ayant intérêt d'être éclaircie de tout ce qui s'est passé dans ledit voyage & cours, comme faits sous son pavillon, & en vertu de

la

An

Sei

tro

ora

gai

ma

êtr

dr

din

DO

le

je

Je

la Commission de son Amiral , ledit Sieur Ambassadeur Extraordinaire demande à Vos Seigneuries, que ledit Laurens David se trouvant déja arrêté à Dordrecht par leur ordre, il y soit retenu en bonne & sure garde, & que recherche soit faite desdites marchandises enlevées de ladite Fregate, pour être renduës à qui de droit ettes appartiendront. A quoi ledit Ambassadeur Extraordinaire se promet, que Vos Seigneuries se porteront d'autant plus volontiers, qu'outre le plaisir qu'elles feront en cela à Sa Majesté, elles lui donneront encore un moven affaré pour verifier les Pirateries dont elles je plaignent, & pour leur en faire raison quand elles se trouveront verifiées, & qu'elles prendront là-dessus une résolution, sans resomption, afin que par l'ordinaire d'aujourd'bui il en puisse donner avis à Sa Majesté. Fait à la Haye le trente-unième May 1662.

D'ESTRADES.



#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 14. Juin 1663.

Pour Monsieur l'Evêque de Munster, on ne fait pas grand cas ici des résolutions qu'il pourroit prendre d'en venir aux voyes de fait pour se rendre maître de Borkelo: Monfieur de Wit m'en a parlé ainsi. Mais comme je lui ai représenté, qu'il avoit de quoi se plaindre, de ce que depuis six mois qu'il avoit fait ses demandes à Messieurs ses Etats, il ne lui avoit été rendu aucune réponse: & qu'enfin il étoit juste, pour l'honneur même de la recommandation de Vôtre Majesté de prendre là-dessus quelque résolution, & aviser aux moyens de terminer ce différend avec douceur; ledit Sieur de Wit m'a répondu, que la faute en étoit audit Seigneur Evêque, qui n'avoit envoyé personne à l'Assemblée de Gueldre, avec qui il avoit à disputer son droit, ainsi qu'il avoit été convenu.

au

te

fe

m

le

ľ

C

te

F

### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 21. Juin 1663.

l'Ai communiqué à Monfieur de Wit le Mémoire que j'ai reçû de Vôtre Majesté, il m'a paru sensiblement touché des termes obligeans & pleins de confiance auxquels elle s'explique fur fon sujet, & des afffirances qu'elle lui donne de fa protection; & j'estime que cette manière honnête de le traiter le confirme fort dans les fentimens où il est, de contribuer ce qui dépendra de lui pour la gloire & avancement des affaires de Vôtre Majesté. Sur les instances qu'elle m'a ordonné de faire à l'égard de Cambrai, je dois lui dire, que comme dans le projet proposé il est incontestablement de son partage, parce qu'il se trouve bien au de la de la ligne qui ferme la frontière de celui de Messieurs les Etats. J'ai crû que l'on s'étoit mépris au Chifre, & qu'au lieu de cette place Vôtre Majesté avoit envendu Gand, comme celle qui est la plus avancée dans le Pais qui lui doit demeurer, & fur des Rivieres qui font la separation, si bien que j'ai employé

für ce sujet tout ce que Vôtre Majesté m'écrit sur Cambrai: & j'y ai ajoûté de plus, les raisons qui se peuvent tirer de la situation du Païs, dont j'ai une connoissance toute particulière. J'ai trouvé Monsieur de Wit fort persuadé, que cette place faifoit la principale sûreté de leur frontière & de leur partage, & qu'ayant à ménager les Esprits, pour leur faire approuver ce dessein, il faloit que les précédentes propositions en parussent toutes plausibles & avantageuses, & justifiassent ainsi la bonne foi de Vôtre Majesté, pour lever les défiances, qui ne se prennent que trop facilement du voisinage d'un Prince puissant; que cette place étant trop grande, contigue à leur Païs, & fur la ligne qui les pouvoit fermer, produiroit infailliblement cet effet, si elle étoit demandée. Comme c'est une affaire qui aura une longue discussion, j'observerai tous les tems propres à la faire réifsir, & employerai tous les moyens dont je m'aviserai pour cela. Cependant j'aurai le loisir d'attendre les ordres de Vôtre Majesté là dessus, afin que si je m'étois mépris moi-même, & qu'elle eût entendu referver quelque autre place que Cambrai & Gand, je puisse la demander en relâchant celle-là.

J'ai trouvé dès le commencement, qu'il féroit très-avantageux à Vôtre Majesté d'ajoûter Malines à son partage, parce que cela lui donneroit une grande entrée dans celui de Messieurs les Etats, s'il arrivoit

un j

ler fuje

COL

il n fur fen

côt

l'er

&

n'a fée

de

to

ľé

va

di

tr&

e

b

q

'é-

ıs,

1a-

ce

ur

ai-

&

es f-

G-

1-

oi

1-

nt

t-

ir

-

e

e

un jour qu'elle eût quelque chose à déméler avec eux. Et ayant pressenti sur ce sujet Monsieur de Wit, j'ai trouvé qu'il en connoissoit fort bien la consequence; car il m'a fait entendre, que cette Place étant sur le dernier, c'étoit la seule qu'ils pufsent opposer & prendre pour frontière du côté de Bruxelles, & que par le Pais qui l'environne, ils alloient joindre Mastricht, & faisoient ainsi une Ligne continue depuis Ostende jusques à leur Etat: si bien que je n'ai pas crû à propos de pousser cette pensée plus loin, & je ne l'ai fait que comme de moi, par manière de conversation sur tout ce Projet. Je dois avouer sincerement à Vôtre Majesté la défiance où je suis de l'événement & la crainte que j'ai que, de vant être nécessairement communique à cinq ou fept personnes de la Province de Hollande, le secret y puisse être gardé, duquel pourtant dépend toute l'affaire; ou tre ce que l'yvrognerie leur fait échaper, & ce que la corruption peut produire sur eux. J'en ai fait la difficulté audit Sieur de Wit, qui en me rendant persuadé de sa bonne intention, & des grandes précautions qu'il prendra là dessus, convient qu'il en faut courir le risque anotib apor anon loss étant la même du Capitalne Laurens D.



inflance meme, que la perfonne dudit Du--TEL 6. Poda sublebando é (alumne) n

# LETTRE

Du Roi aux Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

Le 22. Juin 1663.

Rès-chers grands Amis, Alliez & Conféderez. Nous avons reçû la Lettre que vous nous avez écrite le 24. de l'autre mois, par laquelle vous nous suppliez de faire mettre en arrêt, par autorité, les personnes, le Vaisseau, & les biens de ceux qui se trouveront complices des Pirateries qu'un nommé Hubregt Hugo, na tif de la Ville de Dordrecht, a fait dans la Mer Rouge, à ce qu'on vous a donné à entendre, sous le pavillon different de plusieurs Rois & Etats de l'Europe : Sur quoi nous vous dirons, que cette affaire étant la même du Capitaine Laurens David, dont le Sieur Comte d'Estrades, nôtre Ambassadeur Extraordinaire, vous a déja parlé de nôtre part, pour vous faire entendre l'intérêt que nous y avons, & fait instance même, que la personne dudit David

vid fon qu'i tez & c tien vôt

ren avo du de

de int tar rej

fui VC Ci E vid nous foit remise, comme ayant nommé fon Vaisseau fous une Commission, afin qu'il vienne rendre compte à nos Amirautez des prises qu'il a faites en son voyage, & que la Justice ordonne ce qu'il appartiendra par raison: Nous nous promettons de vôtre affection & de vôtre équité, que vous remettrez au plûtôt la personne dudit Laurens David; cependant de nôtre côté nous avons déja accordé vôtre priere par l'arrêt dudit Hugo, & la faisse dudit Vaisseau, & de tout ce qui s'est pû trouver d'effets des intéressez en cet armement: Et nous remettant à ce que nôtre dit Ambassadeur vous représentera encore plus particuliérement sur cette matiére, Nous prions Dieu qu'il vous ait, très-chers grands Amis, Alliez & Conféderez, en sa fainte & digne garde. Ecrit à Paris le 22. Juin 1663.

Votre bon Ami & Conféderé,

n-

re

le r-

X

LOUIS.

DE LIONNE.

### La Superscription étoit:

A nos très-chers grands Amis, Alliez & Conféderez, les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas.

#### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, le 25. Juin 1663.

I E Comte d'Estrades, Ambassadeur Ex-L' traordinaire de France, se trouve obligé de porter à Vos Seigneuries les plaintes de plusieurs Maîtres de Navires de Calais, St. Valery, Diépe, & d'ailleurs, lesquels étant arrivez à Rotterdam devant que l'on y est publié le Placard touchant le droit de cinquante sols pour tonneau, pourroient prétendre la même exemption que l'Amirauté d'Amsterdam accorde aux Vaisseaux qui y sont arrivez devant ladite publication, laquelle ne peut regarder en effet que l'avenir : Et néanmoins ils voyent que Messieurs les Conseillers de l'Amirauté de Rotterdam , non contens de leur demander ce droit, les veulent obliger à le payer au de-là de la grandeur & de la capacité de leurs Vaisseaux, sur le pied de laquelle ils offrent de satisfaire aux Placards & Ordonnances de Vos Seigneuries. Et cette vexation étant directement contraire aux intentions de Vos Seigneuries, & même au contenu desdits Placards, Ledit. Ambassadeur Extraordinaire les requiert très affectueusement, qu'il leur plaise écrire аихRotte Vos me i au 1 & corre

ge.

D

[ 237 ]

auxdits Conseillers du Collége d'Amirauté de Rotterdam, à ce qu'ils donnent ordre que Vos Placards soient exécutez selon leur forme & teneur, & qu'il n'y soit point excedé au préjudice des sujets du Roi son Maître, & cela sans resomption, asin que les dits Navires ne soient point retardez en leur voyage. Donné à la Haye le vingt-cinquième Juin 1663.

D'ESTRADES.

#### LETTRE

Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 26. Juin 1663.

D'Epuis ma derniére dépêche, & presque dès qu'elle sut partie, je m'aperçus en relisant le Mémoire que Vôtre Majesté m'a envoyé sur le Projet de Monsieur de Wit, que dans l'endroit où il est parlé de Cambrai, on avoit omis dans le déchifrement ces mots (sur le premier expédient) qui sont essentiels pour me faire entendre que Vôtre Majesté ne demande cette Place pour couvrir sa frontière, qu'au cas que les Provinces acceptent le parti de se met-

tre en Cantons Catholiques, & non en cas que le partage vienne à être exécuté, ainsi que je l'avois crû, parce que cette reserve étoit énoncée dans le narré du fecond expédient, qui regarde le partage, & par où je m'étois perfuadé qu'il y avoit eu méprise au nom de la Ville, & qu'il faloit que Vôtre Majesté eût entendu en reserver quelqu'autre que Cambrai. Pour réparer cette faute, j'ai supposé avoir reçû par le dernier Courier un duplicat dudit Mémoire, avec une addition, qui m'ordonne de faire entendre à Monsieur de Wit les intentions de Vôtre Majesté au sujet de Cambrai en la façon qu'elle me l'a prefcrit, & avec les titres civils & obligeans dont elle se fert pour cela, lui faisant voir à même tems, qu'elle étoit même pour se relâcher en cette considération de la demande faite de Gand, & ne vouloit devoir qu'à lui feul l'acquisition de cette Place, qu'elle fouhaitoit feulement pour lass. reté de la frontiére.

Monfieur de Wit a reçû avec plaisir tout ce que je lui ai dit de la part de Vôtre Majesté sur ce sujet, & m'a répondu, qu'il ne voyoit pas de difficulté que cette Place lui demeurât au cas proposé; qu'il s'y employeroit de tout son pouvoir & avec affection. Mais il m'a dit en même tems, qu'il espéroit que Vôtre Majesté donneroit aussi son consentement à ce qu'Ostende demeurat à Messieurs les Etats en pareil cas: que dans l'état où il apprenoit qu'étoient

toies

voit

conc

& m

pour

tend

Maj

envo Po

jet,

dans

nage

den

pour

ie re

niére visite

elle

vous s'aid

forte

proc de f

fer p

Nor

fon

les I effet

du si

en to quis

le te fein as

1fi

r.

bi

ar

é-

it

er

er

le

é-

10

es

le

f-

18

ir

ſe

e-

e.

a-

1-

ut

a.

10

ce

1-

f-

S,

it

e-

nt

wient les affaires des Espagnols, il n'y avoit pas de tems à perdre, & qu'il faloit
conclure un Traité au plûtôt sur ce Projet,
& m'a demandé si j'avois reçû mes pouvoirs
pour cela. Je lui ai répondu, que je les attendois de jour à autre. Ce sera à Vôtre
Majesté d'en régler le tems, & de me les
envoyer quand elle le jugera à propos.

Pour travailler à l'exécution de ce Projet, Monsieur de Wit va faire un voyage dans la Province de Hollande, afin de ménager les Villes de Dort, Rotterdam, Leyden , Delft , Haerlem & Amsterdam; & pour le faire avec plus de fecret, il doit fe rendre dans une Maison entre cette dernière Ville & Utrecht, sous prétexte de visiter le Sieur de Graaf son oncle, à qui elle appartient, & où il a donné rendezvous à ceux de fes amis dont il prétend s'aider dans cette affaire, & pour faire enforte qu'il ne foit nommé dans l'Assemblée prochaine du 10. Juillet que des Députez de sa dépendance, & dont il puisse disposer pour les intérêts de Vôtre Majesté. a défiré qu'en même tems j'allasse visiter la Nord-Hollande, où mon Regiment reçoit son payement, sous prétexte de ménager les Magistrats pour mes intérêts, mais en effet pour y concilier les affections au bien du service de Vôtre Majesté, & m'assurer en termes généraux des amis que j'y ai acquis de longue main, pour les occasions que le tems fera naître. Je commence à deffein mon voyage par Alckmaer, pour finir

lan

liar

êtr

toû

roi

arr

mi qui ma

Ca

fe

fer gar

> bli de

> me

CO

du

W

ce

di

qu

re

lo

éc

qi

Cr

ef

nir mon retour par Amsterdam, où je dois rencontrer Monsieur de Wit, & sçavoir de lui les dispositions où il aura laissé ses amis sur ce dessein; & je pars pour cela demain au matin.

endois de joier a aurre. Cor iera a Morre

# 

# Du Roi au Comte d'Estrades.

en , Deffi , Harnen & Application &

Le 29. Juin 1663.

Ville 18: Uppeches, That's one

JE répondrai par cette Lettre à part à la vôtre particulière du 21. du courant. Je pensois m'être assez clairement explique dans mon Mémoire du 15. Juin, qui répondoit point à point à celui du Sieur de Wit, pour ne laisser aucun lieu à l'équivoque qui est arrivée touchant la Place de Cambrai, & je m'assure que si vous voyez l'un & l'autre, vous vous appercevrez bien plutôt de ce que je dis. Ledit Sieur de Wit avoit proposé deux partis, que j'ai tous deux acceptez sans aucune altération.

Le premier étoit, que l'on fera tout de voir possible pour obliger les Païs - Bas qui sont à présent sous la domination d'Espagne, à prendre la résolution de s'établiren République libre & indépendante, alliée en Canton Catholique avec les Etats de Hollander

dois

e de

mis

nain

que

011-

it,

qui

ai,

&

lû-

XUS

de-

qui

)a.

en

en

ol.

an-

lande, laquelle je protegerois par une Alliance étroite, & que ce dessein pouvant être exécuté, je m'en contenterois pour toûjours, nonobstant tous les cas qui seroient arrivez, ou qui pourroient ci-après arriver.

J'ai donc, comme j'ai dit, accepté premièrement ce parti, y ajoûtant seulement,
que je souhaiterois que, pour couvrir mieux
ma frontière, je puisse avoir la place de
Cambrai, dont je voulois avoir l'obligation audit Sieur de Wit; & que si cela ne
se pouvoit pas, je m'en desistois dès à présent, ne voulant pas en cette affaire regarder tant à m'agrandir, comme à affoiblir les Espagnols, & les mettre en état
de ne pouvoir jamais me faire du mal ni à
mes Successeurs.

Passant après au second parti, s'il se rencontroit des impossibilitez en l'exécution
du premier Projet, comme ledit Sieur de
Wit, par son Mémoire, a bien prévû que
cela pouvoit arriver, j'ai encore accepté ledit second parti, aux mêmes conditions
que ledit Sieur de Wit a trouvées justes
& convenables à un chacun, sans aucune
restriction ni changement imaginable, bien
loin de prétendre, dans le partage qui doit
écheoir aux Etats, des Places de la considération de celles de Gand ou de Malines.

Il faut donc tâcher de racommoder ce que cette équivoque aura pû gâter, car je crains qu'elle n'ait produit quelque mauvais effet dans l'esprit dudit Sieur de Wit; & Tome II.

il me semble que le meilleur moven sera de lui faire voir l'original de ma premiére dépêche, & lui avouer, qu'avant pris pour être du second parti ce que je ne prétendois que dans le premier, vous avez crû qu'il y avoit faute au chifre, & que le Copifte, au lieu de Gand, avoit mis Cambrai, mais que la verité est, qu'il ne m'est pas seulement tombé dans la pensée d'avoir Gand, & que pour ce que vous lui avez dit aussi de Malines, c'a été un pur effet de vôtre zèle, pour me procurer plus d'avantage. La feule peine que j'aurai, cela étant rajusté, e'est la communication que vous mandez qu'il est néces lire de faire de tout ce Projet à six ou à sept personnes de la Province de Hollande; car je fuis affûré, que déja, fur de simples soupçons, quelqu'un en a donné avis à Camarre, qui n'aura pas sans doute manqué d'en faire part au Roi fon Maître. Je comprens bien qu'il est en quelque façon nécessaire que les principaux de l'Etat sçachent mes bonnes intentions, ma fincerité & mon desintéressement, pour s'empêcher de donner dans les piéges que leur tend ledit Gamarre fur cette prétendue Ligue des dix-sept Provinces. Mais il me femble que le Sieur de Wit pourroit prendre la chose sur soi, & au lieu de leur expliquer tout le Projet, se contenter de leur dire, que je l'ai fait affürer, que dans tous les cas qui peuvent arriver, ils me trouveront entiérement difposé à ce qu'ils peuvent souhaiter, ou tout

au m ne v vanç me i de V

7

ra é con écla Maj mar tent cett pas re, j de fon fans

m'é

du con

pas

ce

au moins ne leur parler de rien, que l'on ne vît un péril imminent que Gamarre n'avançât trop fa négociation. Néanmoins je me remets entiérement à ce que ledit Sieur de Wit estimera plus à propos de faire.

# LETTRE

# Du Comte d'Eftrades au Roi.

Le 5. Juillet 1663.

que fours proprès étolétr predece ma

l'Ai recû en cette Ville les dépêches que Vôtre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire du 20. de l'autre mois. Elle aura été informée par ma dernière dépêche. comme je n'ai pas été long-tems sans être éclairci fur le dernier Mémoire de Votre Majesté, & lui ai rendu compte de quelle manière tout avoit été rajusté selon ses intentions. Je la puis affirer, que nonobstant cette méprise, Monsieur de Wit n'étoit pas entré en aucune méfiance; au contraire, je le trouve disposé à chercher les moyens de faire tomber une de ces Places dans fon partage, en cas que cela fe pût faire fans donner ombrage à l'Etat. Mais il n'a pas eu le tems d'y travailler, l'ayant détrompé dès le lendemain. Je me fuis rendu à Amfterdam le jour que nous étions convenus, après avoir fait heureusement ce qu'il avoit defiré de moi: il m'a témoi-

[ 244 ]

en

d'a

ce

vai

Vo

roi

du

leu

vri

po

tro

na

po

lia

Le

qu

ge

da

VO

qu

qu

di

CO

la

ca

en dé

on

en

gné être fort satisfait des Députez que les Villes de Nord-Hollande ont nommez pour cette Assemblée. Le Sieur de Wit m'a prié de rendre compte à Vôtre Majesté de tout ce qu'il a fait sur cette grande affaire.

Il a été dans les Villes de Dort, Rotterdam, Haerlem, Delft, Leyden & Amsterdam; il parla en particulier à ses plus considens amis qui sont dans la Magistrature de ces Villes, & tâcha de les intimider sur les grands préparatifs que les Turcs saisoient pour entrer dans les païs héréditaires; que leurs progrès étoient presque infaillibles par la décadence de la Maison d'Autriche, & le peu d'espérance qu'il y avoir d'une longue vie pour le Roi d'Espagne, vû ses grandes incommoditez, qui passoient jusques au Prince son fils, qui donnoit des marques de ne pouvoir vivre longtems.

Que Vôtre Majesté ayant paix avec le Grand Seigneur, Elle ne la romproit pas pour s'opposer à eux; & qu'ainsi il appréhendoit qu'en peu de tems leur païs ne devînt frontiére d'une Nation barbare, & dont les forces étoient si grandes, que leur Etat

n'y pourroit jamais relister.

Suc

Qu'il lui étoit venu en pensée, que s'ils pouvoient engager Vôtre Majesté à quelque liaison particulière avec la Province de Hollande, ce seroit une grande sûreté pour eux; mais qu'il y voyoit bien de la difficulté, & que Vôtre Majesté étant

en paix, & lui paroissant suivre une manière d'agir fort moderée, & ne voulant avoir que ce qui lui appartient, sans prendre ses avantages pour s'agrandir aux dépens de ses Voisins, il ne sçavoit comment on entre-

roit en matière la-deffus.

t

it

ıt

e

.

e

It

n

Il leur fit ce discours, pour les éloigner du dessein qu'il avoit de pénétrer mieux leurs fentimens par leur réponfe, & s'ouvrir davantage à ceux qu'il trouveroit difposez pour la grande affaire. En effet, il trouva des avis fort différens. Dort opina qu'il falloit tenter toute sorte de moyens pour faire entrer Vôtre Majesté dans une liaison; Rotterdam en a fait de même. Leyden, Delft & Haerlem ont répondu, qu'il faloit songer là-dessus, & ne s'engager pas trop avant. Amfterdam confent à la liaison. Monsieur de Wit les ayant vus dans cette disposition, leur donna rendezvous à une Maison qui est près d'Utrecht, qui apartient à un de ses parens, & les a laissez deux jours à songer à la proposition qu'il leur a faite. Ils se trouverent tous audit lieu, où , après bien des raisonnemens. ils suivirent l'avis de Monsieur de Wit, & convinrent, qu'il faloit que ledit Sieur de Wit me parlât. A quoi il répondit, que cela seroit inutile; que j'étois un homme fort caché; que je demanderois du tems pour en écrire à Vôtre Majesté, & que ce seroit découvrir leur foiblesse & témoigner qu'ils ent peur; qu'il estimoit qu'il valoit bien mieux que par forme d'entretien il tâchât de:

2

1

(

6

8

8

1

h

Ł

j

6

1

1

de pénétrer par moi, quels séroient les desseins de Vôtre Majesté pour la Flandre, au cas que le Roi d'Espagne & l'Infant vins. fent a mourir, & que s'il pouvoit me difposer à négocier auprès de Vôtre Majesté de la laisser se former en République, ou à partager de concert le païs, ce seroit un grand coup pour Messieurs les Etats. Et qu'après cela on entreroit en matière plus Mrement pour cette liaifon contre le Turc. mais qu'il ne sçavoit comment s'y prendre. Ils lui dirent tous, qu'il faloit qu'il le fit. Surquoi il repliqua, qu'il étoit dangereux de le commettre avec un grand Roi; que quand il seroit convenu de quelque chose, peut-être ils le desavouëroient, qu'à moins d'avoir un pouvoir secret d'eux, il ne tenteroit pas de m'en parler. Ils promirent de le lui donner, mais Monsieur de Wit témoigna encore plus de froideur, & leur dit qu'il n'étoit pas encore bien résolu de fe commettre, & qu'il valoit mieux attendre & fonger bien à toutes les suites de cette affaire. Voilà l'état où sont les choses, qui assurément ne peuvent aller mieux jusques à présent.

Je lui ai dit sur la manière du Traité, qu'il me sembloit qu'il en étoit le maître, ayant le pouvoir secret des Bourgue-maîtres & Pensionnaires des Villes, & que lui étant Garde des Sceaux & Pensionnaire de Hollande, le Traité contresigné du Greffier suffissoit, sans que d'autres personnes y signassent, ainsi qu'il arriva lorsque

[ 247 ]

la Province de Hollande résolut de secourir le Roi de Dannemarc, & ne declara aux autres Provinces, que long-tems après, le Traité qu'elle avoit fait avec le Roi de Dannemarc: la Paix d'Angleterre avec Cromwel se fit de même. Il a été un jour à se résoudre de se charger seul de cette fignature; mais il s'y est résolu ce matin, & est convenu, que c'étoit le seul moyen, & le plus fûr pour tenir l'affaire secrete.

Vôtre Majesté peut être persuadée que je n'ai pas plus de passion pour sa grandeur, & pour les avantages que Monsieur de Wit en témoigne. Il agit avec moi dans la dernière confiance, & je m'estimerois trèsheureux, que cela puisse produire quelque bon effet pout le service de Vôtre Ma-

jesté.

à

n

15 ,

е.

le

10

ns

0.

nt

it

11

le

n-

le

0. X

é,

e,

e.

ue

11-

du

n-

ue

la

THE RESIDENCE OF THE STREET Ledit Sieur de Wit m'a encore demandé, si j'avois reçû mon pouvoir de traiter. Je lui ai dit que cela n'arrêteroit pas l'affaire, & que Vôtre Majesté me l'envoyeroit lorfqu'il feroit tems.

Au faire, the clinices d'Espagne no product



ancier at ec une endere hacerne. Le ne

his de demoure quant il jugora d'eller plu

kee he seem do Wit grove que le

et je ferei tanjours prét de vous en L 4

# in 1907 and the state of the control and raing out old avait fait eved is Roi de

fo ch ne

bl fi 1

m

la

fai

qu

m

pe

V

qu

to

m

ai

voyer

### Du Roi au Comte d'Estrades. (s rélocdre de le charge dell del coire

Le 6. Juillet 1663.

status for nour trainer abaire fectete.

T'Ai vû par vôtre Lettre particulière du 26. de l'autre mois, que vous vous étiez apperçû de vous même de l'équivoque de Gand pour Cambrai, & de quelle manière vous aviez aussi-tôt rajusté la chose avec le Sieur de Wit.

Vous pouvez maintenant l'affurer, que les Etats demeurant d'accor que j'aye Cambrai au cas du premier expédient, je con-fentirai aussi qu'ils ayent Ostende, présupposant qu'ils ne feront pas difficulté d'accorder tout ce que je pourrois demander touchant les biens d'Eglise & l'exercice de de la Religion Catholique dans la Place. Au reste, les affaires d'Espagne ne pressent pas au point que l'avoit crû le Sieur de Wit, car le Prince d'Espagne est guéri de la fiévre, & il y a plus de fix femaines que le Roi aussi à recouvert sa première santé. Néanmoins, comme j'agis en cette affaire avec une entiére sincerité, je ne veux pas que le Sieur de Wit croye que je fuis en demeure quand il jugera d'aller plus vîte, & je ferai toûjours prêt de vous en[ 249 ]

voyer tous les pouvoirs dont vous avez befoin. La seule peine que j'ai, est que la chose devant être communiquée de si bonne heure à tant de têtes, il soit impossible d'en garder le secret, comme il seroit si nécessaire, & me remettant du surplus à mon autre Lettre &c.

# LETTR

## Du Comte a'Estrades au Roi.

Le 12. Juillet 1663,.

1.

E fuis revenu à la Haye le cinquieme de ce mois, & Monsieur de Wit peu de jours après moi. Il m'a affuré qu'il avoit laissé tous ses gens fort confirmez dans la crainte où il les avoit trouvez de la puiffance du Turc, & que plus il paroissoit que c'étoit une affaire éloignée de celle que nous traitons, plus il croyoit avoir lesmoyens de la tenir secrete, & de cacher la pensée qu'il en avoit euë, puisqu'il se servoit, pour la faire réuffir, d'une occasion qu'eux-mêmes lui avoient offerte: que e'étoit la feule voye de prévenir toutes leurs méfiances. Il se défend même encore à présent de me parler là-dessus, pour s'en faire presser davantage pendant l'Assemblée de Hollande, qui commença hier, & ainsi conduire plus adroitement sa negociation?

tion à la fin qu'il s'est proposée. Il connoît les gens auxquels il a affaire, & il est juste de lui laisser prendre tous ses détours.

COI

pre

ce

de

ret

cei

VQ

mi

Be

Pa

dr

a

po vo lei

rei fi

& no

m

&

u

Il m'a témoigne sur le fait de la Religion, qu'il n'y pouvoit avoir aucune difficulté, & que Vôtre Majesté pouvoit espérer les mêmes conditions pour Ostende, qui avoient été accordées par le Traité qui fût fait à la declaration de la Guerre, pour les Places Catholiques qui devoient être du partage de Messieurs les Etats, & m'a redit sur Cambrai ce qu'elle aura déja vû dans mes dépêches précédentes.

# LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

### Le 12. Juillet 1663.

LE Baron de Lerode a eu une Conférence avec Monsieur de Wit sur ses affaires, dans taquelle ils sont tous deux convenus de l'échange. Mais comme l'Electeur de Brandebourg s'y est opposé, pour l'intérêt qu'il a sur Ravestein, comme au partage de la Maison de Neubourg, de laquelle il peut hériter si le Duc venoit à mourir sans enfans; il a été répondu à son Agent, que les Villages donnez en échange faisant le remplacement de Ravestein, l'Electeur y avoit le même droit dont il est con-

convenu. Néanmoins il attend des ordres précis de son Maître là-dessus. Pendant ce tems, le Baron de Lerode s'est chargé de raporter le consentement de l'Empereur, dont il s'est fait fort des le commencement de cette Négociation, & des pouvoirs suffisans du Duc son Mastre pour terminer le Traité. Et comme Monsieur de Beverning n'est pas encore de retour du Païs d'Outre-meuse, où il est allé par ordre de Meffieurs les Etats pour examiner la valeur desdits Villages, l'on ne perd point de tems dans l'attente desdits pouvoirs, & de la résolution que prendra l'Electeur; & en peu de jours l'on peut espé-. rer de voir la conclusion de cette affaire. fil'Empereur, l'Electeur de Brandebourg, & le Duc de Neubourg n'y aportent de nouvelles difficultez.

u

li

re

a

i-1-2-

u e

n

1

1

## LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Ron

De la Haye le 19. Juillet 1663.

JE n'eus pas le tems l'ordinaire dernier de faire entendre à Vôtre Majesté, que l'Ambassadeur d'Espagne ayant, comme je présuppose, reçû ordre de me voir, & trouvant de la peine à se soumettre à une action de oérémonie, après s'en être L 6

défendu six mois durant, voulut la déguifer & lui donner l'apparence de simple civilité qui venoit de lui, & pour cela il me
fit dire par un des Religieux qui servent
ma Chapelle, que ce même jour il vouloit venir dîner avec moi, & qu'il le prioit
de me le faire sçavoir. Je lui répondis,
que je recevrois cet honneur avec grand
plaisir, mais que devant il devoit satisfaire à la visite d'obligation qu'il me devoit
en toutes ses formes, & m'envoyer demander audience auparavant, ce qu'il sit l'après-dîner, ainsi que je l'ai mandé à Vôtre
Majesté.

Le lendemain je lui rendis la mienne, qui se passa dans les termes de civilité qui ont accontumé de se pratiquer en ces rencontres. Deux jours après, je sus diner chez lui, où la santé de Vôtre Majesté sût célébrée suivant l'usage du Païs, & je ne me laissai pas vaincre d'honnêteté sur

celle du Roi fon Maître.

en numer à le fourieure



#### est difficile da l'eleragest une protecher course le un que conce le la conce de la designation que c'était la seule nulles pouvoiente reclamer.

10

nt-

u-.

oit s.

bn

11-

oit n-

·a-

tre-

e,

ité.

ces

dî-

fté

je:

fur

T

## Du Comte d'Estrades au Roi.

où elb prélènientens dette-effaire. « Il

The arms a Le 19! Juillet 1663, 1

'Ai reçû, avec la dépêche de Vôtre Majesté du 13. de ce mois, le pouvoir qui m'étoit nécessaife pour traiter avec Monsieur de Wit sur l'affaire dont j'ai eu l'honneur de lui rendre compte, & je m'en servirai quand il en fera tems, en la manière & avec toute la retenuë qu'elle m'ordonne. Il a découvert l'affaire à cinq ou fix des principaux des Villes de cette Province, dont il pouvoit être le plus assuré; & cherche les moyens de faire tomber les autres dans son sens par des voyes éloignées, pour couvrir mieux fon dessein devant venir avec eux à une ouverture plus particuliéra; & pour cela, après s'être fait presser de me parler, à la fin il le leur a promis & ce fut hier qu'il me vint voir. Il est convenu avec moi qu'il leur repondroit; que je lui avois parû grandement froid fur cette nouvelle liaison, & qu'il craignoit bien, qu'à moins de trouver les moyens d'intéresser d'ailleurs Votre Majesté, & lui faire trouver ses avantages dans les choses

[ 254 ]

fo

ce

di

fr

qı

P

n e

al

VP

qui pourroient être à fa bienséance, il seroit difficile de l'engager à une protection contre le Ture; que connoissant bien que c'étoit la seule qu'ils pouvoient reclamer, elle ne manqueroit jamais de la leur faire valoir pour parvenir à d'autres désseins, & qu'il faloit la voir venir là dessus. Voilà où est présentement cette affaire. Il faut lui laisser prendre son cours, & en attendre le retour de l'adresse & conduite dudit Sieur de Wit.

#### ) jeft i de 19. de di moie, le pouvoir qui ne co de 19. Als TroTrader Les Monness de Wit de l'aliane dont j'is ca l'aon-

Turcou, avec la déndelle de Votre Ma-

## Du Roi au Comte d'Estrades.

la deceaver. l'affaire à cinq ou fit des principaux 2001 villing. or 14 Province ; dont il pouvon etre le plus siluré : & cher-

Wit for le Traité d'Angleterre, que les Anglois ont défiré un renouvellement de cchi que je fis, il y a quelques années, avec Cromwel, ne semblant pas au Roi de la Grande Bretagne, qu'il soit convenable à sa Dignité de n'avoir autre Traité avec moi que celui qu'un Usurpateur de sa Couronne avoit fait, & qu'en toutes rencontres on soit obligé de s'y rapporter; mais vous affirerez ledit Sieur de Wid de ma part, qu'il ne doit avoir aucune apprébension

fion imaginable qu'il s'y passe quoi que ce foit contre les intérêts des Etats Généraux. l'ai d'ailleurs une confideration qui m'oblige à ne refuser pas d'écouter, qui est, qu'un certain Irlandois est revenu de Madrid à Londres depuis quelques jours, chargé de diverses propositions, pour engager le Roi d'Angleterre à une Union fort étroite avec l'Espagne, au préjudice même de son beaufrere le Roi de Portugal; & ledit Sieur de Wit jugera bien, que la prudence veut qu'on tâche de divertir ce coup.

Vous connoissez mieux votre fils. & la portée de son esprit en l'âge où il est que je ne puis faire: je vous dirai seulement, qu'il est toûjours dangereux de confier le secret aux jeunes gens, & principalement en de grandes affaires & fans aucune nécessité. C'est pourquoi il faut au moins y aller avec la fonde, & reconnoître auparavant par les petites & médiocres, de quoi ils font

capables. athoric durefrodiffamont en qualques-un

à

e

a



handoisan par-lesson de vojevanavante distribund

energy commendation of a company of the property form compact phase could post out and being in memorial and my pilotolic trans den i diosonosodo eroligi olisulon ench

teationes de voyest que parente se

present a control of the property LET-

# ha conce les irrérèts des liters Centimunt, ai d'alle Santanunt de Tentimunt de la salution de la salution de la contre de

VE

fû

le

de

ta

61

m

de

m P

fe

pi

te

C

p

le

C

cl

re

V

å

·p

C

g

# Du Comte de d'Estras au Roi.

## discher Sierte and worden saus errorent e

de Wit lugera bien, que la prudence J'Ai pris ce tems de voir Monfieur de Wit sur d'autres sujets, pour en déconvrir ce qu'il en sçavoit, & pénétrer de quel pied il marche dans toutes fes propofitions. Je l'ai trouvé dans la bonne affiette où je le pouvois désirer, & devant que je vinfle à lui là-deffus, il m'en a fait ouverture tout le premier, & m'a avoué, que tous les artifices des Espagnols étoient grands en cette rencontre, & pouffez par toutes fortes de voyes; que même cela avoit apporté du refroidissement en quelques-uns de ses amis sur la grande affaire, & leur avoit fait faire des réflexions qui leur faifoient craindre un nouvel engagement avec Vôtre Majesté: Que les principaux l'étoient venu voir pour lui représenter, qu'ils appréhendoient par-là de se voir engagez en une guerre contre l'Espagne, ce qui n'étoit pas leur compte; parce qu'il pouvoit arriver que Vôtre Majesté, immédiatement après cette nouvelle liaison, chercheroit à rompre, n'en trouvant que trop de prétextes,

& qu'en ce cas il leur feroit plus avantageux de demeurer aux termes du dernier Traité, que de se commettre par un nouveau à une guerre infaillible. Il les a rafsûrez, en leur faisant entendre, que cela ne les devoit pas inquiéter, qu'il auroit soin de concevoir le Traité de façon que l'Etat n'empirât pas sa condition, & ne troublât en rien la paix dont il jouissoit, à moins d'y prévoir des avantages qui lui donnassent un nouvel affermissement, comme étoit celui de la Ligue projettée ou du Partage; qu'il trouvoit à propos de les laiffer repofer quelques jours là dessus, sans presser son pouvoir, crainte de leur donner du foupçon, & qu'il prendroit si bien son tems, qu'il espéroit conduire heureusement cette négociation; que si Vôtre Majesté pouvoit se radoucir sur le fret, ce seroit lui donner un grand moyen pour ramener les plus difficiles. Je lui ai coupé court fur cette dernière proposition, refusant de me charger d'aucune instance pour cela, & le remettant à la follicitation du Sieur Boreel Votre Majesté fera la dessus ses reflexions, & croira, s'il lui plast, que je ne lui en parle que pour ne rien omettre de tout ce qui peur fervir au bien de ses affaires. l'attendrai fans empressement le fuccès de ce projet; & comme il dépend du ménagement de beaucoup de differens Esprits, je tiens qu'il en faut laisser le tems à l'adresse & conduite de Monsieur de Wit, & le promettre tout des bonnes intentions qu'il

11

le

Q.

le

)-

t-

ie

1-

e

ıt

1-

it

S

1

C:

3

.

[ 258 ]

qu'il fait paroitre pour les intérêts de Vôtre Majesté. Le secret a été gardé jufques à présent, & c'est une grande marque qu'il s'y conduit avec beaucoup de reserve.

nto the consecution of the contract of the

## MEMOIRE

1116

de

fa

P

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 1. Août 1663.

moins d'y prévoir des avantages qui lui

เลาใช้อยเลือดเกลา เกลา TE Comte d'Estrades , Ambassadeur Exraordinaire de France, représente à Ves Seigneuries, que le nommé Pierre Dupuy, Maître de batteau babitue à Diéppe, s'eft plaint, que le 28, Juillet dernier, ayant de chargé au Port de Rotterdam quelques Marchandises & nombre de passagers, l'on avoit taxé fon batteau fur le pied de 23. tonneaux, pour le droit appellé l'écu par tonneau, quoiqu'il ne soit que du port de 16. tonneaux, Juivant la jauge qui en a été faite dans la dite Villa de Diéppe; & que nonobstant tout ce qu'il put alleguer, on l'avoit obligé à payer ledit droit sur ce pied-là, & en ou-tre un écu pour le jaujage : ledit Ambassadeur Extraordinaire a reçu ordre du Roi son Maître de représenter à Vos Seigneuries, Ti'uo que 10-

uf-

ar-

C3

I.

e-

1:

1

1-

que déja pareilles plaintes ont été faites en France sur de semblables abus & malversations qui se commettent dans les Ports de Vos Seigneuries pour la perception de ce droit. Et elles peuvent se souvenir qu'il n'y a qu'un mois, que sept ou buit Maîtres de batteau de Calais, Honsleur & autres Ports, leur en demanderent justice, si bien qu'il est tout-àfait de l'intérêt de Vos Seigneuries & de la Justice de leur Gouvernement, de rémedier à de pareils abus. Ce que ledit Ambassadeur Extraordinaire se promet de leur prudence & équité. Fait à la Haye ce premier Août 1663.

D'ESTRADES.

#### LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 2. d'Août 1663.

Pour répondre à ce que Vôtre Majesté m'a marqué dans une de ses Lettres du 27. du mois passé, qu'elle ne comprend pas bien la raison qu'a eu Monsieur de Wit de se servir de la crainte du Turc, pour parvenir à la fin qu'il s'est proposée sur notre Négociation: je dois dire ce que je croyois lui avoir expliqué par mes dépêches précédentes, qu'il n'a pris ce dessein que

te

ne

ét

no

m

m

m

de

no

di

to

qı

ſe

m

qı

CO

gı

qu

u

pa

tr

ét

le

re V

pa

tr

gı

que parce qu'au tems de son voyage dans la Province de Hollande, il trouva les efprits allarmez fur les bruits de cette Guer. re; & que de-là, comme d'une affaire éloignée & propre à cacher fes intentions. il prit occasion, comme si le seul hazard lui avoit fait naître cette pensée, de venira des ouvertures plus proches de son dessein, afin de fonder les bonnes ou mauvaises difpositions des Villes, par où ayant eu lieu de remarquer celles dont il pouvoit s'affurer, il avoit reduit toute sa confidence, à leur faire goûter tout nôtre projet, si bien qu'aujourd'hui il n'étoit plus fait de mention de cet épouvantail du Turc, n'en ayant plus de befoin. Dans une conversation que j'ai euë avec lui depuis la reception de la derniére dépêche de Vôtre Majesté, il m'a fait voir que les brigues des Espagnols sur la Ligue proposée continuent; que Gamarre le presse d'y entendre; qu'il lui a envoye diverses fois Richard, depuis son retour des Villes qu'il a vûës fur ce sujet, pour l'asfûrer qu'elles y étoient toutes disposées, & pour avoir de lui une Audience précise pour en traiter plus à fond. Ledit Sieur de Wit a évité d'entrer en matière avec ledit Richard & a remis l'Audience après que l'Assemblée sera finie, pour éloigner d'autant ses dispositions, qui sont plus difficiles dans le tems de la séparation, se promettant qu'ensuite il ne manguera pas de moyens pour se démêler de toutes les poursuites & instances qui lui seront faites sur ce sujet Mais é-

s,

ui

n,

r,

ur

ude

us ai

1-

ait i-

le

di-

es

af-

&

ur

Vit

Ri-

ue

les

et-

ens

8&

et.

lais

Mais, en même tems qu'il se sert de toutes ses adresses, il m'a fait entendre, qu'il ne laisse pas de reconnoître que ces offres ébranlent beaucoup de gens, & rendent nôtre Négociation plus difficile; qu'il lui a même été réprésenté par aucuns de ses amis les plus affidez, auxquels il l'a communiquée, qu'il étoit dangereux de demander aux Villes un pouvoir de traiter de cette nouvelle liaison, parce qu'elles en voudroient sçavoir le sujet, & que celui-ci étoit d'une nature à ne pouvoir être dit; que lorsque la Province de Hollande traita feule, & fans la participation des autres Provinces, avec l'Angleterre & le Dannemarc, & qu'il fut expédié un pouvoir à quelques particuliers pour convenir des conditions desdits Traitez, il y avoit une guerre apparente avec l'un & l'autre Etat. qui faisoit voir la nécessité de traiter, & un intérêt considérable que ce fût avec secret, pour le faire utilement; mais qu'il ne paroissoit rien de nouveau à présent entre les deux Etats, qui pût porter les Villes à quelque chose de plus que ce qui étoit porté par le dernier Traité; qu'ainfi ils estimoient qu'il falloit attendre ou que le tems fît connoître quelque conjoncture favorable, pour prétexter auprès des Villes le sujet de cette liaison, ou tenter par de nouveaux moyens à se rendre maitre de celles qui n'auroient pas paru bien disposées: Que pour ces difficultez alleguées Monsieur de Wit ne se rebutoit point

im

vie

ve

W

Vi

do

pa

tiu

ne

VC

fo

CE

po H

fic

m

to

qi

point de l'affaire, qu'il continuoit dans le dessein de la pousser, & ne désespéroit pas d'en venir à bout, mais qu'il en faloit prendre le tems que les instances de Gamarre eussent fait leurs derniers efforts & fussent devenues inutiles. A ce discours j'ai répondu, fans témoigner aucune surprife, que comme tout ce projet étoit son ouvrage, & lui avoit été fuggeré par le zèle qu'il avoit pour l'agrandissement des Provinces-Unies, & les avantages de Vôtre Majesté, je pouvois l'assurer qu'elle ne recevroit nulle peine d'entendre, que par les obstacles qui s'y rencontroient il ne pût pas réuffir : Que même elle prenoit tant de part à ses intérêts particuliers, que fi par-là elle croyoit qu'il fe commit à quelque chose de facheux, elle l'en diffuaderoit; & que j'attendrois avec patience les conjonctures que ses amis jugeroient nécessaires, & tous les autres expédiens qu'il trouveroit bon d'employer pour la poursuite de ce dessein, en cas qu'il trouvât à propos de le pouffer. Il a persisté à me donner des assurances, & de sa since rité en cette rencontre, & de l'espérance où il est que ce difficultez ne feront que retarder la Négociation. Voilà, Sire, où est Pétat de cette affaire, de laquelle je ne désefpére pas, non plus que Monsieur de Wit, parce que je suis persuadé qu'il y va de bonne foi, & qu'il est ordinaire dans un Etat populaire de voir arriver de fémblables contre tems dans les affaires les plus impor[ 263 ]

importantes, dont la patience & l'adresse viennent à bout le plus souvent.

29

ik

2-

Irs

ri-

on

le

les

ô-

ne

oar

ne

oit

jue

à

ua-

ice

ent

ens

la

ou-

ifté

ce

Où

tar-

eft

ne

de

va

s un

bla.

plus por-

#### plus preligies Aqualista de Budiene con dessente l'arcrès d'une Ville, con pre

ces retions, qu'il ravoitoit e

## Du Comte d'Estrades au Roi.

comprendic coor two bices le partage, an de la comprendic coor two bices in de la cree Majede, mais qu' le proposition en cree de la cree de

coir dangereufe, & que is mais les trour-Es difficultez que Vôtre Majesté aura remarquées dans ma dépêche précédente, au fujet du Projet proposé, se trouvent augmentées depuis, & Monsieur de Wit m'a fait entendre, que ses amis de la Ville d'Amsterdam, qui sembloient y avoir donné les mains, lui ont représenté que, par le partage offert au fecond cas dudit Projet, Anvers devenant de la Souveraineté de Messieurs les Etats, cette Ville-là attireroit tout le Commerce chez elle, & ruineroit celui d'Amsterdam; qu'ils ne pouvoient s'engager en une affaire qui étoit si fort contre leur intérêt; que c'étoit pour cette raison qu'il se pouvoit souvenir, que pendant la guerre, le Prince d'Orange Henri, ayant eu toute sa vie une forte paslion pour cette Place, & plufieurs fois formé le dessein de l'attaquer, il en avoit toujours été empêché, par le grand crédit que cette Ville s'étoit de tout tems conser-

C

F

C

1

1

vé dans l'Etat; que pour ne pas paroître avoir quelque engagement avec moi fur cette affaire, il n'avoit ofé rien opposer à ces raisons, qu'il m'avouoit être d'autant plus pressantes, qu'elles se trouvoient fondées sur l'intérêt d'une Ville, qui par sa grande puissance se rendroit quelque jour maîtresse de toutes les déliberations de la Province, & ensuite de celles de l'Etat: qu'il avoit penfé à changer le partage, & à comprendre cette Place dans celui de Vôtre Majesté, mais que la proposition en étoit dangereuse, & que jamais les Provinces n'y consentiroient, parce qu'elle se trouvoit située au milieu de leur Païs; qu'il falloit chercher quelque nouvel expédient, & qu'il ne désespéroit pas d'en trouver ; qu'à toute extrêmité, il faudroit se rendre à la proposition qui parloit d'obliger les dix Provinces à se remettre en République, avec une referve des Places qui feroient à la bien-féance de Vôtre Majesté & de Messieurs les Etats, & que les moyens s'en pouvoient trouver aisément, la mort du Roi & du Prince d'Espagne atrivant: auquel cas, fi lesdites Provinces, prévenues contre ledit intérêt par les artifices des Espagnols, refusoient de s'y sonmettre, & méprisoient les aides qui leur feroient offertes pour y parvenir, pour lors Vôtre Majesté entrant avec une Armée dans les Païs-Bas, & Messieurs les Etats en faifant de même, chacun de son côté travailleroit à conquérir ce qui lui connt

n-

n-

e

es

,

1.

11-

û-

ur

ur

1-

E

on

lui

n.

conviendroit le mieux, & que du moins en ce tems lesdites Provinces songeroient plus sérieusement au parti qu'elles auroient à prendre, si elles ne l'avoient déja pris; que cependant il falloit infinuër ces pensées parmi les peuples, & les toucher, par l'exemple des Provinces-Unies, de l'amour de la liberté, & de la douceur de se voir foulagez d'un joug si rude que celui que l'Espagne leur faisoit porter depuis si longtems: Qu'il avoit vû Gamarre, & qu'il avoit évité d'entrer en matière avec lui fur la Ligue proposée, & qu'il alloit visiter les Villes de la Province, où il feroit dix ou douze jours, pour gagner autant de tems, & cependant disposer les esprits à prendre le bon parti, quand les accidens dont on est menacé en feroient naître l'occasion, & qu'à son retour nous verrions ensemble à quoi l'on s'en devroit tenir. Je reçûs tout ce discours sans témoigner que je crusse que Vôtre Majesté y trouvât aucun avantage; au contraire je lui ai marqué affez d'indifférence pour le fuccès de toutes ces propositions, sans paroître m'éloigner de pas une, parce que j'estime qu'il les faut toutes recevoir fans affectation, pour peu qu'elles engagent ces peuples dans nos intérêts au de-là de ce qu'ils le font déja, & qu'elles les éloignent des grandes offres qui leur sont faites à présent par les Espagnols. C'est pour cela que je croirois, que si ledit Sieur de Wit trouve par les raisons ci-dessus alléguées, que le Projet Tome II. proproposé sur ces deux cas ne puisse pas écre agréé, il le faudra accepter fous celui qui propose simplement la République, quand même il y auroit quelque chose de moins pour nous que ce qu'il nous a fait espérer: tant j'estime qu'il est important de divertir par-là Messieurs les Etats de tous engage. mens qui leur sont proposez du côté d'Espagne, & de les tenir liez par quelque chose de plus fort encore que le dernier Traité, qui les éloigne de cette Ligue proposée, laquelle, à mon fens, est le seul moyen qu'ont les Espagnols de fauver les Païs-Bas, & il ne faut pas douter que, pour le faire réussir, ils n'employent toute sorte de voyes. Quelque réfolution que prenne le Sieur de Wit là-dessus, Vôtre Majesté aura le tems de me faire entendre la sienne devant que je convienne d'aucune chose avec lui, parce que je lui envoyerai tous les Projets qui me seront présentez, plûtôt que de figner aucun Traité, ainsi qu'elle me l'ordonne; & comme elle connoît bien mieux que moi tous ses intérêts, elle aura le tems de marquer précisément la manière dont je les dois ménager dans cette Négociation.



#### LETTRE

i

i

s-

le

le

1-

16

115

le

ra

re o-

### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 16. Août 1663.

D'Ans le voyage que j'ai mandé par ma derniére à Vôtre Majesté qu'alloit faire Monsieur de Wit auprès des Villes, pour les disposer à donner les mains à notre Projet, il a si bien réussi, & j'ai de mon côté si bien ménagé les Députez de Leyden, Ter Goude, Schiedam & la Brille, ainfi qu'il m'avoit témoigné le défirer par un Billet qu'il m'écrivit d'Amsterdam, qu'à fon retour il s'est trouvé assuré par notre Négociation, outre ces derniéres Villes, de celles d'Amsterdam, Dort, Haerlem & Rotterdam; si bien qu'il se fait fort, plus qu'il ne faisoit auparavant, d'obtenir un pouvoir, en vertu duquel il pourra signer un Traité, & en même tems il en a dressé le Projet que j'envoye à Vôtre Majesté. Il a été obligé de prendre le parti du Cantonnement, & de rejetter celui du Partage, pour l'inconvenient que cause Anvers, ainsi que je l'ai amplement déduit à Vôtre Majesté par mes dépêches précédentes, & qui assurement ont rompu tout M 2

[ 268 ]

le Projet. Vôtre Majesté verra qu'il n'est fait aucune mention de la Religion, pour les Villes qui doivent demeurer à Messieurs les Etats, fur les instances que j'en ai faites à Monsieur de Wit. Il m'a répondu, que s'il étoit couché quelque article pour cela, les Ministres & les autres Provinces prendroient l'occasion de décrier sa conduite, & d'interrompre même tout le Traité, quand il viendroit à être connu, & que lui-même, dérobant en quelque façon cette Négociation, se chargeroit d'un reproche qui lui pourroit faire de la peine. Mais qu'il me donnoit sa parole, que quand le cas arriveroit de venir à l'exécution de nôtre Projet, & que toutes les Provinces se verroient obligées d'y souscrire, il ménageroit si bien les choses, qu'elles accorderoient cette condition aux Villes lors de leur Capitulation, fur l'exemple de Mastricht. Et comme je lui ai voulu alleguer celui de l'Article 35. du Traité, où la liberté de la Religion estaccordée, il m'a dit qu'il n'oseroit pour rien du monde le promettre par écrit, & qu'il s'attireroit la haine des Ministres & des Villes. Vôtre Majesté verra par-là qu'il n'y a rien de plus à ménager làdeffus.



### PROJET

Du Traité proposé par Monsieur de Wit, mentionné en la Dépêche cidessus.

PRemiérement, que l'on tâchera des à présent de disposer les esprits des Peuples desdites Provinces qui sont sous la domination du Roi d'Espagne, à se cantonner & s'établir en une République libre; & que, pour les y induire, & pour faciliter ce Projet, on leur fera sçavoir sous main, & ce néanmoins avec des assurances suffisantes, que la France & l'Etat des Provinces-Unies les protegeront puissamment dans l'exécution de ce dessein, & dans les choses qu'ils jugeront à propos d'entreprendre pour l'établissement de leur Liberté, faisant chacun une Alliance étroite avec eux, pour les défendre & maintenir contre ceux qui les voudront attaquer ou troubser, & ce pour toajours, nonobstant tous les cas qui en pourroient arriver.

Qu'au cas que ce Projet ne pût pas être exécuté pendant la vie du Roi d'Espagne, par les obstacles ou oppositions que l'on y pourroit rencontrer, on le poursuivra avec une vigueur redoublée après sa mort, bien qu'alors le Prince d'Espagne sût encore en vie, M3

ti

El l'on tentera tous les moyens convenables pour en venir à bout; sans néanmoins porter les armes dans les dites Provinces, ou aucune d'icelles, en cas que les Magistrats des Villes ne pussent être induits à se résoudre audit Cantonnement pendant la Vie du Roi ou du Prince d'Espagne; l'intention du Roi Très-Chrétien & de Messieurs les Etats des dites Provinces-Unies étant, d'observer très religieusement les Traitez de Paix faits respectivement par eux avec l'Espagne.

Au cas que le Roi & le Prince d'Espagne vinssent à déceder, pour lors l'on fera cantonner les dites Provinces de baute lute, & même l'on employera la Force & les Armes en cas de besoin, tant pour les y faire résoudre, que pour pousser tous ceux qui s'y vou-

droient opposer.

Et d'autant qu'il seroit fort difficile auxdites Provinces-Unies de garder leurs Frontiéres contre les Puissances étrangéres, il sera fait tous les efforts possibles, pour mettre en ce dernier cas entre les mains du Roi Très-Chrétien, pour assarance des siennes, les Villes & Places de Cambrai, St. Omer, Aire, Nieuport, Furnes, Rergues & Linck, Châtelenies, Lieux & Pais en dépendans, & entre les mains de Messieurs les Etats Oftende, Plassendal, Bruges, Damme, Blanquenbergue avec ce que l'Espagne posse: de à présent de la Province de Guelare. & des quatre quartiers d'Outre-meuse & les Châteaux de Navagne & Argenteau, avec leurs dépendances. Que si ledit Cantonnement succeae er

1-

oi

cede au prémier ou second cas, l'on travaillera également de bonne foi de côté & d'autre, à ce que les mêmes Places puissent être mises entre les mains du Roi Très-Chrêtien & des États respectivement, tant pour la considération ci-dessus alléguée, que pour plusieurs autres résléxions importantes au bien & repos commun de l'un & de l'autre Etat.

### LETTRE

### Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 17. Août 1663.

JE vois par vôtre Lettre particulière les difficultez que le Sieur de Wit rencontre sur l'exécution de son Projet, notamment dans Amsterdam, pour la crainte qu'a cette Ville-là, & qui a déja produit les mêmes effets en d'autres tems, qu'elle ne perdît son Commerce, si celle d'Anvers faisoit un jour partie des Provinces-Unies. Il seroit bon que ledit Sieur de Wit trouvât quelque expedient là-dessus, comme il vous l'a fait espèrer, ou pour faire cesser cette jalousie, ou pour faire tomber la place dans mon partage; & dans l'un ou l'autre cas, je demeurerai d'accord de tout M 4

ce qu'on voudra stipuler, pour assurer Amsterdam que son Commerce n'en recevra aucun préjudice. Si cela néanmoins ne peut s'ajuster, je consentirai encore que l'on se tienne au seul prémier parti de l'établissement de la République, étendant un peu plus qu'on n'avoit fait nos partages, comme le Sieur de Wit l'a lui-même proposé. Sur quoi vous m'envoyerez les Projets qu'on vous donnera avant que de rien résoudre.

Il est infaillible que Boreel étant rappellé, on substitueroit van Beuningen en sa place, ainsi je perdrois beaucoup en cet échange, puisque celui-ci joindroit l'habileté à la malice de l'autre. Les réslexions que vous faites là-dessus sont fort judicieuses; & je trouve bon que vous ne fassiez aucune démarche pour la révocation dudit

Boreel.

Vous verrez par mon autre Lettre, que j'ai approuvé les changemens que vous avez faits dans la distribution de l'argent.



#### LETTRE

#### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 23. Août 1663.

TOtre Majesté aura vû par ma dépêche de l'ordinaire précédent le nouveau Projet de Monsieur de Wit sur la grande affaire. Il est toûjours dans la même disposition, & m'a seulement témoigné depuis, que celui-ci, comme le remier, étant principalement fondé sur les Droits successifs qu'elle pouvoit prétendre sur les dix Provinces par la mort du Prince d'Espagne, nonobstant la renonciation si expressément expliquée dans son Contrat de mariage, & m'étant proposé pour aller au devant des jalousies que pourroient concevoir Messieurs les Etats, lorsque Vôtre Majesté se mettroit en devoir de les faire valoir par les armes, il jugeoit à propos de faire comprendre aux principaux de la Province de Hollande, qu'il prétendoit engager dans cette affaire, les raisons plus presfantes qu'avoit Vôtre Majesté de prétendre lesdits droits successifs, nonobstant ladite renonciation; que par le foin qu'a-voient pris les Espagnols de faire traduire MS

[ 274 ]

en leur langue le Traité des Pirenées & le Contrat de mariage, la connoissance en étoit demeurée publique à tout le monde, & que de-là plusieurs avoient eu lieu d'en douter : que n'y ayant aucune occasion présente de rupture ou de mesintelligence entre la France & l'Espagne, qui les puisse obliger de venir à une plus étroite liaison que celle à laquelle ils étoient déja engagez, il ne pouvoit leur infinuer la nécessité de celle qui se proposoit par ce nouveau Projet, ni leur en faire concevoir l'intérêt, qu'en les menaçant de l'avenir, leur exagerant la justice desdits Droits, & leur faifant valoir les moyens qu'auroit Vôtre Majesté de les établir, quand la mort du Prince d'Espagne auroit donné ouverture à la fuccession: que les raisons s'en pouvoient prendre de l'article fecret, par lequel il avoit our dire qu'il étoit dérogé à cette renonciation, en cas que la Dot de la Reine ne fût pas payée; qu'elles se pouvoient tirer encore des infractions faites au Traité par les Espagnols, qui obligeoient Votre Majesté de ne regarder cette renonciation que comme une condition relative à quantité d'autres auxquelles l'Espagne s'étoit obligée, & lesquelles ne lui ayant pas été gardées, la dispensoient aussi d'y déferer; si l'on n'aimoit mieux alléguer le droit naturel acquis à la Reine sur lesdits Païs-Bas, & les constitutions du Païs qui l'appelloient à la fuccession après la mort du Prince d'Espagne, auxquelles elle n'avoit n

1-

u

n

n

u

voit pû renoncer. Enfin il demande, ou un Droit bien établi, ou une couleur apparente, dont il se puisse servir pour persuader fes amis, & ensuite les Peuples, quand il en sera tems, des desseins que Vôtre Majesté pourra un jour former sur lesdites Provinces, & leur faire voir ainsi la nécessité où ils font de se précautionner par une liaifon pareille à celle qui est proposée par le Projet, & même pour lever les scrupules qu'aucuns pourroient former, que par-là l'Etat se verroit engagé en une guerre injuste, & contre la foi des Traitez qu'il a avec l'Espagne. Je dois là-dessus dire à Vôtre Majesté, que je ne pense pas qu'il y ait aucune finesse cachée là-dessous; que je suis persuadé que ledit Sieur de Wit agit fincerement dans toutes fes propositions, & qu'il cherche seulement à se fortifier de toutes les raisons nécessaires, pour faire tomber les plus puissans de l'Etat dans fon fens, & se garantir par là des suites fâcheuses que peut lui attirer une affaire de cette consequence. Je laisse à juger à Vôtre Majesté, si, sans se commettre, elle ne peut pas faire dresser un Mémoire, contenant les raisons qu'elle aura de prétendre lesdits droits successifs sur les Païs-Bas, nonobstant ladite renonciation, après la mort du Prince d'Espagne, & qu'après je le communique audit Sieur de Wit, pour s'en servir au dessein présent, comme une chofe que je crois lui être absolument nécessaire, en usant néanmoins avec une tel-M 5le reserve, iqu'il paroisse que je le lui donne pour son nstruction particulière, sans lui abandonner la signature de Vôtre Majesté, ou celle de son Secretaire d'Etat. Ces manières paroîtront perilleuses & extraordinaires à Vôtre Majesté; mais dans un Etat comme celui-ci, où il faut ménager nombre de differens Esprits, l'on est obligé de prendre des voyes toutes nouvelles, & de hazarder quelque chose quand il s'agit d'une grande affaire, comme celle que nous traitons.

#### LETTRE

### Du Comte d'Estrades au Roi,

Le 13. Septembre 1663.

J'Ai eu deux conferences avec Monsieur de Wit sur la grande affaire. Dans la dernière il m'obligea d'entrer en communication avec cinq de ses amis, auxquels il s'est ouvert, comme personnes dont il se tient assuré. Je trouvai qu'ils étoient déja venus à la discussion des raisons que pouvoit avoir Vôtre Majesté de prétendre droit sur les Païs-Bas, la mort du Roi & du Prince d'Espagne arrivant; qu'ils avoient exa-

examiné celles qui s'induisent de son Contrat de mariage, & qu'ils étoient en quelque doute pour cela, à cause de la renonciation expresse qui s'y trouve si souvent stipulée, & qui a dû en consequence être faite par Vôtre Majesté & la Reine, devant & après la célébration de son mariage.

Je crûs être obligé de combattre ce doute, en leur faifant remarquer, par la lecture de l'article qui fuit immédiatement celui de la constitution de la Dot, comme la renonciation que l'on y stipule de la Reine de tous ses droits, n'est couchée & entenduë que moyennant & en consideration de sa dot, & supposé qu'elle sût payée dans les termes promis; qu'ainsi elle n'est que conditionelle & relative à ladite Constitution, & n'opere rien qu'au cas du payement de la Dot promise; lequel n'étant pas fait encore à présent, il étoit indubitable que la Reine conservoit son plein & entier droit sur toute la succession, quand l'ouverture en

Que tous les articles suivans, que la grande précaution des Espagnols avoit fait coucher dans ledit Contrat de mariage, pour fortisser d'autant ladite Renonciation, se trouvant postérieurs à celui qui régle la Dot, ne pouvoient être entendus que sous la même condition, qui s'expliquoit si nettement sous le terme (que moyennant) qui le commence, & que ladite Renonciation, qui avoit été ramenée tant de fois dans les articles suivans, n'ayant été faite que sous

arriveroit.

M 7

cette condition, ne pouvoit avoir aucune vertu, qu'au cas que la Dot eût été payée dans les termes convenus; ce qui ne se trouvant pas, il n'y avoit nul doute que la Reine ne fût encore à présent dans tous ses droits; que pour ne répondre qu'à l'objection qu'ils me faisoient de la force de la dite Renonciation, j'omettois les raisons qui se pouvoient tirer de la Constitution & des Loix des Païs-Bas, & des infractions qui avoient été faites au Traité des Pirenées par les Espagnols, qui toutes fortifioient les Droits successifs de Vôtre Majesté, & rendoient nulle ladite Renonciation: qu'en cela je leur expliquois, comme de moi feulement, ses légitimes prétensions, sans être informé des résolutions qu'elle pourroit prendre de les faire valoir dans le tems; que dans la moderation où je connoissois ses desseins, & les sujets qu'elle avoit d'être contente de sa propre grandeur, j'estimois qu'elle mettroit plus son ambition à diminuer la puissance de la Maison d'Autriche, pour affûrer le repos de ses Alliez, qu'à se procurer quelque nouvel agrandissement qui leur pût donner de la jalousie.

Monsieur de Wit ensuite prit la parole, & pour ne paroîttre pas devant ses amis trop adhérer à mes sentimens, ni aussi s'éloigner des difficultez proposées, il finit cette conference en disant, qu'il estimoit que les droits & prétensions de Vôtre Majesté avoient leurs raisons, & que la renonciafe

la

cli-

ui

i

ciation avoit les siennes. Comme par cette occasion je me suis vû engagé par force d'entrer en matiére, devant que d'avoir reçû les instructions plus particulières que j'attens de Vôtre Majesté, & qui assurément m'auroient rendu plus sçavant de ses intentions, j'ai crû qu'elle ne trouveroit pas mauvais qu'en attendant je sisse valoir ces raisons, que j'avois recueillies du Traité & des clauses de son Contrat de mariage.

#### LETTRE

### Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 14. Septembre 1663.

I ya neuf jours que je suis de retour d'un voyage, dont l'heureux succès a pleinement justifié qu'il avoit été entrepris avec prudence. Il ne m'a coûté de peine que onze jours de marche à aller & revenir, pour obliger le Duc de Lorraine à satisfaire au point, présentement le plus important, de nôtre dernier Traité, qui étoit la remise de la Place de Marsal entre mes mains. Outre la bonté du Poste, dont les fortisications fort régulières, & la situation dans

dans un Marais, rendent son attaque aussi mal aisée que d'aucunes autres Places fortes qui soient au monde, on doit encore compter pour être de grande considération, que c'est un commencement de l'exécution du même Traité, en quoi il s'étoit jusques

11

ici rencontré tant de difficultez.

La Place fut mise en mon pouvoir le quatriéme du courant. J'ai promis que je declarerois dans un an, si je voudrois la faire démolir, ou la conserver en l'état qu'elle est. J'ai laissé audit Duc la joüissance, sa vie durant, de tous les revenus du reste de ses Etats, conformément audit Traité. Je lui ai même fait rendre ce que mes Officiers en avoient reçû depuis un an, qui étoit gardé en depôt. J'ai retiré toutes mes Troupes de la Lorraine, qui jouïra maintenant des douceurs de la paix, & d'un entier repos, & ledit Duc m'étant venu voir à Metz, le jour avant que j'en partisse, il m'a témoigné, que jamais il ne s'est trouvé dans un état plus heureux, ni avec l'esprit plus content. Ainsi j'ai bien-tôt fermé la bouche à ceux qui déclamoient déja dans l'Allemagne & ailleurs contre moi, fur la résolution qu'ils me voyoient prendre, comme si j'eusse eu quelque grand dessein au dedans de l'Empire, ou au moins la vifée de donner des ombrages à l'Empereur, qui le rendissent moins capable de resister aux attaques des infidéles dont il est menacé. Comme depuis quelque tems j'ai été dans une continuelle marche, & qu'il qu'il n'y a que deux jours que ceux dont je me sers dans mes affaires m'ont pû rejoindre, ce ne pourra être par cet ordinaire, mais infailliblement par le prochain, que je vous ferai sçavoir mes pensées & mes intentions sur le Projet que le Sieur de Wit vous a communiqué touchant la grande affaire; comme aussi les raisons que vous pourrez oposer à celles que débite D. Esteven de Gamarre, pour faire connoître audit Sieur de Wit, & à nos amis, l'invalidité de la renonciation qu'on extorqua de la Reine à Fontarabie, le jour avant que le Contrat de nôtre Mariage sût signé.

J'ai vû le mémoire que vous m'avez adressé de la distribution des 1363. pistoles que je vous avois fait remettre. Vous avez bien fait d'attendre à donner au Sieur Moulart les deux cent Pistoles qui lui étoient destinées, que vous ayez vû quel succès auroit la maladie perilleuse où il étoit tombé. Mandez-moi votre avis sur la distribution du petit fonds qui vous reste, & je vous ferai aussi-tôt sçavoir mes intentions.

Je vois que l'Ambassadeur Boreel ne change point la coûtume qu'il a toûjours euë, de me donner, quand il peut, des effets de sa mauvaise volonté. Ce qu'il a tant exageré par ses Lettres, du vaisseau arrivé à la Rochelle avec un Pavillon Suédois, auquel on n'a rien demandé pour le fret, est une pure bagatelle qui n'aura aucune suite. On avoit désiré de moi en Suéde, pour leur plus grande commodité, que j'y payasse

en

T

en sel de France une petite somme d'argent que je dois. Et en cette considération je donnai ordre qu'on n'exigeât point cette imposition du Vaisseau qui viendroit le charger. Cela s'est exécuté de la sorte pour ce seul voyage & ce seul Navire, & n'aura aucune suite pour tous les autres Vaisseaux Suédois qui entreront dans mes Ports. J'en aurois usé de même en pareil cas à l'égard d'un Vaisseau Hollandois. Et quand les Etats verront, qu'à l'avenir les Suédois ne seront pas plus exempts qu'eux du payement de ce droit, ils n'auront pas à se plaindre, ni le Sieur Boreel occasion d'exercer sa malignité.

#### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 19. Septembre 1663.

LE Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, se sent obligé de donner avis à Vos Seigneuries, que le Roi son Maître, après onze jours d'absence qu'il a employez au Voyage de Lorraine, est revenu à Paris le cinquiéme de ce mois en parfaite santé. Qu'ayant fait connoître au Duc de de Lorraine la juste prétension où étoit Sa Majesté, que la Place de Marsal sut remise entre ses mains, suivant les conditions du Traité fait avec lui; ce Prince s'y étoit porté volontairement, & le quatrième la Garnison de Sa Majesté y étoit entrée. Que Sa Majesté s'est obligée de declarer

Que Sa Majesté s'est obligée de declarer dans un an, la volonté où elle sera de la conserver en l'état qu'elle est, ou de la démo-

lir.

ar-

ra-

int

Oit

rte

es es

eil

Et

es

lX

as

P

Que la jouissance de tous les autres Revenus des Etats du Duc lui est laissée sa vie durant, & la restitution lui est accordée de ceux qui avoient été reçus depuis un an par les Officiers de Sa Majesté, entre les mains desquels ils étoient demeurez par forme de depôt. Les Troupes ensuite ont eu ordre de sortir de la Lorraine, & ce Duc est demeuré tellement satisfait de ces conditions, qu'étant venu voir le Roi à Metz, la veille qu'il en partit pour s'en retourner en France, il témoigna la joye qu'il avoit de se voir par là rentré dans les bonnes graces de Sa Majesté.

Sur la plainte faite par Monsieur l'Ambassadeur Boreel, de ce qu'un Vaisseau Suédois étant arrivé à la Rochelle, avoit été déchargé du payement du Droit du Fret, lequel néanmoins l'on avoit exigé en même tems de tous les Vaisseaux Hollandois qui s'étoient trouvez dans ledit Port; ledit Ambassadeur Extraordinaire a ordre de répondre, que Sa Majesté étant convenuë de payer en sel une petite somme d'argent qu'elle devoit en Suéde, avoit accordé en même tems, que le

Vaisseau qui le viendroit charger à la Rochelle seroit exempt dudit Droit; & que ç'a
été pour cette raison que défenses ont été faites aux Fermiers dudit Droit, de rien exiger
dudit Vaisseau: que cet exemple ne doit pas
être tiré en conséquence par Vos Seigneuries,
d'autant qu'à l'avenir tous les autres Vaisseaux qui viendront dans les Ports de France sous le Pavillon de Suéde payeront ledit Droit, de même qu'il est payé par toutes
les autres Nations qui sont obligées d'y faire quelque Trasic. Fait à la Haye le 19.
Septembre 1663.

D'ESTRADES.

le

po

tr

de

tr

e

d

fe

F

#### LETTRE

#### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 20. Septembre 1663.

J'Ai reçû deux Lettres de Vôtre Majesté du 14. de ce mois, & je dois par celleci rendre compte d'un dissérend qui est depuis quelque tems entre la Province de Hollande & la Zélande, & qui prend un chemin à produire des choses fâcheuses pour cet Etat, s'il n'y est trouvé quelque remede. Le sujet aparent est le trasic que la Zélande fait du sel, qu'elle rasine, sur

ξ'a

ai-

ger

bas

es,

ın-

le-

tes

ai-

19.

S.

e-

ft

le

in

es

ie.

le

ır

lequel la Hollande veut étendre ses impositions, comme sur une marchandise étrangére, & comme si les Trafiquans étoient dehors de la Souveraineté, ce qui est contre le Traité d'Union. Dans cet intérêt il entre beaucoup de jalousie de la grandeur de la Hollande. On se plaint des entreprises qu'elle fait tous les jours sur les autres Provinces, par les Réfolutions qu'elle prend feule fur les affaires qui regardent la Généralité, par la liberté qu'elle s'est donnée de se faire nommer la prémiére dans les priéres communes, & par une extension qu'elle fait de sa Souveraineté en d'autres choses, sous prétexte qu'elle porte plus de la moitié des Charges; qu'elle est en avance de grandes fommes, qui ne lui font pas rembourfées, & qu'ayant la plus grande partie des Troupes dans fa repartition, elle se donne l'autorité de disposer les Garnisons, & d'en exclure les autres Provinces, qui fouffrent en cela quelque préjudice & qui s'en plaignent.

La Zélande, comme la plus puissante des six, cherche toûjours à balancer cette autorité, & appuye par son ressentiment particulier toutes ces plaintes. C'est par cette raison qu'elle a si souvent demandé l'établissement du Prince dans les Charges de son Pere, & qu'elle s'est opposée aux Résolutions que la Hollande prit en 1651, pour la constitution du nouveau Régime, espérant que sa puissance, jointe à celle du Prince, & à celle de ses adhérans dans les au-

tres Provinces, pouvoit servir de frein à celle de la Hollande, & tenir ainsi les cho-

ses dans l'égalité.

Ces intérêts généraux font fomentez par deux Cabales opposées qui sont à Middelbourg, & l'une est celle du Bourguemastre Thibaut, homme d'esprit & de beaucoup de crédit, qui en 1651. faillit à être assaffiné pour les intérêts du Prince dans une fédition populaire qui fut suscitée contre lui par la Cabale opposée, sous prétexte de l'administration des Finances, dont on lui demandoit compte. Monsieur de Wit, Pensionnaire de ladite Ville, étoit le Chef de cette Cabale, & comme il s'est formé des inimitiez très fortes entre ces deux perfonnes, où les plus confidérables de la Province fe trouvent engagez, il est constant que les affaires publiques en souffrent, & que même il est de la derniére conséquence pour le bien de celles de Vôtre Majesté, de chercher le moyen de les faire cesser. Elle connoît bien que le concert de cette Province avec la Hollande est grandement nécessaire & à désirer pour le fuccès de nôtre Proset. Monsieur de Wit& moi nous en sommes souvent entretenus, & comme ces différens se reveillent à préfent avec quelque chaleur, il croit que, pour le faire réuffir, il est absolument nécessaire de trouver quelque expédient par lequel on réunisse ces deux hommes, & c'est à quoi il s'applique présentement.

ein à

par del-

iftre Oup ffafune

ntre exte

lit,

hef

mé ber-

on-

nt, sé-

tre ai-

on-

cft

le &

S,

ré-

e,

é-

ar &

r.

#### LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 21. Septembre 1663.

TOus apprendrez par mon autre Lettre. & par le Projet que je vous adresse, tous mes fentimens & mes intentions fur la grande affaire. Je vous marquerai seulement à part par celle-ci, les raisons qui m'ont fait juger qu'on ne doit rien inserer dans le nouveau Traité du contenu en deux articles du Projet du Sieur de Wit: l'un est le prémier, où il dit, que l'on difposera des à présent les esprits des peuples des dix Provinces à se cantonner; qu'on leur promettra fous main une puiffante protection pour l'exécution de ce dessein, & qu'on fera aussi-tôt une Alliance étroite avec elles, pour les défendre & maintenir contre tous ceux qui voudroient les attaquer & troubler.

L'autre est le dernier du même Projet du Sieur de Wit, où il dit, qu'au même cas de Cantonnement, avant l'ouverture à la succession, on fera également de bonne foi les mêmes efforts, à ce que les Places nommées dans l'article précédent

foient

foient mises entre mes mains, & en celles des Etats. Comme l'exécution de ces deux articles seroit une contravention notoire à la Paix, il ne me semble pas qu'on pût avec bienféance ni honneur les inferer dans un Traité, où, en un autre endroit. nous declarons, que hôtre intention est d'observer très religieusement les derniers Traitez de paix faits avec l'Espagne. Les Etats ont, ce me semble, le même intérêt que moi, qu'on ne nous puisse pas faire ce reproche avec justice. On pourra dire, que ces stipulations demeureront dans le dernier secret: mais ce qui peut être tenu secret pendant quelque tems, ne le sçauroit être pour toûjours, ni être caché à la posterité. En tout cas, il y a de certaines choses qui sont bonnes à faire, & mauvaises à mettre par écrit. Je dis ingenuëment tout ce que je pense, & ne voudrois pas que le Sieur de Wit ni ses amis soupconnassent qu'il y a aucune finesse cachée Ils n'ont qu'à confidérer, là - dessous. pour me rendre cette justice, qu'un des incidens que je doive le plus fouhaiter au monde pour mon propre intérêt, seroit que les Peuples de Flandre se missent dès à présent en devoir eux-mêmes de renvoyer les Espagnols chez eux, & m'ôter ce mauvais voisinage, qui a déja causé tant de maux à la France; & pour preuve indubitable de cette verité, je demeurerai d'accord de tout, si, en discutant de de-là les matières, il se trouve quelque expédient de lles

ces

no-

erer

oit,

eft

Les érêt

que der-

feroit pof-

ines

naunuë-

rois

oup-

hée er.

des

au

roit dès

ren-

ôter

tant

'ac-

les

de

de sauver l'inconvénient que j'ai trouvé cidessus, que dans un même Traité on declare de vouloir observer religieusement
les Traitez de paix, & qu'on y comprenne
au moins deux articles qui y contreviennent directement & notoirement, sans
pouvoir même colorer d'aucun prétexte
cette contravention.

## LETTRE

## Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 21. Septembre 1663.

Pour vous faire donc sçavoir mes sentimens sur le Projet du nouveau Traité que le Sieur de Wit vous remit en main au même tems que je partois pour aller en Lorraine, je vous dirai, que ne voulant pas entrer dans cette liaison pour rompre la paix, comme je suis assuré que ce n'est pas aussi l'intention des Etats, j'estime qu'il est bon de concerter si bien ensemble toutes choses, qu'il n'y ait point d'article dans le Traité qui contrevienne à ladite paix. Comme la promesse réciproque, de disposer dès à présent les Esprits des Peuples qui font fous la domination des Espagnols à se mettre en liberté par leur expulsion, paroît contraire aux Traitez que Tome II. nous

nous avons fait l'un & l'autre avec le Roi d'Espagne; je croi qu'il suffit de convenir de ce que l'on fera, le cas arrivant de l'ouverture à la succession de la Couronne d'Espagne, sans parler de cette insinuation aux peuples: étant suffisamment ce me semble sous-entendu, que pour parvenir au but que nous nous proposons pour le bien & repos public, on prépare par avance de bonne soi les moyens qui peuvent

v conduire plus fûrement.

Je vous envoye un autre Projet, que vous communiquerez confidemment au Sieur de Wit, fauf à y ajoûter ou diminuër, selon qu'il sera estimé à propos, après que vous aurez encore mieux discuté ensemble la matière, & remarqué les écueils & inconvéniens qu'il faut tâcher d'éviter. Au furplus, il est affez problématique de juger, si, quand je pourrois faire voir aux Etats fort clairement, que la renonciation qu'on a extorquée de la Reine est nulle, je devrois le faire, & leur mettre si fort en évidence mon droit, parce qu'ils en tireront auffitôt la conséquence, qu'en toutes façons, & quoi qu'il en puisse arriver, je veux le faire valoir, le cas arrivant, dans toute son é tenduë. Il est même à craindre que, comme il faut de nécessité que cette Négociation vienne à la connoissance de plusieurs personnes, quelqu'un d'entr'eux, qui ne fera pas persuadé comme les autres, ne donne avis aux Espagnols du préjudice qu'ils se font à ne point payer la Dot de la Reine, pour faire au moins cesser l'une des plus fortes raisons que je puis alléguer en ma faveur pour mon droit à la succes-

sion de leur Couronne.

Ces deux considérations me font croire, qu'il n'est pas nécessaire, ni même à propos, que vous fassiez voir, autant que nous le pourrons facilement faire, la nullité de la renonciation de la Reine, mais qu'il faut que vous-même, quand vous en parlerez, demeuriez comme d'accord de ce qu'a déja dit le Sieur de Wit, qu'il y a des raisons de part & d'autre qui paroissent bonnes & peuvent être soûtenuës.

Pour n'abandonner pas néanmoins ma cause (ce qui leur donneroit encore plus de soupçon) vous pourrez réduire mes raisons à trois chefs, sans même les trop

appuyer.

Roi

nir

ou-

ion

me

nir le

an-

ent

ous de

lon

ous

la

on-

ur-

fi,

ort 1 a

OIS

ffi-

, &

ire

m-

13-

urs

ne

ice

de

la

La première, quelque renonciation que les Espagnols ayent extorquée, elle seroit nulle, quand même ils auroient satisfait au payement de la Dot, parce qu'aucun Acte civil ne peut détruire le Droit de Nature, & que la Reine se trouvant l'aînée des filles du Roi d'Espagne, elle n'a pû faire aucun préjudice, ni à soi, ni même à ses enfans; & il est même considérable que mon fils soit né avant le payement de la Dot, parce que, dès qu'il a vû le jour, il a eu son droit acquis, qui ne lui peut plus être contesté.

La seconde, celle que vous avez déja dite, que la Reine n'a renoncé que con-

N 2 dition-

ditionnellement, c'est-à-dire en cas qu'on lui payât cinq cens mille écus d'or, aux termes portez par le contrat de son Ma-

riage.

A quoi le Roi d'Espagne n'ayant pas satisfait, il est sans doute qu'elle est rentrée dans tous ses droits, n'étant pas juste que la principale héritière n'ait aucune part à la fuccession.

La troisiéme, que ni moi, ni la Reine, n'avons point donné la Ratification de cette renonciation depuis qu'elle est passée en France, comme il étoit nommément stipulé par le Contrat de Mariage, & les Ministres d'Espagne n'ont ofé me faire aucune instance de donner cet Acte, connoissant bien eux-mêmes, que le payement effectif de la Dot de la Reine devoit nécessairement le précéder, & que par conféquent ils ne pouvoient honnêtement m'en faire la demande.

## PROJET

D'un nouveau Traité entre le Roi & Messieurs les Etats Généraux.

I E Roi & Messieurs les Etats, &c. con-- sidérant dans la constitution présente des affaires du monde, qu'encore que , par un singulier on

ux

la-

ſa.

ée

ue

irt

e,

te

en

i-

es

u-

n-

nt

é-

n-

nt

gulier effet de la Bonté Divine, la plupart des Royaumes & Etats Chrêtiens jouissent d'un profond repos, qui n'est troublé qu'en quelques extrêmitez de l'Europe sil est néanmoins à craindre, que l'ouverture à la succession de la Couronne d'Espagne, qui pourroit arriver, ne replonge la Chrétienté dans les mêmes defordres, malbeurs & calamitez, dont avec tant de peine on a eu le bonbeur de la délivrer par les derniers fameux Traitez de Westphalie & des Pirenées; Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats, par une prévoyance & prévention digne de leur grande prudence, ont estimé à propos de s'unir de nouveau d'une plus étroite liaison, & afin que leur amitié ne puisse jamais être alterée par aucun incident, régler ensemble dès à présent & arrêter, quelle face on tâchera de donner aux affaires dans les dix Provinces des Païs - Bas de la domination d'Espagne, en quoi Sa Majesté & lesdits Etats ont un si notable intérêt. Le cas arrivant de la succession à la Couronne d'Espagne, qui appartiendroit alors sans difficulté avec tout droit & justice à Sa Majesté, du chef de la Reine son Epouse, par l'invalidité & nullité de la renonciation qu'on a extorqué d'elle à Fontarabie, avant qu'elle passat en France, & par le défaut d'accomplissement de la part des Espagnols de plusieurs conditions qui avoient été nommément stipulées par le Contrat de son Mariage, & auquel la prétenduë renonciation n'étoit pas relative: Ce sont des veritez si évidentes & si bien connuës des peuples N 3

de Flandre même, qu'on sçait que déja quelques - uns de leurs principaux membres ont conjointement déliberé, pour chercher les moyens de se garantir des maux dont ils voyent bien qu'ils sont menacez, & que les plus prudens d'entr'eux ont jugé, qu'il n'y avoit point pour eux de moyen plus sur, que de prendre des à présent la résolution de se cantonner en République libre, alliée desdits Sieurs Etats, & sous la protection du Roi; ayant vu par une facheuse expérience, que depuis 150. ans qu'ils sont tombez sous la domination de la Maison d'Autriche, leur pais n'a été qu'un sanglant Théâtre de guerre, de miseres & de désolations: La sincere affection que le Roi a pour lesdits Sieurs Etats, & le désir qu'a Sa Majesté, comme il a été dit, de rendre durable à jamais leur amitié & liaison, sans qu'aucune jalousie de voisinage ou de trop grande puissance la puisse altérer, a porté Sa Majesté à condescendre, en considération desdits Sieurs Etats, qu'en cas qu'il arrive ouverture à la succession de la Couronne d'Espagne, elle n'usera pas de la plenitude de ses droits en ce qui regarde lesdites Provinces des Païs-Bas; mais, par un effet de moderation singulière, se contentera, que les peuples, qui naturellement devroient être Joumis à son obéissance par cette ouverture, deviennent libres, & forment une nouvelle République, alliée desdits Sieurs Etats, sous la protection de Sa Majesté, à la reserve seulement de quelques Places desdites Provinces qui se trouvent à la bienséance de Sa Majesté, pour mieux couvrir les frontières du Royaume, & pour sa plus grande sûreté, & à la reserve aussi de quelques autres, qu'elle condescent aussi, nonobstant ses droits, à laisser en propre auxdits Sieurs Etats, pour les mêmes raisons de bienséance & de plus grande sûreté, ainsi qu'il sera dit ci-après: en considération de quoi, & pour correspondre dignement à une si grande marque de desintéressement de la part de Sa Majesté, les dits Sieurs Etats se sont volontiers engagez par le présent Traité, à concourir avec elle, & à seconder de tout leur pouvoir ses bons & généreux desseins en la manière suivante.

En premier lieu, Sa Majesté & les dits Sieurs Etats déclarent, que leur intention est d'observer religieusement les derniers Traitez faits avec l'Espagne, sans porter la guerre dans les Païs-Bas, qu'au cas de l'échéance des droits de Sa Majesté du chef de la Reine

fon Epoufe.

uel-

ont

les

ils

les

n'y

que

e se

dits

loi;

de-

mi-

na

mi-

1011

8

dit,

iai-

04

, a

dé-

u'il

ou-

ble-

di-

ef-

que

tre

de-

Ré-

la

le-

ces

ef-

té,

Si, avant que les peuples de Flandre ayent pris la résolution, à laquelle ils paroissent disposez, de s'établir en République libre, pour prévenir les malbeurs dont ils se voyent menacez, il arrive ouverture à la succession de la Couronne d'Espagne en faveur de la Reine, pour lors, comme tout le droit à ladite Couronne appartiendra à Sa Majesté, & qu'elle en pourra librement user en la maniére qu'il lui plaira, sans contrevenir en rien aux derniers Traitez de Paix, l'on fera cantonner & établir en République libre les dites dix Provinces; & Sa Majesté, & les N 4

tits Sieurs Etats y employeront même la force & les armes en cas de besoin, tant pour les y faire résoudre, que contre tous ceux

qui voudront s'y opposer.

Et d'autant que, pour les considérations cidessus touchées, il importe notablement à Sa Majesté & auxdits Sieurs Etats dans ce changement & nouvelle face des affaires du Païs-Bas, de bien couvrir leurs Frontières contre les Puissances étrangéres qui voudroient s'en mêler & y prendre part, ils fe-ront tous les efforts possibles pour mettre és mains de Sa Majesté les Villes & Places de Cambrai , Aire , Nieuport , Furnes & Linck, & les Châtelenies de Cassel, Balieul & Poperingue; & entre les mains desdits Sieurs Etats Oftende, Plassendal, Bruges, Damme, Blanquenbergue, avec ce que l'Espagne possede à présent de la Province de Gueldre. & de ses quatre quartiers d'Outre-meuse, & les Châteaux de Navaigne & Argenteau avec leurs dépendances.



#### LETTRE

forbour eux

ci-

du res

fe-

de ick,

Po-

urs

ım-

zne

re,

a-

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 27. Septembre 1663.

IL est très-important que Monsieur de Wit en soit pleinement persuadé, afin qu'ensuite ses amis le soient aussi par son moyen, que de plus ils connoissent qu'on agit avec lui dans une entiére confiance, pour l'obliger de nous continuer celle qu'il m'a fait paroître dès la premiére ouverture de cette affaire; & cela ne se peut, ce me femble, qu'en lui donnant une pleine communication desdites raisons. J'ai eu même une occasion à ne pouvoir m'en défendre, dans la lecture que je lui ai faite du Projet que Vôtre Majesté m'a envoyé, parce qu'il se trouve tout fondé sur la nullité de la renonciation exigée par les Efpagnols, de laquelle n'ayant pas manqué de me demander les raisons, je n'ai pû me dispenser d'ajoûter à celles que je lui avois déja déduites, celles dont Vôtre Majesté m'a instruit; & le bon effet que cela a produit dans son esprit, fait que je ne sçaurois m'en repentir. Mais ensuite je lui ai fait N 5

entendre, que Vôtre Majesté agissant avec lui en toute confiance, ne craignoit pas de lui découvrir par-là la mauvaise conduite des Espagnols, qui, faute d'avoir satisfait aux conditions du Traité des Pirenées, avoient fortifié son droit de ces nouvelles raisons; qu'il en pouvoit connoître la force, & les débiter à ses amis comme de luimême, sans découvrir qu'il les tient de moi, de crainte que, venant à être divulguées par quelques-uns de ceux qui avoient part au secret de cette affaire, & portées ensuite aux oreilles des Espagnols, il n'arrivât quelque empêchement qui troublât le fuccès d'une affaire dont il avoit eu la premiére pensée. Il est convenu avec moi d'en user de cette manière, & comme je l'ai laissé fortement persuadé de la justice des droits de Vôtre Majesté, je ne doute point qu'il ne le foit encore de fa modération, & qu'il n'agisse ensuite comme elle le peut défirer.

Il a demandé du tems pour communiquer le Projet à ses amis, & a trouvé trèsjudicieuse la remarque de Vôtre Majesté sur les deux premiers articles. Il faut lui laisser digerer le reste, & y faire à loisir toutes les réslexions que lui & ses amis ju-

geront à propos.

## LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 4. Octobre 1663.

CUr la grande affaire, j'ai vû aujourd'hui Monlieur de Wit, qui m'a dit, qu'il ne pouvoit me répondre aucune chose sur la communication que je lui ai faite du Projet que Votre Majesté m'a envoyé, que les mouvemens qui agitent présentement les deux Provinces ne fussent appaisez, & que ce seroit la gâter entiérement, que de la pousser dans l'alteration où se trouvent présentement les esprits. Les Etats de cette Province se sont assemblez ce matin, pour résoudre ce qu'il y a à faire sur la Réfolution de la Zélande. L'Assemblée a été continuée après midi jusqu'à sept heures du foir, enforte qu'au depart du Courier elle n'est pas encore separée, si bien que, n'en pouvant rien mander à Vôtre Majefté, ce fera pour le premier ordinaire.

N 6

LET.

r.

vec:

fait es, lles

orluide

rulent ées

ar-

le

re-

noi je

ice.

ralle

ni.

ès-

fté.

lui

fir u-

ate:

#### LETTRE

le

tis

tr

n

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 4. Octobre 1663.

A prétension de la Zélande sur les Priéres publiques est, qu'il soit fait mention des Etats Généraux plûtôt que des Etats de la Province de Hollande, comme représentant la qualité des sept Provinces, dont la Hollande n'est qu'une; cette Province s'y oppose, sur ce qu'étant souveraine, comme les Etats Généraux le font, & n'ordonnant lesdites Priéres que dans l'étendue de sa Souveraineté, dans laquelle elle ne reconnoît aucun Superieur, elle est en droit de se faire nommer la premiére, laissant à la liberté des autres Provinces, d'en user chez elles comme il leur plaira pour ce regard. Vôtre Majesté voit parlà tous les sujets d'aigreur & de division qui se forment entre les deux Provinces; l'animosité des Sieurs de Wit & Thibaut y entre pour des intérêts particuliers; ceux même de Madame la Douairiére s'y mêlant, le Prince Guillaume est parti de Breda, & a évité de passer à la Haye pour aller en Frise & Groningue, à dessein de porter ces deux Provinces, dont il est Gouverneur, [ 301 ]

neur, de se joindre à la Zélande. La cabale d'Angleterre se joint à tous ces partis, & par - là découvre, que l'on pourroit bien prendre l'occasion du différend de ces deux Provinces, pour avancer les intérêts du Prince d'Orange, qui ont été toûjours traversez par la Hollande & maintenus par la Zélande. Les Espagnols ne perdent pas de tems à échaufer les esprits, par l'intérêt qu'ils ont toûjours pris à troubler l'Union, & pour celui même qu'ils prennent anjourd'hui de rendre de mauvais offices à Monsieur de Wit, en le faisant promoteur de toutes les entreprises de la Hollande, & des constitutions qu'ils lui font former mal à propos. Ils ont tellement à cœur de se venger de lui dans cette occasion, que l'Ambassadeur d'Espagne ne pût s'empêcher de dire, il y a quelques jours, que le tems étoit venu d'avoir raison du plus grand ennemi qu'ait la Maison d'Autriche parmi les Etats, que l'on verroit comment il appaiseroit les Provinces qui se plaignoient de lui avec tant de raison; & pousfa ensuite cent choses qui découvrirent ses mauvaises intentions, & les pratiques qu'il fait dans l'Etat pour les exécuter. donné part à Monsieur de Wit de ces avis, pour l'échauffer davantage dans les intérêts de Vôtre Majesté, en l'éloignant de ceux des Espagnols, qu'il reconnoît par-là: ses ennemis declarez. Cela a produit de si bons effets, qu'il a depuis passé à de nouvelles Conférences avec moi fur tous cas

[ 302 ]

différens, & est venu jusques à me demander mon entremise auprès de quelques-uns de mes amis de la Zélande pour les faire cesser. C'est à quoi je m'applique avec foin, & sans y engager absolument le nom de Vôtre Majesté, de crainte de le commettre; je fais néanmoins remarquer à tous ceux qui sont dans ses intérêts, qu'ils ne lui en peuvent pas donner une marque plus certaine, qu'en contribuant ce qui dépendra d'eux au rétablissement de la bonne intelligence qui doit être entre les deux Provinces, qu'elles n'ont point d'autre parti à prendre que celui de l'Union: & par-là je les rends persuadez de la fincerité de ses intentions au bien de l'Etat, par les foins qu'elle se donne de faire cesser leurs différens, qui est un chemin tout contraire à celui que tiennent les Espagnols. Cette manière d'agir a tellement plû à Monsieur de Wit, qu'il m'en a fait des remercîmens. Je continuerai de même avec d'autant plus de chaleur, que Vôtre Majesté a déja compris les avantages qui lui en peuvent revenir, & qu'elle m'en a donné les ordres par sa derniére dépêche.



nns

ec m.

ils ue

la la

u-

n;

n--

t,

ut

)a-

nt

ait

ê-

0-

es ·

en

e-

#### LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 11. Octobre 1663.

Monsieur de Wit ayant eu tout le loisir d'examiner avec ses amis le Projet que Vôtre Majesté m'a envoyé, & que je lui ai communiqué, nous avons eu depuis plusieurs Conférences, dans lesquelles il m'a fait entendre les difficultez que l'on y avoit faites, qui consistent toûjours en la force de la renonciation de la Reine, qui se trouvant repetée dans différens articles du Traité, & bien loin de celui qui parle de la Dot, ne pouvoit, ce semble, être entenduë ni prise pour une condition relative à ladite Constitution; que du moins la chose demeuroit douteuse, & que dans ce doute ses amis trouvoient un peu hardi de faire décider, en faveur de Vôtre Majesté, à la Province de Hollande, une affaire de si grande conséquence contre un Prince ami & allié; que cette décision étoit tranchée nette par tout le préambule du Traité que je lui avois présenté, où les droits de Vôtre Majesté étoient étendus & expliquez bien au long; que

nr

me

vo fif

les be

VO

m

po

re

qu

la air

fo

pa

qu

VE

av

le

de

qi

CE

ar

n

au

qı

g

que de-là ils concevoient de l'ombrage, que par ce premier pas l'on ne voulût les engager trop avant dans les différens qui formeroient un jour cette contestation; que ce procedé passeroit pour une entreprise, & ne feroit jamais approuvé par les autres Provinces, & que ceux qui figneroient un Traité conçû en des termes si forts, demeureroient exposez à des suites fâcheuses, qui pouvoient même interrompre le cours de la bonne intelligence que Vôtre Majesté & ladite Province se proposent dans cette nouvelle liaison; que lui, Monsieur de Wit, n'avoit point trouvé de meilleur moyen de les faire revenir, qu'en leur représentant, que les prétensions de Vôtre Majesté ayant des raisons dont elles pouvoient être foûtenuës, & dont cette renonciation pouvoit être combattuë d'invalidité, il ne faloit pas éclaircir si fort les choses; & que c'étoit assez qu'il parût que Vôtre Majesté eût un droit, pour obliger la Province de prendre de forte ses précautions, quand on le voudroit faire valoir, qu'elle en reçût plûtôt de l'avantage que du préjudice; que c'étoit pour cela que le Traité étoit proposé, & qu'il jugeoit à propos d'en retrancher ce qui blesseroit lès efprits, & cette déduction étendue & raifonnée desdits droits successifs, nonobstant ladite renonciation. Et sur ce fondement il m'a remis en main un nouveau Projet, que j'envoye à Vôtre Majesté, où elle remarquera que, pour éviter tous inconveniens,

niens, il se sert dans le préambule des mêmes termes qui se trouvent dans mon Pouvoir, sans rien dire desdits droits successifs; mais ils paroissent si bien établis dans les articles suivans, que j'estime qu'ils tombent de même dans cette décision qu'ils ont voulu éviter, & qu'ils s'y trouvent égale-

ment engagez.

e

).

i-

1

S

Vôtre Majesté trouvera le premier article un peu crû, en ce qu'il semble lui imposer une loi de ne pouvoir porter la guerre dans les Païs-Bas, pour quelque cause que ce puisse être, jusqu'à l'ouverture de la succession; mais outre qu'il a été couché ainsi, pour donner une impression de bonne foi fur l'observation des Traitez avec l'Espagne, je l'ai adouci par le fous-entendu que j'y ai ajoûté sur la fin, qui en rend le pouvoir également à Vôtre Majesté & à Messieurs les Etats, en cas de contravention auxdits Traitez: & comme nous avons à ménager des esprits ombrageux, je travaille plus à les engager dans l'essentiel de l'affaire, qu'à pointiller sur la manière de les exprimer; & pour cela j'ai jugé plus à propos de laisser les mêmes termes auxquels Monfieur de Wit a trouvé bon de concevoir ledit Traité, & sous lesquels il l'a fait approuver à ses amis, que d'y en supposer de nouveaux, qui pouvant être plus significatifs, auroient peut-être fait naître plus de foupçon.

Pour faire voir que l'article qui porte, qu'il ne sera rien innové dans les Priviléges accordez auxdites Provinces - Unies,

tant

[ 306 ]

fur

re

qui

VO

ref

fu

rêt

qu

eff

re

el

po

fù

CE

di

di

16

C

à

10

t

C

8

U

tant pour les Canaux, qu'autres choses qui regardent le Commerce & leur sûreté, n'est pas une nouvelle demande, Mr. de Wit m'a envoyé un extrait du nouveau Traité qu'elles ont sur ce sujet avec l'Espagne, où ils sont énoncez de même. Monsieur de Wit, dans la derniére Conférence que j'eus avec lui, me communiqua une Lettre qu'il a reçûë du Chancelier Hyde par Downing, dont j'envoye Copie à Vôtre Majesté; & comme elle verra qu'elle est conçue en termes généraux, qui signifiant quelque chose, ne disent pourtant rien de précis, il en voulut sçavoir l'explication de Downing, qui dans son entretien demeura encore dans une généralité, lui faisant pourtant entendre, qu'il étoit de l'intérêt des Etats comme de l'Angleterre, de prendre des précautions contre l'avenir, sans s'expliquer à l'égard de qui. Et comme il vit que ce langage étoit le même que celui que tiennent les Espagnols quand ils veulent donner de la jalousie de l'ambition & des grands desfeins de Vôtre Majesté, il foupçonna qu'il pouvoit avoir la même fin; & pour le mieux découvrir, il donna audit Downing. toutes les espérances possibles, & le pria de lui parler plus clairement; & dans deux jours qu'il le doit revoir, il sçaura où aboutissent ces propositions, du détail desquelles. il m'informera, pour en rendre compte à Vôtre Majesté. Je pris cette occasion pour lui demander son sentiment fur

qui

eft.

Vit

ité

le,

eur

ue

et-

de

0-

lle

ni-

int

χ.

n-

li-

é-

n-

n-

de

é.

es

la

-1:

il

le

12

X

a --

1-

re

C-

nt

ir

sur les ménagemens que nous devions faire de l'Angleterre, & je lui dis pour cela, que la forte liaison que Vôtre Majesté avoit prise avec les Etats, & la bonne correspondance avec laquelle elle étoit perfuadée que seroient soûtenus tous ses intérêts par sa conduite, lui avoient fait en quelque façon négliger ce ménagement, estimant qu'assurée des Etats, elle n'avoit rien à craindre; qu'il n'avoit été encore renouvellé aucun Traité d'Alliance avec elle; & s'il ne jugeoit point que, même pour la conduite de la grande affaire, il fût de la bonne politique de tenir ce Prin-. ce engagé dans nos intérêts, quand nous n'y trouverions aucun avantage que celui de le féparer des Espagnols. Il me répondit, que Vôtre Majesté ne pouvoit rien faire de mieux; que cela même lui étoit nécessaire, pour éviter que, lors de l'ouverture à la succession des Païs-Bas, le Roi d'Angleterre, qui en étoit si voisin, n'en conçût de la jalousie, & ne se portât, à la priére de. l'Espagne, ou même de ces Peuples, à. leur donner du secours, ce qui lui seroit très-facile; que si l'on le pouvoit même pousser jusques à maintenir les droits successifs de Vôtre Majesté, la mort du Roi. & du Prince d'Espagne arrivant, ce seroit un grand avantage; mais qu'il faloit bien. prendre garde de ne rien découvrir du Traité qui se faisoit pour cela avec les Etats. Je le mis à dessein sur cette matière, pour lui ôter tous les ombrages où je:

[ 308 ]

je l'ai vû de cette Alliance, & pour l'excuser, quand elle se fera, sur le conseil qu'il en a donné, & l'utilité dont il l'a jugée pour les intérêts de Vôtre Majesté.

C'est à elle maintenant à juger, si les propositions de Downing ne doivent pas être prifes pour une marque de chagrin qu'il semble qu'ait le Roi son Maître de se voir négligé; vû même que les discours qui se tenoient en Angleterre, au tems que j'y faisois le Traité de Dunkerque, le ménacoient que cela arriveroit quand nous aurions cette Place; que ceux qui en étoient pour lors les Auteurs les peuvent avoir rebatus & persuadez depuis, & que par-là il peut avoir été porté à écouter quelques propositions du côté d'Espagne; & si, cela présupposé, il ne seroit pas à propos à Votre Majesté de faire quelques pas ven l'Angleterre pour lever ces mauvaises impressions, ou du moins pour la mettre dans les bonnes dispositions qui lui sont nécesfaires pour l'exécution de ses desseins.



vù

enc la;

pri

ge

affi réfi la poi me

ve

16

### LETTRE

#### Du Comte d'Estrades à Mr. de Lionne.

Le 25. Octobre 1663.

ir

y

ıt

il

la

à

J'Ai reçû une Lettre du 19. de ce mois, en réponse de la mienne du onziéme. Vous aurez vû la suite des avis par celle du 18. Depuis Downing n'a point revû Monsieur de Wit, & il dit qu'il attend encore des ordres du Chancélier pour cela; mais ledit Sieur de Wit & moi sommes persuadez, que c'est une défaite qu'il a prise pour ne se pas découvrir davantage, n'ayant pas jugé ledit Sieur de Wit affez bien disposé. Je verrai à quoi il se résoudra, & ce qui lui sera ordonné sur la prétension où il s'est mis ici mal à propos pour le traitement; cependant il ne me voit point.

A l'égard de la contestation qui se renouvelle en Angleterre au sujet de la Pêche, & l'empêchement que l'on donne de nouveau à nos pêcheurs, vous vous souviendrez, s'il vous plast, Monsieur, qu'en l'année 1661. il en sut fait une toute semblable,

[ 310 ]

par la prétension où l'on est, que dans la franchife des cinq Ports nuls étrangers n'ont droit de pêcher qu'en vertu des Congez du Gouverneur desdites Côtes, qui est Monsieur le Duc d'York, & que sur cette contestation quelques pêcheurs de Diépe ayant été arrêtez, & leurs files pris. & ensuite un Vaisseau Anglois avant été retenu à Boulogne par forme de reprefailles, Monsieur le Duc d'York, sur mes instances, fit mettre en liberté lesdits pe cheurs, & Sa Majesté ensuite fit relâcher ledit Vaisseau, & en même tems révoqua l'ordre qu'elle avoit donné à Blaye, pour faire décharger le Canon à tous les Anglois, fuivant le vieux usage, prétendant qu'elle ne les en avoit dispensez par le Traité sait avec Cromwel, qu'en confidération de la liberté qu'elle a entendu qui nous y étoit accordée de toutes les pêches: furquoi je dois vous représenter, comme je fis en a tems-là, que dans ledit Traité il n'est fait aucune mention de cette Pêche, mais bien dans le quatriéme article il est porté, que les fujets de l'un & l'autre Etat auront h liberté de trafiquer dans tous les Ports & lieux de leurs dépendances, fans être obligez de prendre aucuns Congez; & 1 moins que vous veuilliez expliquer de la Pêche ce qui se dit du Commerce, je ne vois pas que ce Traité nous donne aucunt nouvelle permission, avec laquelle vous puissiez faire aller de pair la dispense qu'il accorde formellement de la décharge du LET. Canon à Blaye.

P

qu d'

V

qu

ré T

M

N

rie

te

ve

ve

vo l'u

de

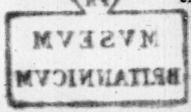
En Co

#### LETTRE

Du Comte d'Estrades à Mr. Colbert.

Le 8. Novembre 1663.

DE tous les Traitez de Commerce qui fe font faits entre l'Angleterre & les Provinces-Unies, celui de l'année 1495. que l'on appelle vulgairement le Traité d'Entrecours, conclu entre le Roi Henri VII. & l'Archiduc Philipe, passe pour le plus important, & lesdites Provinces, depuis que l'Etat est formé, ont plus cherché de régler ceux qui ont été faits ensuite. Ce Traité se voit imprimé à la fin du livre de Monsieur Grotius, intitulé Mare liberum. Néanmoins Messieurs les Etats n'en ont rien retenu dans les deux derniers Traitez passez, le premier en l'année 1654. avec le Protecteur, le second en 1662. avec le Roi d'Angleterre, que ce qui se voit couché dans l'article douzième de l'un, & neuviéme de l'autre, qui tous deux expliquent, qu'il est laissé respectivement aux deux Nations une liberté de Commerce généralement de toutes mar-



s la gers des

qui fur de lets

ant oremes

pêher

faiois, elle fait

e la étoit pi je n ce

fait bien que it la

ts & e o & d e la

e ne cune vous qu'il

e du ET.

1

F

t

d

1

0

n

I

chandises, apportées, ou rapportées dans les Ports, Villes, Villages, par mer, eau douce ou par terre, de leurs dépendances, le tout dans l'Europe, en payant les droits imposez, & tels qu'ils se doivent payer par les autres étrangers.

Depuis le Traité de 1654. les Anglois, connoissant par experience que les Hollandois leur enlevoient la plus grande partie du Commerce, & que, par le grand menage avec lequel ils trafiquent, les Marchands trouvent mieux leur compte de fe fervir de ces Vaisseaux que de ceux de leur Nation, & pour le prix du fret, & pour la conservation des Marchandises, firent passer un Acte au Parlement, par lequel il fut fait défense à tous étrangers, de trafiquer dans les Ports d'Angleterre d'autres marchandises que celles qui croissent dans leur païs. Cet Acte fut renouvelle après l'établissement du Roi d'Angleterre; mais en l'un & en l'autre tems il est demeuré sans exécution, parce que les Anglois mêmes, qui font le trafic du Levant, des Canaries & du Nord, trouvent plus de menage, de bonne foi & de sûreté de charger leurs marchandises fur les Vailseaux Hollandois, que sur ceux de leur Nation; & par cette raison l'on dissimule en Angleterre cette infraction au Com: merce, parce qu'on l'a trouvée irrémediable. Comme cet Acte est prohibitif à toutes les Nations, il seroit de nôtre intérêt d'en demander une exception pour nous lorf.

MVSEVM BRITANNICVM U

ie airfe

de

& fi-

de

iu-

illé re;

de-

An-

nt,

lus

de

aif.

eur

ule

om:

dia-

Ou-

érêt

ous

orf.

lorsque le Traité d'Angleterre se renouvellera. Voilà toute l'information que je puis vous donner sur cette matière, que vous connoîtrez mieux par la lecture du Traité d'Entrecours, & par les deux de 1654. & 1662.

#### LETTRE

e no la taparelle de dece

# Du Comte d'Estrades à Mr. de Lionne.

Le 15. Novembre 1663.

Pour répondre à vôtre Lettre du 9. Novembre avec la même confidence que vous m'écrivez, & pour demeurer seulement entre nous; je vous dirai que je dois paroître bien embarassé, puisque vous me témoignez l'être sur le conseil que vous devez au Roi dans l'affaire qui se propose, & que je n'ai pas assez de présomption pour croire, que mes lumiéres puissent ajoûter quelque chose aux vôtres, dans une occasion qui vous semble si importante: néanmoins comme nous devons, vous &: moi, avoüer nos fentiments les plus cachez pour le bien du fervice de Sa Majesté, je ne feindrai point de vous découvrir les Tome II. miens

miens dans l'occasion qui se présente, sans prétendre par-là qu'ils servent de régle au

parti que vous devez prendre.

Le Projet, en la manière qu'il est propofé, même avec ses additions, n'ôte pas au Roi la liberté de porter la guerre dans les Païs-bas, mais seulement il en régle

les sujets & les tems.

Ces sujets sont deux; l'ouverture à la succession d'Espagne du chef de la Reine, & l'infraction du Traité des Pirenées. Le premier sous cette condition, que les Païs-Bas de la domination du Roi d'Espagne refusent de se cantonner & mettre en République; & pour le tems que Sa Majesté sera obligée d'attendre la mort du Roi & du Prince d'Espagne, Messieurs les Etats semblent décider par-là, que devant, le

Roi n'a rien à y prétendre.

Dans ce premier sujet de guerre, il semble que le Roi souffre deux griess; le premier, en ce qu'il paroît par ce cantonnement renoncer à l'avantage d'une grande succession qui lui appartient après la mort du Roi & du Prince d'Espagne, qu'il n'a la liberté de poursuivre par les armes qu'après le resus fait par les peuples dudit cantonnement, & qu'il paroît faire ainsi un grand sacrisice à l'amitié de Messieurs les Etats, & à l'intérêt qu'ils ont de ne l'avoir pas pour voisin, en ne se servant pas de la plénitude de son droit.

b

q

la

Le second grief est dans le tems préscrit pour faire la demande de la succession, parce parce que si les bruits qui courent à Bruxelles font vrais de la mort du Roi d'Espagne. fans attendre celle du Prince, la succession du Duché de Brabant & Comté de Namur appartient à la Reine, comme aînée, fuivant l'ordre des fuccessions qui a été gardé de tout tems dans les Provinces du Païs-Bas. Si ce droit se trouve fondé sur quelques exemples ou fur quelque loi, & que je puisse le rendre connu ici, je ne doute point qu'il ne me foit facile de réparer ce grief, & que la Hollande, ou ceux avec qui nous traitons, nese rendent capables de comprendre, qu'il n'y va en aucune façon de leur intérêt de retrancher ce tems, & qu'il y va beaucoup du nôtre.

Pour le premier grief, il paroît du tout impossible de l'empêcher, parce que ces peuples n'entrent dans ce Traité que par la crainte de l'avenir, & par l'ombrage qu'ils conçoivent de la grande puissance d'un Roi que cette succession rend leur voisin, & auquel voulant opposer quelque chose de plus fort que leur Etat, ils pensent d'en former un nouveau par ledit cantonnement, & cette prétendue République libre, qu'ils ont méditée sur la disposition où ils prétendent que se trouveront les

peuples pour cela.

oas

18

le

la

le is-

ne

é-

té

&

ats

le

m-

re-

ne-

nde

ort

n'a

ı'a·

an-

un

les

1'a-

pas

crit

on,

arce

Si bien que ce grief n'est grief qu'en cas que le cantonnement se fasse, & que les peuples s'y soûmettent; car hors de-là le Roi a la liberté de poursuivre ses droits par la force, & les Etats sont obligez de se O 2 joindre

joindre à lui pour cela; & l'on peut dire fur ce sujet, que les difficultez qui se rencontrent dans l'exécution de ce cantonnement font si grandes, & qu'il y entre tant d'humeurs & d'inclinations différentes, & tant d'intérêts contraires parmi les peuples qui composent lesdites Provinces, tant de priviléges à disputer entre le Clergé, la Noblesse & le tiers Etat, si grand nombre de partifans que l'Espagne y nourit depuis plus d'un siécle, que quand même l'exemple des sept Provinces, l'amour de la iiberté, & la protection de deux puissans Etats pourroient porter ces peuples à se retirer de dessous le joug de la Maison d'Autriche, il est impossible que ce ne soit un ouvrage de plusieurs années.

L'Etat des sept Provinces, secouru successivement de quatre grands Princes de la Maison de Nassau, de la France, de l'Angleterre & d'une partie de l'Allemagne, outre l'amour de la liberté, animé de la sevérité de l'Inquisition, & du faux zèle d'une nouvelle doctrine, a été soixante

ans à se former.

De ces raisons & de cet exemple l'on pourroit conclure que ce cantonnementest comme impossible, ou que du moins s'il peut réussir, c'est avec des longueurs & des difficultez qui changent la nature du Traité, & qui donnent occasion au Roi de l'expliquer comme il lui plaira, & d'en tirer tout le fruit: & néanmoins par l'illusion d'un événement difficile & peu apparent,

ŀ

r

11

e

e

i-

13

u-

10

c· la

n.

le

ite

on

eft

8

du

de

ti-

lu-

pa-

nt,

rent, & fous l'amorce de quelques Places, nous trouvons l'occasion, non seulement de détacher Messieurs les Etats de la Ligue des dix-sept Provinces, mais encore de les engager avec nous pour cette Conquête, fous le prétexte & fous le nom de la confervation de nos droits; & l'on peut dire que le Roi, donnant les mains audit cantonnement, & faisant le moderé à ne se pas servir de la plénitude de son droit, ne donne rien en effet aux Etats, & qu'il ne haisse pas néanmoins de s'en servir très-utilement pour s'affürer la fuccession des dix Provinces. A l'égard de l'obligation que le Roi s'impose par ledit Projet, de venir à une communication avec les Etats fur les sujets de rupture qui pourront arriver sur les infractions au Traité des Pirenées; c'est une condition qui semble n'empirer pas la sienne, qui paroît juste & de l'usage ordimire, pour empêcher que les Alliez défenfifs ne soient entraînez dans une guerre injuste contre leur gré & leur intérêt; & d'infister tant soit peu là-dessus, ce seroit leur remettre dans l'esprit la crainte que les Espagnols leur ont voulu faire recevoir de la grandeur de ses desseins, & d'une ambition démesurée, par laquelle ils se croiroient entraînez violemment dans une guerre sur des sujets légers : & quand Sa Majesté s'oblige de chercher les réparations de ces infractions, par les moyens propolez par ledit Traité, cela s'entend par les moyens qu'elle jugera les plus convenables

joindre à lui pour cela; & l'on peut dire fur ce sujet, que les difficultez qui se rencontrent dans l'exécution de ce cantonnement font fi grandes, & qu'il y entre tant d'humeurs & d'inclinations différentes. & tant d'intérêts contraîres parmi les peuples qui composent lesdites Provinces, tant de priviléges à disputer entre le Clergé , la Noblesse & le tiers Etat, si grand nombre de partifans que l'Espagne y nourit depuis plus d'un siécle, que quand même l'exemple des sept Provinces, l'amour de la liberté. & la protection de deux puissans Etats pourroient porter ces peuples à se retirer de dessous le joug de la Maison d'Autriche, il est impossible que ce ne soit un ouvrage de plusieurs années.

L'Etat des sept Provinces, secouru successivement de quatre grands Princes de la Maison de Nassau, de la France, de l'Angleterre & d'une partie de l'Allemagne, outre l'amour de la liberté, animé de la sevérité de l'Inquisition, & du faux zèle d'une nouvelle doctrine, a été soixante

ans à fe former: que voor no rannel na b

De ces raisons & de cet exemple l'on pourroit conclure que ce cantonnement est comme impossible, ou que du moins s'il peut réüssir, c'est avec des longueurs & des difficultez qui changent la nature du Traité, & qui donnent occasion au Roi de l'expliquer comme il lui plaira, & d'en tirer tout le fruit: & néanmoins par l'illusion d'un événement difficile & peu apparent.

rent, & fous l'amorce de quelques Places, nous trouvons l'occasion, non seulement de détacher Messieurs les Etats de la Ligue des dix-sept Provinces, mais encore de les engager avec nous pour cette Conquête, fous le prétexte & fous le nom de la conservation de nos droits; & l'on peut dire que le Roi, donnant les mains audit cantonnement, & faisant le moderé à ne se pas servir de la plénitude de son droit, ne donne rien en effet aux Etats, & qu'il ne laisse pas néanmoins de s'en servir très-utilement pour s'affürer la fuccession des dix Provinces. A l'égard de l'obligation que le Roi s'impose par ledit Projet, de venir à une communication avec les Etats fur les sujets de rupture qui pourront arriver sur les infractions au Traité des Pirenées : c'est une condition qui semble n'empirer pas la fionne, qui paroît juste & de l'usage ordinaire, pour empêcher que les Alliez défenfifs ne soient entraînez dans une guerre injuste contre leur gré & leur intérêt; & d'infister tant soit peu là dessus, ce seroit leur remettre dans l'esprit la crainte que les Espagnols leur ont voulu faire recevoir de la grandeur de ses desseins, & d'une ambition démesurée, par laquelle ils se croiroient entraînez violemment dans une guerre fur des fujets légers : & quand Sa Majefté s'oblige de chercher les réparations de ces infractions, par les moyens proposez par ledit Traité, cela s'entend par les moyens qu'elle jugera les plus convenables

[ 318 ]

à l'utilité commune des Alliez, parce que ledit Traité n'en préscrit aucun. Cela présupposé, je vous laisse à juger de l'objection que vous me faites, quand vous me dites, que par les conditions de ce Projet le Roi d'Espagne obtient en substance la même chose que Gamarre demande aux Etats, & que par la signature d'un Traité qui oblige Sa Majesté à ne pouvoir porter la guerre dans les Païs-Bas, que dans les deux cas alléguez de l'ouverture de la fuccession & infraction au Traité des Pirenées, & fous la condition que le cantonnement soit refusé, les Païs-Bas sont aussi affirez que s'ils avoient une Ligue offensive avec les Etats; du moins y a-t-il cette différence, qu'ils s'assurent tous seuls, & que nous y gagnons un Etat que nous leur ôtons, avec lequel ils cherchoient à se liguer: & pour l'infidélité qu'ils nous peuvent faire, en fignant le lendemain un Traité de Ligue avec lesdites Provinces, c'est un risque que l'on ne peut éviter dans tous les Traitez, & que nous courons dans celui de 1662., mais laquelle n'est pas apparente dans celui-ci; & quand ce mal arriveroit, le Roi n'empire point sa condition, ne perd rien de son droit, & demeure en état de le poursuivre, de même que s'il n'étoit entré en aucun engagement avec lesdits Etats: & du moins jusqu'à ce que cette infidélité foit arrivée, nous nous affurerons d'eux autant que nous le pourrons, & les empêcherons de se joindre à l'Espagne, qui eft

est le plus grand avantage que le Roi se peut proposer pour parvenir à ses sins, le tems & les actions devant décider du reste.

Après vous avoir expliqué mes sentimens, je dois vous rendre compte de ceux de Monsieur de Wit, auquel j'ai proposé vos doutes comme de moi; voici ce qu'il y 3

cueillir la fuccession des Païs-Besthorder à

Que s'il se trouve que la succession du Brabant & Comté de Namur appartient à la Reine comme asnée, par l'usage des successions qui a été pratiqué dans les Païs-Bas, & que cette prétension se trouve fondée en loix & en exemples, la Province de Hollande ne se défendra pas de réduire le tems de l'ouverture à la succession des Païs-Bas, pour ce chef, à la seu-le mort du Roi d'Espagne, sans attendre celle du Prince; mais que devant en coucher un article dans le présent Traité, il est nécessaire d'éclaireir le fait, ou autrement de le passer comme il est énoncé dans ledit Projet.

Que l'Espagne ne voyant d'autres resfources pour la conservation des Païs-Bas, dans le mauvais état où se trouve l'âge & la santé du Roi, & la méchante constitution du Prince d'Espagne, que la Ligue proposée, offre la carte blanche à Messieurs les Etats pour les y faire consentir; & que les dits Etats croyent en cette occasion donner une assez belle marque de leur inclination pour la France, de n'en pas écouterles

04

propositions, & qu'ils considerent pour un affez grand avantage pour elle, de tenir les Païs-Bas occupez par le cantonnement proposé, sans être presque obligée d'y employer de grandes forces, & fans la distraire des autres desseins qu'elle pourra former ailleurs: si bien que l'on peut dire, qu'elle aura par là trouvé le moyen de recueillir la fuccession des Païs-Bas sans donper presque un coup d'épée, & qu'après cette marque sincére que donnent Messieurs les Etats de leurs bonnes & loyales intentions pour tous les intérêts de Sa Majesté, elle ne doit pas trouver étrange qu'ils cherchent à sauver la foi qu'ils ont engagée par le Traité avec l'Espagne, & qu'ils évitent, par les précautions qu'ils veulent prendre dans ledit Projet, de n'entrer en aucune rupture prématurée avec elle, en défignant l'ouverture de ladite succession à la mort du Roi & du Prince d'Espagne, ou à l'examen des infractions du Traité des Pirenées: qu'elle-même leur a donné cet exemple, en trouvant à propos qu'il fût retranché quelque chose dans le premier Projet qui choque la bienséance & la bonne foi. dans le manyais cont ou le tr

Pour le changement appréhendé, & la crainte où je lui ai paru, qu'après le Traité figné il ne prît fantaisie à Messieurs les Etats de signer la Ligue; que c'étoit un inconvenient moins à craindre dans un Etat populaire comme le leur, que dans un Etat Monarchique, où les résolutions ne pouvoient

321 pas changer si facilement, & où les intérrets étoient toûjours les mêmes, ne dépendant pas de l'autorité d'un seul qui gouverne, qui est absolu, & qui peut faire changer la face des affaires: que pour prendre quelques précautions là dessus, l'on pouvoit disposer en même tems les Etats de Hollande & de Westfrise, de former une Réfolution négative en leur grande Assemblée fur les propositions de Gamarre de ladite Ligue, & affûrer en même tems Sa Majesté, de la part de la même Province, autant que la Constitution dudit Etat le peut permettre, que l'on n'entrera jamais dans cette Ligue, tant que Sa Majesté & ses Successeurs demeureront dans l'observation des articles dudit Traité.

Après cela je dois vous dire, qu'il faut prendre garde, après l'ouverture qui a été faite par ces gens-ci du présent Traité, de ne les pas faire tomber dans la défiance par les difficultez que nous y apporterons, de crainte que, rebutez ou épouvantez de nos desseins, ils ne se jettent dans le parti des Espagnols, & n'embrassent la Ligue proposée. Vous démêlerez tous ces inconveniens mieux que moi, & me ferez scavoir sur le tout, la manière dont Sa Majesté en-

tend que je m'y conduise.

Monsieur de Wit m'a demandé, si je n'avois pas de réponse sur les avis qu'il m'a donnez d'un Traité entre l'Angleterre & l'Espagne, & comme vous ne m'en avez rien mandé, je juge que ce n'étoit rien. Il m'a dit ensuite, que si le Roi ne prend soin de la conservation du Portugal, il s'en va se prendre par l'incapacité du Roi & de ses Ministres, & que les plus capables sont exilez & hors du Conseil avec la Reine: que le principal Ministre, qui est le Comte de Castel-Major, est un jeune homme sans expérience; le Secretaire d'Etat, qui a sa considence, est fort léger, & qu'il le connoît pour l'avoir vû Ambassadeur en ce l'aïs.

Oue toutes les Provinces ont si mauvaise opinion de leur affaire, qu'étant poussées par la Compagnie des Indes, elles rompront facilement, sur le prétexte de Conchin, contre ce Royaume; qu'il connoît bien qu'il est de l'intérêt du Roi & de celui des Provinces qu'il ne foit pas accablé; qu'il ne voit que deux expediens pour rompre ce coup, que Dom Esteven de Gamarre pousse avec sa cabale, qui est, que par le moyen de Sa Majesté, le Roi de Portugal renvoye en Hollande le Comte Mirande pour Ambassadeur, afin d'ajuster les différens dont il s'agit; & l'autre, qu'il y ait quelque personne de sa part à Lisbonne qui inspire, s'il se peut, une meilleure conduite que celle qui a été gardée jusqu'à préfent; que pouvant ensuite être informé par moi de ce qui se passera, il prendra là-desfus fes mesures pour rompre tous les coups de Dom Esteven de Gamarre, & qu'il promet qu'il ne fera rien contre ce Royaume, jusqu'à ce qu'on ait bien redressé les affai-TES. Ic Je lui ai répondu, que je vous donnerois avis de ses pensées, & que je lui en ferois scavoir la réponse, laquelle je vous prie de me mander, & trouver bon que je vous dise, que Monsieur de Wit est un esprit fort delicat & fort ponctuel. Comme il a cru que les avis qu'il m'a donné d'Angleterre méritoient quelque réponse, n'en ayant pas eu, je l'ai trouvé moins échaussé à les donner pour l'avenir. Je vous prie aussi de me mander, si vous le jugez à propos, ce qui se passe dans la Négociation de Bloemendael, parce que l'on fait courir des bruits à la Haye, que l'Electeur de Brandebourg est d'accord de tout avec le Roi; & je remarque que l'on soussire des que je n'en dis rien.

# prince plus to at, ill est a croire, comme vents dita. A Transage Local legic Siebe es Willer alsposé a y bien réport des Sil s'y passe cualcue chois del chus,

#### Du Roi au Comte d'Estrades,

Le 16. Novembre 1663.

J'Ai été fort aise d'apprendre par vôtre dépêche du 8., que le différend entre la Hollande & la Zélande fût en si bons termes d'accommodement, qu'on peut quasi s'assûrer qu'il ne sçauroit plus manquer, puisque des six Villes de la Zélande, les quatre principales avoient déja donné les mains à ce que la Hollande prétend tou-O 6 chant chant les priéres publiques. J'avois bien jugé qu'un aussi habile homme que le Sieur de Wit, ne commet point sa Province à rien entreprendre dont il ne soit certain de la faire venir à bout avec réputation. Ceux qui n'aiment pas les Provinces-Unies, n'auront pas sujet cette fois-ci de se réjouir des divisions qu'ils espéroient de voir entre elles, & qu'ils avoient déja commencé de sommence de sommenter & d'aigrir. Pour moi, qui ne souhaite que leur bien, lequel consiste principalement en leur union, j'ai eu grande joye d'apprendre que cette tempête, qui les avoit menacé, se soit si-tôt calmée.

Il eût été fort curieux de sçavoir les ouvertures que Downing avoit à faire au Sieur de Wit; mais comme il n'a pas poussé sa pointe plus avant, il est à croire, comme vous dites, qu'il n'a pas jugé que ledit Sieur de Wit sût disposé à y bien répondre. S'il s'y passe quelque chose de plus, je veux croire que vous en serez aussi tôt

informé.

chanc

Gardez-vous bien d'admettre, touchant la vente que ledit Downing vous dit, le tempérament qui a été proposé à Londres au Sieur de Comenge; de vous voir en lieu tiers, il ne seroit pas de ma dignité. & blesseroit celle de vôtre Caractère.



## Flendre, selon les Loix & Coutumes du pais, & leg expris defaut La quoi le Steur de Wit, qui est sinuelligent en con-

#### tes matiéres, pourroit peut-être lui-même Du Roi au Comte d'Estrades en feauren beaucoup de grê. Austrect euron

aura achevé ce travail, duquel vous connoissez la godfestansvolla. godfre qui de traire, je ne perdrai pas un moment de

DE Lionne m'a lû vôtre dépêche du 151 du courant, & trouve qu'elle résout une partie de mes doutes, sur les inconvéniens que j'ai sujet d'appréhender du Projet dressé par le Sieur de Wit. Comme elle ne satisfait pas à tous, ni même aux principaux, & que c'est ici la plus grande affailre qui se puisse traiter, je serois bien aise, avant que de vous faire sçavoir mes dernières Résolutions, de l'examiner si meurement, que je ne coure pas risque de me donner moi-même des ordres qui me soient dans la suite entièrement préjudiciables.

Le Sieur de Wit, s'il aime mon fervice, comme j'en suis assuré, m'exhortera plus tôt qu'il ne prendra garde à quelque petit delai , qui donne moyen de faire toutes choses avec plus de fondement; & vous lui pourrez dire, que je m'applique présentement à faire chercher le plus diligemment qu'il se pourra, quel est le droit que la Reine peut avoir de son chef, comme aînée du premier lit, même pendant la vie

0 7

du Prince son frere, sur certains Etats de Flandre, selon les Loix & Coûtumes du païs, & les exemples du passé. En quoi le Sieur de Wit, qui est si intelligent en toutes matiéres, pourroit peut-être lui-même me fournir de bons mémoires, dont je lui sçaurai beaucoup de gré. Aussi-tôt qu'on aura achevé ce travail, duquel vous connoissez la consequence en l'affaire qui se traite, je ne perdrai pas un moment de tems à vous faire sçavoir mes dernières intentions, afin que vous puissiez conclure. Il est vrai qu'on a oublié de vous faire réponse sur les avis que le Sieur de Wit vous a donné de ce qui se négocie entre l'Espagne & l'Angleterre; & vous devez l'affûrer, que je ressens vivement le procede obligeant que je vois qu'il tient en tous mes intérêts, & la sincerité & l'ouverture de cœur avec laquelle il vous parle de toutes choses. J'en userai toûjours à son égard de la même maniére, & avec la même confiance, our top as luto asp s

Pour ce qui regarde les Négociations des Espagnols avec les Anglois, vous lui direz ce qui m'en revient d'autre part, & d'assez bon lieu. C'est qu'il y la un Irlandois à Londres, Serviteur particulier du Roi d'Espagne, qui prétend pouvoir lier ces deux Rois par un nouveau Traité, dont le Portugal sera exclus; qu'il a déja fait un voyatge d'Angleterre à Madrid pour ce seul su jet-là, & qu'à son retour à Londres il a fait résoudre l'envoi d'un Ambassadeur en Es-

Espagne, dont le choix est tombé sur Francho, qui revenoit de Portugal. Le Sieur de Comenge a ordre de veiller à cette affaire, & de la traverser autant qu'il pourra. Mais jusques ici il n'en a pû pénetrer davantage. Je vois cependant que la disposition du Conseil du Roi d'Angleterre est plus favorable aux Espagnols qu'elle ne leur est contraire; ainsi on ne dit mot depuis long-tems audit Sieur de Comenge d'un Traité qu'il sembloit auparavant que le Roi d'Angleterre défiroit avec passion de renouveller avec moi. & auquel j'avois aussi toutes dispositions, pour les raisons que je vous ordonnai dernière ment de communiquer audit Sieur de Wit. qu'il vous témoigna d'approuver, & me convia même de pouffer la chose autant que je pourrois, pour rompre les mésures aux Espagnols. Je suis bien aise que le Sieur de Wit reconnoisse & avoue, que tous les Etats, à qui la grandeur & la puissance de la Maison d'Autriche doit & tre suspecte, doivent souhaiter & contribuër à faire que le Portugal ne soit pas accablé, & que dans ce nombre-là il mette les Etats de Hollande. Et à dire vrai. quand l'Espagne sera libre de cette occupation, elle n'en pourra guéres chercher ailleurs qu'au préjudice des Etats, qui ne doivent pas se flater qu'elle ait entierement perdu le souvenir & le ressentiment de la fondation de leur République, & qu'elle

faisoit autrefois partie d'un Corps sur le refte duquel elle domine encore. Remerciez cependant le Sieur de Wit de ma part des deux avis qu'il vous a donnez fur les affaires de Portugal, dont le premier se rapporte entiérement à ceux qui me viennent de tems en tems par des voyes indirectes, qui parlent tous de la foiblesse du Conseil de ce Roi-là, & des malheurs où il peut tomber par l'absence de ses plus habiles, & peut-être de ses plus fidèles Ministres, qui ont été éloignez des affaires avec la Reine Régente. Mais, felon ce qu'on m'en dit, leur rappel a de grandes difficultez, & presque insurmontables, à cause de la jalousie & des soupçons qu'on a fait concevoir audit Roi, que la Reine cut plus d'affection & d'estime pour le Prince son frere que pour lui. le ne puis pas mettre en usage l'un des deux avis dudit Sieur de Wit, qui est de tenir une personne expresse de ma part à Lisbonne, pour inspirer aux Ministres une meilleure conduite que celle qu'ils ont tenuë jusques à présent, car je contreviendrois en cela au Traité des Pirenées; mais on ne manquera pas d'autres moyens, sans que je m'en mêle, de leur faire infinuër ce qu'il faut par l'entremise des Officiers François. Pour le second avis, j'écrirai au Sieur de Comenge, qu'il fasse connoîrre à l'Am-

bassadeur de Portugal qui est à Londres, qu'il seroit utile au service de son Maître 

[ 329 ]

qu'il renvoyat à la Have le Comte de Mirande, & je croi qu'il sera aisé de lui faire prendre cette résolution sans délai.

### LAngle of Roll Tork English Langle La

## Du Comte d'Estrades au Roi

le publication de la companio generale de la coloquia del coloquia de la coloquia de la coloquia del coloquia de la coloquia de la coloquia de la coloquia de la coloquia del coloquia

celar samarre tut avoit repondo, qu'il falloit A Vant que de répondre à la depêche de Votre Majesté du 23. de ce mois poje dois lui dire, qu'avant eu avis, il v a quatre jours, que l'Ambassadeur d'Espagne le remuoit auprès des principaux des Etats de cette Province; depuis que l'Assemblée est formée, & qu'enfuite il avoit eu une longue conférence avec Monsieur de Witje pris occasion de le voir sur d'autres affaires, pour en découvrir le sujet : & en effet, il ne manqua pas de me dire, que: cet Ambassadeur continuoit ses instances für la Ligue proposée, qu'il employoit toutes choses pour gagner dans l'Assemblée présente les principaux des Etats, qu'il le pressoit d'en faire la proposition, & qu'il l'avoit vû pour cela; & qu'à toutes les raifons qu'il lui avoit alléguées pour lui perfunder les avantages qu'en recevroient Messieurs les Etats, il avoit répondu, que de

[ 330 ]

bon cœur il en feroit la proposition, mais que ce ne pouvoit être qu'avec la participation de la France, avec laquelle cette Ligue se trouvoit bien plus puissamment établie; qu'il seroit même à désirer que l'Angleterre y voulut entrer, & que Mefsieurs les Etats se trouvant ainsi liguez avec les trois Couronnes, auroient bien moins à craindre pour leur sûreté particuliére; que c'étoit une nécessité que leur imposoit le Traité de garantie générale qu'ils avoient avec Vôtre Majesté, duquel ils ne se pouvoient jamais départir: Qu'à cela Gamarre lui avoit répondu, qu'il falloit bien se garder de venir à aucune communication avec la France fur ce fujet; que le Roi son Maître ayant demandé à Vôtre Majesté d'entrer dans la garantie accordée auxdits Etats, il en avoit été refusé; que cela découvroit affez qu'il n'y avoit rien à espérer d'elle qui n'allât à troubler ce repos qu'on avoit dessein, par cette Ligue, de procurer aux dix-sept Provinces; mais qu'il pouvoit bien lui dire qu'il étoit affiré de l'Angleterre, & qu'il pouvoit faire fon fonds là-dessus; que cette conversation s'étoit finie à débattre les raisons de part & d'autre, fans convenir d'aucune chose: Que le lendemain Downing l'étoit venu voir, & qu'après quelques discours tenus sur d'autres affaires, il lui avoit dit, qu'il étoit informé que l'on lui faisoit des propositions du côté d'Espagne qui ne devoient pas être rejettées, que les Etats

y trouvoient leur sureté, & que l'Angleteire les appuyoit; que dans cette ouverture il étoit convenu avec ledit Downing, que les propositions étoient avantageuses, & qu'il les goûtoit, mais qu'il estimoit, comme l'intervention de l'Angleterre les fortifioit, que celle de la France les rendoit encore plus considérables; que c'étoit pour cette seule raison qu'il avoit pensé qu'elles lui dûssent être communiquées; qu'encore que Meffieurs les Etats donnent cela à la foi de leur dernier Traité, ils le devoient à leurs Traitez particuliers: & il me fit entendre, que son dessein avoit été d'éluder lesdites propositions, qu'il avoit tenu le même langage à ceux des Etats qui lui en avoient parlé, afin d'éloigner ces esprits des engagemens où l'Espagne les voudroit faire entrer en leur faifant valoir ceux qu'ils ont déja avec Vôtre Majesté.

n

e

e

Depuis avoir reçû la dépêche de Vôtre Majesté, ledit Sieur de Wit m'est venu voir, & dans cette visite je lui ai déduit au long toutes les raisons qu'elle a eu de différer encore les résolutions qu'elle doit prendre sur le Projet proposé, & j'ai tâché de la faire de manière qu'il ne pût concevoir aucune défiance de ce retardement. mais plûtôt se persuader, que c'est un effet de la prudence & bonne foi de Vôtre Majesté, qui voulant religieusement observer ces Traitez, se donne la peine d'en examiner devant toutes les conséquences, d'en prévoir tous les inconvéniens, & de confulter même là-dessus les sentimens de ceux qu'elqu'elle croit comme lui dans ses intérêts: que c'étoit pour cela que j'avois ordre de lui demander les siens; cependant qu'elle faisoit travailler en France à l'éclaircissement des droits qui pourroient un jour apartenir à la Reine, aux deux cas de la mort du Roi, ou du Prince d'Espagne.

Il a recû ce procédé de Vôtre Majesté comme une marque obligeante de fa confiance; & après m'en avoir témoigné fon ressentiment, il m'a répondu, qu'il n'a pas differé jusques à présent à étudier les droits de la Reine sur la Flandre; qu'il avoit confulté l'Histoire, les Coûtumes & les Loix du pais, pour s'instruire de l'ordre des fuccesfions, & que dans tout ce qu'il avoit vû, & qui lui avoit été rapporté d'ailleurs par ses amis, il n'avoit trouvé aucun exemple depuis Maximilien, qui lui pût faire connoître, que devant la mort du Prince d'Espagne Vôtre Majesté eût quelque droit à prétendre sur aucuns des Païs desdites Provinces: qu'il étoit vrai que dans un Canton de Brabant il v avoit une contume qui faisoit béritieres les filles du premier lit, à l'exclosion des mâles du second, mais que c'étoit entre particuliers & qu'il ne trouvoit point d'exemple que cette coûtume eût eu lieu dans la succession des fiefs liges, qui avoient autrefois rélevé de la Couronne; que si Vôtre Majesté trouvoit quelque titre légitime à donner à une telle succession par des Contrats de Mariage, Testamens, Loix ou Exemples, qu'il ne s'éloigneroit sequineme la-deflus les (encimens de ceux

.lo'un

e

1.

a

é

1-

n

25

2

1-

u

1-

is

ie

e

e

1-

it

.

it

u

1i

e

n

it

18

pas de s'y conformer dans le Projet proposé; mais que cela n'étant pas, il l'estimoit si juste, qu'elle n'exigeroit de Messieurs les Etats rien de contraire à l'ordre & à l'usage ancien; que c'étoit un fait nouveau, qui n'avoit pas été avancé dans les premiers Projets, où toûjours les prétensions de Vôtre Majesté avoient été rémises après la mort du Roi & du Prince d'Espagne conjointement; qu'il reconnoissoit de plus en plus, & admiroit en cette occasion la prudence de Vôtre Majesté, & son application à ses affaires, en ce qu'elle se donnoit le tems d'y déliberer meurement, pour n'y prendre aucune résolution dont avec le tems elle eût sujet de se repentir; que l'affaire présente étoit d'une nature à garder ces précautions judicieuses, & qu'il ne pouvoit que les approuver, mais qu'il étoit obligé de me faire souvenir de la conversation que nous avions eu ensemble quelques jours devant, pour me faire voir, que le temporisement pouvoit nuire au dessein de cette nouvelle liaison: Que la rencontre de l'Assemblée présente lui faisoit désirer, & même juger absolument nécessaire, que Vôtre Majesté eût pris ses derniéres résolutions devant le 20. du mois prochain, qu'elle devoit finir; afin qu'auparavant sa séparation il pût mettre ses amis dans les derniers engagemens, & les distraire en même tems de ceux où l'Espagne les vouloit faire tomber, ou chercher des

[ 334 ]

des moyens honnêtes de rompre ce dessein, fans qu'il leur en restât aucun sujet d'aigreur; qu'après les avoir pressez & échauffez, comme il a fait jusqu'ici, s'il leur paroissoit quelque refroidissement de nôtre part, ils en tireroient des conséquences qui les jetteroient dans des ombrages, & leur feroient prendre un mauvais parti, dont il ne seroit pas facile de les retirer; qu'il me prioit, connoissant comme je faisois la nature de cet Etat, de représenter à Vôtre Majesté, combien il étoit important de ménager les bons mouvemens de ceux qui en étoient les principaux Membres, & de ne perdre aucuns momens pour cela. Vôtre Majesté verra mieux que moi la considération qu'elle doit faire de toutes ces raisons: & comme je n'ai rien à y ajoûter, & que je pense avoir bien au long déduit à Monsieur de Lionne, dans ma dépêche du 15., toutes celles qui me sont tombées dans l'esprit sur ce sujet; j'attendrai qu'elle me donne ses ordres sur la conduite que je devrai garder à l'avenir avec le Sieur de Wit, dans toute la suite que pourra avoir cette Négociation. Je ne dois pas omettre de dire à Vôtre Majesté, qu'il a paru très-fatisfait de la confidence que je lui ai faite de sa part sur les affaires d'Angleterre, de Portugal, & de l'Electeur de Brandebourg, & que cela a levé les ombrages qu'il auroit pû concevoir de la referve qui lui en avoit été faite jusqu'à présent. Ministeria de lasca

anb

LET-

n,

iif-

ur

re

& nt

ois à int

UX

&

ô-

n-

es

er,

uit

he

es

lle

je

de

oir

et-

aru

ai

re,

de-

ges

qui

T.

## construction of the ToTRE in the contract of t

#### Du Roi au Comte d'Estrades.

mater judguossaan moleulus eiroodlicoes

Le 6. Decembre 1663.

VOtre dépêche du 28. de l'autre mois contient beaucoup de particularitez importantes, & dignes des plus grandes réflexions. Je ne veux pas révoquer en doute les discours que Downing a tenus au Sieur de Wit, puisque celui-ci vous l'a dit, & que je crois qu'il agit sincérement avec moi, pour répondre au procedé franc & ingenu que je tiens avec lui. Mais s'il venoit de tout autre que du Sieur de Wit, je douterois que Downing se fût tant avancé, & j'ai peine à me persuader, puisqu'il l'a fait, que ç'ait été de la participation & avec les ordres de fon Maître, vû les affûrances qu'il me donne toûjours de vouloir se lier étroitement avec moi. J'en serai bien-tôt éclairci au vrai, sans commettre en rien le Sieur de Wit, pour y apporter du remede s'il est nécessaire. Je suis fort aise que le Sieur de Wit ait bien compris mes raisons, & même loué ma conduite, quand vous lui avez fait sça-VOIL

voir que, pour n'avoir pas occasion de me repentir un jour de trop de précipitation dans une affaire de la dernière importance, je voulois déliberer meurement, & en examiner jusques aux moindres circonstances avant qu'y prendre ma résolution & vous envoyer mes derniers ordres. Je tacherai de faire ensorte que vous les puissiez recevoir avant la fin de ce mois que l'Afsemblée des Etats de Hollande doit se séparer. Je vous dirai cependant que je croi, comme le Sieur de Wit, que depuis Maximilien il n'y a point d'exemple qui établiffe dans la personne des Souverains de Flandre la succession des filles du premier lit au préjudice des mâles du fecond, parce que le cas n'est pas arrivé durant tout ce tems - là de contester ce point de droit, mais qu'avant ledit Maximilien, on trouve déja quelques exemples en faveur des filles, par des Jugemens solemnels sur la même question. Je me prévaudrai de l'avis que vous me donnez, que le Comte de Mirande & l'Ambassadeur de Portugal qui est en Angleterre, ne sont pas bien ensemble, & trouverai quelque autre moyen de faire sçavoir à Lisbonne la nécessité qu'il y a que le Comte de Mirande retourne promptement à la Haye. lins commettee on then le Sieur d

pour y apporter de remede s'il est nécessaire. Je duis fort adé que le Sieur de Wig et bien compris mes radions, & ruème louées au conduite, cum de vous lui avez innifera10

n e, a-

es us

rai

e-

16ſéoi,

lata-

de

ier

ar-

out

oit;

ou-

des

r la

IVIS

de

qui

em-

de

u'il

irne

asi

A.F.

#### MEMOIRE

Du Comte d'Eftrades, présenté à Mesfieurs les Etats Généraux des Provinces - Unies des Païs - Bas, le 11. Decembre 1663.

L E Comte d'Estrades , Ambassadeur Exmoigner à Vos Seigneuries le plaisir que reçoit le Roi son Maître des bonnes dispositions qu'elles ont fait paroître pour la restitution des biens de l'Ordre de Malthe; & comme en cela elles lui donnent une marque de la confidération qu'elles font de sa recommandation, Sa Majesté se promet encore de leur amitie, qu'elles prendront sur cette affaire une telle résolution qu'elle aura tout sujet d'être contente, & de leur en témoigner reconnoissance. Pour cela ledit Ambassadeur croit n'avoir rien plus à désirer si ce n'est que Vos Seigneuries veuillent entendre le rapport des Commissaires qu'elles ont nommez pour la décision de cette affaire, afin qu'en étant pleinement informées, elles puifjent enfin, suivant leur prudence ordinaire, y prendre une derniére résolution. Fait à la Haye ce onziéme Decembre 1663.

DESTRADES. LET-

Tome II.

DODLONG SUNCE STANK

#### LETTRE

### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 13. Decembre 1663.

Oudain que j'eûs reçû la derniére dépêche de Vôtre Majesté du sixéme de ce mois, Monsieur de Wit me vint voir, me témoignant par-là avec quelle impatience il attendoit d'être informé des derniéres réfolutions qu'elle devoit prendre fur fon Projet, & présupposant que cet ordinaire me les auroit apportées. Je lui fis entendre, que cette affaire étoit d'assez grande conféquence, pour mériter que Vôtre Majesté prit un plus long-tems pour tirer les éclaircissemens nécessaires devant que de s'en expliquer : qu'elle me faisoit espérer que ce seroit pour l'ordinaire prochain; mais que cependant j'avois ordre de l'affirer que, quelque résolution qu'elle prit, elle ne blesseroit en rien les intérêts de Mesfieurs les Etats, & qu'elle ne vouloit que conserver ce qu'elle trouveroit lui être légitimement acquis, & encore avec une telle moderation, qu'elle seroit capable d'en relâcher quelque partie, pour éloigner les ombrages qu'ils pourroient concevoir II amolide de son agrandissement, & se porter à tous les tempéramens qui pourroient être proposez pour se conserver leur amitié; que comme il avoit jusqu'à présent paru un instrument très - propre pour infinuer dans les esprits tous les bons sentimens de Vôtre Majesté, elle continuoit d'espérer qu'il ne refuseroit pas de s'employer pour les rendre persuadez de ceux-ci, & de faire valoir pour cela les avantages qui en pouvoient revenir à l'Etat, & l'obligation du dernier Traité. Je lui parlai ainsi pour l'adoucir, ayant bien prévû qu'il ne manqueroit pas de tirer de mauvaises conséquences de ce temporisement; & en effet il me répondit, que la difficulté qui se présentoit étoit un fait nouveau, qui n'avoit jamais été allégué fur deux Projets qui avoient été dressez dans lesquels il avoit toûjours été expliqué, que l'ouverture à la fuccession se devoit entendre par la mort du Roi & du Prince d'Espagne conjointement, sans prétendre que la Reine, comme fille du premier lit, dût exclure l'Infant; que cela étoit conforme à l'usage, & qu'il étoit obligé encore de me dire sur ce sujet. qu'ayant fait examiner, & examiné luimême les exemples qui se trouvoient de semblables successions dans les Histoires. il n'en avoit trouvé aucun, depuis les premiers Ducs de Bourgogne jusques à préfent, qui pût soûtenir cette prétension: que les deux Projets en ce sens - là avoient été approuvez par Vôtre Majesté que sur P 2

è-

ce

ne

ce

ré-

on

ire

en-

nde

la-

les

de

rer

in;

Mù-

elle

lef-

que

lé-

une

able

gner

VOIT

de

ce fondement il en avoit fait la proposition à ses amis , la leur avoit fait agréer, & qu'ils étoient demeurez persuadez que c'étoit une affaire faite; que le contraire arrivant, il fe trouveroit exposé aux reproches de les avoir commis, & que cela les pouvoit porter à prendre un parti contraire; qu'il auroit évité ces inconvéniens si des le commencement j'avois répondu à ses propositions comme je faisois à présent: que je pouvois avoir appris que l'Ambassadeur d'Espagne avoit présenté la semaine passée deux Mémoires, pour demander des Commissaires qui eussent ordre d'examiner les propositions très-importantes qu'il avoit à faire; qu'il n'avoit pû empêcher, mardi dernier, le Président de semaine se trouvant dans les intérêts d'Espagne, que ces Commissaires n'eussent été nommez: qu'il étoit du nombre; que Gamarre ensuite l'étoit venu voir, & sui avoit représenté les avantages qui revenoient à l'Etat de la Ligue proposée: les maux que le refus en pourroit causer dans la conjoncture présente des affaires; & qu'à cela il avoit répondu, qu'il étoit prêt d'obéir à ses Maîtres, mais qu'il leur devoit représenter l'intérêt qu'ils y avoient avec la France & l'Angleterre; que pour cela il faloit les examiner, & venir même à une communication de ses propositions avec les deux Rois; que pour déliberer là-dessus l'on ne sçauroit s'assembler cette semaine; que cette réponfe rendit Gamarre mal-fatisfait, & lui fit comm &

é-

rcs

4

ès

es

t;

.

ne

er a-

'il

27,

fe

ue

11-

ité

la

en

n-

es,

rêt

le-

ni-

cn

lue oit

fit

m.

comprendre qu'il vouloit éloigner l'Affemblée, & éluder ses propositions. Mais que néanmoins il ne sçauroit empêcher que la semaine prochaine l'affaire ne soit propose; qu'il ne doutoit point que, dans le degoût où ce délai auroit jetté ses amis, & la belle couleur que cette Ligue donnoit d'une plus grande sureté à l'Etat, tout le monde n'y donnât les mains; & que, quelques desseins qu'il ent pour l'intérêt de Vôtre Majesté de faire prendre une autre réfolution, il appréhendoit bien qu'il n'en pourroit pas être le maître, parce qu'en effet l'on ne pouvoit parer aux raisons qui fe tiroient de la grande puissance de Vôtre Majesté par la Conquête des Païs-Bas, & de la crainte qu'en devoient concevoir ses

A tout cela je lui ai répondu, qu'il ne devoit pas s'allarmer fur le temporisement, parce que l'affaire le demandoit, & que lui-même ne pouvoit le condamner dans une occasion si importante; que ce procédé lui devoit être une nouvelle preuve de la bonne foi de Vôtre Majesté, qui ne vouloit rien promettre legérement; que cependant il étoit de la prudence d'empêcher que le refroidissement de ses amis ne produisit un méchant effet sur la proposition de Gamarre, & tâcher par les moyens dont il s'étoit déja servi de l'éluder, en attendant ce que le tems pourroit produire; que cette Ligue n'étoit pas d'un si grand avantage pour l'Etat que les peuples se le pouvoient imaginer; & que lui, qui avoit des lumiéres qui alloient plus loin, pouvoit reconnoître si dans la décadence dont l'Espagne étoit ménacée, & dont il convint avec moi, dans les brigues & factions qui fe préparoient dans toutes les pièces qui composent sa grandeur, c'étoit prendre un bon appui que le fien, & contre les intérêts d'un grand Roi dont toute l'Europe recherchoit l'amitié; que je lui laissois juger, après la défection de Munster, de quel ressentiment Vôtre Majesté seroit capable, si les Etats venoient encore à s'éloigner de l'union, à laquelle ils s'étoient nouvellement engagez par le dernier Traité, & à quelle vengeance il seroit à craindre qu'elle ne se portât; qu'il pouvoit balancer avec les avantages imaginaires de cette Ligue, ceux qui leur venoient d'une garantie générale, qui leur avoit déja fauvé une guerre avec l'Angleterre : Enfin que j'estimerois que, quelle que fût la résolution de Vôtre Majesté sur ce point, il se pouvoit trouver des expédiens qui feroient cesser leur crainte, & qui leur feroient trouver une plus grande sûreté dans sa parole Royale, que dans toutes les Ligues que l'Espagne leur proposoit.

J'attens que Vôtre Majesté me donne ordre de lui parler plus positivement, quand elle aura pris ses derniéres résolutions. Cependant j'ai crû le devoir flater en son particulier de la même consiance, qu'elle lui a fait paroître dans tout le cours de cette affai[ 343 ]

des

t re-

l'Ef-

vint

ui fe

om-

bon

érêts

her-

ger.

quel

ole,

de

lle-

& à

'el-

vec

ue;

gé-

ler-

ne-

Vô-

ou-

eur

ine

le,

ne

ornd le-

11-

lui te aiaffaire, & de quelque espérance pour l'Etat; & lui laisser en même tems entrevoir, le ressentiment qu'elle seroit capable de faire éclater, si l'on venoit à prendre un méchant parti. Je veillerai Gamarre dans toutes les brigues qu'il fera pour faire recevoir ses propositions, & n'oublierai rien pour les traverser. Je représente à nud l'état des choses à Vôtre Majesté, afin qu'elle en forme des jugemens, & qu'ensuite elle me préscrive la manière dont je me dois conduire, à laquelle je ne manquerai pas de me conformer.

Downing a présenté un Mémoire, par lequel il se plaint de quelques déprédations qui ont été faites en Guinée sur des Vaisseaux Anglois, par ceux de la Compagnie Occidentale de cet Etat, dont il demande réparation. En me parlant de ce Mémoire, Monsieur de Wit a pris occasion de me confirmer tout ce qu'il m'avoit déja dit dudit Downing sur la Ligue. Je laisse à démêler à Vôtre Majesté, par la voye qu'elle en a, la foi que l'on peut ajoûter à ce discours. Je puis seulement l'assurer que le Sieur de Wit me paroît agir fort sincérement.



P 4

#### LETTRE

#### Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 20. Decembre 1663.

E

H

1

f

1

t

d

d

f

d

e

V

d

V

I

n

П

a

P

fe

d

N premier lieu, que la difficulté qui se présentoit étoit un fait nouveau, qui n'avoit point été allégué fur les deux Projets qui avoient été dressez, dans lesquels il avoit toûjours été expliqué, que l'ouverture à la fuccession se devoit entendre par la mort du Roi & du Prince d'Espagne conjointement. Cela est si peu vrai, c'est-àdire que cette explication se trouve dans mon Projet, que si le Sieur de Wit le veut faire passer à sa Province, vous le pouvez figner fans attendre aucun nouvel ordre, & je vous envoyerai ausi-tôt la Ratification; car si vous l'avez bien remarqué, quand il est parlé de l'ouverture à la fuccession de la Couronne d'Espagne, il n'est rien dit ni du Roi ni du Prince; & s la Reine, comme fille du premier lit, à droit par les Loix & les Coûtumes fur quelques Etats de Flandre, la fuccession se doit entendre ouverte en sa faveur aussi-tôt après la mort du Roi fon pere. Ce n'est donc pas une nouveauté que j'ai mise sur le tapis depuis l'envoi dudit Projet, & on me doit plûtôt sçavoir gré de ce que je n'ai caché

caché aucune de mes secretes pensées au-

dit Sieur de Wit.

ui 0-

18

1-

ar

n-

ns

le

le

el

1

la

il

1

el.

oit

a.

eft

ur

on

ai

hé

En second lieu, il vous a dit, qu'ayant fait examiner & examiné lui-même les exemples qui se trouvoient de semblables fuccessions dans les Histoires, il n'en avoit trouvé aucun depuis les premiers Ducs de Bourgogne jusques à présent qui pût soûtenir cette prétension. Et moi, avant fait faire les mêmes recherches, je trouve qu'il y a en divers Païs des Loix & des Coûtumes fort favorables pour le droit de la Reine: & ledit Sieur de Wit vous avant fouvent declaré, qu'en ce cas-là Messieurs les Etats ne me voudroient faire aucun tort, j'ai donc lieu & raison de le sommer de fa parole, & il n'a eu ni l'un ni l'autre d'en faire la proposition à ses amis sur un fondement différent, comme il dit aujourd'hui, & qu'étant demeuré persuadez que c'étoit une affaire faite, le contraire arrivant, il se trouveroit exposé au reproche de les avoir commis, & que cela les pouvoit exposer à prendre un parti contraire. Il pouvoit ajoûter, s'il l'eût sçû comme moi, à qui l'avis en a été donné à Madrid même, qu'un d'entre eux a déja passé plus avant; car il a fait conseiller au Roi d'Espagne, qu'il se hâtât de me payer la Dot de la Reine, laissant plûtôt toute autre dépense en arrière, & disant même pour raison de ce conseil, que je fonderois de grandes prétensions sur les Païs-Bas par le défaut de ce payement. Il vous a dit, En

VO

pr

ur

m

to

CU

m

ra

VI

å

ft

te

d

d

I

1

En troisième lieu, que le Président de femaine s'étant trouvé dans les intérêts d'Espagne, il n'avoit pû empêcher qu'on n'eût nommé des Commissaires pour traiter avec Gamarre, fur les instances qu'il fait d'une Ligue des dix-sept Provinces; qu'il ne peut non plus empêcher que l'affaire ne foit proposée, & qu'il ne doutoit point, dans le dégoût où ce delai a jetté ses amis, & la belle couleur que cette Ligue donnoit d'une plus grande fûreté à l'Etat, que tout le monde n'y donnât les mains; & que quelque dessein qu'il eût pour mon intérêt de faire prendre une autre résolution, il craignoit de n'en être pas le maître, parce qu'en effet on ne pouvoit parer aux raisons qui se tiroient de ma trop grande puilsance par la conquête des Païs-Bas, & de la crainte qu'en devoient avoir mes Voifins.

On ne pouvoit rien dire de plus judicieux ni de plus fort que ce que vous lui avez reparti, en touchant, comme vous avez fait, certains points capitaux, comme la foiblesse présente d'Espagne, la désection de Munster, le ressentiment que je pourrois avoir d'un nouveau pareil manquement, & combien ma garantie générale, qui avoit déja sauvé à leur Etat une guerre avec l'Angleterre, donnoit plus de sûreté que ne feroit cette Ligue proposée, dont les avantages ne consistoient que dans l'imagination. J'y ajoûterai pourtant ce qui doit demeurer, pour le présent encore, en vous

[ 347 ]

de

êts

on

ter

fait

ne

ne

nt,

a-

que

at,

å

in-

on,

ar-

ai-

if-

de

oi-

di-

lui

us

ne

C-

je

n.

3.

ne

de

e,

ns.

ui

en

JS

vous feul: Que si les Etats Généraux, après avoir renvoyé rechercher & folliciter un an durant mon amitié, mon alliance & ma protection, & l'ayant obtenue avec toute forte d'avantages généraux & particuliers, étoient capables de me faire un femblable tort; & dans une conjoncture même où je veux bien, pour leur considération & avec un desintéressement qui a peu d'exemples, convenir de bonne foi avec eux, que de grands Etats, qui peuvent un jour fort légitimement m'appartenir & & a mon fils, deviennent libres, l'affaire ne se passeroit pas comme celle de Munster, & la moindre chose à laquelle je porterois mon ressentiment d'un procédé si peu honnête, seroit de défaire tout ce que 'ai fait dans ce Traité d'Alliance, défendre tout commerce de mon Royaume aux Vaisseaux de leur Etat, me lier avec la derniére liaison avec l'Angleterre, ce que je puis faire du foir au lendemain, & mettre entre les mains des Anglois tout le Commerce que mes Sujets ne roient pas faire, faute d'avoir encore un nombre fuffisant de Vaisseaux. comme j'ai dit, vous ne devez point vous ouvrir à qui que ce soit de tout le contenu en cet article, que je ne vous mande de le faire, fur les avis que j'aurai de ce qui fe passera touchant ladite Ligue.

Pour revenir maintenant au fait, je vous confirme que, dans le Traité que vous négociez, mon intention est bonne & sincé-

P 6 re

f

q

re

d

U

f

6

re, & telle que Messieurs les Etats mêmes la peuvent désirer justement. Si j'avois d'autres pensées, ne les declarerois-je pas à une personne comme vous, à qui je sçai bien que je pourrois confier de plus grands fecrets? Mais je ne veux pas que le Sieur de Wit m'entraîne à tout ce qu'il voudra, & dès qu'il le voudra, par des frayeurs de cette Ligue: mes affaires ne sont pas en cet état-là. Je connois & sens qui je suis, & fuis perfuadé que mon amitié est désirable, plus utile à ceux qui l'ont que ne m'est da leur, & partant que ceux à qui je l'ai accordée, en la perdant, y perdront plus que moi. Je ne leur donnerai pas occasion juste de s'en départir, cela me suffit; car au reste, si j'avois voulu écouter les propositions que Dom Louis de Haro fit à feu mon Cousin le Cardinal Mazarin aux Pirenées, dans un tems même que je n'avois point d'alliance avec les Etats, & que mon reffentiment de leur défection de Munster étoit encore bouillant, ils ne seroient pas aujourd'hui en état de fonger à se liguer contre moi avec l'Espagne, qui me pressoit alors de nous unir pour les réduire, m'offrant des dédommagemens en Flandre dans le Païs de sa Domination, de toutes les Conquêtes qu'on auroit faites conjointement fur leur Etat.

Je fouhaiterois bien que ledit Sieur de Wit repondît pertinemment aux cinq ou fix queltions suivantes: Premiérement, quelle est la nécessité qui peut obliger Messieurs les

C3

ois

as

ai

ds

ur

a.

de

en

is.

ra-

est l'ai

lus

ion

car ofi-

es,

int

ef-

é.

pas

uer ef-

e,

dre

tes

de

fix

elle

urş les les Etats à faire dès à présent cette Liguer avec l'Espagne? Le Sieur de Wit ne répondra pas à celle-ci, qu'ils craignent que l'attaque les Provinces-Unies, & qu'elles veulent avoir l'appui de l'Espagne; il ne scauroit dire autre chose, sinon qu'on craint que je n'attaque les Païs-Bas de la Domination du Roi d'Espagne, & qu'ils ont intérêt de les foûtenir, pour n'avoir pas pour voifine une si grande puissance. Il vous a déja dit cela en termes affez clairs. Ligue n'est donc faite que pour le seul avantage de l'Espagne, car Messieurs les Etats n'ont rien à craindre. Sur quoi on peut lui demander, où est la nécessité que les Etats. se lient à cette heure par un Traité à soûtenir les Espagnols en Flandre? Craignentils que l'Espagne, s'il n'y a un Traite, refuse leur assistance quand elle en aura beioin, & qu'ils jugeront à propos de la luidonner quand il n'y auroit point de Traité de Ligue? Les Etats seront-ils moins en pouvoir de secourir la Flandre, s'ils jugent qu'il leur convienne de le faire? Cependant n'est-il pas avantageux aux Etats de demeurer toûjours Maîtres de leur réfolution? Les Espagnols ne leur auront-ils pas même plus d'obligation de cette affistance volontaire? N'est il pas de leur prudence de se tenir libres, pour prendre, selon les conjonctures, le parti le plus conforme à leur intérêt? Leur amitié & leur liaison ne tera-t-elle pas plus recherchée des Espagnols, si elle n'est pas devenue nécessaire \*Our

par un Traité, où ils n'auroient gagné autre chose que de me desobliger sans sujet, & m'avoir poussé à prendre des mesures des liaisons étroites avec d'autres Princes?

e

q

16

C

p

11

f

ê

d

t

i

le ne trouve donc rien à dire que les E. tats se reservent une inténtion intérieure & fecrete d'appuver les Espagnols dans les Païs-Bas, s'ils voyent que je les y attaque fans aucun droit: mais de s'engager des cette heure & indistinctement, sans avoir aucun égard aux raifons que pourroient avoir les parties, si jamais il arrive quelque semblable différend, ce qui est même fort incertain, & cela contre un Roi ami, & qui a dessein de les obliger considerablement en cette affaire même; c'est ce que leur prudence ne permettra pas fans doute, & il faudra avoir reçû le coup, avant que de pouvoir croire qu'ils soient capables de venir à cette extrêmité. Quand vous direz toutes ces choses, ou ce que vous eftimerez en devoir dire au Sieur de Wit, je ne voudrois pas qu'il pût tirer une consequence de vos discours, qu'il soit infaillible que la mort du Roi d'Espagne arrivant, je porterai la guerre dans les Païs-Bas, comme en effet je n'ai point de pareilles pensées. Il faut plûtôt qu'il conçoive, comme il est vrai, que si le cas arrivoit, pourvû que les Espagnols ne me voulussent pas faire d'injustice, en frustrant la Reine de sa Dot & de toute succession, je me porterois volontiers à toute forte d'accommo[ 351 ]

modement raisonnable, & en croirois Messieurs les Etats, s'ils n'étoient point alors entrez en aucune Ligue contre moi : ce qui est encore une nouvelle raison bien forte, dont vous pourrez vous servir pour les détourner de faire ce pas, qui les excluroit d'abord d'une Médiation où ils peuvent être fort utiles au bien & à la tran-

quillité publique.

1-

es

1e

ès

ir

2-

le

rt

&

e-

ue

e,

ue

de

li-

t,

n-

il-

ri-

as,

les

it,

ent

ne

ne

m-

Pour conclusion, il faut de deux choses l'une, ou que le Sieur de Wit & ses amis me donnent un tems proportionné au besoin que j'ai de bien éclaircir quels peuvent être les Droits de la Reine, avant que de passer outre à la signature d'un nouveau Traité, ou s'ils aiment mieux qu'on ne differe pas davantage cette signature, qu'on concerte les termes dudit Traité, enforte que je n'y fasse point de trop grand préjudice auxdits Droits de la Reine, s'il arrive après, qu'en les recherchant je les puifse rendre clairs: & pour cet effet il faudroit trouver des tempéramens dans les termes, où on ne mentionnât ni les prétensions de la Reine, ni mon désistement; & cela est entiérement conforme à ce que ledit Sieur de Wit vous a dit; & dont vous m'avez informé par vôtre dépêche du 5. Novembre, que si, après la mort du Roi mon Beau-pere, j'avois de bonnes raisons de prétendre quelque chose dans quelques Provinces de Flandre, il n'étoit pas juste de m'en vouloir exclure par le Traité; que la Province de Hollande ne se désendra pas (ce sont les termes dudit Sieur de Wit) de réduire le tems de l'ouverture à la succession des Païs-Bas, pour ce chef, à la seule mort du Roi d'Espagne, sans attendre celle du Prince. Il semble qu'il vesiille changer aujourd'hui une maxime & un fondement si équitable, sur le seul prétexte qu'ayant étudié lui-même la matière, il n'a pas trouvé que j'y puisse avoir aucun droit, dont il ne convient pas, du moins que je m'en sois mieux éclaires.

### La E T T R

fi

V

q

la

PE

de

tro

êt

to

tie

hu

PI

#### Du Comte d'Estrades an Roi.

Le 20. Decembre 1663.

A Près l'arrivée de l'ordinaire qui m'a apporté la dépêche de Vôtre Majellé du 14. le Sieur de Wit n'a pas manqué de m'envoyer demander audience; & comme il avoit été le dernier chez moi, j'ai crû ê tre obligé de la prendre chez lui. Je lui ai témoigné, que j'apprenois que l'on travailloit toûjours à l'éclaircissement des Droits de Vôtre Majesté sur la Flandre; que déja l'on faisoit entendre qu'il se découvroit des choses qui lui étoient très-avantageuses, & qu'elle différoit à prendre ses dernières résolutions sur le Projet, jusques

r

e i-

e

la

1-

r-

1

té

de

ne

ê.

lui

ra-

les

e;

lé-

-a-

ire

ul

les:

nues à ce qu'elle fût pleinement informée de tout; qu'après elle me feroit sçavoir ce que j'avois à lui répondre; qu'ainsi, pour cet ordinaire, je n'avois rien à ajoûter à ce que je lui avois dit le précédent. Il m'a répondu que, des ce tems-là, il avoit bien compris par le discours que je lui avois tenu, que Vôtre Majesté avoit été éloignée des premiéres pensées qu'elle avoit euës pour le Projet; mais qu'à présent il étoit entiérement persuadé qu'il ne faloit plus s'y attendre; qu'il en demeuroit étonné, parce qu'il lui sembloit que ses intérêts s'y rencontroient bien plus avantageusement conservez, que dans les prétensions qu'elle paroissoit déja former sur les Païs-Bas. Qu'il vouloit bien me dire par forme de converfation, & comme de lui, toutes les choses qui lui étoient tombées dans l'esprit sur ce fujet, pour me témoigner jusques au bout la fincérité de ses intentions, dans une affaire qu'il croyoit la plus importante que le fiécle feroit naître. un voite auto

Il commença par le Droit de Vôtre Majesté sur les Païs-Bas, & s'efforça de me
persuader que, même après la mort du Prince d'Espagne, aux termes de son Contrat
de Mariage, & de la rénonciation qui s'y
trouve si souvent énoncée, il ne pouvoit
être soûtenu; que c'étoit le sentiment de
tous ceux qui avoient examiné cette matière: que quand cette rénonciation seroit
nulle, la Reine ne pouvoit jamais exclure
l'Infant, comme sils du dernier lit; que
de-

[ 354 ]

ja

V

P

fi

V

ti

1

I

depuis qu'il y avoit eu des Comtes & des Ducs de Brabant jusqu'à présent, il ne se trouvoit point d'exemples où les mâles d'un dernier lit n'eussent été préférez aux filles, & pour le justifier, il m'a donné un extrait tiré de l'Histoire sur ce sujet, que j'envoye à Vôtre Majesté: que pour empêcher que ses amis ne vissent clair fur ce point-là, il en avoit parle comme d'une chose douteuse, & qui pouvoit être décidée à l'avantage de Votre Majesté, afin de les faire tomber dans le dessein du Projet; & que par-là, bien qu'il parût avoir procuré aux Etats quelque forte de sureté contre la crainte où ils étoient de son agrandissement, ils ne laissoient pas de voir que cette sureté étoit encore assez mal-fondée ; parce qu'elle dépendoit de l'établissement d'une République, qui paroissoit un ouvrage presqu'impossible; & quand même, par le concours de tous les accidens qui peuvent caufer la révolution dans les Etats, il y auroit quelque certitude en celle-ci, il comprenoit bien qu'elle ne pouvoit pas être de durée, par le défaut des Chefs, & par la légéreté des peuples qui en composent le gouvernement, par les intérêts de Commerce & de Religion contraires à ceux des sept Provinces, & qui les rendent presque incompatibles dans une même Union, comme celle que devoit produire le Cantonnement proposé; & que par cette incompatibilité, & par l'inclination même de plusieurs Villes qui sont dé-13

[355]

des

· fe

nâ-

fé-

n'a

ce

que

lair

me

tre

a-

du

a-

fû-

de

de

**Tez** 

de

pa-

å

les

on

tu-

lle

ut

les

nac

on

qui

u-

oit

ue

a-

é-

ja

ia Françoises, il n'étoit que trop aisé de voir, qu'en peu de tems ils se verroient portez à se donner volontairement à la France, ou qu'ils s'y trouveroient obligez par force ou par l'intérêt de leur repos; qu'ainsi Vôtre Majesté pouvoit par-là aisement devenir maître des Païs-Bas, fans contrevenir à ce dernier Traité, & les Etats &tre moins exposez à l'invasion d'un Prince Voisin, par le soin qu'ils auroient pris de fortifier leurs Frontières des Places qui leur étoient reservées par ledit Projet; que puifque ces confidérations n'avoient pû toucher Votre Majesté, & qu'elle refusoit les conditions qu'il avoit pris la liberté de me proposer, il découvroit que ses amis y donneroient une méchante explication, & seroient en même tems persuadez que ses intentions étoient de quereller l'Espagne, bien ou mal à propos, fur la succession des Païs-Bas; que les bruits qui se répandoient de ces nouvelles levées, sous prétexte de Rome, leur feroient croire, que c'étoit à dessein de se trouver armé quand le tems feroit naître l'occasion de cette dispute; qu'il ne pouvoit leur celer long-tems les jugemens qu'il faisoit de la manière d'agir de Vôtre Majesté, mais que soudain qu'ils leur seroient connus, les sentimens de l'Etat iroient bien plus loin que les leurs, & fur-tout qu'ils se trouveroient échauffez par les Espagnols, qui ne manqueroient jamais de regarder Vôtre Majesté comme un Prince qu'ils lui dépeignoient tous les jours plein

[ 356 ]

plein d'ambition & de désir d'envahir sex Voisins; qu'ils la confidéreroient comme étant déja sur ses Frontières, & que nonfeulement l'Etat recevroit la Ligue, mais écouteroit toutes les propositions qui lui seroient faites du côté de l'Empereur, qui comme mari de l'Infante, les rechercheroit pour cela, & se porteroit à toutes extrêmitez pour éviter sa perte, qu'il croiroit assurée par cette nouvelle prétension.

Je lui ai représenté, qu'il expliquoit trop crûment le tems que Vôtre Majesté prenoit pour déliberer mûrement sur une affaire qu'il jugeoit lui-même de la dernié re consequence : & que le zèle qu'il avoir fait paroître jusqu'à présent pour ses intérêts pouvoit aller plus loin, fans bleffer ceux de l'Etat dont il étoit Ministre, & qu'il étoit de sa prudence de ne prendre pas un parti qui pouvoit avoir des fuites fanglances & perilleuses & & même d'en eloigner ses amis; qu'il y avoit encore lieu d'espérer que Vôtre Majesté ne rejetteroit pas ses propositions, puisque je n'avois en core reçû aucune réponse négative; mais que, quand par la justice de ses prétensions elle se trouveroit obligée à quereller l'Espagne, comme il disoit, j'estimois que Melfieurs les Etats pourroient trouver des avantages presque aussi grands avec Vôtre Majesté, que ceux qui leur venoient du partage proposé, & qu'il avoit jugé nécessaires pour couvrir leurs Frontiéres; que l'acceptation de la Ligue, & les autres extrêmimisiq

tez,

tez

eur

aff

ľE

tre

où

nie fus

dro

àI

nei

tra

gue foi

ďu

no leu

qui Vo

que

fie

cet fac

po

ma

DO né

rév

fai

vû

fes

tre de [ 357 ]

tez, me paroissoient très perilleuses pour eux, suivant la constitution présente des affaires d'Allemagne, l'état où se trouve l'Espagne, celui où paroit maintenant Vôtre Majesté, & les derniers engagemens où ils étoient entrez avec elle par le dernier Traité; que je lui laissois faire là-dessitutes ses réslexions, & que je m'attendrois bien qu'il n'allarmeroit personne mal

à propos.

fes

é.

on-

ais

lui

ui

oit

rê-

oit

do.

re-

ane

nié-

oit

téffer

&

dre

l'en

ieu

roit

en-

nais

Ons Ef-

1ef

an-Ma-

par-

ires

ep-

mi-

Il m'a repliqué, qu'il reconnoît que l'événement de ce parti étoit périlleux, qu'il entraînoit avec foi une longue & fanglante guerre, que l'Empire & l'Espagne étoient foibles, la France puissante en la personne d'un grand Roi, pleine de trésors & d'une nombreuse & belliqueuse Noblesse; qu'il leur pouvoit arriver de plus grands maux que celui dont ils étoient menacez par ce Voisinage tant redouté, mais du moins que ce ne seroit pas si-tôt; que si Messieurs les Etats ne se précautionnoient contre cette Conquête, elle ne pouvoit être que facile à Vôtre Majesté; & qu'ainsi ils la pouvoient considérer déja comme faite; mais que prenant des liaisons pour s'y opposer, elle seroit différée de quelques années; que le tems amenoit quelquefois des révolutions qui changeoient la face des affaires les plus heureuses; que cela s'étoit vu fous Charles - Quint en deux entreprises qu'il forma, l'une sur Marseille, l'autre sur Metz, qui échouërent toutes deux, bien que les factions dont la Fran-

[ 358 ]

be

la

be M

of

au

qu

al

m ré

te

je

TO

n

al

m

fi

b

m

o P

16

P

fe

France étoit divifée en ce tems-là, rendif. fent tout le monde persuadé qu'elles auroient un heureux fuccès: qu'il en pouvoit arriver de même des desseins de Vôtre Majesté, & que, par toutes les régles de la prudence de Messieurs les Etats, ils n'avoient que ce parti à prendre, & que pour le soûtenir ils employeroient toutes choses; que de l'humeur qu'il connoissoit les Peuples des Provinces-Unies, & l'impression que faisoit fur eux la crainte de la sujettion, il n'y avoit rien au monde qu'ils ne fûssent capables d'entreprendre pour l'éviter, & qu'en cela même ils ne contrevenoient point à la foi des derniers Traitez; qu'il étoit dangereux de leur faire des propositions pour les détourner de ce parti; que tout ce qu'il pouvoit, c'étoit de différer encore huit jours de déclarer à ses amis les pressentimens qu'il avoit des desseins de Vôtre Majesté, mais qu'après les leur avoir déclarez, il ne faloit plus espérer de retour, ni même tenter de les remettre dans les bonnes difpositions où ses divers voyages dans les Villes les avoient portez. Voilà, Sire, comment finit notre conversation, où je rebatis souvent les raisons qu'elle aura vûë dans mes dépêches précédentes, dont je ne fais point de repetition. Vôtre Majesté comprend bien que Monsieur de Wit est un homme qui voit clair, qui ne se laisse pas mener facilement, & que l'intérêt de l'Etat est celui de sa propre réputation, comme avant à relever les choses sans beau--nerd

lif-

ent

ver

té,

en-

lue

nir

de

des

oit

a-

les

ela

foi

zus

dé-

ou-

urs

ens

té,

ne

me

dif-

· les

om-

ba-

ans

ne

eft

iffe

de

on,

lans

au-

beaucoup de dilation, fur-tout ayant pris la hardiesse de s'avancer de lui-même, & sans ordre. Je crains que cela ne donnera beau jour à Gamarre, qui a présenté son Mémoire aux Commissaires, par lequel il offre tout dans le Commerce & tous les autres avantages que ces gens pouvoient désirer de l'Espagne. Mais il est arrivé, que comme il s'est adressé pour cela à la seule Province de Hollande, & non pas aux Etats Généraux, les autres Provinces s'en font scandalisées, & cela a donné le moyen à Monsieur de Wit d'éloigner la résolution, en disant qu'il faloit en communiquer aux Provinces. J'ai pris cette occasion de les échauffer d'un mépris, afin de les rendre plus difficiles; mais je ne doute point que, lorsqu'elles scauront ce qui s'est passé sur le Projet, elles ne jugent des intentions de Vôtre Majesté aussi desayantageusement que le répute le Sieur de Wit; elle connoît ses intérêts mieux que personne, & scaura bien choifir où ils se trouvent plus utilement établis, ou dans le Projet proposé, & les moyens doux & faciles qu'il semble leur offrir pour parvenir à la Conquête des Païs-Bas, ou dans la justice qu'elle a de les prétendre par la mort du Roi ou du Prince d'Espagne, & la poursuite qu'elle sera obligée d'en faire par les armes, contre. l'opposition des Etats, and and an antiexpres lodit Arree du Confoil. avec les or-

## LETTRE

Du Duc de Vendôme à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

fa

te

& de

di

g

2

to

fe

q

ic

n

C

V

C

ti

11

d

Le 7. Janvier 1664.

#### MESSIEURS,

OUoiqu'il ne me semble pas nécessaire d'ajoûter de ma part aucune récommandation aux offices qui seront portez au nom du Roi à Vos Excellences par Monfieur l'Ambassadeur, sur le sujet des prises faites en la Mer rouge, sous ma commission, par le Capitaine Laurens David; néanmoins, comme ensuite du jugement rendu au Conseil d'Etat de Sa Majesté, qui de clare le tout de bonne prise, le dixieme m'en est adjugé suivant les Loix & Ordonnances de ce Royaume; j'ai crû que s'agissant en cela d'un intérêt particulier de ma Charge, je pouvois aussi de mon Chef m'adresser à Vos Excellences, avec d'autant moins de difficulté, qu'ayant toûjours eu ceux de Messieurs les États en une singulière confidération, je pouvois m'affürer qu'ils en auroient aussi pour les miens dans cette rencontre, & que pour cet effet ils trouveroient bon; qu'envoyant par un exprès ledit Arrêt du Conseil, avec les ordres du Roi, à Monsieur l'Ambassadeur, je charchargeasse aussi cette même personne de rendre cette Lettre à Vos Excellences, pour les supplier très-humblement, comme ie fais, de vouloir ordonner que les cinquante deux bâlots, provenant de ladite prise, & qui ont été faisis & arrêtez par de-là, sous des prétextes qui ne sont pas trouvez véritables dans l'examen & discussion qui en a été faite au Confeil du Roi, foient rendus & restituez au présent porteur de ma procuration, ainfi que vous en serez requis de la part du Roi par Monsieur l'Ambassa. deur, & que Vos Excellences même le jugeront juste & raisonnable, si elles veulent approfondir l'affaire, & péser meurement toutes les raisons qui leur en seront représentées par mon dit Sieur Ambasfadeur. A quoi me remettant, je n'en entretiendrai pas ici Vos Excellences, me contentant seulement de les assurer, que j'aurai toute la reconnoissance possible de la prompte & favorable expédition qu'elles me feront recevoir en cette occasion, & qu'en toute autre je ferai très-soigneux & exact à leur témoigner que je suis en effet avec beaucoup de partialité.

MESSIEURS.

0-

ire

m-

au

n-

(es

nif-

In-

du

lé-

ne

11-

a-

de

ef

u-

irs n-

er

et

un or-

jc

Ir-

Vôtre très-humble Serviteur,

CESAR DE VENDOME.

A Paris ce 7. Janvier 1664. Tome II.

Q

LET-

### LETTRE

en

ho me qu

vo fai ch

Br plo vo

le

ne

me

10

fa

de

dì

nie

# Du Roi au Comte d'Estrades,

Le 11. Janvier 1664.

E vous sçai fort bon gré du soin que vous avez de visiter les principales Villes de Hollande & de la Nord-Hollande, pour entretenir vos amis fur des Conférences que Gamarre a euës avec les Députez de l'Etat avant son départ pour Bruxelles. Cependant j'ai été fort aise de voir Batailler, & que j'aye assez de tems pour faire une exacte recherche de tous les droits de la Reine, puisque le Sieur de Wit est demeuré d'accord qu'on ne parlât point de l'affaire jusqu'à la prochaine Assemblée des Etats de Hollande, qui n'est convoquée que jusques au 15. du mois prochain. Mais il y a lieu de foupçonner, qu'il attend aussi en ce tems-là la réponse que Gamarre aura reçuë de Madrid. Cependant, comme il est incertain quel parti prendront Messieurs les Etats, si, pour ne me pas faire un trop grand préjudice, je puis condescendre à tout ce qu'ils défirent, il est bon que vous continuiez la conduite que vous avez commencé de tenir, de ne vous mettre point trop en peine d'ajuster les disférens qu'ils ont en grand nombre avec d'autres Princes, hors celui de Portugal, prenant garde néanmoins qu'on ne s'aperçoive point du motif qui vous fera agir de la forte. Je ne puis vous rien dire sur la question que vous a faite le Prince de Tarente, que je ne sçache quelle est l'Armée qu'a l'Electeur de Brandebourg, & à quoi il la veut employer. Peu de jours me feront peut-être voir plus clair dans les sentimens dudit Electeur. Cependant ledit Prince pourroit ne point donner de réponse précise, comme ayant voulu là-dessus consulter ma volonté.

15

e

ır

es

le e-

la e-

de

es ée

iffi ira eft

les

nd

out

n-

en-

op

en

### LETTRE

Du Comte d'Estrades à Mr. de Lionne.

Le 24. Janvier 1664.

JE suis bien surpris que la Cour d'Angles terre désere aux avis du Sieur Downing. Il est assuré qu'il n'en donnera pas de savorable pour maintenir l'Union entre les deux Rois, c'est un petit homme sort séditieux, & qui hait nôtre Nation au dernier point.

Q 2 J'eus.

[ 364 ]

J'eusse crû qu'après avoir été tiré par Cromwel de Maître d'Ecole, & choisi par lui pour déchirer la Maison Royale en Hollande, le Roi d'Angleterre l'auroit plûtôt placé sur une potence que dans ses Confeils. Il publie par-tout dans la Cour de Madame la Princesse Doüairière, que le Roi a retiré Mylord Hollis de son Ambassade, ne pouvant souffrir davantage le mauvais traitement que le Roi lui fait en France.

Il infinuë de plus dans l'esprit de plusieurs des Etats, qu'on ne peut vivre avec le Roi, qu'il prend les choses d'une hauteur qu'on ne peut fouffrir, à moins d'être toutà-fait foûmis, & que le Roi fon Maître n'est pas de son humeur, & qu'il n'y a pas d'apparence qu'il y ait de liaison en tr'eux. Il faut que le Chancelier ait bien changé d'humeur, ou foit bien déchû de credit. Depuis que j'en suis parti, j'ai vil Downing demeurer huit jours après son arrivée fans avoir pû obtenir Audience, & le Chancélier m'en a parlé fouvent comme d'une personne qu'il n'estimoit pas. Cependant je vois le contraire, par la contestation dont il est cause. Vous devez vous



attendre qu'il fera pis s'il peut.

ar

ar en û-

nle

le a-

le

rs le

ur it-

re

a

en le

/u

r-&

ne

100

a-

18

### LETTRE

### De Mr. de Lionne au Comte d'Estrades.

Le 25. Janvier 1664.

TE ne sçai si je vous ai jamais donné avis, que nous avons découvert que les Chigi tramoient avec le bon homme Monfieur le Cardinal d'Arragon, qu'ils menent par le nez, de faire une Ligue contre le Roi avec le Roi fon Maître. Nous depêchames aussi-tôt un Courier à Madrid, pour nous éclaircir à la fource de ses intentions. Le Courier revint il y a deux jours, & ce qu'il a rapporté, est, que non seulement Sa Majesté Catholique a donné sa parole Royale à Monsieur l'Archevêque d'Ambrun, pour en assûrer le Roi, que jamais elle n'entreroit dans aucune Ligue qui fût contre sa personne ou contre ses intérêts; mais Sadite Majesté Catholique a dépêché un Courier exprès à Rome, pour déclarer au Pape, que s'il ne défincameroit Caftro pour satisfaire le Roi, il protesteroit contre la mauvaise administration de ses parens, pour les rendre coupables de tous les maux qui arriveront dans la Chrêtienté, par le refus qu'on fait depuis si long-tems de contenter Sa Majesté. Je  $Q_3$ 

Je donnai avant hier à Monsieur le Comte Strozzi la réponse du Roi sur la de mande qu'il est venu faire de la part de l'Empereur de quelques affistances contre l'Ennemi commun. Comme ledit Sieur Comte se tenoit quasi pour dit, que, pour ne lui rien accorder, nous nous prévaudrions de l'excuse si plausible, voire, s'il se peut dire, légitime, de l'engagement où se trouve le Roi d'envoyer une puissante armée de-là les Monts au Printems prochain, pour fortir à fon honneur de l'affaire de Rome, je ne sçaurois vous exprimer si ce brave Cavalier se trouva, ou plus satisfait, ou plus épouvanté, de l'excès de magnanimité de nôtre jeune Monarque, lors. que je lui déclarai de sa part, que sans avoir aucun égard à cet engagement, Sa Majesté envoyeroit en Hongrie dès le commencement de Mars, si on le désiroit, un corps de six mille hommes effectifs en huit Régimens d'Infanterie, qui feroient 4000. hommes de pied, & en quarante Cornettes de Cavalerie, qui feroient 2000. Chevaux, & que Sa Majesté payera à ses dépens l'entretenement dudit corps, tant dans fa route, que pendant le fervice qu'il rendra pendant toute cette Campagne.

Il ne se peut rien ajoûter à l'estime que ledit Comte témoigna faire d'une si grande offre, ni aux exagérations qu'il sit de l'obligation que son Maître en devoit avoir éternellement à Sa Majesté, & particuliérement dans une conjoncture où on avoit

emc)

de de

itre

eur

our

aus'il

Où

nte roire

r si

na-

orf.

oir ef-

enun

uit

00.

tes

IX,

n-

u-

lra

ue

de

b.

oir

é-

it

111

un si beau prétexte de s'excuser de rien donner. Il considera aussi de lui-même l'iniquité de tant de discours qui sont faits contre Sa Majesté, touchant les sentimens qu'elle peut avoir en cette guerre des Insidéles, & conclut, que c'étoit un bel exemple pour le Pape, pour lui enseigner ce qu'il devroit à plus forte raison faire en cette rencontre pour le bien de la Chrêtienté, & ce qu'il ne fait pas.

### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces - Unies des Païs - Bas, le 29. Janvier 1664.

LE Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, en exécutant les ordres précis qu'il a reçûs du Roi son Mastre, représente à Vos Seigneuries, que Sa Majesté ayant, par Arrêt de son Conseil du trentième Novembre dernier, declaré de bonne prise toutes les Marchandises, Pierreries, Perles, Porcelaines, Canons, & autres choses enlevées & sauvées en la Mer Rouge par le Capitaine Laurens David, il espére de la justice & équité de Vos Seigneuries, qu'elles ne feront point de difficulté de faire remettre ledit Laurens David en liberté, & de faire restituer quelques ballots de Marchandises qui ont été saisis à la Requête de

la Compagnie des Indes Orientales; particu. liérement quand Vos Seigneuries auront fait une sérieuse réflexion sur les raisons qui les y doivent convier, ainsi qu'elles sont contenuës au Mémoire qui se trouve joint à celuici; & d'autant que Monfieur le Duc de Vendome, Pair , Grand-Maître & Sur-Inten. dant Général de la Navigation & Commerce de France, duquel ledit Laurens David a eu sa Commission, dont les termes n'ont pas été excedez, a envoyé ici exprès pour reclamer la personne dudit David, & lesdits ballots de Marchandises; & qu'à Anvers & ailleurs les Pierreries, avec ce qu'il y avoit de plus précieux en son Navire, ont été reftituez à la première instance que les Agens de mondit Sieur le Duc en ont fait, ledit Ambassadeur prie très-instamment Vos Seigneuries, de vouloir considerer en cette rencontre la chaleur avec laquelle Sa Majesté recommande cette affaire, & de faire avoir à Monsieur le Duc de Vendôme la satisfaction qui lui est duë, afin que ses Agens, qui ne sont ici que pour cela, puissent partir au premier jour, & remporter les effets de vô-tre justice, & des marques de l'affection que Vos Seigneuries ont pour les intérêts du Roi son Maître. Fait à la Haye ce 29. Janvier 1664.

D'ESTRADES.

uait les

te-

ui-

n-

n-

ce

la

as a-

ıl-

oit

ef-

ns

lit

i-

nté

ir

C-

ui

u

6-

lu

Raisons pour faire voir, que le Capitaine Laurens David, Hollandois, doit être remis entre les mains de Sa Majesté, ainsi que les Marchandises par lui prises sur les Maures en la Mer Rouge, ou recouvrées du naustrage d'un Vaisseau arrivé en la Rade de l'Isle de Piron:

Pour établir ces raisons avec sondement, les déduire avec ordre, il faut demeurer d'accord de ce qui s'ensuit.

Premiérement, que ledit Capitaine, quoique Hollandois de Nation, a pû armer sous la Commission, & naviguer sous le Pavillon de France.

Secondement, que supposé, que ledit Capitaine ait pû armer sous ladite Commission de France, quoique Hollandois, il a pû aussi, en vertu de ladite Commission, aller négocier ou faire la guerre dans les Mers des Indes Orientales, nonobstant les Placards ou les Désenses de Hollande.

Tiercement, que ledit Laurens David a armé & navigué sous la Commission & Pavillon de France seulement.

vigue, & fait la guerre avec commission, ne peut être réputé Pirate.

Ciquiémement, que tout Armateur qui fait des prises en Mer, en doit rendre compte à celui seulement sous la Commission duquel il a

armé & fait lesdites prises.

Le premier Article tire sa preuve de plusieurs exemples, où en cas semblables, & encore plus forts, les Hollandois ont armé sous Commission de Princes Etrangers, contre d'autres Princes Alliez de Messieurs les Etats, sans qu'ils en ayent été empêchez, ou qu'on y ait trouvé à redire.

En la Guerre que les Venitiens ont contre le Turc, on voit tous les jours des Capitaines Hollandois prendre la Commission de Venise, & faire la guerre au Grand Sei-

gneur, qui est Allié de Hollande.

En la dernière Guerre d'entre la Suede & le Dannemarc, quoique Messieurs les Etats assistassent ouvertement le dernier, on a vi des Vaisseaux particuliers de Hollande, servir dans l'Armée sous le Pavillon & Commission de Suéde.

Il n'y a donc point de défenses en Hollande, de prendre la Commission d'un Prince

Etranger.

Et par conséquent ledit Laurens David, quoique Hollandois, a pû armer sous la Commission, & naviguer sous le Pavillon de France.

Il y a encore une autre raison, tirée du 23. Article du dernier Traité de l'Alliance renouvellée avec la Hollande, qui porte, que les Sujets des Etats Généraux ne seront point réputez Aubains en France, ni sujets à la Loi d'Aubaine.

Qu'ils pourront s'établer en France, & dis-

disposer de leurs biens par Testament, donation ou autrement, & leurs béritiers, sujets desdits Etats, tant demeurans en France qu'ailleurs, recueillir leurs successions, même ab intestat, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité; & qu'ils seront généralement traitez en tout, & partout, aussi favorablement que les Sujets pro-

pres & naturels de Sa Majesté.

1-

2-

is

re

14

2.

i-

lè

i-

ts

u

rn-

1-

la

le

1-

25

at

D'où l'on doit nécessairement conclure, que les Hollandois étant par cet Article réputez & traitez en France comme naturels & originaires François, & n'ayant besoin, pour jouir de ce Privilége, que d'être Sujets de Messieurs les Etats, ne peuvent être empêchez par les Loix de Hollande de prendre Commission de France, sans déroger tacitement aux termes de cet Article, & renoncer de leur propre consentement aux avanta-

ges qu'ils en reçoivent.

Le second Article ne reçoit point aussi de dissiculté, dans cette supposition que ledit Capitaine ait pû armer sous la Commission de France, puisqu'en ce cas les prétenduës Désenses ou Placards de Hollande ne peuvent avoir plus d'effet contre lui, que contre un naturel François; & ceux qui ont jugé ledit Laurens David sémblent être demeurez tellement d'accord de cette verité, que dans le narré de la Sentence de condamnation, il ne lui est aucunement imputé d'avoir contrevenu aux dits Placards ou Désenses, mais seulement d'avoir exercé pluseurs pirateries dans les dites Mers des Indes, contre des Peuples alliez.

177

91

27

La

te

elliez de Hollande: ce qui, sauf correction, n'est pas veritable, d'autant que ces prétenduës prises ont été faites sur des Maures, & autres Sujets d'un Roi des grandes Indes, qui n'ont aucune Alliance avec les Etats de Hollande.

La troisième proposition, que ledit Capitaine Laurens David a armé & navigué sous la Commission & Pavillon de France seulement, se prouve par la Copie ci-jointe de la Sentence de condamnation renduë contre lui, laquelle ne fait aucune mention que ledit Capitaine ait été porteur d'autre Commmission que celle de France; ce qu'assurément on n'auroit pas manqué d'alléguer, s'il s'étoit trouvé coupable d'une action si criminelle.

D'ailleurs il est certain, qu'il n'a point pris d'autre Commission pour ledit Voyage que celle de Monsieur l'Amiral, ni arboré d'autre Pavillon que celui de France: E c'est un fait qui doit demeurer pour con-

stant, s'il n'y a preuve au contraire.

Sur le quatrième Article, il est aussi bors de doute, que quiconque arme, navigue, & fait la guerre avec Canmission, ne peut passer pour Pirate, particulièrement auprès de ceux qui sont Alliez du Prince de qui la Commission est émanée. Si on conteste cette verité, il faut établir des Loix & des Maximes nouvelles sur la Mer, & la France aura raison de traiter comme Pirates, ceux qui viendront desormais dans ses Ports avec Commission de Hollande.

Cela supposé, il n'est pas difficile de de-

meurer d'accord du cinquiéme Article: que quiconque arme, & fait des prises en Mer, en doit rendre compte à celui seulement sous la Commission duquel il a armé & fait lesdi-

tes prises.

La raison conduit d'elle-même le bon sens à cette conséquence, & non seulement l'usage & la pratique l'autorisent chez toutes les Nations, mais encore le 22. Article du sufdit Traité de renouvellement d'Alliance avec la Hollande le porte en termes exprès, lorsqu'il dit: Que les Navires François ou Hollandois qui auront été armez en guerre, & qui auront fait des prises, ne pourront être ĵaisis ni arrêtez, ni les Officiers des lieux prendre connoissance desdites prises, lesquel-. les pourront sortir & etre conduites franchement & en toute liberté aux lieux portez par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires de guerre seront obligez de faire apparoir.

Peut-il y avoir rien de plus précis pour l'espéce dont il est question? & Messieurs les Etats, ou, sous leur autorité, Messieurs les Intéressez en la Compagnie des Indes Orientales, peuvent-ils après cela, avec quelques prétextes ou apparences de Justice, prendre connoissance du voyage & des prises faites par le Capitaine Laurens David, le condamner, comme ils ont fait, à une prison de trente ans, & moins encore retenir & s'approprier, sous prétexte de consiscation, les Marchandises provenant dudit échouëment &

desdites prises?

Q 7

Tou-

[ 374 ]

Toutes ces raisons obligent Monsieur l'Amiral & les Intéressez en l'armement fait
par ledit Laurens David, de supplier
très-bumblement Sa Majesté, de vouloir faire
entendre par son Ambassadeur à Messieurs
les Etats, qu'ils ayent à leur faire justice
sur le contenu au présent Mémoire, si-non
leur accorder des Lettres de Représailles,
pour s'en prévaloir aux occasions, & chercher par ce moyen à s'indemniser de la perte
que leur veulent faire souffrir injustement
Messieurs de la Compagnie des Indes Orientales, dont le but & l'intérêt ne va qu'à éloigner du Négoce dudit Païs les François,
ou Porteurs de Commission de France.

## LETTRE

De Mr. de Lionne au Comte d'Estrades.

Le 1. Février 1664.

JE pense de vous pouvoir donner la bonne nouvelle, que le Roi va être bien-tôt dégagé de l'obligation que son honneur lui imposoit, de faire passer une Armée delà les monts au printems prochain, & qu'il y a maintenant beaucoup plus d'apparence it

r

73

172

,

r-

te

7-

é-

1,

n-

ôt

ur

e-

p. ce parence qu'il rappellera alors les trois-Corps de Troupes qu'il a envoyez pendant cet hyver dans le Modenois, le Parmesan & le Montferrat, puisque la seule difficulté qui a empêché l'accommodement avec la Cour de Rome, depuis la dissolution du Congrès du Pont de Beauvoisin ... se trouve à la fin levée par la résolution que le Pape a prise le 18. du mois passé. d'accorder à Sa Majesté la desincameration de Castro, & cela par le conseil & avec le confentement du Collége des Cardinaux, ainfi que vous le verrez par la copie que je vous adresse d'un Ecrit qu'un Secretaire de Sa Sainteté a porté ce jourlà au Cardinal d'Arragon, & à l'Ambassadeur de Venise résidant à Rome, qui l'ont envoyé ici à leurs Collégues par un Courier exprès. Le jour suivant, qui fut le 19., on apprit à Rome la généreuse action de Sa Majesté, qui avoit voulu offrir pour une derniére fois la paix, avant que de faire paroître ses Armes vers l'Etat de Caftro, & avoit envoyé un pouvoir à Monfieur de Bourlemont, Auditeur de Rote François, qui est retiré à Florence, de traiter & de conclure l'accommodement jusques au 15. de Février, aux mêmes conditions qu'elle avoit défiré aux Conférences du Pont de Beauvoisin, sans y rien ajoûter, détruisant par ce moyen les faux bruits que les Chigi semoient dans le monde, que Sa Majesté avoit d'autres fins que celles qui paroissent, & qu'il ne

[ 376 ]

serviroit de rien de la satisfaire sur le point de Castro, parce qu'aussi-tôt après elle mettroit sur le tapis de nouvelles & plus grandes prétensions pour faire durer ce différend. Quand le Pape a fçû que ce pleinpouvoir avoit été envoyé audit Sieur de Bourlemont, il a changé sa première résolution, de dépêcher ici une personne expresse, & a député de nouveau le Sieur Rafponi, pour aller traiter avec ledit Sieur de Bourlemont à Florence. Il y a d'autant plus d'apparence qu'ils concluront quelque chose de bon avant le 15. de ce mois, que le Roi n'a pas accrû ses prétensions, & que la Cour de Rome ne s'est résoluë à defincamerer Castro, que par une pure contrainte, & après avoir tenté fort inutilement tous les Princes & Potentats de faire une Ligue avec elle, fous prétexte de la défense de l'Italie. Ainsi on peut juger, que n'ayant pû disposer aucune autre Puissance à foûtenir leurs caprices & leurs injustices, la même raifon qui les a forcé à laisser Caftro, (pour lequel les Chigi protestoient de vouloir fouffrir le martyre ) les obligera aussi à consentir à toutes les autres satisfactions de Sa Majesté, qui étoient déja la plûpart accordées, ou ne font pas de nature à pouvoir rompre un Traité de part ni d'autre.

### LETTRE

1-

1-

e

)-[-

ir

nt e

à

4

e

a

e

e

e

a

.

a

-

### Du Comte d'Estrades à Mr. de Lionne.

Le 7. Février 1664.

'Avois achevé ma premiére dépêche, lorfque Monsieur de Wit m'est venu voir; & après m'avoir représenté plusieurs raisons pour m'obliger d'agir au nom du Roi fur les affaires présentes, que je vous ai déja dites par mes autres dépêches, je lui ai répondu, que j'attendois mes ordres par le retour de Monsieur Batailler, & que je n'avois rien à ajoûter à ce que je lui avois dit hier fur ce sujet. Il me pria ensuite, de tâcher de tirer quelque réponse des sentimens du Roi sur la grande affaire, quelques jours avant l'Assemblée de Hollande, qui sera au premier de Mars, afin que, si les choses ne peuvent pas s'accommoder, il puisse avoir le tems de préparer les esprits de ses Amis, pour ménager son credit & ses intérêts dans une affaire qu'il leur avoit propofée.

Je lui répondis, qu'il pouvoit dès à préfent les disposer à ce qu'il jugeoit à propos, puisqu'il devoit sçavoir que les intentions du Roi étoient, de coucher les articles du Traité enforte qu'ils ne portassent pas préjudice aux droits de la Reine, & qu'il seroit éclairci de tout par le retour de Monsieur Batailler, ne pouvant entrer plus avant en matière sur ce sujet, que je n'eusse reçû les ordres de Sa Majesté. Je remarquois bien qu'il avoit à me dire quelque chose de plus, par plusieurs questions qu'il me fit, & en effet je lui répondistoûjours ambigument & de moi-même. me dit, que quand les Messieurs à qui il avoit communiqué l'affaire seroient ici, il leur proposeroit de rechercher des termes pour coucher dans le Traité, qui ne portaf-Tent pas préjudice aux droits de la Reine, & dont elle puisse se fervir lorsque le cas sera échû; mais qu'il faudra que ce soit de telle sorte qu'ils ne donnent pas de l'ombrage aux Provinces, & qu'il contribuera avec tout le soin & l'affection possible à tout ce qui regardera les intérets de Sa Majesté. Il me dit ensuite, que l'engagement où Messieurs les Etats seroient avec le Roi par ce Traité, romproit toutes sortes de mesures avec le Roi d'Espagne, & avec tous les autres Princes; & que par-là le Roi devoit être affûré d'être maître de ces Provinces; qu'il m'assuroit qu'après cela on refuseroit toutes fortes de liaisons, & qu'on n'en feroit qu'avec la participation du Roi.

Je le remerciai des bons sentimens qu'il témoignoit avoir pour Sa Majesté, que j'esrespérois qu'il les mettroit en effet, & qu'il se pouvoit assurer que Sa Majesté avoit beaucoup d'estime pour Messieurs les Etats, que Monsieur Batailler seroit bien-tôtici, & que je ne manquerois pas de lui communiquer les ordres que je recevrois du Roi. L'heure du Courier me pressant,

je finis la conversation.

ns

es

as

'il

de

us

ıf-

e-

el-

ns:

û-

Il

a-

il

es

af-

&

ra

el-

ge

ec

ce

Il

ef-

ce

es

les

oit

es; oit fe-

i'il ue

ef-

Vous jugerez bien par cette dermére visite que les affaires le pressent, & qu'il relâche de la fermeté qu'il rémoignoit. Vous me manderez, s'il vous plast, comme je dois agir avant que les divisions s'engagent plus avant: elles font encore fecretes, mais elles s'échauffent fort; & depuis une heure j'ai été informé, que deux Villes confidérables de la Hollande se veulent déclarer contre la forme du Gouvernement, qu'ils disent être tirannique, à cause du pouvoir que Monsieur de Wit y a. Néanmoins il est assuré que sa Cabale est la plus forte, & que, si le Roi est pour lui, il sera maître de tout; c'est ce que je lui ai fait infinuër adroitement par une personne, qui lui a fait voir de loin, que c'étoit la seule ressource qu'il pouvoit avoir contre la légéreté de ces Peuples. Le Roi prendra ses mesures là-dessus, & peut choisir le parti qui lui sera le plus avantageux.

10

f

a

T

### LETTRE

### De Mr. de Lionne au Comte d'Estrades.

Le 8. Février 1664.

Monsieur de Wit n'a pas eu de bons avis, quand il vous a affûré qu'il fçavoit de très-bonne part que nôtre Traité avec l'Electeur de Brandebourg étoit fait, & c'est pour cette raison que je ne vous en avois rien mandé. Je puis même dire, que Monsieur de Bloemendael partira d'ici la femaine prochaine fans avoir rien achevé; non que nous ne foyons comme convenus de presque toutes les conditions; mais il y a un Article qui cloche encore, pour lequel il faut qu'il aille trouver son Maître, fuivant l'ordre qu'il en a, & quand nous aurons signé tous les autres, comme cela pourra arriver avant son départ, ils demeureront tous nuls, si Monsieur l'Electeur, à l'arrivée de Mr. de Bloemendael auprès de lui, ne consent à ce que je lui ai demandé par l'article indécis. Je n'ai pas encore vû le Sieur le Blanc, qui étoit tombé malade à Breteuil, d'où il m'a dépêché un Postillon.

lon. L'homme dont il est question n'a point encore paru. On a mis du monde fur les voyes pour l'attraper, en cas qu'il différe à me venir voir. Il faudroit cependant que vous retinffiez auprès de vous, de quelque manière que ce soit, c'est-à-dire de gré ou de force, celui qui vous est allé trouver, & qui vous avoit donné l'avis. Il a agi bien imprudemment d'être forti de Bruxelles, car s'il s'est trouvé présent comme il l'affûre à l'épreuve de la lunette faite fur un chien. Dès que son Maître l'aura vû disparoître, il aura dû soupçonner qu'il s'étoit échapé pour avertir le Roi par quelque moyen de ce damnable dessein, & n'aura pas manqué de dépêcher après l'affaffin pour lui faire reprendre le chemin de Bruxelles, ou l'avertir de ne me point voir, & c'est ce qui nous a obligé à mettre des gens en quête fur lui, fans attendre qu'il me vienne chercher. Avec tout cela, on a grand peine à croire qu'il foit possible d'empoisonner une personne par l'aproche d'un verre. Mais comme il s'agit en ceci d'une vie qui n'a point de prix, on feroit criminel de n'y pas faire toutes les mêmes diligences, que si on étoit persuadé que la chose est fort facile & immanquable. Examinez cependant bien vôtre homme de vôtre côté, & tâchez de voir à fond, si le désir de quelque grande récompense ne l'auroit point meu plutôt qu'autre chose. Demandez-lui fur-tout, quelle précaution il a prise en quitant

a-

té

t,

us

e,

CI

é;

us

y

le-

us

ela

eu-

, à

de

dé

vû

e à

tîl-

on.

tant Bruxelles, pour empêcher que l'Internonce ne le voyant plus, ne dépêchât aussitot après l'assassin pour le rappeller, ou l'avertir de ne point paroître. Ce sera-là une grande pierre de touche pour connoître sa sincerité ou sa tromperie. Comme pareils avis méritent grande recompense quand ils se trouvent veritables, on doit aussi châtier ceux qui les donnent, quand ce sont des Imposteurs.

Je vous envoye les Lettres pour l'Aubeine, que le Roi a accordées à Monsieur de Rives avec son Brevet. Je vous aurai une très-sensible obligation du soin qu'il vous plaira prendre de cette affaire, & je m'assire que, quand Monsieur de Wit & nos autres Amis sçauront que c'est l'intérêt d'un Oncle de ma Femme, ils voudront bien

nous y affister puissamment.



m

gi

ni

m m m m

### MEMOIRE

De Monsieur Brabeck, presenté à Leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces - Unies des Pais-Bas, le 19. Février 1664.

#### HAUTS & PUISSANS SEIGNEURS.

e

IS

1-

n

n

E.

701 Hautes Puissances se souviendront bien encore de ce qu'en vertu de mes Lettres de Créance je leur ai ci-devant représenté amiablement par plusieurs fois, de la part de Son Altesse Serenissime mon Maître, E encore depuis peu l'année derniére par un Mémoire, pour que la Seigneurie de Borkelo avec ses dépendances lui soit remise, comme dépendante notoirement de l'Evéebé de Munster; & quoique le 9. de Mars les Seigneurs Députez de la Province de Gueldre ayent pris le susdit Mémoire pour le communiquer aux Seigneurs leurs Principaux, Vos Hautes Puissances l'ont néanmoins aussi mis alors ès mains du Sieux van Ommeren & outres leurs Députez, pour le voir, l'examiner, entrer là-dessus en Conférence avec moi, & du tout faire leur raport; mais comme je n'ai pas craint sans raison, que lesdits Sieurs Députez de Gueldre ayant pris ledit Mémoire, cette affaire ne trainat trop en.

[ 384 ]

en longueur, j'ai encore le quinzième dudit mois de Mars fait instance auprès de Vos Hautes Puissances, qu'elles voulussent pourvoir & prendre au plûtôt une Ré-Solution sur ledit Mémoire, afin que Son Altesse Serenissime mon Maître put en. fin jouir de l'effet de sa juste demande: Sur quoi Vos Hautes Puissances, en vertu de leur Résolution prise le même jour sur ce sujet, ont requis lesdits Sieurs Députez de la Province de Gueldre, de vouloir représenter cette affaire à leurs Seigneurs Principaux à leur première Assemblée, & de faire sçavoir à Vos Hautes Puissances, le plutôt qu'il seroit possible, leur Déclaration làdessus. Mais Son Altesse Serenissime mon Maître ne sçait jusqu'à présent pas, s'il a depuis été fait quelque Déclaration, à moins que ce ne fut peut-être l'Ecrit qui a été imprimé sous le tître de Déduction, en conse. quence de la Résolution des Seigneurs Etats des Principautez de Gueldre & Comté de Zutphen, prise dans l'Assemblée dudit Zutphen le 8. d'Avril 1663. & présentée à Vos Hautes Puissances: auquel cas il seroit juste de-considérer, que l'affaire n'est pas terminée par-là, & que ce n'est pas assez de rassembler, avancer & faire imprimer des choses qui ont un fondement extérieur & apparent; mais qu'il faut qu'elles soient verifiées par des documens & des preuves effectives; & comme de ce côté-ci on tient pour affuré, que de la part de Gueldre & de Styrum il n'en peut point être produit de convenables, 10

2t

é-

111

12.

:

tu

Ce

de

é-

ci-

ni-

u-

là-

1011

la

ins

mısé-

ats

de ut-

Tos

este

née

em-

oses

nt;

8

ré,

n il

les,

10

dois, en vertu de la Lettre itérative de Son Altesse Serenissime mon Maître ici jointe supplier encore instamment Vos Hautes Puisfances par ces présentes, que nonobstant les raijons non valables de ladite Province de Gueldre & du Comte de Styrum, la susdite Seigneu. rie de Borkelo avec ses appendances soit remise à Son Altesse Serenissime; mais au cas que Vos Hautes Puissances fussent de sentiment, qu'il faudroit auparavant entrer en conférence làdessus avec les Sieurs Députez Commissaires de cette affaire, & que les Documens alléguez dans ladite Déduction puissent être produits, je suis disposé de m'y trouver, & de faire une ouverture à l'amiable & en bon Voisin, sur le droit légitime de Son Altesse Serenissime: bien entendu que cette mienne offre ne doit point être prise de manière, que par-là Son Altesse Serenissime voulat se défifter de son droit acquis dans l'Empire, uti foro competente cum plena caufæ cognitione, ou de le soumettre ici à une nouvelle judicature; & Vos Hautes Puissances. selon leur grande prudence, n'auront point de mauvais soupçon de moi, si, au nom de Son Altesse Serenissime mon Maître, je me précautionne en la meilleure manière, & proteste solemnellement par ces présentes, que le tout ne pourra nullement préjudicier, ni à Sadite Altesse Serenissime, ni à son Diocèse. ni au St. Empire Romain. De Vos Hautes Puissances le très-disposé à vôtre service, F. BRABECK.

A la Haye le 19. Février 1664.
Tome II. R ME-

### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 19. Février 1664.

E Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, ayant sçu, que Monsieur le Doyen de Munster a présenté un Mémoire à Vos Seigneuries pour demander la restitution de la Seigneurie de Borkelo avec ses appartenances, & ayant orare exprès du Roi son Maître, de seconder de ses bons offices les prétensions & instances de Monsieur l'Evêque & Prince de Munster, ne se peut pas dispenser de représenter encore à Vos Seigneuries, ainsi qu'il fit au mois de Mars de l'année dernière, que Sa Majefté a recommandé les intérêts de Son Altesse à Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires de cet Etat, pendant tout le cours de leur négociation, avec tant de chaleur, que l'on ne peut pas douter de la part qu'elle y prend. Et comme l'intention de Sa Majesté est, de ne parler que pour la justice, elle se promet aussi que Vos Seigneuries prendront plaisir à en faire sentir les effets promptement en cette occasion à Monsieur l'Évêque de Munfter.

16

fe

pi

fil

ster, tant pour faire connoître leur inclination pour cette vertu, que pour témoigner qu'elles considérent la recommandation du Roi, leur meilleur & plus affectionné Allié, qui ne leur en fera jamais que dans les termes de la justice. Fait à la Haye ce 19. Février 1664.

D'ESTRADES.

### LETTRE

Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 21. Février 1664.

Monsieur de Wit est de retour depuis deux jours d'Amsterdam & des Villes de Hollande, pour disposer les esprits à mettre des termes dans le Projet qui pûssent être agréables à Vôtre Majesté. Il m'a dit, qu'il leur a proposé de rayer dans le premier article le terme (par consequent tant que le Roi d'Espagne ou le Prince son fils se trouvera en vie) & que quand on parle des droits de la Reine, on y ajoûte, (E que cela se puisse vérisser par des preuves claires E bien justissées;) & au second article rayer, (Il arrive par la mort du R 2

à

17

ne d.

ne et

à en n-

r,

Roi & du Prince d'Espagne) & mettre (il arrive ouverture à la succession de la Couronne d'Espagne) mais qu'il a trouvé la Ville d'Amsterdam contraire, & lui a dit, qu'après plufieurs Conférences fur ce Projet. ils se sont fixez à celui qui a été envoyé à Vôtre Majesté, à quoi leur Ville avoit confenti il y avoit long-tems, & qu'il valoit mieux attendre & voir clair aux droits de la Reine, lesquels ils passeront s'ils sont vérifiez, que de changer des termes arrêtez par leur Province, qu'elles trouvent justes, équitables, & qui ne préjudicient à personne; que tout son soin & sa peine avoient été inutiles, les autres Villes ayant fuivi l'avis de celle d'Amsterdam; qu'il n'avoit osé parler du Projet que Vôtre Majesté avoit envoyé, parce que la première fois qu'il le leur propofa, ils dirent, qu'ils ne vouloient pas entrer en contestation sur des points douteux, mi faire connoître au Public qu'ils foient entrez en Traité par la certitude des droits de la Reine, à l'exclusion du Prince d'Espagne, sur des faits incertains. Ils alléguerent auffi, que la fermeture de l'entrée de la Rivière de l'Escaut & des autres Rivières, d'où dépend leur Commerce, n'étant pas exprimée dans le Projet de Vôtre Majesté, ils ne pourroient entendre à aucun Traité sans ces conditions, d'autant plus qu'elles ont été accordées par les Espagnols au Traité de Munster, de qu'ils en font en possession. Il me témoigna

moigna ensuite avoir bien du regret de voir échouer une affaire qui avoit été si avancée, & avec plus de peine & de soin de son côté que Vôtre Majesté n'avoit crû: Je lui dis, que Vôtre Majesté avoit toûjours été perfuadée de ses bonnes intentions, que je n'avois rien à lui répondre sur tout ce qu'il me disoit, que peut-être Amsterdam & les Villes de Hollande auroient un jour regret de n'avoir pas fuivi fon fentiment fur la proposition qu'il leur avoit faite, & que quand elles l'auroient acceptée, il ne les pouvoit pas affürer que Votre Majesté l'ent agréée, ne sçachant rien de ses intentions là-desfus, & attendant le retour de Monsieur Batailler pour les apprendre.

### MEMOIRE

sarifest. The account

Présenté au Roi par Monsieur Boreel, Ambassadeur de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 29. Février 1664.

LE Roi nommera des Commissaires pour marquer tous les Navires en la maniére qu'il se pratique en Nor-

e

e

1-

es

é-

na

Ue fur les excès rouchant l'exaction du droit de fret & le jaugage des Navires fujets audit R 3 droit

[ 300 ]

Norwege, afin que par la marque d'un chacun on puisse con- entre la France noître de quel port il & les Païs - Bas, fera, & par ce moyen eviter toutes fortes de véxations.

Le Roi ne peut accorder ladite justion qu'à la charge des oppositions, Sa Majesté étant obligée de conferver la justice, & ne point préjudicier aux droits des particuliers.

Le Roi ne peut accorder cet article.

The court

March 1994 March

droit, puisse être fait certain réglement afin que toutes véxations & injustes pratiques puissent cesser, si Sa Majesté défire encore continuer ledit droit de fret.

Que les Lettres de Justion pour le parfait établissement des Confuls des Provinces - Unies, tant en Normandie qu'en Bretagne, puissent être accordées, nonobstant toutes oppositions à ce contraires faites à Rouen.

Plaise à Sa Majesté de faire faire une déclaration, portant, qu'il n'y a rien d'autre défendu de porter en France par l'article 19. & 20. du Traité conclu à Paris le 27. Avril 1662., que seulement & uniquement l'impôt des huiles de Baleine, ex-

Idem

cep-

cepté par ledit Traité, fans aucune autre chose quelcon-

que.

Par consequence que les Savons noirs, combien qu'il y auroit des huiles de Baleines mêlées là-dedans, faifis injustement à Rouen, & les Navires qui les ont portez de Hollande, puissent être relâchez & restituez aux propriétaires, avec tout dommage, dépens & intérêts, & défenses faites que cela n'arrive plus à l'avenir.

Que tous Savons noirs, & toute autre chose provenante des Baleines, & toute autre huile d'autres poissons que Baleines, sont libres d'être portez en France selon le 19. & 20. article

dudit Traité.

L'on attend des effets de la Justice promise contre les fauteurs & ceux qui pro-

R 4:

té-

Idem.

ent

s,

rétes

mt

ef-

n-

de

de

ar-

les

in-

en

en

e-

b-

ofi-

res

ef-

ne

nt,

lu-

01-

oar

du

a.

2.,

ni-

les

X.

p-

Idem.

Le Roi a envoyé des ordres exprès pour cela, & il en sera fait justice.

D. . COTTO SELET AND

A OHIS ENGINEERA

tégent les Pirates à la Hogue en Normandie, contre l'expresse intention de Sa Majesté.

Le Roin'a point accoutumé de donner connoissance des Traitez d'Alliance qu'il conclut à ses Parlemens : c'est pourquoi Sa Majesté ne peut confentir audit enregitrement: mais si les Etats donnent un Mémoire, contenant tous les points qui peuvent regarder la jurisdiction des Cours Souveraines, Sa Majesté les fera comprendre dans une Déclaration qu'elle fera dresser à cet effet, & l'envoyera par toutes les Cours qu'ils pourront désirer, pour la faire enregitrer, afin que les Sujets desdites Provinces jouissent de l'effet d'icelle, & que les Partemens jugent leurs causes en cette conformité.

L'Ambassadeur sufdit, par ordre exprès de ses Seigneurs les Etats, demande que le Traité de renouvellementd'Alliance, Commerce, Navigation & Marine, conclu le 27. Avril 1662. à Paris entre la France & lesdites Provinces Unies, puisse être vérifié & enregîtré dans tous les Parlemens & Cours Souveraines du Royaume, afin que les Sujets desdites Provinces en puissent joüir fans nulle opposition ni contradiction.

# Autres Points remontrez par ledit Amu baffadeur.

Le Roi donnera les ordres nécessaires à son Procureur Général, afin qu'il fasse ceffer par-tout la Quarantaine. Cela a deja été exécuté.

Cette affaire est accommodée, & Monheur le Duc de Savoye a donné une Amnistie à ses Sujets desdites Vallées de Piemont, ainsi qu'il appert par le Memoire ci-joint.

Surp mit a

r

Que la Quarantaine ordonnée par tout le Royaume pour tous Navires & Marchandifes venant defdites Provinces-Unies cessera, attendu qu'il n'y a nulle? maladie contagieuse dans icelles.

Qu'il plaise au Roi faire une réponse favorable für la remontrance qui lui a été faite par ledit Ambaffadeur touchant ceux de la R. P. R.

de Piémont.

Dans le Mémoire ci-deffus il y avoit deux articles qui regardent les intérêts particuliers de quelques-uns de ses Sujets avec bd'autres odes Provinces - Unies dont Sa Majesté n'a pas jugé devoir pren-R 5.

dre connoissance, mais bien de laisser aller le cours de la lustice dans la Jurif-diction où ils se sont pourvûs.

# LETTRE

Du Comte d'Estrades à Mr. de

Le 6. Mars 1664.

Ambaffadeur d'Espagne est arrivé le 20. de l'autre mois. Il fait toutes ses diligences pour disposer les Députez de l'Assemblée de Hollande à lui être favorables pour la Ligue des dix-fept Provinces. J'ai estimé bon de voir Monsieur de Wit, pour lui communiquer les avis que j'ai là-dessus, & fui faire entendre comme de moi-même, que si l'on passe plus avant dans cette affaire, je lui déclare dès à présent, que le Roi le prendra pour une infraction au Traité de 1662. , & qu'il cherchera de faire des liaisons avec-des amis qui auront plus de considération pour lui, & plus de fermeté que n'ont Messieurs les Etats. J'ai crû lui devoir parler de la forte sans rien hazarder, parparce que je sçai certainement que cette appréhension retient les amis de l'Ambassadeur d'Espagne de n'aller pas si vîte qu'il défire. Ledit Sieur de Wit m'a répondu, qu'il n'avoit jamais approuvé la Ligue des dix-sept Provinces, qu'il s'y étoit toûjours opposé, mais qu'il n'avoit pas été le mastre de quelques Esprits qui gouvernent leurs Villes, & qui trouvent leur avantage & leur sureté dans cette liaison; que par cette raifon il auroit fort désiré que le grand Traité se fût fait avec le Roi, pour couper court à toutes les Négociations, & donner un refus absolu à la proposition de Gamarre, mais que les difficultez que le Roi y apportoit, en changeant les termes du Projet pour l'ouverture de la fuccession, donnoient des ombrages à la Ville d'Amsterdam pour son Commerce, par la crainte d'une rupture imprévûë entre les deux Rois, & le faifoient tenir pour suspect, dès qu'il leur proposoit des expédiens:

Que même il avoit été obligé de se servir de quelques prétextes pour faire dissérer l'ouverture de l'Assemblée de Hollande jusques au dixiéme de ce mois, pour rompre les mesures des Partisans d'Espagne, & avoir le tems de persuader les Députez de la Ville d'Amsterdam de prendre de meilleures résolutions qu'elle n'a fait à son dernier voyage; qu'il avoit aussi obtenu que la Ville nommât un de ses Amis à la place d'un Député d'Amsterdam qui est tombé malade, pour être soûtenu dans le

R 6 def-

dessein qu'il avoit de leur parler fortement, dans une Conférence qu'il doit avoir aujourd'hui avec les Députez des Villes de Hollande; & même il m'a fait connoître, qu'après leur avoir parlé il leur donneroit fon avis, & les raisons dont il se sert pour l'appuyer, dans un Mémoire, asin qu'ils puissent y faire plus de réslexions.

Vous jugez bien par cette Résolution, que Monsieur de Wit ne sçauroit mieux agir, & qu'il ne tiendra pas à lui que le Roi n'ait satisfaction: son intérêt y est aussi attaché, & il voit bien que, si le Traité proposé ne se fait pas, il n'est pas assez fort pour soûtenir son parti seul contre les cabales qui se sont formées pour le détrui-

re.

Ce qui m'a obligé de le remercier de la part de Sa Majesté des bons sentimens où il est, & de l'assûrer, que s'il fait quelque chose dans sa Conférence qui marque son attachement & affection pour le Roi, il se peut assûrer de sa protection pour ses intérêts, & que je puis lui dire par avance, qu'avec un tel second il peut agir vigoureusement, & ne douter pas du bon succès. Je remarquai que cela lui avoit fort plû, & j'espere que l'ordinaire prochain je pourrai vous mander quelque chose de plus que celui-ci.



pre

éci

Co

pe

la

ga

10

ca

fee

do

Or

ro

CC

N

ro fe de tr &

# LETTRE

Du Roi à Messieurs les Ftats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas.

Le 2. Mars 1664.

TRès-chers grands Amis, Alliez & Conféderez. Nous avons été bien aife d'apprendre par la Lettre que vous nous avez. écrite le 8. Janvier dernier, que vous équipez une Flote pour faire la guerre aux Corfaires; car comme nous faisons une dépense considerable pour tâcher de nettoyer la Mer des Pirates, & de rendre la Navigation libre, nous avons eu beaucoup de jove de sçavoir, que vous avez aussi pris la résolution de mettre des forces à la Mer, capables de concourir au même dessein & feconder nos bonnes intentions, & nous ne doutons pas que vous ne donniez tous les ordres nécessaires à ceux qui commanderont ladite Flote, pour la faire agir de concert avec le Général de nôtre Armée Navale, dans les occasions qui se pourront présenter de faire quelque entreprife importante fur lesdits Pirates. Aussi devez-vous être persuadez, que de nôtre part nous favoriferons vos Vaisseaux, & le bon succès de leurs desseins, en tout ce qui pourra dépendre de nôtre autorité; R 7

& pour cet effet nous avons confenti bien volontiers, qu'il soit établi à Marseille un Magasin de vivres & de munitions pour leur rafraîchissement, ayant estimé que ce Port vous seroit beaucoup plus propre à plus commode que celui de Toulon, pour les raisons que le Sieur Comte d'Estrades vous fera particuliérement entendre. Nous avons en même tems ordonné à nos Offciers de ladite Ville, de laisser une pleine & entiére liberté à vosdits Vaisseaux d'valler charger, décharger, serrer & rafralchir leurs victuailles, quand bon leur femblera, vous assurant au surplus, que là & en tous autres lieux nous leur donnerons le secours, faveur & assistance, que vous devez vous promettre de nôtre finguliére affection, & fur ce nous prions Dieu qu'il vous ait, très-chers grands Amis, Allier & Conféderez, en fa fainte & digne garde. Ecrit à Paris le 7. jour de Mars 1664.

Vôtre bon Ami, Allié & Confédere

LOUIS.

DE LIONNE

D

L

d

d

1

7

S

(

La superscription étoit,

A nos très-chers grands Amis, Alliez & Conféderez, les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

ME-

# MEMOIRE

bien

e un pour le ce

re &

pour ades

Vous

Offieine

y alfraî-

lemà &

rons

Vous

iére

qu'il

lliez rde..

ere;

NE.

8

né-

as.

E

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 7. Mars 1664.

Le Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, en accompagnant
de son Mémoire du 29. Janvier dernier, la
Lettre que Monsieur le Duc de Vendôme,
Pair, Grand-Maître, Chef & Sur-Intendant général de la Navigation & Commerce
de France, écrivit à Vos Seigneuries, au sujets des Marchandises, & autres choses enlevées & sauvées en la Mer rouge par Laurent David, sous sa Commission, y a représenté, que toutes les dites Marchandises ayant
été déclarées de bonne prise par Arrêt du
Conseil du Roi, Sa Majesté lui auroit ordonné d'en demander la restitution, comme
ne pouvant appartenir qu'à ceux à qui elles
ont été adjugées par ledit Arrêt du Conseil.

C'est pourquoi ledit Ambassadeur Extraordinaire espéroit que Vos Seigneuries, faisant réslexion aux raisons qui fortissent la
justice de l'Arret du Conseil & de la demande de Monsieur de Vendôme, n'auroient
point fait de dissiculté d'y acquiescer, puisqu'aussi-bien il n'y a personne qui reclame,
es ne peut en effet reclamer ses Marchan-

di-

teur

Ver

dan

273

071

lepi

D

A

dises, puisque la Compagnie des Indes O. rientales, (laquelle ne doit être considerée en cette affaire que comme une personne par. ticulière, n'y peut pas être partie, & puisque même le Magistrat de Dordrecht. en prenant connoissance du prétendu crime de Laurent David, n'a pas voulu prononcer sur les Marchandises; & néanmoins, voyant que depuis six semaines on ne lui fait point de raison sur ses justes prétenfions, & même que l'on ne daigne pas de répondre à ce qui a été par lui représenté, tant en son Mémoire que dans les pièces qui y sont jointes, & que cependant les A. gens de Monseur le Duc de Vendôme, qui, comme le Chef de l'Amirauté de France, peut obliger cet Etat en mille occasions, demeurent ici à de grands fraix, & consomment inutilement tout ce qu'ils pourront recouvrer des Marchandises qui sont en ces Païs: Il se trouve obligé de réiterer par ces lignes les instances qu'il a ci-devant faites sur ce sujet, & de prier Vos Seigneuries de toute son affection, de vouloir considérer, que c'est l'Etat proprement qui se rend partie en cette affaire, puisque la justice même ne l'est pas, non plus qu'aucun particulier, tellement que, celle de l'Arrêt du Conseil du Roi ne pouvant être contestie par qui que ce soit, il ne doute point que Vos Seigneuries n'ayent pour Sa Majesté cette juste complaisance, que d'ordonner promptement que ces Marchandises soient mises entre les mains de ceux qui se trouveront porteurs

s O.

derée

par-

8

cbt.

rime

non-

lui ten-

nté,

éces

A.

qui,

de-

Te-

ces

par.

fai-

ries

er,

ar-

tice

rti-

du

tée

705

ette

te-

tre

07-

irs

teurs de la procuration de Monsieur de Vendôme, puisqu'aussi - bien ceux de Rotter-dam ont fait restituër les balots qui étoient en la même Ville, & que par-tout ailleurs on en a usé de même sur la première sommation qu'on leur a faite. Fait à la Haye ce septième jour de Mars 1664.

D'ESTRADES.

### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 12. Mars 1664.

I E Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, a reçu par l'ordinaire d'hier des Lettres du Roi son Maître, qui servent de réponse à celles de Vos Seigneuries du buitiéme Janvier dernier, au sujet de l'Equipage qui se fait en ce Païs contre les Corjaires de Barbarie, & de la demande qu'elles y font de pouvoir faire en la Ville de Toulon un Magafin de Vivres & de Munitions pour le rafraîcbissement de l'Armée Navale de cet Etat. Surquoi Sa Majesté a ordonné audit Ambassadeur Extraordinaire de faire entendre à Vos Seigneuries, que bien qu'elle soit prête de contribuer tout ce qu'elle pourra au bon succès de leurs desseins, néanmoins elle ne pent

de de

a

acq

tuc

res

eft

te

me

bit

M

de

188

So

te

a

q

t

71

1

peut pas permettre qu'il se fasse un Maga-sin dans ladite Ville de Toulon; tant parce qu'on n'y scauroit faire un pareil établisse. ment fans donner lieu à mille contestations entre les Fermiers des entrées & coux qui auroient foin dudit Magasin; que parce que cela pourroit peut-être donner occasion à frauder effective. ment les droits du Roi, & embarasser Sa Majes. té en des demandes desdits. Fermiers pour des dédommagemens; mais que Sa Majesté, voulant favoriser les bonnes intentions de Vos Seigneuries, a -volontiers confenti qu'il soit établi un Magasin de Vivres & de Munitions à Marseille: & comme Sa Majesté juge que ce Port, qui est déja franc, sera beaucoup plus propre pour cela, & plus commode que celui de Toulon, & qu'elle laisse une pleine & entière liberté aux Vaisseaux de guerre de cet Etat d'y aller charger, décharger, serrer & rafraichir leurs. victuailles quand bon leur semblera, elle estime avoir suffisamment répondu aux désirs de Vos Seigneuries, & espere qu'elles seront entiérement satisfaites du témoignage qu'elle leur donne en cette occasion de son zèle pour le bien de la Chritienté en général, & de son affection pour celui de cet Etat en particulier. Sa Majesté ordonne aussi audit Ambassadeur Extraordinaire, de rendre à Vos Seigneuries le contenu en deux différens Mémoires, que Monsieur l'Ambassadeur Boreel lui a fait présenter sur plusieurs affaires, dont les articles sont apostillez, ensorte que Vos Seigneuries y trouveront des marques de son équite. Taga-

Darce

liffe-

ntre

orent

rroit

ive-

ajes. des

lant

Sei-

unii juge

coup

que

eine

e de ser-

bon

8

ites oc-

re-

our

jef-

01-

le

que

ait

les

fon ité. équité pour l'exécution ponctuelle du Traité de Paris du 27. Avril 1662., si bien qu'elle a sujet d'esperer que Vos Seigneuries y acquiesceront, & reconnoîtront par la promptitude avec laquelle elle répond aux Mémoires de leurs Ministres, ce qu'elles doivent esperer à l'avenir de la justice & de l'équité de Sa Majesté en toutes les occurrences. Le meme Ambassadeur Extraordinaire pourroit bien accompagner la Lettre du Roi son Maître, écrite à Vos Seigneuries au sujet de l'intérêt de l'Ordre de Malthe, de plusieurs raisons convaincantes; mais & lui, & ceux qui lui ont précedé en l'honneur de son Emploi, ont si souvent représenté le mérite de l'Ordre auprès de toute la Corétienté, E la justice incontestable de ses prétensions, aust bien que les considerations importantes qui obligent Sa Majesté à procurer la restitution de ses Commanderies, & particulièrement la consideration de l'inclusion particulière de l'Ordre de Malthe, & de Monsieur le Cardinal de Hesse, comme Grand - Prieur de l'Ordre en Allemagne, au dernier Traité des Pirenées, qu'il juge qu'il n'y peut rien ajouter: & ainsi il se remettra à ce qu'il a ci-devant représenté par plusieurs de ses Mémoires, & particulièrement par celui de l'onzième Février dernier, au sujet de la prétendue indépendance de quelques Bailliages & Commanderies, & se contentera de prier très-instamment Vos Seigneuries, de vouloir achever au plûtôt cette affaire, afin de donner quelque satisfaction à Sa Majesté, à tous les Princes Chrêtiens de l'Europe, & à la Justice même. Fait à la Haye ce 12. Mars 1664.

D'ESTRADES.

Du I I

voi

de

a é

Sei

fra

M

bai

Co

clo

Ro

de

bic

for

mi

de

qu

CO

tr

# EETTRE

Du Comte d'Estrades à Mr. de Lionne.

Le 20. Mars 1664.

TOus aurez vû par ma dépêche du fixié me, les raisons dont Monsieur de Wit s'est servi pour porter la Ville d'Amsterdam à mettre des termes dans ce Traite qui pussent satisfaire le Roi. Ils persistent toûjours dans le premier Projet, & disent, que quand ils auroient confenti au changement des termes, on trouveroit peut-être de nouvelles difficultez, & qu'ils vouloient sçavoir si je signerois le Traité en cas qu'on convînt desdits termes. J'ai répondu que non, & que je donnerois auparavant avis au Roi de ce qui m'auroit été proposé de leur part. Surquoi ils ne se sont pas expliquez davantage; & j'ai jugé qu'il étoit plus à propos de les laisser-là & ne les preffer pas, puisqu'aussi-bien j'attens d'être mieux informé des intentions du Roi par le retour de Monsieur Batailler.

LET.

12

de

ié-

Vit.

er.

ite

ent

nt,

e-

tre

ent

no

ue

Vis

de

li-

oit

ef-

re

ar-

I.

# MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, le 24. Mars 1664.

TE Comte d'Estrades, Ambassadeur Ex-L traordinaire de France, venant de recevoir la réfolution de Vos Seigneuries du 21. de ce mois, ne se peut empêcher de dire, qu'il a été bien surpris d'y voir la justice de Vos Seigneuries limitée d'une clause qui l'a frustrée de son effet, & qui ôte au Roi son Maitre la satisfaction qu'il s'en promettoit, parce que Sa Majesté ayant, par Arrêt de son Conseil du 30. Novembre dernier, fait déclarer les marchandifes amenées de la Mer Rouge par Hubert Hugo & Laurent David de bonne prise, Vos Seigneuries ordonnent bien qu'elles seront restituées à ceux qui en font la poursuite; mais elles ordonnent en même tems qu'ils donneront bonne & suffisante caution. C'est pourquoi il se trouve obligé de représenter à Vos. Seigneuries, qu'il n'est question présentement que de faire porter & conduire lesdites marchandises en la ville de Dunkerque, pour y être le partage fait entre Monsieur le Duc de Vendôme & ledit Hugo

[ 406 ]

Hugo & fes affociez, suivant la disposition du même Arrêt du Conseil. C'est ledit Ambassadeur Extraordinaire lui-même, qui a ordre exprès du Roi son Maître, & à qui il est ordonné par le même Arrêt du Conseil d'en faire la poursuite, & les cautions ne doivent se donner qu'au lieu où la sentence a été renduë. Tout ce que ledit Ambassadeur Extraordinaire peut faire, c'est d'assurer Vos Seigneuries, comme il les assure par le présent, qu'il ne sera disposé desdites marchandises que conformément à l'intention de Sa Majesté & de Monsieur le Duc de Vendome, par devant lequel les intéressez pourront poursuivre leurs prétentions, comme ils y sont obligez. Ainsi il prie bien fort Vos Seigneuries au nom du Roi son Maître, de vouloir ordonner que la restitution desdites marchandises se fasse sans delai purement & simplement, entre les mains du Sécretaire de Monsieur le Duc de Vendôme, pour en disposer suivant l'Arrêt du Conseil. Fait à la Haye ce 24. Mars 1664.

D'ESTRADES.



Fa

St

9710

qu

te

pa

qu

fu ne m

C

### PROPOSITIONS

Faites par Monsieur le Comte d'Estrades à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, touchant les affaires de Malthe, le 1. Avril 1664.

#### MESSIEURS,

tion

Ami a
ii il
d'en

ent

en-

Ex-

Tos

an-Sa

me, ont

sei-

de

හි

ire

en tà.

S.

0.

IL n'est pas nécessaire de repéter ici les raisons qui vérissent le droit de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem sur les Terres & Commanderies situées en ces Provinces, parce que ce droit se trouve si bien établi par les Mémoires qui ont été de tems en tems présentez à Vos Seigneuries, & particulièrement par la Déduction du troisième Mars 1663., que jusques ici il ne s'est trouvé personne qui y ait voulu ou pû répondre.

Ce silence observé pendant une longue suite d'années par ceux qui possédent une bonne partie de ces Terres & Commanderies, est une marque infaillible qu'ils se sentent convaincus en leurs consciences de l'injustice de leur procedé: Et néanmoins ils ne se rendent pas eux-mêmes ni à la justice, non plus qu'aux instantes priéres du Roi mon Maître, à la patience épuisée de l'Ordre, ni aux sentimens équita-

0

İ

0

C

0

1

0

bles de quelques - unes des Provinces de ca Etat, qui jugent qu'il lui faut donner sa

tisfaction.

Vos Seigneuries l'ont fait espérer par un grand nombre de résolutions, dont l'exécution se trouvant retardée par l'opposition indirecte de ceux qui possedent seuls presque plus de biens apartenans à l'Ordre que tous les autres ensemble, font le plus de dissiculté. Sa Majesté m'a bien positivement commandé de représenter dans une Audience publique & expresse, que ce n'est pas moins l'intérêt de Vos Seigneuries, que celui de l'Ordre, qui l'oblige à continuër les vives instances qu'il fait faire par ses Ministres depuis près de trente ans pour la restitution des Commanderies.

: Car encore que le Roi, comme le premier Prince Chrétien, se porte à presser cette restitution pour plusieurs considerations trèsfortes, & qu'il se trouve obligé, par l'inclusion qu'il a donnée à Monsieur le Cardinal de Heffe, comme Grand-Prieur de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem en Allemagne, 8 aux Biens & Commanderies qui en dépendent, au dernier Traité des Pirenées, dont elle a donné avis à Vos Seigneuries par sa Lettre du 12. Novembre 1660. : Si est-ce que Sa Majesté estime que, de quelque importance que cette restitution soit à l'Ordre, il importe bien plus à Vos Seigneuries & à la réputation de cet Etat, de soutenir par-là celle qu'elles ont déja acquise, d'avoir pour première maxime de leur politique, de fonder der toutes leurs actions sur la justice & sur

l'équité.

e cet r sa.

un

ecu-

171-

/que

que

s de

nent

ence

toins

i de

in-

de-

des

mier

70-

Tes-

l'in-

inal

rare

, 8

pen-

dont

r sa

- ce

por-

, il à la

-14

out

fon-

der

Il leur importe, dis-je, d'autant que depuis trente ans elles n'ont pas allégué une seule raison qui puisse justifier la possession de biens de l'Ordre, qu'elles restituent promptement & de bonne grace ce qui a été occupé avec un peu trop de précipitation, ou du moins qu'elles contentent l'Ordre par un équivalent, qui fasse connoître à tous les Rois, Républiques & Princes de l'Europe leur bonne intention & inclination qu'elles ont pour la justice.

Il ne vous importe pas moins, Messieurs, de dégager la parole formelle que Messieurs Vos Ambassadeurs Extraordinaires ont donné, lorsque le Roi mon Maître vouloit que l'intérêt de l'Ordre de Malthe fit une partie du Traité qu'ils ont conclu depuis deux ans, & d'éxécuter les généreuses résolutions que Vos Seigneuries ont de tems en tems prises sur ce sujet à l'avantage de l'Ordre, & au contentement de ceux qui se sont intéressez pour lui.

C'est-ce dont le Roi mon Mastre demande présentement l'éxécution, les conjurant par ce qui leur doit être le plus cher, de vouloir considérer que ces longueurs & remises dont on a jusqu'ici entrezenu & payé l'Ordre, sont incompatibles avec le procedé franc & sincére de cet Etat & de cette Nation, & avec la bonne intelligence laquelle Monsieur le Grand-Mastre de Malthe a de tout tems

entretenuë avec elle.

Tome II. S Sa

Sa Majesté sçait l'intention de quelques. unes des Provinces, & en seroit entiérement satisfaite, si celles qui ont ces bons sentimens obligeoient les autres à s'y conformer. & si elles exécutoient en ce point l'Union, qui est à cet Etat ce que l'ame est à l'bomme; & si Vos Seigneuries désirent que je me serve de termes un peu plus pressans, je dirai que le Roi croit que Vos Seigneuries sont. indispensablement obligées, en vertu de leur Union, de contraindre les Provinces qui les composent de faire justice aux Princes Voisins & Etrangers, & particulièrement en l'affaire de l'Ordre, puisque ces biens sont de la nature de ceux dont vôtre Conféderation perpetuelle parle bien expressément, & puisque d'ailleurs le mauvais procedé d'une seule Province pourroit troubler le repos de tout l'Etat, & extrêmement son Commerce.

Aussi ne faut-il point douter que l'Ordre ne soit très-sensible à tout ce que Vos Seigneuries résoudront ensuite de cette Audience, qu'il ne se ressente de l'outrage qu'on lui fera par de nouveaux délais, aussi-bien que par un resus absolu, & que le Roimon Mastre n'approuve en toutes les façons le ressentiment qu'il en témoignera.

Je puis déclarer à Vos Seigneuries, que Sa Majesté croira que c'est un déni absolu de justice, si elles déferent à la prétenduë indépendance que quelques-uns alléguent pour les Bailliages & pour les Commanderies de leur Province. Car outre qu'il y a une contradiction manifeste en ce qu'ils avouent que le Bailliage est de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem, & disent cependant qu'il ne dépend pas du Grand Prieur de l'Ordre en Allemagne, ni du Grand - Maître de Malthe; ce seroit à eux à prouver cette prétendue indépendance, puisque selon la régle du Droit Canon, celui qui allégue une exemption la doit prouver, particulièrement quand c'est contre le Droit commun, comme en ce cas: étant constant qu'il n'y a pas un Couvent, Collége, ni Ordre qui soit indépendant; ni aucun Bailliage, Commanderie, ni Couvent de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem, qui ne dépende du Grand-Maître de l'Ordre de Malthe.

Ceux qui font ici les affaires de Monsieur le Cardinal de Hesse, Grand-Prieur de l'Ordre de Malthe, sans dispenser néanmoins leurs parties de cette nécessité de prouver, ont bien voulu faire voir à l'æil, par des preuves convaincantes & infaillibles, que le Bailliage d'Utrecht, & les Commanderies qui y sont annexées, dépendent immédiatement du Grand-Prieuré d'Allemagne, & ont pour cet effet produit ci-devant les propres Lettres des Baillifs d'Utrecht, comme ils produisent présentement avec ce Mémoire la copie d'une Lettre, signée par presque tous les Commandeurs du Bailliage d'Utrecht, dont ils ont l'original entre les mains, qui justifie leur sujettion & dépendance du Grand-Prieuré d'Allemagne.

Ce ne seroit pas moins un déni manifeste S 2

de Justice, si après une poursuite de trente ans, la Province d'Utrecht s'avisoit de dire, que pour la restitution des biens de l'Ordre de Malthe il se faut adresser à une Cour de Justice ordinaire. Car outre que Messieurs les Etats d'Utrecht ne voudroient point reconnoître de jurisdiction bors de leur Province, & ainsi qu'ils servient Juges en leur propre cause, le procédé de la Ville de Nimégue sait bien connoître, que l'on n'auroit pas moins de peine à exécuter une sentence qu'à l'obtenir. Avec cela ne faudroit-il pas que la Province d'Utrecht mit l'Ordre en la possession de son bien, puisqu'il en a été dépossedé par une pure violence, & que la Province ne peut alléguer aucun tître par lequel la possession lui ait été acquise, puisqu'il n'y a point de Donation, point de Testament, point de vente, point de décret, point de confiscation, & en un mot point de prétexte pour envabir les biens de personnes innocentes, qui vivoient dans l'obeissance de l'Etat, & qui, comme fidéles Sujets, devoient jouir des mêmes Priviléges, Libertez & avantages, dont tous les autres sujets de cet Etat jouissent par la bonté de Dieu.

Sa Majesté, en recommandant la restitution des Biens de l'Ordre en général, entend y comprendre specialement celle des terres que la ville de Nimégue possède, & l'exécution de la sentence renduë en Gueldre même le 19. Decembre 1646, par la Cour de Justice, fortisiée de la présence des Suffrages de buit Députez des Etats de la Province; car la Ville

Ville se conservant en la possession d'un bien qu'elle a mal pris, & qu'elle a été condamnée de restituér, Sa Majesté croit qu'en vertu de votre Union, & même par la raison de bon Gouvernement, Vos Seigneuries doivent tenir la main à ce que cette sentence soit exécutée, & à ce qu'une Ville particulière désére aux jugemens de la Cour Souveraine de la Province, asin de prévenir les inconvéniens qui pourroient naître du resus que l'on feroit: ainsi que Vos Seigneuries le remarquent fort bien en leur Résolution du 12.

Avat 1658. sur cette même affaire.

2

-

e

· C'est ce que j'ai bien voulu ajouter à ce que je représentai sur ce même sujet il y a un an, & à ce qui a été si souvent débattu par ceux qui m'ont précédé en l'bonneur de mon emploi; & le Roi mon Maître m'a commandé de prendre cette Audience exprès, pour prier Vos Seigneuries, comme je les prie très-instamment & de toute mon affection, au nom de Sa Majesté, de me donner une réponse cuthégorique touchant cette affaire, afin que l'Ordre se voyant satisfait, Vos Seigneuries en remportent la gloire qui leur sera renduë; ou étant rebuté, il se puisse servir des moyens que la nature, & les Loix divines & humaines fournissent à ceux à qui on a refusé la justice. Fait à la Haye ce premier Avril 1664.

D'ESTRADES.

ME-

# MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 16. Avril 1664.

LE Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, croit qu'en prenant son audience le premier jour de ce mois, il a dit tout ce qui pouvoit obliger Vos Seigneuries à lui donner une réponse positive & cathégorique, sur les instances que le Roi son Maître fait faire depuis près de trente ans pour la restitution des Commanderies & Terres de l'Ordre de Malthe situées en ces Provinces: Il estime aussi avoir suffisamment convaincu celles qui les possédent sans aucun titre, & sans aucun prétexte, de l'injustice de leur procedé; c'est pourquoi il avoit rai-fon d'espérer que Vos Seigneuries y feroient réflexion, qu'elles exécuteroient la parole qu'elles lui ont fait porter de bouche & par écrit, qu'elles prendroient une bonne résolution sur cette affaire, qu'elles considereroient les recommandations & vives instances de Sa Majesté, & qu'elles donneroient en cette occasion des marques de l'amour qu'elles ont pour la justice & pour l'é. l'équité; mais voyant que tous les offices qu'il a fait, ausi-bien que ceux de ses Prédecesseurs, demeurent sans effet, & ayant apris de plus que Monsieur van Ommeren, premier Commissaire en cette affaire, part demain pour aller en Gueldre, il se trouve obligé, quoiqu'avec un extrême regret, de declarer à Vos Seigneuries, que si elles souffrent que Monsieur van Ommeren parte sans qu'il fasse son rapport, & sans que Vos Seigneuries fassent au Roi la réponse qu'elles lui ont promise, & qu'elles doivent à la justice de son intercession, ledit Ambassadeur Extraordinaire le prendra pour un refus absolu, & pour un maniseste déni de justice, & fera ses protestations solemnelles, congédiera les Agens de l'Ordre, qui languissent & se consument ici de-puis trente années, & en donnera avis au Roi son Maître, & le laissera agir ainsi qu'il le jugera à propos pour la conservation de sa réputation.

Ledit Ambassadeur Extraordinaire, pour faire voir que le Roi de son côté est prêt d'exécuter ponctuellement le Traité fait entre Sa Majesté & Vos Seigneuries, & qu'il veut rendre la justice en tout ce que l'on peut raisonnablement demander de leur part, présente en même tems le Mémoire que Monsieur Boreel a fait donner à Sa Majesté, ainsi qu'il est apostillé & signé de Monsieur de Lionne, Secretaire d'Etat & de ses Commandemens, où ledit Ambassadeur Extraordinaire espère que Vos Seigneuries

S

7

e

.

t

trouveront satisfaction. Fait à la Haye ce 16. Avril 1664.

D'ESTRADES.

f

1

# LETTRE

# Du Comte d'Estrades à Mr. de Lionne,

Le 17. Avril 1664.

T'Ai reçû vôtre dépêche, & j'ai relû toutes les dépêches des premiers six mois de l'année passée. Je ne trouve que ce que vous y avez remarqué de la venuë des deux Députez, qui peut embarasser Monsieur de Wit; mais comme il croit comme vous que c'est une fiction, on ne peut pas, lui faire grand mal là-dessus, & qu'il ne laissera pas de desavouër tout suivant vôtre avis, il a été très-aise d'être assûré de la protection du Roi & de ce que dans le projet de ce Traité il paroîtra qu'on ne peut rien prouver par piéces originelles, mais seulement par des copies qui ne font point foi, que le perfide falsifioit, pour vendre plus chere sa denrée selon le goût de ceux à qui il croyoit plaire davantage.

[ 417 ]

Il sit séparer l'Assemblée de Hollande fort adroitement huit jours plûtôt qu'elle ne devoit sinir. Après qu'il aura bien pris ses mesures elle se rassemblera: je crois que ce pourra être pour le commencement de May. Il me paroît fort bien intentionné pour les choses qui regardent le service du Roi.

### MEMOIRE

Du Roi au Comte d'Estrades, du 23. Avril 1664.

CEtte verité s'est clairement reconnuë par le Mémoire que ledit Sieur de Wit a dressé lui-m'me pour être communiqué à ses amis, & dont ledit Sieur d'Estrades envoya ici une Copie avec sa dépêche du 7. Mars; car au lieu qu'avant que Sa Majesté est témoigné cette indifférence, tout ce qui venoit ici de Hollande n'étoit que menaces ou craintes les mains que ledit Sieur de Wit vouloit donner à des résolutions que les Etats pourroient prendre sur les poursuites de Dom Esteven de Gamarre, ledit Mémoire a parlé autrement. & fait voir la faute que commettoient les Etats de quitter une amitié certaine, solide & puissante, pour une liaison peu affarée, foible & ruïneuse: & le Sieur de Wit a même fort obligeamment communiqué cette pièce audit Sieur d'Estrades, quoiqu'elle contint & découcouvrit diverses choses dont cette Couronne pourroit tirer avantage sur les Provinces-Unies, comme quand ledit de Wit y fait voir l'absolu besoin qu'elles ont de la Protection de Sa Majesté, sans laquelle elles auroient déja eu sur les bras une nouvelle guerre à soûtenir contre l'Angleterre. Un fi grand changement ne peut vraisemblablement être attribué, comme il a été dit, qu'à la conduite que Sa Majesté a tenuë, en témoignant faire peu de cas de toutes ménaces & insinuations de crainte d'autres Ligues, & à la vigueur avec laquelle ledit Sieur d'Estrades fit entendre audit Sieur de Wit, que l'on lui qualifieroit ici, pour contravention & rupture de la derniére Alliance, le nouveau Traité que les Etats pourroient conclure avec l'Espagne. Et comme dans la Médecine on ne manque point de retenir les mêmes remedes dont on a une fois experimenté la vertu par quelques bons effets; la prudence veut aussi, que dans les affaires politiques on tien-ne la même conduite, & que, préférablement à tous autres, on mette en usage les mêmes moyens qu'on a une fois vu bien réüssir: Sa Majesté veut dire, que selon toutes les apparences on ruinera plus la négociation de Dom Esteven de Gamarre, en faisant semblant de la mépriser, & témoignant de crois re les Etats Généraux incapables de faire un fi grand pas, que s'ils s'apercevoient qu'on oût ici de grandes appréhensions de cette prétenduë Ligue des dix-sept Provinces.

Quand toutes les fortes considerations con-

ir

de

ja

ir

e-

i-

te

re

25

ir

1.

ui

4-

i-

ec

193

0.

14

t

1-

2-

)-

e

-

78

18

senuës dans le Mémoire du Sieur de Wit, ne les dissuaderoient pas suffisamment de cette jonction de forces & d'intérêts avec . la Couronne d'Espagne, il y a d'ailleurs une raison particulière, qu'on croit seule capable de les retenir d'y penser en cette conjoncture d'affaires, & qui est la grande disposition qu'ils voyent dans les esprits des Anglois à leur déclarer la guerre, s'ils n'étoient retenus par la consideration de la garantie qu'ils sçavent que le Roi a promis aux Provinces-Unies par le Traité de 1662. comme les Etats jugent bien que, dès qu'ils auroient conclu une Union avec l'Espagne, qui ne peut aller que contre le Roi, non seulement ils ne pourroient faire état de ladite garantie, mais plûtôt de voir à l'instant même former un étroite & derniére liaison entre Sa Majesté & le Roi d'Angleterre, il est à croire qu'ils y songeront long-tems avant que, sur de simples jalousies, & même assez mal-fondées, ils puissent se résoudre à changer l'amitié ferme, sincére & puissante du Roi, pour une autre qui n'auroit peutêtre aucune de ces trois qualitez si désirables.

Ce n'est pas pour cela qu'il faille perdre de vue toutes les démarches que Dom Esteven de Gamarre fera, mais il semble qu'il sera d'autant plus aisé d'y pourvoir, & même sans affectation, qu'outre les considerations ci-dessus touchées, on sçait d'assez bon lieu, qu'il n'a pas reçu un sol pour employer à gagner des protecteurs de sa

qui

Sa

mie l'aj

feu

ga

cel

con jej

tu

18

ci

fo

Je d

8

ci

1

Proposition, & qu'il est d'ailleurs bien malaisé de faire changer unanimement à sept Provinces, & un changement comme du blanc au noir, des maximes contraires à leurs premiers établissemens & à ce qu'elles viennent de traiter avec cette Couronne, du moins sans y employer un grand tems, beaucoup de soins, d'applications & de dépenses, & cela même fournit tolljours les moyens d'y apporter les remedes convenables quand on se trouve pressé. Ce fondement une fois présuposé, qu'il n'y a guéres à craindre présentement de cette prétenduë Ligue défensive, il est sans doute que le nouveau Traité que le Sieur de Wit a proposé au Roi, par lequel on prétend que, pour complaire aux Etats & les obliger , voire pour les guérir simplement de quelques jalousies fort injustes, Sa Majesté se lie absolument les mains à ne pouvoir rien entreprendre pour la poursuite de ses droits qu'en certains cas, & qu'en ceux-là même ce ne sera qu'avec telles & telles restrictions, qui rédussent lesdits droits presqu'à néant. Il est, diton, sans aucun doute, qu'on ne sçaurcit rien proposer au Roi qui soit moins du bien de son service, & à quoi il ait plus d'intérêt d'éviter de s'engager. Les raisons en seroient trop longues à déduire : mais outre que ledit Sieur d'Estrades les comprendra facilement de lui-même, on s'en est expliqué au Sieur Batailler, qui les lui fera beaucoup mieux entendre de vive voix.

Toute la substance donc & l'importance de

de ce Mémoire ne consiste qu'en deux mots. qui sont que ledit Sieur d'Estrades sçacbe, que Sa Majesté est persuadée qu'il ne la peut mieux servir en cette rencontre, qu'en tirant l'affaire en longueur autant qu'il pourra, non seulement sans rien conclure, mais sans s'engager à rien qui tende à cette conclusion, & cela sous les meilleurs prétextes qui bui tomberont dans l'esprit, pour empseber qu'on ne connoisse que le véritable dessein de Sa Majesté est de demeurer libre, sans se creuser elle-même comme des fossez qui l'empêchent d'aller droit & facilement, selon les conjonctures où elle verra sa gloire, son avantage & le plus grand bien de son Etat. Si la Négociation doit se poursuivre, comme sans doute il est à propos de ne la point rompre tout-àfait, mais d'amuser le tapis, pour ne le laisfer point entiérement vuide à Dom Esteven de Gamarre, il arrivera affez de difficultez & de contestations dans l'affaire, qui l'accrocheront naturellement & la feront durer, sans qu'on s'apperçoive que le Sieur d'Estrades contribue rien aux longueurs qui s'y rencontreront. Le pas le plus délicat à en bien fortir sera, si ledit Sieur d'Estrades est presse de s'expliquer, s'il est prêt à signer le Projet que Sa Majesté a elle-même envoyé; car après avoir mieux examiné toute chose, elle juge aujourd'bui, qu'il lui seroit préjudiciable de finir cette Négociation, même aux termes dudit Projet, pour les raisons qu'on a particuliérement dites au Sieur Batailler,

ont il rendra compte audit Sieur d'Estrades.

00

21

d

16

16

S

d

d

16

a

ti

Pd

ti

e

En ce cas-là, c'est-à-dire s'il est pressé de s'expliquer, il pourra répondre par une question contraire, sçavoir, si les Etats sont prêts à signer ledit Projet, & si à la fin on lui répondoit affirmativement, il pourra demander du tems pour apprendre les intentions du Roi sur quelques points du Traité, où il dira qu'il manque d'information, & qu'il veut être amplement éclairci pour ne point faillir. Si on met ledit Sieur d'Estrades sur les discours de la recherche que le Roi a fait faire des Droits de la Reine, & qu'on témoigne désirer de sçavoir ce que Sa Majesté en a trouvé, & quel jugement elle en fait; ledit Sieur d'Estrades répondra, que Sa Majesté ne lui mande qu'en termes généraux, qu'elle a trouvé du droit abondamment, & au de-là de ce qu'elle avoit crû avant qu'on commençat cette recherche. S'ils demandent d'en avoir communication, ledit Sieur d'Estrades repliquera, qu'il n'en oseroit écrire à Sa Majesté, ni la presser là-dessus, parce qu'elle s'est déja plainte à lui, qu'un des amis du Sieur de Wit, à qui il s'étoit confié, croyant le pouvoir faire en toute sureté, avoit trabi cette confidence, & donné des avis importans & fort particuliers à l'Ambassadeur d'Espagne, pour se parer contre ce qui se traitoit, & qu'après une pareille cho-Je ledit Sieur d'Estrades croit, que Sa Majesté ne voudra plus s'exposer aux mêmes incon[ 423 ]

de efnt

fin ra

é,

ra-Roi

esit:

la-

x,

071

nt

à

rce

les

ié,

ė,

a.

m-

ce

bo-

ef.

in-

071-

nonveniens, par des confiances qu'il n'est ni nécessaire ni à propos de faire.

# LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 8. May 1664.

A U retour du Sieur Batailler j'ai été plei-nement informé des intentions de Vôtre Majesté sur la Négociation qui avoit donné lieu à son envoi, & des raisons qu'elle a de s'y conduire comme elle fait. Après les avoir confidérées avec attention, & y avoir donné toutes mes réflexions, j'avoue, Sire, que le seul chemin à tenir pour le bien de ses affaires, & pour la conservation des droits qui lui peuvent un jour appartenir sur les Païs-Bas, c'est de ne les engager sous aucunes conditions, & de laisser toûjours Vôtre Majesté en pleine liberté d'en user dans tous les tems, ainsi qu'elle le jugera à propos, & lorsque par mes dépêches précédentes je lui ai rapporté différens partis qui m'ont été proposez par Monsieur de Wit, qui sembloit les vouloir restraindre en faveur de Messieurs les Etats, c'a été avec intention de lui laisser démêler la folidité des raisons que la vérité ou l'artifice

[ 424 ]

a pû fuggérer à un habile Ministre comme celui-là est, & me reserver la seule gloire d'obéir à ses volontez, comme je le fais à présent qu'elles me sont connuës. l'ai crû que pour suivre exactement, le fens du Mémoire qui m'a été apporté, je n'avois pas d'autres moyens pour tirer cette négociation en longueur, que de répéter à Monsieur de Wit, que, par l'infidélité de ceux à qui il l'avoit confiée, elle étoit venue à la connoissance des Espagnols, qu'il y avoit déja plus de fix mois que je m'étois plaint à lui, que des gens de la Cabale avoient donné avis à Madrid de payer promptement la Dot de la Reine, pour faire cesser les droits de Vôtre Majesté sur la Flandre; que comme il m'avoit témoigné dans les Projets qui avoient été dressez sur cette affaire, vouloir garder quelques mesures pour ne paroître pas aller directement contre la vérité des derniers Traitez avec l'Espagne. Vôtre Majesté n'en avoit pas de moindres à prendre; que ce feroit un procedé qu'on ne pourroit foûtenir, fi, après ces avis reçûs, l'on passoit à la conclusion du Traité qui avoit été projetté; qu'il falloit laisser dissiper par le tems les soupçons, & qu'il naîtroit des conjonctures favorables, où toutes les conditions proposées se pourroient exécuter plus utilement pour l'un & l'autre Etat, même avec plus de fûreté pour la France: que la Hollande feule s'engageant présentement, il n'étoit pas certain que les Etats GénéGép en fe tr il ar ruin par Etat pas zarc

fur fe p liére con foit core être

Gar mer & lu le fi térê fi co par

les la fii tre roit les le t fem

du con roie e

e

S.

le

je

t-

é-

j-

it

je ia

de

2,

a-

oit

té

ler

al-

ers

ef-

re;

ur-

on

oit

par

des

on-

ter

at,

ce:

en-

tats

né.

Généraux approuvaffent le Traité quand il en seroit tems, & qu'ainsi Vôtre Majesté se trouveroit liée; & qu'eux ne l'étant point, il arriveroit des accidens en fa personne qui ruineroient tout fon ouvrage; qu'il fçavoit par expérience à quels changemens un Etat populaire étoit sujet, & qu'il n'étoit pas de la prudence de se commettre à ces hazards; que d'ailleurs Vôtre Majesté avoit si peu de sujet d'être satisfaite de leur conduite sur l'affaire de Malthe, qu'elle ne pouvoit se promettre quelque marque bien particulière de consideration dans une affaire de consequence, comme celle qui se propofoit, puisque dans celle-là ils n'avoient encore pris aucune résolution dont elle pût être contente: qu'à l'égard de la Ligue de Gamarre, je pouvois lui parler fincérement, comme à un ami de Vôtre Majesté, & lui découvrir qu'elle n'en craignoit pas le succès; qu'il connoissoit trop bien l'intérêt de son Etat, pour l'engager à un pas si contraire à ses maximes; mais que quand, par une politique mal entenduë, Messieurs les Etats y donneroient les mains, comme lafin de cette Ligue alloit directement contre les intérêts de Vôtre Majesté, elle seroit prise pour une rupture, qui produiroit les suites, qu'il pouvoit prévoir; qu'ainsi le tems de former cette nouvelle Union sembloit bien plus propre quand la mort du Roi d'Espagne seroit arrivée, & les conditions plus assurées, quand elles seroient accordées avec les Etats Généraux, que

de '

Pro

les

pou

les

fi;

dre

tion

fe

Vô

ret

COI

prè

da

mi

da

VO

lei

ce

d'a

V

dr

ne

m

Ci

fe

le

d

q

e

q

q

que si prématurément elles ne se trouvoient accordées qu'avec la feule Province de Hollande; que cependant je pouvois l'asso. rer, que Vôtre Majesté ne tenteroit jamais rien sur les Païs-Bas, que justement & avec la participation de ses Alliez; & qu'en ce tems elle écouteroit toutes les précautions qu'ils voudroient prendre avec elle pour leur sûreté, si celle de son affection ne leur suffisoit pas; que le Sieur Batailler étoit chargé de lui donner les mêmes affitrances, & lui témoigner en son particulier l'estime que Vôtre Majesté faisoit de son amitié; qu'elle en avoit des marques sensibles dans toute la conduite de cette négociation, & qu'en échange il pouvoit s'affûrer de sa protection. Voilà, Sire, le discours que j'ai tenu à Monsieur de Wit, auquel j'ai voulu que le Sieur Batailler ajoûtât des civilitez & une confirmation de ce que je lui avois dit, pour le flater en toutes les maniéres.

Il a reçû tout cela comme un homme préparé, & qui avoit déja deviné par les longueurs que Vôtre Majesté a apportées à faire sçavoir ses résolutions, qu'elles ne pouvoient être telles qu'il les désiroit; & au travers de toutes les couleurs que j'ai employées pour justifier ses intentions, il a bien vû qu'elle suivoit ses véritables intérêts; qu'elle ne pouvoit se résoudre à les ruiner par des conditions desavantageuses, comme celles qu'il a proposées; & il m'a répondu, qu'il avoit crû que les avantages de

[ 427 ]

pient

e de

affi-

mais

vec

n ce

ions

nuo

ne

ller.

Mù-

lier

fon

nsi-

go.

rer

urs

uel

des

je:

les

ne

les

es

ne

&

ai

il

n-

es

s,

a

es

le

de Vôtre Majesté se trouvoient dans les Projets qui avoient été débattus, & que les conditions dont on étoit en différend pouvoient être facilement réglées; que les sûretez de son Etat s'y trouvoient ausfi; qu'il n'avoit vû aucune furprise à craindre de part ni d'autre, & que ces conditions lui avoient fait désirer que l'affaire se terminât par un Traité; mais, puisque Vôtre Majesté avoit des raisons pour le retarder en un autre tems, qu'il falloit s'y conformer, & cependant qu'il agiroit auprès de ses amis, pour les tenir toûjours dans les bonnes dispositions où il les avoit mis pour ses intérêts; qu'il les satisferoit, dans les craintes qu'il avoit cherché de leur inspirer, par le Mémoire qu'il m'avoit montré sur la Ligue de Gamarre, & leur en feroit appréhender les conféquences; mais que, comme ils étoit susceptibles d'autres craintes sur l'agrandissement de Vôtre Majesté, il ne voudroit pas répondre, que dans cet intervalle les Espagnols ne leur fissent prendre un autre parti; que fil'Empereur pouvoit faire la paix, il ne manqueroit pas de rechercher une Ligue, où la conservation des dix-sept Provinces se pourroit aisément trouver: qu'il sçavoit les propositions qui lui avoient été faites d'un partage des Etats du Roi d'Espagne; que c'étoit ce qu'il avoit voulu me faire entendre il y a un mois, quand il me dit, qu'il me découvriroit quelque chose dans quelque tems, & dont je rendis compte à Vô-

[ 428 ]

m'a f

tions

nres :

reté

voir

plica

tat;

liez

mem n'a p

font

moi d'Oi

gens

barr

est or

tres

en t

mot

ven

un

gra

peu

le 1

Ha

M

lui

di

te

ré

A

Vôtre Majesté par ma dépêche du neuvié. me du mois passé; qu'il avoit attribué à l'attente où l'on étoit de la réfolution qui se prendroit sur ces propositions, le retar. dement qui étoit apporté à renvoyer le Sieur Batailler; qu'il pourroit bien arriver que l'Empereur, découvrant par-là les desseins de Vôtre Majesté, chercheroit à s'en garantir, & inviteroit fans doute tous les Princes de la basse Allemagne à se joindre à lui pour cet effet: Que pour l'affaire de Malthe, c'étoit plus la constitution naturelle de leur Etat, qui entraînoit avec foi des longueurs extraordinaires dans toutes les résolutions, qu'aucune méchante disposition où l'on fût de faire honneur à la médiation de Vôtre Majesté; mais qu'il m'assuroit que dans dix jours il me feroit rendre une résolution certaine : qu'il se sentoit infiniment obligé à Vôtre Majesté, & à l'honneur qu'Elle lui faisoit de lui promettre sa protection, & qu'il ne perdroit point d'occasion de lui en témoigner sa reconnoissance. Je ne repliquai qu'au partage proposé à l'Empereur, dont je l'assurai que je n'avois aucune connoissance, & que je ne croyois pas qu'il eût été fait avec fa participation. Vôtre Majesté voit par ces discours, que Monsieur de Wit étoit déja persuadé, qu'il n'y a rien à espérer fur ses Projets, après le mépris qu'elle a témoigné faire de la Ligue de Gamarre, puifqu'il n'est entré avec moi en aucun éclaircilsement des droits de la Reine, & qu'il ne m'a vie.

éà

qui

ar.

le

197

ef-

'en

les

in-

ire

On

ec

ou-

ite

à

l'il

oit

fe

é,

0-

oit

fa

1-

ù-

8

ait

é-

er

é-

1-

ne

m'a fait aucunes questions sur les conditions du Projet, si bien que j'estime, qu'après avoir fait cette tentative pour la sureté des Provinces, il se contentera d'avoir par-là donné des marques de son application, & de sa fidélité au bien de l'Etat; qu'il persuadera ses amis à demeurer liez à Vôtre Majesté, & qu'il y trouve même son intérêt particulier; qu'ainsi elle n'a plus rien à craindre, & que les choses sont dans l'état qu'elle pouvoit souhaiter.

Avant-hier après-midi revenant chez moi, je rencontrai Monsieur le Prince d'Orange tête pour tête; & comme mes gens m'avertirent que son Cocher serroit la barrière pour tenir la place d'honneur qui est occupée en ce lieu, mon Cocher, qui a ordre d'en user ainsi dans toutes rencontres, fit la même chose, je donnai ordre en même tems à tout ce qui accourut de mon logis, qui est proche de-là, & à tous mes amis qui me vintent joindre, de ne venir à aucune action de main, pour éviter un desordre qui eût été infaillible & trèsgrand, à cause de la grande affluence de peuple qui se rangea auprès du Prince, & qui le trouva dans une place joignante, où se tient la foire qui est présentement à la Haye. Nos Caroffes étant ainfi arrêtez, Monsieur de Wit survint & m'aborda. Je lui dis, que je ne sçavois ce que vouloient dire les gens du Prince par une telle contestation; que jusqu'à présent j'avois ignoré que Messieurs les Etats eûssent un Souverain verain qui pût prétendre le pas fur le Ambassadeurs de Vôtre Majesté; que j lui en faisois mes plaintes. Il me témoi gna desaprouver ce procedé, passa aupre du Prince, qui envoya foudain un Gentilhomme vers Madame la Princesse Douai riére, lui proposer le conseil que lui donnoit Monsieur de Wit, qui étoit de des cendre dans l'allée qui étoit enfermée de la barrière, & faire retourner son Carosse. ce qui fut exécuté après le retour du Gentilhomme; si bien que mon Carosse passi dans le rang qui m'étoit dû. Je fis sçavoir par une personne tierce ce procédé à Madame la Doüairiére, & je lui fis entendre, qu'étant obligé de rendre compte à Vôtre Majesté de cette action, j'étois bien aise, pour ne point nuire au Prince, de sçavoir si elle devoit être imputée à la méchante conduite de son Gouverneur. Elle répondit, que c'étoit au Roi d'Angleterre à se mêler de cela; qu'elle lui en laissoit le foin, mais qu'elle n'approuvoit point ce procédé. Je ne sçai si l'on s'étoit mis dans la tête de lui faire soûtenir cette contestation comme petit-fils d'Angleterre; je la trouvois bien nouvelle dans un Pais étranger. Je crois être obligé en cet endroit de faire part à Vôtre Majesté d'une nouvelle que le Comte de Cifuentes a écrite à Gamarre, que Fanchon avoit ordre du Roi son Maître de disputer à Madrid le pas à Monsieur l'Archevêque d'Ambrun.

LET.

1 1

dont

les E

laum

ploy

testé

envi mên

entr

rive

gue

For dra

laif

ge.

### LETTRE

moi près Sen

def-

fle.

enaffa

voir

Ma-

re,

tre

fe,

oir

nte

on-

fe le

ce

nis

tte

e;

ais nne

1-

n.

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 29. May 1664.

L'Evêque de Munster n'ayant pû se ré-foudre à la ratification des articles dont fon Envoyé étoit convenu, Messieurs les Etats ont envoyé ordre au Prince Guillaume de continuer sa marche, & de s'employer incessamment a la prise du Fort contesté; si bien qu'il a pris ses quartiers aux environs. La tranchée a été ouverte, & même quelques Officiers y ont été tuez, entre lesquels on compte le Lieutenant Colonel du Regiment d'Infanterie de Hauterive; mais l'on prétend que bien-tôt cette guerre sera finie, ou par la prise dudit Fort, ou par l'accommodement qui préviendra sa reddition, dont la Négociation ne laisse pas de se continuër, nonobstant le siége.



### LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 30. May 1664.

"Apprens qu'on a murmuré dans la Cour d'Angleterre contre l'ordre que Madame la Princesse d'Orange envoya à son fils de descendre à la promenade, & de faire retirer fon Caroffe, lorsque vous vous rencontrâtes tous deux à la barrière de la Haye, & on me mande même que quelqu'un a dit, que vous aviez bien plus prétendu du Prince que les autres Ambassadeurs des Princes ses Ancêtres, lesquels n'avoient pas, comme celui-ci, l'honneur d'être petit-fils de Roi. Je ne change pas pour cela de sentiment que vous n'en pouviez user d'autre manière que vous avez fait, car cette qualité de petit-fils de Roi de la part des femmes ne faifoit rien au cas dont il est question, & notamment dans un autre Etat: outre que, hors les fils & les freres des Rois, aucun autre n'est reconnu en rien pour Prince du Sang, & on n'en fait pas les honneurs. Je serois pourtant bien aise que vous vous informiez de quelle manière en

parei deurs ceffe avoir

neu ven dev pre

defa

le f for gec aur ďu tou de dé

qu &

pareille rencontre en ont usé mes Ambassadeurs avec les Princes d'Orange, Prédécesseurs de celui-ci; dont personne ne peutavoir plus de connoissance que vous.

#### LETTRE

### Du Comte d'Estrades au Roi.

De la Haye le 5. Juin 1664.

J'Ai crû aussi qu'il étoit du service de Vôtre Majesté, d'informer Monsieur de Wit de tout ce qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire sur ce sujet, afin qu'à l'avenir Messieurs les Etats puissent aller au devant de pareilles contestations, & comprendre combien elles leur deviendroient desavantageuses, si, pour en avoir raison, elle se trouvoit obligée d'en faire une plainte formelle, & si, pour les éviter-elle changeoit l'honneur qu'elle leur fait de tenir auprès d'eux un Ambassadeur à l'envoi d'un Résident. Il m'a paru persuadé de toutes les raisons que je lui ai alléguées làdessus, & il me dit une chose que j'avois déja remarquée, qui est, que le Placard qui fut publié le lendemain de l'action, & qui ordonne aux Sujets de l'Etat de Tome II.

Is

re

e

1.

e

exac

mat

nen

des

les

ava

ces

que

dée

feu

dif

dro

rai

DO

du

ve M

fo

to

TO

to

P

q

p

toute qualité & condition, de commencer le cours par le côté gauche de la Barriére, n'avoit été que pour obliger le Prince comme Sujet de s'y conformer, & lui faire éviter ainsi toute contestation avec moi; & il y a apparence qu'il ne la formera plus, quand même l'occasion s'en présenteroit, parce que depuis trois jours nous étant trouvez à la Comédie à un lieu où Monsieur le Duc de la Noure la donnoit à Madame la Princesse de Tarente, je pris la droite de tout, & le Prince se trouva à ma gauche sur même ligne au dessous du Duc.

Il y a long-tems que j'attens Monsieur de Wit sur le différend d'Angleterre, que je le laisse venir aux ouvertures de cette affaire, que même je gauchis aux fimples attentes qu'il m'a données diverses fois sur ce fujet, pour l'obliger à s'en expliquer plus clairement, & pour le faire tomber de lui-même dans ce dessein où est Vôtre Majesté, & l'intérêt qu'elle trouve que Mesfieurs les Etats ayent recours à fa médiation. A la fin il y est venu de lui-même, & il en a pris le tems dans une Audience qu'il me demanda il y a deux jours, où il m'expliqua au long toutes les plaintes que forme l'Angleterre, qui font tout le fondement de la guerre dont elle femble menacer cet Etat, & me témoigna, qu'il avoit ordre de Meffieurs les Etats d'en venir avec moi à cette communication; & afin que j'en fusse plus particuliérement informé, & que j'en pusse rendre un compte plus exact cer

mé-

8

ıs,

it,

nt

na-

la

12

c.

le

exact à Vôtre Majesté, il m'a envoyé ce matin les Mémoires ci-joints, qui contiennent une Déduction de toutes les demandes des Anglois, & des raisons qu'ont Messieurs les Etats de s'en défendre. Si les faits avancez sont véritables & justifiez par piéces aux termes desdits Mémoires, il paroît que jamais prétensions n'ont été si mal fondées que celles-là. Il ajoûta, que c'est le seul intérêt de Downing qui formoit ce différend; qu'il avoit traité des prétendus droits des Marchands intéressez aux deux Vaisseaux de la Bonne Avanture & l'Espérance pour une somme modique; que pour cela il enflammoit le du Roi d'Angleterre, supposant, contre la verité, des griefs & des torts reçus à la Mer par les Anglois, qu'ils n'avoient point foufferts; que si un si foible & si injuste sujet étoit capable de leur attirer une guerre, ils auroient cet avantage, de faire connoître à toute l'Europe la violence & l'injustice par laquelle ils s'y trouvoient engagez; que pour cela ils se préparoient à n'être pas furpris, qu'ils avoient cent Vaisseaux de guerre prêts à mettre en Mer à la premiére irruption, & le fonds de leur entretion pour 16. mois; mais qu'ils comptoient peu ces avantages au prix de la protection de Vôtre Majesté, & des secours qu'ils s'en promettoient, & par le lien d'amitié qui leur rendoit leur Alliance chere, & l'engagement encore où elle étoit entrée avec eux par le dernier Traité; qu'ils commencoient

m(

où

me

ce

qu

tre

la

ar

So

ju

CC

tr

di

ju

b

61

V

çoient par s'informer des sujets de cette guerre, devant que d'en venir à lui représenter l'intérêt qu'elle étoit obligée d'y

prendre.

Je lui répondis, que Messieurs les Etats ne s'étoient pas trompez dans l'opinion qu'ils avoient conçûe des favorables sentimens que Vôtre Majesté prendroit pour leurs intérêts dans les menaces de cette Guerre, qu'ils la trouveroient tofijours trèsdisposée à suivre les mouvemens d'amitié qu'elle avoit pris pour leur Etat, & les obligations de ses Traitez; mais que, comme le sujet m'en paroissoit très-mal fondé fur le récit qu'il m'en avoit fait, je croyois que ce devoit plûtôt être la matiére d'une négociation que d'une guerre accompagnée de tous ces préparatifs qu'il venoit de me représenter; que je rendrois compte à Vôtre Majesté de tout ce qu'il m'avoit apris, & qu'après je lui dirois œ qu'elle m'auroit répondu. J'estimai que je n'en pouvois pas dire davantage, & que c'étoit assez de lui laisser entrevoir, que c'étoit plûtôt une affaire à finir par un accommodement, qu'à pousser par une guerre, pour prévenir lesdites demandes que Messieurs les Etats pourroient faire des à présent à Vôtre Majesté, de ce à quoi elle se trouve engagée par ce Traité, en cas de rupture, la laisser en pleine liberté de répondre ce qu'il lui plaira, & les jetter ainsi dans la nécessité de demander la médiation, comme une voye plus fûre & de moindre

moindre dépense. Ce sera à présent à Vôtre Majesté de me faire entendre jusques où elle désire que je m'étende, & comment elle trouve à propos que je ménage cette Médiation; car je ne doute point que l'affaire ne doive sinir par-là, & qu'outre l'obligation qu'elle s'acquerra sur Messieurs les Etats, de les avoir ainsi retirez de la plus dangereuse guerre qui leur puisse arriver, elle aura encore la gloire d'avoir soûmis l'Angleterre à une Paix qui paroîtra juste à la vuë de toute l'Europe. J'attendrai ses ordres là-dessus, auxquels je me

conformerai.

ts

n

3-

Je pris l'occasion de cette Conférence. & du besoin où se trouve l'Etat de l'entremise de Vôtre Majesté, pour me plaindre de celle que j'ai employée inutilement jusques à présent pour l'affaire de Malthe, & lui ai représenté, qu'à la fin Vôtre Majesté se trouvant pressée par le Grand Mastre de lui rendre sa parole, s'y verroit obligée, pour lui laisser chercher par d'autres voyes la justice qu'il demandoit envain depuis si long-tems. Monsieur de Wit m'a répondu, que l'opiniâtreté de la seule Province d'Utrecht en étoit cause; que les biens réclamez se trouvoient entre les mains des plus puissans de la Province, qui ne pouvoient confentir à s'en dépouiller; qu'il avoit examiné si, d'autorité, les Etats Généraux, pour éviter une guerre, ne pourroient point les y contraindre en vertu du Traité d'Union, & reprendre un équiva-

I'Ev

ou

cou

dan

te

équivalant desdits biens sur quelques Terres qui se trouvent enclavez dans la Souveraineté de la Hollande; qu'il avoit trouvé que cela ne se pouvoit, mais que dans le tems que j'employerois à faire venir ici les Agens de l'Ordre pour faire leurs protestations contre les Etats du déni de justice, il tenteroit un dernier effort pour mettre la Province d'Utrecht à la raison, que c'étoit tout ce que je pouvois attendre de lui. Il m'a bien offert de faire un Traité avec les six Provinces, pourvû que ce fût fans aucune réfervation fur elles, pour ce qui regarde celle d'Utrecht; mais comme cette derniére ne fait aucun Commerce en Mer, ce seroit proprement renoncer à tout ce qu'on en peut prétendre, outre que les Agens de Malthe ont ordre de ne traiter que conjointement avec les sept. Je ménagerai les choses autant que je pourrai, mais à l'extrêmité je vois bien que l'Ordre fera obligé de donner des Repréfailles pour en avoir raison.

Il avoit été accordé une surséance d'armes pendant deux jours sur le siège de Vilderkans; mais comme l'on n'a pû convenir des conditions de l'évacuation dudit Fort, l'on continuë les travaux, qui se trouvoient avancez le premier de ce mois jusques au bord de la Contrescarpe, dont il faudra passer le fossé & la palissade, & puis venir à celui du corps de la Place, qui a encore sa palissade, si bien que l'affaire pourra aller jusques au vingtième; & si l'E-

u-

u-

ns

Ci

0-

ır

l'Evêque de Munster avoit des gens un peu expérimentez dans la défense des Places, ou qu'il pût employer pour tenter un secours, il lui seroit facile de conserver celle-ci, parce que sa situation se trouve dans un marais, & que les Quartiers de l'Armée ne se peuvent communiquer que par un détour de quatre lieuës.

#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 12. Juin 1664.

J'Ai reçû la dépêche de Vôtre Majesté du 30. du mois passé, à laquelle je répondrai par celle-ci, qu'à l'égard de ce qu'on m'a fait dire, que je ne devois prétendre autres honneurs de Mr. le Prince d'Orange, que ceux que les Ambassadeurs qui m'ont précédé avoient reçû de ses Prédécesseurs, je ne sçai ce que c'est; & que, pour me conformer à cet exemple, il faudroit que le Prince sut reçû & reconnu par Messieurs les Etats en la même autorité que l'ont été sesdits Prédécesseurs; & même en ce tems-là, je tiens qu'il n'auroit aucun droit de former la contestation que T 4

d'e

du

de

not

ma

mi

ve

il

pu

de

G

fa

3'0

ch

po

re

ré

q

r

F

son Gonverneur lui a fait faire avec moi, parce que c'est une chose constante parmi tous ceux qui se sont trouvez à la Cour des Princes d'Orange Maurice & Henri, que tofijours ils ont été recevoir les Ambassadeurs à une lieuë de la Haye de la part de l'Etat, & les ont conduits chez eux; qu'aux lieux de cérémonies les Ambassadeurs les ont précédez; que dans les festins, promenades & lieux tiers ils on pris la main sur eux, & je me suis trouvé plusieurs fois à la promenade dans le Carosse du Prince Henri, où rencontrant Monsieur de la Thuillerie, il lui cédoit la barrière; & une fois dinant chez le Prince Maurice de Nassau, Monsieur le Prince d'Orange Henri céda la premiére place à Monsieur de Charnacé. De cet usage établi par un nombre infini d'exemples, il n'y a eu rien de changé que la reception des Ambassadeurs hors de la Haye, dont le Prince Henri commença de se dispenser sous prétexte de sa goute, lorsque Messieurs d'Avaux & de Servien furent à Munster; & dont après sa mort le Prince Guillaume fon fils s'est dispensé, sans aucune excuse, envers tous les Ambassadeurs.

Après ces faits, qui ne peuvent être contestez, Vôtre Majesté juge bien que je n'ai garde de tenir aucun langage qui me fasse déroger à ce droit, quand même le Prince se trouveroit dans le Gouvernement de ses Ancêtres; & ce n'est pas à moi d'en[ 441 ]

d'entrer en considération qu'il est petit-fils du Roi d'Angleterre, & descendu du sang de Henri le Grand, pour lui déserer de nouveaux honneurs, quand je n'en rece-

vrai aucun ordre de Vôtre Majesté.

1.

11

1.

1

à

n

Sur l'avis qu'a en Vôtre Majesté, que Gamarre avoit présenté un Mémoire le prémier du mois passé, par lequel il renouvelle ses instances auprès de la Province, il est vrai que je n'en ai rien sçu que depuis quatre jours, que j'ai appris par trois de mes amis qui sont de l'Assemblée, que Gamarre les avoit follicitez de s'y rendre favorables à la prochaine Assemblée qui s'ouvrira le vingtième de ce mois; que Richard s'est allé promener dans les Villes, pour infinuer aux Députez les avantages de cette Ligue. Les Espagnols se préparent à faire un dernier effort pour le faire réüffir là-dessus. J'ai vû Monsieur de Wit, & je lui ai fait entendre que j'étois averti de toutes ces diligences; que j'étois furpris que, vivant avec lui dans la confiance que je lui avois témoigné, il ne m'en eût rien dit; que Vôtre Majesté ne manqueroit pas de tirer des conséquences de ce procedé qui pourroient nuire à l'Etat dans la conjoncture des affaires présentes; qu'elle en avoit été même informée d'ailleurs, & que je continuois à lui protester que, dès le moment que Messieurs les Etats feroient paroître la moindre disposition à écouter des propositions si desavantageuses les intérêts, elle chercheroit d'autres liaisons

V

ri

C

le

liaisons qui pourroient affoiblir celles qu'elle avoit avec eux, & dont ils recevroient un préjudice, qui ne se trouveroit pas reparé par les avantages que l'Espagne leur

faisoit espérer.

Il m'a répondu, que le Mémoire dont je me plaignois lui avoit été mis en main dès le commencement du mois passé, qu'il l'avoit joint avec les précédens qu'il tenoit dans sa cassette, comme des pièces inutiles, qu'il ne pouvoit se défendre de les recevoir, ni empêcher les follicitations de Gamarre; mais il me répondit qu'elles ne produiroient aucun effet, qu'il ne m'en avoit rien dit, parce qu'il avoit estimé que j'aurois pû prendre cette confidence pour un artifice qui allât à renouveller les projets proposez, auxquels il ne songeoit plus, parce que Vôtre Majesté en paroissoit toutà fait éloignée, bien qu'il demeurât toûjours persuadé qu'ils lui étoient très - avantageux; qu'il me disoit ses sentimens sur le sujet dudit Mémoire, comme il avoit fait sur les précédens, ne voulant pas pourtant répondre, que les Esprits qui se trouvent grandement allarmez par les Espagnols für l'ambition & la grande puissance de Vôtre Majesté, ne se portent à la fin à écouter des propositions qui leur semblent très - avantageuses, & dans lesquelles ils croyent ne blesser en rien ses intérêts, m la foi des demiers Traitez.

Je lui ai repliqué, que j'étois, comme lui, perfuadé que les Projets proposez se pouvoient voient exécuter, en y reformant quelque chose qui sembloit restraindre les droits de Vôtre Majesté, & que le tems pourroit arriver auquel on les pourroit reprendre, si Messieurs les Etats ne changeoient pas de conduite, & évitoient de s'engager avec les Espagnols contre ses intérêts par la proposition de cette Ligue. J'ai crû être obligé de lui parler ainsi, pour lui laisser comprendre que la Négociation n'étoit pas rompuë, & l'obliger d'aller plus lentement

fur celle de Gamarre.

nt

ur

a-

it

į.

le:

e

r

Je dois là-dessus représenter à Vôtre Majesté, que je remarque fort bien que Monsieur de Wit, depuis le retour de Monsieur Batailler, garde avec moi des reserves qu'il n'avoit pas auparavant, & que j'agis de même avec lui; que comme il a découvert où visent ses desseins sur les Païs-Bas, il ne perdra point d'occasion de ménager les intérêts de son Etat, & de rechercher tous les moyens de le garantir du risque dont son agrandissement semble le menacer; & que, s'il voit que la Ligue: proposée lui puisse suffire pour cela, il ne manquera pas d'en écouter les propositions. C'est peut-être pour cela qu'il ne m'a rien dit de ce dernier Mémoire, & à moins qu'il ne fût venu à la connoissance des particuliers de l'Etat par les follicitations de Gamarre & de Richard, je n'en aurois rien apris que par la dépêche de Vôtre Majefté. Car comme Gamarre n'a rien dit de ce que j'ai traité avec Monsieur de Wit T 6. pen-

cell

Hol

mai

je 1

j'ai

rem

Mo

prif

le que mie

ain est fair

cel a é

& cei

ve: s'e

av

bi

fit

de

Se

CE

qu

CI

à

tr

fe

pendant six mois; je ne sçaurois rien aussi de ce qui se négociera entre eux, quand ledit Sieur de Wit ne trouvera pas à propos de m'en parler, & la voye par laquel·le Vôtre Majesté l'a découvert est la plus sûre. Esteven de Gamarre part lundi pour Bruxelles, où il va conférer avec Caracene, & doit être de retour ici pour l'Assemblée prochaine.

### LETTRE

Da Comte d'Estrades à Mr. de Lionne.

Le 19. Juin 1664.

JE n'ai pas peine d'être persuadé, que le bruit qui s'est répandu que j'avois contrevenu à une convention faite pour la promenade du Voorhout, ne vienne de quelque personne qui voudroit faire trouver à redire à ma conduite; mais elle est à plaindre de prendre si mal ses mesures pour faire réüssir son dessein.

Tout le monde sçait que je n'ai jamais our parler d'aucune convention; que même quand Messieurs les Etats ordonnerent, que, pour éviter de pareilles rencontres à celle [ 445 ]

celle que Downing eût avec le Duc de Holstein, on prendroit la barrière à la main droite en commençant la promenade, je la pris à main gauche le même jour, & j'ai toûjours continué à la prendre indifféremment. Et ce jour que je rencontrai Monsieur le Prince d'Orange, je l'avois prise à main gauche, non pas à dessein de le rencontrer, puisqu'il n'y étoit pas lorsque j'y entrai, mais bien de tenir le prémier poste qui est dû à mon Caractère: ainsi vous jugerez, Monsieur que l'invention est assez grossière, de publier que j'avois fait retourner mon Caroffe pour rencontrer celui du Prince. Ce que je vous marque a été vû de Messieurs de Wit, de Merode, & de Ghent, qui étoient au Cours, & de cent Carosses pleins de gens de condition: & j'ajoûterai encore, que pour cette convention prétendue, Messieurs les Etats s'expliquerent, que cette Ordonnance étoit pour leurs Sujets seulement; ce qui fait aslez voir qu'ils ne l'avoient pas concertée avec les Ambassadeurs, & il eût fallu être bien novice pour écouter de telles propositions. Mais je vois bien que cela vient de Monsieur de Thou, qui a ici un de ses Secretaires apellé Bernard, qui lui écrit cent fottises pour complaire à son Mastre, qui ne perd pas d'occasion de les débiter. croyant me nuire. Je m'arrête fort peu à un procedé si injuste, & qui va plus contre lui que contre moi; & m'attachant seulement à mon devoir, à servir le Roi avec

avec zele & affection, mon regret est de

n'avoir pas plus de capacité.

J'ai reçû avec beaucoup de joye la nouvelle que vous m'avez donné de la confirmation de la grossesse de la Reine. Je prie Dieu qu'il conserve leurs Majestez longues années.

J'attens Messieurs les Commandeurs Pallant & Villeneuve pour traiter des biens de l'Ordre; les six Provinces en conviennent, celle d'Utrecht seule persiste. La Hollande travaille à l'y faire consentir; mais comme tous ceux qui gouvernent la Ville, & qui sont Députez aux Etats Généraux, ont acquis ces biens, & qu'ils sont partagez dans leurs familles, il y aura bien de la peine à les y faire résoudre. Après le resus qui en sera fait aux Commandeurs, il n'y aura pas d'autre parti à prendre pour l'Ordre, que de donner des représailles. Je suis tout à vous.



2013

LET.

av

vê

qu

ba

du tro m' glo lég fils il o co fe fair no cre ne

# LETTRE

ie

es

179

ti-

r;

la

é-

ils

Ira.

A.

m-

n-

re.

T.

# Du Roi au Comte d'Estrades.

me dit, comme il le porves

o lan **Lè 20. Juin 1664,** litag land A zun mai la mollanda basag mig zika na misa basang nomongga

l'Ai été fort aife de voir tout ce que vous m'ecrivez, fur la manière dont autrefois les Ambassadeurs de France en ont usé avec les Princes d'Orange, lors même qu'ils avoient des Charges considerables dans l'Etat, dont celui-ci n'est point encore revêtu; car ce que l'on avoit dit à Londres. que vous prétendiez ce que les autres Ambassadeurs de France n'avoient pas prétendu de ses Prédécesseurs, cette proposition se trouve fausse par divers exemples que vous m'avez citez, & il ne reste plus aux Anglois que la mauvaise raison qu'ils ont alléguée, que le Prince d'à présent est petitfils du Roi: ce qui dans un autre Etat, où il est traité de Sujet, n'est d'aucun poids, & particuliérement n'étant petit-fils que du côté des femmes. Le Sieur de Wit a dû fe trouver embarrassé quand vous lui avez. fait connoître, que vous sçaviez plus de ses nouvelles sur le sujet de la Ligue qu'il ne croyoit, & qu'il ne vous en avoit dit. Vous ne pouviez lui mieux parler, ni plus fortement:

[ 448 ]

ment que vous avez fait sur son silence l'ai remarqué qu'il ne vous a donné que de mauvaises excuses, ne vous avant pas même dit, comme il le pouvoit dès-lors, s'il eût agi fincerement, que les Etats ont résolu, sur les instances de Dom Esteven de Gamarre, d'accorder la qualité d'Ambaffadeur à leur Résident à Madrid, afin qu'il puisse, avec plus de dignité & un plus grand caractère, affister aux Négociations qu'on prétend faire en Espagne avec l'Ambassadeur d'Angleterre sur cette Ligue. Ce procedé des Etats, ou de ceux qui ont la principale direction des affaires, n'est pas celui d'un véritable Ami & Allié: car si la chose est indifférence, ils ne doivent pas en faire un mistère; & fi elle ne l'est pas, on est obligé par la Loi commune des Alliances, d'avertir son Confédéré de ce qui se passe, lorsqu'il y peut avoir le moindre intérêt: & peut-être y en a-til un article exprès dans le dernier Traité, dont je ne me fouviens pas bien maintenant, mais vous le pouvez facilement ve nifier de de-là.



160

qui

auj

fer

po

te

ne

M

d'e

dre

pie

de ve de de res

#### LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

nt

n.

ın

a-

te

X

j.

1-

ir

Le 26. Juin 1664.

l'Envoye à Vôtre Majesté les Mémoires ci-joints, qui contiennent les raifons que Downing a repliquées en 1662. aux défenses de Messieurs les Etats, qui font les mêmes dont il peut se servir aujourd'hui, fur lesquelles, & sur ce qui lui fera réprésenté par Monsieur Boreel, elle pourra mieux juger des prétensions de cette Courronne. Messieurs les Etats prennent même soin d'informer tous les autres Ministres des Princes qui résident auprès d'eux, des raisons qu'ils ont de s'en défendre, & leur ont donné communication des piéces instructives du fait. Ils ont ajoûté aux ordres de l'Ambassadeur van Goch, & depuis fon depart, une Lettre qu'ils écrivent au Roi d'Angleterre, pour se plaindre de la prise faite depuis peu par les Anglois de l'Isle de Cabo Verd, & de trois Navires appartenant à la Compagnie des Indes Orientales, dont ils demandent réparation, de même qu'ils l'offrent, dès qu'il sera justifié que leurs Compagnies auront fait fouf-

[ 450 ]

fouffrir du tort à ses sujets. Ils semblent se promettre de Downing, par l'entremise du Collonel Killegre (qui accompagne l'Ambassadeur & qui a des accès particuliers avec le Roi d'Angleterre & avec Monck) un succès savorable à cette affaire, & ce sera peut-être ce qui retardera leurs instances auprès de Vôtre Majesté, pour obtenir sa médiation; mais pour peu que les difficultez augmentent, il est sans doute que l'une des deux parties sera obligée d'y avoir recours, & les Etats plûtôt que l'Angleterre.

Je crois Vôtre Majesté bien informée sur les brigues qu'elle me mande que Gamarre a fait, pour porter le Résident de Mrs. les Etats en Espagne à demander le Caractére d'Ambassadeur; mais j'avois jusques à préfent pris tous les pas qui ont été faits dans cette affaire qui n'ont pas été connus, pour un effet du pouvoir de Mr. de Renswoude dans la Province de Hollande, qui cherche depuis un an à procurer cet honneur à fon fils, & qui, pour y réussir, a profité des instances que Gamarre a faites en même tems, pour avoir un Ambassadeur résidant auprès du Roi son Maître, comme un honneur qui lui appartient; & je ne doute point qu'en cela il n'ait cherché à obliger Renswoude, & qu'il ne s'en soit donné toute la gloire à Madrid; mais il ne m'a pas été connu que ce soit à dessein de le rendre par ce Caractére plus propre à entrer dans les Négociations qui se doivent tion dois jefte reto que plus de l par dou

faire

la (

& co trop d'en Ligu pas voir

s'inc

Je lieu que inté l'acc diati prét l'Ar faire

Fance foit confaire Xion fe

du

n-

TS

(1

n-

ir

le

ir

e-

U

te

re

25

ir

le

**r**-

té

ê.

G-

ın

te

er

1é

a

le

à

re

faire entre l'Espagne & l'Angleterre, pour la conservation des Païs où les propositions de Ligue doivent être avancées. Je dois seulement faire ressouvenir Vôtre Majesté, que je lui ai déja écrit, que depuis le retour du Sieur Batailler j'avois remarqué, que Monsieur de Wit vivoit avec moi plus refervé que devant, que se voyant exclus de la fûreté qu'il croyoit procurer à son Etat, par le refus des projets proposez, je ne doutois point qu'il ne la cherchât ailleurs: & comme l'Espagne seule lui peut paroître trop foible pour cela, s'il trouve moyen d'engager l'Angleterre avec elle dans cette Ligue, je suis persuadé qu'il n'en perdra pas l'occasion, & qu'il prétendra n'en pouvoir être empêché pour aucune raison qui s'induise du dernier article.

Je dois ajoûter, que je suis averti de bott lieu, que l'on a cette pensée en Espagne, que pour faire tomber l'Angleterre dans ces intérêts, la résolution est prise de faire l'accommodement du Portugal par sa Médiation, de favoriser Fanchon dans ses prétensions de prééminence contre Monsieur l'Archevêque d'Ambrun; que l'on en doit faire naître les occasions, & que même Fanchon a ordre du Roi son Mastre de les rechercher, parce que l'on veut qu'il ne foit pas satisfait de Vôtre Majesté. Elle connoît mieux que moi l'état que l'on doit faire de ces avis, & le poids de ces réflexions. Je ne rapporte les uns & les autres que

[ 452 ]

que pour ne rien omettre de ce que je

dois au bien de son service.

Cela m'a obligé de chercher à pénétrer les sentimens dudit Sieur de Wit là-dessus, & de retomber pour cela sur les diligences qu'a fair Gamarre avant son départ, & celles que continuë Richard en son absenee, pour faire recevoir à la prochaine Afsemblée les propositions de la Ligue. le lui ai fait entendre derechef, que rierran monde ne pouvoit tant éloigner l'esprit de Vôtre Majesté des bonnes intentions qu'elle avoit pour le bien de cet Etat, que s'il faisoit paroître la moindre disposition à les écouter; que même c'étoit aller contre la foi commune des Alliances, & particuliérement de celle qui avoit été contractée avec tant de liaison par le dernier Traité, & tant d'avantages pour les Provinces-Unies, de ne lui donner aucune part de toutes les démarches qu'ils feroient pour cela

Il m'a répondu, qu'après lui avoir souvent témoigné, que Vôtre Majesté regardoit ces propositions comme desavantageuses à son intérêt, & qui là pouvoient porter à des résolutions contraires au bien de l'Alliance, il m'avoit assaré qu'elles n'auroient aucun effet, & qu'il me le confirmoit encore à prélent; mais que pour venir avec moi à une communication particulière de tout ce qui le négocioit là-dessus, il ne s'y croyoit oblige mi par la foi de ladite Alliance, ni par l'inclination qu'il avoit pour nos intérêts, sans

man-

tres;

jet,

les :

uge

àd

fa n

lui p

a m

Mé

mis

glet

Bor

mo

ven

fon

ne i

re à

les

dan

que

poi

[ 453 ]

je

es

11-

If.

C

au de

1.

es la é. ée

é, IJ.

u-

2

nt

es

nc

es

e,

f.

é-

ne

fe

ge

n-

ns

n-

manquer à la fidélité qu'il devoit à ses Maftres; aussi n'attens-je rien de lui sur ce sujet, & je ne me sie que de bonne sorte à les assurances. Là-dessus Vôtre Majesté jugera de l'assiette présente de cet esprit, à des conséquences qui se doivent tirer de sa manière d'agir. Elle me marquera, s'il lui plast, comme elle entend que je règle la mienne.

#### LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 27. Juin 1664.

VOtre dépêché du 19. ne m'oblige à y répondre autre chose, que pour vous dire, que plus j'ai consideré les nouveaux Mémoires que le Sieur de Wit vous a remis, fur le différend des Etats avec l'Angleterre touchant les deux Vaisseaux la Bonne Esperance & la Bonne Avanture, & moins je conçois ce que les Anglois peuvent alléguer pour soûtenir avec quelque fondement de justice leur prétension. Vous ne devez néanmoins vous expliquer encore à qui que ce soit de mes sentimens, pour les confidérations que je vous ai marquées dans ma derniére Lettre. Il y a long-tems que je fais chercher des chevaux Anglois pour les envoyer à l'Electeur de Cologne;

454

mais comme on m'a dit qu'il les vouloit fort aifez, je n'ai rien trouvé jusques ici qui le pût satisfaire, si ce n'est depuis deux jours, que le Chevalier de Grammont en a amené, que j'arrêterai, s'ils fe trouvent tels que je les désire.

#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 3. Juillet 1664.

Les affaires font ici en même état que je les ai représentées à Vôtre Majesté par l'ordinaire dernier. Il a feulement été ordonné à 20. navires de croiser sur les Côtes qui regardent l'Angleterre, & au premier avis de la Flote des Indes, ils doivent aller à sa rencontre pour la conduire en fûreté au Tessel.

Les Lettres qu'a écrites d'Angleterre l'Ambassadeur van Goch, portent qu'il a eu trois Audiences sur les affaires présentes, l'une du Roi, l'autre de Monsieur le Duc d'York, & la troisiéme du Chancélier; que le Roi lui a témoigné n'avoir pû refuser son entremise à la plainte de ses Sujets, que son intention avoit été d'en

exami-

exa

acti

bor

fier

fan

ils : pol que

van cel dif de

prè ré An

les pag VOI

pol

tion

&

rer

il y

que

ďu

rela

por

[ 455 ]

oit ici

ux

a a els

je

par

or-

2ô-

re-

oi-

ire

rre

eneur anoir fes 'en examiner la justice, sans en venir à aucune action qui pût le moins du monde altérer la bonne intelligence qu'il avoit avec Mefsieurs les Etats; qu'il n'avoit pas connoisfance de l'irruption de Cabo Corfo, dont ils fe plaignoient; qu'il s'en feroit informer pour leur en faire raison, & qu'il s'étonnoit que, sur une simple plainte, ils se fussent avancez à un armement si considérable que celui qui se préparoit dans leurs Ports. Les discours de Monsieur le Duc d'York & de Monfieur le Chancélier ont été à-peuprès au même sens, hors qu'ils ont exageré l'un & l'autre l'intérêt des Marchands Anglois, les avanies qu'ils fouffrent tous les jours dans leur commerce par les Compagnies Hollandoises, & l'obligation qu'avoit le Roi d'employer toute son autorité pour leur en procurer une prompte réparation. Il paroît par-là que l'on se radoucit; & comme Monfieur van Goch fait espérer en peu de jours le retour de Downing, il y a apparence qu'il fera chargé de quelques propositions qui pourront être suivies d'un accommodement. Cependant on ne relâche rien ici des préparatifs qui s'y font pour la guerre.



### MEMOIRE

20

te

re

at

P

P

to

V

II

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, le 4. Juillet 1664.

TE Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, représente à Vos Seigneuries, qu'en vertu de la Résolution prise le 26. May dernier, sur les demandes faites au nom de Monsieur le Duc de Vendôme des Marchandises provenantes de la prise de Laurent David, le Sieur Gerard, chargé de procurations suffisantes, se seroit présenté par devant les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales d'Amsterdam, & leur auroit demandé, conformément à ladite Résolution, les Marchandises qui étoient en leurs mains, leur en auroit offert les connoi semens avec les décharges nécesaires & ordonnances par Vos Seigneuries; à quoi lesdits Directeurs auroient réfusé d'obeir, alléguant, pour s'en défendre, les mêmes raisons qui auroient été ci-devant débattuës devant Vos Seigneuries & jugées nulles; & comme ledit Sieur Ambassadeur Extraordinaire est informé, que les dits Directeurs ont écrit sur ce sujet à Vos Seigneuries le premier de ce mois, & qu'ils demandent, pour leur

teur plus grande décharge, un ordre exprès défini, qui leur ordonne, nonobstant les-dites exceptions alléguées, de rendre lesdites Marchandises spécifiquement, en énonçant le nombre de deux caisses deux ballots contenus auxdits Connoissemens; je prie Vos Seigneuries d'interposer leur autorité pour cela, & de leur enjoindre de faire ladite restitution, dans la prémière Assemblée, sans aucun retardement, & sinir ainsi une contestation qui dure depuis si long-tems. Fait à la Haye le quatrième Juillet 1664.

1.

x-

leuc

es efe

de

r -.

nt

es

D'ESTRADES.

#### LETTRE

Du Roi à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, des Païs-Bas.

#### Le 9. Juillet 1664.

TRès-chers grands Amis, Alliez & Confédérez. Ayant estimé à propos, pour le bien de nôtre service, d'établir auprès de vous un Agent pour la charge de tous les achats que nous avons à faire dans vos Etats des choses qui concerneront la Marine, nous avons crû qu'après les témoignages avantageux qui nous ont été Tome II.

rendus de la fidélité de. Garde Belin, Marchand de la Ville d'Amsterdam, & de sa capacité & expérience au fait de la Marine, nous ne pouvions faire un meilleur ni plus digne choix que de lui, pour exercer ledit emploi; & ayant jette les yeux fur lui, pour nous fervir dorénavant en cette qualité, nous avons bien voulu vous en donner avis par cette Lettre, & vous témoigner en même tems, que yous ferez une chose qui nous sera trèsagréable, de le favoriser dans les fonctions & exercice de sa Commission; vous affarant que nous serons bien aise de faire le femblable pour ceux qui nous feront aussi recommandez de vôtre part. Sur ce nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte & digne garde. Ecrit à Fontainebleau le 9. jour de Juillet 1664.

Votre bon Ami, Allié & Confédéré,

LOUIS.

DE LIONNE.

La superscription étoit,

A nos très-chers grands Amis, Alliez & Confédérez, les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

af

to

ta Si

qu

pa

m dı

fir

le

le pr tri

#### LETTRE

## Du Comte d'Estrades au Roi.

é

IS

[.

Le 10. Juillet 1664.

l'Ai reçû la derniere dépêche de Vôtre Majesté, suivant laquelle je me comporterai, ainsi qu'elle me l'ordonne, sur l'affaire d'Angleterre. Les Lettres de l'Ambassadeur van Goch de cette même date assurent, que le Roi d'Angleterre persiste toûjours dans les prémiéres protestations qu'il a faites, de ne vouloir en rien bleffer l'Alliance qu'il a avec Messieurs les Etats; mais qu'il a seulement promis à ses Sujets une prompte réparation des torts qu'il se justifiera qu'ils ont reçû des Compagnies Hollandoises; qu'il devoit faire partir dans deux jours Downing, pour entrer en Conférence là-dessus avec les Commissaires de l'Etat: si bien qu'il est attendu, avec espérance que cette Négociation finira heureusement, & sans qu'il en faille venir à aucun acte d'hostilité. les préparatifs de l'Angleterre, jusques à présent, à ce que disent ces mêmes Lettres, consistent en dix-sept Vaisseaux de guerre, qui font encore dans les Ports de la Tamise. Il y en a treize à la Rade de Scheveling, qui doivent être joints dans deux jours par dix-sept qui viennent d'Am. sterdam & de Zélande, pour composer une Flote de trente, qui aura ordre de croifer fur les Côtes, & attendre les vingt qui font allez au devant de la Flote des Indes Orientales. Monfieur d'Obdam la doit commander, & dans dix jours au plus il fait état de s'embarquer pour cela. Ce sera ce qui donnera le principal mouvement à la Négociation; & de peur de l'interrompre, Messieurs les Etats ont refusé à la Compagnie des Indes Occidentales trois Navires de guerre qu'elle leur a demandé pour aller à la rencontre de ses Vaisfeaux.

Monsieur de Renswoude, Ambassadeur déclaré en Espagne, ne passe pas ici pour un homme assez éclairé, ni en qui Monsieur de Wit puisse prendre assez de confiance, pour conduire une négociation aussi délicate que celle de la Ligue. Lui & son Pere sont de la cabale du Prince, & ce seroit le dernier homme que je croi-

rois qu'il pût choisir pour cela.

Vôtre Majesté voit mieux que moi l'état qu'elle doit faire de ces avis; mais puis qu'elle laisse à mon option d'en parler à Monsieur de Wit, ou de ne lui en rien dire, je prens ce dernier parti, pour ne pas démentir les témoignages que je lui ai souvent rendus, que Votre Majesté ne s'allarmoit pas de toutes les propositions de GamarGamarre; qu'elle les croyoit desavantageuses à Messieurs les Etats, & que, quand elles seroient reçues, elle ne se trouveroit pas empêchée du parti qu'elle auroit à prendre: outre que, si cette Ligue se pousse en Espagne, il est mal-aisé qu'elle ne vienne à la connoissance de ceux que je ménage pour le service de Vôtre Majesté, par qui j'en pourrai être informé, & pour lors j'aurai occasion d'agir d'une autre manière, & en attendant je ne gâterai rien.

#### LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 11. Juilet 1664.

E vous dirai après cela, que jusques ici je me suis tû sur les disserens que l'on a vût naître depuis quelque tems entre le Roi de la Grande Bretagne & les Provinces Unies, parce que j'avois crû que, n'étant question que de quelques sommes d'argent pour des dédommagemens prétendus des prises de Vaisseaux, & les parties ayant, ce me sembloit, grand intérêt toutes deux de n'en venir point à une rupture, l'affaire s'accommoderoit aisement par la voye de la Négociation; notamment quand je considerois que les Etats Généraux avoient d'abord nommé un Ambassadeur, & l'ont fait par-

à

e

i

tir en diligence, dans le dessein, à ce qu'il paroît, de donner toute satisfaction raisonnable audit Roi: mais apprenant aujourd'hui, par les avis que j'ai des deux côtez, que les esprits s'échauffent, voyant d'ailleurs que le moindre incident les peut encore aigrir davantage, & que les armemens de Mer s'avancent cependant de part & d'autre avec grande application & beaucoup de dépense; la fincére affection que j'ai pour le bien & repos de l'un & de l'autre Etat, ne me permet plus de garder le filence, & je délire qu'aussi tôt que cette Lettre vous aura été renduë, vous demandiez une Audience expresse aux Etats Généraux, où, après leur avoir expliqué ce que je viens de dire des motifs qui m'ont jusques à présent retenu de parler sur ce différend, vous leur représentiez vivement, combien par prudence on doit toûjours, autant qu'on le peut, éviter une guerre, dont les évenemens, quelque puissance qu'on ait, demeurent le plus souvent, & principalement aux choses de la Mer, à la disposition de la Fortune; combien la durée d'une bonne paix est préférable même aux avantages qu'on peut vraisemblablement espérer de remporter par la prise des armes; combien leur commerce, par lequel leur Etat, de leur propre aveu, subsiste principalement, pourra fouffrir en toutes les parties du Monde par une guerre avec l'Angleterre, & partant que je les exhorte autant qu'il m'est possible, par un pur & sincére cere effet de mon amitié, de vouloir donner lieu à un bon accord par les facilitez qu'ils peuvent y apporter de leur part; comme d'autre côté je charge le Sieur de Cominges de faire le même office en mon nom auprès du Roi de la Grande Bretagne, lequel, je m'assure, voudra bien y déférer beaucoup. Vous ajoûterez ensuite, que si ledit Roi & les Etats estiment que mon entremise puisse être utile pour moyenner plûtôt un bon accommodement, j'offre de bon cœur & avec une entiére sincérité aux uns & aux autres ma Médiation, fans autre vûë ni intérêt que l'avantage & la réciproque satisfaction des parties, que je me proposerai pour unique objet en toute ma conduite dans cette Négociation, fi mon offre est acceptée. Il y auroit même un chemin pour parvenir plûtôt & plus certainement à la conservation de la paix entre les deux Nations, qui seroit celui de me rendre Arbitre de leurs différens, les soumettant à mon jugement, & s'obligeant de part & d'autre à l'accomplir, furféant cependant de commun concert les continuations de leurs armemens; en quoi même ils épargneroient une grande dépense, qui doit devenir fort inutile en cas qu'ils s'accommodent. Mais comme en cela on pourroit, quoique faussement, s'imaginer que j'aurois plus regardé à ma propre gloire qu'à leur bien, je ne désire pas que vous en fassiez vous-même la proposition, mais seu-

.

e

c

lement que vous l'acceptiez en monnom, si eux-mêmes y avoient pensé.

#### LETTRE

### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 17. Juillet 1664.

Près avoir apris par la derniére dépêche de Vôtre Majesté du 11. de ce mois ses intentions sur l'affaire d'Angleterre, j'ai été voir Monsieur de Wit, pour lui faire entendre les raisons qu'elle avoit eu de demeurer jusques à présent dans le silence sur ce sujet, & celles qui l'engagent aujourd'hui, qu'elle voit plus clair aux desseins du Roi d'Angleterre, de le rompre, pour le porter à la paix, par les instances que Monsieur de Cominges est chargé de luien faire de sa part, & qu'en même tems elle m'ordonne de passer ici de pareils offices auprès de Messieurs les Etats, & même de leur offrir sa médiation, pour terminer par voye de douceur tous leurs différens, en cas que l'offre qu'elle en a fait faire au Roi d'Angleterre fut acceptée, & que, pour leur expliquer plus au long toutes les considerations par lesquelles Votre Majesté se trouvoit conviée d'entrer ainsi dans leurs intérêts, j'avois ordre de leur demander une

une Audience; mais que devant j'étois bien aise de lui communiquer toutes choses, pour continuer d'agir avec lui dans la même consiance que Vôtre Majesté avoit ap-

prouvée jusques à présent.

Il m'a répondu, qu'il se sentoit bien obligé de l'honneur que lui faisoit Vôtre Majesté dans la manière de procéder qu'elle entendoit que je gardasse avec lui, & que dans ce même esprit de confiance il me pouvoit assurer, que Messieurs les Etats seroient fensiblement touchez des offres qu'elle leur faisoit de sa Médiation, qu'ils la recevroient avec ressentiment; & que, pourvû que le Roi d'Angleterre en usât de même, il y avoit lieu d'espérer qu'on pourroit parvenir à un bon accommodement; que l'on attendoit le retour de Downing, mais que l'on ne s'en promettoit pas grand' chose, vû les derniers avis que leur donnoit l'Ambassadeur van Goch.

De-là je passai avec lui au juste ressentiment que garde Vôtre Majesté du procédé extraordinaire de l'Ambassadeur Boreel; & traitant ses avis de ridicules, & qui ne méritoient pas la moindre justification auprès des personnes sensées, je lui sis comprendre qu'ils pouvoient néanmoins produire de méchans essets parmi le peuple; & qu'ensin la patience de Vôtre Majesté se trouveroit lassée par une conduite si éloignée de celle que devoit garder un sage Ministre, & que j'avois ordre de demander

fa Révocation

i

11

18

e

e

n

e

le

76

n

oi

ir i-

rs.

er

10

V:53 111

Il m'a répondu fur cet article, qu'il connoissoit comme moi la mauvaise conduite du Sieur Boreel, & en étoit autant perfuadé que Vôtre Majesté le pouvoit être; que depuis peu de jours il avoit cherché les moyens de le rappeller, prévoyant bien que c'étoit une satisfaction qu'on ne pouvoit pas se défendre de donner tôt ou tard à Vôtre Majesté; que pour le faire avec honneur, & fans plainte de la Ville d'Amsterdam, qui l'a nommé, il avoit été proposé de lui donner une Charge dans le Conseil d'Etat qui vaut 3000. livres par an, & d'y ajoûter une pension d'autant, & que sa place pouvoit être remplie par Monfieur van Beuningen; mais que, comme c'étoit un homme qui aimoit le repos, & qui, par une Philosophie particulière, fuyoit les Emplois, il n'osoit s'assurer qu'il voulût accepter celui-ci, bien qu'il lui semblat qu'il lui fût plus propre qu'un autre. Je le rélevai là-dessus, & le fis ressouvenir de ce qu'il m'avoit dit lui-même lorsque nous travaillions à nos projets, de son esprit difficile & entier, de la peine qu'il avoit à le ménager, quoiqu'il fut le meilleur de fes amis; & ainsi je lui sis comprendre, qu'il feroit plus propre à nous brouiller qu'à entretenir la bonne intelligence, & qu'il valoit mieux le laisser philosopher à fon aise chez lui, que de l'introduire dans une Cour comme celle de France, où l'on s'accommoderoit mal d'un homme de cette humeur; que dans le compte que j'avois.

OIT-

lite

er-

e;

hé

int

ne

ou

a-

lle

id

le

ar

t,

ar

n-

it

il

j'avois rendu à Vôtre Majesté de tout ce qui s'étoit passé entre nous deux, je n'avois pas oublié de lui marquer le caractére de cet esprit, sur lequel elle avoit été obligée d'en concevoir une opinion qui le rendroit desagréable s'il venoit à être nommé, ce qui étoit une méchante qualité en un Ministre pour avancer les affaires dont il étoit chargé. Monfieur de Wit insista. en me difant, qu'il avoit expérimenté de lui, qu'il prenoit toûjours l'esprit des lieux où il étoit envoyé; qu'avant que de passer en Dannemarc, il pestoit contre ce Royaume, & que, tout le tems qu'il y fut, & après être revenu, il a été celui de tous qui a le plus soûtenu ses intérêts; qu'il en usa de même à l'égard de la France au retour de son Ambassade, où il ne pouvoit se lasser d'exalter sa grandeur; que d'ailleurs ils n'avoient pas un grand nombre de Sujets propres à cet emploi dans la Ville d'Amsterdam, qui, par préférence à toutes les Villes de Hollande, avoit le droit d'y nommer; qu'il faudroit néanmoins chercher les moyens de satisfaire Vôtre Majesté fur ce point, en cas qu'elle persistat à son exclusion; & c'en sera une assez forte pour l'obtenir, si elle m'ordonne par sa Réponse à celle-ci de m'y attacher, aussi bien faudroit-il du tems pour ménager la Province là-dessus. Cependant il n'a pas trouvé à propos que je formasse une plainte formelle contre Monsieur Boreel dans mon Audience, parce qu'en cas que les Etats Généraux:

néraux conclûssent à la révocation, la Province de Hollande ne manqueroit pas de s'y opposer, & que ce constit ruineroit les expédiens qui ont déja été proposez pour y parvenir, outre que cette voye de révoquer les Ambassadeurs sur une plainte, paroît ici d'une dangereuse conséquence; c'est pour cela que, dans le discours que j'ai tenu dans mon Audience, Vôtre Majesté verra que je touche l'affaire fort légérement.

Le lendemain de l'entretien que j'ai eu avec Mr. de Wit, qui étoit le 16., fut le jour de mon Audience des Etats Généraux. Vôtre Majesté verra par le Mémoire ci-joint, qui contient le discours que je leur ai fait, si ses intentions y ont été bien expliquées. Le Président de semaine, qui est Mr. de Ghent, y a répondu en termes de civilité, par un remerciment de la part des Etats, de l'honneur que Vôtre Majesté leur fait de vouloir ainsi entrer dans leurs intérêts, & m'a assuré qu'ils prendroient sur les matières dont je les avois entretenus une si bonne résolution, qu'elle auroit tout sujet d'en être contente.

J'ai estimé à propos de laisser établir la Médiation, plûtôt que de venir à aucuneouverture de l'arbitrage, & je crois qu'il en faudroit prendre le tems que le Roi d'Angleterre ait bien répondu aux offices que passera auprès de lui Monsieur de Cominges, que même la proposition lui en devoit être faite par l'Ambassadeur van Goch, avec des offres de s'y conformer.

11

n

q

a

li

r

C

t

C

t

1

f

t

I

9

i

[ 469 ]

la

u

ez

de

e,

e;

18

a

at

-

10

n

0

3

Il faut attendre les dispositions du cours de la Négociation qui ne fait que de commencer; car je suis persuadé que Downing. qui veut s'en rendre le maître, en interrompra toutes les dispositions; & je dois là-dessus faire remarquer à Vôtre Majesté: que, soit que l'affaire se traite ici par voye de médiation ou d'arbitrage, si ce Ministre s'en mêle, je ne sçaurois établir avec lui aucunes mésures certaines dans les Cérémonies qui devroient se passer dans ce Traité, desquelles il veuille convenir, à cause de la prétension où il est sur le traitement. Il demandera dans les Conférences qui se devront tenir chez moi un fauteuil, & des honneurs à la reception & à la conduite, que je ne puis lui accorder fans offenser ma Dignité. Ces considérations feront résoudre Vôtre Majesté, s'il ne seroit pas mieux que l'affaire se traitât ailleurs; car de l'humeur dont il est, fier & incompatible, s'il n'est pas content, il: brouillera les affaires, au lieu de les accommoder.



ME

#### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Mesfieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, le 17. Juillet 1664.

I

LE Comte d'Estrades, Ambassadeur Ex-traordinaire de France, a ordre de représenter à Vos Seigneuries, que le Roi son Maitre ayant été pleinement informé par ses dépêches, & par celles de son Ambassadeur auprès du Roi d'Angleterre, des différentes prétensions de cette Couronne sur les Compagnies des Indes de cet Etat, a cra long-tems que c'étoit un différend qui se pouvoit regarder comme une affaire de particulier à particulier, & qui se devoit vuider amiablement, sans engager ni l'un ni l'autre Etat; que même Vos Seigneuries ayant depuis peu fait passer en Angleterre un Ambassadeur, pour y offrir toutes les satisfactions raisonnables, il y avoit lieu d'attendre un succès beureux de sa Négociation, qui préviendroit toutes sortes de mesintelligence entre les deux Nations, & qu'ainsi l'intervention de Sa Majesté n'y étoit nullement nécessaire: mais depuis ayant reconnu que le Roi d'Angleterre, pour l'intérêt de ses Sujets, entendoit se charger de la réparation des torts qu'ils prétendent avoir Souf[ 471 ]

0.

7.

re.

Con

les

ur

tes.

Da-

ms.

ler

er,

a-

OS

en

rit

oit Té-

de

oit

té-

la

oir

If ..

foufferts desdites Compagnies, & qu'il armoit pour cela; & que Vos Seigneuries s'estimant de même engagées à la protection desdites Compagnies, comme leurs Sujets naturels, & dont la conduite leur paroît juste, se préparoient aussi à la défensive; Sa Majesté n'a pi garder le silence plus long-tems dans une occasion si importante, ni dissimuler ses sentimens sur une affaire qui touche également l'intérêt de deux Alliez qui lui sont si chers: C'est pour cela qu'en même tems qu'elle fait des instances auprès du Roi d'Angleterre par son Ambassadeur, afin de l'éloigner de tout esprit d'aigreur, & le porter à un bon accommodement, elle a commandé au dit Ambassadeur Extraordinaire de représenter à Vos Seigneuries, de quelle importance il est pour leur Etat d'en user de même; combien par prudence elles doivent éviter une guerre, dont les évenemens, quelque puissance qu'elles ayent, demeureront le plus souvent à la disposition de la fortune; combien la durée d'une bonne Paix est préférable, même aux avantages qu'on peut vraisemblablement efpérer de remporter par la prise des armes; & enfin combien leur Commerce, par lequel leur Etat semble principalement subsister, pourra souffrir en toutes les parties du Monde par une guerre avec l'Angleterre. ces considerations Sa Majesté se trouve invitée par un pur & fincére effet d'amitié envers cet Etat, d'exhorter Vos Seigneuries de vouloir donner lieu à un bon accord, par les facilitez qu'elles peuvent y apporter de leur part ..

le

do

la di

90

il

cl

30

I

9

1

part, comme d'autre coté elle a chargé Monsieur de Cominges de faire le même office auprès du Roi de la Grande Brétagne, auprès duquel elle ose se promettre que sa recommandation ne sera pas inutile: & Sa Majesté désire avec une si forte passion de voir de bon. ne beure prévenir les maux qui suivent d'ordinaire une guerre austi sanglante que celle qui s'allume entre deux puissantes Nations, que si Vos Seigneuries estiment que sa Mé. diation puisse leur être utile, & qu'elle soit agréable au Roi d'Angleterre, elle s'offre de bon cœur de l'employer; sans aucune vue d'intérêt que l'avantage & la réciproque satisfaction des parties, qu'elle s'y proposera ( si elle est acceptée ) pour l'unique objet de sa conduite dans tout le cours de la Négocia-C'est ce que Sa Majesté a trouvé à propos de répondre à deux Mémoires qui ont été remis entre les mains de son Secretaire d'Etat par Monsieur l'Ambassadeur Boreel, fur les affaires d'Angleterre.

A l'égard d'un troisième, par lequel ledit Ambassadeur demande une déclaration de Sa Majesté, adressante à tous les Parlemens du Royaume, pour la vérisication des conditions & articles du dernier Traité, ledit Ambassadeur Extraordinaire a ordre de répondre à Vos Seigneuries, que l'on travaille présentement à examiner les matières contenuës dans ledit Traité, pour distinguer celles qui peuvent être soumises à l'autorité des dits Parlemens, & qu'aussi-tôt que cette distinction aura été faite, Sa Majesté fera expédier & vérisier la-

E 473 ]

tadite déclaration à la satisfaction de Vos

Seigneuries.

1011-

au-

res

an-

esté

on.

or.

elle

ns,

Ié.

foit :

fre

rûë:

1a --

era

de

ia.

à

nt

ire

1,

lit

Sa

lu ns ii os nt it Et pour un quatrième Mémoire que Monfieur l'Ambassadeur Boreel a présenté, où il se plaint de la prise d'un Vaisseau Hollandois nommé la Couronne, & en demande la restitution; ledit Ambassadeur Extraordinaire a ordre d'assurer Vos Seigneuries, que si, par les procédures qui se font à Toulon, il se trouve que ledit Navire n'ait point été chargé d'aucunes marchandises de Contrebande, comme on le prétend, il n'y aura nulle difficulté ni délai à ladite restitution.

Il doit ajoûter, que Sa Majesté estime que Vos Seigneuries sont si bien persuadées de son affection, qu'elle ne doute point qu'elles n'ayent eu autant de sujet de se plaindre de quelques avis séditieux qui se sont depuis peu répandus à son préjudice dans les Provinces, qu'elle en a elle-même de s'en prendre à la conduite de celui qui les a publiées. Donné à la Haye le 17. jour de Juillet

1664.

D'ESTRADES.



### LETTRE

## Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 18. Juillet 1664.

Les avis que j'ai d'Angleterre font, que la prémiére chaleur des esprits s'étoit beaucoup amortie à la rencontre des prémiers obstacles: ainsi à moins que Downing, lequel, à fon retour à la Haye, aura en main toute la Négociation, ne porte par fon caprice, ou par quelque particulier intérêt, le Roi son Maître plus avant qu'il ne veut aller, il y a apparence que l'affaire s'accommodera; car je remarque que les deux Parties veulent fort éviter tous actes d'hostilité. Cependant j'ai fort approuvé les raisons pour lesquelles vous me mandez par vôtre dépêche du 10., que vous n'aviez voulu rien dire au Sieur de Wit de l'avis que je vous avois donné touchant leur Ministre qui est à Madrid.



ti

#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 24. Juillet 1664.

que

toit bré.

OW.

ura

orte

cu-

ant

lue

lue

ter

rt

us

10

le

ié

MEssieurs les Etats ne m'ont point encore fait sçavoir leur Résolution sur les offres que je leur ai faites de la Médiation de Vôtre Majesté. J'ai sçu néanmoins par mes amis, que la Gueldre & la Hollande l'ont acceptée, & que les autres Députez en ont voulu donner avis à leurs Provinces. C'est une formalité qui se garde dans les affaires de conséquence, comme celle-ci. Dans huit jours elles rendront une réponse positive, qui apparemment sera conforme à la Résolution des deux premières Provinces.

Cependant tous les préparatifs pour la guerre continuent, même avec plus de chaleur, depuis que l'on a eu nouvelle ici que les Anglois avoient pris trois Vaisseaux venant de Guinée très-richement chargez, appartenans à la Compagnie des Indes d'Occident, & qu'ils avoient pensé surprendre Castel del Mina. Downing est attendu cette semaine, & de la manière dont il s'expliquera, l'on pourra juger si les cho-

fes font disposées à l'accommodement de la part de l'Angleterre.

am

fait Cor pou

qu'é & e arri

> for tire de

> > té.

cu

iu

fo

QI G

d

## LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 31. Juillet 1664.

MEssieurs les Etats ne m'ont encore rien répondu sur les offres que je leur ai faites de la Médiation de Vôtre Majesté dans les différens qu'ils ont avec l'Angle J'apprens néanmoins que les Députez ont reçû ordre de leurs Provinces de l'accepter, à la reserve de la Zélande qui les attend encore, & je tiens qu'il est de fon service de ne témoigner aucune impatience pour cela: Peut-être même qu'ils sont bien aise de voir comment le Roi d'Angleterre y répondra, & de régler leur conduite là-dessus. Downing est de retour depuis quatre jours. Il n'a encore visité personne, & l'on est ici en attente de sçavoir ses ordres. Messieurs les Etats n'ofent s'en promettre rien qui aille à l'accommodement, lequel semble devoir être plûtot reservé à la médiation de Vôtre Majesté, & ils fe préparent à la guerre plus que jamais, de

en

ai

le: lé:

de

jui de

ails

oi ur

ur

té

14

)4

1-

1

0

3

jamais, après la prise que les Anglois ont faite en Guinée de quatre Vaisseaux de la Compagnie d'Occident, qu'ils prennent pour la prémière aggression, & attendent qu'elle soit suivie de nouvelles hostilitez, & que leur Flote des Grandes Indes soit arrivée, avant que de se mettre à la Mer pour les repousser, & devant que faire de plus fortes instances à Vôtre Majesté, pour en tirer les secours qu'ils croyent avoir droit de lui demander en vertu du dernier Traité.

l'espére que Vôtre Majesté aura déja bien remarqué, que cette guerre n'a eu jusques à présent pour sujet que l'intérêt des particuliers, lequel n'a pas encore entraîné celui des deux Etats, & que les actions qui se font passées sont de Compagnie à Compagnie, quine portent en foi aucune déclaration de Guerre qui fasse tomber en rupture les deux Nations, & par conféquent qui engage jusqu'à présent Vôtre Majesté aux conditions du Traité qu'elle a avec les Provinces-Unies: & je croirois que c'est pour cette considération que l'Angleterre se ménage, & couvre ses entreprises du nom des particuliers, pour éviter que Vôtre Majesté ne s'en mêle; & si elle jugeoit qu'il convient à ses affaires, de chercher des raisons pour la dispenser de passer au de-là de la Médiation, elle juge bien mieux · que moi où elles se peuvent prendre, & je ne fais cette observation que par le zele que j'ai pour son service, & m'en tiens

en toutes choses à l'exécution de ses or dres.

#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 7. Août 1664.

Epuis le compte que j'ai rendu à Vôtre Majesté l'ordinaire dernier, des affaires d'Angleterre, Downing a fait notifier son arrivée à Messieurs les Etats, a visité le Président de semaine, & lui a remis une Lettre du Roi son Maître, qui marque que son intention est de vivre en bonne intelligence avec cet Etat, & de procurer seulement à ses sujets la réparation des torts donts ils se plaignent, & qu'il charge fon Ministre de la demander. Messieurs les Etats l'ont envoyé complimenter par leur Agent. Ensuite Monsieur de Wit l'a visité; cette visite s'est passée en termes généraux, fans convenir de rien fur les différens, ni sur la manière de les traiter.

Le 5. de ce mois il a présenté un Mémoire, qui ajoûte aux vieilles prétensions une nouvelle plainte contre la Compagnie des Indes Orientales de cet Etat, de ce que par leur ordre les Anglois ont été chassez du Commerce qu'ils avoient obtenu per-

mission

m de

> ce pr

> È

pa de lu

fa & 10

a

te

ni

te

re cl

C

el fà

m de

l'e

16 fi

CI

lu

re

h

0 e [ 479 ]

mission de faire à Porca d'un Roi des Indes, sous prétexte que c'est une dépendance de Conchin, dont cette Compagnie se

prétend Souveraine.

01"

2.

des

no-

re-

qui

en

oro-

tion

m'il

Ief-

nter

Wit

mes

dif-

Mé-

une des

que

erion

r.

Le 6. il en a présenté un autre, par lequel il offre d'échanger avec Messieurs les Etats les Mémoires des demandes & réparations réciproques prétenduës par les deux Nations, & hier l'Agent desdits Etats lui fut offrir le Mémoire de celle-ci. Cela fait, l'on commencera d'entrer en matière, & je tiens que ce sera avec beaucoup de longueur. Cependant Monsieur d'Obdam a eu ordre de mettre à la voile avec trente Vaisseaux.

Je fus furpris de voir hier Monsieur Downing conduit par mes gens dans mon apartement, avant d'être averti qu'il me dût rendre visite. Il me fit entendre, que cherchant à voir Monsieur Darminviliers, qui couche quelquefois chez moi, & lui ayant euvoyé demander audience, il n'étoit pas fâché de m'avoir rencontré, pour me témoigner qu'il avoit été toûjours serviteur de Vôtre Majesté; & en me flattant sur l'estime que je m'étois acquise en Angleterre auprès du Roi son Maître & de Monsieur le Chancélier, il voulut me faire croire qu'il avoit beaucoup de regret qu'il ne lui fût pas permis de me voir, dans le refus que je faisois de lui accorder les honneurs qui lui étoient dûs, & qu'il avoit ordre de se conserver; & là-dessus il entra en matière, me disant que Messieurs les Etats,

Etats, comme Envoyé Extraordinaire, Pavoient distingué dans toutes les occasions des Résidens, qu'enfuite l'Ambassadeur d'Espagne lui avoit donné la main chez lui. & que s'il venoit à se relâcher avec moide ces avantages, contre les ordres qu'il en avoit, Messieurs les Etats étoient convenue de les retrancher, si la différence qu'il avoient faite de lui aux Résidens n'étoit pas fuivie dans les traitemens qu'il recevroit des Ambassadeurs; qu'il avoit été bien aise d'avoir occasion de me donner cet éclaircisse. ment fur sa prétension; & que le désir qu'il avoit de ne se pas voir privé de l'honneur qu'il recevroit de traiter avec moi, lui fai-1 foit encore rechercher tous les movens pour cela, & l'obligeoit même de m'offrir de se promener avec moi dans le Voorhout, & éviter ainsi les difficultez qui se rencontroient dans ma vifite.

qe gd vHfffr Hot

Je lui répondis, que je n'avois rien à dire aux ordres qu'il avoit du Roi fon Maître; mais que s'il faloit discuter sa prétension par l'usage & la pratique qui étoit établie dans toutes les Cours, il ne se trouveroit jamais qu'un Envoyé Extraordinaire, non plus qu'un Résident, dût recevoir la main ni le pas d'un Ambassadeur; que j'en avois ainsi usé en Angleterre avec Friesendorf, qui se disoit, comme lui, Envoyé Extraordinaire de Suéde; & que de plus j'avois mes ordres auxquels je me devois conformer, qui ne me permettoient pas d'accepter un tempérament comme celui qu'il m'osfroit, cela

cela fait il se retira, & je commandai à un Page de le conduire à la chambre de Monsieur d'Arminviliers, sans bouger de la pla-

ce où il m'avoit trouvé.

ons

eur

ui,

1 2.

nus

l'ils

pas

des

ďa.

ffe.

u'il

eur

fai-

nuo

e fe

, &

on-

dire

re;

fion

blie

roit

non

nain

VOIS

orf,

rdi-

mes

ner,

r un

roit,

cela

Depuis, je m'en fuis éclairci avec quelques-uns de l'Etat, sur le traitement qu'il en a reçû. J'ai trouvé qu'il a été distingué en qualité d'Envoyé Extraordinaire des Réfidens, comme le sont tous les Envoyez de Vôtre Majesté, & même ceux des Princes qui ne portent pas Couronne clofe; mais l'on ne demeure pas d'accord que Messieurs les Etats soient convenus de lui retrancher les honneurs accordez, si les Ambassadeurs dans les leurs ne faisoient pas la même distinction. Pour l'exemple de l'Ambassadeur d'Espagne, il est véritable, & Don Esteven de Gamarre en est convenu; mais il a retranché cet honneur, depuis qu'il a sçu que je l'avois refusé. Vôtre Majesté tirera de-là ses conséquences, & verra si cette visite de Downing, que je croi faite avec dessein, n'est point un commencement de Négociation, pour convenir du traitement que je lui ferai, en cas que par la Médiation il foit obligé de se trouver avec moi sur les affaires préfentes.

L'on m'a donné avis qu'il a été fait un Traité en Espagne avec la Compagnie Angloise de Guinée, par lequel cette Compagnie s'oblige de fournir aux Espagnols 800. Négres tous les ans à 400. piéces, les conduire à la Jamaïque, d'où ils Tome II.

doivent être distribuez par les Espagnols dans les habitations voisines, & qu'en cette considération le Commerce est accordé aux Anglois dans quelque partie des Indes.

#### LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 8. Août 1664.

'Avois déja remarqué, comme vous, que le différend fur lequel j'ai offert ma Médiation, n'étant que pour l'intérêt de quelques particuliers, qui n'a pas encore entraîné celui des deux Etats, ni ne peut par conféquent faire tomber en rupture les deux Nations, je ne me trouve pas jusques à présent engagé aux conditions du Traité que j'ai fait avec les Etats; & il est fort vraisemblable que c'est par cette consideration que l'Angleterre se ménage & couvrira ses entreprises du nom des particuliers, pour éviter que je ne m'en mêle d'autre manière qu'en ladite qualité d'Entremetteur. Par cette raifon les Hollandois auroient grand tort, s'il étoit vrai ce que j'ai vû dans les avis de Hollande, qu'ils foient demeurez mal fatisfaits de l'offre de ma Médiation, prétendant que je leur en devois faire une autre de différente nature.

nols ette

rde des.

que 1ć-

de

ore

eut

les

les

ité

ort

le-

u-

u-

U-

et-

u-

ai

nt

na

e-

### LETTRE

## De Mr. de Lionne au Comte d'Eftrades.

Le 8. Août 1664.

Les occupations extraordinant le Lé-a donné la venuë de Monsieur le Lé-Es occupations extraordinaires que nous gat, m'ont rendu par une pure nécessité moins ponctuel à répondre à vos dépêches pendant le féjour qu'il a fait en ce lieu-ci. Il en partit hier comblé, à ce qu'il proteste lui-même, des graces qu'il a reçûes de Sa Majesté de toutes manières. il y arriva, Monsieur fut à sa rencontre à un quart de lieuë, qui étoit la chose du monde qu'il fouhaitoit le plus, & celui en effet de tous les honneurs qu'on lui pouvoit rendre, qu'il avoit le plus d'intérêt de fouhaiter. Sa Majesté a agréé, qu'après l'avoir vû contre la coûtume, il allât faire son Entrée à Paris, où il fera accompagné fous le dais par Monseigneur le Prince & par Monseigneur, & Sa Majesté a surmonté par son autoté les difficultez qui s'étoient mûës touchant l'habit de nos Evêques, & sur le traitement que ledit Sieur Légat fera au Parlement & aux autres Compagnies: je ne vous en dis pas

pas le détail, parce qu'à vôtre égard ce ne font proprement que pures bagatelles, quoique ce soient les plus grandes affaires de la Cour de Rome: outre que, quelque excès qu'il y eût de nôtre part, il n'y sçauroit aller rien du nôtre, pouvant toûjours tout couvrir du prétexte de pieté. Sa Majesté lui a d'ailleurs accordé, que le Pape pût rétablir la garnison qui étoit dans Avignon, bien que par un article secret du Traité de Pise, ce point eût été refervé à la pleine disposition de Sa Majesté. Elle a encore accordé à Son Eminence la grace du Cardinal Imperiali. & que Monsieur Roberti, de la conduite duquel, dans les embarras passez, Sa Majesté n'avoit pas été satisfaite, pût nonobstant cela demeurer Nonce ordinaire en France, après qu'il aura fait sa fonction de Nonce extraordinaire pour les Langes de Monseigneur le Dauphin; & pour conclusion, quand Son Eminence est partie, Sa Majesté l'a envoyé régaler d'une Croix de Diamans de cinquante mille écus; Dom Sigifmond, Neveu du Pape, & un Picolomini, aussi petit-Neveu de Sa Sainteté, de deux boëttes avec le portrait de Sa Majefté enrichi de Diamans, & tous les autres plus confiderables de sa suite ont eu de beaux présens, dont ils témoignent être si satisfaits, qu'ils avouënt eux-mêmes, qu'il n'y a de véritables richesses & magnificences qu'en ce Royaume, ni de grand Roi en toutes choses que le nôtre.

ne loi-

cès ler rir

ail-

la que ce on

à à ce-

on-Sa

n-

ire

on

res

n-

Sa

de

m

:0-

de

ef-

lu-

de

la-

'il

n-

01

Γ.

#### LETTRE

De Mr. de Lionne au Comte d'Estrades.

Le 15. Août 1664.

MOnsieur le Légat sit son Entrée solem-nelle à Paris Samedi dernier, dont vous aurez vû la relation dans les Gazettes. Il a depuis cela, par permission du Roi, donné le Jubilé du mois de Mars dernier à tout le Royaume. Il n'a sejourné à Paris que trois jours après fon Entrée, qu'il a employez à visiter Madame la Duchesse d'Orléans la Douairière, Monseigneur le Prince, Monseigneur le Duc & quelques Princesses, & en est parti Mardi pour se rendre à Lyon par la voye de Troyes & de Dijon, en treize jours de marche. La Maison du Roi l'aura accompagné jusques à Troves, & Monsieur le Duc de Montausier jusques à Lyon, où il le verra embarquer fur le Rhône, pour aller en deux jours à Avignon, dont il a par avance envoyé prendre possession au nom du Pape & du St. Siége, fur les expéditions que Sa Majesté lui en a fait remettre de Fontainebleau, par lesquelles elle revoque les Ar-X 3

Ti

rêts du Parlement de Provence de la réunion de cet Etat à la Couronne.

## LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 18. Septembre 1664.

'Ai eu le tems de visiter les Députez des Villes devant l'ouverture de l'Assemblée, & cela a été assez nécessaire pour les remettre de l'alarme où les avoient jettez certains bruits qui s'étoient repandus en mon absence dans les Provinces. La plûpart étoient persuadez que Vôtre Majesté n'avoit employé sa Médiation ici & en Angleterre que par forme, & pour fatisfaire en apparence à l'obligation du Traité d'Alliance; que son véritable intérêt se trouvoit à fomenter la guerre naissante des Etats avec l'Angleterre, dans la conjoneture prochaine de la mort du Roi d'Espagne, afin de trouver moins d'opposition à recueillir les droits successifs de la Reine dans les Païs-Bas; qu'ainfi les Provinces - Unies ne devoient se promettre aucun secours de Vôtre Majesté sur les différens présens; que d'ailleurs ils étoient avertis qu'il se faifoit

soit en France un Traité de Commerce avec l'Angleterre, qui ne pouvoit être que trop préjudiciable à cet Etat; qu'ils n'en sçavoient pas bien précisément les conditions, mais qu'ils avoient tout sujet d'en

être allarmez.

éü-

les

e,

e-

ez

en

û-

té

en

S-

té

fe

c-

1-

es

10

6-

le

1-

it

Je leur ai fait entendre, que j'avois trop bonne opinion d'eux, pour croire qu'ils fûssent capables de se laisser persuader par les fimples bruits qui couroient fans aucun fondement, que je sçavois d'ailleurs être poussez par les anciens Ennemis de leur repos, la Cabale d'Espagne & celle d'Angleterre, qui les vouloient obliger de fouscrire à toutes les conditions que leur voudroit impofer le Roi d'Angleterre par un Traité, & les aliéner pour cela de toutes les espérances qu'ils pouvoient légitimement fonder sur la France; que jusques à présent Vôtre Majesté avoit fait tout ce à quoi l'engageoit la véritable amitié qu'elle a pour leurs intérêts & l'obligation de fes Traitez; & que je leur rendrois un trèsméchant office, si je lui découvrois qu'ils n'en fussent pas fatisfaits, ou qu'ils euffent conçû la moindre défiance de fa bonne foi.

Qu'à l'égard du Traité d'Angleterre, m'en parlant aussi confusément qu'ils faisoient, & n'ayant rien de positif à m'alléguer pour fonder leurs craintes, je pouvois les assurer qu'elles étoient mal conçues & inspirées par les artifices de leurs envieux; que Vôtre Majesté travailloit à renouveller l'Al-

X 4 liance

Po

Na

que

n'e

ilf

le

tu

ou

fai

M

fu

til

q

re

f

C

C

liance de cette Couronne, comme ils avoient fait la leur; qu'ils pouvoient se souvenir, que leur ayant été offert d'entrer dans celle qui se sit avec eux en 1662, Elle témoigna en vouloir une séparée, laquelle se traite à présent, mais sans aucun préjudice de leurs intérêts dans le Commerce.

Ce discours les a un peu rassirez, mais ne les empêche pas de défirer quelque chofe de Vôtre Majesté au de-là de ce qu'Elle a fait auprès du Roi d'Angleterre. J'ai même pénétré, dans l'entretien que j'ai eu avec eux, que Monsieur de Wit m'en devoit faire la proposition. Si bien que l'ayant vû le 17. il me tint les mêmes discours que j'avois déja entendus de la plupart des Députez des Villes, & me débita ces bruits, non pas comme en étant persuadé, mais comme un poison qui se glissoit dans l'esprit des peuples, dont les mieux fensez ne pouvoient pas être les maîtres, & qu'il condamnoit tout le prémier, comme contraires aux marques de l'amitié fincére & de la bonne foi qu'ils ont reconnuë en Vôtre Majesté par les offres de sa Médiation; mais qu'ils auroient à désirer, pour en rendre tout le monde perfuadé, qu'Elle eût la bonté de faire entendre au Roi d'Angleterre, qu'ayant été informé par Messieurs les Etats, ou par mes Lettres, des plaintes qu'ils font des entreprises passées en Guinée, Elle auroit vû qu'ils content pour cela la prife des Forts ils

fe

rer

lle

lle

ré-

er-

ais

0-

le

ê-

u

-

le

23

la

e

Ports de Cabourt & Toracy & dequelques Navires; que comme Sa Majesté Britannique a témoigné par toutes ces apparences n'en rien sçavoir, & être portée à la paix, il sembleroit à Vôtre Majesté, que le moyen le plus prompt d'y parvenir feroit de restituer ledit Fort & les Navires, supposé qu'ils ayent été pris, & qu'elle voulût bien faire quelques instances pour cela; que Messieurs les Etats étoient si bien perfuadez que leurs intérêts lui font chers, & que par les sentimens qui lui sont naturels, elle en prendra la conservation, qu'ils se trouvent tous disposez à les y remettre entiérement, & à se sonmettre à fon jugement, ou à celui de fon Parlement de Paris, ou de tels Commissaires qu'elle voudra nommer sur la difficulté qui se trouve dans l'explication des mots, litem inceptam prosequi, contenus dans le 15. Article du Traité de l'Angleterre avec les Etats, où est tout le nœud de la principale contestation; qu'ils ne peuvent éviter la guerre dont ils sont ménacez que par là; & qu'en cas que l'intervention de Vôtre Majesté, appuyée des grandes raisons dont elle pourra être soutenue, ne produise pas auprès du Roi d'Angleterre le bon effet que raisonnablement ils en devoient attendre, du moins ils justifieront par-là à toute la Chrêtienté, qu'il leur suscite une guerre de gayeté de cœur, & songeront ainsi à la repousser, sans être blâmez de per-X 5

fonne, par tous les moyens que Dieu

po

ai

la

leur a mis en main.

Je répondis à cette proposition de Monsieur de Wit, que déja, par les offices qu'avoit fait Monsieur de Comminges, & la manière dont le Roi d'Angleterre y avoit répondu, Vôtre Majesté avoit lieu de croire, qu'il se trouvoit engagé à vouloir la guerre par l'intérêt de ses peuples, & la forte passion avec laquelle ils avoient témoigné la désirer par les instances qu'ils en avoient faites au Parlement; qu'après cela je jugeois, que mal-aifément il pouvoit se dispenser de la pousser, la dépense s'en trouvant presque faite, & qu'ainsi c'étoit en quelque façon commettre Vôtre Majesté, de l'engager à de nouvelles instances; que néanmoins, comme je connoissois ses sentimens portez au bien de cet Etat, je ne me défendois pas de lui en écrire; mais que, si le Roi d'Angleterre étoit en volonté de les éluder, comme il avoit fait jusques ici, il en trouveroit mille movens dont elle ne pourroit pas se plaindre avec raifon.

Il me remit encore sur le même discours dont il avoit entretenu le Sieur Batailler au sujet du Projet, & je coupai courtsur cette matière, en lui faisant entendre, que c'étoit une proposition prématurée, & qu'il seroit assez tems d'en régler les conditions à l'ouverture de la succession de la Reine; que je lui avois amplement déduit les raisons qu'avoit Vôtre Majesté

Majesté d'en user ainsi; que cependant je pouvois lui répondre, qu'elle ne refuseroit aucune des propositions raisonnables que Messieurs les Etats désiroient d'elle pour la sûreté de leurs frontières, & les autres avantages qui pourroient regarder l'affer-

missement de leur Etat.

ieu

on-

ces

es,

ieu

ou-

es,

ent

en

ela

fe

en

en

é,

ue

n-

ne

ais

n-

ıf-

ns

ec

rs

er

Ir

,

S

n

-

C'est maintenant à Vôtre Majesté, à voir si ses intérêts se rencontrent à donner des affaires à ces gens-ci, & s'il lui convient de les trouver occupez à une guerre comme celle d'Angleterre, lorfqu'elle aura des prétensions à disputer dans leur Voisinage. En ce cas elle peut trouver les moyens de laisser aller le cours des affaires, & paroître pourtant faire ce à quoi l'oblige la foi des derniers Traitez; & pour cela je pense que, pour ne les laisser pas fortifier dans leurs foupcons, elle peut fans danger leur accorder quelque chose de ce qu'ils lui demandent, dans l'apparence qu'il y a que cela ne produira rien, & n'interrompra pas le cours d'une guerre forcée, que l'intérêt & l'animosité forment plûtôt que la justice.

J'envoye à Vôtre Majesté les Mémoires généraux des demandes réciproques des deux Nations, la Réponse du Roi d'Angleterre à celles de l'Ambassadeur van Goch, & un Mémoire présenté par Downing à Messieurs les Etats, dont le méchant François & le galimatias fatigueront assurément celui X 6

qui voudra prendre la peine d'en faire

fair

fem

cha

per

le

tol

ou

1110

fri gr

le

6

la lecture.

. . . . . . . . . . . . .

Parmi les préparatifs que font Messieurs les Etats pour cette guerre, il y en a un fort remarquable, c'est la levée de 8000. Matelots, qui serviront de soldats en cas de besoin dans les Places & sur les Vaisseaux, & ce sera un Corps qui pourra remplacer le Corps Anglois qu'il faudra qu'ils licentient, en cas que les affaires viennent à une rupture déclarée.

## LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 25. Septembre 1664.

PAr les Résolutions que prirent, il y a fix jours, Messieurs les Etats sur les affaires d'Angleterre, il sut dit, que Monsieur Downing seroit convié de produire les preuves des plaintes, faites par le Roi d'Angleterre contre le Général Hollandois dans la Guinée; afin que, s'il se trouvoit que ce Général se sui mal comporté contre les Anglois, l'Etat se chargeât de la réparation qui pourroit être légitimement dûë. A cela Downing a répondu, qu'il n'avoit pas encore reçû les preuves, mais qu'il les attendoit.

ire

un

0.

as if-

ra

ra

1

e

i

s e Il n'a été rien résolu par les Commissaisaires, dans l'Assemblée qui s'est faite la semaine passée sur ces affaires, mais la prochaine pourra résoudre quelque chose. Cependant Downing continue de dire, que le Roi son Mastre n'est point satisfait de tout ce que Messieurs les Etats ont allégué, ou pourront alleguer, sur l'explication des mots litem inceptam prosequi, au sujet du différend des deux Vaisseaux Bonne Espérance, & bonne Avanture, & qu'il ne souffrira point qu'un tiers soit Juge de leur signification.

Les Lettres d'Angleterre portent, que le Roi a dit à l'Ambassadeur van Goch, qu'il n'étoit point satisfait du procédé de Messieurs les Etats; qu'il envoyeroit un bon nombre de Vaisseaux sur les Côtes de Guinée, & que six mois après l'on pouvoit s'assurer qu'il porteroit la guerre en Europe; & le Duc d'York s'est vanté à lui-même, que l'année prochaine il commanderoit en personne la Flote, & désendroit

ainsi les droits de sa Nation.

L'Armée Navale de cet Etat s'est rendué par son ordre devant Guinée. L'on délibere présentement, si on lui fera encore tenir la mer, ou rentrer dans les Ports, parce qu'à la fin de ce mois elle commencera à manquer de vivres. Il est encore incertain si les Vaisseaux de l'Etat agiront comme un secours donné à la Compagnie; cependant les préparatifs faits pour cela continuent, & les huit mille Matelois de le-

vée doivent être repartis dans les 80. Compagnies d'Infanterie de la Nation, & sur les autres Corps on prend trois hommes par Compagnie, pour servir à cette expédition.

Il y a nouvelle ici que les Anglois ont pris une place dans l'Amerique, appellée

la Longue Isle.

Pendant que Messieurs les Etats se trouvent ainsi occupez, il n'y a pas d'apparence qu'ils écoutent les propositions de Gamarre, & j'ai répondu si brusquement à Monsieur de Wit sur cette matière, quand il a voulu l'entamer, que je suis assuré qu'il ne me tâtera plus là-dessus, & Vôtre Majesté n'en doit être nullement en peine.

Bien loin qu'Annibal Sexter prenne occasion du séjour qu'a fait ici sa semme, pour y faire un voyage, & éclairer ainsi de plus près tous les mouvemens des différens de cet Etat avec l'Angleterre, il n'est fait nulle mention qu'il y doive venir. Sa semme même le va trouver dans huit ou dix jours, & lorsque Monsieur de Wit a voulu faire entendre le contraire au Sieur Batailler, ç'a été pour lui en faire tirer des conséquences qui allassent à l'avantage des affaires de Messieurs les Etats.

La Province de Zélande s'est jusqu'à présent préservée de la peste par son bon ordre. Elle tient encore à présent à l'entrée de la Meuse des Vaisseaux de guerre, qui désendent l'abord dans leurs Ports aux autres Provinces; mais j'estime que la pré-

cau-

cal

VO

00

èti

pa

tre

fa

[ 495 ]

om-

x fur

imes

xpé-

Ont

ellée

rou-

ren-Gant à

and fûré ôtre ine.

ocour

de fait

em-

dix

ulu

ail-

on-

af-

u'à

on

en-

e,

ux

ré-

111

caution qu'a pris Vôtre Majesté d'y envoyer Monsieur Nacquart, étoit nécessaire pour empêcher les fraudes qui pouvoient être pratiquées entre les Marchands, qui par intelligence pouvoient étendre aux autres Provinces, la grace qu'elle entend faire à la Zélande seule.

### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi

Le 2 Octobre 1664.

L'A Lettre que j'ai reçû de Vôtre Majef-té a rassûré Monsieur de Wit sur les alarmes qu'il avoit conçûës du Traité d'Angleterre, & lui a donné moyen de remettre les esprits des principaux de l'Etat, qui en avoient pris de la défiance. Comme elle explique fort obligeamment ses intentions fur ce fujet, j'ai crû la lui devoir communiquer, pour lui donner ainsi une nouvelle marque de confiance, & m'attirer la sienne de plus en plus. Il m'a paru senfiblement touché de la manière dont Vôtre Majesté a trouvé à propos de faire passer ses offices auprès du Roi d'Angleterre au sujet des différens de Guinée, & il estime qu'il y a lieu d'en attendre un bon fuc-

mie

Etal

les

d'eu

ven

ainf

Ils

Gu

fair

Mo

pag

rin

CO

qu

&

cès, & par la considération de son entremise, & parce que le Roi d'Angleterre ne peut alléguer d'autres raisons de l'insulte qui a été faite aux Forts de Cabo Vert, Socorani & aux Vaisseaux de la Compagnie des petites Indes, que les torts & dommages que prétendent avoir reçû d'elle ses Sujets dans ces Côtes, par lesquels elle s'est attiré cette irruption, & que jusques à ce qu'ils foient connus & reparez, il ne peut ordonner aucune restitution; auquel cas Vôtre Majesté s'engageant de procurer auprès de Messieurs les Etats la réparation desdits torts quand ils seront pleinement justifiez, & donnant sa parole Royale pour cela, il sembleroit que ledit Roi ne pourroit se défendre en justice de convenir de ladite restitution, & Vôtre Majesté pourroit employer pour raison de la bonne disposition, où sont lesdits Etats, de le satisfaire. là-dessus, vû les offres qu'ils font déja par leur Résolutions des 18. & 25. Septembre, de payer les pertes qu'ont fouffert cinq Vaisseaux Anglois, pour avoir été empêchez dans leur Commerce dans les grandes & petites Indes, ainsi qu'elle le verra dans les Mémoires que m'a communiquez Monsieur de Wit, & que je lui envoye. C'est ce qu'il désiroit présentement de Votre Majesté, & je me suis chargé de le lui faire sçavoir. Elle verra mieux que personne, si ces nouvelles instances conviennent à ses intérêts, & elle ne manquera pas de remarquer, que par ce prémier [ 497 ]

ntre-

e ne

ulte

So-

gnie

ma-

fes

s'est

ce

eut

cas:

au-

ion

ent

our

ur-

de

oit

ofiire oar re,

nq nera nine-

rix es né-

CI

mier relâchement que font Messieurs les Etats, ils semblent infensiblement donner les mains à ce que les Anglois ont défiré d'eux en leur faisant cette querelle, & convenir presque d'en fortir pour de l'argent, ainsi que Downing se l'est toûjours proposé. Ils ne laissent pas de disposer leur Flote de Guinée à partir au prémier jour, & de la faire escorter par celle que commande Monfieur d'Obdam jusqu'à la Côte d'Espagne; ils ajoûtent au vieil état de la Maine vingt nouveaux Navires qu'ils font, construire, dont le moindre sera de 60 piéces de Canon, & qui feront prêts dans quatre mois, le fonds état faint pour cela, & l'imposition du deux-centième dénier, qui se levoit du tems de la guerre contre l'Espagne, ayant été résoluë.



add sands a

## LETTRE

vo

ço

vo fe

8

1

Du Roi à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

### Le 3. Octobre 1664.

Rès-chers grands Amis, Alliez & Confédérez, par la facilité avec laquelle nous avons consenti que la Province de Zélande, qui se trouve libre & exempte du mal contagieux dont il a plû à Dieu d'affliger la plupart de vos autres Provinces, continuât son Commerce en France avec nos sujets, & que tous les Vaisseaux qui en partiront soient reçûs dans nos Ports & Havres, fuivant les conditions qui ont été ajustées fur les lieux avec le Sieur Hacart; il vous sera aisé de connoître, que nous désirons sincérement de vous donner en toutes rencontres des marques de nôtre bonne volonté, & que nous aurions eu beaucoup de joye, d'être en état de pouvoir accorder la même liberté à vos autres Provinces: mais le foin que nous fommes obligez de prendre de la confervation de nos Sujets, ne nous permettant pas de rien changer ni alterer aux précautions que nos Cours de Parlement, par nôtre ordre, ont estimé à propos de prendre pour les préserver de ce sléau; nous avons voulu vous témoigner par cette Lettre, que c'est avec beaucoup de déplaisir que nous exerçons cette rigueur, & que nous faisons des vœux continuels à Dieu, asin qu'il lui plaise de nous donner les moyens de la faire cesser, par le rétablissement de la santé dans vos Provinces, priant sur ce Dieu, qu'il vous ait, très chers grands Amis, Alliez & Confédérez, en sa sainte & digne garde. Ecrit en nôtre Château de Vincennes, le troisième jour d'Octobre 1664.

Vôtre bon Ami, Allié & Confédéré, LOUIS.

DE LIONNE.

La superscription étoit,

A nos très-chers grands Amis, Alliez & Confédérez, les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.



LET-

Géné. Païs.

Conquelle ce de mpte Dieu

ovinrance

Ports ont Haque

nner nôtre s eu pou-

mes de rien que

dre,

#### LETTRE

éi

ét

G

m

te

m

e

8

la

re

&

la

al

tr

te

la

fa

d

C

à

te

je

te

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 9. Octobre 1664.

TE rendis Monsieur de Wit tellement satisfait des bonnes intentions de Vôtre Majesté au sujet des différens d'Angleterre, en lui faisant voir, il y a huit jours, la manière obligeante dont Elle m'en écrivoit par fa Lettre du 26. du mois passé, qu'il n'étoit pas nécessaire que j'ajoûtasfe de nouveaux offices pour l'en rendre mieux persuadé. Néanmoins, pour satisfaire à l'ordre que m'en donne Vôtre Majesté par sa derniére dépêche, je n'ai pas laisséde l'affûrer, que Monsieur de Comminges avoit reçû des ordres très-exprès, de s'employer auprès du Roi d'Angleterre pour la restitution des Forts de Guinée, & des Vaiffeaux apartenant à la Compagnie des petites Indes; si bien que, dans le rapport qu'il en a fait à Messieurs les Etats Généraux, il a été chargé de m'en témoigner leur reconnoissance, & l'espérance où ils sont que par cette voye leurs différens se pourront terminer amiablement. Downing même depuis quelques jours à radouci ses Mémoires, & demandé d'entrer en matière avec les

501 les Commissaires, sur les offres qui lui ont été faites de venir à un dédommagement des cinq Vaisseaux dont le Commerce a été interrompu dans les Indes par les Hollandois: mais au même tems que les Etats Généraux se louënt du procedé honnête & obligeant de Vôtre Majesté sur cette matière, ceux de Hollande m'ont fait entendre par le même Monsieur de Wit, le préjudice que reçoit leur Province du refus qui leur est fait de continuër leur Commerce en France sous la précaution de la quarantaine, & que cette surséance de tout Commerce est une rigueur qui n'est point exercée sur eux en Espagne, en Italie, en Angleterre, ni chez aucune autre Nation: & comme en même tems Vôtre Majesté le permet entier, ou avec peu de restriction à la Zélande, quelques-uns en veulent induire, qu'elle a eu dessein en cela de favoriser & s'acquérir cette Province, de mortifier la Hollande, de donner de la jalousie aux autres, & de causer ainsi de la division entr'elles. Ils vont même jusques-là, de soûtenir que la Zélande n'a pû se séparer de la Généralité dans la demande qu'elle a faite de cette grace, fans blesser l'Union; & comme l'intérêt est la partie sensible de ces Peuples, ils paroissent fort échauffez à désirer, qu'il ne soit pas blessé par une interdiction qui leur semble rigoureuse, & je suis prié d'en écrire en ce sens à Vôtre Majesté; mais devant, je leur ai fait entendre, qu'elle n'agissoit dans cette rencontre qu'a-

e-

s,

11-

ě,

ıf-

re

re

îté

de

oit

rer

ti-

if-

ti-

ı'il

IX,

re-

que

ont

me

01-

vec

les

[ 502 ]

qu'avec cet esprit de bonté qui la fait veil. ler en toutes occasions à la conservation de ses Peuples, & qu'elle ne cherchoit par cette interdiction qu'à les garantir du fléau qui affligeoit les Provinces; que si la Zélande en avoit été atteinte, elle y auroit été comprise comme les autres, & qu'en cela elle n'exerçoit fur elles que la même rigueur qu'elle faisoit exercer présentement sur Toulon, à l'égard du reste du Royaume (depuis que cette Ville se trouvoit affligée de ce mal) par une précaution nécessaire, & que sa conduite sincére & obligeante à l'égard de tout l'Etat, & l'affection avec laquelle Vôtre Majesté entroit dans leurs intérêts, devoient être une puissante raison pour rassurer les esprits contre les méchantes explications que l'on vouloit donner à fon procédé. Elle jugera mieux que moi de la force de ces raisons, & verra s'il n'y a point d'inconvénient de leur accorder leur demande. Tout ce que je puis dire là-dessus, c'est que le mal est diminué à Amsterdam la semaine passée, que le nombre des morts ne va qu'à 700., que dans les autres Villes, jusques à la Haye, il y a aussi une diminution considérable, & que l'on espére que dans deux mois il y aura une cessation générale.

La Flote destinée pour la Guinée n'attend que le vent pour partir, & Monsieur d'Obdam est toujours chargé de l'escorter jusques aux côtes d'Espagne. L'Assemblée

e

de

m

la

vi

de

J

de

lui

Bre

&

iets

mai

de

que

Étai

fix

pêcl

Vou

& lu

voir

forte

[ 503 ]

n

ar du

fi u-&

la réste

fe réfinat,

esté être es-

que

Elle

ces

vé-

nde.

c'est

fe-

s ne

les,

imi-

que

tion

n'at-

fieur

orter

iblée

de

de Hollande, qui devoit se séparer cette semaine, est continuée encore jusqu'à la fin de la prochaine. Quelques Villes de cette Province se sont opposées au deux-centiéme dénier, dont la levée avoit été resoluë.

#### LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 10. Octobre 1654.

l'Ai reçû vôtre Lettre du 2. de ce mois. le n'ai point encore d'avis de ce qui se fera passé à Londres lorsque le Sieur de Comminges aura exécuté l'ordre que je lui ai donné de parler au Roi de la Grande Bretagne de la restitution du Cap Verd, & des Navires Hollandois pris par fes Sujets en la Côte de Guinée. Je lui ferai maintenant une recharge, en conformité de vôtre derniére Lettre, sur l'occasion que m'en donnent les nouvelles offres des Etats, de payer les pertes qu'on souffert fix Vaisseaux Anglois, pour avoir été empêchez dans leur Commerce des Indes. Vous en pouvez affûrer le Sieur de Wit, & lui dire, que j'ai beaucoup de joye de voir que les choses se disposent de cette forte à l'accommodement.

LET-

de bi

di fo pi

ro le le le

10

te

n

q

a

f

fi

fe

ti

p

P

q

oà

n

C

9

1

C

#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 16. Octobre 1664.

Da Res as Comste all Es derniéres Lettres que j'ai reçûes de Vôtre Majesté du 10. de ce mois m'ont donné lieu de voir Monsieur de Wit, pour lui faire connoître qu'elle ne perd aucune occasion de s'employer auprès du Roi d'Angleterre pour le portet à un accommodement, par la résolution qu'elle a prise d'envoyer ses ordres à Monfieur de Comminges, afin qu'il fasse valoir la justice & l'honnêteté du procédé de Messieurs les Etats, sur les offres qu'ils font de payer les pertes fouffertes par les cinq Vaisseaux Anglois qui prétendent avoir été empêchez dans leur Commerce des Indes; & comme j'ai accompagné ces démonstrations officieuses de l'affection de Vôtre Majesté, des assurances qu'elle me charge de donner au Sieur de Wit; qu'elle a beaucoup de joye de voir les choses dans une si bonne disposition, il m'a fait entendre, que comme Messieurs les Etats se sentoient infiniment obligez à tant [ 505 ]

de marques de sa bonté Royale, ils étoient bien marris de remarquer par la conduite du Roi d'Angleterre, qu'elles ne produisoient aucun effet dans son esprit qui leur put faire espérer que leurs différens finiront par une paix; qu'ils avoient avis que les Anglois avoient encore pris en Guinée le Fort de Capo Verd, & qu'ils continuoient leurs hostilitez sur toute cette Côte; que lorsque leur Ambassadeur avoit fait ses plaintes au Roi d'Angleterre de la prise de Cabo Verd, il avoit répondu comme celui qui n'avoit nulle part à cette action, & comme si elle avoit été commife par la feule Compagnie Angloife, bien que ses Vaisseaux de Guerre fussent partis avec fon pavillon; que depuis il s'étoit formalisé de l'armement que faisoient Messieurs les Etats, & avoit fait connoître, que se sentant par-là obligé d'armer de son côté, il les prenoit pour les aggresseurs, & prétendoit un dédommagement de la dépense où il avoit été constitué pour cela: que tout ce procédé faisoit voir l'intention où il étoit, de faire produire une guerre à des différens particuliers, qui naturellement devoient être terminez par une justice réglée, ou par des arbitres convenus; qu'ils offroient de nouveau de soûmettre l'explication des mots, litem inceptam prosequi, au jugement de quelque Parlement de France, ou de la Chambre de Spire, ou à celui de toutes personnes desintéreslées: qu'après toutes ces avances d'honnê-Tome II. teté

ois

de

ne

au-

rter

ion

on-

loir

de

u'ils

par

dent

erce

ces

n de

'elle

Vit,

cho-

m'a

s les

tant

de

teté que faisoient Messieurs les Etats pour parvenir à un bon accommodement, & les offices que Vôtre Majesté faisoit passer par son Ambassadeur à ce dessein, s'ils n'étoient pas reçûs, ils justificient à toute la Chrêtienté la justice de leur procedé, & qu'ils attendent que Vôtre Majesté, suivant l'engagement de ses derniers Traitez & de la garantie convenue, se verra obligée d'en-

n

V

V

po

Va

trer avec eux dans cette guerre.

Je lui ai répondu, qu'il faloit attendre l'effet que produiroient les nouvelles instances de Mr. de Comminges, devant que de se persuader que le Roi d'Angleterre voulût venir avec eux à une rupture formelle: que Vôtre Majesté ne manqueroit jamais à l'obligation de ses Traitez avec aucun de ses Aliez, mais principalement avec Messieurs les Etats, qui lui étoient les plus chers de tous; mais que le tems n'étoit pas encore venu de demander l'effet de la garantie; qu'il pouvoit se souvenir que le Traité expliquoit cette garantie sur les droits qui pouvoient être contestez en Europe; que jusqu'à présent tous les différens qui avoient paru entre eux & l'Angleterre, ne regardoient que les déprédations & les troubles au Commerce qui se faisoit hors de l'Europe, au dedans de laquelle ils ne pouvoient convaincre les Anglois d'avoir commis aucune hostilité, en vertu de laquelle ils fûssent en droit de demander l'effet de ladite garantie. De cette façon je sis convenir Monsieur de Wit de

la force & des conditions de cette garantie, & du tems auquel Messieurs les Etats la pouvoient demander; & je m'aperçois que tout leur but est de rendre Vôtre Majesté arbitre de leurs différens, de l'engager à négocier pour cela si bien avec le Roi d'Angleterre qu'il en convienne luimême: je croirois même, que, comme ils ne veulent pas la guerre, ils ne cherchent qu'un moyen honnête de faire la paix, & de donner presque ce qu'on leur demande. en fauvant l'honneur & la réputation de l'Etat, & qu'ils consentiroient de s'y soûmettre, si Vôtre Majesté les y avoit condamnez. Ce seroit assurément une occasion glorieuse pour Elle de paroître, & donner la paix à deux puissans Voisins, si elle trouvoit les dispositions nécessaires à la recevoir en Angleterre, comme elle les trouve en ces gens - ci.

.

e

-

it

C

ıt

it

18

10

es

u-

é-

nafe
lales
é
, de
etVit
de

La Flote a pris de nouvelles victuailles à Goerée, & attend toûjours le vent bon pour passer en Guinée, & doit prendre la route de la Manche pour cela. L'on travaille à la construction de vingt navires de guerre, & à la fonte de leur artillerie.



LET-

#### LETTRE

## Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 17. Octobre 1664.

TL me mande là-dessus qu'il a dit au Roi, qu'à présent qu'on ne pouvoit plus douter desdites prises, & que par conséquent il pouvoit se déclarer, s'il avoit sincérement envie de les remettre & de les rendre, ainsi qu'il l'avoit laissé espérer à l'Ambassadeur de Hollande; que cette Déclaration m'avoit toûjours paru un bon & fûr moyen pour faire l'accommodement, les autres différens ne consistant qu'en quelques dédommagemens de Vaisseaux pris de part & d'autre, & qu'il sembloit que Dieu fournisfoit ce moyen aux parties, & à ceux qui ne fouhaitoient que la paix, pour entrer dans une véritable & fincére Négociation, & faire cesser les apprêts, qui étoient si confiderables de part & d'autre que tout étoit à craindre. Il a ajoûté, qu'ayant ordre de moi de profiter de toutes les occafions qui pourroient servir à un accommodement, il embrassoit celle-là pour lui dire, que j'étois toûjours dans les mêmes sentimens d'offrir ma Médiation, dont il n'avoit THE

n'avoit cessé les offres qu'en conséquence de la réponse qu'on lui fit la première fois qu'il l'avoit offerte, sans autre intention que

celle de la paix.

Le Roi de la Grande Bretagne a répondu, que jamais il ne feroit difficulté de remettre ses intérêts & ceux de la Nation entre mes mains, & que s'il n'avoit pas accepté formellement ma Médiation, c'est que véritablement il n'avoit pas crû que l'on en vînt à une rupture; mais que préfentement, qu'il sçavoit de bonne part que l'Ambassadeur des Etats lui devoit déclarer, que la Flote de Guinée étoit prête à partir fous l'escorte du Sieur d'Obdam au travers de la Manche, il ne pouvoit s'empêcher, fans préjudicier à sa Dignité & à son honneur, de se servir des moyens que Dieu lui avoit mis en main pour empêcher le progrès de leurs injustes desseins; qu'il étoit perfuadé que je n'y trouverois rien à redire quand je voudrois juger des fentimens d'autrui par les miens propres. Quant à la proposition de rendre les Forts & les Navires, il ne s'est point expliqué autrement de son intention. On verra s'il s'en ouvrira davantage à la feconde recherche que ledit Sieur de Comminges a ordre de faire, comme je vous l'ai marqué par ma derniére dépêche.

#### LETTRE

### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 23. Octobre 1664.

PAr les trois derniéres Lettres contenues dans la dépêche de Vôtre Majesté du 17. de ce mois, j'ai vû la réponse qu'a fait le Roi d'Angleterre aux instances de Monsieur de Comminges; & en ayant informé Monsieur de Wit, je l'ai confirmé dans l'opinion où il est, qu'elle ne perd aucune occasion de donner des marques de son amitié à Messieurs les Etats, & qu'elle désire, avec tous les sentimens d'un bon Allié, de divertir la guerre dont ils sont ménacez. Mais en même tems il est perfuadé, & par cette réponse, & par les avis que donne l'Ambassadeur van Goch, que le Roi d'Angleterre est éloigné de tout accommodement; & en se préparant à tous les évenemens fâcheux que peut entraîner une rupture, il ne laisse pas de souhaiter que Vôtre Majesté ne se rebute pas de ses offices, & il se flatte que peut être à la fin, les Ministres d'Angleterre se trouvant pressez par les offres qu'elle fera de procurer une juste réparation de toutes les pertes qui causent les différens présens, ils

ne pourront se défendre de les accepter: & comme elle aura vû par ma derniére dépêche, que dans la forte passion où sont Messieurs les Etats d'éviter cette guerre, ils passeroient volontiers condamnation sur quantité de chefs, même contestables, par la Médiation de Vôtre Majesté; je m'appercois encore aujourd'hui, que, pourvû que les Forts & Vaisseaux qui leur ont été enlevez en Guinée leur soient restituez, ils foûmettront aveuglément au jugement de Vôtre Majesté toutes les autres prétensions, même le dédommagement qu'ils ont droit de prétendre pour la dégradation desdits Forts, enlevement de Marchandifes, Artillerie, & autres pertes fouffertes en cette occasion: si bien qu'il se pourroit faire que la restitution desdits Forts & Vaisseaux étant assurée, les Anglois sortiroient avantageusement de toutes les demandes qu'ils ont faites, toucheroient de l'argent, comme ils l'ont prétendu, pour le dédommagement des pertes dont ils se plaignent, & que l'on se soûmettroit ici à ces conditions par déférence à la Médiation de Vôtre Majesté; & l'on ne s'éloigneroit pas de lui en donner des assurances de la part de Messieurs les Etats, si l'Angleterre s'étoit laissé entendre qu'elle voulut bien l'accepter; c'est ce que j'ai représenté dans une longue conversation que j'ai euë avec Monsieur de Wit, sur quoi Vôtre Majesté fera ses judicieuses réflexions.

lu

'a

de

n-

né

rd

es

å

ın

nt

r.

is

1e

ut

us

er

er

le

à

nt

0-

es

ils

10

Y 4

La

La Flote de Guinée, au nombre de 16. Vaisseaux, se trouve à la veille de partir, le vent étant bon pour cela. Elle sera escortée jusques à la Côte d'Espagne par celle que commande Monsieur d'Obdam, de 27. gros Navires de guerre, & qui doit

6

passer par la Manche.

Le bruit court ici, que les Ministres d'Espagne ont obligé l'Empereur de précipiter la paix avec le Turc, pour lui faire conclure fon mariage avec l'Infante, fans la ceffion des Païs-Bas, & que l'Archiduc d'Inspruck y vient commander; & un de mes amis particuliers du Corps des Etats m'a averti, que l'Electeur de Brandebourg a pris de grandes & étroites liaisons avec l'Empereur, où entrent toute la Maison d'Orange & les gens de sa cabale; qu'il a ménagé pour cela le mariage de la jeune Princesse avec cet Archiduc; que les conditions pour la Réligion font réglées, suivant lesquelles il lui est permis d'avoir un Ministre sous le nom de Valet de Chambre, & deux femmes de sa Réligion, dont l'exercice se fera dans son apartement; & fur ce plan Friquet & Richard se promenent dans les Villes & cabalent à la Haye, pour infinuer dans les esprits la grandeur de la Maison d'Autriche, en éxagérant que l'Empereur se voit par cette paix une Armée de cinquante-mille hommes à fa difposition, sans aucune dépendance des Princes d'Allemagne, & tâchent d'en faire concevoir de la crainte, pour porter les ľ

t

.

n

a

e

i-

n

1-

nt

2-

e,

11

nt

e

ſ-

1-

re

25

1-

Peuples de ces Provinces, & par le voisinage des Païs-Bas, & le moyen qu'il aura de les proteger contre les desseins ambitieux de Vôtre Majesté, à s'éloigner d'Elle, & prendre des engagemens avec l'Empire pour leur conservation particulière. C'est la manière en ce païs plus que dans les autres, où les résolutions se prennent avec longueur, d'agir avec ces voyes d'infinuation, semer & répandre des bruits qui frappent les esprits avant que de les émouvoir. & après on se sert des occasions que fournit le tems pour leur faire produire l'effet que l'on s'en est proposé. Comme ces desseins vont directement à détruire le Gouvernement présent, & par conséquent toute l'autorité de Monsieur de Wit, j'ai pris occasion dans ma derniére conférence, de lui toucher un mot en termes généraux de la pratique de ces deux Ministres de la Maison d'Autriche, & des avis que j'avois qu'ils tramoient quelque chose dont j'étois en peine. Il me répondit, sans s'ouvrir aussi, qu'ils avoient des desseins qui ne réuffiroient pas, & auxquels il sçauroit bien remédier. Je ne voulus pas le presser davantage, de crainte qu'il ne s'apercût que le fecret m'avoit été communiqué par un de ses amis, qui est aussi le mien. Vôtre Majesté pourra d'ailleurs être informée de la conduite de l'Electeur de Brandebourg, pour juger s'il est capable d'avoir fait un pas comme celui-là, & juger mieux que moi de quelle conséquence il est à ses in-Y 5 te-

[ 514 ]

térêts: ce qui me paroît de plus important à sçavoir, c'est si l'Angleterre ne sera point entrasnée dans cette liaison, par l'espérance du rétablissement du Prince d'Orange; ce que je tâcherai de découvrir.

#### LETTRE

### Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 24. Octobre 1664.

'Ai été bien aise d'apprendre par vôtre derniére dépêche du 16., que le Sieur de Wit vous ait témoigné, que les Etats Généraux se sentoient infiniment obligez des preuves que je leur donne de ma bonne volonté, par les ordres que j'envoye continuellement au Sieur de Comminges pour disposer le Roi d'Angleterre à un accommodement; & vous pouvez l'assurer, que je ne me lasserai point d'y agir avec grande chaleur & fincérité, quoique jusques ici mes offres n'ayent pas produit l'effet que j'aurois souhaité. Ledit Sieur de Comminges au contraire me donne avis, qu'il a été tenu un grand Conseil, où l'on prétend que d'un commun consentement il à été résolu, que l'on feroit incessamment ıt

ts

1-

e

n

& fortement la guerre aux Hollandois. jusqu'à ce qu'ils eussent satisfait aux Griefs & pertes qu'ils ont fait fouffrir à la Nation. & que le Duc d'York avoit offert en cette occasion son service, qui avoit été accepté. J'ai vû l'offre qu'ont fait les Etats de foûmettre l'explication des mots litem inceptam prosequi, au jugement de quelque Parlement de France, ou de la Chambre de Spire. C'est sans doute une grande avance pour la paix, & particuliérement iointe avec la précedente, de dédommager les cinq Vaisseaux Anglois des pertes qu'ons leur a fait souffrir en leur Commerce. Mais le nœud de l'affaire ne confiste pas en cela, & je croi même que les Anglois ont affez de répugnance à entrer en guerre, pour s'accommoder affez aifément sur tout ce qui regarde de part & d'autre des prises de Navires & des dédommagemens réciproques, foit par une foumission à des Arbitres, quoiqu'ils ne l'ayent point jusques ici voulu déclarer, soit par la voye de Négociation entre les Ministres des deux Etats; mais ils s'expliquent de ne vouloir point d'accord fur les points particuliers, que tous les différens ne s'ajustent en même tems, & la question principale est la possession de la Guinée, dont aucune des Parties ne fe voudra relâcher. C'est pourquoi, quand vous me mandez qu'il vous femble avoir reconnu que les Etats ne cherchent qu'un moyen honnête de faire la paix, & de: donner presque ce qu'on leur demande, en Y. 6. lau-

fauvant l'honneur & la réputation de l'Etat, & qu'ils consentiroient de s'y soûmettre si je les avois condamnez; il est nécessaire que vous me marquiez précisément, si vous estimez que l'Etat soit aussi bien dans cette disposition pour ce qui regarde la possession de ladite Côte de Guinée, & l'abandonnement des Forts qui leur ont été pris, comme ils font disposez à se soûmettre à mon jugement sur les restitutions ou dédommagemens des Navires qui ont été pris de part & d'autre, ou empêchez dans leur Commerce, sans quoi je vois bien que je ne puis utilement travailler à cet accommodement. Mais à dire vrai, ce qui m'en fait avoir encore très-peu d'espérance, c'est que, quand même les Etats auroient remis l'un & l'autre point à ma décision, je ne pense pas que l'Angleterre voulût de son côté faire la même chose pour ce qui concerne les Forts de ladite Côte, du moins jusques ici elle ne s'est expliqué de rien qui me puisse faire voir qu'elle y ait la moindre inclination. Cependant j'ai été fort aife d'apprendre, que vous ayez fait convenir ledit Sieur de Wit, que tant que les Anglois n'auront point commis d'hostilité en Europe, les Etats ne seront point en droit de demander aucun effet de la garantie.

0

t

da

I

#### LETTRE

### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 30. Octobre 1664.

JE suis confirmé, par la derniére dépêche de Vôtre Majesté du 24. de ce mois, dans l'opinion où j'étois, que le véritable fujet de la guerre qui se prépare entre l'Angleterre & cet Etat, est le désir qu'a cette Couronne de se rendre mastresse de la Guinée, par l'utilité & l'avantage qu'en recevra la nouvelle Compagnie qui s'est formée en Angleterre sous la protection du Duc d'York; que les grandes demandes qu'elle a faite pour les pertes souffertes à la Mer par ses Sujets, n'en sont que le prétexte, & qu'ayant chassé les Hollandois de la plûpart des Forts qu'ils occupoient sur cette Côte, elle se résoudra difficilement à les remettre par la Médiation de Vôtre Majesté, quelque raison qu'Elle lui puisse faire espérer sur ses autres prétensions; mais là-dessus je dois lui réprésenter toutes les confiderations qui m'ont été déduites par Monsieur de Wit, tirées de l'état présent où se trouvent les affaires de Messieurs les Etats, par lesquelles il est porté à espérer encore quelque bon succès de son entremise.

e

.

S

t

S

Y 7 Pre-

[ 518 ]

1

0

n

n

1:

f

r

i

q

n

tr

g

te

là

le

Premiérement l'on tient ici pour constant, que de Ruyter a eu des ordres secrets pour passer du Levant en Guinée avec 13. gros Navires, après avoir pris des vivres pour fix mois à Cadix, sous prétexte d'aller faire la guerre aux Maures de Salé: que Lausson, qui est de retour en Angle. terre, & qui l'a vû fur les Côtes d'Espagne. l'a rapporté ainsi, & a fait connoître, qu'il est en état d'exécuter tout ce qu'il voudra entreprendre. Si bien que cette Flote de 13. Navires venant à devancer celle des Anglois, & pouvant débarquer 2500. Soldats, elle aura apparemment le tems de reprendre tous les Forts perdus, & sera en état de battre sur la Mer tout ce qui paroîtra sous le Pavillon d'Angleterre; que cette considération pouvoit bien être cause, que le Prince Robert, qui devoit mettre à la voile, a été contremandé; que pour cette raison on publie en Angleterre, que le Duc d'York a été nommé pour ce Voyage; qu'il doit être suivi de toute la fleur de la Noblesse Angloise; & de plus grandes forces que l'on prépare de nouveau pour cela; que celles qui font ici prêtes à partir pour aller fortifier de Ruyter; pouvoient bien donner à penser au Roi d'Angleterre, & lui faire rabattre quelqué chose de la réfolution où il a paru jusques à présent sur les affaires; que d'ailleurs la Compagnie des Indes Orientales de ce païs a fait des offres à Messieurs les Etats, de se charger de faire la guerre à ses dépens aux Anglois

e-

j.

e-

ra.

de.

es

1-

e-

en

12-

ue

tre

ur

ue

12-

de

les.

ur

tir

ent.

e,

ré-

fur

nie

les

rer

In-

ois

glois dans les grandes Indes, de les chaffer fans peine de tous les Ports qu'ils occupent, pourvû que la concession de son établissement lui soit prolongée pour 25. ans; que ce dessein est facile à exécuter, & que les intéressez même en la Compagnie Angloise d'Orient le craignent si fort, que l'on a avis ici, qu'à Londres ils excitent de grandes plaintes contre cette guerre; qu'ils publient que c'est l'intérêt seul du Duc d'York, & de quelques Officiers de la Cour engagez avec lui, qui la forment; & qu'il n'est pas juste, pour l'avidité & l'avancement d'une nouvelle Compagnie, & pour la consideration d'un petit nombre de perfonnes qualifiées qui la composent, que l'on rompe sans raison avec des Alliez qui offrent de se soûmettre à un accommodement raisonnable, & ruine ainsi les plus puissans Marchands d'Angleterre, & un nombre infini de familles qui se trouvent embarquées avec eux dans le Commerce. Il ajoûte à cela, q 'il est très-facile de donner des affaires au Roi d'Angleterre dans ses Etats, que la division des créances fait unnombre de mécontens que l'on peut fans peine exciter & porter à un foulevement, lorsque les forces de ces Royaumes se trouveront occupées dans des lieux éloignez; que déja les Presbiteriens d'Angleterre & d'Ecosse se sont laissez entendre là-dessus à quelques Ministres de Messieurs les Etats, & qu'ils employeront toutes choses possibles pour y jetter du trouble, loril'orsqu'ils auront perdu toute espérance de ramener les choses à une voye d'accommodement; mais qu'ils n'en sçauroient encore désespérer ; que l'Ambassadeur van Goch leur mande, qu'il a vû Monsieur de Comminges: qu'il a appris de lui, que le Roi d'Angleterre avoit répondu plus doucement à ses dernières instances sur la Médiation qu'il n'avoit encore fait; & qu'en lui demandant un Mémoire qui l'instruisse des raisons de Messieurs les Etats, il sembloit s'être plus aproché de l'accommodement qu'il n'avoit fait jusques là; que ce pouvoit être un prétexte des avis de Lauffon des grands préparatifs qui se font ici. de l'intérêt qu'a le Chancélier que le Duc d'York ne forte point de la Cour d'Angleterre, & peut-être des plaintes des Marchands intéressez en la Compagnie Angloife des Indes d'Orient.

Que si dans la conjoncture présente Vôtre Majesté avoit la bonté de faire renouveller par son Ambassadeur ses instances auprès du Roi d'Angleterre, & aller jusques-là, que de faire connoître, que la chaleur qu'elle fait paroître pour un accommodement, ne vient que d'une forte passion qu'elle a d'entretenir toute sorte de bonne intelligence avec lui, & dans la crainte qu'elle a que cette bonne intelligence ne vienne à être troublée par les suites de cette guerre, & par l'intérêt qu'elle sera obligée d'y prendre, si elle se continuoit en Europe; cette derniére conside-

ration

ral

né

(c)

CC

le

te

de

EO

qu

ra

ta

qı

no

rc

d

d

fe

f

re

ie

ration étant débitée avec l'assaisonnement nécessaire, fortisseroit toutes les autres, & seroit seule capable de le détourner des conseils violens qui lui sont suggerez par le Duc d'York & la Compagnie qu'il protege, dont l'intérêt seul fait tout le sujet

de cette guere.

CE.

C.

nt

n

te

le

11-

é.

en

ît

n-

e-

ce

1-

i,

10

n-

r-

i-

te

e-

es.

ıf-

la

C-

te

le

la

i-

es

1-

n-

e-

n

Que Messieurs les Etats attendroient encore quelque tems, pour voir ce que tous ces moyens pourroient produire, & qu'après ils se serviroient de ceux que Dieu leur avoit mis en main pour se faire raison de l'invasion qui leur a été faite avec tant de violence, si l'Angleterre la leur refusoit par la Médiation de Vôtre Maiesté.

Voilà, Sire, des considérations dont Vôtre Majesté connoîtra mieux le mérite que je ne sçaurois faire avec toute la connoissance qu'une longue pratique de ces gens-ci m'a pû acquerir; & elle verra làdessus à prendre le parti qui convient le plus à ses-intérêts. Ce qu'il y a de certain, c'est que le peuple veut ici la paix, qu'il l'achetera à un prix dont l'Angleterre pourroit être contente, si elle se pouvoit résoudre à ne retenir pas la Guinée; & que si de Ruyter fait dans cette Côte ce que l'on fe promet ici de Iui, qu'il reprendra les forts déja occupez, & qu'il battra ce qu'il rencontrera de Vaisseaux Anglois, en l'un & l'autre cas la médiation de Vôtre Majesté sera infailliblement reçûë par les Anglois, & produira une paix dont les deux Partis seront contens. Cependant j'échauffe. au-

qu

gl

el

le

êt

N

de

te

e

0

re

p

e n d

dbd

rig

n

h

a

autant que je puis, Monsieur de Wit & les principaux de l'Etat, à accepter les offres de la Compagnie des grandes Indes, & à employer dès à présent toutes choses pour affoiblir leurs Ennemis; car je suis persuadé que si quelque échec réçû, ou la crainte légitimement fondée d'en recevoir, ne ramene l'Anglois de son orgueil naturel à un Traité, il refusera dans la prospérité tous ceux qui lui seront proposez par les Médiateurs; & se fera faire des instances inutiles par Monsieur de Comminges, si elles ne sont soûtenuës en même tems de quelque action de vigueur de la part des Etats.

#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 30. Octobre 1664.

Monsieur de Wit m'étant venu voir aujourd'hui, & m'ayant remis sur les mêmes matiéres dont nous nous étions entretenus quelques jours devant, j'ai eu encore occasion de m'expliquer plus clairement sur les obligations du dernier Traité, & de lui faire comprendre, que jusqu'à préles

res

kà

nuc

adé-

nte

ne-

un

ous

ia-

ti-

les

el-

es

n-

e.

présent elles n'engageoient Vôtre Majesté qu'à de fimples offices auprès du Roi d'Angleterre pour le porter à la paix, à quoi elle avoit pleinement fatisfait, & qu'elle les continueroit avec tant de chaleur, que Messieurs les Etats auroient tout sujet d'en être contens. Il m'a répondu, que Vôtre Majesté y pouvoit ajoûter ce qu'il m'avoit déja représenté, & dont je lui rends compte par mon autre Lettre, qui est de faire entrevoir au Roi d'Angleterre, qu'elle seroit obligée de prendre intérêt dans cette guerre, si elle venoit à se continuër en Europe; & que, par la crainte qu'il en auroit, elle pourroit du moins le porter à convenir qu'il ne se fît aucune hostilité entre les deux Nations, & qu'elles eussent à vivre dans toute l'étendue de l'Europe avec la bonne intelligence & union qui se doit garder entre des Alliez; & qu'au de-là la guerre se pourroit pousser, ainsi qu'il seroit jugé plus avantageux à chaque pati : Que pour cela il se faisoit fort d'en faire donner avis à Vôtre Majesté par Messieurs les Etats, & de les faire consentir à un Traité de cette qu'ils prétendent nature; c'est-à-dire avoir la liberté de faire la guerre par-tout hors ou dans l'Europe, & s'ils y trouventquelque avantage. J'ai reçû cette proposition avec d'autant plus de facilité, qu'elle m'a paru tomber entiérement dans les intérêts de Vôtre Majesté, en ce que par un semblable Traité, si l'Angleterre y peut confentir, elle évite une guerre presque infaillible .

[ 524 ]

fible, & lui persuade néanmoins qu'elle ne fait cette ouverture que pour se conserver en amitié avec elle, & faire cesser la seule occasion qui se présente de la troubler. Vôtre Majesté verra les moyens dont elle aura à se servir pour la faire recevoir, & trouvera bien les couseurs qui peuvent la rendre agréable, paroissant d'elle-même si plausible.

### LETTRE

### Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 31. Octobre 1664.

J'Ai reçû vôtre dépêche du 23. Elle m'éclaircit du doute où j'étois, & que je vous ai témoigné par ma dernière, sçavoir si les Etats étoient aussi bien disposez à remettre à mon jugement ce qui régarde les Forts de la Côte de Guinée, & les Vassfeaux qui viennent de leur être pris, comme les autres prétensions qu'ont les Anglois pour des dédommagemens; car je vois par le discours que vous avoit tenu le Sieur de Wit, que ce n'est que ce dernier point que les Etats veulent bien soûmettre à ma décision. Je serai aussi bien-tôt éclairci du côté d'Angleterre de l'intention qu'ils

ont

p: fie

ni

ont

Co

écr

la :

affi

fea

ten

dra

po

fair re,

Lo

10

le

3-

1-

1-

n-

G

ë-

je d-

le I-

1-

n-

je

le

er

re

irils ont fur l'un & fur l'autre; car le Sieur de Comminges avoit presenté un Mémoire par écrit au Roi de la Grande Bretagne, dont la substance est; que pourvû qu'il veuille assurer la restitution des Forts & des Vaisseaux, je me chargerai de lui faire donner entière satisfaction par les Etats sur ses prétensions des dédommagemens, & en prendrai mes affûrances des Etats pour lui en pouvoir mieux répondre; ledit Roi auroit promis audit Sieur de Comminges de lui faire sçavoir sa résolution sur ledit Mémoire, & ne la lui avoit pas encore donnée avant le départ de l'ordinaire qui partit de Londres le 23. Dès que j'en sçaurai davantage, vous en serez aussi-tôt informé.

#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 6. Novembre 1664.

Votre Majesté ne peut agir avec plus de chaleur qu'elle fait auprès du Roi d'Angleterre pour les intérêts de Messieurs les Etats; sa dernière dépêche du 31. du mois passé le fait bien connoître ainsi; & Monsieur de Wit, à qui j'en ai donné communication, en est demeuré pleinement per-

qu

de

for

ce

ma

d'l

en

pa

ma

ľE

be

qu

té

pe

M

les

en

ca

il

de

av

CC

tre

en

V

CO

m

m

d'

fi

ie

fuadé: fi bien qu'il espére que les nouvelles instances dont elle aura chargé Mon. fieur de Comminges, après la reception de mes Lettres de l'ordinaire dernier, produiront dans cette Cour de nouvelles difpositions à la paix, qui pourront rendre sa Négociation heureuse. Mais si le contraire pouvoit arriver, outre la réfolution où font lesdits Etats de soûtenir cette guerre, plûtôt que d'abandonner la Guinée, & les moyens qu'ils préparent pour cela, à l'extrémité ils accepteront la proposition qui leur a été faite par la Compagnie des Grandes Indes, de se charger de réprendre! à ses dépens tous les Ports perdus, & de maintenir toute cette Côte fous leur obéiffance, movennant la cession que lui en offre la Compagnie d'Occident. Elle trouve son intérêt dans ce Traité, parce qu'en cas que la Guinée demeure aux Anglois, fon Commerce des Grandes Indes en recevra de la diminution; & l'autre Compagnie étant mal dans ses affaires, les raccommode en quelque façon en s'unissant à celle-ci, qui est puissante, & en-état d'entretenir dix mille hommes, & 50. Navires à la Mer.

L'obligation que j'ai d'informer exactement Vôtre Majesté de tout ce qui peut regarder ses intérêts, fait que, pour ne rien ômettre, je puis y mêler quelquesois des avis assez mal éclaircis; mais comme Elle a des lumières que je n'ai point, & par lesquel-

el-

m-

de

.0-

if-

fa

ire

Où

e,

les

X-

ui

les

re t

de

if-

of-

ve

en

is,

e-

)a-

C-

t à

n-

res

te-

re-

en

les

lle

ef-

el-

quelles Elle peut connoître mieux que moi de quelle conféquence ils peuvent être à fon service, je les soumets tous à son discernement, & je ne changerai point de maniére d'agir; je continue même aujourd'hui de lui faire part de ceux qui se débitent encore affez secretement parmi quelques particuliers, qui d'ordinaire ne sont pas mal informez. L'on veut que Monsieur l'Evêque de Munster, par Monsieur de Brabek son Parent, ait fait sçavoir à Friquet, que si Messieurs les Etats étoient en volonté d'entendre à quelque Ligue avec l'Empereur & le Duc de Saxe, il avoit vû Sa Majesté Imperiale disposée à en écouter les propositions, & qu'il pouvoit préssentir en quel esprit ils seroient là-dessus; & qu'au cas qu'ils ne s'éloignassent pas de ce parti, il n'avoit qu'à se rendre à Vienne informé de leurs intentions, d'où il seroit renvoyé avec pleinpouvoir de traiter, & sous des conditions dont ils auroient tout sujet d'être contens. L'on veut même que le Pape entre dans cette Ligue avec l'Empereur. Vôtre Majesté verra l'estime que l'on doit faire de ces avis, & les recevra s'il lui plaît comme une marque de mon zèle, & de mon application à fon fervice.

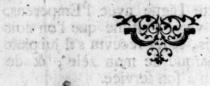
Il y a huit jours que les Lettres d'Allemagne nous avoient appris la reddition d'Erfort, avec des circonstances qui sont si fort à la gloire des armes de Vôtre Majesté, qu'après ces deux occasions, où elles ont paru si à propos cette Campagne

pour

[ 528 ]

pour le falut de l'Empire, & des droits de Monsieur l'Electeur de Mayence, tous ses autres Alliez comprendront aisément, que sa protection Royale est la plus grande sureté qu'ils puissent espérer pour la conservation de leur Etat.

Il y a long-tems que j'ai oui parler de la proposition de faire le Commerce de la Chine par la route du Nord; mais comme elle a été écoutée ici par la Compagnie des Grandes Indes, & que l'on attendoit de moment en moment qu'elle y sut reçûe, je n'ai pas crû que ce sût une affaire, où Vôtre Majesté voulût prendre intérêt. A présent que ses intentions me sont connuës, je me joindrai avec le Sieur de Wicquesort, pour obliger ceux qui la sont, en cas qu'ils soient rebutez des longueurs de ces gens ici, de l'aller porter en France, plûtot qu'en Angleterre, & je les ménagerai pour cela.



SUD STUDY TH

vent induce our l

entalities at biving officer.

If a propos certe Campagne

a red day chaballancing cui fanc

a la gleire des agras de Morre, Ma-

calanda eca deux precisions, on el-

re

po

ol

de

fic

m

le

au

le

de

di

re

an

gle

#### LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 7. Novembre 1664.

it

Dù

A

S.

e-

as

û-

rai

T.

T'Ai reçû vos deux dépêches du 30. de l'autre mois, & vû toutes les considérations que le Sieur de Wit vous a repréfentées, & qui lui faifoient encore efpérer quelque bon fuccès de mon entremise pour l'accommodement des deux Etats, nonobstant le dessein qu'il semble que chacun des deux partis ait formé pour la possesfion de la Côte de Guinée: il en est néanmoins autrement arrivé, & la réponse que le Roi de la Grande Bretagne a faite à l'écrit que lui avoit présenté mon Ambassadeur, dont je vous adressai la copie il y a huit jours, vous aura fait connoître, & audit Sieur de Wit, qu'il s'étoit abusé dans le jugement qu'il faisoit. J'en ai beaucoup de déplaisir. Je ne me rebuterai pourtant pas, & vous pourrez dire de ma part audit Sieur de Wit, que je veux bien encore faire ce que les Etats désirent de mon amitié, pour tâcher de porter le Roi d'Angleterre à se contenter; que si la guerre est inévitable entre les deux Nations, elle ne Tome II.

se fasse au moins que hors de l'Europe, lui représentant là-dessus les considérations que vous a touchées le Sieur de Wit, pour le mieux obliger à embrasser ce parti, & me faisant fort d'y faire donner les mains aux Etats. Ce nouvel ordre pour le Sieur de Comminges partira demain infailliblement, & vous serez aussi-tôt averti du succès qu'aura eu cette derniére tentative.

#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 13. Novembre 1664.

A réponse qu'a fait le Roi d'Angleterre au Mémoire de Monsieur de Comminges, & celle qu'il a renduë depuis aux instances de l'Ambassadeur van Goch, achevent de persuader Messieurs les Etats de la résolution qu'il a prise de faire la guerre, & ils prennent toutes leurs mesures sur ce piedlà, sans se départir de l'espérance où ils sont, que Vôtre Majesté continuëra ses offices pour l'en détourner.

j

La Flote de Guinée est toûjours à la Rade de Goerée. Elle a renouvellé ses victuailles, & l'on croit qu'elle partira au premier bon vent, nonobstant quelques bruits qu'elle ne devoit plus faire ce voyage, depuis que de Ruyter y étoit passé, & qu'elle ne se tenoit là où elle est, que pour amuser celle d'Angleterre, & donner cependant loisir à de Ruyter de reprendre les forts perdus. L'on m'a même voulu faire entendre, que Messieurs les Etats devoient lui envoyer au mois de Mars dix gros Vaisseaux, qui prendroient leur route par le Nord d'Ecosse: peu de tems nous éclaircira de tout.

#### LETTRE

### Du Comte d'Estrades au Roi.

De la Haye le 20. Novembre 1664.

L'A proposition de Friquet alloit si vste, & étoit écoutée si favorablement des Villes de Hollande, que j'ai estimé ne devoir pas perdre de tems à me servir de tous les remedes les plus prompts, pour finir cette négociation, dont j'ai bien de la joye d'être venu à bout, puisque je vois que j'ai exécuté par avance les ordres que me donne Vôtre Majesté.

1-

ls

fi-

de

il-

er

el-

ue

Pour cet effet je fus chez Monsieur de Wit, me plaindre d'un tel procedé, & lui déclarer, que s'il ne faisoit finir au plûtôt, par un refus, ces belles propositions d'Alliance que Friquet lui faisoit, & aux Députez

des Villes, je demanderois une Audience publique à Messieurs les Etats, pour me plaindre desdites propositions comme d'une infraction au Traité de 1662.; que Vôtre Majesté étoit assez recherchée d'entrer en Alliance avec les plus puissans Rois & Princes de la Chrêtienté, pour s'en pouvoir consoler, & que tout le monde jugeroit par là du peu de fûreté qu'il y avoit en leurs paroles & en leurs Traitez. Ledit Sieur de Wit me dit, qu'il étoit vrai que ledit Friquet le pressoit d'entendre à cette Alliance avec l'Empereur, mais qu'il lui avoit toûjours répondu en des termes qu'il n'en devoit rien espérer. Je lui repartis, que ce n'étoit pas affez, & que, pour fatisfaire Vôtre Majesté, il falloit lui faire donner un refus absolu, du consentement de toutes les Villes de Hollande; que pour le hâter, je m'en allois, au fortir de chez lui, voir les Députez de toutes les Villes, & leur parler aux mêmes termes que je lui faisois; ce qu'il approuva, & témoigna de me vouloir seconder dans ce dessein. Je fus donc de ce pas visiter tous les Députez, qui reçûrent agréablement mes plaintes, & le lendemain Monsieur de Wit eut ordre de ces Messieurs de déclarer à Friquet, que l'Alliance qu'il proposoit avec la Maison d'Autriche étoit impossible; que l'on avoit demandé l'amitié de la France lorsqu'on pouvoit encore espérer celle d'Angleterre, & que l'on ne donneroit jamais ombrage à Vôtre Majesté, ni sujet de chan-

jo

cl

de

changer la bonne volonté qu'elle a pour Messieurs les Etats. Après cette déclaration que le Sieur de Wit a fait à Friquet, ledit Sieur Friquet est allé trouver Monsieur de Beverning, Grand Trésorier, pour le prier de disposer Monsieur de Wit à écouter la proposition qu'il a ordre de l'Empereur de faire pour l'accommodement des différens que cet Etat a avec l'Evêque de Munster, avec le Duc de Neubourg, & avec l'Electeur de Cologne; ce que Monfieur de Beverning ne lui a pas voulu refuser, & Monsieur de Wit a promis de faire donner fatisfaction aux Princes voisins dans les termes de la justice, mais il a dit en même tems, qu'il ne falloit pas parler d'Alliance. Ledit Sieur de Wit est venu chez moi pour m'en rendre compte, & m'a dit, que quelque satisfaction que ces Princes reçoivent de Messieurs les Etats, il paroîtra qu'ils l'auront plûtôt obtenue par les recommandations de Vôtre Majeste, que par celles des autres Princes. Il m'a ajoûté, que le Marquis de Castel Rodrigo a fait offrir à cet Etat sa médiation pour l'accommodement des différens qu'il a eu avec l'Evêque de Munster, mais qu'on n'y a pas voulu entendre:

J'ai donné avis au Sieur de Wit d'une Conférence que Downing eut, il y a deux jours, à onze heures du foir avec Friquet, chez Kopes, Réfident de l'Electeur de Brandebourg. Downing dit à Friquet, qu'il étoit tems que l'Empereur ouvrît les Z 3 yeux,

i-

la

ie

e

le

a-

le

n-

[ 534 ]

veux & se vangeât de toutes les injures & oppressions que Messieurs les Etats faisoient aux Princes voisins qui rélevoient de l'Empire; que le tems étoit favorable; qu'il avoit ordre du Roi son Maître, de lui offrir d'entrer dans une Ligue avec l'Empereur, telle qu'il voudroit, & de n'entendre à aucun accommodement avec les Etats. qu'avec la fatisfaction entière, tant de l'Empereur, que des Princes voisins. Friquet lui répondit, qu'il feroit partir un Courier le lendemain, pour rendre compte à l'Empereur de sa proposition. Ledit Sieur de Wit espére encore que le Roi d'Angleterre pourra changer le dessein de leur faire la guerre, fur cette derniére recharge que Vôtre Majesté a donné ordre à Monsieur de Comminges de lui faire, & que peut être cela le portera à accepter seulement la guerre hors de l'Europe.

La Flote de Messieurs les Etats est toûjours retenuë par le vent contraire. L'Amiral Obdam est fort mal & en en grand danger de mourir. Si les gelées viennent, la glace empêchera ladite Flote de sortir, & il faudra attendre au Printems pour faire

le voyage de Guinée.



#### LETTRE

### Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 21. Novembre 1664.

DEpuis mon autre Lettre écrite, j'en ai recû une du Sr. de Comminges, qui me convie à reprendre la plume, pour vous faire sçavoir, au même instant que j'en ai l'avis, que ledit Sr. de Comminges n'a pas trouvé jour à disposer le Roi d'Angleterre de renvoyer la guerre & toutes hostilitez hors de l'Europe, suivant l'office que je lui avois chargé d'en faire fort pressamment. On ne lui a donné là-dessus qu'une négative abfoluë, quoiqu'assaisonnée de belles paroles. Cependant, comme par cette réponse, & par diverses autres circonstances de ce qui se passe à Londres, que je n'ai pas le tems de vous déduire, j'ai tout sujet de croire que l'on s'y préparoit véritablement à combattre la Flote des Etats lorsqu'elle paroîtra dans la Manche pour aller en Guinée; je désire que vous en donniez avis au Sr. de Wit de ma part, comme d'une chose que je tiens certaine, afin au moins que les Etats prennent leur Réfolu[ 536 ]

folution sur un fondement plus assuré touchant l'envoi ou la retention de la Flote: Vous v ajoûterez même, que pour prévenir les malheurs inévitables à l'un ou à l'autre parti qui peuvent arriver de ce combat. s'il se donne, je conseillerois aux Etats d'arrêter encore leur Flote sous quelque prétexte, qui ne fera pas mal aifé à trouver, si celui du mauvais tems & du vent contraire leur manque; & en cela il me femble qu'ils ne peuvent avoir aucun desavantage, si de Ruyter est allé en Guinée avec les Vaisseaux qu'il commande. Cependant j'en aurois plus de moyen de continuer à m'entremettre de l'accommodement, qui est le seul objet que je me propose en leur donnant ce conseil. En quoi lesdits Srs. Etats auront lieu de reconnostre de plus en plus la fincérité de mon procédé & de mon affection en leur endroit. Je n'ai pas le tems de vous en dire davantage.



#### LETTRE

#### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 27. Novembre 1664.

J'Ai communiqué à Monsieur de Wit la réponse du Roi d'Angleterre sur la première proposition que Monsieur de Comminges lui a faite de la part de Vôtre Majesté, de renvoyer la guerre & toutes les hostilitez hors de l'Europe, & ensuite je lui ai fait entendre, dans les mêmes termes de la dépêche de Vôtre Majesté, le conseil qu'elle donnoit à Messieurs les Etats, de retenir leur Flote dans leurs Ports sous quelque prétexte, afin qu'on e t d'autant plus de moyen & de tems de ménager un accommodement.

Monsieur de Wit me dit, qu'il s'en alloit à l'Assemblée le communiquer à Messieurs les Etats, & qu'il ne doutoit pas qu'ils ne sissent une très-grande consideration sur les bons conseils & avis que Vôtre Majesté

leur donnoit.

Dès le foir même il vint chez moi de la part defdits Etats, pour me dire, que fuivant le conseil de Vôtre Majesté, ils aZ 5 voient

voient résolu de retenir leur Flote, & de ne la faire partir qu'au Printems; mais qu'il étoit chargé de leur part de me représenter, qu'après la rupture que le Roi d'Angleterre a faite en Guinée, fans leur avoir donné aucune fatisfaction fur leurs plaintes; mais au contraire, après avoir donné de nouveaux ordres pour prendre toute la nouvelle Hollande fur la côte d'Acadie, que les Etats possedoient depuis 60. ans, refusé ensuite la proposition que Vôtre Majesté lui avoit faite de renvoyer la guerre & toutes les hostilitez hors de l'Europe, & continué de ne vouloir pas la Médiation de Vôtre Majesté; c'étoient des marques affez évidentes que le Roi d'Angleterre rompoit avec eux de gayeté de cœur : que cela étant, ils ne doutoient pas que Vôtre Majesté ne fût en volonté d'éxécuter le Traité de 1662. ; que si elle avoit agréable, vû l'éclaircissement qu'Elle a de leur conduite, & de leur procédé dans tout le cours de cette affaire, de faire entendre par Monsieur de Comminges au Roi d'Angleterre, qu'attaquant Messieurs les Etats sans aucune raison dans l'Europe, elle fera obligée de se déclarer pour eux en vertu du Traité, ils s'assurent que le Roi d'Angleterre sera bien aise d'entendre à un bon accommodement, plûtôt que de s'exposer à rompre avec Vôtre Maiesté.

Il m'a dit de plus, que la Suéde & le Dannemarc les asseroient de vouloir ob-

ferver

server les Traitez qu'ils ont avec eux, & même de vouloir faire des Alliances plus étroites, & sortir d'affaire pour les difféférens qui font entre la Suéde & cet Etat fur le Traité d'Elbing; que pareillement le Roi de Dannemarc demandoit, qu'on ne le pressat pas pour le payement des sommes qu'il doit à l'Etat; qu'avec les uns & les autres, Messieurs les Etats en passeroient toûjours par la Médiation de Vôtre Majesté. Et comme ils sçavent que les Ambassadeurs d'Angleterre ont été refufez dans ces Cours-là fur des propofitions qu'ils ont faites contre l'Etat, ils ne doutent pas, qu'après que Vôtre Majesté se sera expliquée au Roi d'Angleterre, fur l'engagement où elle est par le Traité de 1662. avec lesdits Etats, les deux Rois de Suéde & de Dannemarc ne déclarent la même chose, & Vôtre Majesté auroit la gloire & l'avantage d'avoir procuré la paix & le repos à ses Alliez par son entremise & par son autorité; à quoi Messieurs les Etats ne manqueront pas de leur côté de contribuër tout ce qui pourra tendre à cette même fin , tant en fuivant les falutaires conseils de Vôtre Majesté, qu'en toute autre maniére.

.

.

9 .

.

t

IS

1

it:

1- -

ôt :

a -

le

b-

Je lui ai répondu, que je rendrois compte à Vôtre Majesté de tout ce qu'il me disoit de la part de Messieurs les Etats; mais que je lui pouvois dire par avance, que Vôtre Majesté avoit fait jusques à présent tout ce qui se pouvoit pour porter le Roi

d'Angleterre à la paix; que je ne doutois pas que Vôtre Majesté n'éxécutât dans son tems tout ce à quoi l'engageoit le Traité de 1662., pourvû que de leur côté ils agsiffent nettement, & sans entendre des propositions qui sont contre les intérêts de Vôtre Majesté. Il m'assura, qu'elle n'auroit aucun sejet de se plaindre desdits Etats, & que les choses étoient à présent sur un pied, qu'ils ne se sépareront jamais de ses intérêts.

J'eus le même jour une Conférence avec ledit Sieur de Wit sur les affaires de Monfieur l'Electeur de Brandebourg, ayant reçû la Lettre que Vôtre Majesté m'a fair l'honneur de m'écrire du 25. Septembre, par le Sieur de Blaespiel, qui est arrivé ici pour solliciter cette affaire; nous avons pris jour la semaine pour l'examiner, dont ayant informé le Sieur de Blaespiel, il en a témoigné de la joye, & m'a fort remercié. Je ne manquerai pas d'agir avec chaleur pour ses intérêts, ainsi que Vôtre Majesté me l'ordonne.

Messieurs les Etats m'ont témoigné avoir appris avec déplaisir la retraite des Troupes de Votre Majesté de Gigni. Ils avoient remarqué depuis la prise de cette Place, qu'ils n'ont perdu aucun Navire de leurs Sujets, ce qu'ils ont attribué à l'importance de ce poste, qui occupoit tellement tous les Corfaires, qu'ils n'osoient tenir la Mer comme auparavant.

#### LETTRE

Du Roi à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Uniess des Païs-Bas.

#### Le 18. Novembre 1664.

TRès-chers grands Amis, Alliez & Confédérez. Nous avons tant de propension & de désir de vous favoriser en toutes. chofes, que nous n'aurions pas attendu vos prières pour lever l'interdiction du Commerce entre cet Etat & les Provinces-Unies, s'il avoit été en nôtre pouvoir de vous l'accorder, fans exposer à un trèsgrand peril la fûreté de tous nos Sujets, à laquelle nous sommes si fort obligez de veiller. Vous connoissez, comme nous, que ce n'est pas une raison suffisante ni bien forte pour le retablissement dudit Commerce, de dire que le mal, dont Dieu vous afflige, est beaucoup diminué; & qu'il faut auparavant que la bonté Divine l'ait fait cesser; puisque le malheur d'une seule étincelle (ce que perfonne ne voudroit répondre qui ne pût arriver) feroit capable de ravager & dépeupler des Provinces entiéres de nôtre Etat, que ce fléau auroit attaqué, dont nous aurions d'autant plus de sujet d'être à jamais inconsolable, que c'eût été par nôtre propre faute. Vous fçaurez ce que toute l'Italie & toute l'Efpagne pratiquent à l'égard de la Proven-Z 7

ce & du Languedoc, pour le feul mal dont une de nos Villes s'y trouve aujourd'hui infectée, & duquel même vous n'ignorez pas l'origine. Nous ressentons cependant autant de déplaisir que vousmêmes, de nous voir forcé par la loi fouveraine du bien public à exercer encore envers vous cette rigueur; si néanmoins on doit qualifier de ce nom un traitement indispensablement nécessaire, & que nos Sujets exercent autant envers leurs propres Patriotes, qu'envers vos Provinces, ainsi qu'il se voit par la séquestration de Toulon, d'avec tous les autres lieux & endroits de nôtre Royaume. Nous ne pouvons donc en cette rencontre que prier Dieu, comme nous le faisons ardemment, qu'il lui plaise au plûtôt de retirer entiérement sa main de dessus vous, & qu'il vous ait, trèschers grands Amis, Alliez & Confédérez, en sa sainte & digne garde. Ecrit à Paris le 28. Novembre 1664.

Vôtre bon Ami, Allié & Conféderé;

LOUIS.

DE LIONNE.

La superscription étoit,

A nos très-chers grands Amis, Alliez & Conféderez, les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.
ME-

#### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, le 30. Novembre 1664.

LE Comte d'Estrades, Ambassadeur Ex-traordinaire de France, représente à Vos Seigneuries, que le Roi son Maître ayant besoin de quelques Mâts, Voiles, Ancres, Cordages & autres utenciles pour l'équipage de quelques Frégates que Sa Majesté a fait: bâtir à Dunkerque, Elle auroit donné ordre au Sieur de la Garde Belin, Agent de ses affaires à Amsterdam, d'en faire l'acbât. Ce qu'ayant voulu faire, il en auroit été empêché en vertu des défenses qui ont été faites par Vos Seigneuries, de tirer & charger de telles choses dans l'étendue de leurs Provinces. Et comme cet achât est de peu de consequence, & ne blesse en rien l'intérêt de Vos Seigneuries, ledit Ambassadeur Extraordinaire les conjure de permettre audit Sieur de la Garde Belin, de charger pour le Roi son Maître la quantité de vingt-cinq à trente Mâts, avec les Voiles, Ancres, Cordages & autres utenciles propres pour l'équipage des-dites Fregates, les assurant que Sa Majesté

[ 544 ]

leur témoignera sa reconnoissance de cette faveur, dans les occasions où elles auront besin d'elle. Fait à la Haye ce 30. Novembre 1664.

DESTRADES.

 $d\epsilon$ 

qu

quijoi la &

afi Fl

me qu les

jou

un

ne

Ru

me

ma &

de

en

po

#### LETTRE

Du Comte d'Estrades au Roi:

Le 4. Decembre 1664.

J'Ai vû avec beaucoup de joye dans la dépêche que Vôtre Majesté m'a fait l'homneur de m'écrire dans l'autre meis, qu'elle étoit satisfaite de ma conduite en ce qui s'est passé touchant la Ligue proposée par le Sieur Friquet, lequel a déja fait connoître à l'Empereur, qu'il n'y a rien à espérer de ce Projet. J'ai dit au Sieur de Wit, & aux autres qui ont bien agi dans cette affaire, ce que Vôtre Majesté m'ordonne. Ils m'ont tous assaré qu'ils demeureront toûjours attachez à ses intérêts, & qu'ils déféreront en toutes rencontres à ses conseils, comme ils ont fait à celui qu'elle leur a donné de retenir leur Flote, & de la renvoyer dans leurs Ports, pour donner plus

plus de tems à Vôtre Majesté de travailler

à un bon accommodement.

Le Commandeur Tromp partit de la Rade de Goerée, il y a deux jours, avec 18. Navires; il y en a dix destinez pour la Guinée, quatre pour les Grandes Indes, & quatre pour Smirne: il doit passer par la Mer du Nord derriére l'Ecosse. Le reste de la Flote est à Goerée, & y restera quelques jours, faisant semblant de vouloir toûjours passer par la Manche, afin de tenir la Flote Angloise ensemble de ce côté-là, & rendre ainsi le passage de Tromp plus assuré; dans 8. ou 10. jours, le reste de la Flote retournera, chaque Escadre dans leurs Amirautez. L'ordre est donné secrétement pour desarmer, mais on conserve quatre mille Matelots, qui feront logez dans les Villes maritimes, & auront einq fols par jour tant qu'ils seront à terre.

Downing pourroit bien avoir peut-être une reprimande de son Maître, sur ce qu'il ne lui a pas donné avis du départ de cette. Flote, comme il l'a euë du voyage de de Ruyter. Les affaires se conduisent présentement avec plus de secret qu'elles n'ont jamais fait, & n'étoit que le Sieur de Wit, & la plupart des Députez de la Province de Hollande, m'ont voulu faire connoître en cela qu'ils n'avoient rien de reservé pour Vôtre Majesté, je n'en aurois rien

fçû non plus.

Vôtre Majesté se peut assurer, qu'on ne sçauroit être en meilleure disposition que sont

font à présent Messieurs les Etats pour toutes les choses qui régardent son service, & je ne doute pas qu'ils ne continuent dans cette manière d'agir, par la connoissance qu'ils ont, que c'est leur avantage & leur propre intérêt. Je ne manquerai pas de mon côté de les y fortisser, en suivant les bonnes instructions que Vôtre Majesté me

s'e

me

esj

de

de

vi

pa

té

au

CC

ne

er

ď

ju

n

tr

ti

ir

0

q

donne par ses dépêches.

J'ai eu l'honneur de lui écrire l'ordinaire passé, ce qui étoit arrivé ensuite de l'avis que j'avois donné au Sieur de Wit de la Conférence de Downing avec Friquet & le Résident de l'Electeur de Brandebourg. Ledit Sieur de Wit ne peut se lasser de me remercier de cet avis, & m'a avoüé, qu'il connoissoit bien par-là, que les ordres que je recevois de Vôtre Majesté étoient de les favoriser en toutes rencontres; ce que je lui ai confirmé, en lui disant, qu'il étoit vrai, & que j'avois ordre de veiller sur leurs intérêts autant que sur les siens propres, dont il m'a parû fort satisfait.

Je pris occasion de lui dire, que Vôtre Majesté estimoit à propos, que Messieurs les Etats terminassent les dissérens de l'Electeur de Brandebourg, & ceux des Princes voisins; que si les affaires ne pouvoient pas se décider si promptement, qu'au moins on tachât de les diviser entr'eux par de bonnes espérances, qu'on feroit insinuer secrétement à chacun d'eux à part, pour les empêcher de s'unir & de faire un intérêt commun de plusieurs particuliers. Il

a fort approuvé ce conseil, & m'a dit qu'il s'en serviroit en cas qu'on ne pût s'accommoder avec les Princes voisins, mais qu'il

espéroit qu'on se pourroit ajuster.

U+

&

ns

ce

ur

de

es

ne:

re:

is

la.

le

,

25

ıt

e

il

lr'

e

t

S

e

ľ

2

Quant à l'affaire de l'Electeur de Brandebourg, je la recommanderai de la part de Vôtre Majesté aux Députez de la Province de Hollande pendant leur Assemblée; parce que c'est la Hollande seule qui a prêté cette somme d'argent audit Electeur, les autres Provinces n'y ont pas d'intérêt: mais comme ledit Sieur de Wit désire d'examiner avec moi les prétensions de l'Electeur en présence de son Envoyé, je différerai d'en parler à l'Assemblée de Hollande, jusques à ce que ladite Conférence se tienne, dont le Sieur de Blaespiel, son Envoyé, est convenu:

J'estime qu'il est plus glorieux pour Vôtre Majeste de continuer à comprendre l'Evêque de Munster dans la recommandation que je ferai à Messieurs les Etats des intérêts de tous les Princes avec qui ils ont des dissérens, que de l'en distinguer par sa mauvaise conduite; & cela sera plus honteux audit Evêque de Munster, ainsi que Vôtre Majesté l'a très-prudemment jugé, de voir qu'elle protege ses intérêts, dans le même tems qu'il quitte les siens; cette réslexion même ne sera pas inutile, tant en

ce païs qu'ailleurs.

Je dois faire remarquer à Vôtre Majesté, qu'avant de paroître faire quelque instance publique en son nom en faveur de ces Prin-

Ro

mo

tol

CO

ch

efl

à fief

fie de

H

jef

ca

au

qu

va

bo

les

té

CC

ge

te

l'a lil

fu

C

tr

d

te

Princes, il faut que la Province de Hollande foit disposée & sollicitée sur l'affaire de Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & pour celle de Mr. le Duc de Neubourg pareillement, pour l'échange de Ravestein, & pour celle de l'Electeur de Cologne, pour les droits de Rhinberg. Elle se décide avec le Conseil d'Etat, parce que ce sont Péages, Domaines & Elections de Magistrats, dont le Conseil d'Etat est luge.

Après qu'on aura réglé les affaires, enforte qu'il ne faudra plus que la Réfolution de Messieurs les Etats Généraux, j'irai trouver le Président de semaine, lui recommanderai l'affaire de tous ces Princes au nom de Vôtre Majesté, & lui donnerai un Mémoire sur ce sujet pour être lû dans

l'Assemblée.

J'ai fait rendre à Messieurs les Etats Généraux la Lettre que Vôtre Majesté leur a écrite, sur ce qu'elle ne peut point encore leur accorder le rétablissement du Commerce. Ils ne laisseront pas de tems en tems de lui en faire faire de nouvelles instances, parce qu'ils en sont pressez par les peuples; mais on gagnera toûjours du tems, & cependant le mal se passera tout-àfait.

Vôtre Majesté a bien prévû par sa dépêche que l'arrivée de Mylord Fijardin donneroit ici de l'ombrage. Il y a eu des L'ettres d'Angleterre, où il est porté, que le Traité d'Alliance avec une Ligue offensive & défensive entre Vôtre Majesté & la Rois g

it

1-

it

-

15

n

1

.

u

n

\$

.

a

e

1

\$

.

S

n

3

-

Roi d'Angleterre est sur le point de se conclure. Le Sieur de Wit m'en a parlé fort moderément, & comme ne croyant rien de tout ce qui en a été écrit. Je lui ai fait confidence de l'Article porté dans la dépêche de Vôtre Majesté sur ce sujet, dont il est resté si satisfait, qu'il s'en est allé de chez moi à l'Assemblée en faire le rapport à ses Maîtres. Je puis assurer Vôtre Majesté, qu'elle est si fort considerée de Messieurs les Etats, qu'ils n'avoient pas plus de respect & de déférence pour le feu Roi Henri IV. qu'ils en ont pour Vôtre Majesté. Elle le connoîtra par leur conduite; car ils ont résolu ce matin de ne former aucun dessein important pour les affaires qui leur arriveront, qu'ils n'ayent auparavant consulté Vôtre Majesté & reçû ses bons avis & confeils fur leur conduite. le vois les choses disposées ensorte que Vôtre Majesté fera agir ces gens-ci comme elle voudra.

Le Sieur de Wit avouë qu'il s'est mécompté, en croyant que la derniére recharge que Vôtre Majesté a fait faire au Roi
d'Angleterre l'auroit pû disposer à accepter la Médiation de Vôtre Majesté, dont
l'accommodement s'en fut ensuivi infailliblement; mais qu'il paroît par ce resus qu'il veut rompre avec Messieurs les
Etats, & les attaquer de gayeté de
cœur: ils espérent être maintenus par Vôtre Majesté selon l'obligation réciproque
du Traité de 1662. Je lui ai répondu en
termes généraux, que Vôtre Majesté étoit

aEl

d'

for

nit

qu

da

po

va

né fiti Vi

gu

au qu

on M ce

vo les

int lui

jef

tol

qu

far

lec

tio

av

to

ce

M

toûjours fort bien intentionnée pour Meffieurs les Etats, qu'ils en recevroient tous les jours de nouvelles marques, & qu'affirément elle feroit tout son possible pour procurer la paix entre ses Alliez, & éviter les malheurs que la guerre attireroit à l'un & à l'autre Parti; je ne voulus pas entrer plus avant dans cette matière, où je voyois bien que le Sieur de Wit me vouloit engager.

#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 4. Decembre 1664.

LE Sieur de Wit m'est venu trouver de la part de Messieurs les Etats Généraux, pour me dire qu'ils avoient résolu d'envoyer Monsieur van Beuningen à Vôtre Majesté, pour l'informer particulièrement de leur conduite sur tout ce qui s'est passé depuis six mois entre le Roi d'Angleterre & eux.

Qu'ils lui donnent ordre de demander ses bons avis sur toutes choses, qu'ils veulent suivre absolument & se régler selon ses sentimens, & faire connoître par toutes leurs actions [ 551 ]

actions à Vôtre Majesté, qu'elle n'a point d'Alliez plus fidéles ni plus affectionnez à

fon fervice qu'eux.

Il me dit ensuite, que ledit Sieur van Beuningen étoit absolument revenu de tout ce qui pouvoit faire peine à Vôtre Maiesté dans un tel emploi, qu'elle le trouveroit porté dans tout ce qui regarde les vantages de la France; qu'il en avoit donné des preuves dans cette derniére proposition de Friquet, & qu'il avoit porté la Ville d'Amsterdam au refus de cette Li-

gue.

ef-

us ·fi

ur ter

un

rer ois

en-

de

né-

olu

tre

ent

paf-

ter-

fes

lent

Cen-

eurs

ODS

Qu'il l'avoit si bien secondé auprès des autres Villes, qu'il avoit autant de part que lui aux favorables sentimens qu'elles ont témoigné pour les intérêts de Vôtre Majesté, & qu'étant tout-à-fait revenu de ce qui m'avoit fait peine par le passé, il n'avoit pas crû pouvoir nommer à Messieurs les Etats une personne plus capable ni mieux intentionnée pour les intérêts communs que lui: que si sa conduite déplaît à Vôtre Majesté, Messieurs les Etats le rappelleront tout aussi-tôt, mais qu'il est très-persuadé qu'elle en sera très-satisfaite.

Je lui ai répondu, qu'il avoit eu connoiffance du sujet que j'avois eu de croire que ledit van Beuningen n'étoit pas bien intentionné; que de plus il sçavoit, que quand il avoit une opinion dans la tête, rien n'étoit capable de le faire changer, & que cette manière d'agir n'agréoit pas à Vôtre Majesté; que tout ce que je lui pouvois

dire

dire étoit, que, s'il est à présent tel qu'il me le représente, Vôtre Majesté, étant éclairée comme elle est, le reconnoîtra en peu de tems, & que, selon qu'elle en jugera, les affaires de Messieurs les Etats iront bien ou mal.

Ensuite ledit van Beuningen m'est venu voir deux fois. Il ne m'a pas seulement consirmé tout ce que le Sieur de Wit m'a dit, mais il m'a ajoûté, qu'il avoit tiré le consentement de Messieurs les Etats, de ne rester pas un jour en France, après que Vôtre Majesté lui auroit témoigné que sa personne ne lui est pas agréable. J'estime qu'après cette déclaration il se conduira ensorte que Vôtre Majesté en sera contente. J'ai retiré la Copie de son instruction par le moyen d'un de mes amis, Vôtre Majesté verra par-là les ordres qu'on lui donne.

#### LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 5. Decembre 1664.

Uand le Sieur de Wit vous a témoigné désirer de la part des Etats, que je fisse sçavoir au Roi d'Angleterre l'obligation que j'avois contractée par nôtre dernier Traité, de les assister contre quiconconque les attaquera dans l'Europe, ledit Sieur de Wit ne sçavoit pas ce que je vous ai depuis mandé, que j'ai fait entendre la chose aux Mylords Hollis & Fijardin en termes bien clairs & bien intelligibles, dans l'occasion qu'il s'est reparlé ici du Projet du Traité de Commerce avec l'Angleterre. Cette déclaration néanmoins, contre l'opinion dudit de Wit, n'a pas empêché que les Anglois n'ayent persisté dans leur résolution d'attaquer la Flote Hollandoise si

elle paroît dans la Manche.

n

1nt

lu

nt 'a

le

ne

ie fa

ne

ra

n-

ac

re

né

je

0-

tre

ui-

n-

Quant aux affürances que ledit Sieur de Wit continuë à vous donner, que les Etats n'entendront à aucune proposition qui aille contre mes intérêts, dont ils ne se separeront jamais; à vous parler franchement & confidemment, je croi que j'en puis être assûré tant qu'ils demeureront dans le danger où ils se trouvent, d'avoir à foûtenir une guerre contre l'Angleterre; mais je ne fçai fi, quand leurs affaires auroient pris une autre face par l'accommodement de leurs différens, je puis bien me promettre qu'ils n'entendront plus à l'ouverture de l'Evêque de Munster, de se liguer avec l'Empereur & d'autres Princes de l'Empire, & peut-être avec le Roi d'Espagne même, pour les différens des Païs-Bas, tant ils sont frappez de l'imagination que rien ne peut-être plus contraire aux intérêts de leurs Etats, que mes progrès dans la Flandre, & le voisinage des Armées de France. C'est pourquoi, si le cas Tome II.

arrive qu'ils me puissent faire une instance formelle de leur donner des affiftances en conformité de ce dernier Traité: je croi que, comme par le même Traité ils se font réciproquement obligez envers moi de conferver inviolablement l'amitié avec cet Etat, & de ne rien faire jamais qui aille contre mes intérêts, ainsi qu'un vrai Ami doit faire, je ferai alors également en droit, avant que de les affister effectivement, de leur demander qu'ils me donnent une nouvelle assurance en la forme que je la défirerai pour mon entière fûreté, qu'ils n'entendront jamais avec aucun Prince à une pareille Ligue si contraire à mes intérêts, autrement il se trouveroit dans la suite que je leur aurois moi-même fourni les movens de me faire du mal, Tout ceci doit demeurer en vous feul, n'étant pas encore tems de s'en expliquer. Mais il est bon que vous en soyez averti par avance, afin que vous proposant toûjours cette vifée, vous y puissez de bonne heure difpofer les chofes.

J'ai fort agréé l'offre que vous a fait le Sieur de Wit, de remettre à ma Médiation tous les différens que les Provinces-Unies peuvent avoir avec les Rois de Suéde & de Dannemarc. Et comme je crois d'ailleurs que ces deux Rois ne s'en éloigneront pas, si ce n'est que quelqu'un ait pris des mesures contraires avec l'Angleterre au passage de l'Ambassadeur Carlisle à son retour de Moscovie, je serai tost-

jours

jours pret à m'entremettre pour un bon accommodement entre les parties.

#### LETTRE

# Du Comte d'Estrades an Roi.

Le 11. Decembre 1664.

l'Ai reçû les dépêches que Vôtre Majefté m'a fait l'honneur de m'écrire du 5. de ce mois. Il ne se peut rien ajoûter à la pensée qu'elle a pour prendre ses précautions, avant qu'elle foit pressée par Messieurs les Etats de se déclarer contre l'Angleterre suivant le Traité de 1662. J'aurois bien souhaité me dispenser de toucher cette matiére jusques à nouvel ordre de Vôtre Majesté, parce qu'elle m'ordonne de conserver la communication de cette penfée à moi feul, le cas n'étant pas encore arrivé d'en parler: mais étant bien averti, que sur les dernières dépêches d'Angleterre, & fur la rupture de ce Royaume avec Messieurs les Etats, ils ont dépêché un Courier au Sieur van Beuningen, pour lui donner charge expresse de demander à Vôtre Majesté les douze mille hommes de secours stipulez par ledit Traité, dans le moment que la rupture sera faite, j'ai cstimé.

e

1.

9-

5-

is

i-

it

e-

le

ù-

ITS

mé qu'il alloit de son service de pressentir comme de moi-même, sans l'engager à rien, quels sont les sentimens du Sieur de Wit fur cette pensée de Vôtre Majesté. Et pour cet effet ledit Sieur de Wit m'étant venu voir, & m'exagerant la rupture du Roi d'Angleterre par l'arrêt dans ses Ports de tous les Vaisseaux de l'Etat, & la prise de ceux qui venoient de Bordeaux & d'autres Ports de France, me dit, que Messieurs les Etats espéroient que Vôtre Majesté, suivant le Traité, leur donneroit les douze mille hommes de secours, après l'acte d'hostilité que lesdits Anglois avoient commis: & qu'ensuite, après le tems marqué, elle se déclareroit tout-à-fait.

Que lesdits Etats donnoient ordre audit Sieur van Beunirgen de l'en supplier & de l'en presser, ne doutant pas qu'un Traité si solemnel fait avec Sa Majesté ne

foit accompli en tous ses points.

Je lui répondis, qu'il avoit vû par mes dépêches précédentes, comme Vôtre Majefté avoit fait tout ce que les les Etats avoient désiré, tant en passant des offices auprès du Roi d'Angleterre en leur faveur, que par les réponses qu'elle avoit fait aux Mylords Hollis & Fijardin; qu'il m'avoit témoigné de la part des Etats, que Vôtre Majesté ne pouvoit pas faire davantage; mais que me parlant à cette heure d'un secours de 12000. hommes, & ensuite d'une rupture par Vôtre Majesté, je ne pouvois plus lui parler que de moi-même, n'ayant nulle

ta

ai

nulle connoissance des articles dudit Traité, ni quel engagement il y a de rupture de part & d'autre: & faisant semblant de l'ignorer, pour mieux reconnoître ses sentimens sur le sujet des dépêches de Vôtre Majesté, sans qu'il put pénétrer mon desfein, je lui dis, que je ne pouvois comprendre comment ce Traité avoit été conçû en la manière qu'il me le disoit, que Vôtre Majesté n'y pouvoit trouver son avantage, en ce que les Etats avoient plusieurs Rois & Princes fouverains leurs voifins, qui avoient fouvent des démêlez avec eux, & qu'ainsi elle seroit toûjours à la veille d'avoir une guerre pour leur intérêt : ce qui n'étoit pas égal du côté de Vôtre Majesté, ne pouvant avec vraisemblance avoir rien à démêler qu'avec le Roi d'Espagne, & qu'ainsi ils n'avoient pas à craindre d'entrer en rupture pour les intérêts de Vôtre Majesté qu'avec ce seul Roi; ce qui faisoit que je ne trouvois pas les conditions qu'il disoit si favorables pour Vôtre Majesté comme pour eux.

e

1-

1-

es

r,

IX

it

re

e;

ne

ois

int

lle

Il me repliqua, que Vôtre Majesté n'étoit pas obligée de les assister s'ils étoient les aggresseurs, sans un prétexte légitime & vérissé; mais seulement quand ils seroient attaquez, comme ils le sont à présent par le Roi d'Angleterre: que si le Roi d'Espagne attaquoit Vôtre Majesté, ils romproient & par Mer & par Terre avec lui; mais aussi que, si elle l'attaquoit sans vérisser le prétexte légitime, ils n'étoient pas obligez

Aa 3

de donner secours; ce qui est specifié, ditil, dans ledit Traité réciproquement de

part & d'autre.

Sur cela je lui dis, faifant semblant de ne comprendre pas ce qu'il disoit être porté dans ledit Traité, que si les Etats avoient trouvé des raisons pour justifier qu'ils n'ont pas manqué à Vôtre Majesté dans la paix de Munster, ils en trouveront bien quand le cas écherra, pour faire voir que Vôtre Majesté attaque le Roi d'Espagne sans sujet, quoiqu'il y en ent, pour se dispenfer du secours qui est porté par ledit Traité de 1662.; qu'il seroit bien mieux que Messieurs les Etats donnassent effectivement une nouvelle affürance à Vôtre Majesté, en la forme qu'elle la désireroit pour une entière sureté, qu'ils n'entendront jamais à aucunes propositions de Ligue avec l'Empereur, on d'autres Princes de l'Empire, ni avec le Roi d'Espagne pour la défense des Païs-Bas, si contraires à ses intérêts.

Il me répondit, que Vôtre Majesté se devoit sier à eux, que ma pensée de donner cette nouvelle assurance à Vôtre Majesté étoit tout-à-fait contraire audit Traité, & notamment à l'article de la garantie; que cela ne se pouvoit faire qu'en rompant le Traité, & causant un très-mauvais effet dans l'esprit de ces peuples, qu'ils se résoudroient plûtôt à essuyer eux seuls l'évenement de la guerre d'Angleterre, & à se voir abandonnez de Vôtre Majesté, que de de consentir que ledit Traité fut altéré; que je sçavois que, pour y ajoûter l'article de la garantie de Dunkerque, on avoit été six mois pour le faire comprendre; que ce-la n'altéroit pas celui qui avoit été fait à Paris, & que déja dans les Provinces on publioit, qu'il n'y avoit nulle sûreté à ce qui avoit été traité en France avec V. M.

Que pour ôter tout ombrage des objections que je lui faisois, il n'y avoit qu'un seul moyen assuré, qui étoit de reprendre le Projet qui avoit été fait entre nous deux; qu'il avoit toûjours cru par-là attacher pour jamais Messieurs les Etats à Vôtre Majesté, & ôter toute sorte de soupçons par un partage qui décide tous les dissérens qu'on pourroit avoir à l'avenir.

Je lui repliquai, fans vouloir entrer plus avant en matière là-deffus, que n'ayant pas vû ledit Traité de 1662., je lui disois seulement de moi-même mes sentimens, dans une conversation où nous étions insensible-

ment tombez fans aucun dessein.

t

t

C

r

S

er

é

33

1e

le

et

éé-

à

ue

de

Vôtre Majesté verra par tout ce que deffus, & par mon autre Lettre, les mesures qu'elle doit prendre avec Messieurs les Etats. J'appréhende que, si une fois ils sont persuadez que le Traité de 1662. n'est pas observé, tout ce que Downing a dit & fait mettre dans les Gazettes, & ce que Friquet & Richard ont publié, n'oblige ces gens ici à prendre le parti qu'on leur offre. Et je soupçonne fort que Monsieur de Aa 4 Wit, Wit, qui est sin & adroit, n'ait pris quelques mesures avec Friquet, en cas qu'il voye qu'on cherche quelque prétexte de n'accomplir pas ledit Traité de 1662.; mais Vôtre Majesté sçait mieux que personne ses intérêts, & a des correspondances en tous lieux, pour sçavoir ce qu'il y a à craindre là-dessus. Pour moi, je ne connois que la Hollande, & ne pénétre pas plus avant; je m'attacherai seulement à suivre trèsponctuellement les ordres que je recevrai de Vôtre Majesté, & la supplierai trèshumblement de me faire l'honneur de croire que je suis, &c.

# LETTRE

### Du Comte d'Estrades au Roi.

#### Le 11 Decembre 1664.

J'Envoye à Vôtre Majesté la Copie des deux Lettres que Messieurs les Etats ont reçû d'Angleterre par leur Ambassadeur, qui marquent la rupture; j'ai aussi retiré par un de mes amis la résolution qu'ils ont prise là-dessus, & sur-tout d'envoyer un Exprès à Monsieur van Beuningen, pour presser Vôtre Majesté de satisfaire aux conditions du Traité, puisque la rupture est faite.

Dow-

Downing a fait mettre dans les Gazettes, que le Mylord Fijardin étoit revenu fort content & fatisfait de Vôtre Majesté, sur les assurances qu'elle lui avoit données de n'assister pas les Hollandois, dont le Roi son Maître s'étoit expliqué en public.

Monsieur de Wit me vint voir ensuite. non qu'il parût que ce procedé de Downing lui fît peine, mais pour me communiquer les visites que Friquet lui a faites deux jours de fuite. Il a pris le prétexte de lui dire adieu, s'en allant à Bruxelles pour conférer avec Castel Rodrigo; de là il doit aller voir l'Evêque de Munster, d'où il s'en ira trouver l'Empereur à Vienne. Il fe plaignit au Sieur de Wit du refus qu'il avoit fait de la Ligue proposée; mais qu'il espéroit qu'il s'en repentiroit un jour, & que déja on pouvoit connoître que ce grand attachement que Messieurs les Etats avoient avec la France ne feroit pas de durée, puisque des avis de plusieurs endroits assuroient, que Vôtre Majesté étoit d'accord avec le Roi d'Angleterre, & qu'elle ne fongeoit qu'à amuser les Etats par de belles apparences; & qu'avant son départ il lui vouloit dire. qu'il quittoit le certain pour l'incertain.

Le Sieur de Wit lai répondit, qu'il avoit fujet de croire que Vôtre Majesté aimoit l'Etat, & étoit fort exacte à tenir la foi des Traitez; que cela avoit paru par le secours qu'elle avoit donné à Monsieur de Mayence; qu'il pouvoit l'assurer que Messieurs les Etats n'entendroient jamais à au-

Aa 5 cune

cune Ligue contre ses intérêts, & qu'ils ne sequire que Vôtre Majesté leur

voulût manquer.

Friquet lui dit ensuite par forme de ménaces: Je vois bien que vous vous donnez & soûmettez tout-à-fait aux volontez de la France; mais je veux bien que vous sçachiez, que vous vous attirerez, devant qu'il soit long-tems, un grand nombre de Princes trèspuissans pour Ennemis. A quoi ledit Sieur de Wit répondit, que ses Maîtres, étant protegez de Vôtre Majesté, ne craignoient pas tous les Princes ensemble dont il entend parler. Ledit Friquet partit le lendemain 8. de ce mois pour aller à Bruxelles.

Richard a rendu des Lettres à Messieurs les Etats fort civiles de la part de Castel Rodrigo, & beaucoup plus que celles que les autres Gouverneurs avoient accostumé de leur écrire; il à aussi écrit à Mr. de Wit,

en termes fort obligeans.

Il demande de s'entremettre de l'accommodement de l'Evêque de Munster pour
les différens qu'il a avec cet Etat; on l'en
a remercié par des complimens. Toute cette
cabale d'Espagne ne s'applique à rien tant
que d'infinuer dans l'esprit des Députez des
Villes, que Vôtre Majesté leur laissera la
Guerre contre l'Angleterre sur les bras, sans
les affister suivant l'obligation du Traité.
Monsieur de Wit ni les plus éclairez ne le
croyent pas, mais le menu peuple se le
laisse persuader. Je n'oublie rien de rout

ce que je crois être nécessaire pour détruire ces bruits; & je puis donner cette louange à Monfieur de Wit, qu'il ne se peut mieux expliquer qu'il a fait en pleine Assemblée à deux Députez de Haerlem & de Dort, qui lisoient des Lettres qui portoient, que Vôtre Majesté étoit d'accord avec le Roi d'Angleterre : il prit la parole & leur dit, que les Lettres qu'ils lisoient étoient fabriquées par Downing, & qu'il connoissoit son stile; que Vôtre Majesté étoit le Pere de cet Etat, & qu'on pouvoit s'affirer qu'il n'abandonneroit pas ses Enfans. Ces deux Députez sont du parti contraire au Sieur de Wit. Je l'ai fort remercié sur tous ces chefs, & de la communication qu'il m'a donnée de tout ce qui s'est passé entre lui & Friquet, & l'ai exhorté autant qu'il m'a été possible de continuer.

Nous avons eu une longue conférence fur les affaires de l'Electeur de Brandebourg, mais comme il y a quantité de promesses & Contrats faits en divers tems, & dont la vérification des payemens est d'une discussion très longue, nous n'avons rien conclû dans cette prémière conférence, mais ledit Sieur de Wit s'est réduit d'en passer par une Cour de Justice, soit celle de Spire ou de Brabant, moyennant que l'Electeur donnat caution des sommes qu'il seroit ordonné par sentence être dûes. Le Sieur Blackpiel y consent; mais il veut aussi que les Etats donnent caution sur le même sujet.

A.a. 6

1

8

8

a.

3

H

[ 564 ]

Le Sieur de Wit replique, que le cas n'est pas semblable, que les Etats produisent divers Contrats & promesses de ce qu'il doit, & que l'Electeur n'a que des prétensions

fans titre.

La nuit nous separa Monsieur de Wit & moi, & nous avons remis à la semaine prochaine de reprendre cette affaire. Je ne manquerai pas d'y agir avec tout le soin & l'application qui dépendra de moi, suivant les ordres que m'en donne Vôtre Majesté, comme d'une affaire qu'elle affectionne fort.

# MEMOIRE

on the Wall wells entre this

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, le 12. Decembre 1664.

Le Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, a ordre du Roi son
Mastre de renouveller à Vos Seigneuries les
instances qu'il leur a déja faites, pour laisser
sortir en Mer les trois Navires que Sa Majesté a fait acheter à Amsterdam pour son
service, dont l'un s'appelle Bruinvis, & a
pour Mastre Pierre Gringore; le second, la
Cancorde, dont est Mastre le Sieur le Sueur;
de troisième, le Postition, dont est Maitre
Ga-

Gabriel Boulanger; & attendu qu'ils sont tout prêts à partir, de convier Messieurs de l'Amirauté d'Amsterdam, de donner promptement leurs avis sur leur sortie franche & exempte de toute imposition, ainsi qu'il a plu à Vos Seigneuries d'ordonner, afin qu'ils puissent d'autant plutôt se mettre à la voile. Ledit Ambassadeur Extraordinaire requiert aussi Vos Seigneuries, qu'il leur plaise accorder la sortie de deux autres Navires que le Sieur de la Garde Belin, Agent des affaires de Sa Majesté en ladite Ville, frettera & fera charger de diverses choses qu'il a ordre d'envoyer en France pour le service de Sa Majesté: à quoi ledit Ambassadeur Extraordinaire s'affure que Vos Seigneuries n'apporteront aucune difficulté ni retardement. Donné à la Haye le douzième jour de Decembre 1664.

D'ESTRADES.

#### LETTRE

# Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 19. Decembre 1664.

Ai reçû vos dépêches du 11. du courant, & ai été très-aise d'apprendre ce qui s'est passé dans une Conférence que vous a-À a 7 vez

vez eue avec le Sieur de Wit, où vous lui avez touché quelque chose, comme de vous même, de ce que je vous avois mandé de l'inégalité des conditions du Traité que j'ai fait avec les Etats en 1662. Il n'y a aucune raison de dire, que ce seroit altérer le Traité de me donner l'affûrance dont vous lui avez parlé. Ce feroit au contraire un moyen d'en affermir éternellement la durée, en levant de part & d'autre tous les ombrages. Mais ce n'est pas ma plus grande peine, car je crois que, hors des difficultez qui procedent de la constitution de leur Etat, où le fecret est mal-aisé à garder, il seroit affez facile de leur faire comprendre, qu'il n'est pas fort juste que je les sontienne dans toutes les Guerres dont ils sont ménacez de divers endroits, pour me trouver après cela leurs forces fur les bras, dès que la seule occasion où je puis avoir besoin d'eux Mais mon inquiétude est, que quelque fûreté qu'ils me puissent présentement donner contre cette crainte, elle ne fera pas suffisante pour me repondre à moimême qu'ils n'en useront pas autrement quand cette occurrence furviendra, tant ils font frappez de la fâcheuse opinion, qu'ils ont grand intérêt à avoir toûjours une barriére entre la France & leur Etat.

Ouant à leur Union avec l'Empereur pour la défense des Païs-Bas, je n'estime pas qu'elle soit beaucoup à appréhender, au moins de long-tems, ou bien ils fe conduiroient fort imprudemment; car ils ne peu-30%

vent:

[ 567 T

vent pas douter que l'Empereur ne se trouve en tout tems disposé d'y entendre quand ils le voudront, & par consequent ils n'ont aucune nécessité de se hâter là-dessus, ni de me choquer, pour faire prématurément une chose qui dépendra d'eux en tout tems.

Cependant je vous avouë que je ne me trouve pas dans un petit embarras, confidérant que, si j'exécute à la lettre le Traité de 1662., je ferai un trèsgrand préjudice à mes principaux intérêts, & cela pour des gens dont non seulement je ne tirerai jamais aucune affistance, mais que je trouverai directement contraires dans le feul cas où j'aurois besoin de les avoir favorables, & alors les affistances que je leur aurai données tourneront contre moimême. Outre cela je perds l'Angleterre, qui est sur le point de se lier étroitement avec les Espagnols pour le même sujet, en cas que je rejette ses offres; & ces offres font (je puis bien vous confier ce fecret) la Carte blanche en tout ce que je pourrois désirer pour les Païs-Bas, sans même y prétendre un pouce de terre pour elle. D'ailleurs le Roi d'Angleterre me fuggére lui-même des moyens de me pouvoir dispenser avec honneur de secourir les Hollandois: il prétend qu'ils font les aggreffeurs; qu'il a droit au Fort de Guinée dont ils se font emparez; qu'ils ont armé les premiers; qu'ils ont fait une querelle de Nation à Nation, pour un différend particulier entre deux Compagnies, auxquelles il faloit le laisser démêler; qu'ils ont commis la première action de fait & de violence, en maltraitant un vaisseau chargé de Mâts qu'il faisoit venir de Suede, & qu'en tout cas je ne suis obligé à rien hors de l'Europe; qu'il est visible que, sans le différend de Guinée, tous les autres sont faciles à ajuster; & qu'il n'est pas juste que, pour vouloir capricieusement soûtenir un Païs pour lequel je ne suis point engagé, ils allument une Guerre de deçà, parce que n'étant pas obligé pour le principal, je ne le sçaurois être pour l'accessoire & pour ses dépendances. Je ne mets pas en ligne de compte le tour que les Etats me jouerent à Munster, qui auroit mis cet Etat engrand péril, si même pendant ses mouvemens intestins je n'euse trouvé assez de force en ma seule puissance pour résister à toute la Maison d'Autriche. Tout ce que je vous mande devra demeurer en vous feul, & je. défire qu'après l'avoir bien examiné, vous m'en mandiez au plûtôt vôtre avis, dont je ferai beaucoup de cas, & jusqu'à ce que je l'aye, je tirerai en longueur les Négociations de van Beuningen, qui n'est pas encore arrivé. ni - même dos uno

Je vous adresse la Réponse que yous avez estimé à propos que je fisse à la Lettre

Soft compared; qu'ils ont asmé les premiers; qu'ils eas fait une cherelle, de Nation à

nour us different particular en-

de la Douairière d'Orange.

100

LET-

# LETTRE

# Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 18. Decembre 1664.

Etois en quelque peine de m'être trop avancé l'ordinaire passé, sur la Conférence que j'eus avec Monsieur de Wit, touchant la pensée que Vôtre Majesté m'avoit fait l'honneur de me communiquer, mais j'espére qu'elle l'aura approuvé, puisqu'elle m'a donné ordre d'en entamer adroitement le discours comme de moi-même: ce que je n'ai pas eu besoin de faire, Monsieur de Wit étant venu deux fois chez moi depuis, m'ayant remis lui-même sur ce discours, & fort exageré, que jamais les Etats ne manqueroient en rien à ce qu'ils étoient obligez par le Traité de 1662.; & que Vôtre Majesté se pouvoit assurer, qu'ils demeureroient inviolablement attachez à ses intérêts.

Sur quoi je me suis servi des mêmes termes portez dans la dépêche de Vôtre Majesté, que cela étoit fort bon présentement que lesdits Etats avoient une grande Guerre sur les bras, & qu'ils ne se pouvoient passer d'elle ni de son assistance pour résister à un si puissant Ennemi; mais que, quand quand ce peril qu'ils craignent sera passé, & qu'ils seront retournez dans un plein repos par un accommodement, & qu'ensuite il arrive que Vôtre Majesté se voye forcée par des incidens d'entrer en quelque action pour soûtenir & poursuivre ses intérêts, personne ne lui pouvoit répondre si elle se pourra bien assurer alors, que les Etats continueront d'avoir en sa faveur les mêmes sentimens & bonnes dispositions qu'ils témoignent aujourd'hui.

Que je lui avois dit dans nôtre dernière convertation, que puisqu'ils avoient justifié par des imprimez, qu'ils n'avoient pas manqué à la France dans la paix de Munster, il pourroit bien austi arriver, que, sur les droits de Vôtre Majesté, ils n'en conviendroient pas, & qu'ils chercheroient aussi de nouvelles justifications pour n'en-

trer pas en rupture. Maio HW.

Il me répliqua, que quand Votre Majesté fera voir les droits clairs à Messieurs les Etats, ils ne hésiteront pas à prendre son parti selon l'obligation du Traité; & qu'il me donnoit encore parole, qu'ils seront aussi échaussez à suivre les intérêts de Vôtre Majesté, étant en pleine paix, qu'ils le sont présentement qu'ils ont des affaires fur les bras, & qu'ils ne feroient bons à rien, s'ils n'agissoient toûjours avec toute la fincérité & la reconnoissance qu'ils doivent à Vôtre Majesté de toutes les grandes obligations qu'ils lui ont. Ce discours fut suivi de tant de marques d'attachement pour son

fon fervice, qu'il ne s'y peut rien ajoater

de plus.

Je lui communiquai l'avis que Vôtre Majesté a eu de Londres, le priant de le ménager ensorte qu'on ne sçache pas d'où il vient; ce qu'il m'a promis de faire, & m'a témoigné que Messieurs les Etats se sentoient fort obligez à Vôtre Majesté de la bonté qu'elle avoit de les en avertir.

J'ai tâché de pressentir Monsieur de Wit, si Messieurs les Etats ne consentiroient pas dans cette conjoncture, de rendre la place de Rhinberg à Monsieur l'Electeur de Cologne. Il m'a dit que cette affaire n'étoit pas faisable, que les Provinces ne revenoient pas d'une Résolution prise pour conserver leurs Conquêtes; que la proposition ne serviroit qu'à donner des ombrages; & que je pouvois juger que, puisque les Etats n'y avoient pas consenti dans le tems que leurs Ambassadeurs Extraordinaires en étoient requis par Vôtre Majesté, ils le seroient encore moins à présent.

L'Assemblée de Hollande doit se séparer la veille de Noël, pour huit jours seulement. Monsieur de Wit est tellement occupé, qu'il a fallu remettre après les sêtes à traiter les affaires des Princes voisins. Le Sieur Blaespiel en est convenu, & on a déja dressé un Projet pour les intérêts de

Monsieur l'Electeur de Brandebourg.

Je n'ai pas manqué de témoigner à Monfieur de Wit, que Vôtre Majesté me chargeoit de nouveau de presser la restitution des des Biens de l'Ordre de Malthe, lui faifant entendre, qu'ils avoient à craindre d'être troublez par ceux de l'Ordre dans leur Commerce de la Méditerranée. Il promet de s'y employer de nouveau; mais si Vôtre Majesté avoit agréable d'en parler un peu fortement au Sieur van Beuningen, cela feroit un bon esset, étant assuré qu'on fera tout ce qu'il mandera là-dessus.

Le Commandeur Tromp est de retour au Tessel avec son Escadre. Il y a escorté les Navires des Indes, qui ont passé du long de l'Ecosse jusques à la Mer du Nord.

Les quatre Navires chargez de vivres & de Munitions de guerre, destinez pour la Guinée, ne partiront qu'au mois de Mars

prochain.

L'arrivée de Monsieur de Ruvigny en Angleterre, & ce que Downing publie, qu'il est envoyé vers lle Roi son Maître pour confirmer la liaifon qu'a faite le Mylord Fijardin dans son voyage, donne des ombrages ici parmi les Députez des Villes qui ne sont pas des plus éclairez, & qui font fort susceptibles de mauvaises impresfions. Monsieur de Wit m'a bien demandé le sujet de son voyage, sans pourtant croire ce que ledit Downing publie partout. Je l'ai affûré, que ce voyage pouvoit être pour quelqu'autre affaire qui ne regarde pas Messieurs les Etats, d'autant plus que la dépêche de Vôtre Majesté n'en fait aucune mention. Ledit Sieur de Wit m'a dit, qu'ils avoient eu nouvelle par une [ 573 ]

une Galliote venuë de la Mer Méditerranée, que le Capitaine qui commande l'Efcadre d'Angleterre en cette Mer, avoit renouvellé le Traité de paix avec les Barbares d'Alger, & que le Sieur van Beuningen auroit ordre de proposer à Vôtre Majesté quelque armement commun contre lesdits Barbares. Il m'a donné la réponse que Messieurs les Etats ont faite au dernier Mémoire de Downing, que j'ai jointe à cette dépêche.

### LETTRE

### Du Comte d'Estrades au Roi.

Le 25. Decembre 1664.

IL est très-certain, comme Vôtre Majesté a fort bien remarqué, que quelques suretez & quelques précautions que l'on prenne avec Messieurs les Etats, on ne sçauroit s'assurer qu'ils exécutent ce qu'ils promettront, quand le tems sera venu que Vôtre Majesté voudra faire valoir ses droits dans la Flandre, & que rien au monde n'est capable de leur faire changer la fausse opinion du grand intérêt qu'ils ont d'avoir toûjours une Barrière entre la France & leur Etat.

Il ne faut pas non plus s'attendre que le

secret soit gardé dans les choses qu'on traitera avec eux fur cette matiére, la constitution de l'Etat ne le permettant pas. Je passe plus avant, & dis, que quand toutes les Provinces seroient d'accord de se joindre à Vôtre Majesté pour la Conquête de la Flandre, & que ce secret pourroit être gardé, je doute qu'on pût ajuster les avis des Villes pour l'exécution de ce qui auroit été convenu quand le cas seroit échû. Je le juge ainsi par l'expérience que j'ai de leur manière d'agir. J'ai vû l'affaire de Malthe dix fois ajustée, & rompue par l'avis d'un seul Député de la Ville d'Utrecht, qui n'y a pas voulu consentir. Une infinité d'autres affaires ont été échouées par des Députez gagnez avant la résolution. Quel fondement peut-on faire sur tant de têtes qu'on divise par Cabales, par argent, & par de fausfes impressions qu'on leur donne de l'ambition & de la grandeur de Vôtre Majesté? Je sçai mieux que personne combien ils en font susceptibles, & comment dans toutes les affaires il a falu agir auprès d'eux; c'estavec un foin & une application incroyable pour les détromper, & après tout cela il vient une nouvelle Assemblée en Hollande, remplie de nouveaux Députez qui changent de fentimens, & renversent tout ce que les autres avoient fait. Voilà ce qui regarde le dégoût que l'on peut prendre des Etats: il refte à confidérer quels inconvéniens il peut produire. Il y a grande apparence qu'ils se lieront avec l'Empereur & la Maison d'Autri-

pl

Pe

In:

dr

m

[ 575 ]

uiche pour la défense des Païs-Bas, dès qu'ils verront que Vôtre Majesté ne se join-dra pas à eux contre l'Angleterre. Ils ne sont pas capables de comprendre aucune raison là-dessus, quoique toutes celles que Vôtre Majesté allégue dans sa dépêche soient assez fortes, & que ce que Monsieur de Lionne m'écrit, qu'ils ont donné ordre à leur Ambassadeur à Madrid, d'écouter les propositions que le Roi d'Espagne leur fera pour la défense des Païs-Bas, les accuse de la faute d'avoir contrevenu les prémiers au Traité de 1662., & dispense Vôtre Majesté de l'obligation de l'exécuter.

Ainsi, toutes choses bien balancées, il me semble qu'il est plus avantageux à Vôtre Majesté & à ses sujets de préférer l'Angleterre aux Etats; les conditions que le Roi d'Angleterre offre à Vôtre Majesté étant trop raisonnables pour les rejetter, puisqu'il ne prétend rien à la Conquête de la Flandre, & que les Etats ne traiteront jamais avec elle qu'ils n'ayent le partage

projetté.

n

il

nt

es

1e

il

ut-

fe

u-

ri-

Le fecours qu'elle recevra d'Angleterre lui fera incomparablement plus prompt & plus fûr; car en un instant les ordres en peuvent être donnez par ledit Roi & exécutez dans une marée, à cause de la proxi-

mité des lieux.

Il en est au contraire des Etats; il faudra quelquefois attendre des cinq ou six semaines avant que la Résolution des Provinvinces foit venue; & après cela peut-être de trois mois les Vaisseaux destinez pour le secours ne pourront sortir des Havres: joint que si l'Angleterre est unie avec l'Espagne contre Vôtre Majesté, Elle l'aura toûjours sur les bras dans toutes les Mers, & ses Sujets ne pourront jamais être paisibles dans leur Négoce, dont ils se refroidiront; au lieu que si l'Angleterre est dans ses intérêts, ils y seront plus échauffez, & on pourra par un Traité convenir ensemble & réciproquement d'un Commerce, & s'entre-aider, foit dans les Indes ou dans le Levant, & profiter ainsi du déchet de celui de Hollande, qui arrivera infailliblement, ayant commencé à paroître à Amsterdam dans cette année, où le Commerce a rapporté dix millions moins que la précédente, à cause de sa perte, & toutes les autres Villes à proportion.

Au contraire, si Vôtre Majesté étoit liée suivant le Traité avec les Etats, ils feroient tout leur possible pour empêcher que ses Sujets n'entrassent en aucun Commerce, & se serviroient de tous les moyens imagina-

bles pour le ruiner.

Votre Majesté peut aussi, par un Traité avec le Roi d'Angleterre, se faire restituër l'Acadie, depuis Patagonet jusques au Cap Breton, qui sont quatre-vingt lieuës de Côte, où il y a de fort bons Havres, & obliger le Roi d'Angleterre, par le même Traité, de déclarer la Guerre aux Iroquois, que les Hollandois, qui avoient leurs Habi-

Habitations voisines ont toûjours assistez d'Armes & de Munitions contre nous. Moyennant cela Vôtre Majesté rendroit le Canada libre des seuls ennemis qu'elle a en ce païs-là, & les attaquant par le côté de Canada, & par celui que les Anglois occupent, ils seroient tous detruits dans un an: ainsi faisant des réslexions sur tout ce que dessus, je persiste dans le sentiment où je suis, qu'il y a plus de süreté & plus d'avantage de se lier avec les Anglois qu'avec les Hollandois, & que le mai est bien plus à craindre d'avoir les prémiers contraires que ceux-ci.

Car si ces derniers font quelque chose contre les intérêts de Vôtre Majesté, elle les peut châtier facilement en assistant l'Electeur de Brandebourg, l'Electeur de Cologne, & le Duc de Neubourg, qui ont dequoi entretenir une Armée dans le païs de Juliers & de Cléves avec l'assistance de Vôtre Majesté, & réduire les Etats à ce qu'ils voudront; étant impossible qu'ils puissent soûtenir la Guerre par Mer contre le Roi d'Angleterre, & par terre contre

ces Princes.

-

u

a

î-

e

18

ée

nt

es

&

a-

té

ër

ap ô-

0-

ne

ro-

urs biJ'ai estimé à propos de différer à presser leur accommodement, jusques à un nouvel ordre de Vôtre Majesté, & que l'on puisse voir comment les Etats en useront après qu'elle se sera expliquée sur sa dernière résolution.

Je supplie très - humblement Vôtre Majesté de m'excuser, si je lui expose mes sentimens avec trop de liberté, & de croire que je ne le fais que par obérssance, par Tome II. Bb le zèle & par la passion que j'ai pour son service, les soûmettant entiérement aux grandes lumières que Vôtre Majesté a de

toutes choses.

Vôtre Majesté me permettra de lui dire, que si elle désire que ce qui se traitera entr'Elle & le Roi d'Angleterre soit secret, il faut que le Sieur Downing n'en sçache rien; car il a déja trop publié ici, & même jusques à faire mettre dans les Gazettes, la bonne intelligence qui étoit entre Vôtre Majesté & le Roi son Mastre. Il a même dit à plusieurs des Etats, qu'il y avoit une Ligue offensive & défensive entre la France & l'Angleterre, & qu'ils ne faisoient rien en Angleterre que de concert avec

Vôtre Majesté.

Le Secretaire de l'Ambassade de Hollande en Angleterre, appellé Cunæus, qui est
Créature du Sieur de Wit, est arrivé depuis deux jours. Il a dit en plusieurs lieux,
que le Sieur van Goch, Ambassadeur de
Messieurs les Etats, avoit grand soupçon
de quelque intelligence secrete entre Vôtre
Majesté & le Roi d'Angleterre, & qu'il avoit été dépêché vers Messieurs les Etats
exprès pour leur en donner avis. Il ajoûte,
qu'il y a grand bruit en Angleterre, que
Vôtre Majesté a acheté Tanger dudit Roi,
& que l'on employe l'argent de cet achât
aux dépenses qui se sont à présent pour
sont armement de Mer.

Dans la Conférence que j'ai euë aujourd'hui avec le Sieur de Wit fur les Sauf-conduits pour les Paquetboots, & fur les ordres

dres que j'ai demandez pour faire lever les défenses, & laisser sortir librement des Mâts. & autres Munitions qui ont été achettées pour Vôtre Majesté, que Messieurs les Etats ont accordé, j'ai remarqué qu'il étoit fort inquiet & interdit: il m'a demandé en une demi-heure plus de dix fois, si je ne croyois pas que Vôtre Majesté exécutât le Traité de 1662. Je lui ai répondu, que je croyois qu'elle feroit tout ce à quoi elle étoit obligée, & que pour cela il faloit mettre papier sur table, & examiner les obligations de part & d'autre, dont il pourra être informé par les Conférences que le Sieur van Beuningen aura euës avec Vôtre Majesté; j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de rendre compte à Vôtre Majesté de tout ce que dessus.

Il me vient une pensée touchant le Sieur de Wit, & ce seroit un inconvénient encore à craindre, en se désunissant d'avec Messieurs les Etats, qui est, que lui & sa Cabale ne se trouvassent accablez & ruinez par celle du Roi d'Angleterre, qui prenant l'autorité dans l'Etat, & remettant le Prince d'Orange fon Néveu dans fes Charges, restera tellement le maître dans ces Provinces, que Vôtre Majesté n'y aura que -le crédit que ledit Roi voudra bien qu'elle y ait: ce que je mets en considération à Vôtre Majesté, afin qu'elle examine si cette précaution est raisonnable, & si elle a des voyes pour y remédier, en prenant pour cela des mesures avec le Roi d'Angleterre,

ainsi qu'elle verra pour le mieux.

,

e

n

e.

1-

ts

ie.

i,

ât

ur

Ir-

n-

res

Bb 2

ME-

### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, le 26. Decembre 1664.

I E Comte d'Estrades, Ambassadeur Extraordinaire de France, représente à Vos Seigneuries, que le Roi son Maître considérant que les Paquetboots qui viennent d'Angleterre à Calais & à Dunkerque, & qui retournent de ces Places en Angleterre, pourroient, dans la conjoncture présente des affaires, être troublez à la Mer par des Vaisseaux Hollandois, sous prétexte qu'ils appartiennent aux Anglois; Sa Majesté lui a donné ordre de réquerir Vos Seigneuries, que lesdits Paquetboots puissent aller & venir avec liberté & sureté, sans crainte d'être pris ou arrêtez par aucuns de leurs Vaisseaux, ainsi qu'il est arrivé par deux fois dans la derniére Guerre qu'elles ont eue avec l'Angleterre; & outre l'utilité qui en reviendra au Public, Sa Majesté y prendra grand intérêt pour le bien de ses affaires, & même aura fort agréable qu'il plaise à Vos Segneuries, pour une plus grande sureté, d'accorder des à présent auxdits Paquetboots les Passeports & Sauf-conduits qui seront nécessaires à cet effet. Comme aust ledit Ambassadeur Extraordinaire requiert Vos Seigneuries, de laisser sortir librement du Teffel, au premier bon vent qu'il aura, le Vaisseau de St. Sebastien, appartenant

a

10

VO

fie

rec

me

nant au Roi son Maître, lequel le nommé Prasson, qui en est le Maître, a conduit audit lieu du Tessel, d'où s'étant mis en devoir de partir, il en a été empêché par les Vaisseaux de cet Etat, qui ont même tiré à bale sur lui, pour le faire obéir aux ordres qu'ils avoient de ne laisser sortir aucuns Vais-Jeaux des Ports de ces Provinces: ensemble, d'accorder la sortie libre aux Vaisseaux que le Sieur de la Garde-Belin doit envoyer en France, chargez de diverses choses qu'il a achetées pour l'armement de Vaisseaux pour le compte du Roi & de la Compagnie des Indes Occidentales, & de donner à cet égard main levée des défenses générales que Vos Seigneuries ont faites, de ne laisser-sortir des Ports de leur obéissance aucunes Munitions de Guerre, ni Marchandises servant à la Marine. Donné à la Haye le vingt - sixième Decembre 1664.

C

é

u

Fi

,

le a-

ur

é-

છ

et.

li-

tir

'il

te-

int

D'ESTRADES.

### LETTRE Du Roi au Comte d'Estrades.

Le 26. Decembre 1664.

J'Ai reçû yôtre dépêche du 18. & vû ce que le Sieur de Wit vous a dit quand vous l'avez mis sur le discours que j'avois trouvé à propos que vous lui ouvrissiez comme de vous. Mais à dire vrai, je reconnois bien que je m'abuserois moi-même, si je comptois pour quelque chose toutes les belles paroles qu'il vous a dites. Il Bb 3

le comme il doit, & principalement en cette conjoncture; mais quand cela ne feroit pas bien loin de son intention, comme j'en suis assaré, je vois assez qu'il n'engage à rien ses Maîtres ni lui-même, ayant todjours cette évasion prête au besoin quand. le cas arrivera, qu'il n'a dit que ses sentimens particuliers, & que la pluralité l'a emporté. Ce mot de Droits clairs, dont il a usé, est aussi un autre échapatoire tout préparé; car il n'y en a guéres de si clairs au monde, en quelque différend que ce foit, qui n'avent quelques exceptions & raisons contraires, que chacun admet pour bonnes, felon sa passion ou son intérêt, & donne le tort à l'autre Partie. Pour cette chaleur qu'il veut perfuader que Messieurs les Etats, étant en pleine paix, auront à suivre mes intérêts, cela ne s'accorde guéres avec l'avis que j'ai très-certain & à n'en point douter, que Messieurs les Etas ont déja donné ordre en grand secret à leur Ambassadeur à Madrid, d'écouter toutes les propofitions qui lui seroient faites touchant la Ligue pour la défense des Pars-Bas . & d'en rendre compte par ses dépêches avec le même secret. En quoi, si je pouvois prouver la chofe, fans commettre la perfonne qui m'a donné cet avis de Madrid même, ce que je ne veux ni ne dois faire, je pourrois former une plainte très-juste, que Messieurs les Etats ont déja commencé à manquer à nôtre Traité, puisque nous nous fommes actuellement promis de procurer chacun l'avantage de son Allié; & par une

une autre clause, de se donner avis l'un à l'autre de tout ce qui se passera au préjudice

de l'un des deux.

e

e.

à

18

)-

ar

e

Cependant Messieurs les Etats ne satisfont point à ces deux points, mais donnent en grand secret des ordres à leurs Ministres de travailler au plus grand préjudice qu'ils peuvent être capables de me procurer. Quant à ce que le Sieur de Wit vous a dit, qu'ils ne seroient bons à rien. s'ils n'agissoient en tout tems avec la sincérité & la reconnoissance qu'ils me doivent, je n'aurois pas beaucoup de peine à lui accorder la consequence qu'il tire; & vous sçavez quelle est ordinairement en général la gratitude des Républiques, & en particulier de celle-ci. Vous sçavez aussi quelle retribution je reçûs à Munster de l'obligation qu'ils avoient à cette Couronne de leur Souverainere, de leur établissement & de toute leur grandeur. Il faut donc me présenter d'autres choses que de belles paroles s'ils prétendent me persuader: & comme je vous l'ai déja mandé, ce qui fait mon plus grand embarras en cette occurrence, c'est que je ne sçai pas bien moi-même ce que je leur pourrois demander, pour me pouvoir pleinement répondre d'avoir une entiére sûreté de ne voir pas quelque jour leurs armes tournées contre les miennes, après que je les aurois soûtenus contre des Ennemis qu'ils se sont attirez sur les bras, pour vouloir profiter de tout le Commerce d'Afrique, qui est un endroit du Monde pour lequel je ne suis Bb 4 enengagé à rien envers eux par ce Traité. Voilà mes doutes, mes foupçons, ou pour mieux dire, mes très-justes craintes, sur lesquelles j'attens avec d'autant plus d'impatience d'apprendre vos sentimens, que le Sieur van Beuningen est arrivé, qu'il a déja vû ceux qui me servent, & demande à me voir, c'est-à-dire à me presser pour des choses de soi fort désagréables, mais que je puis dire qui ne le seroient pas, si j'étois du moins assûré d'employer mes assistances utilement pour avancer mes affaires, & de n'avoir pas le chagrin d'agir contre moi-même.

### LETTRE

De Mr. de Lionne au Comte d'Estrades.

Le 29. Decembre 1664.

Monsieur van Beuningen vit hier le Roi en particulier, & eut la commodité d'entretenir Sa Majesté une grande heure & demi, c'est-à-dire tant qu'il voulut. Sa Majesté lui dit, qu'elle feroit grande réslexion à tout ce qu'il lui avoit représenté, qu'elle examineroit mûrement la matière, & qu'après nous nous verrions, & qu'elle lui feroit sçavoir par moi ses intentions.

olooperk ir dajoning

distributed partitional ic notices

#### MEMOIRE

Du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 30. Decembre 1664.

LE Comte d'Estrades, Ambassadeur Ex-traordinaire de France, ayant vil dans la Résolution que Messieurs les Etats ont prise sur le dernier Mémoire qu'il a présenté à Leurs Seigneuries, qu'elle n'étoit pas décisive à l'égard de la liberté & sureté des Paquetboots qui vont & viennent d'Angleterre à Calais & à Dunkerque, & de ces Places en Angleterre, & des Sauf-conduits & Passeports mentionnez en son dit Mémoire, il requiert instamment Leurs Seigneuries, qu'il leur plaise lui faire une réponse positive làdessus, ainsi qu'il a ordre exprès du Roi son Maître de la demander, & d'en rendre compte à Sa Majesté par le prochain ordinaire de France: ce que ledit Ambassadeur Extraordinaire s'assure d'autant plus que Vos Seigneuries ne lui refuseront pas, que le Roi d'Angleterre a déja accordé la même chose de sa part, & qu'il n'y a rien en cela qui puisse être contraire aux intérêts de cet État, & qu'au contraire ils y en ont un commun avec le public. Donné à la Haye le 30. jour de Decembre 1664.

i

1

D'ESTRADES.

FIN.

Bb 5 TABLE



### DU

### TOMESECOND,

Des Années 1663. & 1664.

TRaité d'Amitié, de Confédération, de Commerce & de Navigation, entre le Roi Très-Chrêtien, & Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, fait à Paris le vingt-septième Avril 1662. Pag. I

### JANVIER 1663.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, l' Janvier.	e 4.
Lettre de Créance du Comte d'Estrades sentée à Messieurs les Etats Généraux	pré-
Provinces Unies des Païs-Bas, le 3.	fan-
Harangue du Comte d'Estrades faite en le semblée de Messieurs les Etats Généra des Provinces - Unies des Païs-Bas	aux
3. Janvier. Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le Janvier.	33 11. 36
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le Fanvier.	19.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le Janvier.	18.
: [1] [1] [1] [2] [1] [1] [1] [1] [1] [1] [1] [1] [1] [1	Let-

Lettre du Roi au Comte d'Estrades le 26. Janvier. 47
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 25. Janvier. 55

### FEVRIER 1663.

A. The state of th
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 1. Février.
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 2.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 8. Février.
Mémoire du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provin-
ces-Unies des Païs-Bas, le 10. Fé-
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 9. Février.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 15. Février.
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 16. Février. 89
Mémoire donné au nom du Roi par Monsieur de Lionne à Monsieur l'Ambassadeur Bo-
reel, le 16. Février 1663. concernant la Ratification du Traité de Paris du 27.
Avril 1662. & de la Garantie de Dun- kerque. 91
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 22. Février. 94
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 23. Février.
Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provin-
Bb 6 ces

ces Unies des Païs-Bas, le 23. Fevrier. 110 Réponse au Mémoire donné à Monsieur le Comte d'Estrades de la part de Messieurs les Etats Généraux des Provinces Unies, sur le sujet des prétenduës contraventions au dernier Traité fait entre le Roi & lesdits Etats.

#### M A R S 1663.

112 11 10 1003.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi le 1. Mars.
Lettre du Roi au Comte d'Estrades le 2 Mars.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 8. Mars.
Mémoire du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provin-
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 15.  Mars. 128
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 25. Mars. 131
Mémoire du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, le 6. Mars. 141
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 23. Mars. 142
Mémoire du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, le 19. Mars 147
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 22. Mars.
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 30.  Mars.  159 Let-

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 29. Mars. 163

#### A V R I L 1663.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 5. Avril. Mémoire du Comte d'Estrades, présenté à Mesheurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Païs Bas, le 11. Avril. 172 Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 12. Avril. 174 Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 12. Avril. 177 Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 13. Avril. 183 Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 19. Avril. 186 Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 20. Avril. 192 Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 20. Avril. 194 Lettre du Comte d'Estrades an Roi, le 26. Avril. 197 Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 26. Avril. 199 Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 27. Avril. 200

#### M A Y 1663.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 3.

May.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 3.

May.

Bb 7

Let-

# TA BEL E

Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 11.
May
Liste des Traitez dont le Roi demande la Ga-
Liste des Traitez dont le Roi demande la Ga- rantie de Messieurs les Etats Généraux.
에게 되는데 있다면 하면 사람들이 되었다. 이번 사람들은 사람들은 사람들은 사람들은 사람들은 사람들은 사람들은 사람들은
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 10.
May. 211
May. 211 Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 10. May. 215 Ménoire du Comte d'Estrades présenté à Mes-
May. 215.
Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Mes-
seurs les Etats Généraux des Provinces
Unies des Païs-Bas, le 16. May. 216
Lattra de Comte d'Elfrades en Dei le 17
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 17.
May. 217
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 18. May. 218
May. 218
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 24.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 31.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 31.
Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Mes-
fieurs les Etats Généraux des Provinces-
Unies des Païs-Bas, le 31. May. 227
TILL N 1660
J.U.I.N -1663.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi,	le 14.
Juin. Lettre du Comte d'Estrades au Roi,	230
Juin.	231
Lettre du Roi aux Seigneurs Etats Gén	néraux
des Provinces-Unies des Pais-Bas,	le 22.
Juin.	234
- Aller	Mé-

Mémoire du Comte d'Estrades, présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 25. Juin. 236 Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 26. Juin. 237 Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 29. Juin. 240

#### JUILLET 1663.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 5-Fuillet. 243 Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 6. Fuillet. 248 Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 12. Fuillet. 249 Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 12-Fuillet. 250 Lettre du Comte d'Estrades au Roi , le 19. Juillet. 25 I Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 19. Fuillet. 253 Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 20. Fuillet. 254 Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 26. Fuillet. 250

#### A O U T 1663.

Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 1. Août. 258 Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 2. Août. 259 Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 9. Août. 263 Let-

Lettre du Comte d'Estrades au Roi,	le 16.
_ Aout.	267
Projet du Traité proposé par Monse	
Wit.	269
Lettre du Roi au Comte d'Estrades,	le 17.
Août.	271
Lettre du Comte d'Estrades au Roi,	le 23.
Août.	273

### SEPTEMBRE 1663.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 13. Septembre. 276
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 14.
Septembre. 279 Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Mes-
fieurs les Etats Généraux des Provinces- Unies des Païs-Bas, le 19. Septembre. 282
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 20.
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 21.
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 21.
Septembre. 289 Projet d'un nouveau Traité entre le Roi &
Messieurs les Etats Généraux des Pro-
vinces-Unies des Païs-Bas.  Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 27.
Septembre. 297

### OCTOBRE 1663.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 4 Octobre. 299 Let-

Lettre du	Comte	d'Estrades	au	Roi,	le 4.
Octobre.					300
		d'Estrades	au	Roi,	le 11.
Octobre.					303
Lettre du	Comte	d'Estrades	à	Monsi	eur de
Lionne,	le 25.	Octobre.		W ell	309

### NOVEMBRE 1663.

Lettre du Comte d'Estrades à Monsieur	Col-
bert, le 8. Novembre.	311
Lettre du Comte d'Estrades à Monsieu	ir de
Lionne, le 15. Novembre.	313
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, l	e 16.
Novembre.	323
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, l	e 23.
Novembre.	325
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, l	e 28.
Novembre.	329

### DECEMBRE 1663.

그림 생물 경기 없었다. 이번 문에 없는 사람들이 보고 있다면 하는 사람들이 되었다. 그리고 있다면 하는데 하는데 하는데 하는데 하는데 하는데 하는데 하는데 하는데 하는데	
Lettre du Roi au Comte d'Estrades,	le 6.
Decembre.	335
Mémoire du Comte d'Estrades présenté	à Mef-
sieurs les Etats Généraux des Pros	vinces-
Unies des Pais-Bas, le 11. Decembr	e. 337
Lettre du Comte d'Estrades au Roi,	le 13.
Decembre.	338
Lettre du Roi au Comte d'Estrades,	le 20.
Decembre.	344
Lettre du Comte d'Estrades au Roi,	le 20.
Decembre.	352

### T A B L E.

### JANVIER 1664.

Lettre du Duc de Vendôme à Messieurs les
Etats Généraux des Provinces - Unies des
Païs-Bas, le 7. Janvier. 360
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 11.
Janvier. 362
Janvier.  Lettre du Comte d'Estrades à Monsieur de
Lionne, le 24. Janvier. 363
Lionne, le 24. Janvier. 363 Lettre de Monsieur de Lionne au Comte
d'Estrades, le 25. Janvier. 365
Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Mes-
sieurs les Etats Généraux des Provinces-
Unies des Pais-Bas, le 29. Janvier. 367
Raisons pour faire voir que le Capitaine Lau-
rent Davids, Hollandois, doit être remis en-
tre les mains de Sa Majesté.

# FEVRIER 1664

지수보다 하나 있다. 이 아름지 않는데 되었다면 하는데 하루 경기를 받아 한 경기를 시내었다면 하는데 되었다.	
Lettre de Monsieur de Lionn	e au Comte d'Es-
trades le 1. Février.	374
trades le 1. Février. Lettre du Comte d'Estrades	à Monsieur de
Lionne, le 7. Février.	377
Lionne, le 7. Février. Lettre de Monsieur de Lionn	e au Comte d'Es-
trades, le 8. Février.	380
Mémoire de Monfieur Bro	
leurs Hautes Puissances I	Messieurs les E-
tats Généraux des Provi	inces - Unies des
Païs-Bas, le 19. Février	383
Mémoire du Comte d'Estrade	es présenté à Mes-
sieurs les Etats Généraux	
Unies des Païs-Bas, le-19	p. Février. 386
Lettre du Comte d'Estrade	
Février.	387
NAT.	Mé-

Mémoire de Monsieur Boreel présenté au Roi Très-Chrêtien, le 29. Février. 389

### M A R S 1664.

Lettre du Comte d'Estrades à Monsieur de Lionne le 6. Mars. Lettre du Roi Très-Chrêtien à Messieurs les Etats Généraux des Provinces - Unies des Païs-Bas, le 7. Mars. Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Mesheurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 7. Mars. Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 12. Mars. Lettre du Comte d'Estrades à Monsieur de Lionne, le 20. Mars. Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Mesheurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 24. Mars. 405

#### A V R I L 1664.

Propositions faites par le Comte d'Estrades à Mrs. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas touchant les affaires de Malthe, le 1. Avril. 407 Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 16. Avril. 414 Lettre du Comte d'Estrades à Monsieur de Lionne, le 17. Avril. 416. Mémoire du Roi au Comte d'Estrades, du 23. Avril. 417

# M A Y 1664.

Lettre	du	Comte	d'Estrades	au F	Roi,	le 8.
May Lettre		Comte	d'Estrades	au R	oi.	423 le 20.
May			Comte d'E			431
May	•	- 10.	Vi L	jeruae	٠,	432

# J U I N 1664.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 5.
Juin.  Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 12.
Lettre du Comte d'Estrades à Monsieur de
Lionne, le 19. Juin.
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 20.
Juin. 447
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 26. Juin.
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 27.
Juin. 453

# JUILLET 1664.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 3.
Fuillet. 454
Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Mes- sieurs les Etats Généraux des Provinces
Unies des Païs - Bas, le 4 Juillet. 456
Lettre du Roi Très-Chrêtien à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des
Païs-Bas, leg. Juillet. 457
YALA Let-

# T A B L E.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 10	).
Juillet. 45	9
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 11	
Juillet. 46	I
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 17	7.
Juillet. 46	4
Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Me,	-
sieurs les Etats Généraux des Province	25
Unies des Pais-Bas, le 17. Juillet. 47	
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 18	
Fuillet. 47	
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 24	1.
Fuillet. 47	-
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 3	I.
Juillet. 47	6

### AOUT 1664.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, Août.	le 7.
Lettre du Roi au Comte d'Estrades,	
Lettre de Monsieur de Lionne au Comte	d'E∫-
trades, le 8. Août. Lettre de Monsieur de Lionne au Comte	483 d'Es-
trades, le 15. Août.	485

### SEPTEMBRE 1664.

Lettre	du	Comte	d'Estrades	au	Roi,	le 18	
Sept	emb	re.				48	б
Lettre	du	Comte	d'Estrades	au	Roi,	le 25	
Sept	emb	re.				49	2

# OCTOBRE 1664.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 2. Oc-
Lettre du Roi Très-Chrêtien à Messieurs les
Etats Généraux des Provinces Unies des
Païs-Bas, le 3. Octobre. 498
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 9. Octobre.
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 10.
Octobre. 503
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 16.
Octobre.
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 17. Octobre.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 23.
Octobre.
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 24.
Octobre.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 30. Octobre.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 30.
Octobre. 522
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 31.
Octobre. 524

### NOVEMBRE 1664.

The state of the s	
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le	6. No-
vembre.	525
Lettre du Roi au Comte d'Estrades	le 7.
Novembre.	520
Lettre du Comte d'Estrades au Roi,	le 13.
Novembre,	305
20.	Let-

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 20.
Novembre.

Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 21.
Novembre.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 27. Novembre.

Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 27. Novembre.

Lettre du Roi Très-Chrétien à Messeurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, le 18. Novembre.

Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Messeurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, le 29. Novembre.

8

0

).

3

8

3.

40.70.2

5 . 9 3 . 5 .

#### DECEMBRE 1664.

가게 생각된 것 같아. 이 보다 가고 있는 사람이 하면 이 아니라 하는 것이 되었다. 그런 사람이 되었다. 그런 사람이 없는 것이 없는 것이 없는 것이 없다.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 4. Decembre.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 4.
Decembre.  Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 5. De-
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 11. De-
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 11.
Decembre. 560 Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Mes-
Sieurs les Liais Généraux des Provinces Unies des Pais-Bas, le 12 Decembre. 564
Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 19. De-
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 18. Decembre.
Lettre du Comte d'Estrades au Roi, le 25.
Decembre. 573 Mé-

Mèmoire du Comte d'Estrades présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, le 26. Decembre. 580 Lettre du Roi au Comte d'Estrades, le 26. Decembre. 581 Lettre de Monsieur de Lionne au Comte d'Estrades, le 29. Decembre. 584 Mémoire du Comte d'Estrades présenté à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, le 30. Decembre. 585

F I N..



